

Constantin Melnik

DE GAULLE, LES SERVICES SECRETS ET L'ALGÉRIE



nouveau monde

DE GAULLE, LES SERVICES SECRETS ET L'ALGÉRIE

Dans la même collection

David Bankier (dir.), *Les services secrets et la shoah*, 2007.
Olivier Forcade, *La République secrète*, 2008.
Emmanuel Droit, *La Stasi à l'école*, 2009.
Sébastien Laurent (dir.), *Entre l'État et le marché*, 2010.
Louis Rivet, *Carnets du chef des services secrets*, présentés par Olivier Forcade et Sébastien Laurent, à paraître.

Le « Grand Jeu », collection dirigée par Olivier Forcade et Sébastien Laurent, rassemble des travaux de recherches sur l'histoire du renseignement et des services secrets. Elle tire son nom du roman de Rudyard Kipling, *Kim*, et désigne les jeux de l'information et de l'influence entre les grandes puissances occidentales en Asie centrale.

Olivier Forcade : professeur d'histoire contemporaine à l'université de Paris IV-Sorbonne, il a notamment publié *La République secrète* (Nouveau Monde éditions, 2008).
Sébastien Laurent : maître de conférences habilité à l'université de Bordeaux, il dirige un programme de recherches de l'Agence nationale de la recherche consacré au renseignement (www.ioif.fr).

Édition : Yannick Dehée, Sabine Sportouch, Charlotte Maréchal
Corrections : Catherine Garnier (pour l'avant-propos, l'entretien et la post-face)
Maquette : Pierre Chambrin

© Nouveau Monde éditions, 2010.
Première édition : Grasset, 1988.
24, rue des Grands Augustins – 75006 Paris
ISBN : 978-2-84736-499-6
Dépôt légal : juin 2010
Imprimé en France par Corlet

Constantin Melnik

DE GAULLE, LES SERVICES SECRETS ET L'ALGÉRIE

Avant-propos d'Olivier Forcade

Entretien avec Sébastien Laurent

Post-face de l'auteur

nouveau monde éditions

Avant-propos

Michel Debré et les fins politiques du renseignement

par Olivier Forcade

Dans la pratique du pouvoir, la décision efficace doit théoriquement être fondée sur une information fiable[*]. C'est pourquoi le renseignement au sens large, *a fortiori* en période de guerre, relève de l'art de gouverner pour un Premier ministre et ses conseillers[**]. Au cabinet de Michel Debré, Constantin Melnik a eu, pendant trois ans, un rôle central dans les décisions prises et les actions engagées en matière de renseignement et de sécurité. Il ne fut certes pas le seul à prendre part et à assumer des responsabilités écrasantes, à des instants parfois tragiques de l'histoire nationale. D'autres que lui, au premier desquels Charles de Gaulle et Michel Debré, mais aussi Jacques Foccart à l'Élysée, le général Paul Grossin à la tête du SDECE depuis 1957, quelques ministres, des hauts fonctionnaires et des conseillers dans les cabinets

* Ce texte a fait l'objet d'une première publication dans les actes du colloque du 14 au 16 mars 2002, *Michel Debré, Premier ministre, 1959-1962* sous la direction de Serge Berstein, Pierre Milza et Jean-François Sirinelli, Paris, PUF, 2005, p. 489-513. Nous remercions les PUF pour sa réédition.

** Par renseignement, il faut entendre une somme d'informations, collectée par des sources tant techniques (écoutes, interceptions) qu'humaines (agents, honorables correspondants…), et dont l'élaboration produit le renseignement synthétisé, aux fins de l'action politique.

ministériels, prirent une place dans ce qu'on n'appelle pas encore une « communauté du renseignement » : a-t-elle d'ailleurs jamais véritablement existé en France au début de la Ve République ? Or, le décret constitutif du Service de documentation et de contre-espionnage (SDECE) du 4 janvier 1946 stipulait que l'orientation et la coordination du renseignement relevaient de l'autorité du président du Conseil. Cela signifiait, sous la IVe République, que le renseignement comme son orientation à des fins de politique de défense comme extérieure revenaient au président du Conseil. Ces dispositions furent, pour l'essentiel, reprises dans l'Ordonnance du 7 janvier 1959 portant organisation de la Défense nationale en son article 13. L'organisation d'un comité interministériel du renseignement y est explicitement mentionnée, sous l'autorité du Premier ministre. Quoiqu'à l'esprit du pouvoir gaullien, ces questions n'étaient pas nécessairement prioritaires pour le cabinet de Michel Debré dans l'urgence des décisions à prendre au cœur de la guerre d'Algérie. Constantin Melnik était l'un de ses conseillers, et son témoignage de première importance nous plonge au cœur du pouvoir, de son exercice, de ses vertiges.

Notre propos ambitionne de saisir la nature et l'ampleur de la prise en compte du renseignement par le cabinet du Premier ministre et par Michel Debré dans l'établissement de la politique algérienne. Cette étude exclut donc *a priori* l'analyse du renseignement opérationnel (Centre de coordination interarmées, BEL et SDECE) dans la guerre d'Algérie*, sauf à envisager ses implica-

* Sur la guerre d'Algérie, Bernard Droz, Evelyne Lever, *Histoire de la guerre d'Algérie 1954-1962*, Paris, Points-Seuil, 1984, p. 183 *sq* et André Martel, (dir), *Histoire militaire de la France*, Paris, PUF, 1994, p. 321 *sq*, les pages dues à Jacques Frémeaux. Sur les événements politiques, on renvoie à *L'Année politique*, Paris, PUF, de 1959 à 1962. Douglas Porch, *Histoire des services secrets français*, tome 2, *De la guerre d'Indochine au Rainbow Warrior*, Paris, Albin Michel, 1997, p. 114-183 n'est pas toujours sûr. Il utilise les mémoires déjà parus, sans archives inédites. Son chapitre 16 est consacré à l'acquisition du renseignement opérationnel en Algérie par la torture. Sur l'organisation de l'appareil de renseignement militaire, Maurice Faivre, « Le renseignement dans la guerre d'Algérie », in Jean-Charles Jauffret, Maurice Vaïsse (dir.), *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*, Bruxelles, Complexe, 2001, p. 291-309 ; Sébastien Duquenne, *Le Centre de coordination interarmées,* mémoire de maîtrise, Université de Paris IV, 1999, 120 p. sous la direction de J. Frémeaux. Raphaëlle Branche, *L'Armée et la torture pen-*

tions politiques. On sera attentif aux effets de perception tenant à l'ouverture des seules archives Debré, complétées par quelques fonds privés et des mémoires d'utilisation délicate, en attendant l'ouverture totale des archives présidentielles et de celles du SDECE sur le sujet[*]. Le risque est d'accorder à Matignon une place trop déterminante. C'est bien rapportées au rôle de l'information dans l'exercice du pouvoir du Premier ministre qu'il faut examiner les responsabilités de Constantin Melnik : place du renseignement dans la machine gouvernementale dès le 9 janvier 1959, puis rôle d'un renseignement conçu comme un outil politique dans la politique algérienne et dans la diplomatie par Michel Debré[**].

Le renseignement dans la machine gouvernementale

Les rouages du renseignement à Matignon

Vus de Matignon, les rouages du renseignement sont-ils harmonieux ? En application du décret du 4 janvier 1946 rédigé par un gaulliste historique, Passy, le SDECE dépend de l'autorité du Premier ministre[***]. Celui-ci définit un plan d'orientation du renseignement, mais dont la fréquence comme la réalité ne furent jamais établies en raison de la succession rapide des gouvernements de la IV[e] République. Ainsi l'instabilité gouvernementale a-t-elle longtemps laissé le SDECE sans réelles directives à moyen et long terme de 1946 à 1958, en dépit d'une orientation par le SGDN, à l'instar du rapide plan de renseignement de 1952[****]. La

dant la guerre d'Algérie 1954-1962, Paris, Gallimard, 2001, 474 p. sur la collecte du renseignement opérationnel par les DOP en Algérie ; Jean-Charles Jauffret, *Ces officiers qui ont dit non à la torture, Algérie 1954-1962,* Autrement, 2005 ; Maurice Faivre, *Le renseignement dans la guerre d'Algérie*, Panazol, Lavauzelle, 2006.

* A.N., Présidence de la République, Secrétariat général, fonds Jacques Foccart.

** Michel Debré, *Gouverner. Mémoires,* tome 3*, 1958-1962*, Paris, Albin Michel, 1986.

*** Sébastien Laurent, « Les services secrets gaullistes à l'épreuve de la politique (1940-1947) », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, vol. 14, n° 54/2001, pp. 139-153.

**** AE, Service des pactes, plan de renseignement du SGDN pour l'année 1952, cité par Georges-Henri Soutou *in* G.-H. Soutou *et alii*. (dir.), *L'exploitation du renseigne-*

conséquence fut double : d'une part un SDECE laissé à sa propre autorité, sans véritable contrôle exécutif (encore moins législatif d'ailleurs) ni durable coordination des activités de renseignement au niveau gouvernemental ; un SDECE à vocation impériale et animé d'un vif anticommunisme, parce qu'engagé, par la force des conflits de décolonisation, dans la répression des indépendantismes coloniaux, supposés encouragés par Moscou. C'est ainsi au dernier président du Conseil de la IVe République qu'il est revenu de fixer un plan d'orientation des recherches du renseignement à trois mois en juillet 1958, en liaison avec le général d'armée Grossin, directeur du SDECE. Celui-ci désignait quatre objectifs clairs : protection des intérêts français en Algérie (lutte contre le FLN en Algérie, Afrique du Nord et pays du Moyen-Orient aidant le FLN) ; protection des intérêts français en Afrique Noire et dans la communauté ; action sur les menées communistes contre la France (soviétiques, satellites, chinoises, mouvements internationaux communistes) érodant ses positions dans le monde ; lutte contre les activités pouvant porter atteinte aux intérêts français dans le monde libre[*]. Pour atteindre ses objectifs, le SDECE dispose de moyens à l'extérieur du territoire et à son service central : 1° de postes fixes sous couverture diplomatique (travail de liaison, recherches, observation), des antennes clandestines à couverture privée (renforcer le premier réseau ou répondre à des missions particulières), d'éléments de recherche de réseaux, clandestins, avec des couvertures diverses, menant des opérations de pénétration à partir de France. 2° Au service central, le SDECE dispose d'un organisme d'orientation et de centralisation du renseignement ; d'un système d'interception de courrier et de matériel (opération en France et à l'étranger) ; de possibilités de surveillance microphoniques ; d'un service d'interception téléphoni-

ment en France et aux États-Unis des années 1930 aux années 1960, Paris, Economica, 2001, p. 13. Sans doute le SGDN a-t-il réactualisé ce plan dans les années suivantes.

* SHAT, fonds privé Paillole, 1 K 545, carton 16, dossier DPSD et SDECE 1945-1960, étude sur la situation du SDECE en janvier 1959 par Paul Paillole, 13 pages. C'est à son autorité personnelle qu'il doit la rédaction de ce rapport.

que rattaché au cabinet du Premier ministre. C'est donc à Michel Debré qu'il revient de véritablement mettre en œuvre l'orientation du SDECE dès janvier 1959 comme à son cabinet de coordonner les activités de renseignement militaire, policier et politique. Un conseiller, Constantin Melnik, assume cette responsabilité de coordinateur pour la première fois à Matignon[*].

Les rôles sont clairement répartis. Le Général de Gaulle impose des instructions générales et la fin de l'action politique, sans entrer dans les détails de la mise en œuvre laissée à l'appréciation de ses conseillers, notamment Foccart pour la coordination et la synthèse du renseignement concernant les seuls pays africains[**]. Celui-ci rencontre Michel Debré et son conseiller pour le renseignement et la sécurité, Constantin Melnik, avec lequel il avoue des relations difficiles[***]. Il dit s'entretenir directement avec Debré hors la présence de Melnik. Par ailleurs, le général Grossin ne voit pas fréquemment de Gaulle, ainsi que le rappelle Debré le 20 novembre 1961[****] : « Le Général de Gaulle

---

* Michel Debré, *Gouverner. Mémoires,* tome 3*, 1958-1962*, Paris, Albin Michel, 1962, p. 22. Constantin Melnik, *Un espion dans le siècle. La diagonale du double*, Paris, Plon, 1994, p. 327.

** Pierre Viansson-Ponté, *Histoire de la République gaullienne, mai 1958-avril 1969*, Paris, Laffont, Bouquins, 1984, p. 89. *Foccart parle. Entretiens avec Philippe Gaillard*, Paris, Fayard-Jeune Afrique, tome 1, 1995, pp. 359-361. Il y réfute l'existence d'un comité à trois (Debré-Melnik-Foccart) décidant du renseignement avancé par Melnik. L'existence de celui-ci ne ressort pas des archives dépouillées. Roger Faligot, Pascal Krop, *La Piscine. Histoire des services secrets français 1944-1984*, Paris, Seuil, 1985, pp. 225-226, malgré des affirmations parfois trop tranchées, notamment sur les rencontres de Gaulle-Grossin.

*** Constantin Melnik, *Un espion dans le siècle. La diagonale du double*, Paris, Plon, 1994, notamment pp. 333-335 sur la rencontre Foccart, Debré, Melnik. Constantin Melnik, *1 000 jours à Matignon. De Gaulle, l'Algérie, les services spéciaux*, Paris, Grasset, 1988, 310 pages. Toute opération « action » du SDECE, commandé par le général d'armée Grossin, ne serait autorisée, au coup par coup, que sur décision de ces trois personnalités après information du Général de Gaulle. Trois règles furent fixées au début de l'année 1959 par de Gaulle selon Melnik. Les opérations « homo » n'ont lieu qu'en temps de guerre et seront interrompues à la fin de la guerre d'Algérie. Elles ne portent que sur des ressortissants étrangers et jamais sur des citoyens français. Elles se déroulent exclusivement en dehors du territoire français. Nous n'avons pas trouvé trace de note confirmant cette décision dans le fonds Debré.

**** Archives d'histoire contemporaine (AHC), fonds Debré, 2 DE 13, note de M. Debré à Grossin, 20 novembre 1961.

m'a fait observer une nouvelle fois qu'il ne vous voit jamais. Je lui ai répondu que vous alliez, très prochainement, lui demander un RV car, depuis des mois, c'est avec ses collaborateurs que vous avez l'habitude de travailler (…)» Mais il est en contact permanent avec Foccart auquel il adresse une fiche quotidienne concernant l'Afrique. Foccart échange alors les informations utiles sur la Communauté avec Françoise Duléry, conseillère de Debré[*] et plus directement avec le Premier ministre[**]. Si l'on suit ses Mémoires, Foccart affirme que c'est l'Élysée qui tranche en matière de renseignement, malgré les occasionnelles divergences d'appréciation entre la présidence de la République et le Premier ministre. En dépit de l'imprégnation du Général de Gaulle par les enjeux du renseignement[***], est-ce pour autant si sûr ? Foccart défend l'idée que les responsabilités nouvelles du chef de l'État, au regard de la IVe République, créent un besoin d'information inédit de la présidence de la République à partir de 1959. Les archives du Secrétariat général de la Présidence de la République démontrent effectivement son implication dans le suivi des affaires du SDECE[****]. Il relativise, mais sans le démontrer, le rôle

* Centre bordelais d'études d'Afrique Noire, *La politique africaine du général de Gaulle*, Paris, Pedone, 1980. *Foccart parle. op. cit.,* p. 183 *sqq*. « Tous les jours je reçois la fiche du SDECE concernant l'Afrique, que je mets dans le dossier du Général lorsqu'elle en vaut la peine. Je lui en parle le soir. Le directeur du SDECE – le général Paul Grossin qui avait été nommé par Guy Mollet – me rend compte des principaux renseignements qu'il reçoit, toujours concernant l'Afrique. À sa demande ou à mon initiative, je le fais recevoir par le Général pour qu'il l'informe en détail de tel ou tel sujet, mais ces audiences sont rares, trop rares à mon avis. En outre, je suis fréquemment appelé par un des responsables du service de renseignement sur la ligne téléphonique interministérielle. » Un réseau de postes de renseignement et de liaison du SDECE est monté à Dakar par Maurice Robert.

** AN, Présidence de la République, Secrétariat général, fonds Foccart, carton 215, dossier 607, correspondance Debré-Foccart 1959-1962 et carton 225, dossiers de correspondances et notes Foccart-SDECE 1958-1960. Fiches de renseignements SDECE à des questions posées 1961-1963. Relations de Foccart avec les généraux Grossin et Guibaud 1958-1962.

*** D. Porch, *op. cit.*, pp. 164-183, défend la thèse d'une utilisation consciente du renseignement à des fins politiques par la République gaullienne. Ses analyses sont largement remises en question par les documents livrés par le fonds Debré. Dans cet ouvrage, il passe sous silence les années 1959-1962.

**** AN, Présidence de la République, Secrétariat général, fonds public Foccart, carton 223, renseignements 1958-1959.

de Matignon pour le renseignement[*]. On sait que le Général de Gaulle ne s'interdit pas des instructions et des entrevues directes avec les ministres, comme ses conseillers avec ceux du cabinet de M. Debré, parfois à l'insu du Premier ministre[**]. Toutefois, cet état de fait n'est pas explicitement avéré pour la totalité des affaires en matière de renseignement et de police[***], au point de parler d'un domaine partagé entre l'Élysée et Matignon.

Au cabinet du Premier ministre, Constantin Melnik coordonne donc les questions techniques du renseignement en liaison avec le colonel Édouard Mathon, chargé de centraliser les renseignements en provenance d'Afrique du Nord[****]. Cette centralisation a certes toujours été difficile en Algérie. Déjà en 1953, elle tenait à l'éclatement des services et de leur tutelle (Intérieur, Armée, Présidence du Conseil) selon le directeur de la Sécurité générale en Algérie, Jean Vaujour[*****]. Michel Debré attache une importance toute particulière à une centralisation des renseignements du SDECE sur le FLN et sur ses dirigeants au profit du cabinet du Premier ministre.[******] À la suite du Général de Gaulle, il fait entrer, en somme, les principes d'organisation du renseignement jamais appliqués depuis 1946 dans la pratique politique gouvernementale. Une note du 18 août 1960 destinée à Grossin le rappelle explicitement à propos des dirigeants du FLN à Tunis. Après les entretiens secrets de Médéa en mai 1960, ceux de Melun en juin 1960 ont pour but de fixer les conditions d'ouverture de négociation avec le FLN. Cette note fait apparaître sa conscience très précise de l'intérêt du renseignement

---

[*] Foccart, *op. cit.*, p. 184. « Melnik s'en occupe à Matignon. Avec lui j'ai des petits conflits – auxquels il donnera des dimensions extravagantes dans ses Mémoires successifs. Il veut trancher, mais en réalité c'est l'Élysée qui tranche. À ce sujet, j'ai aussi, par moments, quelques frictions passagères avec Debré. »

[**] Michel Debré, *Entretiens avec le général de Gaulle 1961-1969*, Paris, Albin Michel, 1993, p. 55.

[***] AN, Présidence de la République, *op. cit.*, carton 225, dossier 640, ministère de l'Intérieur-écoutes, fév.-juillet 1960.

[****] SHAT, 3 K 51, V-VIII, entretiens avec le général Édouard Mathon réalisés en 1999.

[*****] Jean Vaujour, *De la révolte à la révolution. Aux premiers jours de la guerre d'Algérie*, Paris, Albin Michel, 1985, pp. 59-60.

[******] AHC, fonds Debré, 2 DE 13, note de Michel Debré à Grossin, 8 août 1960.

dans l'action gouvernementale vis-à-vis du FLN en particulier, et plus généralement. Non en terme d'information, mais bien aux fins de l'action politique : « Mais il ne suffit pas de faire la synthèse des renseignements supplémentaires ; il faudrait essayer de chercher des renseignements supplémentaires (sur les dirigeants du FLN) ; en particulier sommes-nous suffisamment au fait des divisions à l'intérieur du FLN. (…) Il n'est pas douteux qu'une scission du FLN et le ralliement direct de certains de ses éléments à la politique du Général de Gaulle constituerait un échec sensationnel pour la rébellion. Comment pouvons-nous aller du renseignement à l'action ? Voulez-vous y réfléchir et venir m'en parler jeudi vers 17 h[*] ? » La création d'un ministère d'État chargé des Affaires algériennes, confié à Louis Joxe en novembre 1960, conduit à dessaisir progressivement le cabinet Debré des affaires algériennes. « Le déroulement de l'affaire algérienne échappait à mon entier contrôle. Ma marge de manœuvre prenait des allures de peau de chagrin » note Michel Debré[**]. Cela est-il totalement vrai en matière de renseignement au moment où le général Jacquier succède à Grossin ?

Affecté au cabinet militaire de M. Debré du 1er janvier 1959 au 30 avril 1962 pour suivre les questions de renseignement et des opérations militaires en Algérie, le colonel Mathon (1916-2000) souligne la personnalité riche et complexe de Melnik dans un témoignage oral au SHAT en 1999 : « D'une qualité intellectuelle et d'une volonté exceptionnelle, avec une grande puissance de travail, il avait un caractère russe (…) changeant et difficile. Ses rapports avec Grossin sont d'une harmonie absolue (au point de former) une équipe très soudée. » Si Mathon n'a pas de contact direct avec Grossin et des rapports exceptionnels avec les officiers et agents civils du SDECE à la caserne Mortier, l'entente avec Melnik est, de son point de vue rétrospectif, parfaite[***].

---

* AHC, fonds Debré, 2 DE 13, note Debré à Melnik, 8 août 1960.

** Michel Debré, *Entretiens avec le général de Gaulle 1961-1969*, Paris, Albin Michel, 1993, p. 24.

*** SHAT, 3 K 51, fonds oral Mathon, V-plage 2, l'affectation au cabinet militaire de M. Debré et l'Algérie.

Toutefois, deux ordres de tensions grandissantes s'exerceraient au cabinet de Michel Debré. D'une part, entre libéraux autour du chef de cabinet civil, Pierre Racine, et partisans de l'Algérie française, notamment au cabinet militaire*; d'autre part, selon Melnik, entre le groupe des fonctionnaires, faisant corps, anciens camarades de l'ENA autour de Racine, « conseillers spécialistes et chargés de mission s'étant tous cooptés dans le même milieu » (Guéna, Chazal, Mamert) et celui autobaptisé des « francs-tireurs » avec Melnik, Sans et Halff**. Dans une longue note du 14 février 1959 à Michel Debré, Melnik détaille les difficultés de relations entre ces deux groupes, l'incommunicabilité intellectuelle entre les spécialistes du renseignement et la majorité des conseillers du cabinet autour de Pierre Racine, soucieux d'établir son autorité sur le travail de cabinet. Y proposant sa démission (refusée), Melnik souligne « le choc fatal entre ces deux groupes pour des raisons plus sociologiques que personnelles… car déjà Mamert me reproche d'héberger Christin et Foutou, sur les rétributions, sur les attributions, sur mon point de chute futur*** ». De 1959 à 1962, ses notes à Michel Debré soulignent à de multiples reprises la difficulté d'obtenir une décision rapide ou le retour d'un document SDECE en lecture au cabinet. Cette note démontre la difficulté attendue, tant dans le travail de cabinet que celui gouvernemental, de prendre en compte les apports du renseignement comme de s'en remettre à des informations engageant la responsabilité de celui qui l'utilise bien que la provenance et les modes d'acquisition restent souvent inconnus. D'où des préventions naturelles des conseillers ou chargés de mission étrangers au renseignement. Et Melnik de conclure : « Si je m'occupe du SDECE et des renseignements intérieurs, il faut que je puisse

* Cité par Sébastien Laurent *infra*. SHAT, 3 K 62, I-II, entretiens réalisés avec Pierre Racine en 2000.

** AHC, fonds Michel Debré, 2 DE 11, lettre de Constantin Melnik à Michel Debré, manuscrite, « strictement personnelle », 13 pages, 14 février 1959 sur l'équilibre de son cabinet.

*** *Ibidem*, p. 5-6. On ne sait s'il s'agit de sa rétribution ou de celles, sur les fonds secrets, d'informateurs comme d'opérations du SDECE.

bénéficier de la confiance de l'échelon supérieur du cabinet. En retour, il est indispensable que je puisse m'appuyer sur cet échelon (comme Foccart vis-à-vis de Pompidou et Guichard). Or actuellement j'hésite à confier la vie des réseaux, le maniement de documents explosifs à des personnes dont je ne puis apprécier la compétence sur la matière (…) ou le sérieux (…). Certes, je sais pouvoir compter sur votre total appui mais il n'en reste pas moins : 1° que des documents ne me sont remis qu'avec retard par le cabinet. 2° que dans mon coffre des documents que j'hésite à confier à quelqu'un d'autre que vous. Or il n'est rien de pire que le renseignement qui dort* (…) » La responsabilité incombant à Debré est claire. C'est dans et par la relation privilégiée Debré-Melnik que le renseignement sera politiquement efficace. Michel Debré en eut conscience très vite, accordant sa confiance à son conseiller. Il ne le mit pas systématiquement dans la confidence de l'information pour satisfaire au subtil équilibre des rapports de force que tout cabinet génère. Ainsi Melnik n'est-il pas informé initialement des entretiens secrets de Médéa avec les dirigeants de la Wilaya IV menés par Bernard Tricot, conseiller technique à la Présidence de la République (affaires constitutionnelles et algériennes), et Mathon en mai 1960. Par ailleurs, M. Debré n'hésite pas à demander au général Grossin l'engagement des services spéciaux et de ses unités « action » (11e Choc) quand il s'agit, par exemple, d'enrayer les actions du FLN sur le Sahara en partant de ses bases du Mali à l'été 1961**. Il connaît la réalité des unités spéciales françaises, après avoir visité la base d'entraînement de Cercottes le 6 janvier 1962***. Il a également une connaissance aiguë des moyens techniques d'écoute téléphonique. Il rappelle sa volonté d'être personnellement avisé des

* AHC fonds Debré, 2 DE 11, note de Constantin Melnik à Michel Debré, 14 février 1959, p. 12-13.

** AHC fonds Debré, 2 DE 13, note de Michel Debré à son cabinet militaire (Mathon), 31 juillet 1961 au sujet des tentatives d'infiltrations FLN au Sahara et aux frontières du Mali, à destination des Touaregs. Également 2 DE 20, note Debré à Melnik au sujet de l'implantation FLN au Mali, 13 septembre 1961.

*** AHC, fonds Debré, 2 DE 20, note Debré à Melnik, 27 novembre 1961.

écoutes décidées, craignant des initiatives de poses par les ministères des Armées, de l'Intérieur ou de la préfecture de Police de Paris, à l'insu de son cabinet*. Enfin, il demande une écoute systématique des émissions sur les radios étrangères attaquant la France en janvier 1962.

L'enjeu politique du contrôle exécutif des services spéciaux et de leur réorganisation

Le contrôle exécutif comme l'orientation et la coordination des activités de renseignement par le gouvernement est, à défaut de celui législatif, fondamental. Dans les heures difficiles menaçant le gouvernement et le régime en 1960-1962, des barricades au putsch de 1961, il est un enjeu parfois tragique. Le gouvernement de M. Debré consacre et approfondit le travail interministériel, notamment en matière de renseignement. L'ordonnance du 7 janvier 1959 a créé le comité interministériel du renseignement. La réorganisation et la centralisation du renseignement ont été l'objet de nombreux échanges de notes et de vues entre Debré, Olié, CEMGDN, Evenou et Melnik en 1959. Cette question est, en outre, traitée dans le programme de réforme administrative du 17 janvier 1959. La première trace archivistique retrouvée est une demande de Debré à l'amiral Evenou le 30 novembre 1961. Il y rappelle l'ordonnance de 1959 prévoyant un conseil interministériel du renseignement afin de préparer avec le général Puget une réunion**. La coordination interministérielle en matière de défense implique explicitement la centralisation du renseignement « pour lequel il existe d'ailleurs un comité interministériel qui était pratiquement tombé en désuétude, depuis qu'il avait cessé d'être animé par un secré-

* AHC, fonds Debré, 2 DE 20, note Debré à Melnik, 8 janvier 1962.

** AHC, fonds Debré, 2 DE 13, dossier notes aux cabinets militaires et civils, note de M. Debré à l'amiral Evenou, 30 novembre 1961, pour réunir en décembre 1961 le Conseil interministériel du renseignement.

taire d'État[*] ». Un second document détaille la méthode générale, préférant des réunions interministérielles à une commission interministérielle (à laquelle il dit ne pas croire) pour davantage d'efficacité[**]. M. Debré y souligne paradoxalement qu'en matière intéressant la défense, le renseignement, un tel organisme serait pourtant préférable. Par la suite, l'explication vint et tient à la difficile coordination des services de renseignement et de police dans l'action contre le FLN en métropole, mais aussi en direction de ses actions et soutiens hors de l'Algérie. Pourtant, l'application de cette ordonnance fait encore problème en janvier 1962. « Il faut, de nouveau, me débrouiller cette question du renseignement : me préparer un complément à la directive de 1958. 2° Envisager le décret d'application de l'ordonnance[***]. »

C'est notamment dans le domaine des écoutes que ce problème de centralisation est le plus crucial en 1959. C. Melnik établit, dans une note importante du 13 février 1960, la nécessité de centraliser les résultats des écoutes entre la préfecture de Police, « qui dort sur ses écoutes, ne les communique à personne et nous ne savons même pas si elle est capable de les exploiter valablement, et la Sûreté nationale[****] ». Ce sont les relations entre services autorisés à faire des écoutes qui posent problème. Le SDECE fait des écoutes en France car la Police ne lui donne pas ses écoutes. Melnik regrette par ailleurs les réticences du ministre de l'Intérieur P. Chatenet à recourir largement aux écoutes politiques contre des parlementaires et d'anciens ministres. En conséquence, Melnik a imposé les écoutes au SDECE pour contourner les réticences du préfet de Police de Paris à ordonner ou lui communiquer ses écoutes. Il propose, mais en vain, à M. Debré, de centraliser toutes les écoutes dans les locaux du

* AHC, fonds Debré, 2 DE 56, programme de réforme administrative. Organisation et méthode, 17 janvier 1959, p. 6.

** *Ibidem*, Réforme administrative. Moyens, p. 12.

*** AHC, fonds Debré, 2 DE 20, note de M. Debré à Melnik, 19 janvier 1962. Il s'agit sans doute de la directive du Général de Gaulle de l'été 1958.

**** AHC, fonds Debré, 2 DE 56, note de C. Melnik au Premier ministre au sujet de la centralisation du renseignement, 4 pages, 13 février 1960.

SDECE, au profit de Matignon, plaidant pour une commission mensuelle des écoutes Sûreté nationale-préfecture de Police-SDECE à Matignon. Il préconise enfin d'orienter le travail des 700 fonctionnaires des renseignements généraux vers 1° le PCF, 2° le FLN, 3° l'extrême-droite… Dans le même sens, il défend le rattachement de la DST au Premier ministre, car, ne faisant que du contre-espionnage, elle est un complément du SDECE et donnerait ainsi un meilleur rendement*. Les propositions de coordination DST-SDECE de Melnik offrent autant d'avantages techniques que d'inconvénients politiques en 1959. Elles ne sont pas suivies, en dépit (ou en raison…) de ses appréciations sévères sur le travail du préfet de Police de Paris, M. Papon, et du ministre de l'Intérieur, Chatenet**.

La coordination et la centralisation du renseignement, sinon sa réorganisation, demeurent un enjeu non résolu par Michel Debré jusqu'au départ de Matignon. Elle est une réforme constamment à l'esprit de son cabinet, c'est-à-dire sans solution pratique, au point de parler de désordre dans l'action des services spéciaux en 1961 selon Michel Debré : « Entre le SDECE, le service de sécurité extérieure et quelques autres activités policières françaises, le désordre est trop grand pour ne pas créer des difficultés un jour ou l'autre***. » La question est encore délicate en janvier 1962. Il envisage alors un complément à la directive de 1958 du Général de Gaulle comme un décret d'application (nouveau ?) à l'ordonnance de 1959 sur la centralisation du renseignement au profit du Premier ministre****. Il organise ainsi ponctuellement des conseils interministériels du renseignement. Le rôle de Pierre Racine est central dans ce travail interministé-

* AHC, fonds Debré, 2 DE 56, note Melnik à l'attention du Premier ministre, strictement personnel, 9 novembre 1959, 4 pages.

** AHC, fonds Debré, 2 DE 56, note manuscrite non datée de Melnik à M. Debré sur la Sûreté nationale.

*** AHC, fonds Debré, 2 DE 20, note Debré à Melnik au sujet de la complexité des services de sécurité français, 2 juillet 1961.

**** AHC, fonds Debré, 2 DE 20, note Debré à Melnik sur le renseignement, 19 janvier 1962.

riel arrêtant les mesures de lutte contre le FLN depuis 1959[*]. Le 10 mars 1962, l'ordre du jour porte alors sur le renouvellement de directives, le problème du trop grand nombre de « services locaux » du renseignement et une mise au point des responsabilités partagées entre le SDECE et l'état-major général de la Défense nationale[**].

La réorganisation profonde du renseignement qu'appelle de ses vœux Melnik n'a pas été acceptée par M. Debré en 1959. En revanche, elle touche l'appareil de renseignement militaire à la demande du Général de Gaulle. Les conséquences du putsch d'avril 1961 conduisent à réorganiser le Centre de coordination interarmées créé en Algérie en 1956[***]. De nombreux officiers de renseignement y ont participé[****]. De Gaulle demande sa réorganisation le 12 mai 1961[*****]. Il est donc dissous en juillet 1961 ainsi que la demi-brigade de recherche et la compagnie autonome de recherche opérationnelle en Algérie[******]. Il s'agit de rattacher les organes de renseignement opérationnel au commandement supérieur (général Olié, chef d'état-major de la Défense nationale) pour contrôler étroitement leurs dérives. Après la semaine des barricades en janvier 1960, et *a fortiori* après le putsch d'avril 1961, l'appareil de renseignement militaire en Algérie passe de

---

* AHC, fonds Debré, 2 DE 20, note Debré à Racine sur le conseil interministériel dans la lutte contre le FLN, 10 septembre 1959. « Lobut responsable. A convoqué : Intérieur Chatenet et police (Papon-Verdier)/secrétariat général Affaires algériennes : Ingrand/SDECE : Grossin/EMGDN : ?/ Chez nous Lobut Melnik. C'est important. Il y a certainement des défaillances. »

** AHC, fonds Debré, 2 DE 20, note Debré à Melnik sur le conseil de renseignement du 10 mars 1962, 15-02-1962.

*** AHC, fonds Debré, 2 DE 3, fiche au cabinet militaire à M. Debré au sujet du CCI, 25 mai 1961.

**** Maurice Vaïsse, *Alger le Putsch*, Bruxelles, Complexe, 1983 et « Quoi de neuf sur le Putsch ? », *La guerre d'Algérie au miroir des décolonisations françaises*, actes du colloque en l'honneur de Charles-Robert Ageron, Paris, SFHOM, 2000, pp. 251-256.

***** AHC, fonds Debré, 2 DE 3, note du général Olié, chef d'état-major général de la Défense nationale au Premier ministre, 30 juin 1961, sur la réorganisation du Centre de coordination interarmées (270 officiers, 523 sous-officiers, 2 800 soldats en juin 1961).

****** AHC, fonds Debré, 2 DE 3, note du cabinet militaire au Premier ministre, 7 juillet 1961 sur les changements apportés à l'organisation du CCI.

la suspicion au discrédit aux yeux de Debré et son cabinet. Les sympathies pro-OAS d'officiers de renseignement, à l'instar du colonel Serge-Henri Parisot, chef du SRO de 1956 à 1958, à ce titre organisateur de l'interception de l'avion de Ben Bella le 22 octobre 1956, achèvent de condamner ces organismes à côté du SDECE[*]. Vient la réorganisation du service « action » du SDECE et du 11e Choc en janvier 1962 pour « mettre fin à ses activités opérationnelles et à limiter ses activités à la préparation des réserves spécialisées intervenant en cas de déclenchement de conflit[**] ». Ces mesures sont internes. Enfin, le général Grossin, directeur du SDECE depuis 1956, est relevé de ses fonctions après un « incident technique lors d'une opération clandestine du SDECE ». Il est informé par un courrier de M. Debré du 26 janvier 1962[***]. Le général Paul Jacquier lui succède.

Le renseignement, outil de la politique algérienne et étrangère de Michel Debré

Michel Debré attache-t-il une importance particulière au renseignement dans la politique algérienne du gouvernement ?

Sans aucun doute, la réponse est affirmative. Dans son témoignage, le colonel Édouard Mathon rappelle que l'esprit du cabinet était largement animé par la résolution de la question algérienne. Selon lui, le Premier ministre accorde au renseignement une place essentielle : « avoir les meilleurs éléments pour affiner

* Serge-Henri Parisot, « L'interception de l'avion de Ben Bella le 22 octobre 1956 », *Rhin et Danube*, n° 390, octobre 1987. Jacques Foccart, *op. cit.*, sur le SDECE, le putsch et l'OAS, p. 349 *sqq*.

** AHC, fonds Debré, 2 DE 33, lettre de M. Debré au directeur du SDECE, 26 janvier 1962 sur le CCI. Foccart, *op. cit.*, p. 356-359 sur la réorganisation du 11e Choc et du service « action » du SDECE, très « engagés ». Jacques Patault, qui exerce les mêmes fonctions que Melnik auprès de G. Pompidou, eut de meilleures relations avec Foccart.

*** AHC, fonds Debré, 2 DE 33, lettres de M. Debré au général Grossin, 24 et 26 janvier 1962.

ses connaissances techniques sur l'Afrique du Nord notamment » et sculpter sa décision. Il s'efforce de faire remonter une information diversifiée de tous les ministères, en demandant à son cabinet le maximum d'appréciations techniques*. Les renseignements sur l'Algérie remontent-ils au cabinet parfaitement ? La réponse est cruciale. C. Melnik obtient du SDECE les informations souhaitées. De même, les échanges avec le délégué général en Algérie Paul Delouvrier deviennent plus vitaux au cours de l'année 1960 quand les menaces d'attentat ou de déstabilisation du pouvoir redoublent. L'inquiétude perce nettement dans une note de Debré à Delouvrier le 25 février 1960.

« Cher ami, un renseignement m'a été donné qui est le suivant : le coup manqué du mois de janvier serait préparé à nouveau pour avril à l'occasion du voyage aux États-Unis du Général de Gaulle. Le schéma étant le même : insurrection à Alger, prise de pouvoir à Paris. Il convient de considérer ce renseignement comme pouvant présenter une certaine valeur. Je vous demande donc de délibérer avec le général Challe, et d'autre part de donner des instructions particulièrement nettes au directeur de la Sûreté. Par le même courrier, je préviens le ministre des Armées et le ministre de l'Intérieur. À l'occasion de votre prochain voyage à Paris pour le Comité des Affaires algériennes qui aura lieu au début de mars, nous ferons une réunion à 4 (vous, moi, Chatenet, Messmer. Tenez-moi au courant de tous les renseignements complémentaires que vous pourriez avoir**. »

Le même jour, la lettre adressée à M. Chatenet rappelle « l'attention particulière aux mouvements et aux hommes que nous connaissons bien… » et celle au nouveau ministre des Armées, Pierre Messmer de « veiller au grain en réorganisant la sécurité militaire vers : 1° les activistes (voir cette affaire en collaboration avec Melnik). 2° les officiers récemment rappelés en métropole.

* SHAT, fonds oral Mathon, 3 K 51, V- plage 2.

** AHC, fonds Debré, 2 DE 12, note de Michel Debré le 25 février 1960 à Paul Delouvrier, délégué général du gouvernement en Algérie. Copie à M. Racine, Melnik, Leroy, dossier.

3° les officiers supérieurs qui aiment comploter et dont le nom vous est bien connu[*] ». Il adresse enfin une instruction à Melnik avec copie des trois autres lettres. « De votre côté voyez ce que vous pouvez faire. Faites-moi la liste des mesures pratiques que je dois recommander ou imposer. Parlez-en à Foccart. (Et de rajouter à la main "montrer les trois lettres"). Préparez avec un soin particulier la réunion qui se tiendra au début mars[**]. » Les relations entre la délégation générale et le cabinet du Premier ministre sont harmonieuses en 1960 selon Jean Vaujour[***], directeur des cabinets civil et militaire de Delouvrier jusqu'à sa démission du 11 novembre 1960 (après le discours du 4 novembre 1960 sur l'Algérie algérienne » de Charles de Gaulle). Au point que le Premier ministre demande à Melnik de faire adresser à Delouvrier « une fois par semaine, les nouvelles les plus importantes que vous (ou le service) auriez pu recueillir » après la plainte du délégué général du manque de renseignements provenant du SDECE en Afrique du Nord[****]. Jean Vaujour note alors « l'importance des renseignements venant de l'extérieur de l'Algérie et de métropole en 1960 et l'absence, de son point de vue, d'un organe central de renseignement. Surtout, il souligne que le général Crépin ne souhaite pas transmettre les renseignements militaires aux civils[*****] ». Et de noter, sans plus de précision, les contradictions qui surviennent entre les instructions de Debré et la politique amorcée par

* AHC, fonds M. Debré, 2 DE 12, lettres de M. Debré à M. Chatenet, ministre de l'Intérieur et à P. Messmer, ministre des Armées, 25 juin 1960.

** AHC, fonds Debré, 2 DE 12, lettre à C. Melnik le 25 février 1960, avec mention d'une copie à Racine et Leroy.

*** SHAT, fonds oral Jean Vaujour 3 K 5, XI-(12 AV 189), Jean Vaujour directeur du cabinet civil et militaire de Paul Delouvrier, délégué général du gouvernement en Algérie, à compter du 25 avril 1960. Les « conférences du midi » avec le général Crépin font apparaître les divergences d'analyse entre les partisans d'une solution Algérie française et ceux de l'évolution vers « l'Algérie algérienne ».

**** AHC, fonds Debré 2 DE 20, note Debré à Melnik après la demande de Delouvrier de ne pas avoir de renseignements précis sur les nouvelles du SDECE en provenance du Maroc et de la Tunisie, 22 juillet 1960.

***** SHAT, fonds oral Jean Vaujour 3 K 5, XV-(12 AV 293) sur l'organisation du renseignement en Algérie et la rétention d'informations militaires par Crépin dans le second semestre 1960.

de Gaulle. Cela démontrerait la difficulté croissante du cabinet du Premier ministre à obtenir toute l'information politique demandée aux sources de renseignement hors SDECE, à savoir le Centre de coordination interarmées et le Bureau d'études et de liaison. C'est l'une des raisons de l'envoi sur place de Mathon pour obtenir des renseignements et des impressions personnelles. La centralisation du renseignement, sur le FLN, au profit de Matignon, demeure non résolue en août 1960, soulignée par une instruction de Debré à Grossin*. Il y souhaite une synthèse d'informations hebdomadaire, dont il n'y a pas trace dans ses archives. Toutefois, le SDECE a pu largement informer le commandement et le gouvernement. De janvier 1959 à décembre 1960, le SDECE a donné sur l'objectif FLN les renseignements suivants : la formation et la composition du GPRA, la dissidence FLN en Tunisie, le texte de la réponse du GPRA aux propositions françaises du 16 septembre 1959, la formation d'un état-major de l'ALN, l'ouverture de nouveaux bureaux du FLN et l'attitude de certains pays vis-à-vis du FLN avant les sessions de l'ONU (Inde et Turquie par exemple). Il a pu ainsi donner jusqu'aux réactions aux entretiens de Melun de juin 1960 des membres du GPRA lors d'une réunion le 4 juillet 1960 à Tunis. Melnik et Grossin ont rédigé le 5 juillet cette note pour Debré, « grâce à l'agent français à Tunis** ». « (…) D'après notre agent différentes positions s'expliqueraient de la façon suivante. Abbas espérerait que des négociations couronnées de succès l'imposeraient comme leader politique indiscutable à l'opinion arabe et algérienne. Krim d'une part craindrait la menace chinoise et d'autre part serait réellement impressionné par le Général de Gaulle. Boussouf miserait sur l'aide chinoise qui devrait, d'après lui permettre des succès militaires. Yazid aurait

* AHC, 2 DE 13, note de M. Debré à l'attention du général Grossin, 8 août 1960, au sujet de la surveillance des dirigeants du FLN.

** AHC, fonds Debré, 2 DE 82, compte rendu d'entretien de Médéa, dossier récapitulatif par R. Moris du 8 mars 1976. Deux notes du SDECE à Debré du 5 juillet 1960 évoquent la réunion du GPRA à Tunis au sujet des entretiens de Melun entre les membres du GPRA et du gouvernement français. Les positions respectives de Boumendjel, F. Abbas, Krim Belkacem et Yazid sont relevées avec précision.

rejoint le camp des "durs" pour des raisons personnelles : déception de ne pas avoir été désigné pour Melun, désir de se faire pardonner ses bonnes relations occidentales (femme américaine). »

Renseignement, diplomatie : la place du renseignement dans la culture administrative d'État

L'inflexion progressive des buts de guerre et de la politique algérienne par le gouvernement Debré amène-t-elle une réévaluation des objectifs généraux assignés au renseignement, tant militaire que civil, comme de son utilisation par le gouvernement Debré ? En d'autres termes, quelle violence d'État s'autoriser pour quelle culture politique de gouvernement ? Distinguons deux objectifs majeurs : l'Algérie, la lutte contre le FLN et l'ALN ; l'action en découlant contre le soutien communiste au FLN et, plus généralement, les menées communistes contre la France. Le point est établi sur la situation du SDECE en 1960, puis en 1962, à partir de fonds d'archives privés et des témoignages[*].

L'Algérie. Les travaux récents, notamment de Mattéa-Paola Battaglia et Romain Choron, s'arrêtent à la répression du trafic d'armes en direction de l'ALN et du FLN[**]. L'arraisonnement et la destruction de navires livrant des armes à l'ALN engagent la responsabilité française devant les pays affrétant ces navires, devant l'opinion publique internationale et l'ONU que ne manquent pas d'appeler à témoin les combattants algériens (ALN-FLN). C'est un aspect central de l'action du SDECE avant et pendant le gouvernement Debré, aux implications tant politiques que diplomatiques[***]. En

* SHAT, fonds privé Paillole 1 K 545, carton 29, Situation du SDECE en 1960, dactylographié, 23 pages.

** Mattéa-Paola Battaglia, *Les questions de renseignement et de surveillance des trafics en direction de l'ALN 1954-1962*, mémoire de DEA sous la direction de Maurice Vaïsse, Université Paris I-Panthéon Sorbonne-Centre d'Études d'histoire de la Défense, 1999, 92 pages. Romain Choron, *Le trafic d'armes pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962*, mémoire de DEA sous la direction de Jacques Frémeaux, Université de Paris IV-Sorbonne, juin 2001, 119 pages.

*** Jean Vaujour, *De la révolte à la Révolution. Aux premiers jours de la guerre d'Algérie*, Paris, Albin Michel, 1985, pp. 88-91.

effet, il touche autant aux moyens, légaux ou autres, que ce gouvernement est prêt à engager, qu'aux relations diplomatiques de la France. Si les témoignages des vrais-faux romans à clé de Constantin Melnik ouvrent les interprétations pour les historiens*, les archives Debré éclairent la responsabilité officielle française désormais, en l'absence de consultation des archives du SDECE pour l'heure. M. Debré ne consacre qu'un bref passage dans ses Mémoires à l'interception des navires, à l'instar du navire tchèque le *Lidice*, livrant des armes à la rébellion algérienne. Il y avoue laconiquement avoir demandé à Melnik de « tout entreprendre » avec Grossin et le service « action » du SDECE pour lutter contre ce trafic**. L'assèchement des ressources financières du FLN a constitué un objectif majeur, encore peu connu***, brièvement évoqué dans la correspondance avec ses conseillers****. En décembre 1960, les filières sont diversement neutralisées : celles marocaine et, à moindre degré, égyptienne davantage que celle de l'Est (Tunisie et Libye) ; celle des pays de l'Est par nécessité du FLN de se ravitailler davantage auprès des pays communistes ; difficulté du SDECE à arrêter le matériel autre que militaire (matières premières) ; limites de l'action de la Marine nationale en Méditerranée centrale et orientale*****. La surveillance aérienne et maritime dans le cadre des missions SURMAR à partir de 1955****** et

---

* Constantin Melnik, *La mort était leur mission*, Paris, Plon, 1996, 224 pages. Comptabilise environ 500 actions « homo » (élimination physique) et « arma » envoyant des navires par le fond comme le navire *Bosnia*, coulé en haute mer, deux jours après son départ de Hambourg. Voir aussi *L'Agence et le comité*, De Fallois, 1991 et *1 000 jours à Matignon, op. cit.*, pp. 90-91.

** Michel Debré, *Gouverner, op. cit.*, pp. 212-213.

*** *Ibidem*, p. 213, à propos des actions engagées contre des établissements bancaires suisses. D. Porch, *op. cit.*, pp. 126-127. L'auteur n'apporte pas de sources nouvelles sur un sujet qui, par ailleurs, ne semble pas avoir laissé de traces dans le fonds Debré.

**** AHC, fonds Debré 2 DE 20, demande d'information de Debré sur les transferts de fonds de métropole vers la rébellion, 30 janvier 1961.

***** SHAT, fonds Paillole, 1 K 545, carton 39, *op. cit.*, le SDECE en décembre 1960, p. 16.

****** Mattéa-Paola Battaglia, *Les questions de renseignement et de surveillance des trafics en direction de l'ALN 1954-1962*, *op. cit.,* pp. 21-26. Jen Kessler, « La surveillance des frontières maritimes de l'Algérie 1954-1962 », *Revue historique des Armées*, n° 2/1992, pp. 94-101 et J. Guillon, « La contrebande des armes pendant la guerre d'Algérie », *Revue historique des armées*, n° 3/1995, pp. 105-118 avec un bilan des missions SURMAR.

l'enjeu des barrages algéro-marocain et algéro-tunisien sont désormais bien connus : tarir les ravitaillements en armes des combattants algériens en est l'objectif depuis (1 349 500 tonnes saisies de 1954 à 1962 selon M.-P. Battaglia*). À partir de 1958, les barrages ont été plus efficaces que les destructions de navires au total. Plus intéressante est l'implication diplomatique de ces arraisonnements par la Marine nationale ou des destructions de navires en pleine mer par le SDECE évoqués par Debré dans la correspondance avec son conseiller diplomatique Gérard Amanrich. L'acheminement d'armes par des cargos tchèques, yougoslaves se fait vers les bases arrière du FLN au Maroc et en Tunisie**. Six cargos d'armes fournisseurs du FLN sont envoyés par le fond en 1960, sept en 1961, soit un tous les deux mois selon Melnik.

Les relations officielles franco-allemandes en auraient incidemment pâti en 1959***. Aussi le Premier ministre demande-t-il en décembre 1959 au ministre des Affaires étrangères d'activer des conversations avec les Allemands au sujet de l'action du FLN depuis l'Allemagne**** : « Les Allemands continuent à faire beaucoup d'agitation au sujet des arraisonnements de navires. Je me demande si on ne pourrait pas, d'urgence, faire une indiscrétion dans la presse au sujet du Nursom*****. » Ainsi le 6 mars 1961 : « L'État-major de la DN m'a confirmé que lors d'une récente opération, des armes venant du navire "Bulgaria" avaient été récupérées.

---

* M.-P. Battaglia, *op. cit.*, p. 24. Jean Delmas (dir.), « La guerre d'Algérie. La défense des frontières. Les barrages algéro-marocain et algéro-tunisien 1956 à 1962 », *Revue internationale d'histoire militaire*, Vincennes, n° 76, 1997, 373 pages. D. Porch, *op. cit.*, p. 127 *sqq*.

** Constantin Melnik, *1 000 jours à Matignon. De Gaulle, l'Algérie et les services spéciaux*, Paris, Grasset, 1988, p. 112 *sqq*.

*** Georges-Henri Soutou, *L'alliance incertaine. Les rapports politico-stratégiques franco-allemands 1954-1996*, Paris, Fayard, 1996, p. 144 *sqq*.

**** AHC, fonds Debré, 2 DE 21, note Debré à M. Couve de Murville, 4 décembre 1959.

***** AHC, fonds Debré, 2 DE 12, dossier Amanrich, note de M. Debré à Amanrich, 19 décembre 1960. Constantin Melnik, *La mort était leur mission, op. cit.*, p. 74 *sqq,* évoque le coulage du *Bosnia*, deux jours après son départ de Hambourg et l'assassinat sur le sol allemand de trafiquants d'armes allemands.

J'estime que dans ces conditions il convient qu'une protestation soit élevée auprès du gouvernement soviétique. Des observations, paraît-il, ont déjà été faites à M. Vinogradov, mais une protestation officielle me paraît indispensable. Voulez-vous voir avec le Général Aubry la réalité des faits et faire ensuite le nécessaire[*]. » Exceptionnellement, le Général de Gaulle intervient pour que soit restituée la cargaison d'un navire arraisonné à destination de la Tunisie, après ses engagements du début de l'année 1961[**].

Les très nombreux échanges de notes entre Debré et Melnik s'attachent aussi à donner des instructions au SDECE et à engager des actions pour intercepter les échanges de fonds entre la métropole et la « rébellion[***] ». Le dernier aspect renvoie aux efforts du gouvernement pour enrayer la diffusion et censurer les revues hostiles à la politique française en Algérie. Les interventions auprès de Melnik sont ici très nombreuses. Incidemment, l'aide financière du département d'État américain à des publications antifrançaises est dénoncée en mai 1960[****]. L'impatience française à l'égard de la tolérance américaine pour le FLN et son délégué à New York grandit en 1960 et 1961.

– Diplomatie et renseignement : l'union impossible en France ?

Si diplomatie[*****] et renseignement riment ensemble aux États-Unis, en Angleterre ou en Israël, il n'en va pas de même en France. Le gouvernement Debré bute pendant plus de trois ans sur le cloisonnement, figé en doctrine par le Quai d'Orsay[******],

---

* AHC, fonds Debré, 2 DE 12, dossier Amanrich, note de M. Debré à Amanrich, 6 mars 1961.

** AHC, fonds Debré, note Debré à son cabinet militaire, 23 février 1961.

*** AHC, fonds Debré, 2 DE 20, note Debré à Melnik, du 18 octobre 1960 au sujet d'une dépêche AFP sur la découverte d'une organisation de collecte de fonds pour le FLN et du 30 janvier 1961 sur les transferts de fonds de la métropole au FLN.

**** AHC, fonds Debré, 2 DE 20, note du 23 mai 1960 à Melnik au sujet des publications hostiles à la politique française en Algérie.

***** Sur la diplomatie gaullienne, on suivra Maurice Vaïsse, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle 1958-1969*, Fayard, 1998, 726 pages, notamment le chapitre 6.

****** Maurice Couve de Murville, *Une politique étrangère 1958-1969*, Paris, Plon, 1971, 499 pages.

entre diplomatie et renseignement : querelle sur la conception de l'État et de son service, divorce sur l'interprétation du nécessaire légalisme de l'action politique, devant la nation mais aussi devant l'opinion publique internationale et l'ONU. Dans ses Mémoires, M. Couve de Murville ne touche mot sur le renseignement. Pourtant, les notes échangées entre le Premier ministre et ses conseillers, notamment G. Amanrich pour les affaires diplomatiques, et C. Melnik sont, à ce titre, éloquentes. Elles attestent de l'intérêt majeur qu'accorde Michel Debré au renseignement jusque dans l'évaluation de l'efficacité des sources et réseaux de renseignement, à l'instar d'Addis-Abeba en 1961 par exemple, « carrefour des pays africains avec le développement des installations de l'ONU[*] ». Il conseille d'y nommer des agents. La même interrogation perce pour les Antilles et la Guyane dans cette note. Les questions africaines, intéressant le SDECE, sont traitées avec Melnik et F. Duléry[**]. Sa gestion des questions de renseignement tranche ici singulièrement avec les usages de la IVe République qui laissa le SDECE sans vraie tutelle, pour le rapprocher des traditions américaine et anglaise. Il n'hésite pas à descendre dans la précision du nombre d'agents à déployer dans tel poste. Ainsi à propos de Berlin dans une note à Melnik le 12 janvier 1962 : « On me dit que le SDECE a 75 agents à Berlin. Si cela est vrai, il me paraît qu'il y en a 50 de trop. Si la nouvelle est inexacte, faites-moi une note que j'adresserai à M. Couve de Murville[***]. » Il démontre ici les limites de sa compréhension des enjeux internationaux de Berlin pour le renseignement Est-Ouest.

Les relations entre les Affaires étrangères et le SDECE sont un régime de suspicion. Les informations échangées comme leur prise en compte sont, d'après Debré et Melnik, insuffisantes. L'uti-

* AHC, fonds Debré, 3 DE 12, note de M. Debré à Melnik, 13 mars 1961 au sujet d'avoir des agents en Éthiopie.

** AHC, fonds Debré 2 DE 20, note à Melnik sur la nécessité de centralisation du renseignement en Afrique, 4 juillet 1961.

*** AHC, fonds Debré, 3 DE 20, note de M. Debré à Melnik, 12 janvier 1962.

lisation de la couverture diplomatique par les agents du SDECE, mais surtout leur action depuis les ambassades non contrôlée par le Quai, sont source de différends et de difficultés dans la conduite de l'action diplomatique. On objectera que la logique du seul renseignement est prise en compte. Si l'on voit bien Grossin confirmer au gouvernement des informations de Margerie, il ne les donne pas directement au Quai pour autant*. Selon Debré en février 1962, les renseignements du SDECE sont insuffisamment pris en compte par le Quai d'Orsay. « Vous trouverez ci-joint un papier du SDECE. Lisez-le. Il me semble que la perspicacité et, le cas échéant, l'activité des services du Quai d'Orsay pourraient trouver là matière à réflexion et peut-être à directives**. »

Dans le dossier sur les relations avec les États-Unis, il ressort à maintes reprises que les hauts fonctionnaires du Quai ne semblent pas lire les synthèses du SDECE, au demeurant imparfaitement établies. D'autre part, Debré interpelle Melnik et Amanrich en mai 1961 pour « envisager une démarche auprès du gouvernement américain afin que leurs services spéciaux cessent leurs activités en France. Puisque nous ne travaillons pas aux États-Unis, il n'y a aucune raison de maintenir la situation présente*** (…) ». Il est vrai que les relations avec les États-Unis sont, selon le mot du ministre des Affaires étrangères, « difficiles » sous la présidence de Kennedy****. Lisant une fiche du SDECE d'août 1961 au sujet des échanges entre John Badeau, nouvel ambassadeur américain au Caire, et les dirigeants de la RAU et de la Ligue arabe, Debré le regrette*****. Résistances enfin, sans débattre de leur bien-fondé, à accorder la couverture diplomatique à des agents du SDECE à l'étranger ou à ouvrir une antenne SDECE dans

* AHC, fonds Debré, 3 DE 12, note de M. Debré à Amanrich, 2 mars 1961.
** AHC, fonds Debré, 3 DE 12, note de M. Debré à Amanrich, 16 février 1962.
*** AHC, fonds Debré, 2 DE 20, note de M. Debré à Melnik, 15 mai 1961.
**** M. Couve de Murville, *op. cit.*, p. 118.
***** AHC, fonds Debré, 2 DE 66, (rapports avec les États-Unis) note du directeur du SDECE du 24 août 1961, 3 pages, signalée « bonne source ». Le diplomate américain se déclare favorable à la Tunisie et très hostile à la position française après le début de l'affaire de la base de Bizerte en juillet 1961.

une représentation diplomatique française. Et Debré de demander à son conseiller diplomatique d'en parler avec Melnik et le Quai d'Orsay pour agir le cas échéant sur le ministre des Affaires étrangères le 4 mars 1962. C'est ainsi que le général Jacquier, successeur de Grossin à la direction du SDECE, s'étonne « des réticences du ministre des Affaires étrangères à la désignation d'un agent SDECE à La Havane » le 5 mars 1962[*]. En restant dans le cadre chronologique du gouvernement Debré, notons que Michel Debré rencontre Allen Dulles lorsque celui-ci est à Paris. Il n'est évidemment pas neutre que le Premier ministre français reçoive à déjeuner Allen Dulles, directeur de la CIA d'Eisenhower depuis 1953. L'invitation est assez rare pour être signalée dans une note de Debré à Melnik du 24 mai 1960, confirmée par son agenda à la date du 20 juin 1960[**]. C'est probablement à l'occasion de la préparation du sommet avorté de Paris en mai 1960 que Dulles rencontre Debré[***]. Le règlement des différends entre le gouvernement Debré et les États-Unis est à peine évoqué, à l'exemple de la liberté d'action du représentant du FLN à New York que regrettait M. Debré en février 1960[****]. La question

---

* AHC, fonds Debré, 3 DE 12, notes de M. Debré à Amanrich, 4 et 5 mars 1962. S'agit-il ici des échanges d'informations promises par Philippe Thyraud « de Vosjoli », vice-consul de France à Washington, assurant la liaison entre SDECE et CIA, à Allen Dulles, directeur de la CIA en mai 1961, après l'échec américain de la baie des Cochons en avril ? Si l'on suit l'étude discutée de V. Jauvert, l'accord conduirait à échanger des informations françaises sur Cuba entre les deux crises, grâce à l'ouverture d'une antenne SDECE à la Havane en mai 1962, contre des renseignements américains sur le programme atomique soviétique. Christopher Andrew, *For the Présidents Eyes Only. Secret Intelligence and The American Presidency from Washington to Bush*, Londres, HarperCollins Publishers, 1995, p. 257 *sqq*. Timothy J. Naftali, Aleksandr Fursenko, *One Hell of a Gamble : Khrushchev, Castro and Kennedy 1958-1964*, New York, Norton, 1997, 420 pages.

** AHC, fonds Debré, 2 DE 20, dossier « notes de M. Debré à l'attention de M. Melnik », note de M. Debré à C. Melnik au sujet de la prochaine visite de M. Allen Dulles à Paris que « M. Debré aimerait voir et déjeuner avec lui ». 2 DE 1, agenda du premier semestre 1960, mention « 13h. 20 juin 1960 Allen D.-Grossin-Melnik jusqu'à 15h. »

*** Maurice Vaïsse, *op. cit.*, pp. 276-278.

**** AHC, fonds Debré, 2 DE 21, lettre M. Debré à M. Couve de Murville, 1er février 1960. « (…) C'est toute la coopération franco-américaine qui est en jeu face à cette incitation à la révolte et au meurtre ». Peter Grose, *Gentleman Spy. The life of Allen Dulles*, Londres, Andre Deutsch, 1994, p. 487-489.

vietnamienne ne tarda pas à opposer les deux pays, le SDECE obtenant des informations sur le soutien des États-Unis à des personnalités vietnamiennes à l'automne 1960*. Dulles vint à nouveau voir Debré, accompagné de son successeur John Mac Cone depuis septembre 1961. Debré l'écrit à M. Couve de Murville le 10 novembre 1961. Il l'informe qu'il a exprimé à Dulles son regret de « l'action de trop nombreux agents américains en France dans un entretien au demeurant cordial** ». Il est vrai que les relations franco-américaines traversent une passe délicate depuis l'arrivée de Kennedy au pouvoir et son voyage à Paris en mai-juin 1961. Les différends l'emportent sur les accords.

La prise en compte du renseignement par Michel Debré et son cabinet apparaît inédite au regard de la pratique de la IVe République. Elle fait davantage penser à une culture anglo-saxonne de l'exercice du pouvoir incluant le renseignement dans le processus d'information et de décision du gouvernement. Elle signale une pratique du pouvoir très pragmatique qui ne rejette pas, en temps de guerre, le recours à la violence d'État. Elle démontre enfin la difficulté consciente du cabinet dans la coordination et l'orientation du renseignement sous l'autorité du Premier ministre pendant la guerre d'Algérie, au profit plus généralement du gouvernement.

---

* AHC, fonds Debré, 2 DE 20, note de M. Debré à C. Melnik du 14 septembre 1960 à l'occasion de la réception d'une personnalité vietnamienne par Grossin. Ce dernier croit que le régime sud-vietnamien ne durera pas.

** AHC, fonds Debré, 2 DE 21, lettre de Michel Debré à Maurice Couve de Murville, 10 novembre 1961. « (…) Un silence a suivi cette déclaration. Très bonne note a été prise et il m'a parlé d'une politique de diminution. La voie me paraît ouverte à une conversation que vous pourriez avoir avec l'ambassadeur des États-Unis Gavin. Voir aussi 2 DE 1, agenda 1961. Allen Dulles a vu Debré le vendredi 3 novembre 1961.

Mille jours à Matignon

Raisons d'État sous de Gaulle
Guerre d'Algérie (1959-1962)

(Premier récit en 1988, vingt-cinq ans après)

À Danielle Combaz

Tout se passe comme s'il y avait sur la rive droite de la Seine un gouvernement de la parole et sur la rive gauche un ministère chargé de l'action (…). L'oracle rendu, le soin de l'interpréter et de le traduire dans les faits va échoir à M. Michel Debré. Le premier des ministres fera appel avant tout aux lumières de son plus intime collaborateur, M. Constantin Melnik. Derrière ce patronyme slave et ce prénom impérial se trouve l'une des plus influentes personnalités de la Cinquième République. M. Melnik se soucie peu d'être inconnu du grand public (…), les initiés savent qu'il partage tous les secrets, connaît toutes les clefs, possède toute la confiance.

Pierre VIANSSON-PONTÉ, *Le Monde*, 1961.

Je cherchai moins à juger qu'à comprendre ; attitude décevante ou même scandaleuse quand l'historien se remémore pour ainsi dire des événements si proches que les émotions, vécues par les acteurs et les spectateurs, ne sont pas encore éteintes.

Raymond ARON, *Mémoires.*

Les clés du pouvoir étaient dans la boîte à gants.

Frédéric DARD

Avertissement

Ce livre va, je crois, surprendre.

La situation qui l'inspire et qu'il dépeint présente, bien que réelle, des colorations proprement romanesques.

Lorsqu'un soir de putsch, Michel Debré apparaît, hagard, à la télévision pour essayer de lancer, « à pied, à cheval et en voiture », les foules parisiennes contre des parachutistes qui ne se manifesteront jamais, une évidence aurait dû, éclatante, s'imposer : le Premier ministre, juriste éminent, n'était pas fait pour des situations de crise et de conflit. Or, du retour au pouvoir du général de Gaulle en mai 1958 jusqu'au cessez-le-feu en Algérie en mars 1962, la guerre contre le FLN a été livrée et gagnée sur le terrain ; malgré barricades, putsch, manifestations de rues, attentats et tueries, l'ordre, face au FLN et à l'OAS, a toujours été maintenu ou rétabli.

L'explication que je propose à cette contradiction apportera, je pense, un premier motif d'étonnement : il existait à l'hôtel Matignon, durant ces rudes années, une espèce de chef d'orchestre clandestin, chargé, dans l'ombre et sans que l'opinion publique le sache, de la conduite de la guerre, du maintien de l'ordre, du commandement des polices et des services spéciaux. Les hasards de la vie ont voulu que cette fonction de fait, exaltante mais ingrate, ait été mienne. J'étais, à l'époque, analyste stratégique de l'américaine *Rand Corporation*, et c'est en raison de cette formation, mais aussi de notre longue amitié, que Michel Debré m'avait demandé de suivre, en ses lieu et place, les problèmes opérationnels posés par la guerre d'Algérie.

Or la manière dont, une fois la paix revenue, se dénoua cette curieuse situation ne peut que renforcer la sensation d'insolite.

Étranger au sérail politique et administratif d'une France où je suis, descendant d'une grande famille russe condamnée à l'exil par la révolution d'Octobre, né un peu par hasard, je n'ai pas cherché à tirer parti de mes responsabilités afin de m'intégrer dans la vie politique ou la fonction publique françaises. Pendant que se multipliaient Mémoires et témoignages, je n'ai non plus éprouvé aucun besoin de m'expliquer sur ce que j'avais fait, entrepris et mené à bien à l'hôtel Matignon.

Bien au contraire, les secrets d'État que j'ai brassés pendant plus de trois années, les conditions très particulières dans lesquelles s'est exercée mon action m'ont amené à garder un silence d'autant plus opaque qu'à la réserve qui me paraît s'imposer dans ce genre de problèmes s'ajoutait, au fil des ans, une distance croissante à l'égard du grand jeu du pouvoir auquel un destin fantasque m'avait fait participer. Devenu éditeur, seules des interviews – rares – sur le rôle des services spéciaux dans le monde moderne faisaient, par bouffées, revivre un passé de plus en plus occulté, voire, étrange sensation, lentement mais inexorablement, poussé vers le néant.

Un quart de siècle s'est écoulé.

Le temps passé, la mort du général de Gaulle, la disparition de la scène active des principaux participants de ces épisodes tumultueux, les changements de mœurs et la relève des générations me libèrent de mon devoir de silence, rendent même indispensable que j'apporte mon témoignage sur des événements et des faits dont, pour certains, je suis l'un des rares auteurs ou spectateurs.

Un chien ne fait pas de chats.

Né de circonstances aussi inhabituelles, le livre que l'on va lire après vingt-cinq ans de mutisme va, je le crains, accentuer encore l'étrange de toute l'aventure.

« Anti-Mémoires », titrait Malraux. La définition ne saurait mieux s'appliquer. Je n'ai pas l'outrecuidance de me considérer doté d'un quelconque « destin », la folie de m'identifier à des entités – la France, l'État, le Pouvoir, les services spéciaux – qui me dépasseraient tout en justifiant mon action. Je ne puis donc ni me placer au centre des faits que je relate ni brosser la fresque colorée des activités d'un Fouché au petit pied.

« Anti-Histoire », également. N'ayant aucun message à transmettre ni aucune statue à édifier, je ne parlerai que des choses que j'ai vues et vécues à l'hôtel Matignon, n'aborderai que les problèmes et dossiers que j'ai effectivement traités, les événements sur lesquels j'ai réellement pesé, travaillé ou réfléchi. Aucune envolée à la Michelet ne viendra donc recréer le flot de l'Histoire. Aucune chronologie ne se proposera d'ordonner le déroulement d'événements dont certains, importants mais auxquels je n'ai pas participé, ne pourront être approfondis*.

« Anti-Chronique », enfin. Analyste de formation, je ne suis pas à même de transcender ou transfigurer, tel André Malraux, la réalité que j'ai observée. Étranger au sérail, je n'éprouve pour les hommes d'État, les politiciens ou les chefs de guerre que j'ai rencontrés aucune fascination ou solidarité qui justifierait la description, complaisante et détaillée, de leurs moindres faits ou gestes.

Quelle signification accorder alors aux anecdotes, portraits, croquis ou réflexions qui tissent ce récit ? Le général de Gaulle faisant échouer, par orgueil, le ralliement de la wilaya IV. André Malraux préconisant le bombardement sauvage d'Alger. Moi-même, rédigeant, sur un coin de table, la charte – toujours en vigueur – des écoutes téléphoniques. Les services spéciaux français pourchassant les trafiquants d'armes aux quatre coins de l'Europe. Les gaullistes attendant, dans la fièvre et l'affolement, durant le putsch d'avril 1961, le débarquement des « paras ». Ces scènes sont certes hautes en couleur. Elles constituent néanmoins

* Une chronologie placée en fin de volume p. 335 se propose cependant d'aider le lecteur à replacer les événements décrits dans le temps.

à mes yeux, non des morceaux de bravoure de quelconques souvenirs mais les illustrations et les exemples que pourrait mettre au jour une autopsie du pouvoir gaullien.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Marqué par Raymond Aron, c'est, pour modifier sa formule, en « sociologue engagé » que j'ai vécu ces trois années à Matignon et que je m'efforce aujourd'hui de démonter puis de faire fonctionner les rouages d'une machine nommée État, les mécanismes d'un phénomène qualifié Pouvoir.

Pour moi, de Gaulle ou Debré, Frey ou Foccart, les généraux et les policiers – et moi-même – ne sont ni des « hommes illustres » façonnant avec maestria une Histoire glorieuse et flamboyante ni des marionnettes sympathiques évoluant dans un théâtre de bruit et de fureur. Ce sont, dans des circonstances données, face à des événements précis, des hommes *ordinaires*, attelés à des tâches *quotidiennes* et banales. À la différence de l'approche habituelle, toute ruisselante du respect et de l'admiration qu'inspirent le mystère et le sacré, le pouvoir est ici, tel l'homme chez Unamuno, un pouvoir *quelconque.*

Débarrassé de ses oripeaux, il risque d'apparaître, dans sa nudité, d'autant plus stupéfiant.

Aucun observateur, aucun acteur ne saurait prétendre à la neutralité.

Quatre intérêts m'ont toujours habité. Le rôle des hommes dans l'Histoire « se faisant ». Les modalités de fonctionnement de l'appareil étatique. La psychologie particulière aux gens ayant fait le curieux choix de gouverner leurs semblables. La défense de la démocratie – autre motif d'étonnement quand on connaît les responsabilités que j'ai eu à exercer. C'est à travers ces quatre prismes que j'ai vécu le pouvoir au quotidien et que je m'efforce aujourd'hui de l'observer et de le découper, de l'agrandir et de le réduire, bref de le photographier.

Les révélations sur l'usage fait des fonds spéciaux tiendront donc autant de place que l'explication de la tuerie de Charonne. Les modes d'enrichissement de la classe politique revêtiront la même importance que l'analyse des problèmes posés par une manifestation de rues. L'emploi des services spéciaux dans des opérations portant atteinte à la vie humaine se situera au même rang qu'une redéfinition – indispensable – du personnage de Charles de Gaulle ou la dénonciation de la tentation permanente du pouvoir pour l'abus de pouvoir.

Et s'il fallait définir le genre ainsi esquissé, l'on pourrait avancer que les multiples scènes ou réflexions qui sous-tendent ce récit ne sont qu'en apparence des secrets d'État enfin dévoilés. Ce sont, plutôt, autant de « radiographies de situations et mécanismes du pouvoir tel qu'il était exercé en France sous le général de Gaulle pendant la guerre d'Algérie ».

Le témoignage ne devrait pas intéresser que le seul historien. Au plan de l'éternité historique, ce passé-là est encore très récent et, en rapprochant certaines de ses radiographies avec les informations disponibles, de nos jours, sur tel ou tel événement qui se déroule sous nos yeux, peuvent surgir des explications, naître une compréhension que les hommes de pouvoir en France s'efforcent plutôt, pour leur plus grande gloire et leur plus grand confort, d'occulter.

La ténébreuse affaire Greenpeace, la mort tragique de Malik Oussekine, la répression de la manifestation estudiantine de décembre 1986, le scandale du Carrefour du Développement, voire, aux États-Unis, le rôle du lieutenant-colonel Oliver North dans l'« Irangate », pourront, je l'espère, être appréciés – le pouvoir ordinaire est continuité – avec une netteté nouvelle qui, elle aussi, peut dérouter.

Si l'on admet que c'est le mariage entre l'expérience et la réflexion qui fait progresser la connaissance objective, mon seul mérite serait alors, libéré de toute complicité, complaisance ou solidarité, d'ébaucher, de l'intérieur, une approche sociopsychologique d'un pouvoir qu'il ne serait que temps, à l'aube du

XXIe siècle, d'apprécier non tel qu'il se présente, auréolé de rationalité, d'éthique et de sacré, mais tel qu'il est.

Cependant, à la différence du génial mais dangereux Machiavel, la connaissance est ici proposée non au prince mais, au contraire, pour le bénéfice exclusif du seul citoyen.

I

Le premier cercle
Les salons de Matignon

Tous nos « conseils de guerre » avec les ministres, les généraux, les chefs de police se tenaient au premier étage de l'hôtel Matignon dans le grand « salon blanc », ensoleillé par trois hautes baies ouvertes sur le plus beau parc de Paris, lumineux avec ses boiseries dorées, ses lustres et son tapis de la Savonnerie si immense que ses délicates fleurs se froissaient dans les coins.

Bien que je puisse reconstituer facilement la logique stratégique des décisions prises, des mesures décidées, des ordres donnés, le détail des réunions s'est dissipé, lui, bien vite, presque au fil des séances, dans une brume que ne percent aujourd'hui que de rares éclats. Un quart de siècle plus tard, une seule scène s'impose à moi avec la force d'une leçon donnée, reçue et jamais oubliée.

Nous examinions les problèmes posés par les camps d'internement des militants FLN en métropole. Le préfet Émile Vié, directeur dynamique des Renseignements généraux, se plaignait que les camps – pourquoi me souviens-je soudain du nom de Saint-Maurice-l'Ardoise ? – se transformaient en véritables « écoles de cadres » où la rébellion, à l'abri de nos valeurs et dans un relatif confort, faisait régner sa loi.

– Tout cela d'ailleurs coûte très cher, constata, agacé, le jeune secrétaire d'État au Budget assis à la droite du Premier ministre, traits flous dans un visage longiligne, un « Modigliani raté », ironisait Mme Debré. Il m'est impossible de dégager de nouveaux crédits pour de nouveaux camps.

– J'allais pourtant vous le demander, insista le préfet Jean Verdier qui dirigeait la Sûreté avec l'élégance détachée qui lui était naturelle. Nous sommes, qu'on le veuille ou non, en guerre. Le FLN exerce sur les populations musulmanes en métropole une pression proprement intolérable, les soumettant au racket pour financer son effort de guerre, les faisant vivre, si l'on peut parler de vie, dans la terreur la plus abjecte. Or notre police judiciaire ne peut, sous le contrôle du parquet, que suivre les règles de la procédure criminelle. Il lui faut des semaines pour établir la preuve de la culpabilité de quelques rares individus, des mois pour les déférer devant des cours de justice où ils s'empressent aussitôt de faire notre procès. La seule méthode, inaugurée déjà par la Quatrième République, reste l'internement par décision administrative.
– Il m'est impossible de financer plus de cinq camps, s'obstina Giscard d'Estaing.

Je ne sais plus qui proposa alors de faire travailler les détenus. « Cela remettra de l'ordre », s'extasia Vié. « Une bien légère amélioration financière », grommela Giscard.

Edmond Michelet était assis en face de moi. Étant donné le nombre des participants, la longue table de conférence avait été, pour une fois, placée, comme dans la sombre salle du Conseil de cabinet au rez-de-chaussée, perpendiculairement aux fenêtres et le jour clair de cette belle journée de printemps sculptait son visage torturé mais serein. Je le voyais s'agiter dans son fauteuil, sans grande inquiétude d'ailleurs tant étaient connues les sautes d'humeur et les irritations que causaient à l'ancien déporté de Dachau les fonctions de garde des Sceaux que le général de Gaulle avait tenu à lui confier dans le cours d'une guerre combien cruelle.

Soudain, Edmond Michelet coupa la parole à quelqu'un, et plus il parlait et plus le sang refluait de son visage qui en devenait presque aussi blanc que le papier à en-tête *Premier Ministre-Le Conseiller technique* sur lequel j'inscrivais les décisions prises.

– Messieurs, disait-il, et il bégayait d'indignation, c'est atroce ! Vous venez de réinventer les camps de concentration ! On commence par enfermer les gens qui vous gênent. Puis on les fait travailler. Puis, pour maintenir l'ordre, pour assainir les finances – la voix d'Edmond Michelet était devenue rauque – on les brûle…

Il ne fut plus jamais question, dans le grand salon blanc de l'hôtel Matignon, de faire travailler les détenus FLN ni même d'ouvrir de nouveaux camps.

Dès mon arrivée à l'hôtel Matignon, j'avais, mû par une curiosité aussi simplette que malsaine, demandé aux services de police et de renseignement d'améliorer ma connaissance approximative et lointaine d'un Tout-Paris dont il me fallait, désormais, tenir compte.

Troquant des études de stratégie pure contre les abruptes réalités du pouvoir, je comptais m'enrichir l'esprit avec des analyses d'une fine subtilité. Je ne fis que découvrir la stupidité hargneuse de la littérature policière.

Telle personnalité « de gauche » – je crois, ô paradoxe quand on connaît la suite, que c'était Jean Cau, alors vedette d'un *Express* fort contestataire – était automatiquement taxée de « sympathies communistes » bien que « fréquentant assidûment la famille Rothschild ». Telle autre, Philippe Grumbach, rédacteur en chef du même journal, jouait, « malgré une conduite héroïque à la Légion pendant la guerre, un rôle néfaste dans la publication sus-visée ». Une troisième menait, probablement d'après sa concierge, « une vie moralement dissolue », entretenait « un train de maison au-dessus de ses moyens ». Quant à un haut fonctionnaire, il se voyait – Michel Rocard – renvoyé dans les limbes par un suspicieux « se dit inspecteur des Finances ».

Je frémissais.

En démocratie, ce déballage de secrets qui n'en étaient pas, cet amalgame d'imputations pas même calomnieuses ne revêtaient aucune importance et je n'en avais, même si je l'avais voulu, aucun usage. En régime totalitaire, en revanche, ce sont de telles

« fiches », rapides, ignares et envieuses, qui décident des arrestations et des déportations.

Des petits chefs, tout aussi bornés et jaloux mais dotés d'encore plus de pouvoirs, prennent la relève, mènent les interrogatoires, obtiennent des aveux, puis, transformés en gardiens de camps et de prisons, brisent les vies, conduisent à la mort.

André Malraux était peut-être fébrile et imprévisible mais, lui au moins, était incapable de la plus légère méchanceté.

Dans les jours qui suivirent le putsch des généraux, lorsque la révolte des unités parachutistes à Alger faisait, dans l'enthousiasme de la population pied-noir, trembler la nouvelle République sur ses bases, le « salon blanc » se trouva provisoirement envahi de « gaullistes » exaltés. Je ne faisais que passer la tête pour voir où en étaient ces palabres dont le sang-froid n'était pas la plus évidente des vertus, lorsqu'un soir j'entendis le ministre de la Culture cher au cœur du général de Gaulle brosser, devant un auditoire subjugué, un tableau goyesque des mesures qui s'imposaient. Comme pendant la guerre civile d'Espagne, l'aviation devait, en un superbe et patriotique élan, venir déverser des tonnes de feu sur les rebelles.

– Monsieur le ministre – peut-être en raison des réticences qu'ils m'inspiraient, j'avais choisi de m'adresser à mes interlocuteurs ministériels avec une politesse exagérée, excluant toute complicité ou sympathie –, vous croyez vraiment que l'aviation française peut aller bombarder des populations françaises ?

Pas de réponse. André Malraux me tourne lentement le dos, mais l'immuabilité des tics qui déforment et embellissent son visage pendant qu'il me jette un dernier coup d'œil ne fait penser à aucune impolitesse.

Agitant ses fines mains blanches, il se met, devant un auditoire toujours aussi ébloui, à développer une solution radicalement différente et moins sanguinaire dont je ne garde, cette fois, divagation d'artiste, aucun souvenir.

Ainsi coule, tumultueux en temps de guerre, le fleuve fantasque du pouvoir.

À voir le séduisant Roger Frey, devenu ministre de l'Intérieur grâce au putsch des généraux, s'entourer d'une garde prétorienne de CRS ; à entendre, au cours d'une opération de police anti-OAS, son conseiller Alexandre Sanguinetti hurler de sa voix de rogomme, en une envolée, et c'est heureux, on ne peut plus platonique en démocratie : « Pas de quartier pour ces salopards ! Flinguez d'abord, on discutera ensuite ! » ; à observer au jour le jour cette faune pittoresque qui se définissait comme « les gaullistes » vouer au général de Gaulle une trouble vénération de tous les instants ; à vivre, bref, le « gaullisme » au quotidien, un soupçon m'a toujours effleuré : qu'auraient fait ces hommes s'ils avaient vu surgir, sur le chemin de leur foi et de leurs passions, un autre Führer ?

Toute différente est l'approche d'un Edmond Michelet, voire de Charles de Gaulle lui-même : mobiliser, au nom de valeurs ressenties comme essentielles et intangibles, les capacités qui vous sont données, afin de servir au mieux – avec quels risques d'erreur, avec combien de fatales mais difficilement tolérables souffrances et injustices – le bien de tous.

Un certain type de pouvoir porte en soi, peu ou prou, les miasmes du fascisme.

La deuxième scène qui s'impose à moi avec une valeur d'exemple n'a pas pour cadre le grand et lumineux salon blanc de nos conseils mais le salon plus petit, plus sombre et austère, donnant non sur le parc mais sur la cour pavée de la rue de Varenne, salon de passage où les aides de camp du Premier ministre faisaient attendre les visiteurs les plus intimes tout en bondissant à chaque coup de sonnette primo-ministérielle, fréquent dans ces époques fiévreuses et troublées.

Nous affrontions les premières heures du putsch d'avril 1961.

La veille, des rapports alarmants de Vié m'avaient amené à téléphoner à Alger.
– La situation est sous contrôle, m'avait-on répondu avec cette incompétence imbue d'elle-même qui fait la haute administration française.

L'informateur de Vié, comme tout informateur jouant le double jeu, annonçait que « quelque chose d'important et de grave allait se produire » sans daigner préciser ni quoi ni où ni comment. Peu tranquillisé par les assurances algéroises, je passai donc une partie de la soirée à renforcer, avec la préfecture de police, la sécurité du général de Gaulle en représentation ce soir-là à la Comédie-Française pour honorer l'un de ces hôtes africains qui se bousculaient alors dans la capitale. Je crois que l'on jouait *Britannicus* et c'est sans grands regrets, après une longue et ultime mise au point avec Michel Debré, que je résolus de ne pas me rendre au Palais-Royal tant ces mondanités de pingouins m'horripilaient.

En pleine nuit, le téléphone avait sonné dans l'HLM exiguë que j'habitais dans une banlieue alors encore fort populaire.
– Les parachutistes se sont emparés d'Alger ! Le délégué général vient de me prévenir. Ils l'ont fait prisonnier mais n'ont pas coupé sa ligne, m'annonçait Debré qui avait la stupéfiante capacité de déployer dans les grandes occasions le sang-froid proche de l'indifférence dont il était si cruellement démuni dans la vie quotidienne.

Après avoir lancé ma noire Peugeot de fonction dans les rues désertes de Montrouge et de Paris, je me retrouvai en tête à tête avec le Premier ministre dans un Matignon obscur et vide, protégé par l'habituelle poignée de gardes républicains ensommeillés. La nuit s'était passée à réveiller les chefs de police et à prendre les mesures qui s'imposaient pour assurer la sécurité du territoire.

Au petit matin, les ministres avaient été enfin alertés, une réunion s'était tenue à l'Élysée où le général de Gaulle avait décidé que Louis Joxe, ministre des Affaires algériennes, et le général Olié, chef d'état-major général, s'envoleraient pour l'Algérie.

Olié attendait Michel dans le salon des aides de camp, maintenant peuplé d'une petite foule de curieux.

– Que pensez-vous de la situation ? demanda quelqu'un.

Le petit homme vif et alerte, qui n'avait ni la prestance martiale de la Légion où il avait servi ni la morgue un peu distante de son prédécesseur, le général Ély, ne prit même pas le temps de la réflexion :

– Je suis très ami – et quoique parlant très vite, il pesait ses mots –, je suis un vieux camarade du général Challe pour qui j'ai la plus haute estime. Le poste que j'occupe me fait comprendre mieux que quiconque le malaise de l'armée…

Le petit homme s'était raidi et en était devenu presque grandiose.

– Mais tant que je porterai cet uniforme, martela-t-il, *j'exécuterai et ferai exécuter tous les ordres que me donnera la République*.

Le retour peu glorieux de la mission – la Caravelle ministérielle n'avait pas été autorisée à atterrir à Alger et, pendant son interception par la chasse rebelle, « les civils, me raconta Olié, s'étaient affolés comme des lapins » – s'est effacé de ma mémoire, mais je crois bien, tel Olié, quoique ne portant aucun uniforme, soutenu par aucune règle d'aucune armée, avoir essayé, pendant ces mille cent cinquante jours passés à Matignon, de servir le plus fidèlement et le plus efficacement possible ce que je pensais être la politique du général de Gaulle.

L'ennui, c'est qu'à la différence de l'armée qui a l'immense avantage d'obéir aux ordres qu'on lui donne, le pouvoir politique et policier dont je détenais quelques gemmes se voit obligé, à un certain niveau, de définir lui-même, au jour le jour, sa morale et son action.

Richesse irremplaçable de l'expérience. Ce n'est qu'à Matignon, en observant la manière dont pratiquement d'eux-mêmes se gonflaient mes pouvoirs, que j'ai appréhendé véritablement ces deux concepts si longuement discutés avec Raymond Aron : l'« ascension aux extrêmes », *Steigerung bis zum Ausserten*, et le

« glissement vers l'absolu » que Clausewitz identifie – avec génie – comme les moteurs de la guerre.

Si, en janvier 1959, j'étais arrivé rue de Varenne sur les talons de l'homme qui allait avoir la rude tâche d'inaugurer, en pleine guerre, les fonctions de Premier ministre sous la Cinquième République, c'était en tant qu'ami de longue date de Michel Debré. Je m'étais lié avec Debré au Sénat où il était, sous la déliquescente Quatrième, l'avocat intarissable, pathétique mais bien peu écouté, de l'indispensable réforme de l'État. Devenu le Premier ministre d'un général de Gaulle qui était, lui, parti s'installer à l'Élysée, Michel comptait faire appel à mes talents d'analyste. Même s'ils commençaient déjà à encombrer de leur superbe les allées du pouvoir, les « énarques » n'avaient alors guère d'expérience et il ne paraissait pas possible de faire naître la nouvelle République sous leurs seuls et tâtonnants auspices.

Le destin en avait décidé autrement. La violence s'embrasait. Les services tournaient, entraînés par sa folle logique. Des décisions devaient être prises, des ordres donnés, des directions définies. Or, par nature, les hommes politiques et les fonctionnaires n'affectionnent guère ce genre de problèmes qui les dépassent sans servir leur carrière. Il fallait bien que quelqu'un agisse à leur place.

La guerre, elle, n'attend pas.

J'avais découvert les services spéciaux à l'occasionde mes premières études sur l'Union soviétique

Financées et commandées au départ par le cardinal Tisserrant, mes analyses de la nouvelle civilisation apparue en 1917 sur la terre russe, de son contrat social communautaire, de sa nouvelle organisation économique fondée sur la propriété par l'État de tous les biens, de son original et combien redoutable ordre politique du Parti-État et, surtout, de son abominable dogme décrétant comment construire, contre sa volonté, le bonheur de l'homme sur terre m'avaient conduit à l'état-major du maréchal Juin. Une Troisième Guerre mondiale relevait alors du domaine

des possibilités et le vainqueur du Garigliano – « le meilleur stratège de ce conflit », disait-on dans les milieux militaires américains – avait été chargé de réorganiser la défense nationale.

Installé à l'élégant hôtel des Invalides, j'y avais vu débarquer des personnages ténébreux ployant sous de lourdes serviettes débordant d'interrogatoires de prisonniers allemands retour d'URSS qui constituaient, en ces époques lointaines d'exacerbation de la « guerre froide », la seule source d'information de l'Occident sur ce qu'on n'appelait pas encore, tout en le percevant comme tel, « l'Empire du Mal ». Des conférences s'étaient tenues au siège du SDECE, boulevard Mortier, sous les étendards nazis conquis sur la Wehrmacht. J'y avais fait valoir que l'étude des publications russes était aussi fertile, sinon plus, que le dépouillement en catastrophe des archives du IIIe Reich.

Le contact n'avait pas été rompu par mon départ de l'état-major général. Mon ancien chef à la division Renseignement, le brillant colonel de parachutistes Escarpit, était devenu le directeur de cabinet du patron de la « Piscine », le général d'armée Grossin, et se souvenait comment, appliquant mes théories, j'avais prédit, seul dans le monde occidental, que le successeur de Staline serait, non le sinistre Beria ou l'inquiétant Malenkov, mais le jovial et alors inconnu Nikita Khrouchtchev.

Sous la Quatrième République, aucune autorité politique n'avait jugé bon – la France vivait en crise ministérielle un jour sur neuf – de s'occuper des services spéciaux. Ravis de voir arriver en ma personne à Matignon quelqu'un pour qui le SDECE n'était ni une variété de fromage ni une louche officine tout juste bonne à espionner ennemis politiques et maîtresses infidèles, les services m'avaient, pour ainsi dire, coopté afin de superviser leurs redoutables actions.

Au SDECE s'était ajoutée la petite mais remarquable DST, émerveillée de constater que Matignon pût s'intéresser aux problèmes ardus du contre-espionnage ou à la « pénétration », alors à l'ordre du jour, des réseaux terroristes du FLN en métropole, et oublieuse, du coup, qu'elle dépendait du ministre de l'Intérieur.

Soucieux d'ordre et d'efficacité en ces temps de guerre et de troubles, le préfet Jean Verdier, directeur de la Sûreté, m'avait, lui aussi, choisi comme interlocuteur plutôt que de s'en remettre aux finasseries subtiles mais archaïques de son ministre, le prodigieusement anachronique « radical-socialiste » Jean Berthoin : l'honorable sénateur que le général de Gaulle avait chargé de maintenir l'ordre n'avait-il pas, en effet, comme seul titre de gloire policière, d'avoir dirigé la Sûreté sous la Troisième République au moment de l'assassinat du malheureux roi Alexandre Ier de Yougoslavie ?

– Je n'aurais pas voulu avoir affaire à un exalté du gaullisme, me confia Verdier que j'avais, lui, connu et apprécié au cabinet du ministre de l'Intérieur radical Charles Brune, qu'il avait dirigé de main de maître pendant les émeutes communistes de 1952.

En fait, je crois bien avoir été le seul membre du cabinet du Premier ministre qui, en cette aube d'une Cinquième République dont on oublie avec quelle soudaine brutalité elle avait remplacé la défunte Quatrième, était un tant soit peu familier avec le fonctionnement de l'État. « Expédiez donc ce télégramme à Tunis », avait dit un jour Debré à son directeur de cabinet, et le fidèle Racine avait trottiné avec dévotion, négligeant codes et secrets, jusqu'au bureau de poste le plus proche.

Verdier avait amené dans son sillage Émile Vié, son directeur des RG – aucun responsable policier nommé par la Quatrième n'avait été remplacé –, dont l'efficience assez peu nuancée ne pouvait qu'être séduite par mes propres simplifications stratégiques.

Bien plus réticent car installé dans le fief alors inexpugnable de la préfecture de police de Paris, l'élégant et ondoyant Maurice Papon avait laissé ses subordonnés chargés de la lutte contre le FLN suivre le mouvement.

Au cours de la longue année 1959, nous nous étions occupés ainsi à soutenir l'offensive de l'armée en Algérie en lançant services spéciaux et forces de police contre le FLN à l'étranger et en métropole.

Mais, en janvier 1960, par ses tergiversations face aux barricades d'Alger, l'armée s'était mise hors jeu. Le rêve d'une victoire venant effacer l'humiliation indochinoise – rêve qui avait, eh oui, habité même l'Élysée – s'était dissipé, et les cabinets militaires, où de fringants généraux entourés de parachutistes impétueux – ah, le mythe du « para » en ces années-là ! – faisaient d'incessants et triomphants va-et-vient avec Alger, s'étaient soudain faits incolores, « noyés dans le décor », comme on dit à l'armée. Telle la nature, dont elle est, hélas, une manifestation exacerbée, la guerre a horreur du vide. Une place devait être prise. Elle fut tout de suite occupée.

Les troubles croissaient. La contestation de droite entraînait une contestation de gauche, « les deux meutes », s'indignait de Gaulle, et l'imposant dispositif qui s'était progressivement cristallisé autour de ma personne – « la bande à Melnik », constatera, inquiet ou jaloux, Roger Frey lorsqu'il deviendra ministre de l'Intérieur – ne pouvait plus se contenter de la seule lutte contre le FLN en métropole et à l'étranger.

Les années 1960 et 1961 furent plutôt secouées. Aux émeutes algéroises contre tout ce qui pouvait, de près ou de loin, ressembler à une capitulation en Algérie s'ajoutait, depuis la chaude manifestation des étudiants de l'UNEF en octobre 1960, une possibilité d'insurrections parisiennes dirigées, elles, contre la poursuite de la guerre. Le putsch d'avril 1961, qui nous obligea, le détail illustre bien les difficultés rencontrées par le pouvoir né du coup de force du 13 mai 1958, à emprisonner deux sur trois des généraux qui avaient commandé le cabinet militaire de Matignon, les flambées de démence de l'OAS, les inquiétudes – musclées – de la gauche accéléraient l'évolution.

Désormais c'est tout le maintien de l'ordre en métropole et, plus difficilement en raison des distances, tout le maintien de l'ordre en Algérie, qui s'étaient abattus sur nos épaules.

– Il faut réorganiser les écoutes téléphoniques, m'avait dit Debré, et je crois que c'est l'une des rares instructions techniques qu'il m'ait données.

Quel plaisir lorsqu'on a, analyste stratégique, noirci des pages et des pages définissant menaces et situations sans jamais aboutir pour autant à la transformation des réalités, que de s'emparer d'une feuille blanche et de tracer d'une plume rapide : *Décision !* Comme sous la Quatrième République, n'importe quel service de police écoutait, avec les moyens du bord, n'importe qui n'importe où et n'importe comment. Je créai le « Groupement interministériel de contrôle » – sans me rendre compte de la laideur du sigle GIC –, rassemblai tous les services concernés sous le même commandement, édictai des règles simples et draconiennes.

Ces tables de la loi clandestine, rédigées en cinq minutes mais après des heures de consultations, allaient dépasser le quart de siècle, résistant, me dit-on, à tous les changements de gouvernement, à toutes les alternances.

En dehors des écoutes légales, ordonnées dans le cadre d'une instruction criminelle par un juge d'instruction, les écoutes téléphoniques que l'on pourrait qualifier d'« ordinaires » – comme le fascisme, tant elles sont contraires au Préambule de la Constitution, aux Déclarations des droits de l'homme, à l'inviolabilité de la correspondance et au respect de la vie privée – ne pouvaient être effectuées désormais que sur autorisation expresse du ministre des PTT. C'est le ministre des Armées qui ordonnait les écoutes justifiées par la sécurité des forces armées, le ministre de l'Intérieur celles relatives à la sécurité intérieure de l'État, le Premier ministre, à qui étaient alors rattachés les services spéciaux, les « interceptions » concernant la sécurité extérieure. Le Premier ministre était, bien entendu, tenu au courant de toutes les écoutes ainsi ordonnées et autorisées.

Bon prince à l'égard de Michel Debré – et donc de moi-même – je lui attribuai, en fait sinon dans ce droit parallèle que j'édictai avec une jubilation pour laquelle je n'éprouve aucune honte tant la raison d'État me paraissait, en cette époque troublée, nécessaire et tant je croyais que les hauts personnages que je chargeai de ces responsabilités ne les utiliseraient qu'à titre temporaire et à bon escient, j'octroyai donc au Premier ministre la possibilité

de pratiquer des écoutes que je qualifiai de « réservées » et portant, elles, sur qui choisirait son bon plaisir.

Un sixième service de renseignement ou de police dépendait de mon autorité et, dans les sonneries incessantes de trois téléphones – dont le vétuste « interministériel » qui, à partir de hauts postes noirs datant probablement de la création des PTT, permettait d'appeler et d'être appelé par la petite poignée des plus hauts responsables de l'État –, une marée d'un millier de pages quotidiennes venait s'ajouter aux plis SECRET, PERSONNEL ET URGENT que, de la préfecture de police et de la Sûreté nationale, des RG et de la DST, du SDECE, des états-majors et du ministère des Affaires algériennes, des motards bottés et casqués venaient, à peu près toutes les demi-heures, apporter, dans de grands claquements de talons, à mes bureaux. Bureaux où s'agitaient désormais une espèce de chef de cabinet, le sympathique lieutenant Salis, le bouillant capitaine de parachutistes Lamouillate, un personnel changeant dont je ne connaissais pas toujours la raison d'être, sans compter deux secrétaires, AFAT rescapées d'une guerre d'Indochine dont je comprenais mieux que nous l'ayons perdue à les entendre me parler avec enthousiasme, à l'occasion de certaines de nos opérations, du « jour H » et de « l'heure J ».

Ai-je dit que le contrôle des services spéciaux me mettait en contact avec le service « Action » du SDECE qui disposait lui-même, pour ses missions, de la 11e demi-brigade de parachutistes de choc et que cette terrifiante proximité signifie, en temps de guerre, et qu'on le veuille ou non, un effroyable rapport avec le droit de vie et de mort ?

Sujet incandescent qui n'a pas fini, lui, d'habiter ma conscience, mais pour l'aborder il me faut fouiller plus loin ce passé combien lointain afin de découvrir si j'aurai le courage de rallumer ses feux encore mal éteints.

Pour certaines personnalités, parler de soi confine à l'impossible.

La confession m'est difficile, mais je dois commencer à m'habituer à me faire violence si je désire que soit comprise, comme

l'on dit dans les feuilletons, la suite – et la logique – des événements. Lorsque Michel Debré, pressenti par le général de Gaulle afin de devenir son Premier ministre, me demanda de renoncer à partir pour l'Amérique où m'appelaient mes études soviétiques et de venir l'assister à l'hôtel Matignon, l'on me considérait aux États-Unis, à l'âge de trente-deux ans, comme l'un des stratèges les plus prometteurs de sa génération.

Dérision des hommes plongés dans le flot torrentiel de la « grande » Histoire

Lorsque se dressèrent, en janvier 1960, les barricades populaires d'Alger sous l'œil bienveillant de nos unités parachutistes, j'avais encore, après un an de Matignon, confiance dans une armée française dont je ne pouvais prévoir que j'aurais un jour, lorsqu'elle sortirait des chemins de la discipline, à l'affronter. Je ne garde donc de ces événements bruyants, colorés par la fureur des Lagaillarde et des Ortiz, qu'un souvenir plutôt flou et inconsistant.

Que le général Massu, commandant du corps d'armée d'Alger, ait cru pouvoir, même abusé par la camaraderie d'armes avec un journaliste allemand, critiquer la politique du Général, m'avait choqué comme un crime de lèse-majesté inexplicable de la part d'un des vassaux les plus fidèles et prestigieux du monarque. Convoqué par le Premier ministre dans son immense bureau du premier étage donnant sur le grand salon blanc, j'avais entendu le général Challe, commandant en chef et brillant exécutant de la destruction du corps de bataille rebelle, garantir la loyauté des unités face à l'effervescence provoquée dans la population européenne par le rappel brutal – et combien nécessaire – de Massu. Nous étions passés dans le bureau contigu, pièce tout en longueur de moindre apparat, du directeur de cabinet.

Challe avait demandé Alger et, notamment, le colonel Godard, chef de la Sûreté.

Avant que ne s'établisse la communication sur ces guéridons des années cinquante où des rangées de petites lampes clignotaient, vertes, rouges, orange, sur un clavier de bois très Gale-

ries Barbès, le commandant en chef s'était assis et avait enlevé ses chaussures.

– Les grands événements, avait-il dit, me font toujours gonfler les pieds.

Il avait obtenu ses correspondants, répétant à notre intention ce qu'ils lui assuraient :

– Vous me garantissez donc, Godard, que l'ordre sera maintenu à Alger ?

Challe s'était tourné vers Racine, légèrement comique dans son costume bleu mal coupé – je n'ai jamais apprécié les militaires en civil. Il était aussi solennel que le lui permettaient ses chaussettes.

– Il n'y aura pas, proclama-t-il, de nouveau 13 Mai à Alger !

Après douze mois de pouvoir, ne m'occupant alors que de soutenir à l'étranger et en métropole l'offensive militaire de nos troupes, j'ignorais encore à quel point la volonté des chefs est tributaire de la bonne disposition des exécutants et des passions qui remuent et excitent les grands groupes humains.

J'adore la montagne en janvier sous la chute d'une neige douce et drue, le calme des grandes stations à la mode, vides des skieurs multicolores qui les déparent durant la saison. Confiant dans la parole du commandant en chef, je pris donc le soir même pour la Suisse l'archaïque wagon-lit venant de Londres, Douvres et Calais.

Est-ce le dépaysement, la beauté du Gornergrat, le premier repos après douze mois de fièvre ? Le fait qu'il ne me sera plus donné, avant la fin de la guerre d'Algérie, de connaître d'autre vraie détente ? Ces journées à Zermatt m'ont laissé une impression plus vivace que les événements qui suivirent : la petite chambre sous les combles de la pension Perren, les retrouvailles émerveillées, après un an sans lecture, avec les héros de *Guerre et Paix*, une promenade ensoleillée au Schwarzsee d'où l'on descend à travers une forêt de pins après avoir déjeuné dans une auberge au pied du Matterhorn. Puis, le deuxième soir dans ce monde ouaté sans radio ni journaux, un coup de téléphone angoissé de Chris-

tian de La Malène qui, comme moi, ne se trouvait au cabinet du Premier ministre qu'en raison de notre amitié avec Michel :
– Revenez tout de suite. Nous ne contrôlons plus la situation à Alger.

Est-ce à cette époque que je bafouai pour la première fois le droit autrement qu'au cours des opérations clandestines des services spéciaux ? Mal conseillé par l'un des énarques qui se disputaient sa confiance, Michel s'était, en mon absence, rendu à Alger. Dans une ambiance houleuse proche des coups où Challe s'était révélé un instrument entre les mains de ses officiers, le Premier ministre n'avait pu se faire obéir par des colonels fort excités. L'affaire fut donc réglée de l'Élysée, mais je crois bien que lorsque des députés quelque peu extrémistes désirèrent s'envoler pour l'Algérie, je donnai l'ordre à Verdier – instruit par le précédent du 13 Mai 1958, conscient de la nécessité de ne pas laisser les incendies algérois se propager en métropole – de procéder à leur interpellation en ne tenant aucun compte de leur immunité parlementaire.

Les temps de crise suscitent ainsi leur propre légalité et le vrai pouvoir, nimbé des fastes de la raison d'État, s'agrippait à mes mains, il est vrai grandes ouvertes.

Faut-il traiter, puisque j'ai commencé à le faire, de l'« interministériel », symbole et instrument du vrai pouvoir ?

Expliquer, en violant je ne sais quel « secret-défense » peut-être dépassé de nos jours, sa numérotation à trois chiffres – 200 pour les hauts dignitaires, 400 pour leurs directeurs de cabinet ? Torturer ma mémoire pour retrouver les indicatifs : 201 pour le président de la République, 202 pour le Premier ministre, 261 pour le directeur du SDECE – je ne me souviens pas du mien qui devait se situer dans les 470 ? Évoquer les luttes d'influence pour obtenir un poste – les directeurs de la DST ou des RG n'y étaient pas parvenus –, pour bénéficier du 2 quand on n'était pas ministre – le préfet de police, lui, avait conquis ce droit ? Raconter les combats de gladiateurs, dignes des joutes homéri-

ques, pour les bureaux, les voitures de fonction avec chauffeur et les décorations afin d'avoir, dans les indicatifs 400, la possibilité d'appeler le 2, alors que le système, très hiérarchisé, prévoyait que seuls les ministres pouvaient sonner leurs collaborateurs, le contraire confinant à une indécence inadmissible ?

Préciser que le général de Gaulle, méprisant ces relais de Café du Commerce, avait superbement fait filtrer le dispositif – les sonneries aboutissant, pour éviter les parlotes avec les ministres, dans le bureau de ses aides de camp ? Qu'il ne tolérait d'être dérangé que pour des événements du style putsch – « Ne déranger le Général qu'en cas de guerre mondiale », précisaient les humoristes en traduisant les consignes de permanence – et téléphonait plutôt lui-même, au vu de je ne sais quel rapport ou dépêche, provoquant ainsi un torrent d'émotion stupéfaite ?

Commenter la fierté à figurer sur le mince fascicule orange où était imprimé le nom des rares privilégiés ? Faire part de l'inquiétude incessante des ministres – « L'interministériel est-il écouté ? » –, alors que le Central se trouve dans une cave blindée du ministère de l'Intérieur et qu'on voit difficilement, en démocratie, des fonctionnaires soucieux de retraite et d'avancement violer l'inviolable ?

S'agit-il là d'anecdotes charmantes, de révélations apparemment scandaleuses mais dépourvues de réel intérêt ? Ou bien le microcosme de l'interministériel est-il significatif du macrocosme de ce pouvoir qui se doit, comme aux États-Unis où il est possible, après avoir arpenté les interminables couloirs du Pentagone, de se retrouver dans un bureau guère plus grand que celui d'un chef de cabinet français, pour s'entendre proclamer par un gaillard jovial et détendu : « *Hi ! I'm McNamara*. (Ou : Weinberger.) *I'm told you don't like my policy. OK. Let's talk.*[*] », de ce pouvoir donc qui se doit, selon les lois de la démocratie, de se dépouiller de ses attributs mystérieux et sacrés, de devenir

[*] « Salut ! Je suis McNamara. On me dit que vous n'êtes pas d'accord avec ma politique. OK, discutons. »

de moins en moins capable d'abus, fussent-ils somptueusement drapés de la « raison d'État » ?

La vie quotidienne à Matignon se déroulait pendant les convulsions de la guerre comme sur un paquebot de luxe.

Même sensation de coupure avec le monde extérieur : ce n'est que six mois après notre arrivée au pouvoir que je pus mettre enfin le nez dehors, me rendant sur les Champs-Élysées dans l'une de ces escapades cinématographiques que j'affectionnais. Le bruit, les rires, les gens agglutinés autour de divertissements et de préoccupations bien éloignés des combats dans les djebels, des tueries et attentats qui m'obsédaient, me happèrent telle une escale dans un port lointain et colorié.

Mêmes lieux dotés du même faux luxe anonyme d'un grand palace, immuables et sans cesse arpentés. La cour d'honneur tantôt envahie de noires voitures ministérielles serrées les unes contre les autres, tantôt vide, la nuit et les jours de fête, de toute présence humaine hormis quelques employés traînant la patte en revenant de courses qui nous paraissaient bien terre à terre. Le hall de marbre où des gardes, à mi-chemin du militaire et du laquais du XVIIIe, se dressaient et claquaient des talons à chacun de nos innombrables passages. L'escalier d'honneur mille fois gravi au pas de course, mille fois redescendu dans la fièvre, décoré de temps à autre, lors de visites officielles de dignitaires étrangers, Adenauer, Kennedy, Khrouchtchev, de gardes républicains en grande tenue, casques d'argent et plumets, majestueux et statufiés comme au musée Grévin. Le grand salon blanc, fumoir de nos conseils. Le salon carré des aides de camp où s'agglutinaient à heures fixes les « collaborateurs » attendant de passer voir le « PM ».

Plus humaine et détendue était la salle à manger du Premier ministre au-dessus de la salle des conseils de cabinet. Ne parvenant pas à nous arracher aux problèmes de la journée, nous y dînions en famille dans les plaisanteries de Ninette Debré et les rires de ses quatre jeunes fils, cependant que sonnait un télé-

phone qui ne me laissait guère en paix, surtout lorsque explosait, dans l'obscurité autour de nous, encore amplifiée par la masse sombre du parc, le plastic de quelconques « nuits bleues ». En de telles périodes de tension, je couchais dans la petite chambre de l'officier de permanence, réveillé sous les combles par le roucoulement des pigeons nichés dans le grand marronnier qui débordait sur les toits.

Seul le parc, romantique et profond, parcouru par de petites escouades de gardes effectivement mobiles, était interdit à nos promenades et ses superbes frondaisons en étaient d'autant plus tentantes et mystérieuses.

Mêmes lieux mais aussi mêmes têtes rencontrées toujours aux mêmes heures et aux mêmes endroits : le fin conseiller diplomatique Gérard Amanrich, modèle de réserve et de distinction, la trogne carrée mais un peu molle du général Petit, chef du cabinet militaire, des colonels interchangeables – dont certains, prudents gestionnaires de leur carrière, deviendront plus tard des chefs de l'armée –, quelques inspecteurs des finances dégingandés et tristes à mourir, une poignée de magistrats revenus de tout, l'osseuse Françoise Duléry, juriste à tout faire qui arpentait couloirs, escaliers et bureaux avec une énergie jamais démentie. Seuls les vingt ans de Danielle Combaz, secrétaire personnelle de Michel, qui surgissait souriante et charmante, toujours chargée de lourds dossiers destinés au Premier ministre, apportaient un rayon de soleil et de vie dans cet assez sinistre défilé.

Mêmes horaires réglés comme du papier à musique, découpant un temps changeant et bouleversé en routines paisibles et chaque jour renouvelées. Le rite essentiel était l'attente de Michel, dans le salon des aides de camp, à partir de sept heures du soir et souvent tard dans la soirée, afin de faire le point avec lui des événements de la journée passée et de la nuit à venir. Ayant terminé leur travail, les conseillers, enfermés dans leur spécialité et leurs préoccupations, en arrivaient ainsi à échanger, entre deux lamentations sur les minutes qui s'égrenaient, éloi-

gnant familles ou sorties en ville, quelques banalités superficielles de vieux habitués.

Et lorsque nous quittions ces lieux, ces masques et ces rites, c'était pour retrouver, à l'Élysée, place Beauvau, à l'Opéra ou à la Comédie-Française, sous des lambris analogues, autour de guéridons et de tapisseries identiques, d'autres lieux tout aussi semblables et figés, pour rencontrer toujours les mêmes hommes, toujours dans le même rituel – notamment après les grands dîners officiels du général de Gaulle. Seuls les habits, les smokings et les décorations différenciaient alors ces défilés de têtes.

J'étais, je le crains, le plus aliéné.

Arrivé le premier à Matignon quand je n'y avais pas couché, parti le dernier souvent tard dans la nuit, je ne regagnais mon HLM que pour y dormir d'un sommeil entrecoupé de coups de fil si fréquents que mes deux petites filles avaient dû partir chercher la paix dans la maison de Beauce que j'avais toujours habitée, loin des fièvres de Paris, avant de plonger, forcé mais consentant, dans la piscine bouillonnante du pouvoir.

Du moins avais-je la possibilité, à tout moment, d'échapper aux rites et aux masques.

Dans la claire caserne des Tourelles hérissée d'antennes à l'autre bout de Paris, s'agitaient, sous la ferme houlette du général Grossin, briseurs de codes, forceurs de coffres et de valises diplomatiques, officiers « traitants » d'un SDECE qui, en temps de guerre, fonctionnait jour et nuit, montait vingt-quatre heures sur vingt-quatre ses frénétiques et tortueuses machinations. À la DST, dans d'anciens appartements petits-bourgeois de la rue des Saussaies, des panneaux de bois cadenassés cachaient organigrammes et photographies prises au téléobjectif des responsables de la Fédération de France du FLN, dévoilaient, à grands coups de craie, les galeries que les taupes téléguidées par le service creusaient dans les réseaux des terroristes. Au cœur de la sombre forêt de l'Orléanais, se déroulait, dans le fracas d'explosions et de tirs à balles réelles, l'entraînement intensif des parachutistes du service

Action chargés de pourchasser les trafiquants d'armes aux quatre coins de l'Europe. Plus fiévreuses et sordides, les brigades spécialisées de la police judiciaire ou les SAU*, peuplées d'officiers et de harkis, s'efforçaient de contrôler les populations musulmanes entassées dans les banlieues de Paris. Mystérieuses, les salles souterraines du GIC sous les Invalides laissaient bourdonner les magnétophones qui, branchés sur un millier de lignes téléphoniques, nous reliaient, en l'espionnant, au monde extérieur.

Ces lieux où, dans un Paris paisible et tranquille, soufflait la guerre, ne respiraient pas l'insouciance ou la joie de vivre, mais ils me procuraient, plus que rapports, notes et télégrammes, le contact toujours vivifiant avec le terrain, me permettaient de prendre l'exacte mesure de cette réalité sur laquelle il m'était demandé d'agir.

Et puis il y avait le départ tous les samedis après-midi vers ma chère maison de Beauce. Et dès que ma voiture noire s'engageait incongrue dans ma verte et riante vallée – « Faites quand même attention ! C'est vraiment l'endroit idéal pour un attentat ! » avait constaté, professionnel, le chef du service Action –, j'oubliais d'un seul coup, devant le tendre frémissement des cimes des peupliers, face à la courbe scintillante et immobile de la Juine, manifestations de rues et assassinats, écoutes téléphoniques et arraisonnements de bateaux.

La guerre s'estompait, ne devenait qu'une pulsation lointaine et sourde de l'éternelle et immuable nature.

La nuit la plus longue de la guerre d'Algérie, durant laquelle, lors du putsch des généraux en avril 1961, Paris attendit des parachutistes qui ne vinrent jamais, reste, elle, vivace en mon souvenir. Vanité de la mémoire des hommes qui retient mieux le rôle joué personnellement que tel rebondissement crucial mais sur lequel l'on n'a pesé que de loin : riche en péripéties hautes en

* « Sections administratives urbaines » s'efforçant, sur le modèle des célèbres SAS d'Algérie, de contrôler en les aidant les populations musulmanes en milieu urbain. Nous en avions implanté un certain nombre dans la banlieue parisienne.

couleur, la « nuit des paras » ne mérite en rien, en effet, d'entrer dans l'Histoire.

Depuis l'explosion d'Alger, le Général se taisait et nous avions eu l'impression, pendant deux interminables journées, en attendant que le Verbe tonne, de tenir la France à bout de bras. Avec le recul du temps, je crois que nos efforts – nécessaires – n'étaient pas tellement méritoires. Empêcher que la révolte militaire ne se propageât en métropole n'était guère sorcier, faute d'unités motivées et dans le rejet viscéral par la population française de toute aventure putschiste.

Encore fallait-il décourager, voire neutraliser les amateurs en puissance, éviter que les rues ne deviennent le champ clos des habituelles manifestations des braillards de droite entraînant les rituelles manifestations des braillards de gauche. « Le fascisme ne passera pas » est un slogan aussi efficace qu'inepte : si la tentation fasciste guette, à doses homéopathiques, les gens de pouvoir, elle ne mord plus de nos jours sur les masses immenses et jadis turbulentes du peuple lui-même. En ces lumineuses et printanières journées d'avril le danger n'était donc pas grand en métropole :

– Le seul fait nouveau, constatait Verdier dans le salon blanc à la réunion du samedi après-midi suivant le déclenchement du putsch, c'est que le nombre de voitures a augmenté sur l'autoroute de l'Ouest…

Un coup de maître n'en fut pas moins accompli dès l'aube du deuxième jour grâce aux écoutes téléphoniques menées au sein du nouveau GIC, dont l'utilité était ainsi démontrée, par mon correspondant auprès de Pierre Messmer, ministre des Armées. Le voyeurisme un peu maladif de Xavier Deniau – qui, comme Messmer, venait des colonies où la grande politique, ou le grand commerce, voisinent avec le commérage le plus étriqué – m'irritait, mais le réseau de surveillance qu'il avait tissé autour de tout traîneur de sabre un peu excité était d'une efficacité proprement admirable. Trois quarts d'heure de huis clos avec Maurice Papon dans le bureau de Michel me furent donc suffisants pour dresser

la liste des étoiles de ce ballet téléphonique qui, depuis l'annonce du putsch, tournait à l'hystérie.

Dès le lendemain matin, la police parisienne pouvait procéder à l'arrestation des militaires du « complot de Paris » – complot dont je n'ai jamais compris, pourtant, malgré les lourdes condamnations qui s'ensuivirent, à quelle réalité exacte il correspondait ni s'il aurait eu la moindre chance d'aboutir à quoi que ce soit.

Le ton de la fermeté du pouvoir, de la « vigilance républicaine » étant ainsi donné, le reste ne fut plus que routine.

Les services spéciaux, les unités parachutistes dépendant d'eux, la police municipale de Paris, les Renseignements généraux ou la DST – qui avaient tous, chacun à sa manière, amplifié la décomposition de la Quatrième République avant et pendant les événements de mai 1958 – étaient entre nos mains et n'avaient pas bougé d'un cil. Le poste algérien du SDECE avait même maintenu le contact avec la « Centrale », nous procurant de précieux renseignements sur la situation de l'autre côté de la Méditerranée. Il est rare, en effet, que des unités bien commandées, engagées dans des missions claires, correspondant à leur vocation, éprouvent soudain des états d'âme.

Il suffisait donc, tout en gardant un œil sur les groupuscules d'extrême droite dont l'enthousiasme avait été, à vrai dire, sérieusement douché par la déconfiture du « complot de Paris », de surveiller certaines unités de l'armée régulière, mettre en garde ou déplacer certains officiers dont il serait indécent, en raison des carrières faites depuis, notamment sous Giscard l'Africain, de citer aujourd'hui les noms. La tâche fut admirablement accomplie par le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Le Pulloch, aux imposants états de service – ça aide – durant la dernière guerre mondiale.

Routine, ai-je dit. Méritoire peut-être, mais routine quand même, tant le consensus populaire s'en remettait au général de Gaulle afin de résoudre au mieux un problème technique d'obéis-

sance militaire qui, à la différence de ce qui se passera plus tard en mai 68, paraissait taillé sur mesure pour ses compétences et ses goûts en matière de grandes manœuvres historiques.
– Le discours du Général n'est toujours pas prêt, répétait-on à Michel à l'Élysée.

Le silence du prophète du 18 Juin aiguisait notre vigilance, nous obligeait, tels les mécanos la veille du départ des 24 heures du Mans, à resserrer les écrous avec d'autant plus de minutie que le pilote n'avait pas terminé sa préparation.

L'attente ne nous inquiétait pas. Elle ne pouvait qu'accroître le capital de confiance populaire qui s'investirait dans le faiseur de miracles dès qu'il se déciderait, ayant posé l'équation, ayant choisi les mots susceptibles de façonner l'Histoire, à entrer en scène.

C'est dans cette situation bloquée – l'armée d'un côté de la Méditerranée, nous de l'autre –, mais qui ne pouvait le rester qu'éclata la « nuit des paras ».

Un stratège américain m'avait étonné un jour en annonçant, impavide, au vu du seul examen des chiffres de population et de production industrielle, que Hitler s'était condamné le jour où il s'était attaqué à l'Union soviétique, et le Japon aux États-Unis à Pearl Harbor. Le putsch d'Alger, avec son armée à base de contingent métropolitain, adossé à une masse musulmane explosive, soutenu par des pieds-noirs travailleurs et sympathiques mais peu portés sur la geste guerrière – quelle différence avec Israël ! –, dépendant pour son ravitaillement de la France, ne pouvait donc que s'effondrer. Ce qui permettrait de s'interroger à l'infini pour savoir comment le général Challe, remarquable auteur du ratissage des bandes FLN, avait bien pu concevoir ou approuver un plan d'une si parfaite débilité, s'il n'était de notoriété publique que la technique ne postule pas forcément – et vice versa – une intelligence hors du commun.

Mais, entre l'invasion de la Russie en juin 1941 et la chute de Berlin en 1945, que de sang et de larmes, que de Stalingrad et d'El Alamein, que d'épreuves où, dans le déchaînement de la

folie et de l'héroïsme des hommes, le destin semble hésiter sur le fil du rasoir ! Certes les peuples recrus d'Histoire sont vaccinés contre de telles démesures, mais il peut leur arriver, tels les vieux chevaux de cavalerie, de redresser la queue au son du canon. C'est donc au niveau de Courteline, dans l'un de ces psychodrames que la France affectionne d'autant plus que jadis, avec les croisades, les révolutions, la conquête de l'Europe, elle a eu tout son saoul de drames vrais, que se situe la nuit des paras, péripétie inutile dans le cours prédéterminé de l'Histoire.

Donc, en deux jours, les masses d'Alger et de la métropole s'étaient figées face à face. Fragile et artificielle, gonflée comme l'un de ces ballons d'enfant qui s'envolent dans le ciel bleu, la masse algéroise ne pouvait qu'exploser. Le discours du Général, venant à point nommé – « avant l'heure, c'est pas l'heure. Après l'heure, c'est plus l'heure », affirme l'insondable sagesse militaire –, lorsque de Gaulle donc, en grand uniforme, fulmina contre le « quarteron » et appela le contingent à la désobéissance, s'y était employé avec le talent qui était naturel à l'homme du 18 Juin et qui lui fera si cruellement défaut dans les premières journées de mai 68, face à des événements ne mettant plus en scène cette fois des collègues moins doués que lui.

C'est peut-être cette fatalité de l'action d'une masse sur l'autre qui amena les « gaullistes », en un stupéfiant manque de confiance dans la parole de leur dieu, en une gigantesque inversion analytique – mais qui se repose sur l'analyse lorsque se déchaînent les peurs et les passions ? –, à croire que c'est eux qui allaient être sacrifiés et immolés.

Le matin, à la réunion de onze heures qui ne rassemblait que les chefs de police et les généraux, nous avions appris, grâce à nos écoutes radio, que deux divisions parachutistes, les redoutables 10e et 25e DP, faisaient mouvement des djebels du Constantinois sur Alger. Ce remaniement du dispositif rebelle n'avait ému personne : les généraux en sont friands, surtout quand ils sont proches de la défaite.

La rapidité avec laquelle circulent les informations alarmantes est un mystère que je ne suis jamais parvenu à dissiper. La nouvelle se propagea et, en fin d'après-midi, nous étions contraints de tenir une nouvelle réunion, en présence, cette fois, des acteurs gaullistes du 13 Mai 1958 qu'on n'appelait pas encore les « barons ». Cantonnés dans des postes subalternes depuis l'élection du Général à la présidence de la République, ces fidèles entre les fidèles avaient bondi avec énergie sur l'occasion de jouer de nouveau un rôle mais aussi, probablement, de surveiller leur investissement émotif ou politique, à un moment où, la fin de la guerre étant en vue, il pouvait enfin devenir rentable.

– Les parachutistes vont sauter sur Paris, proclamaient Frey, Guichard, Foccart, Lefranc, ressuscitant l'opération qu'ils avaient souhaitée en mai 1958 et qui, d'ailleurs, avait été sur le point de se réaliser, décommandée in extremis par le retour au pouvoir du général de Gaulle.

Chiffres à l'appui, le général Puget, adjoint d'Olié à l'état-major général et tout aussi fidèle que lui malgré une longue amitié d'aviateur avec Challe, avait tranquillement démontré que les putschistes ne disposaient pas – en raison, notamment, de la fermeté du général Fourquet, ancien héros de la France Libre – de l'aviation de transport nécessaire. Les mouvements de troupes ne devaient s'expliquer que par les problèmes posés au putsch par le loyalisme de la marine d'Oran.

Dans l'enfièvrement qui rend impossible toute discussion, Puget fut, en toute simplicité, accusé de complicité avec les rebelles :

– Challe a prouvé que c'est de la folie que de faire confiance à l'armée !

Quand, m'en remettant comme toujours aux techniciens, me fondant de surcroît sur les informations du SDECE, je développai la même argumentation, je ne fus pas plus écouté. Les services spéciaux étaient, eux aussi, suspectés de trahison, et ma loyauté personnelle, moi qui n'avais pas traîné dans les cohortes remuantes – et fascisantes – du RPF ou rue de Solférino où

le Général s'ennuyait tellement, lors de ses rares échappées de Colombey, que ses collaborateurs suppliaient leurs relations de venir lui demander rendez-vous, ne pouvait donc que soulever les doutes les plus intenses. Déjà mon départ à Zermatt lors des barricades d'Alger avait paru incompréhensible et donc suspect aux exaltés du gaullisme.

Depuis la veille, Debré avait une forte grippe et, est-ce la fièvre ou l'impossibilité de faire face à l'« ascension aux extrêmes » des frayeurs, toujours est-il que la suite se déroula à une vitesse vertigineuse.

À une réunion des chefs d'état-major, il fut décidé de mettre sur le pied de guerre les forces d'interception aérienne et d'ouvrir, si nécessaire, le feu sur les avions rebelles. Une séance de travail des chefs de police, rassemblant dans une salle de conseil enfumée les moindres des responsables de la police parisienne et de la gendarmerie, mit en place, elle, le plan de défense de Paris qui bouclait, avec l'inhabituel renfort des blindés de la gendarmerie, le quadrilatère des ministères.

Encore heureux que la menace ait été imaginaire ! Le général Nicot, major général de l'armée de l'air qui avait jadis commandé le cabinet militaire de Michel, assurait à ses moments perdus les liaisons de Challe en métropole et n'avait donc pas jugé utile de transmettre l'ordre d'ouverture du feu.

Quant à nos braves gendarmes, lorsque, trempé d'une aigre sueur dont le souvenir me colle encore à la peau, j'allai, dans la nuit, inspecter leur dispositif, je découvris que leurs fusils archaïques et leurs chars brinquebalants n'étaient pas approvisionnés en munitions. La « réquisition » rédigée par le préfet de police ne prévoyait pas, en effet, ce léger détail par un oubli dont je n'ai jamais cherché à découvrir les véritables raisons : incompétence de la préfecture face à des événements heureusement peu fréquents ou volonté des gendarmes de ne pas en découdre avec les méchants paras. Errements qui confirmaient ce que j'avais appris lors des opérations du SDECE : la nécessité, dans les époques troublées et faute d'états-majors opérationnels pour qui la

guerre est une technique de routine, de vérifier soi-même tous les rouages.

Vers dix-neuf heures arrivait à Matignon Chaban-Delmas, fringant et piaffant comme un coursier. N'ayant avec Michel que de faibles affinités, trônant sur son perchoir de l'Assemblée qu'il avait, contre la volonté du Général, ravi à Paul Reynaud, sa présence faisait d'autant plus sensation.

– Vous ne faites rien ! s'indignait le mannequin à allure d'image de synthèse en arpentant à grandes enjambées saccadées le salon des aides de camp. Dans la vie, il faut savoir agir, prendre des risques, dompter les événements ! Nous, dans la Résistance, nous savions rester jeunes !

– Tu parles, me commenta plus tard le général Grossin, parti, lui, comme tous les chefs opérationnels, rejoindre son poste de commandement au SDECE et qui avait l'immense avantage, chef de bataillon en 1940 sous un colonel nommé de Gaulle, comploteur gaulliste à Alger en 1942, de ne plus s'étonner de rien.

Unique général socialiste de l'armée française, n'avait-il pas commandé la maison militaire du président de la République Vincent Auriol pendant la guerre d'Indochine et le cabinet militaire du président du Conseil Guy Mollet durant l'expédition de Suez ?

– J'ai connu Chaban à la Libération, racontait Grossin, lorsque j'étais chef du cabinet militaire du ministre de la Guerre. « Le Chaban », disait de Gaulle et, de fait, l'espèce est aussi rare que belle. Il venait, à l'âge tendre de vingt-neuf ans, de se faire couper un uniforme tout neuf de général, ce qui explique peut-être pourquoi il se pointait tous les soirs à mon bureau afin de me taper d'un ticket de métro. Lorsque Londres l'a nommé à Bordeaux en 1944, la résistance du Sud-Ouest venait d'être décimée à la suite du pacte conclu par son chef Grandclément avec la Gestapo – affaire dont on n'aime guère parler tant la mythologie de la Résistance la veut radieuse, unie et irréprochable. Mais personne au BCRA de Passy ne connaissait véritablement l'intrépide qui se portait volontaire pour une mission aussi dangereuse et

désespérée. Quant à sa jeunesse, elle était si éclatante qu'à la Libération des petits malins ont cru possible d'afficher dans les casernes : L'ENTRÉE DES LOCAUX MILITAIRES EST INTERDITE AUX GÉNÉRAUX NON ACCOMPAGNÉS PAR LEURS PARENTS.

– Je viens de voir le Général, déclamait donc « le Chaban ». Il s'est rendu à mes raisons : il faut que Michel sorte enfin de sa passivité ! Face à la menace qui se dresse devant nous, il doit s'adresser à la nation et mobiliser la République !

Précédé et suivi de son escorte de voitures noires, bourrées de policiers à mines patibulaires hérissés de mitraillettes, Michel fonça à l'Élysée où le Général, probablement, ne fut que trop heureux de voir se dramatiser une situation qui, en métropole, restait bien éloignée des tempêtes qu'il affectionnait, trop content d'accepter la proposition de son Premier ministre de lui servir de faire-valoir, d'organisateur d'une grande fête à la Pierre Dac qui rendrait d'autant plus resplendissant son noble discours tant de fois différé.

La suite est connue. La cohue gaulliste dans le bureau de Debré. « À pied », lisait Michel. « Orly à pied, c'est loin », rétorquait un sceptique. Déjà peu attrayant à la télévision, incapable de ne pas marteler ses phrases et de s'octroyer ne serait-ce qu'un quart d'heure de repos avant de prendre la parole – on était loin avec Debré des journées passées dans un bain par le vieux maréchal prussien von Rundstedt à la veille d'une offensive ou de ses dîners fins au Coq Hardi de Bougival dans l'attente du débarquement allié –, rendu encore plus nerveux que d'habitude par la fièvre, Michel fit une prestation qui reflétait bien l'ambiance du Matignon de ce soir-là.

« À pied, à cheval, en voiture »…

Une longue nuit commençait.

À part l'attachée de presse, la belle Arlette de La Loyère, ancienne convoyeuse de l'armée de l'air en Indochine remarquée par le Général au cours d'un de ses longs périples en Afrique, et un colonel anonyme, couché en chien de fusil dans un salon – « Dans ces vieilles baraques, les cheminées font de ces courants d'air ! »

–, l'hôtel s'était de nouveau vidé – les énarques, fonctionnaires et chefs de cabinet préférant aller attendre en des lieux plus sûrs le dénouement d'événements aussi peu administratifs. Seule une poignée de militants gaullistes, décorés d'armes hétéroclites datant du temps des maquis, était venue camper au rez-de-chaussée dans le bureau du conseiller diplomatique Amanrich et leurs sonores éclats de voix rebondissaient contre les lambris dorés, habitués à des discussions autrement feutrées, pendant que leurs litrons de gros rouge et leurs saucissons faisaient des ronds sur les délicates marqueteries ou les dessus de cuir passé.

Michel Debré, dont j'ai déjà souligné le sang-froid dans les grandes circonstances, était parti se coucher et je m'étais installé avec Christian de La Malène au premier étage dans le bureau du préfet Lobut – dit « le Projectile » –, petite pièce plus douillette et accueillante que les grands salons, et dans la cheminée de laquelle fumaient encore les cendres des reçus de fonds spéciaux que certains ministres avaient tenu – pourquoi ? – à venir brûler eux-mêmes avant la nuit fatale.

Un transistor acheté en catastrophe dans une boutique voisine – le pouvoir n'était pas, à l'époque, à l'affût des médias – faisait grésiller en sourdine les émissions angoissées que Louis Terrenoire, ministre de l'Information, avait eu la judicieuse idée de faire diffuser toute la nuit à destination de l'Algérie.

Discutable au plan de l'analyse stratégique, totalement inutile au plan militaire à moins de le considérer comme une manœuvre ayant fait éclater au grand jour toutes les insuffisances de notre dispositif, indispensable en raison de la frayeur enfiévrée des gaullistes, le psychodrame des paras avait, au moins, l'avantage de démontrer à Alger – et au contingent – la détermination de la métropole. Certes, l'« ascension aux extrêmes » ainsi créée était purement factice et artificielle, mais ses reflets, fussent-ils surréalistes, ne pouvaient que nous servir. Il est certains domaines où ne comptent que les apparences.

Dans le calme de la nuit, les longues heures s'égrenaient. Seul, de temps à autre, le téléphone grelottait sans guère nous

émouvoir. J'avais, en effet, obtenu satisfaction sur au moins un point : les sirènes qui, d'après l'appel debréien, devaient jeter sur les routes, poitrine en avant contre les vilains paras, un peuple parti dormir tranquillement sous ses couettes, ne pouvaient être actionnées que par le seul préfet de police sur ordre exprès du Premier ministre en personne.

Or Michel, lui, dormait.

Le « la » avait été, en début de soirée, donné par Roger Frey.

Ministre sans portefeuille, il avait, par le plus grand des hasards et en raison de l'amitié qui le liait à Michel, été choisi pour assurer l'intérim du ministre de l'Intérieur – l'incolore et administratif Pierre Chatenet, qui avait remplacé un sénateur Berthoin dépassé par des péripéties aussi mouvementées, ayant eu l'intéressante idée de tomber malade quelques jours avant le putsch. Frey n'était pas encore familiarisé – il se rattrapera – avec toutes les subtilités d'un ministère combien complexe, et personne n'avait jugé bon de le convoquer à la réunion des chefs de la police parisienne. C'est pendant que ces braves à trois ou quatre poils recevaient leurs ultimes et exaltées instructions qu'il m'avait, en m'appelant de son bureau de la place Beauvau, fait sortir de la salle du Conseil :

– Les paras arrivent ! On a entendu les avions !

– Me permettez-vous, au moins, monsieur le ministre, de vous demander votre source ?

Rugissement dans le combiné :

– Sangui ! Qui donc a entendu les avions ?

Une voix de stentor dans un lointain brouhaha :

– Le responsable UNR de Beauvais ! Tu sais bien, Roger : le gardien de l'asile…

Placé sous de pareils auspices – je n'oserais inventer –, le carrousel téléphonique ne pouvait qu'être savoureux.

– Ici Jacques Foccart. Les aides de camp du Général ont entendu un vrombissement de chars !

Vérification auprès de Papon : c'était le fracas des chenilles de nos propres forces de gendarmerie, dotées il est vrai de Sherman aussi bruyants qu'antédiluviens – qui ne seront remplacés que plus tard, quand cela sera parfaitement inutile, l'OAS en métropole n'appelant pas ces canons-là, par de modernes AMX.
– Ici Frey. Les avions sont au-dessus de Marseille. On les a entendus.
– Je vous assure, monsieur le ministre, que les radars ne signalent rien.
– Et vous n'avez pas encore compris que les militaires trahissent !

Vérification auprès du préfet de Marseille qui, bien entendu, a l'oreille moins pointue que les responsables gaullistes locaux.
– Monsieur le ministre, Haas-Picard confirme que tout est calme.
– Je vous dis que vous êtes entouré de traîtres !
– Monsieur le ministre, Haas-Picard dispose de radars civils. C'est un préfet plutôt socialiste, ami de Gaston Defferre et d'une parfaite loyauté.
– Tous des traîtres !
…
– Ici Pierre Lazareff. Je vous téléphone à la demande de Roger Frey (je ne connaissais pas encore le tourbillonnant directeur de *France-Soir*). Voilà. Mes collaborateurs ont fait une découverte sensationnelle. Avant de publier ce *scoop*, je tiens à en informer le gouvernement de la République. Vous n'êtes pas seulement trahis par l'armée mais aussi par l'OTAN ! Le dispositif radar couvrant la Méditerranée a un trou ! En se glissant entre la Sardaigne et la botte, les avions échappent à toute surveillance, puis en s'engouffrant dans les cols des Alpes, ils peuvent…

Nouvelle vérification à l'état-major général de la Défense nationale à l'hôtel des Invalides où des généraux impavides, se relayant toutes les quatre heures, débiteront, durant la longue nuit, de laconiques RAS ou fourniront des explications techniques avec la calme condescendance réservée aux incessantes et fébriles questions de petits enfants.

Rappeler le ministre de l'Intérieur, en revanche, posait problème. Le grand bureau aux hideux meubles Empire où avait régné Jules Moch pendant les émeutes communistes – et où j'avais moi-même vu Charles Brune faire face avec une rude détermination aux manifestations insurrectionnelles du Parti en 1952 – s'était transformé en caravansérail. Au sacro-saint interministériel répondaient, dans un brouhaha de vociférations, Alexandre Sanguinetti, dont l'indubitable talent oratoire n'avait pas encore fait un grand homme, André Malraux, qui devait revivre sa chère guerre d'Espagne, Couve de Murville – que venait faire ce diplomate glacé dans cette cohue surchauffée ? –, voire de parfaits inconnus dont certains, militants du SAC, finiront en prison alors que d'autres, Charles Pasqua, deviendront, mais des lustres plus tard, ministres.

…

– Ici Pierre Messmer. C'est très bien d'avoir rendu tous les aérodromes impropres à des atterrissages. Mais l'on me signale que le SDECE n'a pas exécuté les ordres. Votre aérodrome secret est resté opérationnel et illuminé…

Inutile, cette fois, de procéder à une vérification. Le ministre des Armées mettait le doigt sur le secret d'État numéro un de la folle nuit.

– Il n'est pas question, m'avait dit Jacques Foccart, que le Général soit fait prisonnier par les parachutistes. Je vous demande donc de laisser ouvert l'aérodrome du Service. Un appareil doit se trouver en permanence prêt à décoller afin d'emmener le Général, comme en juin 40, hors de Paris, voire de France.

Initiative personnelle de Foccart à qui il sera beaucoup pardonné en raison de son dévouement absolu, désintéressé, quasi charnel à la personne du Général ? Précaution de Charles de Gaulle lui-même ? Pressé par l'action, un problème chassant l'autre, c'est encore là une énigme que je n'ai pas cherché à élucider. Mais, plus tard, en mai 68, la décision du Général – qui, d'après son garde du corps, Paul Comiti, mais je me méfie des facilités de la mythologie gaullienne, aurait passé toute cette

nuit-là à son bureau en grand uniforme, ne se retirant à l'aube qu'après avoir lâché à ses protecteurs : « Alors, ils ne sont pas venu *vos* paras ? *Dommage !* » –, l'épopée, si l'on peut dire, de Baden prouve que, dans certaines circonstances « insaisissables », échappant à l'emprise magique du Verbe, le départ se révélait pour le Prophète une solution.

Soudain, dans la nuit toujours aussi calme, un changement de ton :
– Ici Papon. L'ordre règne à Paris. Mais je n'en dirais pas autant de la place Beauvau… Vous feriez mieux de veiller au grain.
– Ici Verdier. Dites donc, Melnik. Mes fenêtres donnent sur la cour du ministre. C'est le foutoir. Ils sont en train de s'armer comme des fous. Souvenez-vous des émeutes de 1952. Si les communistes suivent le mouvement, vous changez de registre.
– Ici le général de permanence à l'état-major général de la Défense. On porte à ma connaissance qu'un lot d'armes individuelles, des caisses de tenues de combat, de chapeaux de brousse et de pataugas ont été sortis des dépôts sur ordre du ministre des Armées.
– Ici le responsable CGT de l'usine Renault. Les camarades ont appris que vous armiez des milices gaullistes… Les camarades voudraient recevoir, eux aussi, des armes… La classe ouvrière doit participer à la défense de la République…
– Ici Papon. D'après les RG, les permanences communistes s'allument. Les responsables arrivent. En chaussons et ensommeillés, mais ils arrivent.

Il me fallut me rendre dans les appartements privés du Premier ministre. Dans une petite chambre tapissée de bleu, derrière la salle à manger et un salon lugubre où des lits jumeaux disproportionnés témoignaient que le général de Gaulle y avait passé des nuits, Michel dormait, abruti de fièvre, de fatigue et de cachets.

S'arrachant difficilement aux brumes de la grippe, il téléphona à Pierre Messmer – que je n'aurais pas cru, ancien légion-

naire à Bir-Hakeim, aussi émotif – et à Roger Frey afin de leur confirmer mon ordre de désarmer séance tenante leurs volontaires d'opérette. Je n'aurais pas voulu, au réveil d'une nuit autrement sereine, me retrouver avec, sur les bras, un Paris en ébullition.

Seul l'état-major me causait désormais du souci. Ayant, dans l'affaire, perdu son calme imperturbable, il n'arrêta pas de se lamenter jusqu'à l'aube qu'il ne retrouvait pas le compte exact de ses godillots.

À quelque chose malheur est bon. Amateur de grands spectacles médiatiques, le Général nommait aussitôt Roger Frey ministre de l'Intérieur. Comme en mai 68 – mais ce sera alors sur une bien plus grande échelle et dans un sens radicalement différent – le psychodrame de l'agitation affolée se poursuivait.

Les grands événements mettent souvent au jour d'insolites passerelles entre les camps qui s'affrontent.

Lors du déclenchement du putsch, un officier parachutiste était venu, en toute innocence, me sonder sur mes intentions à l'égard de Challe.

– Et vous prévoyez beaucoup de morts ? lui avais-je simplement demandé.

– Aucun ! s'était indigné le centurion. Cette révolution-là se fera dans l'ordre et l'honneur !

La mise à l'ombre d'un adversaire aussi naïf ne me parut pas s'imposer outre mesure. Dès les premières heures après la folle nuit, il pouvait donc se présenter de nouveau à mes bureaux. La rage défigurait ses traits virils.

– Nous vous ferons fusiller rien que pour cela ! bégayait-il, au bord de l'apoplexie. On ne fait pas la guerre en mobilisant les foules !

La place Beauvau transformée en annexe du théâtre du Châtelet. Michel Debré anticipant sur le Woody Allen de *Bananas*. Ces bouffonneries n'auraient-elles donc pas été aussi inutiles que l'Histoire le prétendra ?

Comment écrire l'Histoire, englué dans les titres officiels, séduit par les apparences flatteuses forgées après coup par des Mémoires complaisants ou le maintien *in aeternum* au pouvoir de certains acteurs du drame initial ?

« Verdier, note la sérieuse *Année politique 1961*, reprise, bien entendu, par tous les ouvrages sur la question, fut le premier à être averti du putsch[1]. » Impossible : les parachutistes s'étaient emparés, c'était la moindre des choses, de la Sûreté.

« La Sécurité militaire m'avait prévenu de l'imminence d'un coup de force », affirme à un journaliste auteur d'une très approximative histoire de l'OAS un Pierre Messmer auréolé de ses neuf années au ministère des Armées et de son titre d'ancien Premier ministre[2]. Tu parles ! À l'époque, le correspondant de la Sécurité militaire dans chaque unité était le commandant en second : dans le cas du 1er régiment de légionnaires parachutistes, fer de lance de la révolte, c'était, donc – directement du producteur au consommateur – le commandant Denoix de Saint-Marc, officier de grande qualité mais responsable de l'action militaire du pronunciamiento.

Messmer avait été si bien prévenu que le 21 avril il se trouvait au Maroc en compagnie de Maurice Couve de Murville afin d'assurer, ce qui était d'une brûlante actualité, le rapatriement des cendres du maréchal Lyautey. Un autre ministre avait été fait prisonnier à Alger, mais ces coupes sombres – « Échangeons trois ministres contre un singe », nous télégraphiaient les putschistes, à quoi je fis répondre : « Suis prêt à transiger sur ces bases » –, la maladie du ministre de l'Intérieur en titre, l'inexpérience de celui qui le remplaçait au pied levé, l'absence du ministre des Armées ne diminuèrent en rien, bien au contraire, la force de frappe gouvernementale.

Qu'à cela ne tienne. « Le cheveu argenté, élégant dans ses complets anthracite, Roger Frey, s'émerveille le même historiographe de l'OAS, dès les premières heures fait mettre l'état-major métropolitain du putsch sous les verrous. » « Jacques Foccart, poursuit l'amateur de westerns, s'est installé à l'Élysée. Il ne

craint pas la bagarre. On peut lui faire confiance[3]. » On a vu, surtout, ce que fut la moins romantique réalité.

Rien de tel, en effet, dans la presse de l'époque. « Les mots s'envolent au vent du fleuve », constate à chaud l'avisé éditorialiste du *Monde*. Pierre Viansson-Ponté, après avoir établi une distinction – capitale – entre le « gouvernement de la parole » et le « ministère de l'action[4] ».

« L'oracle rendu, le soin de l'interpréter et de le traduire dans les faits va échoir à Michel Debré. Le premier des ministres fera appel aux lumières de son plus intime collaborateur, M. Constantin Melnik (…) Pendant leur dialogue, M. Racine, directeur de cabinet, sera seul à franchir parfois la porte du bureau ministériel. Si les ministres sont ensuite appelés (…), M. Roger Frey arrivera – bien plus comme stratège du gaullisme que comme ministre de l'Intérieur (…) M. Giscard d'Estaing sera écouté avec attention. (…) S'ils viennent eux aussi, M. Joxe sera interrogé et M. Chaban-Delmas reçu avec courtoisie (…)*. La hiérarchie parallèle et non écrite de la Cinquième République n'a évidemment aucun rapport avec l'ordre protocolaire, les titres et les fonctions. »

Telle la guerre qui fait éclore des chefs aux antipodes des petits Gamelin qui s'ébattent dans les états-majors en période de paix, les temps de crise et de troubles sécrètent, tout naturellement, leurs propres hiérarchies.

Si le général de Gaulle fut, du début jusqu'à la fin, le commandant en chef unique et incontesté, son adjoint opérationnel *de facto* était, jusqu'aux barricades de janvier 1960, le général Challe en Algérie, assisté du remarquable Paul Delouvrier. Cette organisation s'effondrera sous les coups du cafetier Ortiz, exprimant lui-même les passions et inquiétudes de la population

* On notera que le nom de Pierre Messmer n'est même pas cité. Nommé ministre des Armées après les défaillances des barricades, Messmer m'est apparu alors, dans mon secteur de responsabilité, comme le premier – et unique, hélas – ministre fiable. Haut-commissaire en Afrique noire, directeur de cabinet de Gaston Defferre sous la Quatrième République, il ne faisait en rien partie de la cohorte gaulliste mais passait pour un technicien de sensibilité socialiste.

pied-noir. Il deviendra impossible désormais de laisser des proconsuls s'ébattre sur des terres aussi volcaniques.

Or, après les barricades, vinrent le putsch, l'OAS, la négociation avec le FLN, les multiples manifestations de rues en Algérie et en métropole, et il faudra bien que quelqu'un surveille l'orchestre entre les représentations – rares – que consentait à donner son chef. En un glissement insensible mais inexorable, par la seule logique des situations, cette fonction de fait, dévorante et ingrate, deviendra, hélas, mienne.

Mais ces structures de crise, improvisées et temporaires, ne suscitent pas, dans l'Hexagone, des organismes aussi indispensables que le Conseil national de sécurité de la Maison-Blanche dont Kissinger, Brzezinski, voire le colonel North, à un moment où l'irresponsabilité du Congrès américain aura rendu impossibles les opérations clandestines des services spéciaux, démontreront avec éclat toute l'utilité.

Jalousées par les courtisans, incomprises par des hommes dont on se demande de quel droit ils se qualifient d'État, inconnues du grand public, les nécessités opérationnelles sont vite éclipsées, en France, par les masques et bergamasques du jeu politique, balayées par les clinquants faux-semblants de la grande fête bourgeoise.

L'ombre immense du général de Gaulle plane au-dessus de ces lignes comme elle recouvrait toute mon action à Matignon, lui procurant l'abri protecteur sans lequel elle n'aurait pu ni exister ni s'épanouir.

Jamais pour aucun autre homme, en aucune autre circonstance, je n'aurais sacrifié la carrière d'analyste qui m'attendait à la *Rand Corporation* à Washington et en Californie. Mes bagages étaient bouclés, mes visas pris afin de quitter une France qui, au vu de mes premières études sur l'Union soviétique, de mes premières expériences politiques, rejetait visiblement, malgré l'amitié de Raymond Aron, ma tournure d'esprit. Jamais pour aucun autre homme je n'aurais accepté de m'occuper de services spé-

ciaux en temps de guerre, de lutte contre une rébellion nationaliste ou des révoltes européennes.

En fait, si le général de Gaulle n'avait pas existé, s'il n'était pas, en mai 1958, revenu aux « affaires », je n'aurais jamais – à moins de développements imprévisibles en Amérique au sein d'une *Rand Corporation* qui, après avoir défini la stratégie nucléaire des États-Unis, fournit quand même, Kissinger ou Schlesinger, quelques conseillers à la Maison-Blanche – exercé la moindre bribe de pouvoir et, conséquence de ce « gaullisme » qui n'était chez moi ni politique ni carriériste mais que l'on pourrait, au risque de paraître grandiloquent, qualifier de quasi existentiel, j'ai déjà dit qu'il ne se compte pas une seule de mes actions qui n'ait été inspirée par une « certaine idée » que je me faisais du général de Gaulle.

Et, à travers lui, de la France et du difficile cheminement de l'Histoire vers le progrès.

Paradoxe des paradoxes. Ce personnage historique que j'ai servi durant plus de trois années chargées de fureur et de drame avec un dévouement que ne fissura jamais le moindre doute, ce chef à cause duquel – voire : au nom duquel – j'ai entrepris et mené à bien, en temps de guerre, une multiplicité d'actions marquées par le sceau de la violence d'État, cet homme-là je ne l'ai jamais connu ou même approché.

À la grandiose garden-party du 14 juillet 1959 qui suivit notre prise de fonctions, quand une armée fière et puissante était encore rassemblée autour de sa personne, le Général, diplodocus inquiétant émergeant d'une marée d'uniformes, me salua d'un tonitruant « Je suis content de vous connaître, monsieur ». Plus tard, lorsqu'un bombardement clandestin des bases militaires FLN en Tunisie, dont j'aurai l'occasion de reparler, avait provoqué son courroux, il me lança, pendant le rituel défilé des invités consécutif à un dîner à l'Élysée, un rogue « Bonsoir, monsieur » qui me parut lourd de réprobation.

Mais mises à part d'autres poignées de main encore plus conventionnelles à des réceptions toujours aussi banales, je ne

rencontrai jamais Charles de Gaulle, qui ne me convoqua à aucune séance de travail, conseil ou réunion. Le grand homme pour qui je combattais ne m'exposa pas, pendant toute la durée de la guerre, ses buts et objectifs, ne me donna directement aucune instruction.

Quelques lueurs fugaces et intermittentes me parvenaient sur les intentions ou désirs du Prophète autrement que par ses discours et conférences de presse ou par les confidences, rares elles aussi, de Michel Debré.

La première affaire de quelque importance que j'eus à traiter m'avait été posée, dans le cadre du soutien apporté par les services spéciaux à l'offensive militaire en Algérie, par le « poste » du SDECE à Tunis – nom de code « Magenta ». La police tunisienne avait découvert, au central des télécommunications, une « bretelle » branchée, en toute candeur, on n'est bien renseigné qu'au sommet, sur la ligne privée du président Bourguiba. La « dérivation » aboutissait directement – là où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir – à une annexe de l'ambassade de France. Des postiers français en mission de coopération avaient été arrêtés. L'un d'eux s'était suicidé en se jetant d'un balcon des services de police et nous craignions, connaissant les colères arabes, le pire pour les autres, notamment pour l'interprète algérien du SDECE.

Nous en étions, ai-je dit, aux balbutiements de la Cinquième République et l'inexpérience du service de presse de Matignon l'avait amené à distribuer aux journalistes la note d'information confidentielle – et fort inquiète, il y avait de quoi – que j'avais rédigée sur la situation. Les journaux s'étaient émus à nos côtés, provoquant probablement, grâce à la puissance de leur indignation, le recul des autorités tunisiennes et la libération de nos coopérants : je ne crois guère, en effet, à l'efficacité des « protestations diplomatiques ».

La presse, à l'époque, n'était pas tendre à l'égard du pouvoir gaulliste naissant. *Le Monde, l'Observateur, l'Express* et *tutti*

quanti s'étaient vite ressaisis. Emboîtant, selon l'usage, le pas du *Canard enchaîné*, ils avaient accusé Matignon d'avoir fabriqué un « faux patriotique ».
– Le Général désapprouve de pareils procédés, m'avait confié avec peine l'aimable René Brouillet, alors directeur du cabinet élyséen.

Vingt-cinq ans se sont écoulés et je ne comprends toujours pas quels « procédés » ont bien pu, il n'y avait pas eu machination de notre part, provoquer cette auguste réticence.

Une autre fois, à la suite d'un autre conflit avec une Tunisie tiraillée entre son respect de la France du Général et la rébellion des frères algériens, j'avais été, dans l'exacerbation de l'action, contraint, plus ou moins à mon corps défendant, de proposer et faire prendre des mesures que je trouve, avec le recul, plus ridicules que musclées. L'armée et les foules tunisiennes assiégeaient notre base de Bizerte. Ne pouvait-on pas, avant la riposte militaire, se demandait Michel, tenter de dissuader le sage président Bourguiba en exerçant des représailles sur son ambassade parisienne, alors confiée à son propre fils, lui coupant eau, gaz et électricité, la bloquant, à défaut de manifestations, par une marée de travaux perturbateurs mais d'une apparente banalité* ?

Selon sa coutume, le Quai avait protesté, mais comme nos diplomates savent mieux se faire entendre dans l'Hexagone que sur la scène internationale, c'est chez le général de Gaulle que Debré avait été convoqué toutes affaires cessantes. Le tête-à-tête n'était pas terminé qu'un aide de camp élyséen téléphonait, me priant d'attendre le Premier ministre à son retour. Sans le moindre commentaire sur ce qui s'était dit au « Château », Michel me demanda, un peu penaud, de démanteler mon dispositif et d'accorder désormais plus de respect à des usages diplomatiques qui seront, relativité des choses, autrement bousculés par le dégagement en force de la base militaire.

* L'Histoire bégaie. Je trouve encore plus scabreux le siège de l'ambassade d'Iran inauguré durant l'été 1987.

Deux importantes options stratégiques avaient été également proposées, sous ma signature, au grand gourou.

La première note définissait l'action à mener si l'on désirait que l'importante colonie musulmane cessât de servir de masse de manœuvre politique et financière au FLN. Demandée par le général Branet, spectaculaire officier des chars horriblement défiguré en 1940 et qui était le fer de lance d'un cabinet militaire élyséen dont tout le monde préfère oublier à quel point il était alors belliqueux, elle m'avait été retournée sans un mot de commentaire. Il faut dire que son application aurait eu pour effet – la stratégie obéit à sa logique interne – d'étendre l'« ascension aux extrêmes » de la violence sur notre propre sol.

Dans un genre, lui résolument pacifique, la seconde « fiche », réclamée cette fois par Debré dix-huit mois plus tard – l'Histoire roule vite –, décrivait comment j'avais donné l'ordre à nos services de renseignement d'établir un contact secret avec les dirigeants du FLN – initiative que m'avait inspirée, sans aucune instruction de quiconque, la manière dont le Général avait, dans son discours du 4 novembre 1960, parlé de « République algérienne ». Je proposais de mettre ce dispositif clandestin à la disposition des autorités politiques.

La note revint, vierge de ces *Oui, C de G, Non, C de G* qui ornaient les communications de Debré et, encore moins, bien entendu, des commentaires fleuris, destinés à l'embastillé mais toujours remuant Ben Bella – *Le général de Gaulle ne négocie pas avec un adjudant-chef* –, qui avaient émaillé les comptes rendus des pourparlers ratés de Melun. Une décision avait été pourtant prise. Nos interlocuteurs algériens nous indiquaient bientôt qu'ils négocieraient désormais avec Louis Joxe en utilisant non notre circuit clandestin mais les bons offices du toujours serviable gouvernement suisse.

Quand on s'appelle Charles de Gaulle et qu'on écrit l'Histoire, il est certaines compromissions qu'il est préférable de ne pas faire figurer dans les manuels.

Toute cette indifférence ne m'étonnait ni ne m'affectait en rien.

Je connaissais le goût du Général pour la hiérarchie – déjà, dans son premier gouvernement après Mai 1958, il avait, disait-on, nommé ministre de l'Intérieur le préfet « le plus ancien dans le grade le plus élevé ». Je n'ignorais pas non plus son respect des structures traditionnelles et un « conseiller technique au cabinet du Premier ministre », de surcroît au nom russe, formé par la recherche stratégique américaine, sans passé ni rang administratif reconnus ne pouvait, quelles que soient ses responsabilités effectives, peser plus qu'une plume dans cette espèce d'état-major lourd et guindé qu'était devenu le pouvoir officiel – le pouvoir réel étant exercé en cette époque de fièvre et de troubles par les chefs de guerre et de police. « Ce qui est frappant et même choquant, constatera un *Monde* toujours prêt à donner des leçons qu'on ne lui demande pas, c'est l'absence des ministres et des responsables politiques, confinés au mieux dans des postes d'exécution[5]. »

Je savais aussi, pour en avoir parlé avec les colonels Passy et Rémy, gaullistes eux admirables car engagés à Londres dès les premières heures de doute et de désespoir, toute l'aversion du Général, militaire très classique par bien des aspects, pour des services spéciaux ressentis comme « vulgaires et subalternes », la déchéance qu'aurait constituée pour ce stratège médiatisé de se pencher sur leur « ragoût ».

Dans un contexte aussi solennel, je n'avais rien pour plaire. Fonctions et prénom, dérision et humour obligent, mon nom de code au SDECE était « l'Empereur ». Mais le Quai d'Orsay, méprisant comme à l'accoutumée tout ce qui dérangeait ses subtiles combinaisons diplomatiques, avait trouvé beaucoup mieux et bien plus drôle : « Le SDECE tartare. »

En temps de guerre, le « ragoût » était, en effet, plutôt épicé : pendant la seule année 1961, sept bâtiments transportant des armes envoyés par le fond, cent trois trafiquants expédiés *ad patres*, deux avions chargés de fret militaire interceptés.

Certes nous tenions Jacques Foccart à l'Élysée au courant de la plupart des initiatives que nous imposaient les hostilités, mais

comment savoir si cet onctueux mameluk – dit, lui, « le Chanoine » – avait le courage d'en référer à un Général tellement respectueux des bons usages ? Les ministres rudoyés, les « gaullistes » rabroués, les hauts fonctionnaires secoués dans leur présomptueuse léthargie – la guerre n'est pas une activité de salon – devaient être plus loquaces et je soupçonnais que si l'« activisme » de Michel Debré était critiqué en cet Élysée que nous appelions « le Château », j'en devenais au fil des jours le symbole aborrhé.

Mes origines russes me collaient à la peau.

– Changez donc de nom, m'avait déjà conseillé le ministre Charles Brune dès nos premières rencontres. La ravissante et combien française Françoise Giroud porte bien, à l'état civil, le nom oriental de Léa Gourdji. Vous, c'est pire. Constantin fait tailleur grec et Melnik franchement cagoulard.

Et l'aura douteuse des services spéciaux était amplifiée par l'infamante réputation de police secrète et politique qu'acquièrent bien vite, en temps de troubles et même en République, les polices les plus débonnaires.

– *La* SDECE, sifflait, comme s'il s'était agi d'une maison close, le ministre des Affaires étrangères Couve de Murville avec un mépris qui allait tellement bien à sa chevelure argentée et frisottée.

L'étonnant est ailleurs.

Comment le général de Gaulle, si jaloux de ses prérogatives, pouvait-il laisser s'instaurer à Matignon un pouvoir parallèle mais effectif – le « ministère de l'action », constatait l'éditorialiste du *Monde*, Pierre Viansson-Ponté, ne créditant l'Élysée que des fastes – essentiels – d'un magistère du Verbe : « Tout se passe comme s'il y avait sur la rive droite de la Seine un gouvernement de la parole et sur la rive gauche un ministère chargé de l'action[6]. »

L'explication est simple, même si, sur le moment, emporté par les nécessités de cette action, je ne l'appréhendais que confusément : le roi ne pouvait se salir les mains et n'avait qu'à constater que certaines choses nécessaires étaient faites.

D'ailleurs, dès la guerre terminée avec son cortège de décisions tragiques, dès l'État reformé par une kyrielle de mesures impopulaires, dès le régime assis après la fin des convulsions civiles et militaires, l'équipe de Matignon sera remerciée, Debré cantonné plus tard dans un rôle technique de ministre des Finances ou des Affaires étrangères, remplacé par Pompidou, considéré probablement au départ non comme le concurrent ou le successeur mais comme le docile et combien habile et rassurant directeur de cabinet en charge des prosaïques affaires de « l'intendance ».

Mon véritable étonnement, non dissipé encore un quart de siècle plus tard, c'est que de Gaulle ait pu, dans cette machine de guerre et d'action dont il ne pouvait pas ne pas apprécier la redoutable puissance, tolérer qu'un pouvoir, que je juge moi-même, avec le recul du temps, exorbitant, y fût exercé par un « jeune éphèbe surgi on ne sait d'où » – l'expression, on le devine, n'est pas de moi – sans expérience particulière et déployant, de surcroît, un dynamisme dont tout le monde s'accorde à constater qu'à l'image de l'époque il fut dévorant.

Certes mes passages à l'état-major du maréchal Juin ou au cabinet du ministre de l'Intérieur s'étaient effectués au cours de périodes aussi dramatiques que la démence et la mort de Staline, la peur d'une Troisième Guerre mondiale ou les émeutes insurrectionnelles du parti communiste en 1952 – « Ridgway-la-Peste », Jacques Duclos et ses pigeons dont personne n'a jamais su s'ils étaient ou non voyageurs. Malgré ces brutales initiations à l'Histoire, je n'en restai pas moins un débutant quelque peu autodidacte.

Or il aurait suffi à de Gaulle, s'il désapprouvait la réalité et les formes de mon envahissante action, d'un mot pour que je me retrouve, sans appuis politiques, sans corps d'origine, sans mandat électif, sur le pavé.

Ce mot ne fut jamais prononcé.

Mieux. Le fait surprendra, apprécié dans les sages années quatre-vingt, face aux zombies qui, de nos jours, peuplent les ministères : durant ces trois ans et trois mois passés à l'hôtel Matignon,

j'ai fait, pour l'essentiel et mis à part les quelques correctifs de détail que j'ai évoqués, ce qui me paraissait bon au moment que je jugeai le plus opportun.

Ces temps-là, en effet, étaient instables et étranges. La guerre faisait rage. Le terrorisme frappait. Les rues étaient devenues l'exutoire de toutes les passions et inquiétudes. On était en pleine mutation. Après la chute sans gloire de la Quatrième République, les « barons » – l'expression n'existait pas plus que leur puissance – n'avaient pas encore réussi à convaincre de Gaulle que leurs talents de conspirateurs et d'activistes à quatre poils méritaient de faire d'eux des ministres. Pour meubler les Conseils propices au déferlement glorieux de son Verbe, le Général faisait appel plutôt à des hauts fonctionnaires et à la poignée de parlementaires RPF, on disait « républicains sociaux », qui, Michelet, Terrenoire, Triboulet *(sic)*, lui étaient restés fidèles pendant sa « traversée du désert ».

Les futurs dirigeants de la Cinquième étaient dans les limbes. Se posant la question angoissante de savoir comment on pourrait bien faire carrière *de Gaulle regnante*, le personnel politique n'avait pas découvert encore, en cette époque préhistorique, l'art de transformer chaque acte, discours ou décision, en un spectacle télévisé, destiné à servir son image de marque, et l'on ne se bousculait guère au portillon d'un pouvoir porteur, en pleine guerre, de si grands risques, riche de si peu de possibilités de promotion personnelle.

La nouvelle République naissait dans le doute et la confusion. Considérée avec un dédain pincé par les intellectuels, malmenée par l'extrême droite et une partie de l'armée, condamnée par la gauche noble des salons, des Mendès et des Mitterrand, elle entrait, guidée par Charles de Gaulle, dans l'Histoire à grandes mais maladroites enjambées.

« Les clés du pouvoir étaient dans la boîte à gants[7] »…

Si, par nature, fils d'un officier de la pathétique Armée blanche qui, après la révolution d'Octobre, sauva l'honneur russe, je

hais les défaites, trouble sillage de tenaillantes interrogations sur les défaillances et les erreurs qui auraient dû être évitées, je n'ai jamais, pour autant, apprécié les victoires, leurs fausses et superficielles joies, l'essaim d'attentistes volant à leurs trousses, le regret de voir des adversaires souvent valeureux cruellement défaits.

L'un de mes sentiments de malaise date donc du putsch d'avril.

Les généraux avaient capitulé et, dans l'après-midi, le général Puget était venu me voir afin de me demander de veiller personnellement à ce que le transfert de son vieux camarade d'aviation Challe à la prison de la Santé ne donnât lieu à aucune de ces manifestations déplacées qui viennent enlaidir les triomphes populaires. Le soir tombait sur un Matignon redevenu aussi sombre et désert que lors de la première nuit. Installé dans le bureau des aides de camp – j'aimais ainsi errer de bureau en bureau, de la salle de presse muette après l'agitation de la journée aux salons désertés par les chefs de cabinet –, je donnai quelques coups de fil à Alger afin de demander aux généraux d'assurer, quels qu'aient été leur engagement et leur choix, un ordre dont je craignais qu'il fût troublé par la joie des musulmans ou le désespoir des Européens.

Un téléphone sonna, et le regret me vient, moi qui ai connu tous les couloirs et recoins de Matignon, y compris les caves où rouillaient sur des socles des bicyclettes immobiles datant de je ne sais quelle guerre et destinées, sous les coups de pédale de bidasses enthousiastes, à pallier les coupures de courant, de ne pas avoir pris le temps, en plus de trois ans, de rencontrer les standardistes qui, de jour ou de nuit et quels que soient les événements, nous reliaient – à partir de quelle soupente ? – au monde extérieur avec toujours le même souriant enjouement. C'était Roger Frey qui voulait parler à Michel.

Oublieux des conflits qui nous avaient opposés, il me lança, avec la gentillesse qui lui était aussi naturelle que les emportements qui pouvaient l'entraîner aux plus discutables extrémités, la plus aimable des invitations :

– Nous réunissons ici quelques amis. Venez donc prendre une coupe de champagne avec nous.

L'Histoire en marche vers un nouveau destin. Challe en prison, lui qui avait tant fait pour la victoire en Algérie. Des accords avec le FLN qui, sans le support d'une armée désormais affaiblie et déconsidérée, ne pourraient plus être appliqués que dans un climat de faiblesse et un esprit de revanche. La solution « la plus française » chère au Général s'évanouissant par le coup de chaud de quelques vieilles culottes de peau, généraux à la retraite, oublieux qu'ils n'avaient existé et commandé qu'en tant que serviteurs de la volonté de la République exprimée par Charles de Gaulle… Non. L'idée des salons brillamment illuminés de la place Beauvau, des femmes du monde caquetantes devant des mâles endossant une victoire dont ils n'avaient été que les bourdonnantes mouches du coche, m'était intolérable.

Michel s'acharnait, tout seul dans son bureau, sur une pile de dossiers, échappant comme toujours par le travail à la réalité. À cinq cents mètres à vol d'oiseau, de Gaulle devait, seul lui aussi, méditer sur les péripéties de l'Histoire. J'achevai de téléphoner à Alger et, épuisé par quatre jours et quatre nuits sans le moindre repos, pris le chemin de mon HLM que je venais de repeindre pendant les heures de déjeuner et où je me plongeai dans le sommeil le plus pesant et le plus tumultueux de toute mon existence.

Privés d'une armée forte, pris en tenaille entre les révoltes prévisibles des pieds-noirs et l'exaltation affolée des « gaullistes », nous allions effectivement, selon l'expression de Verdier, « changer de registre », entrer dans le temps des véritables épreuves.

Le pouvoir est solitude.

Comment et avec qui partager les angoisses et les peurs qui peuvent vous habiter alors que vous ne devez être, pour le monde, qu'un bloc de certitude et de détermination ?

Comment exprimer le doute que sécrète toute réflexion sur la vie et l'action, alors que vous ne pouvez incarner que le choix juste et la décision inébranlable ?

À quoi peuvent bien servir ces ministres que j'ai plutôt eu l'impression, durant ces trois interminables années de guerre et de troubles, de traîner comme des boulets ?

Certains, pâlots politiquement, ne sont que l'expression de leurs services. S'ils sont, tel Pierre Messmer aux Armées, structurés et efficaces, ils peuvent parvenir à tirer le maximum, mais le cas m'a paru rarissime, des possibilités offertes par une administration qui a, en France, des siècles d'expérience mais aussi, hélas, de déformation bureaucratique.

D'autres restituent plutôt, tel Roger Frey à l'Intérieur, les aspirations et les passions du corps sociopolitique dont ils émanent – situation qui n'améliore en rien le fonctionnement de l'État, livré alors en pâture à une caste politicienne plus ou moins intéressée, instable et, osons le dire, souvent névrosée.

Bien rares sont ceux qui, ayant réfléchi à la meilleure façon de servir le bien de tous dans un secteur donné, s'efforcent, tels, prenons des exemples résolument divergents, André Giraud sous Giscard ou Jack Lang sous Mitterrand, de modeler d'une manière créatrice des administrations viciées par la routine et le manque d'imagination.

Certes l'intelligence politique, la volonté propre du chef de l'État, branché plus directement sur les aspirations populaires, viennent le cas échéant pallier l'absence de vision personnelle des exécutants ministériels. Le général de Gaulle pesait de tout son poids sur la solution du problème algérien et l'implantation de la Cinquième République, Pompidou sur la découverte par une France vieillie des mécanismes de l'économie moderne, Mitterrand sur l'application puis l'abandon des archaïques utopies socialistes, Giscard en revanche n'étant, hélas, qu'un superministre de plus.

Une triste réalité demeure. Le système français consistant à choisir le personnel ministériel exclusivement dans la caste politicienne, caste rompue à flatter les démagogies, à se faire élire en jouant sur les conformismes du moment, à faire carrière en prêtant allégeance à tel ou tel clan ne peut, face à des structures

vermoulues et à des administrations arriérées, prétendre qu'à des résultats techniques assez décevants.

Tout me séparait de Roger Frey.

L'amateurisme, je suis gentil, qu'il avait déployé durant le putsch. L'habileté avec laquelle, jouant sur la façon dont il avait incarné la panique gaulliste, il avait réussi à convaincre de Gaulle de le nommer, néanmoins, ministre de l'Intérieur.

Une élégance affectée de grand bourgeois, alors que j'usais jusqu'à la corde un costume grisâtre taillé par un copain. La rose, place Beauvau, sur son superbe bureau ancien, vide de tout papier, alors que la fumée de tabac – trois paquets par jour –, la batterie de téléphones disparates devant un planisphère défraîchi, les piles de paperasses, les coffres béants sur des secrets que je n'avais même pas le temps de classer donnaient au vaste entresol où j'officiais en face de l'hôtel Matignon et qui avait abrité, avant moi, Maurice Herzog, conquérant de l'Anapurna et secrétaire d'État en tant que tel à la Jeunesse et aux Sports, l'allure plébéienne et sale d'un fiévreux commissariat.

Les troubles et soudaines passions, exprimant et amplifiant les passions des « gaullistes », qui le lançaient dans des entreprises aussi discutables moralement, dangereuses techniquement que celle des polices dites « parallèles ». La confiance accordée moins aux services officiels – qui, seuls, dans mon esprit, pouvaient essayer de faire respecter la loi et l'ordre – qu'aux militants politisés jusqu'au fanatisme, voire à des marginaux dont la geste du « SAC » a démontré à quel point ils peuvent être proches du gangstérisme. Les coups de téléphone affolés, me demandant si l'on pouvait fouiller dans la rue tous les porteurs de paquets car il avait l'impression « vagasse », l'expression est restée gravée dans ma mémoire, que l'OAS allait poser des bombes à Paris.

D'incessants conflits de compétence, d'efficacité, voire de simple morale nous opposaient. Avec un ministre aussi politisé, aussi désireux de faire participer le « gaullisme » à une Histoire

qui jusqu'alors lui avait plutôt échappé, les temps étaient bien révolus où, pendant plus de deux ans, l'archaïque Berthoin ou l'inodore Chatenet m'avaient laissé veiller à ce que leurs services soient continuellement à la disposition – non sans des excès qui paraissent aujourd'hui détestables, mais c'est ça la guerre – de l'État et de l'État seul.

La faune gaulliste qui, après Mai 1958, avait envahi les allées du pouvoir était, l'avons-nous dit, plutôt pittoresque.

Le lumineux Edmond Michelet, le taciturne et vulnérable Michel Debré tranchaient, caractères riches et entiers, avec l'insaisissable Jacques Foccart, peu crédible dans ses onctueux appels à l'action au nom d'un Général dont on ne savait pas très bien ce qu'il lui confiait. Foccart lui-même – dit aussi « le Phoque » – se trouvait, par sa connaissance proprement admirable de l'Afrique, de ses chefs et de ses tribus, par sa défense exclusive de la seule gloire de De Gaulle, aux antipodes du va-t'en-guerrisme simplet d'Alexandre Sanguinetti, des lourds silences d'Olivier Guichard, de la légèreté de Chaban ou de la nullité intéressée de tel ou tel courtisan.

Est-ce parce que nous nous sommes tellement affrontés que Roger Frey se détache du lot ? Je n'ai eu à gérer, je choisis le mot sciemment, ses angoisses et ses foucades que pendant la toute dernière année de la guerre d'Algérie, mais, dans cette « nouvelle vague » gaulliste, il s'impose à moi comme la personnalité la plus attachante qu'il m'ait alors été donné de rencontrer – combien séduisante et charmeuse vestale des grandes *combinazione* des « barons » à la recherche de leur puissance.

Si l'on désire, pour la technique et l'Histoire, définir l'organisation des pouvoirs de guerre durant la phase gaullienne d'un conflit algérien commencé près de quatre ans plus tôt sous la Quatrième République, trois périodes peuvent être retenues.

La première, jusqu'aux barricades de janvier 1960, est marquée par la prééminence de l'armée. L'offensive du général Challe en Algérie est alors épaulée moins par l'état-major géné-

ral du général Ély que par les cabinets militaires parisiens – dont, en tête, celui de l'Élysée. Le rôle des chefs de services spéciaux et de police consiste, sous mon autorité, à s'attaquer au FLN en métropole et à l'étranger.

Après les barricades d'Alger, l'armée est, sous le commandement peu charismatique des généraux Crespin et Gambiez, placée en seconde ligne. Le pouvoir de la « bande à Melnik » s'affirme et s'étend. Il atteindra son apogée au moment du putsch d'avril 1961 : ce sont ces hauts fonctionnaires, généraux et chefs de police ou de services spéciaux nommés par la Quatrième République et dont j'avais obtenu, malgré les glapissements des « gaullistes », qu'ils ne soient pas remplacés, qui apporteront leur appui au prestige – et au Verbe – du général de Gaulle. Dans la démission du pouvoir politique et l'affolement des futurs « barons », la rébellion militaire sera écrasée, pour reprendre une éloquente expression soviétique, grâce à ces « techniciens sans parti ».

La troisième phase est moins tranchée. Si la « bande à Melnik » garde ses prérogatives, notamment en ce qui concerne le combat et les négociations avec le FLN et la lutte contre l'OAS en Algérie, les autorités militaires d'Alger, confiées au fidèle général Ailleret, retrouvent leur autonomie en raison de la gravité des événements affrontés. On assiste surtout, avec Roger Frey, à l'émergence, après le putsch, d'un ministre de l'Intérieur politisé jusqu'à la moelle. Jouant au policier, il s'efforce – essentiellement dans la lutte contre l'OAS en métropole et par l'expédition de « barbouzes » en Algérie – de s'insérer dans les mécanismes de pouvoir existants afin de « remonter les billes », comme on dit en langue verte, d'un militantisme « gaulliste » qui se trouve alors fort décati.

Dans la mesure où cette « OPA » d'un nouveau type bénéficiera, après la fin de la guerre, de la reconnaissance exclusive du général de Gaulle qui, selon sa démarche habituelle, distribuera postes et décorations à ses seuls zélateurs et « compagnons », cette tentative, pourtant marginale, limitée à une période et à un aspect uniques de la guerre, sera seule à être retenue par l'opinion.

La « réécriture historique » n'est pas, nous aurons, hélas, à en découvrir bien d'autres illustrations, un monopole stalinien*.

À observer au jour le jour brinquebaler sa masse cahotante, à la voir soudain s'immobiliser, prête à se défaire, lors de crises telles que Mai 1958, les barricades d'Alger ou le putsch d'avril, l'État en France m'a impressionné surtout par sa nature arriérée et bouffie, par ses procédures archaïques et routinières. L'impression finale que je garde donc de ces quelque mille journées passées dans les salons de Matignon, c'est que la stabilité finale de l'État, son triomphe dans les troubles majeurs que nous avons eu à affronter n'ont dépendu, en fin de compte, que de la détermination d'une poignée d'individus.

Sur le devant de la scène, éblouissant sous les projecteurs, Charles de Gaulle lui-même – « le vieil homme et la France » – exprimant par le Verbe la volonté profonde du pays mais dramatiquement incapable, homme du XIXe siècle, stratège inspiré, tacticien habile mais piètre organisateur, de procéder, malgré d'incessantes invocations lyriques au Dieu-État, à sa nécessaire rénovation, à son indispensable adaptation au monde moderne.

En coulisse, une squelettique cohorte de généraux et de préfets – Ély et Olié, Puget et Grossin, Verdier, Papon et Vié – s'arcboutant de toutes leurs forces pour que l'édifice ne s'effondre pas, dans un bruit de tonnerre, sur l'artiste.

Et se pose tout de suite une question intéressante pour ceux qui débattent du rôle des hommes dans l'Histoire. Sans de Gaulle,

---

* Exemple. Les parlementaires RPF dits « républicains sociaux » avec lesquels le Général avait meublé ses premiers gouvernements étaient peut-être fidèles mais, au plan politique et administratif, plutôt approximatifs – les « gaullistes » les plus doués ayant, tel Chaban-Delmas qui ne se verra confier aucun poste gouvernemental sous de Gaulle, pactisé avec l'ennemi de la Quatrième. Répondant à Michel Debré qui demandait leur remplacement, le Général lui donne raison avec son habituelle absence de sentiment : « Quelles que puissent être à maints égards leurs attachantes qualités, ce ne sont pas des ministres efficaces. Il faut donc qu'ils déploient leurs activités ailleurs[8]. »
Impavide, l'amiral Philippe de Gaulle remplace, dans les œuvres complètes de papa, les noms par de pudiques X… Les caciques du « gaullisme », honorés de nos jours comme tels, ne peuvent être qu'irréprochables.

ces militaires et ces préfets, à la tête desquels les hasards de la vie et la confiance de Michel Debré m'avaient placé, n'auraient-ils pas été, quels que fussent leurs mérites personnels, condamnés à la plus douloureuse des impuissances ?

Sans la façon relevant quasiment du génie dont le Général incarnait – avant Mai 1968 et seulement, je le crains, jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie, la France n'ayant besoin, à partir de cet instant, une fois les institutions rénovées, que d'entrer dans la vie économique moderne –, sans la manière donc dont de Gaulle captait les aspirations profondes du peuple français à cette époque d'agonie de son Empire colonial, aucune mesure de maintien de l'ordre n'aurait pu être ni conçue ni mise en œuvre.

Et, dès que de Gaulle, une fois la tourmente terminée, se transformera en un monarque fantasque au plan international, en un « Louis XIV vieillissant » – la formule n'est pas mienne mais d'un intime du Général –, flottant sur une société murée dans ses blocages, le maintien de l'ordre, confié non plus aux techniciens de la guerre d'Algérie mais à des courtisans plus ou moins fantaisistes, deviendra impossible en mai 68, entraînant, malgré la grand-messe gaulliste du 30 mai, le Prophète du 18 Juin vers une chute désormais inexorable et que je trouve, pour ma part et bien que je l'aie servi avec tant de dévouement pendant toute la guerre d'Algérie, profondément salutaire pour la démocratie.

De l'utilité donc des hommes dits de « caractère », mobilisant courage, compétence et énergie, afin de peser, quel que soit le fossé éventuel entre leurs responsabilités effectives et les fonctions officielles, sur les événements en fusion. Mais, également, limites de l'importance de l'individu.

Aucun homme n'est jamais parvenu tout seul à bouleverser l'Histoire et même ceux qu'avec une coupable complaisance nous appelons « grands » n'arrivent à transformer le monde que lorsqu'ils expriment – de Gaulle en juin 40 ou mai 1958 et non en janvier 1946 ou mai 68 –, captent, modèlent les aspirations, certaines riches de progrès, d'autres lourdes de dangers, qui habitent, travaillent, passionnent les grands groupes humains.

Par quelles mystérieuses structures de la personnalité parviennent-ils ainsi à percevoir, infléchir pour leur plus grande gloire, sans pouvoir d'ailleurs les modifier en profondeur, les pulsions et sentiments de la collectivité ?

II

Le deuxième cercle. Volontés de puissance

– Vous vous rendez compte du sujet que vous êtes en train de sacrifier à vos réflexions et digressions ! proteste l'un de mes amis, critique littéraire à l'œil aigu. Quelles situations ! La guerre, le putsch, la République assiégée de toutes parts ! Et quels personnages ! De Gaulle, Debré, Frey, Foccart ! Le roman du pouvoir ! Un seul exemple : lorsque Debré propose au jeune homme que vous êtes alors de venir avec lui à Matignon, je sens le frémissement de Fabrice avant Waterloo…

Erreur. Entre les quatre murs d'une chambre de bonne, sous les lambris d'un appartement de Neuilly ou dans la verdure normande, c'est tout naturellement que l'écrivain-né compense son inexpérience de la vie par des flots de littérature dont la qualité ne dépend que d'un don qui le dépasse. Grisé par l'action, l'homme qui vit intensément n'éprouve, lui, aucun besoin de s'inventer un monde imaginaire ou pseudo-réel, se trouve incapable, lorsque les feux de la rampe se sont éteints, de restituer les passions et émotions qu'il a vécues et, donc, assouvies.

Et, de toute façon, je n'ai jamais connu à Matignon les sentiments de Fabrice à Waterloo.

Lorsque, au cours de l'été radieux qui suivit les troubles de Mai 1958 et l'appel angoissé au savoir-faire du général de Gaulle, Michel me demanda de venir le voir place Vendôme où il rédigeait la Constitution de la nouvelle République, tout m'avait réussi dans la vie.

De brillantes études au lycée ensoleillé de Nice, une moisson de prix et de mentions m'avaient, malgré la guerre mondiale qui bouleversait alors tant d'existences, permis de me débarrasser du carcan de l'émigration russe et de ses misères. Un rang de « major » des parisiennes Sciences-Po m'avait fait engager par le groupe radical-socialiste au Sénat, alors le plus important de cette prestigieuse assemblée. Des études sur la réforme électorale – on était en pleine confusion proportionnelle – et la politique du logement, la France avait à se reconstruire et à se moderniser, avaient été remarquées par le ministre Charles Brune et Michel Debré qui, à l'époque, combinait fidélité viscérale au gaullisme avec une appartenance douloureuse au groupe radical, nommé, comme si cela pouvait être contradictoire, de la gauche « démocratique ».

Quant à mon approche de l'Union soviétique, elle m'avait valu l'intérêt de Raymond Aron et du maréchal Juin, le poste de seul conseiller étranger de la *Rand Corporation*, la légendaire « banque de cerveaux » de l'aviation américaine de bombardement nucléaire.

– Je vous demande de renoncer à partir pour les États-Unis, m'avait dit Michel. Le Général veut faire de moi son Premier ministre et j'aurai alors besoin de vous.

« Évident ! pensai-je avec l'inconscience de la jeunesse. Le cher homme, sympathique mais limité, juriste quelque peu colérique, ne pourra, effectivement, catapulté en pleine guerre à la tête de l'État, se passer d'aide. »

Je ne savais pas ce qui m'attendait à Matignon ni même ce que j'y ferais, mais j'étais convaincu – toujours l'inconscience de la jeunesse – que je le ferais bien, mieux en tout cas, dans les domaines qui flatteraient mes passions et intérêts, que Debré – ce qui ne me paraissait d'ailleurs guère difficile. Point donc de timide émerveillement devant le mystère de la grande Histoire, mais une explosion, spontanée et naturelle, fate et égocentrique, de volonté de puissance. « Pousse-toi de là que je m'y mette ! »

Et quant à de Gaulle instaurant sa royauté, à ses courtisans qui jetaient déjà dans l'ombre les fondements de leur future fortune, ils ne m'inspiraient, eux et leurs ambitions, aucune frémissante fascination. N'ayant pas été coulé dans le moule d'une éducation française et bourgeoise, je faisais une superbe impasse sur les préoccupations de carrière, d'ascension sociale, financière ou mondaine, ne comprenais même pas que de tels problèmes pussent se poser.

Comment écrire alors un « roman du pouvoir » puisque les situations vécues et les sentiments éprouvés ne correspondent en rien aux données généralement acceptées ?

Exemple : la nuit du putsch d'avril quand Michel fait appel à moi.

Supposons dépeintes les conditions de mon arrivée à Matignon – entreprise déjà complexe puisqu'on attendrait de moi que je brosse ma rencontre avec les dignitaires de la République, alors qu'en fait, il n'y en avait pas. Vié donc me téléphone. Me voici obligé de faire un portrait de Vié dont tout ce que je sais à l'époque, c'est que, policier dynamique aux cheveux blonds taillés en brosse, il est un excellent directeur des Renseignements généraux. (La seule aventure digne d'être retenue au plan littéraire n'arrivera à Vié que plus tard, lorsque Roger Frey, afin d'amoindrir la puissance de la « bande à Melnik », le nommera préfet de la Marne. La vie, dans la France profonde, du policier aux champs mériterait un ouvrage, mais quel rapport auraient ses charmantes péripéties avec le « roman du pouvoir » ?)

La reconstitution du dialogue avec Vié, dont je ne me souviens pas, risque donc de manquer d'étoffe.

Si je fais vrai, je vais dérouter et ennuyer :

– Vous êtes sûr de votre indic ?

– Il ne m'a jamais trompé. Vous savez, c'est le mec qui a balancé la réunion secrète chez Duchmoll… Je le tiens à mort pour une affaire d'escroquerie.

– D'accord, mais ce salopard aurait pu quand même vous dire de quoi il s'agit si c'est tellement important !

Etc.

Si j'enjolive, aucun juge d'instruction ne s'exprime comme dans *Crime et Châtiment*, je viole l'honnêteté que je voudrais – y parviendrai-je ? – respecter dans ce livre.

Donc, je raccroche, traverse la cour de Matignon, me rends dans le salon des aides de camp, demande à voir Michel toutes affaires cessantes. Même cas de figure. La vérité, à condition que je parvienne à la retrouver après toutes les modifications de mes rapports avec Debré, n'est guère pittoresque :

– Qu'est-ce qu'il y a encore ?

– Eh bien, Vié dit que les activistes préparent un gros coup.

– Il le dit tout le temps ! De quoi s'agit-il cette fois-ci ?

– Il n'en sait rien. Vous savez, son indic joue le double jeu. Il le renseigne mais il cache l'essentiel.

– Morin (le délégué général en Algérie, dit aussi « Morts : cent », à propos duquel le Général aurait proclamé : « Délégué peut-être. Général certainement pas »), Morin me semble pourtant serein. D'un autre côté, il ne faudrait pas qu'ils nous tuent le Général ! Nous sommes ce soir au Palais-Royal avec Houphouët. Occupez-vous-en, je suis en retard pour ma réunion…

Je téléphone à Morin et à son directeur de la Sûreté (les décrire, brosser un portrait d'Alger et du gouvernement général, endroits où je n'ai pourtant jamais mis les pieds, ciseler un dialogue tragique ou, au choix, humoristique), puis j'appelle Papon.

– C'est emmerdant, ça ! constate sans grand émoi le préfet de police. Je renforce tout de suite la sécurité du Général et des bâtiments publics. Passez donc ce soir si vous avez un moment. Sinon, je vous envoie Gervais (le directeur de cabinet, dit « le Petit Suisse »). Il vous fera le point des mesures prises.

Etc. etc.

Noter que le dialogue avec Papon ne présente aucun intérêt romanesque. Il est pourtant essentiel au plan technique : une tentative activiste multipliait ses chances de réussite en s'attaquant d'emblée à la vie du général de Gaulle.

Poursuivons, en cinémascope et sur écran panoramique.

(Intérieur nuit. Une HLM *dans la banlieue parisienne. Le héros sort un habit noir de la penderie. Hausse les épaules, raccroche l'habit. Déplie un canapé-lit orné de grosses fleurs. Se couche.*

Gros plan sur un visage tendu et préoccupé.)

Zéro ! Rien de tel. Je me fais cuire deux œufs au plat, m'endors sans le moindre problème.

Le téléphone sonne.

Là, ça devient intéressant. Passionnant même. Michel est défait, sa voix est rauque et voilée. Je me sens envahi de sentiments multiples. Un putsch ! Quelle joie ! Pour réussir une belle scène cinématographique ou romanesque, je devrais, à ce point, tricher à mort, m'attribuer des pensées et des sentiments, alors que, mal rasé et fébrile, angoissé mais heureux, je roule dans un Paris endormi dont j'apprécie – ah, l'intensité des sensations dans des situations de drame ! – le paisible et jaunâtre silence.

(Extérieur nuit. Une voiture fait clignoter ses phares contre les panneaux fermés d'un lourd portail noir. Un garde ouvre les vantaux. La Peugeot effectue un demi-tour au milieu d'une grande cour déserte, aux pavés luisants, chichement éclairée par un seul lampadaire.

Le héros sort de voiture et gravit les escaliers en courant.)

C'est mieux. Vrai mais convaincant.

(Intérieur nuit. Grand bureau du Premier ministre au premier étage de l'hôtel Matignon. Une seule lampe sur une table Louis XV. Michel Debré, mains derrière le dos, marche de long en large. Il s'arrête face à Constantin Melnik, debout.

Dialogue :)

De nouveau, il faudrait bidonner, faire dans l'Histoire, le grave, le pathétique.

(Le Premier ministre décroche le cornet d'un haut téléphone noir.

– Passez-moi le général de Gaulle… Je sais qu'il dort…
Réveillez-le ! C'est important.
De Gaulle à l'Élysée. Ensommeillé et en robe de chambre. Assis sur le rebord d'un immense lit. Visage vieilli et las. À ses côtés Mme de Gaulle, en larmes et en bigoudis.)

Quelle tentation ! Plutôt que de s'appesantir sur Vié, Papon, Debré, pourquoi, après avoir traité la scène, spectaculaire au plan littéraire, avec le Premier ministre et inventé, dans la foulée, la réaction du général de Gaulle – que je ne peux pas connaître – ne pas donner un coup de pouce ?

Oui. Il faut amener les deux héros à l'Élysée ! De Gaulle, cette fois en grand uniforme, leur y fera un cours magistral d'histoire. Telle est la logique implacable du roman. Ce n'est pas vrai ? Et après ? Qui ira prétendre le contraire puisqu'il n'y a aucun autre témoin ? Si le style est évocateur, si, comme dans le génial *Guerre et Paix* dont j'abhorre les simplifications depuis que j'ai appris à mieux connaître et l'Histoire et la Russie, le cliché du feuilleton correspond à l'image que le public veut se faire de ce qui, pour lui, doit être l'Histoire, un roman – ou un « témoignage » ou un « document » – sera né qui, tout en apportant gloire et renommée à son auteur, risque de s'imposer aux générations.

– Eisenhower n'a guère apprécié *le Jour le plus long*, me confiait, après Matignon, son chef d'état-major. Rien n'était vrai mais l'ambiance y était. L'ambiance, surtout, était conforme à l'idée qu'il fallait en donner. « Désormais, constate Ike, je suis obligé de ressembler au portrait qu'ont fait de moi Cornelius Ryan et Zanuck. »

Le lecteur me pardonnera. Je ne suis ni cinéaste ni romancier. Pis, ayant connu le pouvoir de l'intérieur, l'image de rationalité, d'honnêteté et d'intelligence que veulent en donner certains, pour reporter ces nobles vertus sur leur propre et misérable personne, ne peut que me laisser de glace.

Tout ce que j'avais à dire sur la guerre, l'action extérieure des grands groupes humains appelés nations, les services spéciaux,

je l'ai exprimé, au seul plan qui compte, celui de la conceptualisation de l'expérience, dans *la Troisième Rome*, exploration de la perversion soviétique et communiste dans laquelle j'ai investi trois années aussi denses et riches que celles passées dans les salons de Matignon et que j'ai la faiblesse de tenir pour intellectuellement importante[9].

L'unique ambition du présent ouvrage, déjà difficile à réaliser, déjà bien peu fréquente dans une époque séduite pourtant par tous les scepticismes, est d'essayer, tout en débarrassant le pouvoir de ses oripeaux mythologiques et sacrés, de démonter ses mécanismes réels, de reconstituer, à cette fin, ce qu'a bien pu être la vérité humaine de quelqu'un qui, pendant trois années de guerre et de troubles, l'a exercé sans en faire pour autant une profession ou une raison de vivre.

Une foule s'amasse, prête à se laisser emporter par les démons de la violence. Les forces de maintien de l'ordre la contiennent, puis la dispersent si nécessaire pour rendre la rue à sa vocation : le commerce, le déplacement, la flânerie.

Suivies de loin – surtout quand elles se déroulaient en Algérie –, les innombrables, bruyantes et souvent sanglantes manifestations de rues qui, des deux côtés de la Méditerranée, ont ponctué notre présence à Matignon ont été vécues par moi comme l'on vit une tempête en mer, évaluant la force du vent et la puissance des vagues, jaugeant le savoir-faire et l'habileté des capitaines et des marins, cherchant à percer les lois qui commandent ces catastrophes naturelles, les techniques qui permettent sinon de les maîtriser du moins de revenir, avec le minimum de risques et de dégâts, au calme naturel de la vie.

Efficacité des CRS si calomniés plus tard en mai 68 – « CRS = SS », quelle dérision, mais quelle folie aussi que de les lâcher par petits groupes armés jusqu'aux dents dans les rues chaudes de Paris ! –, prodigieux de calme, maintenant pendant des heures une foule sous les crachats et les coups, graduant leur riposte à l'exacerbation de la masse, adaptant leur violence à la violence,

réelle ou potentielle, qu'ils trouvent en face d'eux dans le seul but d'éviter un embrasement général. Brutalité erratique des « brigades d'intervention » de la préfecture de police de Paris, privées des avantages de l'encasernement, d'un patient entraînement, voire de l'expérience et de l'esprit de corps*.

Inadaptation de l'armée classique, incapable, faute de formation à cette mission-là, de garder son sang-froid et de n'employer que de la violence que l'on pourrait, telle la drogue, qualifier de « douce ». Paradoxe des troupes d'élite, superdisciplinées et supermotivées, implacables machines à tuer, mais qui n'ont d'autre riposte, même face à une foule avec laquelle elles sympathisent, que d'ouvrir le feu – la Légion tira ainsi sur des Européens que ses déserteurs défendront plus tard dans l'OAS – ou la laisser faire comme ce fut le cas en mai 1958 et en janvier 1960 lors des barricades qui nous privèrent à tout jamais d'une force militaire efficace et disciplinée. Contingent pouvant s'affoler – ce fut sa réaction quand il eut à affronter la grandiose manifestation pied-noir de la rue d'Isly s'inquiétant du cessez-le-feu avec le FLN – et mitrailler dans le tas, faisant, en toute innocence, couler le sang.

Il est certaines circonstances où l'État, représentant, ne l'oublions pas, de l'intérêt général, doit, s'il ne veut pas s'effondrer, opposer la violence à la violence. Mais, à la différence de ce qui se passait jadis dans notre propre histoire ou de ce qui se déroule dans les dictatures – et, notamment, en nouvelle civilisation communiste où la violence est *absolue*, exercée « sans aucune restriction ni réserve » au nom d'un dogme « qui existe indépendamment de toute condition ou de tout rapport avec autre chose »[10] –, la violence d'État dans les démocraties modernes doit être *limitée*, strictement fonction de l'ampleur de la violence qu'elle rencontre sur son chemin.

Charonne, telles les émeutes de décembre 1960 à Alger et Oran qui obligèrent le Général à abréger son voyage en Algérie,

* Ces pages ont été écrites bien avant la répression des manifestations estudiantines de décembre 1986. Je tiens à n'en pas changer un mot.

se serait estompé dans mon souvenir si neuf morts ne venaient douloureusement poser la question de la responsabilité de cette tuerie dans une station de métro transformée, toutes grilles fermées, en piège mortel par la charge de police.

Qui donna, sur place, l'ordre de charger sans prévoir les effets destructeurs qu'il pourrait ainsi provoquer ? Qui déclencha la dispersion de la manifestation – l'expérience m'ayant appris qu'il est préférable de procéder à des dispersions graduelles sans attendre la dispersion massive qui peut toujours se heurter à une foule compacte et rendue explosive par des heures de délire collectif ?

Roger Frey était encore trop peu expérimenté pour le maniement de ce genre de problème. Maurice Papon se trouvait en rendez-vous à l'Élysée où, en bon préfet, il soignait d'autant plus souvent sa réputation devant une tasse de thé qu'il avait à faire oublier les sympathies socialistes que les « gaullistes » lui attribuaient.

– Mai 1958 est la seule révolution qui n'ait pas changé le préfet de police, s'était-il un jour émerveillé pendant que nous attendions le Premier ministre dans le salon des aides de camp. Maintenant, il faut penser à la suite…

Quand je téléphonai à son directeur de cabinet, l'énergique Pierre Somveille, la dispersion était en cours sans poser de graves problèmes et, l'aveu est dur mais doit être fait, je quittai l'hôtel Matignon ce soir-là sans soupçonner que nous aurions à déplorer des morts dont on nous rendrait responsables.

J'aurais dû mieux écouter le directeur de la police municipale lorsqu'il m'avait déclaré devant le plan illuminé de Paris sur lequel s'inscrit, dans sa salle de commandement, le ressac des foules :

– Avant chaque manifestation, même interdite, je rencontre ses organisateurs. Chaque fois, nous tombons d'accord sur un point : « Les mouvements de rues on sait comment ça commence, on ne sait jamais comment ça finit. »

L'abominable de ce genre d'affaire, en dehors de la tristesse de toute mort, surtout quand il s'agit de mort violente de person-

nes innocentes, c'est que la valeur d'une vie d'homme ne varie pas seulement selon la couleur de sa peau mais aussi selon l'endroit où elle a été ôtée, selon la proximité de journalistes pouvant la médiatiser, d'hommes politiques capables de l'exploiter, selon la mythologie – « les martyrs de la Commune », etc. – dans laquelle elle s'insère. L'atroce c'est que des morts, quoique aussi adulés et pleurés que ceux-là – cinq cent mille personnes défileront aux obsèques dans l'un de ces beaux cortèges dont la gauche a le secret – peuvent n'avoir servi à rien. La paix était en vue, la négociation avec le FLN irréversible, la lutte contre l'OAS enclenchée. Mourir à Charonne était la dérision des dérisions.

Pis, la mort peut, lorsqu'elle ne s'insère pas dans une « ascension aux extrêmes » de passions ressenties comme justifiées, servir de sédatif aux survivants, de plate-forme aux hommes publics. La conséquence de Charonne sera, dans l'immédiat, de mettre un terme à l'hystérie de manifestations de rues aussi inutiles que déplacées ; à terme, d'amorcer la renaissance d'une « gauche » qui, sous la Quatrième République, aura été si dramatiquement incapable d'apporter à l'Algérie le début de la moindre solution[11]. Les socialistes au pouvoir n'ont-ils pas le plus durci la situation en Algérie et la formule « de Dunkerque à Tamanrasset » n'est-elle pas de François Mitterrand lui-même qui, ministre de l'Intérieur et garde des Sceaux, n'a pas laissé – n'est-ce pas, Henri Alleg ? – le souvenir d'un libéral par trop impénitent ?

À moins d'une erreur humaine aisément identifiable, faire la chasse à la responsabilité personnelle dans un événement historique est un exercice inepte – comme furent d'ailleurs ineptes les explications inventées à chaud par les « gaullistes » et que certains historiens s'efforcent de faire revivre contre toute évidence, afin de garder immaculée la sainte image du Général – explications prétendant que l'OAS aurait noyauté les forces de police dans le but, notamment, de se livrer à de tels bains de sang[12].

La vérité c'est que nos forces avaient, au fil des mois, prises en tenaille entre le FLN et la droite, acquis une efficacité

redoutable qui n'était pas, hélas, en ces temps de guerre, exempte de brutalité. La vérité c'est qu'avec le général de Gaulle à la barre, s'arc-boutant pour sortir la France de l'ornière algérienne en s'efforçant de respecter au mieux les intérêts des parties en présence, il n'était pas question que la rue, qu'elle fût de droite ou de gauche, lui dictât sa politique. La vérité c'est que défiler alors que le lendemain même, 9 février 1962, se tenait une réunion décisive à l'Élysée pour définir, avant la rencontre des Rousses avec le FLN, les modalités du cessez-le-feu et que l'État bandait ses maigres forces afin de faire face à l'offensive que l'OAS ne pouvait pas ne pas lancer à Alger était d'une totale incongruité – sauf pour tenter de monter dans un train que l'on n'avait jamais soi-même essayé ne serait-ce que de faire démarrer.

La vérité c'est que de lancer des foules travaillées par des slogans et des thèmes émotifs contre des forces de police durcies par la guerre, munies de constantes consignes de fermeté face à des manifestations dont j'avais obtenu, pour éviter l'effroyable escalade de la violence, qu'elles soient, pendant toute la durée de la guerre, systématiquement interdites, était totalement irresponsable. La vérité c'est que cette irresponsabilité avait été décuplée, dès le début de la manifestation, par des commandos parfaitement organisés, mobiles à souhait, s'attaquant à nos forces par des jets de boulons bien dirigés.

À moins de laisser la rue à des manifestants mâtinés de mutins, la dispersion était fatale, sa brutalité prévisible – le reste n'étant dû qu'à cet enchaînement de hasards malheureux qui fait les grandes catastrophes. Et si le sang devait être assumé par quelqu'un, c'est donc plutôt aux irresponsables de la gauche, désirant à tout prix revenir dans l'Histoire, c'est donc plutôt aux commandos – dont je n'ai jamais su avec certitude, comme l'affirmaient les policiers, s'ils étaient effectivement communistes – qu'il faudrait, en dernière analyse, l'attribuer.

Ma fille Catherine, née à Palo Alto (Californie) pendant ma grande époque américaine – j'avais passé une année à Stanford

à recevoir une formation dite « multidisciplinaire » –, n'est plus la petite fille frêle et élancée qui venait une fois par an à Matignon admirer, éblouie, l'arbre de Noël qui constituait l'unique fête familiale ou mondaine de ces années de fureur. Jeune femme dans le vent, proche du ministère de la Culture, elle rédige une thèse sur l'histoire des idées en France et mon manuscrit lui inspire les plus vives réserves :

– Tout cela, pour notre génération, est de l'histoire ancienne ! Nous n'en connaissons pas le détail ! Il faudrait replacer les événements dans leur contexte, donner les précisions qui permettraient d'apprécier et de reconstituer ce que fut ce passé-là. Regarde, par exemple, comment Jean Lacouture traite de Charonne : « Le 14 janvier, un manifeste signé par d'anciens résistants – de quoi je me mêle ? – appelle à une action contre les "fascismes", pendant que la presse socialiste et communiste – tiens, tiens ! Quèsaco la « presse socialiste » en 1962 ? – dénonce la "complicité passive" du pouvoir, du Premier ministre surtout, avec l'OAS[13]. »

Arrêtons-nous un instant pour contempler comme il se doit cette explosion de mauvaise foi politicienne, reconstituée par Jean Lacouture avec son habituel talent. Si l'action gouvernementale contre l'OAS a été, j'en reparlerai, viciée par de dangereux atermoiements, elle était, en janvier 1962, parfaitement dynamique, au maximum de ce qu'on pouvait attendre d'un État républicain de droit. Ce redressement était dû au « Premier ministre » et au « Premier ministre » seul. Mais Michel Debré traînait une réputation d'activiste, mais « Melnik faisait cagoulard » et il était plus facile de s'indigner contre le danger là où il n'était pas – en métropole – plutôt que d'affronter la menace au seul endroit où elle se déployait : en Algérie.

Réenfourchons cependant le cheval poussif de l'« Histoire » :

« Les dirigeants de l'opposition de gauche et des syndicats se sentent en droit *(sic)* de déclencher une manifestation le 8 février. Autour de la Bastille, quelque dix mille manifestants – "le peuple de gauche" en marche ? – appartenant notamment à la CGT, au

PCF, à l'UNEF et au PSU – tous organismes connus pour leur pondération et leur profonde représentativité populaire – scandent "OAS assassins!"[14]. »

Eh non, je ne peux écrire comme le brillant Lacouture. Les événements historiques ne sont pas vécus ainsi par leurs acteurs. L'homme de pouvoir fait le plus souvent l'Histoire comme M. Jourdain la prose : sans le savoir.

La manifestation de la « gauche » – quelle gauche ! – n'était pas perçue comme exceptionnelle, montée par les participants *x* ou *y* d'une Histoire consciente et rationnelle, mais uniquement, telle une atteinte intolérable à l'ordre public de la part d'un quarteron de trublions, un danger pour l'équilibre instable que nous devions maintenir en Algérie, une provocation irresponsable et présomptueuse étant donné l'ampleur et la difficulté de l'effort entrepris contre l'OAS, l'état avancé des négociations avec le FLN.

Et lorsque l'ordre de dispersion a été donné à des forces soumises aux violentes attaques de commandos de « casseurs », personne ne soupçonnait que cette décision allait enfanter un événement historique qui s'appellerait Charonne.

Creusons plus profond. Moins pour débusquer les responsabilités de Charonne que pour mieux dévoiler la manière dont s'enclenchent et fonctionnent les mécanismes de ce pouvoir dont les représentants et leurs chantres veulent nous faire croire que ses décisions sont toujours prises, après mûres réflexions, par des sages habités par la seule rationalité.

Je n'avais eu aucun mal à convaincre le premier ministre de l'Intérieur du cabinet Debré, Jean Berthoin, que l'interdiction systématique des manifestations de rues était une nécessité. Les passions de Mai 1958 étaient encore mal éteintes et la rue ne devait être laissée ni aux opposants de « gauche » – rares ; mis à part Mitterrand et Mendès, les socialistes soutenaient plutôt de Gaulle – ni à ceux qui, plus nombreux à l'époque, s'attribuaient, à droite, des droits sur le Général sous le prétexte que leur agi-

tation, à laquelle ils ne désiraient pas mettre un terme tant que l'« Algérie française » ne correspondrait pas à leurs désirs, avait contribué à le ramener au pouvoir.

Radical-socialiste sceptique que j'avais connu au Sénat où il était rapporteur général du Budget, à l'élégance compassée et archaïque d'un personnage de Feydeau, Berthoin ne s'intéressait d'ailleurs guère aux problèmes de maintien de l'ordre qu'il confiait à des gentlemen interchangeables, exhumés de je ne sais quelles campagnes électorales dans la France profonde des notables et des banquets.

L'un d'entre eux trouva, d'ailleurs, une mort glorieuse – non, il est vrai, sur le front des troupes mais, d'une manière bien plus plaisante et républicaine, entre les bras experts et dodus d'une courtisane. Les RG avaient été mobilisés pour rhabiller et transporter le défunt dans un lieu plus honorable – en l'occurrence, privilège des fonctions officielles, dans son bureau place Beauvau. Bien entendu le ministre n'avait pas été prévenu – ce qui lui permit de se tailler, aux obsèques, un franc succès auprès des policiers lorsqu'il avait proclamé, dans une envolée très radicale-socialiste : « Notre ami est mort comme il a vécu… En nous donnant une leçon de courage et l'exemple du travail… »

Tout changement de ministre entraîne une velléité, bien vite étouffée par le poids des services, de modifier la politique du prédécesseur. Le successeur de Berthoin, Pierre Chatenet, que Debré, toujours aussi juriste, avait choisi en raison de son appartenance au Conseil d'État, se montra donc moins compréhensif à l'égard de mes thèses. Flanqué d'un autre camarade de Conseil de Michel qui portait le délicieux nom de Galichon – il dirigera plus tard le cabinet du Général avant de prendre, en récompense de ces services et pour des raisons n'ayant rien à voir avec l'aviation, la présidence d'Air France –, épaulé par un Isaac-Georges qui ne laissera pas son nom dans l'Histoire, Chatenet éprouvait, comme tout bon fonctionnaire français, des états d'âme devant la « gauche ».

Lorsque les dirigeants de l'estudiantine UNEF, ravis d'une telle aubaine, se présentèrent devant lui, la main sur leur cœur

généreux, le futur président de la Commission de contrôle des opérations boursières – l'éclectisme des ronds-de-cuir ne finira pas de m'étonner – jugea qu'on ne pouvait pas, malgré les instructions de Matignon, ne pas laisser défiler des jeunes gens aussi charmants et bien intentionnés.

Comme tout bon homme de pouvoir, je m'exprimais, dans cette époque tumultueuse de ma vie, en un argot coloré dont j'avais découvert au Sénat toutes les délicates possibilités. Mes virulentes protestations auprès de Michel – du style, je vais choquer, « Ces ministres sont des chochottes ! Si nous f… le doigt dans l'engrenage, c'est tout le bras qui va y passer ! » – aboutirent à un compromis. La manifestation demeurait interdite, mais une réunion publique se tiendrait à la Mutualité.

Rares sont ceux qui adorent l'idée de partir faire la guerre dans les djebels et il est des logiques auxquelles l'on ne saurait échapper. Mis en condition par de chauds discours, les étudiants sortis de leur meeting s'en prirent avec une violence extrême aux forces de police que la préfecture ne pouvait, elle, que masser autour de leurs bouillonnantes délibérations.

La démonstration étant ainsi apportée que la violence était au rendez-vous, il était préférable de continuer à l'étouffer dans l'œuf. Les manifestations de rues demeurèrent interdites et Frey remplaça Chatenet sans que le putsch d'avril ou son tempérament propre le poussent à modifier cette doctrine-là.

Le problème ne se posa de nouveau qu'avec l'apparition de l'OAS. La flambée des attentats entraînait une effervescence tant à gauche que dans les groupuscules d'extrême droite, style anciens combattants des guerres coloniales, qui, après avoir croisé le fer avec la Quatrième, estimaient que sa petite cadette ne tenait pas les espoirs qu'ils avaient placés en elle.

Un Conseil débattit du sujet à l'Élysée et Michel me demanda une note dont je m'empresse de restituer toute la brutalité, tant sa simplicité est typique des décisions stratégiques :

« L'agitation reprend et s'amplifie.
La loi du genre est le dérapage.
Pour éviter les escalades incontrôlées, la solution s'impose :
1. continuer à interdire toute manifestation ;
2. si elles se produisent quand même : cogner.
– Cogner contre l'extrême droite et ses groupuscules activistes.
– Cogner contre l'extrême gauche. Son seul but : mettre le Général en difficulté en accroissant le volume des troubles[*]*. »*

Aucune séance de travail avec Michel, aucune réunion avec les ministres, aucun conseil fût-il « de guerre » ne vint approfondir et discuter les multiples motivations qui avaient inspiré cette percutante littérature.

Refus de tout désordre. Nécessité de placer sur le même plan les groupuscules d'extrême droite et les organisations, parti communiste, CGT, UNEF, PSU qu'avec le recul du temps nous parons, bien entendu, de toutes les vertus attribuées à la « gauche » mais dont nous oublions superbement la stérilité et la marginalité qui faisaient alors leur charme vénéneux : déjà de Gaulle avait dénoncé les « deux meutes » combattant sa politique algérienne. Conviction que les manifestations ne pouvaient que faire boule de neige, la gauche entraînant la droite et vice versa, les communistes réveillant les socialistes, les étudiants réactivant les syndicats, etc. Crainte de voir une éventuelle agitation en métropole rendre incontrôlable une situation déjà suffisamment difficile en Algérie. Les raisons ne manquaient pas pour interdire toute manifestation,

[*] Le mot « cogner », je le sais, va choquer : c'est pourtant bien lui que j'ai employé. Non en raison d'une quelconque fascination pour la force – je ne pouvais ignorer mes propres théories et ne pas savoir, d'expérience, que les polices démocratiques mettent en œuvre, par nature, une violence limitée –, mais parce que, dans l'exercice du pouvoir, j'ai toujours tenu à appeler, d'où d'ailleurs le recours à l'argot, un chat un chat.
Les circonlocutions administratives et politiciennes ne font que voiler une réalité qu'il est préférable d'affronter dans toute sa nudité – fût-elle brutale. Des manifestants qui, en temps de guerre, se livrent à des actes de violence pendant des rassemblements ou défilés interdits ne peuvent s'attendre à ce que l'on vienne les border tendrement dans leur lit.

pour intervenir en force afin d'empêcher que les troubles de rues ne dégénèrent – Mai 68 prouvera que le risque n'était pas imaginaire – en émeutes, voire en une mini-révolution.

Avant de se rendre au Conseil, Michel me fit appeler sur le perron de Matignon.

– Accompagnez-moi à l'Élysée, me dit-il.

Nous nous assîmes à l'arrière de la DS. Un maroquin de cuir ancien, cadeau de Ninette, dont les dorures passées restent gravées dans ma mémoire, contenait l'ordre du jour du Conseil, ronéotypé sur du papier glacé à l'encre violette. Michel s'empara de ma note manuscrite.

– Êtes-vous sûr que c'est la bonne solution ? me demanda-t-il après l'avoir parcourue.

Il lisait à une vitesse sidérante.

J'eus la moitié de la rue de Varenne, l'esplanade des Invalides, le pont Alexandre-III, l'avenue Marigny parcourus à toute vitesse derrière deux motards, trente mètres de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, la cour crissante de graviers du palais de l'Élysée pour développer mon argumentation.

La voiture me ramena à l'hôtel Matignon où le lendemain, dans le flot de documents revenant de chez le « PM », je retrouvai ma note. Elle était vierge de toute annotation et j'en déduisis, aucune instruction différente n'ayant été donnée à quiconque, que mes vues restaient de saison. En revanche, l'interdiction de la manifestation à la Bastille, la volonté, en la dispersant, de ne pas la laisser dégénérer ne firent, eux, l'objet d'aucun commentaire ou discussion tant il était évident pour tous que ce rassemblement était « intolérable ».

Aurais-je adopté une attitude différente, aurais-je estimé que la « gauche » avait, la cause de l'OAS étant « injuste » et son approche à elle noble et morale, droit à un traitement privilégié, aurais-je donc préconisé des négociations politiques avec tout organisateur de manifestation, prôné et supervisé des palabres avec le ministre de l'Intérieur, que la transformation consécutive des rues en théâtre

n'aurait pas entraîné – à condition que j'aie, ce qui est loin d'être évident, été entendu – des conséquences forcément idylliques.

L'« ascension aux extrêmes » de Clausewitz ne s'applique pas à la seule guerre mais à toutes les passions humaines. Un jour ou l'autre, en raison de la haine que suscitaient tant l'OAS que, ne nous voilons pas la face devant cette réalité-là, le général de Gaulle lui-même, les organisations de « gauche », panachage, à l'époque, d'extrémistes généreux mais exaltés et de militants communistes déjà plus concrets mais tout aussi émotifs, se seraient, dans une spirale incontrôlée, heurtées à nos forces.

La violence du choc a été, je le crois toujours vingt-cinq ans après les événements, diminuée, ses effets circonscrits par l'interdiction des manifestations et la rapidité des dispersions. Quant aux morts de Charonne, ils s'expliquent, hélas, par la brutalité que la guerre et des troubles incessants depuis la Libération avaient donnée à la police parisienne, par la violence avec laquelle les commandos, probablement communistes, en raison de l'exacerbation du Parti devant l'impossibilité de mordre sur un électorat séduit par de Gaulle, se sont attaqués à nos unités et, pour le reste, par la succession, je le répète, des hasards malheureux qui font les grandes catastrophes.

Le pouvoir en période de troubles est coupure avec le monde. Comment convaincre les autres de ce qui vous paraît nécessaire au bien de tous, alors que la préoccupation des citoyens ne peut être, en démocratie, que la quête du bonheur et la soif de mieux vivre ?

Ce n'est qu'en dictature fasciste – Hitler – ou en démocratie dans une guerre emportée vers les extrêmes – Clemenceau –, que s'organise la symbiose – détestable – entre les passions qui dévorent la collectivité et les hommes qui les expriment, s'en emparent et les amplifient.

Les arraisonnements de bateaux suspectés de transporter des armes vers l'Algérie en flammes étaient également notre pain quotidien.

Au début, les premières décisions avaient revêtu l'allure solennelle d'une messe à laquelle avaient tenu à participer les membres les plus importants du cabinet après que le général Petit, entouré de ses officiers, se fut présenté en grande pompe chez le Premier ministre. La fréquence de l'événement, les arrestations et emprisonnements qui, après le putsch, nous avaient privés de l'affection des braves généraux Petit et Nicot avaient banalisé la procédure. Il suffisait désormais d'une brève conversation entre le cabinet militaire et moi pour que fût donné l'ordre qui devait, dans des scènes spectaculaires que nous n'imaginions même pas tant elles n'avaient aucune influence sur la stabilité de la France et de l'Algérie, rapprocher en haute mer nos bâtiments de guerre des bateaux à inspecter.

– Arraisonnez !

Ordre simple, sans conséquence autre que des protestations diplomatiques, virulentes surtout en cas d'erreur ou d'intervention en dehors des eaux territoriales – la guerre fait souvent fi des subtilités juridiques –, des recours devant la cour de justice internationale de La Haye où l'on me dit que nous dûmes, pendant des années, plaider et, souvent, payer.

Le cargo tchèque *Lidice* fut, avec douze cents fusils et cinq cents mitrailleuses lourdes, le bateau de notre initiation. Mais le nom des autres bâtiments inspectés, la nature des cargaisons saisies, la teneur et l'origine des renseignements du SDECE qui provoquèrent, quelquefois en pure perte, nos suspicions se sont, eux, effacés de ma mémoire. L'éloignement des lieux, la complexité des chaînes de commandement – des services de renseignement à la Marine, de la Marine à l'état-major général avec leur multitude de télégrammes qui culminaient chez moi dans le télex final barré de rouge : *Pour Action* – n'amenaient en fait qu'à un seul choix, toujours renouvelé : arraisonner ou ne pas arraisonner.

Les résultats sont pourtant impressionnants : bien plus d'armes saisies en dehors des frontières algériennes que d'armes récupérées, au prix du sang, dans les oueds et djebels embrasés.

« Le SDECE déploie ses antennes dans tous les ports où les fournitures destinées au FLN sont susceptibles d'embarquer », se lamente un historiographe du FLN[15]. « Le long des côtes africaines de la Méditerranée et de l'Atlantique, la marine nationale française impose sa loi… Les services de contre-espionnage français avaient déployé un remarquable effort pour asphyxier les maquis algériens ».

Le seul but, l'unique justification de l'homme contraint à la guerre est, afin d'y mettre un terme rapide et satisfaisant, de la faire bien. Il est curieux de constater comment l'adversaire moins doué ou plus malheureux proclame alors que « ce n'est pas de jeu ».

Le drame de Charonne me fait penser à Jean Cau qui, à l'époque, témoin de l'exercice d'un pouvoir sans haine et sans engagement politique, commençait, par l'un de ces paradoxes qui lui sont chers, à se détacher d'une gauche vers laquelle le poussaient ses origines sociales, la générosité de cœur qu'il cache si soigneusement, ses liens avec Jean-Paul Sartre et des lustres d'éducation républicaine prodiguée aux pauvres et qu'ils sont probablement les seuls – ô la réserve bourgeoise ! – à prendre au pied de la lettre.

J'avais rencontré Jean Cau dans des circonstances particulières. *L'Express* où il officiait était alors aussi brillant que talentueux, mais son opposition, brouillonne et caractérielle, à la politique du général de Gaulle était des plus irritantes. Les leçons fanfaronnes que, sous la houlette du vibrionnant Jean-Jacques Servan-Schreiber et de la mirobolante Françoise Giroud, cette gauche de salon nous prodiguait si généreusement nous apparaissaient coupées des réalités de la guerre implacable que nous livrait le FLN, des difficultés que nous causaient l'armée et la population pied-noir, du blanc-seing qu'accordait la métropole à l'homme du 18 Juin. Elles ne pouvaient, à nos yeux, que durcir davantage la rébellion, irriter encore plus l'armée, même si ses chances d'influencer l'opinion publique

ne se limitaient, semble-t-il, qu'à la rive gauche et au seizième frondeur.

En cette époque étrange, tous les journaux de quelque importance étaient sur table d'écoute – surtout les lignes privées de leurs directeurs et rédacteurs en chef*. Telle était l'une des vocations de ces écoutes « réservées » dont j'avais si généreusement fait cadeau au Premier ministre, et nous prenions connaissance tous les jours avec fascination des conversations d'Hubert Beuve-Méry – le Général en était particulièrement friand –, Jean-Jacques Servan-Schreiber, Claude Bourdet ou Gilles Martinet. Il n'était pas question, on s'en doute, de nourrir de quelconques dossiers sur des journalistes sans danger pour la sûreté de l'État, mais la manière dont un événement rebondissait sur certaines sensibilités, se transformait en articles et prises de position était riche d'enseignements sur les mouvances de cette nébuleuse qu'on n'appelait pas encore les « mass media ».

L'Express était, avec bien entendu *le Monde* et *l'Observateur*, en tête de notre voracité téléphonique, et j'avais appris ainsi par des dialogues décousus, barrés de tampons rouges RÉSERVÉE, TRÈS SECRET, SOURCE À PROTÉGER TOUT PARTICULIÈREMENT (X : – C'est moi. Tu vas bien ? Y, à la voix Aristide Dupont : – Ça peut aller. Et toi ? X : – Dis donc, je voulais te dire… Etc.) que l'hebdomadaire de JJSS se proposait de consacrer une *cover story* au personnage mystérieux et nuisible que j'étais à ses yeux.

N'appartenant pas à la classe politique, inconnu du grand public, exerçant dans l'ombre un pouvoir exorbitant, j'avais tout pour attirer l'attention. Déjà *le Canard enchaîné*, pour l'humour duquel j'avais toutes les tendresses – « la Cour », « le Roy » et ses « étranges lucarnes », « Monlouvrier » pour le délégué général en Algérie Delouvrier étaient des caricatures d'autant plus hilarantes que nous en connaissions les modèles –, m'avait pris pour cible. Dans ses colonnes, le « Serbo-Croate de service » était

* Le procédé, me dit-on, a été abandonné. Je ne puis que m'en réjouir.

devenu une expression courante et « melnik », « faire le melnik », un nom commun*.

Pour ne pas être en reste, *l'Observateur*, qui n'était pas encore nouveau, m'avait, lui, soupçonné, de « gouverner la France » et son souci de moraliser la vie publique étant visiblement plus fort que son respect de l'exactitude, m'avait attribué un passé imaginaire. D'origine tchèque *(sic)*, ayant « quitté ce pays vers 1945 » – admirez la subtile allusion, fleurant bon les officines de « désinformation » du KGB, à une collaboration probable avec l'occupant nazi –, j'aurais, avant mon arrivée en France, travaillé à Radio Free Europe et, ne nous gênons pas, pour le sénateur McCarthy en personne[17]. Le tout était signé par une personnalité « chrétienne » – probablement par charité – qui s'illustrera plus tard dans le conservatisme de droite le plus éculé – ce qui témoigne de la mouvance des convictions de nos intellectuels et, surtout, du fait que personne ne s'aviserait jamais de tenir le compte de leurs erreurs successives.

Par tempérament, je n'aime guère la publicité. Comment raconter mes origines russes, ma naissance dans la banlieue de Grenoble où mon père, ancien officier de l'armée impériale, gagnait – mal – sa vie comme manœuvre non qualifié, mon enfance miséreuse de petit émigré apatride et famélique à Nice – toutes choses ne prédisposant guère en France aux fastes et aux conformismes d'une carrière officielle ? Comment expliquer que mes études au sein de ce merveilleux système d'éducation républicain auquel je dois tant m'avaient permis d'échapper à la vie de paria qui m'était réservée sans rendre possible, pour autant, l'intégration que je souhaitais dans la société française ? Comment justifier que, ne me voyant pas fonctionnaire en butte au

* Entre autres amabilités du hargneux volatile, sous le titre – prémonitoire – « Police sans assurance » : « Dans la constellation de génies qui gravitent autour de Debré, l'astre le plus brillant, encore qu'il porte des lunettes noires, est un certain Constantin Melnik, dont on vous a déjà causé, et qui s'occupe des affaires de police et de sûreté. (…) Un peu expansionniste sur les bords, le melnik s'occupe de plus en plus de choses et, selon d'aucuns, il est devenu le vrai patron à l'hôtel Matignon. Il y en aurait donc un ?[16] »

racisme de la bourgeoisie, j'avais refusé d'entrer dans le sacro-saint sérail de l'ENA ? Que le poste de secrétaire du groupe parlementaire radical au Sénat que m'avait valu mon rang de « major » de Sciences-Po, l'estime que me portait le président du groupe Charles Brune m'avaient placé, notamment à son cabinet de ministre de l'Intérieur, au cœur du dispositif politique sans me frayer en rien, malgré un mariage on ne peut plus bourgeois, la voie royale d'un Rastignac de pure souche française ?

Que mes études sur l'Union soviétique – qui, quarante ans plus tard, paraissent parfaitement évidentes tant par la méthode de dépouillement systématique des publications russes que par la condamnation de fond du totalitarisme rouge – révulsaient à l'époque une université française qui, domestique zélée de tous les mythes, confiait aux seuls croyants de la nouvelle religion marxiste la glorification de la « patrie des Soviets » ? Que je ne me sentais réellement à l'aise qu'avec Raymond Aron alors que des Edgard Pisani ou des Denis Baudoin, entrevus au Sénat, me considéraient plutôt, du haut de leurs carrières en cours d'édification, comme un extraterrestre ? Que l'introduction du plus lucide intellectuel de notre temps m'avait ouvert toutes grandes les portes d'une Amérique qui, elle, m'avait accueilli, moi et mes études soviétiques, sans la moindre réticence ?

Que seule l'amitié de Michel Debré, rencontré au Sénat, que seule l'admiration portée au général de Gaulle m'avaient fait renoncer aux États-Unis et accepter ce poste à Matignon dont je n'avais jamais défini moi-même les contours, mais qui se gonflait, en attendant d'exploser comme la grenouille de la fable, par la seule vertu de l'efficacité assez boulimique avec laquelle je l'assumais ?

Quelles que soient ces réticences, ma biographie revue et corrigée par le vertueux *Obs* avait fait déborder le vase. Je demandai à *l'Express* de rencontrer l'un de ses journalistes.

Après des palabres dont je dégustais avec délices, par mes écoutes, toutes les arrière-pensées, on me proposa de recevoir Jean Cau.

Avec le talent que même ses nombreux ennemis ne sauraient lui récuser, Cau était alors le fer de lance de *l'Express*. Dans des interviews à l'emporte-pièce, il avait déjà estoqué quelques fausses valeurs de la droite, les poussant avec sa logique passionnée dans leurs pires retranchements, transformant par son style flamboyant une pensée flottante en bouillie digne des Marx Brothers, des certitudes approximatives en délire logique.

– C'est du suicide que de s'entretenir avec cet aventurier, me dit le général Grossin en me transmettant l'une de ces fiches dont j'ai déjà parlé et qui habillait l'interviouveur de *l'Express* d'un « costume à carreaux » – expression typique des services spéciaux – de provocateur communiste, Léopold Trepper mâtiné de Maître Vergès.

Je passai outre et le résultat fut un article « Mr. X. parle du putsch » qui fit à l'époque quelque bruit[18]. En ces temps lointains, l'exhibitionnisme médiatique n'était pas encore à la mode. Prendre la parole au royaume du Verbe gaullien était une décision aussi incongrue qu'iconoclaste. Je n'avais donc pu que garder un anonymat surréaliste car transparent pour les initiés.

De fait, dès les premiers coups d'œil, dès les premières phrases, tout nous avait rapprochés avec Jean Cau : l'enfance dans le Midi pendant la guerre, la misère, la faim, la dette envers l'éducation républicaine, la croyance profondément naïve dans les vertus de l'intelligence et de l'honnêteté, l'absence d'intégration dans une société bourgeoise – « Pour *la* Giroud, disait Jean Cau, je suis *le petit Chose*. » Nous passâmes ainsi trois jours denses et merveilleux, approfondissant tous les problèmes, n'éludant aucune question, à faire le tour de la situation en Algérie et en métropole.

En cet été 1961, les gaullistes, toujours aussi inquiets de nature, toujours pourvus d'une imagination apocalyptique, vivaient dans la hantise quotidienne d'un nouveau putsch de l'armée. La gauche s'affolait devant ce spectre abhorré tout en tirant, bien entendu, de sa constante exhibition le meilleur parti, afin de rassembler ses maigres troupes dans sa sempiternelle croisade contre le « fas-

cisme ». La panique verbale qui s'ensuivait, la suspicion consécutive à l'égard d'une armée dont nous avions le plus grand besoin afin de faire face aux actions de commando des déserteurs et assassins de l'OAS, les appels à la « mobilisation populaire » qui sapaient l'ordre en métropole sans améliorer, bien au contraire, la situation en Algérie ne pouvaient qu'être nuisibles. L'interview « M. X. parle du putsch » s'efforçait de remettre du plomb dans les cervelles.

Poussant l'analyse jusqu'à son extrême, je démontrai l'impossibilité matérielle d'un nouveau pronunciamiento. L'armée, en tant qu'entité, n'était qu'un mythe et ses différentes fractions et responsables ne désiraient, maintenant que les unités d'élite avaient été épurées, dissoutes, banalisées, se lancer dans aucune aventure. Je réduisis les chefs de l'OAS à ce qu'ils étaient : une demi-douzaine de bras cassés – je parlai, l'époque ne se prêtait pas aux nuances, de Bibi Fricotin –, certes capables de faire couler le sang des innocents et causer le plus grand tort à l'Algérie, mais qui ne parviendraient jamais, au grand jamais, à ébranler un pouvoir empreint de volonté et de détermination. Et Dieu sait à quel point le général de Gaulle était riche de ces qualités-là.

Une logique aussi abrupte ne déplut pas qu'à l'OAS. Le général Salan expédia aussitôt à Michel Debré l'une de ces lettres où il se plaignait amèrement de tout ce que nous entreprenions. Quant à ma popularité, déjà faible chez les courtisans gaullistes, elle n'en fut guère accrue.

Les affres de la passion sont toujours plus agréables que les froidures de la réalité.

Deux conséquences découlèrent de ma rencontre avec Jean Cau.

J'avais dans ma vie rédigé des dizaines d'analyses stratégiques mais, allant à ce qui me paraissait l'essentiel au plan des idées, ne parvenant à la certitude et à une relative simplicité qu'après avoir exploré en larges cercles concentriques les multiples possibilités offertes par la réalité, je n'avais acquis, au cours de mes études, aucune de ces fioritures stylistiques, aucune de ces élégances aca-

démiques qui rendaient si plaisantes les copies de mes condisciples à Sciences-Po, tels Jean-François Deniau, Olivier Chevrillon ou Hervé Lamarre. Bref mon style était – il l'est toujours – tortueux et ma pensée complexe. La clarté et le brio que donna Jean Cau à mes conclusions furent donc pour moi un éblouissement.

Et lorsque j'aurai plus tard à reconstruire ma vie alors que mes fonctions à Matignon m'auront coupé la voie de l'Amérique, c'est grâce au travail avec des écrivains de talent à partir de mes fascinations et expériences, voire de mes archives, que je parviendrai à inspirer et à publier des ouvrages aussi marquants que *Treblinka* ou *l'Orchestre rouge*, à imposer des personnages aussi attachants que l'inspecteur Borniche.

Mais à moins d'en faire le commerce de gros, avec son fonds, ses directeurs littéraires, ses attachés de presse et ses conseillers de gestion, l'édition est chose fluctuante, fonction des modifications des goûts du public et de la versatilité des gens de lettres. Et lorsque les auteurs que j'aurai découverts et lancés se seront tournés vers d'autres éditeurs, lorsque Michel Debré, devenu un ministre parmi d'autres, ne sera plus qu'un souvenir lointain, appartenant en apparence à une autre vie, il me restera, bien que je sois loin de partager ses opinions, toujours égal à lui-même – *Croquis de mémoire, Sévillanes* –, toujours inflexible comme une lame, Jean Cau.

Par une radieuse journée dont la date a disparu de ma mémoire, à supposer qu'elle y fût jamais entrée, un avion pénétrait allégrement dans l'espace aérien au-dessus de l'Algérie.

Alerte. Les appareils d'interception prennent leur vol. Du dialogue radio qui s'établit, il apparaît que le violeur de ciel transporte à son bord Leonid Brejnev, futur maître suprême du Kremlin, alors « président du praesidium » *(sic)* de son cher et grand pays. Visiblement pressé de regagner des terres aussi hospitalières, le chef décoratif de l'État soviétique a choisi d'emprunter la ligne droite dont tout le monde sait, même lui, qu'elle

est le chemin le plus court d'un point à un autre. Il se soucie donc comme de sa première lecture du *Capital* de détails aussi anodins que les réglementations internationales ou les demandes d'autorisation de survol.

Averti et interrogé sur les suites à donner, j'intimai l'ordre de faire sortir l'intrus de notre ciel en recourant si nécessaire aux sommations d'usage sans aller, pourtant, comme nous en avions la latitude juridique, à l'atterrissage forcé pour contrôle.

Bien entendu, nous ne vîmes venir aucune des protestations apocalyptiques que prédisait un Quai d'Orsay toujours aussi craintif, toujours aussi soucieux des intérêts étrangers.

Lorsqu'on dispose de la force, il est aisé – et combien agréable – de faire respecter le droit.

Aurait-on interrogé les membres de notre cabinet pour savoir qui d'entre nous finirait dans la peau d'un assassin qu'une « écrasante majorité », comme disent les politologues, m'aurait, je crois, désigné.

Vingt ans plus tard, sous une pluie glaciale, j'émergeais du métro porte d'Italie, me hâtant à un rendez-vous pesant avec un auteur d'autant plus difficile et imbu de lui-même qu'il était cruellement démuni, malgré une plume alerte, de talent créateur. Un titre énorme de *France-Soir* me sauta à la gorge. Amanrich, le doux conseiller diplomatique Amanrich qui réprouvait tellement notre violence et qui, chaque été, écrivait à Michel qu'il se reposait de la frénésie de Matignon avec sa femme et ses enfants en « marchotant dans les alpages », s'était, devenu ambassadeur, glissé derrière son épouse paisiblement installée devant la télévision. Il l'avait abattue d'une balle dans la nuque. Puis, pistolet au poing, il s'était livré, dans l'appartement familial, à une traque impitoyable de ses enfants épouvantés. Abattus eux aussi. Transféré dans un asile, Amanrich s'était pendu à la fenêtre des WC.

Bien que nous ayons compté dans nos rangs à Matignon de charmants jeunes gens, Claude Contamine ou Jérôme Monod, qui posaient ainsi le premier jalon de carrières qui se révéleront

brillantes et tranquilles, travailler à des postes de responsabilité, en pleine guerre et sous la férule de Michel, pour une République dont on ne pouvait même pas prévoir combien de temps elle durerait, supposait, en effet, une certaine dose de folie.

Le pouvoir.

Je l'ai exercé, en période de guerre et de troubles, pendant trois années qui n'ont pas la même valeur que les autres : de combien ont vieilli un Russe ou un Allemand de 1941 à 1945 ? Avant mon arrivée à Matignon, pendant mes études universitaires et après, privé de tout pouvoir mais nourri d'expérience, j'ai lu bien des livres sur le sujet. Les techniques étatiques peuvent être appréhendées. Les règles qui doivent être respectées en démocratie peuvent – et doivent – être définies. Mais l'essence du phénomène, sa variation selon les pays, les civilisations et les époques historiques, la fascination qu'il exerce sur les hommes restent, eux, entourés de mystère, tant l'être humain éprouve de difficultés à se pencher sur les grandes passions collectives qui le travaillent.

Si le consensus du plus grand nombre est le seul ciment qui permet au pouvoir de prendre, c'est la volonté de puissance qui sous-tend, à les voir folâtrer, la motivation des « gens de pouvoir », comme l'on dit « gens d'armes ».

Or la nature de cette volonté de puissance – nourrie par quelle génétique, issue de quelles expériences personnelles ou, si Freud a raison, de quelles pulsions sexuelles –, la manière dont elle s'exprime et s'assouvit varient d'un individu à l'autre.

– Pour moi, me confiait Olivier Guichard, curieuse tête de nain sur un corps de géant, doté d'une subtilité acérée derrière des silences ensommeillés, pour moi, le symbole du pouvoir est le crissement des pneus de la voiture officielle sur les graviers de l'Élysée pendant que les gardes saluent.

Placé dans des situations analogues, je n'ai jamais éprouvé pour autant de pareilles sensations.

Dans les présents « souvenirs de voyage » en des terres de pouvoir qui restent encore, et c'est malheureux, trop peu connues du grand public, je m'efforce à une franchise qui ne s'arrête que là où s'accumulent les « misérables petits tas de secrets » dont le narcissique inventaire a été dénoncé par Malraux. Je me dois donc d'avouer que j'ai ressenti un certain plaisir à découvrir, jeune garçon malmené par l'exil, que je possédais, sans le savoir, une sorte d'aura exerçant, malgré ma jeunesse, un curieux effet sur les hommes de guerre et d'action.

Mais ce plaisir fut éphémère, balayé bien vite par une autre trouvaille. Ma forme d'esprit, récusée quand je désirais expliquer la réalité soviétique à la France bourgeoise ou gauchisante, s'épanouissait pleinement, semble-t-il, dans des prises de décision au cours de périodes de crise aiguë qui, elles, laissaient impuissants et désarmés d'autres types d'intelligence et de personnalité. Constatation dont, d'ailleurs, je ne tire aucune gloire tant je me serais trouvé pataud et inadapté dans des formes d'action différentes, disons le corps à corps à l'arme blanche ou, dans un registre moins sanguinaire, les grandes combinaisons financières avec un argent qui, lui, m'a toujours épouvanté.

Et s'il fallait apprécier aujourd'hui ce qui m'a le plus séduit dans cette lointaine et brève période de ma vie où s'épanouissait ma volonté de puissance, j'avancerais que ce fut, dans la sensation constante de servir le bien général, de voir comment les concepts auxquels je suis tellement attaché pouvaient s'enfoncer dans le concret, comment ce concret, qui m'inspire un respect émerveillé, pouvait susciter l'Idée tout en l'infléchissant.

– Je n'ai jamais connu, souriait Michel, d'homme aussi profondément pessimiste. Décortiquant à l'infini les faiblesses et insuffisances de son propre camp… Gonflant sans arrêt les forces et possibilités de l'adversaire…
– Comment peut-on, s'interrogeait, lui, le général Grossin, être aussi aveuglément optimiste ? Proclamer sans cesse qu'on va gagner et que l'ennemi ne peut être que bousculé et écrasé ?

La contradiction n'est qu'apparente. Déjà le cabinet de Matignon me trouvait, préoccupé comme je l'étais par la conception et l'exécution de la guerre, parfaitement sinistre, alors que Grossin m'attribuait, dans l'éblouissement de l'action, des réactions franchement « marrantes ».

Lors des phases préparatoires, il faut, en effet, bander ses forces, resserrer les écrous, prévoir toutes les initiatives possibles de l'adversaire. Une fois la machine lancée, personne ne doit, en revanche, si l'on désire triompher, douter de la victoire.

– Que ces constatations sont banales ! s'exclame à ce point l'un de mes lecteurs, professeur de son métier.

Pourquoi faut-il que les vérités intensément vécues, ressenties, à force de réflexion et d'expérience, comme des axes essentiels de la vie et de l'action, apparaissent moins séduisantes que des théories philosophiques ou des thèmes littéraires dont la forme, attrayante pour l'intellect et le sens esthétique, peut très bien voiler un fond ne reposant, lui, sur aucune réalité ?

Poésie – et misère – de la philosophie… « Le sens le plus riche n'est pas nécessairement le sens le plus vrai[19] », disait déjà, de Jean-Paul Sartre, Claude Lévi-Strauss.

L'homme et l'ordinateur. L'homme qui se voulait ordinateur.

Quelles obscures raisons, façonnées par quelles leçons données par la vie, me poussent-elles toujours à m'abriter derrière le mur bétonné de l'analyse ?

L'événement le plus dramatique, l'obstacle le plus sanglant surgi sur notre route à Matignon, étaient, par mes soins obsessionnels, découpés en propositions, intégrés dans un ensemble se voulant cohérent, pliés à des règles auxquelles je m'efforçais de donner, d'une manière probablement abusive sinon désespérée, la force arbitraire de la loi.

Et aujourd'hui, vingt-cinq ans plus tard, dès que je désire, alors que se sont, pourtant, éteintes les passions, me souvenir des lieux où j'ai vécu ce qu'il faut bien appeler un bonheur, faire

ressurgir les hommes que j'ai rencontrés, ressusciter les faits qui m'ont fasciné dans cette brève mais cruciale époque de mon existence, une mécanique que je ne contrôle pas me pousse à gommer sensations, images et émotions afin d'édifier avec fureur une construction intellectuelle dont je crains qu'elle s'apparente moins à la splendeur de la cathédrale de Chartres qu'à la confusion du facteur Cheval.

Cette fuite – cette peur ? – devant le flot riche et mouvementé de l'existence, cette volonté de se terrer derrière les murailles rassurantes du concept proviennent-elles de mon exil russe ?

La Russie s'était effondrée. Un peuple avait été, par la nouvelle religion communiste, chassé du pays qui l'avait enfanté. Cette masse colorée de popes et de diacres, de soldats et d'officiers, de juifs et de nobliaux, de commerçants, de princes et de moujiks n'avait rien compris de ce qui lui était arrivé, était venue camper en tribu dans une France qui, prisonnière des chimères républicaines habillant ses structures petites-bourgeoises, ne la comprenait pas mieux, l'assimilait, contre toute évidence, à la droite périmée des émigrés et des princes de Coblence.

L'effervescence intellectuelle des exilés ressassant les événements qui les avaient happés, le drame de vies écartelées par la « roue rouge », passant, toutes racines extirpées, du confort, voire de l'opulence, à la misère, le refuge dans l'irrationalité religieuse – ah les églises russes de mon enfance, bondées, mystiques, bourdonnantes de chants et de litanies ! – expliquent-ils ce refus de la vie, cette substitution à son merveilleux bouillonnement – pour maintenir l'ordre, pour écraser dans l'œuf tout germe de guerre civile – de la rigidité faussement glacée de la stratégie ?

La description physique du personnage constitue, paraît-il, l'*abc* obligatoire du récit.

Ma mère, Tatiana Botkine, pur produit de la noblesse saint-pétersbourgeoise et d'une éducation rigoriste à la cour de Russie – mon grand-père était le médecin de la famille impériale – était dotée d'une de ces beautés altières et tranquilles que confère

souvent une profonde stupidité. Enfant, je lui ressemblais, et la manière dont le ravissant et tendre bambin blond qui apparaît, timide et langoureux, sur les photos jaunies de l'émigration russe de Nice s'est transformé, au fil des ans, des épreuves et des joies, en ce que je suis devenu me procure un motif d'étonnement auquel je ne me suis jamais véritablement habitué.

Des traits réguliers mais un crâne massif se dégarnissant jusqu'à en devenir chauve. Un ovale acceptable mais des yeux gris-vert bridés – de lointaines origines mongoles –, tapis derrière des lunettes sombres – une faiblesse de la vue – dont les fines montures dorées ne parvenaient pas à atténuer toute l'inhumanité. Un visage figé au-dessus d'un corps mince mais charpenté, porté à se mouvoir à tout instant, des silences pesants alternant avec des explosions d'exposés passionnés donnaient à l'ensemble une allure, je me dois de le souligner, plutôt inquiétante.

– Les fonctions que vous avez exercées, me disait peu avant sa mort Raymond Aron, n'ont pas dû vous laisser beaucoup d'illusions sur la nature humaine…

Ce ne sont pourtant pas les années passées à Matignon qui expliquent cette étrange mutation. Des grands-parents assassinés au cours de la Révolution ; un père absent ; une mère satisfaite, malgré l'extrême misère dans laquelle elle était plongée, d'elle-même, de ses origines, de sa beauté, de sa famille ; deux sœurs aînées, autoritaires et envahissantes à son image : toutes ces réalités de mon enfance exacerbaient, dans les taudis où nous campions, le traditionnel matriarcat slave. Un petit mâle débordant d'énergie ne pouvait espérer survivre dans cette étouffante ambiance féminine qu'en se recroquevillant sur lui-même.

D'autant plus que les vicissitudes et combats de la vie n'arrêtaient pas de me placer en porte à faux. Petit Russe au lycée combien bourgeois du Parc impérial à Nice où je m'évertuais à réussir les études qui seules pouvaient me sortir du bourbier de l'émigration, je devenais, d'un seul coup et en raison de ces succès scolaires, francisé d'une manière confinant à la trahison en

milieu russe traditionnel. Plus tard, condamné, pour échapper au dénuement, au travail à outrance, voire aux horreurs de l'aliénation, je serais riche parmi les pauvres, pauvre parmi les riches. Intellectuel parmi les hommes d'action, homme d'action parmi les intellectuels. Libéral chez les conservateurs, conservateur au sein du « peuple de gauche ».

L'absence de racines ou de classe, de fortune ou de position sociale peut renforcer ainsi – et durcir – une personnalité. Et comment, faute d'une transcendante et rassurante identité sociale, ne pas se protéger derrière un camouflage ?

Les saisies de journaux pendant les heures sombres mais enivrantes de la guerre étaient plus proches de nous que les arraisonnements de bateaux.

La veille de la parution de *l'Express*, de *l'Observateur*, du *Canard enchaîné* – et je ne parle pas de *Témoignage chrétien* alors très musulman, de *Jeune Afrique* ou de feuilles plus confidentielles spécialisées dans la dénonciation de sévices imaginaires ou, hélas, réels –, des motards de la préfecture de police surgissaient, sortant de leurs lourdes sacoches de cuir des exemplaires encore gluants d'encre d'imprimerie et barrés de frénétiques traits de crayon rouge.

La lecture se faisait dans le bureau du Premier ministre. Michel était, en la matière, plus intéressé que par les arraisonnements ou les manifestations de rues dont je crois qu'il n'a jamais compris l'horrible violence, mais aussi la subtile poésie. Le directeur de cabinet Racine jouait les avocats ; quelques militaires, convoqués ou alléchés par l'odeur de la proie, les procureurs. Les jugements pleuvaient sur les morceaux choisis par je ne sais quel sbire de la préfecture :

– Inadmissible ! Scandaleux ! De la propagande FLN ! Que dira l'armée ?

La condamnation tombait, dirigée le plus souvent contre le sermonneur et sensationnaliste *Express :*

– Saisissez !

Vertus de l'article 30 du Code de procédure pénale de l'époque : le préfet de police pouvait, comme tout préfet, mettre le terme qui s'imposait à une « atteinte à l'ordre public ». Il paraît que les juridictions administratives n'en sont toujours pas revenues, annulant – mais des mois plus tard, ce qui, en matière d'hebdomadaires et de quotidiens, est quand même assez savoureux – les décisions prises si gaillardement.

À vrai dire, je n'ai jamais très bien compris l'utilité de tout ce remue-ménage. Dès le lendemain, les hebdos reparaissaient avec des blancs agressifs qui ne pouvaient qu'exciter la curiosité, titiller l'imagination, stimuler les ventes. Personne ne retint jamais pourtant, disons-le à notre décharge, l'idée de ressaisir de nouveau afin de précipiter le journal vers sa mort financière, continuant l'opération, comme le suggéraient les peu subtils RG, toujours prêts à flatter les tendances fascisantes du pouvoir, « jusqu'à plus soif ».

Du moins épargnait-on les combien chastes et émotives oreilles de nos chers paras qui, entre deux opérations musclées dans les oueds, entre deux séances d'interrogatoire un peu poussé, ne risquaient pas, devant un verre de pastis bien gagné, de mourir étouffés d'une saine indignation.

Problème éternel d'une guerre qui n'est pas soutenue, voire imposée, par une pulsion de toute la population. En démocratie, la presse est marchande de bien-être et de bonheur, de distraction et de morale. Comment lui demander, elle qui par nature amplifie toute chose, de participer à un effort quel qu'il soit, de comprendre et de défendre le plus monstrueux des efforts, accompagné, lui, des pires risques de dérapage qui surgissent dès que l'on confie une arme à un homme, j'ai nommé la guerre ?

Fort heureusement, le temps des négociations allait, dans le même moment où il nous projetait face au putsch et à l'OAS, faire passer un grand coup de vent frais sur toutes ces brumes. De nouveaux espaces s'ouvraient devant mes yeux éblouis. Comment le dévoreur de pouvoir que j'étais devenu ne se serait-il pas acharné à les conquérir ?

Les mystères de la nature m'avaient doté, à cette époque lointaine de ma jeunesse, d'une puissance de travail qui me paraît aujourd'hui plus monstrueuse qu'efficace. « Un SS », commentait tristement le lieutenant Salis en me voyant, heure après heure, « débiter », comme nous disions, notes, écoutes, rapports et télégrammes. La machine de guerre roulait. Sans relâcher en rien ma pression sur les polices et les services, je pouvais donc, en cette année 1961, consacrer un temps croissant à une activité que jusqu'alors le « ministère de l'action » avait superbement négligée : les relations avec la presse.

Émerveillé, je découvrais un nouveau monde. Placé à la charnière entre les décisions gouvernementales et les intentions du FLN telles que me les rapportait quotidiennement le SDECE dans des notes tellement secrètes qu'elles n'étaient reproduites qu'en trois exemplaires – de Gaulle, Joxe, Debré –, je déjeunais désormais tous les lundis, dans son élégant appartement rue du Cherche-Midi, avec Hector de Galard de *l'Obs*. Je venais à pied de Matignon avec Arlette de La Loyère. Galard invitait, lui, Gilles Martinet, Roger Paret ou, le plus souvent, François Furet dont la lucidité d'historien guettant avec émotion la paix naissante enrichissait notre réflexion commune.

Dans la semaine, je recevais à Matignon Henri Marque ou Georgette Elgey, vedettes de l'hebdomadaire *Candide* qui venait de se créer dans des conditions que j'aurai à élucider, rencontrais leur flamboyant patron Max Corre, dit Max-le-Magnifique, dans un petit salon particulier rouge et or de Lapérouse qui me changeait de la tranche de jambon aux cornichons servie au mess austère et spartiate des officiers généraux aux Invalides.

Colosse aux réflexes et muscles de rugbyman, Pierre Charpy m'invitait, lui, avec une souriante gentillesse, dans un bistrot lyonnais et bon enfant de la place des Victoires. Fils de boulanger devenu directeur du quotidien du soir *Paris-Presse*, c'était le seul responsable de presse du groupe Hachette qui se fondât exclusivement sur le professionnalisme journalistique, ne s'intéressât en

rien aux intrigues politiciennes ou aux sautillantes apparences, et son « gaullisme », plutôt instinctif en ces jours lointains, était alors tout à fait acceptable car découlant du seul désir de servir au mieux les intérêts du pays.

Le dimanche, dans ma campagne, afin de mettre sur rails *l'Express*, j'invitais, pour de longues promenades dans une Beauce immuable mais mouvante, modelée par les rythmes subtils de la nature et du travail acharné de l'homme, l'ami Jean Cau.

Les saisies étaient bien loin. Certes, l'irritation de nos hommes publics n'avait pas désarmé. Tel titre, tel article ne rendait pas suffisamment compte, comme elle le méritait, de la « volonté du Gouvernement » – la dactylographie officielle fourmille ainsi de majuscules et l'on tape toujours allègrement dans les ministères Pouvoir, Ministre, Cabinet –, égratignait ou n'encensait pas X ou Y avec la ferveur de mise, dévoilait trop de secrets. Certes, les « gaullistes », choqués par mon éclectisme, me reprochaient de ne tenir aucun compte des familles politiques, de ne jeter sur personne, fût-ce le plus virulent de leurs adversaires, la moindre des exclusives.

Qu'importe !

– Il ne faut pas lire les journaux, avait, d'après Michel, dit de Gaulle à ses ministres, mais les écrire, et je me réjouissais, malgré ces récriminations, d'être devenu ainsi une espèce de rédacteur en chef occulte d'un journal imaginaire dans lequel se seraient fondus, avec toutes leurs profondes et enrichissantes différences, *l'Observateur, l'Express, Candide*, voire *le Canard enchaîné* et *le Monde*.

Naïf comme peut seulement l'être un homme de pouvoir, je ne comprenais pas qu'un tel miracle ne pouvait être que passager, qu'il ne tenait pas seulement à la puissance que je détenais – les gens de presse sont en France, et c'est regrettable, très sensibles à ses fallacieux éclats. Je ne soupçonnais pas, qu'il ne dépendait pas, non plus, de la seule valeur des informations que, bon prince, je livrais avec une superbe abondance tant il me paraissait nécessaire que l'opinion publique fût éclairée sur notre patiente et difficile édification de la paix, sur la lutte implacable qui nous

était imposée par les combats de retardement désespérés, livrés par l'OAS et la population pied-noir.

Le phénomène était différent, mais exalté par ses retombées, je n'appréhendais pas sa nature profonde. La France sortait du long cauchemar colonial qui avait pris le relais de la sinistre nuit de l'Occupation. Elle commençait, grâce à Charles de Gaulle, à respirer le souffle vivifiant d'une nouvelle vie.

Ai-je été sincère en évoquant les plaisirs du pouvoir ?

Le plus sage des jeunes sous-lieutenants ne peut pas ne pas avoir éprouvé de sentiments troubles devant les premiers actes de violence armée qu'il lui a été donné d'accomplir. Pour ma part, mes réactions à la première action policière de grande envergure à laquelle j'ai eu à participer m'inspirent effectivement une honte qui ne s'est jamais pleinement effacée.

L'opération « Fourmilière » que j'avais imposée à Jean Berthoin visait, en procédant à des arrestations massives en milieu musulman selon la procédure de l'internement administratif, à désorganiser en métropole un FLN qui, depuis Mai 1958, avait acquis, attaque dévastatrice des dépôts d'essence de Maurepianne, attentat contre Jacques Soustelle, un tonus fort inquiétant.

Agitation des services de police dans des locaux éclairés *a giorno*. Listes établies, tapées, corrigées dans la fièvre et distribuées à grands cris aux équipes chargées des interpellations. Sentiment, le soir en se couchant dans le calme d'un logement douillet, que le lendemain, par votre volonté, la foudre tomberait en tonnant sur un paysage aujourd'hui assoupi. À l'aube, des voitures et des cars de police feraient gronder leurs moteurs… Des freins crisseraient, des portières claqueraient… Des hommes s'abattraient sur d'autres hommes…

Comment n'ai-je pas ressenti tout de suite sinon du dégoût – je ne suis pas un contemplatif – mais du moins la triste lassitude qui ne cessera plus, après cette brutale initiation, de m'habiter devant les violences imposées par la guerre ?

Pourquoi faut-il, pour mieux mesurer et combattre l'horreur de certaines tentations, y avoir succombé ?

Approfondissons.

Cette violence que j'abhorre, cette action de l'homme sur l'homme et non sur la nature et les choses que j'identifie désormais comme la genèse de tous les maux ne m'ont-elles pas, même mûri, fasciné plus que je ne veux l'admettre ? Lorsque ces bulldozers se mettaient en branle n'ai-je pas éprouvé, à condition de voir ces mastodontes transformer en un éclair la réalité dans un sens absolument indispensable au bien de tous, un plaisir intense, fulgurant ?

Les hommes de pouvoir, et c'est pourquoi ils sont tellement dangereux, ont tendance à se conférer les attributs de Dieu.

Bienfaits de la démocratie.

Par le règne du droit, par la multiplicité des pouvoirs et contre-pouvoirs séparés les uns des autres, le pouvoir syndical arrêtant le pouvoir patronal, le pouvoir de la presse celui du gouvernement, etc. ; par l'accroissement constant, incessant, des connaissances du plus grand nombre souverain par ses votes ; par l'enrichissement économique, créateur d'une « société civile » puissante et enracinée, la démocratie police, canalise, réduit la volonté de puissance, oblige le pouvoir, tout en limitant son champ et son intensité, à se mettre au service exclusif, de la manière la plus efficace et rationnelle possible, et dans une transparence qui devrait être de cristal, du bien des libres citoyens.

Réactions de Jean Cau.

– Ça va pas, la tête ! J'attendais *le Prince* de Machiavel, le portrait d'un pouvoir cynique et glacé, et vous, vous faites dans la morale et la nostalgie ! Vous étalez vos scrupules et vos états d'âme ! Au fond, vous me faites penser aux repentis du stalinisme qui n'avouent jamais en toute simplicité : « Oui, j'étais jeune. Oui, l'URSS pétrifiait de peur le monde. Oui, le communisme était adulé, craint et respecté. Oui, j'ai pris un pied gigantesque. » De

toute façon, ce livre n'a pas été écrit par la même personne que j'ai vue agir à Matignon…

Naïveté des naïvetés. Pourquoi l'homme d'action n'aurait-il pas de scrupules, pourquoi ne serait-il pas habité par une morale ? Au cours d'une existence qui m'a mis en contact avec une multiplicité de milieux, politiciens, intellectuels, hommes d'affaires, écrivains, artistes, éditeurs, je n'ai jamais rencontré d'hommes aussi rigoureux au plan moral que les grands chefs des services spéciaux des démocraties, Allen Dulles, Reinhard Gehlen, le général Grossin ou les officiers du service Action durant la guerre d'Algérie. Plus leur pouvoir était immense et plus ils s'efforçaient à ce qu'il ne fût utilisé qu'à bon escient, dans l'intérêt de la collectivité qui les avait désignés, selon des règles peut-être personnelles mais coulées dans l'airain de principes profondément enracinés.

Jean Cau me pardonnera : ces scrupules, ces états d'âme, cette « morale » qui l'étonnent existaient quand j'agissais à Matignon. Certes, je ne les exprimais à personne – le pouvoir, ai-je dit, est solitude. Certes ils ne m'obsédaient pas au point de me paralyser – je ne crois pas avoir été un rêveur mystique. Mais le respect de l'homme, la volonté de servir le bien public, la réflexion apprise chez Raymond Aron, la peine et le doute devant les souffrances infligées n'ont pas surgi, casqués et bottés, avec le temps et pour le bénéfice d'un livre.

L'âge a peut-être amplifié et, je l'espère, enrichi la réflexion, le doute, les aspirations d'ordre moral. Il n'a pas, je crois, érodé l'efficacité. La vie n'est projetée qu'une fois, mais me demanderait-on de recommencer la guerre d'Algérie que j'agirais de la même manière, dans la même direction, avec toutefois une différence de taille qui stupéfiera ceux des lecteurs qui auraient été, eux aussi, choqués par ma « sensiblerie ». Instruit par l'expérience, modelé par la réflexion, formé par les crises de conscience, je déploierais, je pense, une énergie – et donc une brutalité – bien plus forte.

Jean Cau a pourtant raison : question de dosage et de proportion. Pendant trois années terribles, les circonstances ont fait de

moi un char d'assaut broyant sous ses chenilles tout ce que lui désignait la logique de la guerre. Que le tank soit conduit par un homme doté de sentiment ne change rien à sa progression.

Un quart de siècle plus tard, la description de ces sentiments peut, effectivement, induire en erreur. Les fleurs dessinées sur un blindage rouillé sont susceptibles de faire oublier la puissance, la raison d'être, voire l'existence même du monstre.

« Ce que je déteste, ce n'est pas le choix *hic et nunc*, en telle conjoncture, en faveur de la violence et contre l'accommodement, c'est une philosophie de la violence en et pour elle-même. »

Raymond ARON,
Histoire et Dialectique de la violence.

À mon arrivée à Matignon le 9 janvier 1959, j'entrais dans ma trente-deuxième année. Lorsque, le 14 avril 1962, je quittai le pouvoir à tout jamais – ou, plutôt, lorsque le pouvoir me quitta –, je n'avais que trente-quatre ans.

Cette extravagante jeunesse – corrigée par un début de vie mouvementé, mûri par les épreuves et la guerre, le premier travail à l'âge de dix-sept ans, la découverte, dès la vingtaine, de Raymond Aron, des services spéciaux français et de la recherche « opérationnelle » américaine – a-t-elle marqué la manière dont j'ai assuré mes fonctions ?

Oui et non. La direction prise, l'action menée auraient, je crois, été les mêmes à n'importe quel âge. Enrichi par l'expérience, j'aurais certes fait porter mon effort principal sur des axes mieux choisis. Je n'aurais pas, en revanche, déployé le dynamisme obsessionnel qui, sautant d'un problème à l'autre, brassant rapports, opérations et projets, me transformait en une machine trépidante et insatiable.

Non, car, à un âge plus riche de sagesse, je n'aurais jamais accepté d'exercer d'aussi lourdes responsabilités dans des conditions aussi précaires et clandestines. Un titre et une mission offi-

ciels, adaptés à la réalité de mes fonctions auraient, probablement, accru mon efficacité, canalisé le fleuve entre des rives plus rationnelles – et, peut-être, plus acceptables –, mais, voyons les choses en face, un tel titre ou une telle définition n'auraient jamais été accordés à un « jeune éphèbe surgi on ne sait d'où ».

Le général de Gaulle, ai-je dit, aimait les pesanteurs rassurantes des hiérarchies. Ne tolérant que les potiches, dont il accumulera d'ailleurs une collection assez invraisemblable, éprouvant un attrait mêlé de répulsion pour les hommes de main subjugués par son aventure, le Prophète ne manifestait qu'allergie à l'égard des fidèles et efficaces lieutenants : le colonel Passy pendant la Seconde Guerre, Georges Pompidou après Mai 68, voire Debré lui-même en feront l'amère expérience.

Et, de toute façon, cette guerre d'Algérie, discutable par l'adversaire imposé – on ne combat pas, au milieu du XXe siècle, une aspiration nationale à l'indépendance –, paradoxale, voire honteuse, par l'objectif poursuivi – partir sans perdre la face –, ce maintien de l'ordre face à des inquiétudes naturelles sinon légitimes en raison de la précarité de tels buts ne pouvaient être livrée ou maintenu que dans l'ombre.

Il est certaines choses qui n'arrivent qu'à un certain moment. Le type de pouvoir que j'ai assumé se devait d'être exercé dans des conditions éminemment particulières. La jeunesse et son inconscience faisaient partie d'un marché dont il était écrit qu'il serait rayé du grand livre de l'Histoire.

Rien ne peut arrêter le flux des armes lorsque l'exacerbation des passions crée de par le globe des brasiers pour leur sinistre consommation.

Dans un premier temps, nous réussîmes, en utilisant des méthodes dont j'aurai à dire un mot, à endiguer le flot alimenté par les trafiquants opérant en Europe occidentale. S'y substituèrent aussitôt les bien plus massives fournitures par les firmes étatiques de l'Europe de l'Est – notamment le célèbre *Omnipol* de Prague qui hanta tant de mes journées et dont j'ai oublié l'exis-

tence jusqu'au moment où j'écris ces lignes – acheminées par les cargos tchèques ou yougoslaves.

L'arraisonnement par la Marine nationale vint mettre, dans une deuxième époque, un terme au déversement de ces cargaisons de mort sur les bases arrière de la rébellion au Maroc et en Tunisie.

Survint alors, dans cette accalmie, un autre de ces événements que je n'ai pas approfondi comme je l'aurais dû.

Le pouvoir, ai-je dit, est solitude. Le pouvoir est coupure avec le monde. Mais le pouvoir est aussi une forme d'ignorance ou, plutôt, dans certaines circonstances, connaissance approximative, rapide, incomplète, en un mot : opérationnelle. Un homme qui ne se fonderait que sur les rapports de ses services de police se condamnerait, on l'a vu dans certaines déclarations réduisant Mai 68 à un complot international et le terrorisme à une provocation de la presse, à mourir idiot. C'est le contact avec le pays réel, mais c'est surtout sa propre philosophie du monde qui permettent de corriger et d'enrichir ce qui n'est souvent qu'une chaîne de déformations et de simplifications dues à l'ignorance de la réalité, au parti pris idéologique ou émotionnel, mais aussi à la nécessité inhérente à certaines actions qui, pour rester efficaces, ne peuvent s'embarrasser de nuances. Un préfet de police décidant de disperser une foule n'a pas à connaître les motivations précises de tous les hommes et groupements qui la composent même s'il a intérêt à comprendre la nature réelle du phénomène auquel il assiste et qu'il contribue, par son action, à modeler.

Et puis les chaînes de transmission ne sont pas aussi fiables que le vain peuple pourrait le penser. À force de simplifier la réalité pour la rendre maîtrisable, justiciable de la décision de l'homme de pouvoir, peuvent s'introduire les pires erreurs, s'amplifier les plus désastreuses déformations. À confronter les Mémoires de guerre des généraux allemands, suites de victoires inexplicablement perdues, avec ceux des maréchaux soviétiques, on n'a guère l'impression d'assister au même événement qui, de surcroît, se trouve à des années-lumière, par son abstraction, par son apparente rationalité, de ce qui s'est effectivement

déroulé sur le terrain, et je ne parle même pas des souffrances et des joies des hommes de chair et de sang emportés par la tourmente.

Le journaliste qui, déjà, a accès à plusieurs éclairages, l'historien qui a fouillé les archives, le romancier de génie qui, Tolstoï, Soljenitsyne, transcende la simple description, reconstituent des réalités bien plus riches, plus complexes, plus véridiques que celles appréciées par l'homme de pouvoir. J'ai, pour ma part, pris la véritable mesure de la rébellion algérienne, de la révolte OAS ou du putsch d'Alger moins par les rapports que nous avons reçus que par les témoignages et récits écrits après coup. Certains étaient notoirement inexacts ou visiblement frelatés, mais d'autres, les moins publics d'ailleurs, faisaient sortir de l'ombre des faits, des événements, des motivations, voire des hommes que nous avions totalement ignorés.

Certes, une fois calmée la tempête, il faudrait prendre le temps de tout réexaminer, d'interroger tel exécutant dont les observations, peut-être riches et pertinentes, se sont réduites en fin de course à un télégramme de quelques lignes, d'établir surtout – mais ce n'est pas toujours possible, hélas, en raison des passions humaines – un contact ouvert et franc avec ceux que l'on a combattus. Mais le temps manque. Mais une décision chasse une décision. Et lorsque l'épreuve est enfin terminée, bien peu d'hommes de pouvoir et d'action se transforment en philosophes ou en historiens, ont le courage de disséquer le cadavre d'une réalité qu'ils ont connue – et aimée – palpitante de vie.

N'est pas Clausewitz qui veut et il est plus facile de rester dans les ornières où l'on a cheminé, plus exaltant d'édifier des statues à sa propre gloire.

Si je regrette aujourd'hui de ne pas avoir approfondi le dernier épisode qui a marqué notre lutte contre le trafic d'armes, c'est uniquement, déformation « opérationnelle », parce qu'un *debriefing* approprié aurait permis de mieux apprécier un problème technique de rapport entre forces armées étatiques qui

se posera avec acuité quelques mois plus tard dans un contexte international autrement important, autrement crucial pour la sécurité du monde.

Le cargo chargé d'armes qui avait pris le relais des bâtiments tchécoslovaques battait pavillon bulgare. Mais lorsque nos navires de guerre s'en approchèrent pour l'arraisonner, ils repérèrent, menaçants dans l'Océan autour d'eux, des périscopes. Cette fois, il fallut en référer à Debré.

Décision, influencée sans doute par les réticences précautionneuses des exécutants et de tous les échelons du commandement : ne pas arraisonner. Des sous-marins du bloc soviétique protégeaient probablement le cargo et il paraissait prudent d'éviter tout incident.

– Et vous avez cédé ! Et vous n'avez pas pensé que la seule chose qu'auraient pu faire vos fameux sous-marins était d'observer votre action !

Je me trouvais dans les bureaux ensoleillés de Santa Monica en Californie où la *Rand Corporation* m'avait invité à venir réfléchir sur mon expérience de la guerre d'Algérie et mon récit de l'escarmouche avait provoqué l'indignation unanime des stratèges américains.

Bienheureuse Amérique ! Elle peut déployer sa toute-puissance en étant sûre qu'elle ne fera pas l'objet, avantage d'une réelle dissuasion, des représailles de l'autre « Super-Grand » : elle le fera bientôt lors du blocus de Cuba consécutif à l'installation des fusées offensives de Khrouchtchev, épisode au cours duquel semblent avoir été tirées toutes les conséquences et de l'initiative de l'Est et de notre propre reculade.

Mais pauvre France ! Même sous le général de Gaulle, même avec la « bombe A » qui aura explosé de notre temps en un concert si perçant de cocoricos, même avec une mobilisation maximale de ses forces armées, elle ne peut que vivre avec la crainte, malgré ses jolis mouvements de menton, de recevoir, telle une mouche importune, un coup de patte distrait de l'ours.

Une interrogation obsède le démocrate que je suis, choisi par le destin pour s'intéresser aux affrontements des grands groupes humains.

Le peuple démocratique que j'appelle de mes vœux et que j'ai toujours voulu servir, peuple intelligent et lucide, créateur de richesses et de bien-être, « sujet de l'Histoire » – encore une prévision de Karl Marx réalisée en Occident et en Occident seulement –, peut-il faire face aux menaces venant d'autres pays mais, surtout, d'autres civilisations ?

Une civilisation perfectionnée, au service de l'épanouissement maximal de tous, n'est-elle pas, par là même – Athènes, Rome, Byzance –, condamnée au déclin et à la décadence, voire à la disparition, sous les coups de boutoir de civilisations, thème de *la Troisième Rome*, plus misérables et plus frustes, mais présentant tous les avantages de la simplicité ?

Et moi-même, en m'acharnant ainsi à dénuder le pouvoir, est-ce que je ne contribue pas à démolir un édifice déjà suffisamment branlant ?

Ne se bat-on pas mieux pour défendre ce que l'on ne connaît pas tout en l'adorant ?

Les Beatles. *Salut les copains !* La nouvelle vague. Godard et Truffaut. La sautillante Dauphine et la sulfureuse *Dolce Vita*. Tous ces faits marquants du début des années soixante se sont-ils produits pendant que nous gouvernions à Matignon ou ont-ils explosé, bouleversant plus que notre action le paysage culturel du siècle, des mois ou des années plus tard ?

Je ne saurais le dire avec précision tant nous étions coupés du monde, tant le pouvoir ignore les charmes de la vraie vie.

– Rapporte donc du saumon pour dîner, avait un soir demandé Ninette à Michel.

Habité par une timidité qui, horreur des gens de pouvoir, ne lui reviendra plus jamais, s'effaçant devant les gardes qui se précipitaient pour lui ouvrir les portes, Debré n'osait pas alors venir résider dans un Matignon que de Gaulle venait de quitter.

Le Premier ministre avait fait arrêter sa DS devant un traiteur.

– Ce n'est pas un rôti que je te réclamais, avait ri Ninette en mettant à jour un bloc rosâtre de trois kilos qu'il fallut passer une partie de la soirée à découper en fines tranches.
– Je m'étais dit aussi, avait médité Michel, que le prix était exorbitant…

Peut-on laisser un pays gouverné par des hommes qui n'ont pas fait une course de leur vie et qui, célèbre épisode giscardien, ignorent le prix d'un ticket de métro ?

Ces pages rendent-elles suffisamment justice à Michel Debré ?

Certes, ses illusions passées sur l'Algérie et une dramatique difficulté à communiquer autrement que dans un petit cercle d'intimes où il déployait alors un charme très proustien ne lui permirent pas de tenir, à l'égard de l'armée et de la population piednoir, le langage compréhensif mais ferme qui aurait été nécessaire. Cependant sa fidélité au Général, sa volonté de servir au mieux la politique de Charles de Gaulle furent inébranlables – et cela quelles qu'aient pu être les crises de conscience qui l'assaillaient.
– La semaine a été bonne. Michel n'a offert sa démission qu'une seule fois à l'Élysée, ironisaient ses rares proches, mais jamais aucun doute, aucun état d'âme ne fut, par lui, étalé ni même, exprimé.

Certes, la guerre, le maintien de l'ordre, voire les négociations menées plutôt par Louis Joxe sous le contrôle direct du général de Gaulle, n'étaient pas la *cup of tea* de ce grand commis. Mais un prodigieux sens de l'État – confinant au fanatisme –, mais une fermeté de caractère – découlant peut-être d'une absence de véritable ouverture sur le monde extérieur – ne le firent jamais dévier de l'essentiel, lui permirent d'imposer à tous – et à moi-même – le respect constant et volontaire de la direction à suivre.

Et puis il y eut tout le reste. Après l'épisode douloureux et fluctuant de la Quatrième République, le pays devait être remis sur rails. La Constitution, l'assainissement financier, le renouveau économique, les réformes administratives et juridiques : je ne suis pas expert en ces matières-là qui prenaient tellement de temps au Premier ministre qu'au fil des mois nos rencontres, mis à part les

dîners familiaux toujours interrompus par un brutal « Il faut que j'aille travailler », s'espaçaient, limitées à quelques brèves minutes nécessaires pour prendre une fulgurante décision, à la tenue, relativement rapide elle aussi, de nos « conseils de guerre ».

C'est aux aides de camp que je remettais désormais tous les soirs mes volumineux dossiers – une vingtaine de centimètres de hauteur par jour – bourrés d'écoutes téléphoniques, de rapports et documents des services de police et de renseignement, de notes diverses et multiples, analysant des situations, préconisant une action, demandant une décision et que je rédigeais le plus souvent à la hâte d'une écriture rapide que Michel était le seul à savoir déchiffrer. Ces chemises rouges – *Lecture du Premier ministre. À voir de toute urgence* –, roses – *Lecture du Premier ministre. Urgent* –, violettes – *Lecture du Premier ministre. Pour information* – ne me revenaient plus, ornées de commentaires manuscrits, annotées *Oui* ou, plus rarement, *Non*, que des journées, voire des semaines, plus tard.

Parallèlement à la conduite de la guerre, une œuvre titanesque était, en effet, en cours d'édification. Certes le « plan de Constantine » ou la recherche désespérée d'une fantomatique « troisième force » en Algérie, la réforme du statut de la femme musulmane dont Françoise Duléry, l'envahissante conseillère juridique de Michel – « le Code civil sur pattes », prétendait Amanrich –, venait m'entretenir avec une passion que je ne parvenais pas à partager me paraissaient, face à la volonté algérienne d'indépendance ou au glissement vers l'absolu des violences, relever de ces utopies énarquiennes et bureaucratiques qui, sans aucune emprise sur la réalité, se nourrissent elles-mêmes de leur présomptueuse et juridique boursouflure. Michel avait ainsi tendance à croire, sans se soucier outre mesure des problèmes subalternes de l'application, qu'il suffisait qu'un texte fût parfaitement rédigé pour qu'il changeât la face du monde.

Certes je ne comprenais pas grand-chose à la loi Debré sur l'école privée ou à telle réforme du régime de la Sécurité sociale, et la loi définissant les droits et devoirs de la prostituée, autre obses-

sion de Françoise Duléry qui parvenait toujours, pour leurs délassements juridiques, à forcer la porte de Michel avec plus de réussite qu'aucun autre de ses conseillers, ne me semblait mériter une priorité absolue. Certes, quelques déclarations péremptoires entendues le soir dans le salon des aides de camp lors de l'attente lancinante du Premier ministre n'emportaient pas forcément l'adhésion.
– Nous sommes maintenant en mesure de mettre le dollar à genoux ! proclamait un soir l'un de ces esprits faux qui, à côté de fonctionnaires aussi pointilleux que chez Courteline, attiraient Michel comme la lumière le papillon en attendant, soyons justes, de faire les plus époustouflantes carrières sous tous les présidents d'une République timorée mais toujours prête à se pâmer devant l'esbroufe.

Mais l'œuvre était là. La confiance, cette vertu miraculeuse, aussi inexplicable que le consensus ou la légitimité, était rétablie. Le franc, le nouveau franc, était stable et fort et l'on ne vous remettait plus en Suisse avec condescendance quelques fières coupures en échange d'une poignée de plus en plus volumineuse de billets froissés. L'inflation était jugulée, le chômage absent, la décentralisation industrielle lancée, et les « zones industrielles » allaient donner vie, octroyer un nouveau charme à cette province française que j'aime tant et qui ne pouvait continuer à croupir dans une archaïque somnolence.

Œuvre dont je ne peux déterminer pourtant à quel point son succès ne dépendait en dernier ressort, tel le maintien de l'ordre, que du seul prestige du général de Gaulle et dont je ne suis pas, de toute façon, à même d'apprécier la valeur. Le colbertisme jacobin de Michel Debré me paraît, en effet, appartenir à d'autres âges – un portrait de Richelieu ornait son bureau face à sa table de travail –, se révèle pour moi, sauf peut-être dans des époques de transition et de remise en ordre, inadapté à la vie et aux besoins des sociétés modernes.

J'ai écrit à propos des plaisirs du pouvoir : « triste lassitude (…) devant les violences imposées par la guerre ».

Ne faut-il pas, pour aller jusqu'au bout de la sincérité, ajouter, ambiguïté de l'homme et de l'action : « mais, également, joyeuse exaltation ».

Sublime spectacle. Les événements débordent, charrient bêtise et passions, s'engagent dans un cours absurde, préjudiciable au bien de tous. Un soudain et rapide recours à la réflexion – et à la force –, et le fleuve rentre, calme et majestueux, dans le lit qu'il n'aurait jamais dû quitter.

Je maintiens que les hommes de pouvoir sont des gens utiles mais dangereux. Faut-il que soit indubitable leur compétence pour que nous acceptions de passer sur les déformations propres à l'espèce mais qui battent en brèche si ouvertement les fondements mêmes de la démocratie ?

« La CIA soutient le FLN… La CIA a poussé Challe au putsch… La CIA tire dans l'ombre les ficelles de l'OAS… », se lamentait régulièrement dans le salon blanc Couve de Murville avec la réprobation glacée que semblait inspirer au ministre des Affaires étrangères toute manifestation de la vie.

Déjà stupéfiante, l'ignorance qu'ont les gens de pouvoir de leurs services spéciaux devient « hénaurme » lorsqu'il s'agit de diplomates – le Général disait *diplotames* – jugeant de services étrangers, fussent-ils alliés.

Seul le KGB trouve grâce aux yeux de ces délicats moralistes : la règle du jeu « diplotamique » consiste à plaire à ses partenaires et le KGB ne fait-il pas partie intégrante – le bourreau et le commissaire – de la nouvelle civilisation soviétique ? La première expulsion de France d'un diplomate de l'Est, le lieutenant polonais Dopierola surpris par la DST en flagrant délit devant une « boîte aux lettres mortes » du quartier Saint-Lazare me vaudra ainsi un concert de protestations des ambassadeurs gaulliens les plus prestigieux, jurant la main sur le cœur que jamais la Pologne, « sœur de la France », d'après de Gaulle, ne pouvait se rendre coupable d'aussi sordides agissements. Il faudra un quart de siècle et un gouvernement de gauche pour que des mesures à ce

point élémentaires de sécurité publique deviennent banales et massives.

La CIA n'étant pas, elle, *persona grata* dans les cocktails de Washington ne saurait susciter des mobilisations aussi touchantes et provoquait donc avec régularité chez Couve le mépris teinté de jalousie que paraissent faire éclore chez ce roi des « diplotames » les services spéciaux et, je le crains, l'Amérique.

Comme souvent en matière diplomatique, la réalité, influencée par la manière dont s'exprimaient mes propres fascinations, ne saurait être plus différente.

Lors de son premier voyage à Paris après Mai 1958, Allen Dulles avait exprimé le désir de rencontrer les responsables d'un nouveau pouvoir qui inquiétait d'autant plus l'Amérique que, brutalement privée des facilités que lui offrait, bonne fille, la Quatrième République, elle se souvenait des problèmes que l'ombrageux de Gaulle lui avait posés pendant la dernière guerre. Peu friand, l'ai-je dit, de ce genre de ragoût, le Général avait refusé de recevoir le chef de la CIA, fût-il frère du secrétaire d'État et l'homme de confiance d'un président Eisenhower qu'il désirait, en bon collègue, recevoir au plus vite à Paris. De Gaulle avait délégué ce soin à Michel Debré dont il comptait déjà, probablement, faire son Premier ministre.

Michel m'avait, à son tour, convié au dîner en l'honneur d'Allen Dulles dans la salle à manger de la chancellerie aux hautes fenêtres grandes ouvertes sur une place Vendôme estivale et déserte.

Cet été 1958 était pour moi un bel été paré de toutes les chaudes couleurs de l'espoir. Nous étions jeunes et, heureux et émerveillés, nous découvrions un pouvoir dont nous ne pouvions soupçonner encore toutes les impuretés.

Après des études à Sciences-Po d'autant plus exaltantes qu'elles tranchaient avec mon enfance d'exilé marquée par les malheurs russes, j'avais éprouvé une réelle souffrance devant la décomposition de la Quatrième République. Observées du Sénat, les crises ministérielles à répétition, les guerres coloniales, la stagnation

économique, la mendicité à Washington qui empoisonnait les meilleures initiatives, formaient un contraste si douloureux avec le rêve éveillé enseigné rue Saint-Guillaume que, tout en refusant d'entrer à l'ENA, je m'étais lié avec le petit groupe frileux et passionné qui, autour de Michel Debré, d'Edmond Michelet, de Christian de La Malène, souffrait lui aussi, au palais du Luxembourg, de la décadence.

Bien que réelle, ma participation aux événements de mai 1958 avait été pourtant limitée.

Mêlé en rien à l'agitation de « gaullistes » que je ne connaissais même pas, je m'étais contenté de présenter à Michel le général Petit qui, intime du général Ély après avoir été le chef de la Division renseignement du maréchal Juin, exprimait les inquiétudes de l'état-major général face à la tragédie algérienne. Puis, lorsque les émeutes européennes d'Alger et l'insubordination de l'armée ne s'étaient plus trouvées à la mesure d'une Quatrième République déjà moribonde bien que défendue par le prince Poniatowski, alors directeur de cabinet à Matignon d'un incertain M. Pflimlin – « Le pouvoir, dira de Gaulle, n'était pas à prendre mais à ramasser » –, j'avais établi et gardé le contact avec le général Ély lui-même, Petit étant alors parti comploter à Alger. Dans le même temps, le colonel Escarpit, directeur de cabinet du général Grossin au SDECE, me tenait au courant des intentions des services spéciaux et, notamment, de la fébrilité avec laquelle les réservistes du puissant service Action s'employaient, Jacques Foccart en tête, à convaincre le 11e choc de s'emparer de la Corse.

Enfin, dans la nuit où nous avions appris que la police de la Quatrième – en l'occurrence le redoutable Vié – s'apprêtait, en un sursaut méritoire mais tardif, à nous arrêter tous, j'avais, pour les mettre en garde, fait le tour de ceux qui se trouvaient menacés, ne trouvant, d'ailleurs, qu'appartements déjà déserts et familles apeurées.

Après ces événements certes piquants mais bien peu dramatiques à Paris, Michel avait beau être devenu garde des Sceaux, je

n'en poursuivais pas moins ma carrière américaine. Peu sensible aux péripéties parisiennes, la *Rand Corporation* m'offrait de venir suivre en Californie les réalités soviétiques. L'heure d'un nouvel exil paraissait venue, mais de fréquentes et radieuses visites place Vendôme où se rédigeait une Constitution dont les épreuves jaunies, accolées à ma bibliothèque, constituent l'unique souvenir que je garde de cette époque-là de ma vie, me causaient une joie indicible, persuadé comme je l'étais que le retour au pouvoir du général de Gaulle doterait un pays que j'aimais du présent et du futur que son prestigieux passé appelait.

Le dîner avec Allen Dulles fut le point d'orgue de ce bel été non souillé encore par l'exercice effectif du pouvoir.

L'enchantement.

Silencieuse et déserte, ruisselante de lumières, la place Vendôme ressemblait à un décor de théâtre. Les convives français se taisaient, se méfiant du chef mythique de l'inquiétante CIA, englués peut-être aussi dans une vision strictement nationale. Un dialogue s'instaura entre Dulles et moi, l'un de ces dialogues américains, francs et ouverts, s'attachant à aller au fond de toute chose, passant en revue les affaires du globe, sans guère prêter d'attention aux autres invités qui continuaient, eux, à honorer le rituel classique de la superficielle politesse bourgeoise.

Différence entre la France recroquevillée sur elle-même et où les volontés de puissance prennent des formes résolument hexagonales et politiciennes – les *politichiens*, disait de Gaulle – avec une Amérique ouverte sur le grand large et désireuse encore, à cette époque, de transformer le monde. J'aurai, plus tard, à affronter la vindicte des ministres, l'hostilité des courtisans, les réserves des diplomates ou l'incompréhension des hauts fonctionnaires. L'amitié avec Allen Dulles ne fera, elle, que croître, illuminant mes années à Matignon, nous réunissant, pour faire le point sur les problèmes d'un monde de plus en plus inquiétant, dans sa maison coloniale de Q Street à Washington ou au cours de ses très fitzgéraldiens séjours annuels au Ritz, même

après que nous aurons été tous deux condamnés à une combien frustrante, après tant de fièvre et de passion, inactivité.

Les craintes de Couve de Murville ne pouvaient donc surgir que de ses fantasmes et imaginations.

Allen Dulles, son successeur, leurs représentants à Paris, et, à travers eux, la Maison-Blanche avec laquelle ils entretenaient des rapports de confiance constructive à la différence de ce qui se passe en France ont, tout au long de ces années de guerre, apporté un soutien efficace quoique discret à l'action du général de Gaulle en Algérie.

Ajoutons que le général Grossin, n'attendant pas l'autorisation du Prophète pour entreprendre la « réconciliation franco-allemande », avait, en pleine Quatrième et dans la lignée du grand Robert Schuman, établi une coopération quasi fraternelle avec le chef des services spéciaux de l'Allemagne fédérale, le légendaire général Gehlen.

Comme Gehlen – dont la rencontre fut, pour moi, un autre des enrichissements de ces années-là – disposait de la confiance pleine et entière de Konrad Adenauer, les cartes secrètes que fournissaient les services spéciaux à Charles de Gaulle étaient loin d'être négligeables. Rapprochement et identité de vues franco-allemands, neutralité amicale et bienveillante des États-Unis, soutien à l'ONU, nous aurons à éclaircir ce point, des pays catholiques de l'Amérique latine – Jacques Foccart, de son côté, apportait l'appui de l'Afrique francophone –, tels étaient les atouts glissés par le SDECE entre les mains de Charles de Gaulle à un moment où la guerre d'Algérie dévorait toutes les priorités.

Atouts d'autant plus importants que, dans cette époque de transition, le Quai d'Orsay, marqué en profondeur par les facilités de cette vieille clocharde qu'était, au plan international, la Quatrième République, fidèle à la déplorable habitude des « diplotames » français de tenir le plus grand compte des intérêts de leurs partenaires sur la « scène internationale », soutenait l'effort de guerre en Algérie avec la mauvaise grâce d'une femme du

monde contrainte de faire des ménages, traînait plutôt les pieds afin de donner aux obsessions nationalistes et passéistes de Charles de Gaulle l'apparence combien trompeuse d'un « grand dessein ».

D'où, d'ailleurs, en raison de ces réticences « diplotamiques », mais nous brassons alors un « ragoût » qui, lui, ne me regardait en rien, le choix par le Général, comme ministre des Affaires étrangères, non de l'affable Louis Joxe mais de l'acide Couve de Murville. « Je peux, avait dit de son Premier ministre le toujours subtil et délicat Khrouchtchev au cours d'une promenade en barque avec de Gaulle sur les étangs de Rambouillet, je peux faire asseoir Kossyguine sur un bloc de glace. Il y restera pendant des heures. – J'ai mieux, avait répondu de Gaulle. Sous Couve, la glace, elle, *ne fondra pas*![20] » Situation qui, au sein du marigot du Quai, créait, entre ces deux caïmans de la diplomatie, parvenus à l'être gaulliste en 1943 dans les vivifiantes intrigues d'Alger, des relations d'une saine hostilité dont certaines empoignades, admirables de haine feutrée, avaient, dans le salon blanc, confiné au sublime.

En Amérique, franchise et amitié impliquent le respect de l'autre. L'indépendance française, si intransigeante et sourcilleuse du temps du Général, n'eut donc jamais à souffrir de ces relations privilégiées avec Allen Dulles nées un soir de juillet à Paris.

Bien au contraire, le renouveau ainsi inauguré a permis de mettre un terme aux liens de dépendance tissés sous la Quatrième République entre une envahissante CIA – c'est son métier – et certains hommes, partis et syndicats ou certains états-majors et services – liens dépassant, et de loin, les nécessités initiales de la lutte commune contre la communisation de la France pendant la « guerre froide » imposée au monde par le doux Staline.

À la suite de mon départ de Matignon, ni Pompidou ni de Gaulle, dont l'antiaméricanisme m'a toujours semblé une forme de jalousie et d'ignorance provinciales, n'ont jugé bon de poursuivre dans cette direction, dont personne ne peut savoir comment

elle se serait développée si Dieu et le Général lui avaient prêté vie : mes contacts clandestins avec le FLN n'ont-ils pas abouti en fin de compte à une négociation en bonne et due forme ?

La vision frileuse de Couve triomphait. La recherche en commun, avec l'organisme appelé alors « le gouvernement invisible des États-Unis », d'une compréhension nouvelle du monde et d'une approche originale à ses problèmes, avait vécu. Désormais, toutes relations privilégiées rompues, la CIA sera considérée non comme un outil analytique hors pair, pesant de tout le poids de ses incomparables connaissances sur la présidence de la « République impériale » mais, à l'aune française, en tant qu'un repaire douteux de comploteurs marginaux toujours prêts à nuire dans l'ombre au « grand dessein » du Prophète.

La grande politique de l'Occident était morte, étouffée dans l'œuf par une poussée gesticulatoire de religiosité nationaliste. Le « grand dessein » a peut-être flatté notre chauvinisme – le petit, hargneux mais invincible Astérix est un autre mythe révélateur de ces années-là –, mais je reste convaincu, malgré le halo sacré qui entoure tout ce qui touche à Charles de Gaulle, que le monde de la liberté aurait eu besoin, face notamment à la menace soviétique – le mur de Berlin date d'août 1961 – et à l'effervescence du tiers monde, de solutions plus constructives, mieux adaptées à la défense de la démocratie et à l'extension de la prospérité.

Pendant que les forces de l'État se mobilisaient afin d'obtenir, dans l'indifférence, soulignons-le, du pays, en un premier temps une solution satisfaisante en Algérie, en un second temps, la solution la moins désastreuse possible, la diplomatie, ai-je dit, traînait plutôt la patte.

– Le Sdece tartare ! s'indignait jour après jour le Quai qui considérait les arraisonnements de bateaux, la chasse aux trafiquants d'armes, l'infiltration de nos commandos en territoire tunisien ou marocain comme autant de signes déplorables d'une mauvaise éducation qui lui valait l'opprobre pincé de ses camarades de jeu habituels.

Le général Grossin – et je ne parle même pas des commandants en chef en Algérie – ne comprenait pas, lui, que nos si arrogants diplomates se trouvaient incapables de faire comprendre à des « homologues » dont ils faisaient un si grand cas que devaient cesser les activités des trafiquants d'armes en Allemagne fédérale ou le soutien de Bourguiba aux troupes de l'armée FLN stationnée sur son territoire.

Le directeur de cabinet de Couve s'appelait Gilet, le conseiller juridique de l'Élysée, Tricot.

– Tricot ! Gilet ! ironisait Grossin, fort injustement d'ailleurs, mais l'exacerbation de l'action est toujours injuste, ce n'est pas parce que nous sommes en guerre que nous avons un tel besoin de layettes !

Appel du pied à l'Union soviétique, invitée à retourner, expression combien sacrée de la « politique étrangère », dans le « concert des nations ». Fascination devant un tiers monde où Charles de Gaulle pouvait jouer, en solo, son rôle favori de Prophète incontesté. Coups de crocs du teckel au saint-bernard américain. Ce n'est que timidement et, pour ainsi dire, en pointillé que se manifestaient durant la guerre d'Algérie les signes avant-coureurs de ce que serait plus tard le « grand dessein ».

De Gaulle s'enlisait outre-Méditerranée. À écouter les lamentations de Michel, tiraillé entre son attachement au Père d'où émanait toute vie et sa défense passionnelle de l'Algérie, les servitudes du conflit et sa peu glorieuse prolongation provoquaient à l'Élysée non la condamnation des atermoiements du Quai, mais une irritation et une frustration croissantes chez un Général désireux, prenant sa revanche sur les humiliations de 1940, de donner enfin, dans l'arène du vaste monde, la juste mesure de Charles de Gaulle et de sa tendre Dulcinée, la France.

Les fastes grandioses des visites d'hommes d'État étrangers font autant partie du paysage de cette époque mouvementée que le putsch d'avril ou la nuit des paras.

Après le retour au pouvoir de l'homme du 18 Juin et grâce à la participation bénévole de MM. Khrouchtchev, Adenauer,

Kennedy, de la reine Fabiola, ne comptons pas les innombrables chefs d'État d'une « Communauté » africaine proclamée en grande pompe mais qui durera moins que le Commonwealth britannique – « Monsieur le Président, comme racontait l'inimitable Coluche, voulez-vous dire un mot au micro ? – Bien sûr… Bonjour, micro ! » –, grâce à la conférence au sommet réunissant les duettistes bien connus Eisenhower et M. K dans leur célèbre numéro de l'U 2, l'avion espion, Paris était devenu la capitale du monde et Charles de Gaulle la vedette du show-biz international.

À voir le Tout-Paris gaulliste se presser, après quelles intrigues, dans le minuscule petit Trianon transformé en théâtre pour le président John Kennedy ; à observer les pompiers parisiens hérisser les toits pour protéger un Khrouchtchev que rien ni personne ne menaçait ; à entendre Mme Debré raconter comment le Général, se retrouvant au cours des multiples dîners à l'Élysée avec elle à sa gauche et à sa droite une épouse de chef d'État toujours renouvelée, avait choisi de rompre la glace de la façon la plus facile, même si elle le faisait ressembler au guide tonitruant d'un musée : « Chère Madame, la tapisserie en face de vous… » ; je me suis toujours interrogé sur l'utilité de ces grandes fiestas diplomatiques.

D'accord. Les télégrammes du Quai sont ternes à souhait. Rédigés d'une plume pompeuse par des « diplotames » interchangeables qui ne fréquentent que des *alter ego* coulés dans le même moule et souvent coupés, eux aussi, du vrai pouvoir, qui puisent leurs informations au même moment dans les mêmes journaux, *le Monde*, le *Times*, le *Washington Post*, les sacro-saintes « dépêches » ne permettent guère d'apprécier la réalité simple et crue de l'homme concret qui dirige le pays dont dépend peut-être votre devenir.

Un entretien en tête à tête, même limité à quelques couples d'heures, même par le truchement d'interprètes, même entrecoupé, au cours de dîners-spectacles, de toasts banals sur l'amitié, peut, lui, faire « avancer le schmilblick ».

Mais apportent-ils ces « échanges de vues », « francs », « cordiaux » et « ouverts », la vraie connaissance ? Ne sont-ils pas faus-

sés par la sensation d'avoir compris, le sentiment d'entretenir d'excellentes relations personnelles – on le verra avec le « petit télégraphiste » Giscard à Varsovie – avec un homme qui peut très bien, tout en faisant preuve de dissimulation, n'être que le jouet et la façade de forces dont il n'est en rien le maître ?

Et nos hommes d'État sont-ils conscients que ce charme du contact, cet épanouissement de la volonté de puissance dans la joie du voyage et de la fête, ce bain de jouvence auprès d'opinions publiques éblouies par tant de splendeur et de subtilité peuvent se trouver viciés par des retombées inévitables lorsqu'on déclenche un show médiatisé, une grand-messe qui fait appel qu'on le veuille ou non aux sentiments, aspirations et illusions des peuples et des nations ?

Dans le Paris de Charles de Gaulle, après une Amérique qui l'avait, surprise et captivée par tout ce qui est nouveau, considéré plutôt comme un Barnum, le bon pape Khrouchtchev découvrira ainsi, avec la jubilation que l'on devine, nos facultés d'oubli et notre aveuglement, notre fascination devant la « Russie éternelle » et la « patrie des Soviets », notre croyance illusoire qu'il est possible de construire avec l'Union soviétique, qui n'est pourtant pas un État-nation à notre image, un monde rationnel et harmonieux.

Un trait de plume somptueux sera tiré sur l'occupation de l'Europe de l'Est et l'écrasement de Budapest. Et, sur un bilan ainsi épuré, entre autres champions de l'absurde, par un général de Gaulle regardant la Russie à travers les lunettes roses de la comtesse de Ségur, un nouveau compte d'erreurs sera ouvert à grands sons de trompes et de cocoricos*.

Les chars soviétiques entreront-ils à Prague ? « Un accident de parcours ! » proclamera la diplomatie gaullienne par la voix

* Je ne me lasserai jamais de citer cet extrait – effarant – des *Mémoires de guerre* : « Seul en face de la Russie, Staline la vit plus mystérieuse, plus durable que toutes les théories et tous les régimes *(sic)*. Elle-même l'accepta comme un tsar, pour le temps d'une période terrible et supporta le bolchevisme pour s'en servir comme d'un instrument[21] » *(resic)*.
La comtesse de Ségur, vous dis-je.

de Michel Debré devenu curieusement, six ans après Matignon, un ministre d'affaires effectivement étrangères. De voyage officiel en voyage officiel, de sommet en sommet, de « détente » en « détente », un Occident aveugle et repu laissera le Saint Empire communiste s'emparer du Vietnam et de l'Angola, de l'Éthiopie et du Yémen du Sud, en attendant la « normalisation » de la Pologne et l'invasion de l'Afghanistan.

Le renforcement du prestige du Prophète sur ses terres, l'accroissement de son audience dans l'arène internationale valaient-ils vraiment qu'on mît le doigt dans cet engrenage-là ?

Futilité des gens de pouvoir. Infantilisme des services de police. Rejet maladif par les nouveaux croyants de la religion soviétique des vestiges les plus lointains de cette ancienne Russie dont ils se sont acharnés, pendant des décennies, à extirper toutes les forces vives.

– Ce vin-là est, lui aussi, franchement répugnant, proclama, jovial, Khrouchtchev lors de sa visite à Paris en offrant à Michel, outre une luxueuse cassette de vodkas et une veste de fourrure mal taillée pour Mme Debré, une bouteille de piquette bulgare d'un cru appelé Melnik et qui était effectivement – j'y ai goûté – imbuvable.

Je comprends que l'arrivée au pouvoir en France d'un fils d'émigrés russes, la supervision par ses soins de la sécurité nationale n'aient pas provoqué chez les dirigeants soviétiques un enthousiasme excessif. Le mot « désinformation », cet art de la nouvelle civilisation communiste pour détruire nos connaissances[22], n'était pas encore entré dans notre vocabulaire que la chance m'était donc donnée d'en apprécier, en avant-première, tous les charmes.

L'OAS n'était pas née qu'un journaliste d'extrême droite mais proche de l'URSS – c'est fréquent – dévoilait, dans sa « lettre confidentielle », que je dirigeais une société secrète – et bien entendu malfaisante – appelée « Les Templiers ». L'arrestation d'un vague activiste dans un bourg proche de ma maison beau-

ceronne permit à cette intéressante information – qui, serpent de mer pour maniaques, a refait surface en 1987 dans *Libération*! – d'être rendue publique par un *Canard enchaîné* qui ne pouvait pourtant qu'ignorer où j'habitais. *France-Observateur* me prêtait alors le passé imaginaire que l'on a savouré, *l'Humanité* et les journaux des pays de l'Est ne s'indignant qu'après ces révélations de la presse « capitaliste » et « bourgeoise ». Un fier-à-bras de la gauche ne craignant pas le ridicule – il le prouvera plus tard en s'illustrant dans l'affaire Greenpeace – se précipita, dans la foulée, chez le préfet de police afin de dénoncer le danger que mes redoutables « Templiers » faisaient courir à la malheureuse République.

Toute cette agitation autour de ma personne était conforme aux meilleures règles du genre. Recours à des informations qui ne peuvent être mises à jour que par des services spécialisés : ma vallée beauceronne, dont aucun journaliste à l'époque ne pouvait soupçonner l'existence, a été effectivement jadis, détail hautement ésotérique, un haut lieu du Temple. Plausibilité de la rumeur : « Changez donc de nom. Melnik fait franchement cagoulard », avait, déjà, diagnostiqué l'avisé Charles Brune. Absence de liens entre l'Union soviétique et les propagateurs de la désinformation, eux-mêmes alertés probablement par de « belles âmes » – *Schöne Seelen*, disait le philosophe Alexandre Koyré – tout aussi vertueuses et, en apparence, irréprochables.

Encore ne s'agit-il que de la partie visible de l'iceberg. Le « gaullisme », plus que tout autre mouvement, pullulait d'« agents d'influence » de l'agréable KGB dont nous ne sommes jamais parvenus – mépris des gens de pouvoir pour les « obsédés » du contre-espionnage ou attrait gaullien pour l'« amitié franco-russe » – à débarrasser de Gaulle. Ces braves gens n'ont pas dû, bien que je ne puisse en apporter la preuve, rester inactifs.

Pour l'Union soviétique et son KGB, je devais disparaître de la scène française. Mais est-ce leur travail de sape ou le rejet, naturel une fois la paix revenue, de la toute-puissance policière en temps de guerre, les réticences des énarques et des diploma-

tes, la vengeance des ministres et des courtisans qui expliquent plutôt la catastrophe qui s'abattra sur moi – et sur les services spéciaux – dès que, la guerre terminée, nos talents seront devenus inutiles ?

Arrière-cuisine des grandioses événements dits « historiques ».

Afin de préparer son éblouissante découverte du *Gay Paris*, Khrouchtchev nous avait envoyé en avant-garde le général Serov – super-Barbie du KGB.

– Vous vous rendez compte de ce que ce salopard me demande ? me téléphonait Verdier. *Déporter* des gens !

La France gaullienne céda et, pour que le bon M. K pût venir en grande pompe rencontrer le Prophète, les listes du KGB furent examinées avec le soin que méritent les élucubrations policières. Des vieillards de quatre-vingts ans furent arrêtés et la préfecture de police dut même aller appréhender un clochard sur les quais.

– Votre père se prénomme bien, lui aussi, Constantin ? s'inquiétait Verdier. Voilà que M. K refuse de faire le déplacement si je ne mets pas à l'ombre un certain Constantin Melnik ! Je n'arrive pas à faire préciser au KGB s'il s'agit de vous ou de votre père qui, me disent les RG de Grenoble, ne s'occupe pourtant pas de politique !

Serov ne triompha pas sur toute la ligne. Notre goulag s'installa en Corse où les exilés – parfaitement inoffensifs – bénéficièrent à tout le moins d'hôtels et de vacances au soleil que certains n'avaient plus connus depuis Octobre 17.

À défaut de me déporter moi-même au nom de l'amitié gaullo-soviétique, l'autre condition posée par les sbires de M. K fut acceptée et je ne m'occupais en rien, comme cela faisait partie de mes attributions, de superviser sa sécurité.

Dans la France bourgeoise, un « métèque », fût-il conseiller de Premier ministre, ne saurait déranger les festivités du beau monde et je ne fus invité, non plus, à aucune des réceptions officielles auxquelles j'étais d'habitude convié.

À vrai dire, cette nouvelle dérobade gaulliste m'arrangeait plutôt. Imagine-t-on, bien que l'Histoire ne doive pas être un « cimetière que l'on traîne derrière soi », le fils juif d'un survivant de l'holocauste serrer avec chaleur la main d'un successeur de Hitler ?

De toutes les choses surprenantes que le pouvoir m'aura permis de découvrir, la palme du bizarre revient à ce singulier ectoplasme appelé « politique étrangère ».

Nulle part, on ne trouve autant de sacré et de mystère – essayez de comprendre un article de Michel Jobert ou de Roland Dumas –, autant d'apparence – abusive – de rationalité et de dévouement au bien public. Nulle part, les acteurs ne s'attribuent, diplomates, ministres des Affaires « étrangères », ambassadeurs, autant de mérites cabalistiques les détachant du commun des mortels. Nulle part, surtout, les réalités ne sont perçues, avant la rituelle aspersion de brouillard sacré, d'une manière aussi simple – simpliste – par les hommes de pouvoir.

– Lorsque mon frère Foster est devenu secrétaire d'État, me racontait Allen Dulles, il eut, comme c'est la tradition, à expliquer sa « politique » devant une commission du Congrès. « Le Proche-Orient ? s'était-il interrogé sans avoir jugé bon de consulter les caciques du State Department. Du sable ! Beaucoup de pétrole très intéressant. Beaucoup d'Arabes sans aucun intérêt. » Vous auriez vu ce scandale ! Les débats devaient être rendus publics. Des mois furent nécessaires pour traduire ces assertions en langage « diplomatique ».

Constantes du pouvoir.

« L'Angleterre est une île *(sic)*. Elle sera toujours attirée par le grand large et les États-Unis »… « L'Italie n'est pas un État »… « L'Allemagne vaincue ne peut plus avoir de politique mondiale »… « L'amitié de la France et de la Russie est une condition de l'équilibre en Europe », nous répétait Michel, d'autant plus ravi d'utiliser les évidences de Charles de Gaulle qu'elles magnifiaient son intransigeante défense de la valeur « France ».

Dans aucun domaine pourtant, sauf dans l'accumulation d'armes qui, une fois la guerre venue, ligne Maginot, force de

« frappe » française, ne servent à rien, simplifications et fantasmes, soucis électoraux et volontés de prestige personnel n'ont d'aussi lourdes conséquences.

En venant à Paris recevoir les conseils condescendants de l'un des derniers survivants de la dernière guerre, le jeune Kennedy mettait l'orgueilleuse mais naïve Amérique en position de recevoir les coups de pied au postérieur que Charles de Gaulle rêvait, depuis Roosevelt, de lui rendre. En recevant Khrouchtchev comme s'il s'était agi d'un chef d'État-nation à notre image et non du pape d'une nouvelle religion armée, l'homme du 18 Juin, lui, inaugurait un processus qui ne s'arrêtera que vingt ans plus tard, après que l'invasion du Vietnam du Sud et de l'Afghanistan aura, pour un temps hélas, dissipé ces illusions.

La « politique étrangère » – il serait préférable de concevoir des « relations extérieures étatiques spécialisées épaulant les multiformes actions extérieures des nations » – devrait mieux tenir compte des facteurs qui la déterminent : pulsions profondes des collectivités nationales, jeu des forces vives du commerce et de l'économie, grands desseins impériaux, expansions idéologiques, militaires, politiques ou para-religieuses.

À supposer qu'au cours de sa brève visite, le tendre M. K ait été réellement subjugué par la personnalité de Charles de Gaulle – comme ce fut le cas de l'approximatif et mégalomane Richard Nixon –, qu'il ait été sincèrement séduit par l'« amitié franco-russe » ou la « détente » que, dès son retour au Kremlin, tout l'appareil du parti communiste soviétique, tout le poids du Politburo, toute la technicité d'un ministère des Affaires étrangères modelé en instrument *perinde ac cadaver* des conquêtes de la nouvelle Papauté, bref toute la lourde et immuable machinerie de la Rome rouge aurait bien vite ramené le voyageur aux réalités du Saint Empire communiste. L'homme ne compte guère en nouvelle civilisation soviétique et toutes les trouvailles, constructions ou aspirations de ses dirigeants sont inexorablement mises au service du maintien *in aeternum* du Système, de l'expansionnisme mondial qui lui est congénital. « Demandez à une tumeur

cancéreuse pourquoi elle grandit, écrit Soljenitsyne. C'est simple. Elle ne peut faire autrement[23]. »

Dans les tumultueuses années soixante, nous étions encore bien loin de telles réflexions qui n'ont commencé à être – timidement – acceptées en Occident qu'après l'effondrement, sans gloire et au prix du malheureux Vietnam, de la « politique étrangère » de Richard Nixon et de la « politique russe » de l'époustouflant Dr Kissinger – croire la nouvelle religion communiste capable de « réserve » ! En ces temps préhistoriques, les grands hommes « charismatiques », habités par des fantasmes nationalistes dépassés, s'efforçaient encore, entourés de « diplotames » aux allures et mentalités de laquais, d'imprimer d'une manière qui paraît, avec le recul, quelque peu ridicule car présomptueuse et personnelle, leur marque à des événements dont ils ne se rendaient même pas compte à quel point ils les dépassaient.

III

Le troisième cercle
Abus de pouvoir

À la manière de.

– Melnik, j'ai besoin de vous…

La voix du Premier ministre dans l'interministériel est sourde et inquiète. J'abrège la conversation que je tenais sur ma ligne secrète, réservée aux chefs de police :

– C'est bon, colonel. Faites ce que je vous ai dit…

Un rayon de soleil joue dans la grande cour d'honneur de l'hôtel Matignon que je traverse au pas de charge. Tels des automates chamarrés, les gardes se dressent comme des ressorts pendant que je gravis le solennel escalier de marbre de Ferrare.

– Vous voilà enfin ! Le Premier ministre vous attend ! s'exclame le commandant d'Elloy, sympathique géant aux yeux bleus.

Je jette un regard sur l'antichambre. Des ministres attendent. Je crois reconnaître la chevelure argentée de Louis Joxe. Tous affichent un air d'envie sur leurs visages tendus. Ça doit barder !

D'un geste énergique, je pousse la lourde porte capitonnée. Michel est assis derrière son bureau. Sa tête est basse et je le sens désemparé.

– Melnik, me dit-il, la situation est désespérée. Que pensez-vous pouvoir faire ?

En ai-je publié, pour meubler mon ennui et gagner ma vie après mon départ de Matignon, de ces best-sellers feuilletonés, à la première ou à la troisième personne, rédigés de préférence au présent à l'aide de phrases courtes et colorées ! L'historien Pierre

Nora affirme même, dans son étude des grands tirages, que je suis l'inventeur du genre en France[24].

Le Russe regarda longuement le chef de la Sûreté. Verdier était un grand homme brun, vêtu avec recherche et son complet de chez Arnys – ne pas oublier de demander une réduction lors de l'achat de la prochaine cravate – mettait en valeur son corps d'athlète un peu empâté par des mois de vie sédentaire.

« Toi, mon coco, pensa le Russe, je vais te dresser ! Finies les combines de la Quatrième ! Désormais c'est de Gaulle qui tient les rênes et je ne suis pas homme à te le laisser oublier… »

D'un geste qui lui était familier, le Russe haussa ses larges épaules, passa la main sur son crâne chauve. « Un personnage à la Volkoff, disaient ses ennemis, il ressemble aux adversaires qu'il combat. »

Le Russe…

Tiens, bon titre, ça, *le Russe*! Pas aussi bon que *le Parrain*, mais ça pourra concurrencer *l'Impératrice* sur les plages…

L'ennui c'est que je ne suis pas Paul-Loup Sulitzer. Le pouvoir et ses dramatiques décisions mettant en cause la vie de chacun, la guerre d'Algérie et son cortège de combats et de troubles ne sont pas de la lessive qu'on vend aux vacanciers. Je ne suis pas, non plus, c'est évident, le général de Gaulle ou Dwight D. Eisenhower et les « Mémoires de guerre » solennels, planétaires et égocentristes – les « Mémoires d'État » selon la forte expression de Pierre Nora[25] – sont inadaptés à mon cas. Fouiller les archives de la préfecture de police, des Renseignements généraux, de la DST ou du SDECE afin de faire évoluer ces armées dans une titanesque bataille dont l'auteur s'acharnerait à être le *deus ex machina* est bon pour un chef d'État, un commandant en chef, voire, mais c'est déjà moins évident, un Premier ministre.

Et, de toute façon, ce genre-là me paraît plus douteux et combien plus dangereux pour la santé publique que le « Vécu » de nos modernes chasseurs à la baleine, policiers ou Papillon, chanteuses ou chefs de services spéciaux, dont les récits complaisants mais sans grande influence sur le devenir des gens ont, au moins, l'avantage

de procurer à l'honnête homme abruti par le travail ou angoissé par le chômage un bref moment de rêve et d'évasion.

Fallait-il alors s'efforcer de convaincre un « grand reporter » – existent-ils en petit ? –, reconverti dans le feuilleton historique, de se lancer sur les pistes tracées par Viansson-Ponté dans son analyse du *Monde* sur l'organisation des pouvoirs pendant la guerre d'Algérie ? « Il y a toujours eu dans la vie politique des officieux père Joseph ou Raspoutine (…) Ce qui est frappant et même choquant (…), c'est l'absence des ministres et des responsables confinés au mieux dans des postes d'exécution. »

Négligeant courtisans et gestionnaires, notre homme aurait donc fait évoluer, avec talent et brio, le général Grossin, Jean Verdier, Émile Vié, Maurice Papon – « la bande à Melnik » –, afin de « dévoiler », après une « enquête monumentale » et dans un « suspense haletant », que derrière un titre banal de « conseiller technique au cabinet du Premier ministre » « se trouvait, d'après Viansson, l'une des personnalités les plus influentes de la Cinquième République ». « M. Melnik se soucie peu d'être un homme inconnu pour le grand public ou plutôt la notoriété l'incommode. Spécialiste de l'anticommunisme *(sic)* et de l'action clandestine, il n'a jamais brigué de poste en vue (…), mais les initiés savent qu'il partage tous les secrets, connaît toutes les clefs, possède toute la confiance[26]. »

Faute de tirer toutes les conséquences politiques et techniques d'une situation dont je n'étais en rien le maître d'œuvre et de réfléchir entre autres, non sur la pérennité des pères Joseph et Raspoutine – quelle absurdité ! – mais sur la nécessité, dans le monde moderne, d'un Conseil national de la sécurité, la matière était donc suffisamment riche, les événements corsés et les hommes colorés pour rédiger, à défaut, l'un de ces pavés de plage que les éditeurs appellent je ne sais pourquoi « document » alors qu'il ne s'agit que de romans déguisés, prétendant à la vérité parce qu'ils transfigurent des personnages ayant existé. Hélas. Si les recettes littéraires du genre sont simples, l'efficacité de telles constructions, quelque peu démodées depuis Mai 68,

ne dépend, elle aussi, que des fascinations, falsifications et « illusions lyriques » de leurs auteurs.

Eh bien, tant pis ou tant mieux. Mon aventure personnelle ne regarde que moi. Le fonctionnement de ce pouvoir que je me propose de mettre à nu concerne, lui, tous les libres citoyens.

– Où seraient, me disait un jour Bernard de Fallois, les plaisirs du pouvoir s'il n'y avait pas l'abus de pouvoir ?

Nous déjeunions dans l'un de ces bistrots au charme désuet où allait m'amener après Matignon ma nouvelle vie d'éditeur, et la conversation ne portait en rien sur la guerre ou le gouvernement des citoyens. Tout homme exerçant ne serait-ce qu'une parcelle de pouvoir de quelque type qu'il soit dans n'importe quel secteur de l'activité humaine est guetté par les mêmes perversions. Fallois s'inquiétait donc des pratiques de certains éditeurs assenant béatifications et excommunications au nom de la déesse « Littérature », de la transformation d'une poignée d'écrivains, enivrés par leurs tirages et leur vedettariat médiatique, en professeurs de morale universelle.

L'abus de pouvoir est la tentation permanente du pouvoir. Où donc aurait été le plaisir des petits chefs servant la soupe du « socialisme à la française » s'ils n'avaient pu, eux qui aiment tellement se parer de toutes les vertus de la conscience et de l'éthique, s'octroyer le droit d'envoyer par le fond, dans une bataille navale au petit pied, le rafiot arrogant d'une secte écologique concurrente de la leur* ?

Organisez un sondage moralo-écologique sur la chasse et tout le monde la condamnera. Demandez dans la foulée s'il faut, en conséquence, interdire la vente des fusils et des cartouches, et le bon peuple, dans le même élan, répondra « non ».

* Ce film-là est, hélas, permanent en France. Le dernier et détestable épisode, projeté bien après la rédaction de ces lignes, est le « Secret Défense » venant couvrir de son blanc manteau cette opération de basse police que constitue la fourniture d'un passeport de services spéciaux à un gentleman en coquetterie avec la justice mais susceptible d'éclabousser des adversaires politiques.

Par l'un de ces charmants paradoxes qui rendent si attachante cette terre d'irrationalité qu'est la patrie de Descartes, les hommes politiques, qui ne manifestent qu'indifférence, mépris et suspicion à l'égard de leurs services spéciaux, confient pourtant à ces organismes abhorrés la gestion – clandestinité oblige – des fonds secrets à usage politique. Fonds qui permettent à la caste politique d'accéder à cet argent sans lequel, on le sait bien, les divins plaisirs du pouvoir ne brilleraient que de feux peu éclatants. Les campagnes électorales coûtent cher et tout le monde ne peut être doué pour la finance.

Ce qu'on appelle communément les « fonds secrets » comprend donc tant les fonds nécessaires aux services spéciaux quand le coût de leurs opérations clandestines dépasse les possibilités de leur budget de fonctionnement que les moins célèbres mais bien plus juteux « fonds d'action politique » – la solidarité de la caste politique faisant que la « tradition républicaine » commande que tous ces fonds soient votés au Parlement sans la moindre discussion ou contestation.

Archaïsme du « système D » ou misère des services spéciaux en France ? En trois ans d'une activité pourtant intense en temps de guerre, le général Grossin n'a demandé au Premier ministre de débloquer que bien peu de fonds destinés à des opérations clandestines, et je ne me souviens essentiellement, outre l'achat d'un prototype Hurel-Dubois pour notre escadrille, que d'une prise de participation – modique : dix millions de francs « légers », on trouvera mieux plus tard – dans une fabrique suisse de mitraillettes. Le *nec plus ultra* de la lutte contre le trafic d'armes postule ainsi qu'on vende soi-même aux combattants qu'on désire désorganiser des armes qu'on arraisonnera d'autant plus facilement après les avoir, de préférence, fait payer *cash* et d'avance.

Ah si, je crois bien que le SDECE a obtenu également que les frais de déplacement et de séjour de deux de ses « honorables correspondants » soient pris en charge par l'État. Ça s'appelle, en jargon de services spéciaux, l'« influence » : la veille de votes à l'ONU, ces *missi dominici* dont l'efficacité, vingt-cinq ans après,

n'a pas fini de m'étonner partaient convaincre les catholiques d'Amérique du Sud, au nom d'un Vatican dont je n'ai jamais réussi à déterminer ce qu'il savait véritablement de ces interventions, de la justesse de la politique algérienne d'un général de Gaulle promu pour la circonstance par nos deux inventifs ambassadeurs nouveau commandeur des croyants.

Les fonds réservés à des fins plus plaisantes que la lutte contre le trafic d'armes ou la défense des positions internationales de la France sont, eux, débloqués et dépensés avec plus de rapidité et d'entregent.

Untel, ministre très brillant, venait à Matignon annoncer, les larmes coulant de son beau visage, qu'il était à la veille d'une faillite frauduleuse. Fonds d'action politique. Tel autre, renommé pourtant pour ses vertus, agrandissait sa demeure campagnarde, rachetait les masures alentour qui déparaient sa beauté, la rénovait de fond en comble dans des travaux dont je ne pus découvrir, sur une échelle combien plus modeste, le coût désastreux qu'après vingt années d'édition, construisait piscine et tennis tout en faisant vivre ses enfants sur un pied les mettant à l'abri des cantines universitaires et de l'ANPE. Un troisième présentait ingénument, pour justifier sa gourmandise, des brassées de reçus de personnages qui fournissaient, d'après lui, à la République gaullienne des informations aussi vitales que coûteuses mais visiblement sorties d'une imagination que Balzac n'aurait pas reniée.

Et je ne parle même pas, tant cette tambouille-là est banale, des affiches, des sondages, des fonds de roulement des campagnes électorales.

– Si je rendais public tout ce que je fais, me confiait, après Matignon, alors que je n'exerçais plus aucune fonction officielle, Louis Fauvert, le responsable des fonds secrets au SDECE, j'enverrais toute la classe gouvernementale, Quatrième et Cinquième mélangées, avec un net avantage à la Cinquième qui bénéficie du privilège de la continuité, directement en Haute Cour…

Pourquoi insister ?

Il est connu que certains types d'hommes ou certains types de groupements ont pour l'argent une affection dont il serait immoral de les priver. Sous la Quatrième République, j'ai certes rencontré, à côté d'affairistes de haut vol, des ministres – Pierre-Henri Teitgen, Charles Brune – à l'honnêteté scrupuleuse, mettant un point d'honneur à servir la République et elle seule à partir d'appartements émouvants à force d'être étriqués. Je ne doute pas que de tels hommes aient existé en milieu « gaulliste » : le malheureux Robert Boulin ne se serait jamais suicidé si son escapade immobilière, qui, pour d'autres, empereurs du béton, n'aurait été qu'une peccadille, n'avait heurté de plein fouet un profond désintéressement au service de l'État.

Hélas, je crains que la normalité « gaulliste » ait été d'une nature différente. L'aventure exaltante qui consistait à tout miser sur un grand homme, ressenti de surcroît comme le « sauveur » du pays et de la nation, devait, en bonne logique, s'accompagner plutôt de la volonté de se construire, tels les séides français ou européens de Napoléon dont les luxueuses villas embellissent encore des coins aussi coupés du monde que le romantique et suicidaire lac de Côme, de s'édifier donc des empires personnels.

– À la Libération, me confiait Paul Comiti, le garde du corps du Général dont j'ai déjà parlé, personnage pathétique avec ses yeux de chien dévoué au-dessus d'un corps d'athlète dévoré par la tuberculose et qui, je crois, se serait jeté devant de Gaulle s'il avait fallu le protéger des balles, à la Libération, j'ai connu tous les gaullistes en espadrilles…

Et moi-même, lorsque je découvris la petite cohorte des « compagnons » après Mai 1958, je n'eus pas l'impression – à part Georges Pompidou et quelques rarissimes exceptions que l'on citait avec émerveillement pour être à l'abri du besoin – que, petits industriels, vagues importateurs, attachés de presse plus ou moins marginaux et privés de tout avenir, ils aient alors fait partie des « deux cents familles ».

Et pourquoi singulariser les seuls fonds spéciaux ou les seuls « gaullistes » ? Dix ans après mon départ de Matignon, un pro-

moteur dynamique mais visiblement mal renseigné se présentait à mon domicile, porteur d'une élégante mallette de cuir noir. On était en pleine folie immobilière.
– Voilà, m'expliqua-t-il en tapotant son attaché-case. Pour obtenir la construction de ce supermarché, nous avons prévu un petit fonds de roulement… Cinq cents millions si nous décrochons l'affaire !

Ceux des avocats – rares, fort heureusement – qui savent à quelle porte frapper pour faire aboutir un dossier et reverser une part d'honoraires clandestins à un compte numéroté en Suisse ; les sociétés d'étude ou de n'importe quel « développement » que créent les ministères et sociétés nationalisées pourvues d'argent ; les vraies ou fausses factures qui permettent de reverser dans des poches plus qu'accueillantes une part juteuse des contrats mirifiques accordés à des sociétés « amies » ; les postes purement honorifiques aux gras émoluments ; les cartes de crédit de telle ou telle association d'utilité – inutilité ? – publique constituent, à des degrés il est vrai très divers de rentabilité, autant de pactoles que le corporatisme français, à la recherche, comme l'a si bien montré François de Closets[27], de privilèges et de prébendes, de rentes et de passe-droits, ne remettra jamais en cause.
– Les socialistes n'en reviennent pas ! me confiait, après mai 1981, l'un des leurs, jeune philosophe ulcéré de n'avoir pas été nommé ministre de la Culture. Ils n'auraient jamais soupçonné que l'État était une telle caverne d'Ali Baba !

À lire les rapports de la Cour des comptes, à suivre les rocambolesques rebondissements du Carrefour du Développement, à pointer dans le *Journal officiel* les nominations aux plus hauts postes étatiques de parfaits inconnus mais jardiniers de la belle rose, il ne semble pas que les archanges de la vertu se soient beaucoup gênés.

Comment s'indigner ? L'homme scrupuleusement honnête, tels les communistes tant qu'ils ne disposent de strictement aucun pouvoir, peut, dévoré par l'envie, être porteur des fanatismes les plus pernicieux. Le pragmatisme financier est suscep-

tible, lui, d'adoucir les mœurs, bien que de pareils errements, coûteux pour l'économie, discutables au plan moral, témoignent d'un pays encore assez arriéré*.

Au commencement d'une affaire qui, à suivre certains journaux, peut, alternance ou pas alternance, se dérouler encore de nos jours tant de telles pratiques sont enracinées dans les mœurs françaises, se trouve non le Verbe mais l'irritation croissante du général de Gaulle devant l'incompréhension que rencontrait sa politique dans les « gazettes » – lamentation constante en France et, c'est fort sain, dans toutes les démocraties.

Au fil des semaines et des mois, le moralisateur et sceptique *Monde*, mais surtout le fougueux *Express*, avec ses leçons provocantes sur la conduite de la guerre ou des négociations, devenaient le symbole de cette opposition qui paraissait systématiquement négative, émotionnelle à souhait et, en dernière analyse, reconstituons le climat de l'époque, intellectuellement indigente car ne tenant aucun compte des réalités affrontées.

Debré ne pouvait que prêter une oreille attentive à d'aussi augustes récriminations. Adepte d'un journalisme aussi pur et dur que sa propre action, ne rêvait-il pas de donner naissance à une réplique franco-jacobine de la *Pravda* où, dans la glorification perpétuelle du dogme de la République, de la Nation et de l'État, serait déployé, devant un peuple ébloui, le détail des réformes et mesures administratives ? Hélas. *Le Courrier de la Nation* créé dès son arrivée au pouvoir restait encore plus confidentiel si possible que le précédent brûlot du *Courrier de la Colère* qui avait, lui, navigué, avant Mai 1958, sur les mers déchaînées d'in-

* L'arriération française a été illustrée récemment par l'accueil réservé à l'interview de Michel Rocard sur les rapports de la politique et de la morale (*Libération*, 17 août 1987). M. Rocard s'est livré, à propos des affaires Greenpeace et du Carrefour du Développement, à des observations relevant du bon sens le plus élémentaire. Ses déclarations auraient dû susciter l'approbation de tout démocrate, faire donc l'unanimité des socialistes s'ils étaient fidèles à l'idéal dont ils se réclament et non à une logorrhée pseudo-religieuse. Au lieu de cela quelle levée de boucliers ! Quels soupçons d'arrière-pensées politiciennes !

dignations et craintes algériennes qui ne s'étaient calmées que lorsque le Père gaullien avait repris la barre*.

Impossible cependant de s'attaquer au magistère du *Monde*, bien que Michel eût effectué une tentative assez maladroite et, comme telle, suivie de peu d'effets dans ce sens, en demandant à ses ministres de ne pas faire de la vieille dame de la rue des Italiens la confidente privilégiée de leurs réformes. En revanche le monopole de *l'Express* dans la presse hebdomadaire paraissait plus vulnérable et scandaleux.

L'idée vint donc de lui donner un concurrent et de ressusciter à cette fin le talentueux *Candide* qui, avant la guerre, n'avait pas déployé un gauchisme par trop virulent mais, ceci expliquant cela, n'avait pas reparu à la Libération.

Des contacts furent établis avec le groupe Hachette.

À l'époque, la « pieuvre verte », outre son gigantesque patrimoine immobilier, son monopole de la distribution des livres et des journaux, ses participations dans l'édition, disposait avec *France-Soir, Paris-Presse, Elle, France-Dimanche, Télé 7 Jours*, d'un empire dans une presse dont on imagine mal de nos jours à quel point elle était flamboyante : en ces temps lointains, la télévision n'en était qu'à ses premiers balbutiements.

Double aberration. L'État se mêlait de ce qui ne le regardait en rien. À voir les tractations qui se sont déroulées, sous Mitterrand-le-Pur, autour de la Cinquième chaîne, je crains qu'il n'ait pas perdu cette détestable habitude. L'entreprise de presse qui, selon les lois du marché, aurait dû se rendre compte d'elle-même, comme le feront dix ans plus tard les créateurs du *Point*, qu'il y avait place, face au dispendieux et émotif *Express*, pour un

* Malgré les affirmations de certains auteurs, j'ai toujours éprouvé, malgré mon amitié avec Michel, les plus extrêmes réserves à l'égard du *Courrier de la Colère*.
Sans avoir donc jamais participé à cette entreprise, je considérais à l'époque – et je considère toujours – que l'analyse de référence se trouvait dans *la Tragédie algérienne* de Raymond Aron – ouvrage admirable par sa lucidité, sinon par son adaptation aux passions du moment[28].

hebdomadaire mieux géré, plus factuel et objectif, admettait que le gouvernement lui dictât sa conduite.

« Un peu expansionniste sur les bords » comme l'avait constaté *le Canard*, je fis partie du groupe de travail qui se forma à Matignon. Visiblement ce genre d'entreprise entrait dans le champ de ces « affaires réservées » qui étaient mon lot quotidien. Quelques amis de Michel, rescapés de ses précédentes tentatives pour créer une *Pravda* française, y siégeaient avec un représentant de la direction générale d'Hachette et même, comment nous défaire de l'aberration dans une affaire aussi aberrante ?, un observateur du « patronat » : il est toujours utile, quand on fait des affaires en France, d'être au mieux avec le pouvoir.

Subjugué par la découverte de toute nouvelle technique, je pris au sérieux mes activités, me documentai sur l'état du marché, ordonnai même, faisant feu du seul bois dont je disposais, aux Renseignements généraux d'effectuer un sondage d'opinion. Une conclusion en ressortit que j'imposai à la commission, que l'on peut difficilement appeler *ad hoc* : comme en Amérique, il y avait place en France pour plusieurs *news*.

On présenta la proie à la pieuvre verte.

– Ridicule ! proclama, toutes bretelles dehors, Pierre Lazareff qui, outre *France-Soir*, s'occupait des tentacules journalistiques du « groupe ». Ce n'est pas un *news* qu'il faut créer, mais un magazine qui ressemblerait à un quotidien ! Un *France-Soir* hebdomadaire ! Un *France-Dimanche* rappelant *le Monde* !

Personne ne pouvait contredire la star Lazareff et tout ce qui comptait dans le groupe Hachette se déchaîna, dans des rivalités aussi cocasses qu'inexpiables, afin de donner vie au nouveau bébé.

Mais qui paierait ?

– L'État ! trancha Meunier du Houssoy, vieux PDG d'Hachette qui avait amené l'empire à son zénith après la Libération et qui, par sa rigueur hautaine d'homme du XIXe siècle, me paraissait présenter une parenté certaine avec le général de Gaulle avec lequel il venait, d'ailleurs, discuter à l'Élysée de la difficulté, pour

des hommes de leur âge, de voir amener, à travers le monde colonial, les couleurs françaises.

Georges Pompidou, alors directeur de la banque Rothschild, fut chargé de la transaction. Comme représentant du Général ? En tant qu'intime de Lazareff ? Ou, plus simplement, parce que, seul parmi les « gaullistes » de cette époque historique – nous en étions encore, rappelons-le, aux vagissements de la Cinquième et tout nouveau pouvoir est long à s'implanter dans la société –, il avait des connaissances financières et des relations mondaines ? Les rapports de Pompidou et de Debré étaient tendus. Dans ce duel entre deux types de pouvoir, celui de l'intelligence politique et de la souplesse économique, celui de la dynamique de la guerre et de la réforme de l'État, j'étais contraint de jouer, sans enthousiasme excessif, le second couteau, et je n'ai donc pu élucider ce point.

De ses dîners chez Hachette, dans la salle à manger fin de siècle donnant sur les marronniers du boulevard Saint-Michel ou sous les frondaisons de Laurent, Pompidou revint avec un protocole simplet de deux pages dont j'épargnerai la reproduction au lecteur. Un groupe « A » – Hachette – créait un journal. Un groupe « B » en assurait le financement et, dans un premier temps, mettait à la disposition du groupe A la bagatelle de quatre cents millions de francs légers.

En fait, le groupe « B », pour lequel avait signé Pompidou, n'avait aucune existence juridique, s'identifiait en pratique à Matignon et les quatre cents millions provenaient en toute innocence et ingénuité… des fonds secrets, le combien commode et juteux Fonds d'action politique dont nous avons, déjà, fait la si alléchante connaissance.

Est-ce la guerre et ses violences ? La virulence des attaques lancées contre le général de Gaulle par une presse quasi unanime dans la critique et le dénigrement ? La précarité apparente de la République naissante ? Le nouvel hôte qui avait élu domicile dans mes bureaux ne me posait pas l'ombre d'un problème.

Un vilain sac à carreaux écossais avait été, triomphe du plastique et de l'économie, acheté au voisin Bon Marché. À l'intérieur s'empilaient, sages et coloriés, quatre cents liasses de billets de cent francs nouveaux – les coupures de deux cents et cinq cents francs, petites fortunes, n'existaient pas à l'époque –, retirées à la Banque de France sur le compte provisionné par le Fonds d'action politique. L'ensemble dormait dans l'un des deux immenses coffres où s'accumulaient, au fond d'un débarras attenant à mon bureau, les documents qui me paraissaient les plus secrets – coffres que je fermais dès que je m'absentais avec une clé qui ne me quittait jamais, l'autre automatisme de cette époque étant d'indiquer toujours au standard de Matignon l'endroit où je me rendais.

À chaque instant de mes rudes journées je me trouvais donc face à face avec le trésor mais, respect du pauvre pour l'argent ou avarice, je n'arrivais pas à le sortir de mon coffre et à le porter à Pompidou.

– Ne soyez donc pas si naïf, me rabâchait Christian de La Malène, hobereau original et fier de l'être, au bon sens aigu de ces paysans pour qui « un chou est un chou », comme l'on dit encore dans nos campagnes.

» Pierre Lazareff a la folie des grandeurs. Vous allez devenir sa vache à lait. Et le jour où vous ne serez plus au pouvoir et que vous ne pourrez plus entretenir cette danseuse, la garce vous trompera avec le premier venu…

Convaincu, je demandai rendez-vous à Meunier du Houssoy. Un peu impressionné par l'opulence et la propreté que confère l'argent, alors que je ne fréquentais que les locaux de police ou les palais officiels qui, entretenus à la va-vite, ne cachent pas à l'œil exercé qu'ils vivent aux crochets de l'État et du Mobilier national, je fis preuve, devant le vieux monsieur distingué et décoré, de la brutale simplicité que je déployais pour assurer le maintien de l'ordre.

Les engagements de Pompidou ne liaient personne et il n'était pas question que le gouvernement payât un centime… Mati-

gnon n'en verrait pas moins d'un très sale œil que Hachette renonçât à son projet… Vedette de la Quatrième, Lazareff avait, de toute façon, à se faire pardonner un gaullisme jusque-là bien discret… Quant aux grands groupes financiers, ils n'étaient pas aussi invulnérables que cela…

– À votre place, je n'aurais pas payé non plus, me dit Meunier peu impressionné. D'accord. Nous financerons le journal. Mais vous comprenez bien qu'étant donné le risque encouru, il nous faut une aide quelconque.

Aussitôt dit, aussitôt fait.

L'aide « quelconque » faisant, elle, partie intégrante des mœurs économiques françaises, c'est avec une facilité dérisoire que l'un des conseillers financiers du cabinet mit sur pied, à ma demande, un prêt de quatre milliards du Crédit national – « Quatre pour cent ! Un cadeau ! » s'extasiait-on chez Hachette – afin de financer les innombrables investissements à l'étranger d'une « pieuvre verte » dont chacun sait à quel point elle est démunie.

Les fonds spéciaux étaient épargnés. La moralité publique n'en a pas été, je le crains, plus sauve, mais la chose était devenue, selon les critères qui, tout le laisse à penser, ont toujours cours, plus normale et banale.

On connaît la suite.

Le lancement à grand fracas du *Nouveau Candide*. L'argent englouti – cinquante millions de francs rien que pour la prépublication, en « bonnes feuilles », du dernier roman de Françoise Sagan. Tout le monde avait oublié, du coup, que la déjà vieillissante enfant prodige des lettres françaises avait signé en son temps « L'appel des 121 » prônant l'insoumission, et nous ignorions, comme le prétendra un hagiographe du FLN, que sa « puissante Jaguar [permettait] des liaisons sûres et rapides[29] » avec la rébellion. Les empoignades homériques au « marbre » entre les deux prima donna de la presse Hachette, Pierre Lazareff et Max Corre, chacun s'acharnant à défaire ce que l'autre avait fait. Max Corre, racontait-on, venait de faire installer, à l'image

de son ami et concurrent, le téléphone dans sa somptueuse Bentley. Tout joyeux, il appelle Lazareff dans sa Rolls. Réponse : « Je te rappelle, coco. Je suis en conversation sur une autre ligne. » Le travail acharné en coulisses des grands professionnels Pierre Charpy et Henri Marque qui, pour corriger les effets de ces foucades, devaient partager leur temps entre *Candide* et leur fringant *Paris-Presse*.

Les débuts éclatants de Philippe Alexandre, Jean-François Steiner, Gilles Perrault qui seront mes premiers auteurs lorsque j'aurai à reconstruire ma vie dans l'édition, de Georgette Elgey et Françoise Verny, de Pierre Demeron et Paul-Marie de La Gorce. Le refus glacé de François Mauriac de participer, malgré son affection pour le Général, à une telle entreprise. Des ventes satisfaisantes au départ, une pépinière de talents – Jean-Loup Dabadie –, mais un trou financier de plus en plus béant.

Puis la lente agonie de ce qui ne pouvait que mourir car cela avait été mal conçu.

Immanence de la justice ou piège de l'Histoire ? La création insolite du *Nouveau Candide* – « Vous avez dit bizarre ? Comme c'est bizarre ! » – n'aura pas exercé d'influence déterminante sur nos relations avec la presse. Ce sont l'écrasement du putsch et l'enclenchement des négociations qui m'auront permis de changer radicalement le style des rapports du « ministère de l'action » avec les médias, et je garde de ma collaboration avec *l'Observateur* et *l'Express* – voire *le Canard enchaîné* – une impression bien plus agréable et constructive qu'avec le « journal gouvernemental », moins convaincu et moins talentueux, toujours désireux d'affirmer une indépendance d'autant plus sourcilleuse qu'elle n'était pas tout à fait évidente*.

* À l'extrême limite, on pourrait prétendre que *Candide*, introduisant un ton nouveau, a obligé les autres journaux à faire preuve de plus d'objectivité dans l'appréciation de la politique algérienne du général de Gaulle.
Mais ce sont la qualité intrinsèque de cette politique et l'effort exceptionnel que j'ai consenti en 1961 pour la faire connaître de tous, sans aucun préjugé politique, qui restent, et de loin, les facteurs essentiels.

Un outil n'a jamais été une fin en soi.

Un mystère subsiste, tellement épais que son existence même est jusqu'ici inconnue. Que sont devenus les quatre cents millions de francs légers 1961 qui sont sortis de la Banque de France mais que le groupe « B » n'a jamais, au grand jamais, versés au groupe « A » ?

Je sais que, las de voir le vilain sac à carreaux écossais encombrer mon coffre, je l'ai remis à une personnalité gaulliste que, par un humour déplacé, j'appellerai Saint-Just.

– Les partis n'ont pas désarmé, proclamait Saint-Just. La rue s'agite, l'armée bouge. Le Général peut, de nouveau, être acculé au départ. Pour défendre sa personne et ses idées, il nous faut un trésor de guerre…

La guerre n'a pas eu lieu, mais Saint-Just – homme fort honnête au demeurant, que sont donc les autres ? – ne se laissa pas démonter par cette légère erreur de prévision. Je connais l'usage tout à fait personnel qu'il a fait des quatre cents millions, bien que j'ignore, « les choses étant ce qu'elles sont » comme disait de Gaulle, le détail précis des opérations boursières et immobilières qui ont permis de faire fructifier ce pactole, de le transformer en une coquette petite fortune.

Ce que je peux affirmer, en revanche, c'est que le « trésor de guerre » n'était pas, lorsque nous avons quitté l'hôtel Matignon en avril 1962, revenu dans le Fonds d'action politique, que les quatre cents millions n'avaient pas réintégré la Banque de France*.

Le pouvoir corrompt. Le pouvoir absolu corrompt absolument.

L'adage – juste – ne rend pas compte pour autant de toute la réalité. Si certains hommes se corrompent si aisément, c'est qu'ils étaient déjà corrompus au départ.

* Précisons, pour les amateurs, qu'il s'agirait, en 1988, de près de deux milliards et demi de centimes.

Et c'est en raison de cette corruption initiale que d'aucuns recherchent le pouvoir avec une telle fébrilité.

– Avec les dossiers que vous avez accumulés, avec tout ce que vous savez sur tout le monde, vous êtes un homme aussi puissant qu'intouchable !

Rien de plus fréquent mais aussi rien de plus faux que cette appréciation émergeant du fin fond de l'histoire d'un État qui fut jadis – Fouché – fort policier.

De fait, si tous les hommes ayant exercé avec efficacité et, en l'occurrence, pour le bien de tous, le pouvoir policier – Jules Moch, Charles Brune, voire Raymond Marcellin pour le maintien de l'ordre ; le colonel Passy ou Roger Wybot pour les services de renseignement et de contre-espionnage – ont été souvent remerciés avec une brutalité certaine et sont tombés alors dans un oubli sulfureux, je n'ai jamais assisté, non plus, en trois ans, à la moindre utilisation à des fins politiques ou personnelles d'un dossier de police.

La raison en est d'une simplicité méritoire : ces dossiers tout simplement n'existent pas. J'ai déjà souligné l'indigence des ragots que les polices fournissent à leurs ministres. Aucun service ne désire ni ne peut effectuer une étude sérieuse, disons, de l'enrichissement de tel homme politique, vertueux résistant spécialisé à la Libération dans le blanchissement rétribué des actes de collaboration avec le régime de Vichy, voire avec l'occupant, des fortunes accumulées dans ces temps de restrictions grâce à l'octroi de contingents par l'administration ou de l'appui accordé par certains esthètes à cette forme élégante du banditisme que sont les cercles de jeu.

Nos hommes publics – comme les femmes du même nom – peuvent donc se rassurer. Carrière, avancement, retraite obligent. Échaudés par quelques aventures malheureuses, les policiers n'accumulent aucun dossier savoureux dont ils se délecteraient en arrière-cuisine. Et c'est plutôt au contraire que l'on assiste. Lorsque certains agissements prennent une allure ouvertement criminelle, attirant, cette fois, l'attention non des Ren-

seignements généraux mais de polices judiciaires fonctionnant sur commission rogatoire, les policiers rendent compte à leurs chefs moins pour leur fournir des armes contre tel ou tel prince de Broglie mais, plutôt, pour protéger l'ensemble de la corporation des dangers provoqués par l'aventurisme imprudent d'une brebis galeuse. Sauf alternance, avec changement des règles du jeu et des équipes en présence sur le terrain, c'est l'étouffement de dossiers criminels que personne n'a vus venir – fort peu nombreux, d'ailleurs, car la caste politique, modérément portée sur l'honnêteté, fait preuve, du moins, pour ne pas scier la branche sur laquelle elle est assise, d'une louable prudence – qui constituerait plutôt la règle.

Et lorsque explosent les « affaires » qui labourent périodiquement le paysage politique français – affaire des « fuites » lancée contre François Mitterrand, affaire du « bazooka » exploitée contre Michel Debré sous la Quatrième République, affaires des « diamants » ou des « avions renifleurs » placées sous les pas chancelants de Giscard d'Estaing –, ce n'est jamais dans un contexte judiciaire clair, au vu de connaissances policières précises, mais toujours dans des périodes – assez rares – d'exacerbation de la lutte politique.

Les clans s'étripent alors sans retenue, se lancent à la tête les pires accusations, jamais fondées cependant sur aucune tangible réalité.

Tout le monde connaît la vétusté de nos polices, la manière dont elles plongent leurs racines dans un monde médiéval de concierges, de bordeliers et de putains. Le seul domaine où, à vrai dire, la police française m'a paru parfaitement renseignée est celui dit des « mœurs ».

La « mondaine » – quel beau mot ! – n'ignore rien de telle partouze sur une péniche, de telles fréquentations assidues au bois de Boulogne – les « pissotières » étaient, de mon temps, en voie de disparition –, de tel abonnement champagnisé chez une voluptueuse « Madame », de tel libre-échangisme dans une villa

de banlieue, de telle éblouissante jeunesse entretenue dans un second domicile conjugal, de telle frénésie à culbuter n'importe qui, fille ou garçon, journaliste ou attachée de cabinet, sur un canapé de ministère.

Là encore, que les bonnes âmes ne s'inquiètent pas outre mesure. Le pouvoir – tout pouvoir – entretient avec le sexe les mêmes rapports ambigus et dévorants qu'avec l'argent. Mais nos hommes politiques, nos ministres, nos députés et nos secrétaires généraux peuvent, eux, s'ébattre en paix derrière une façade inviolable d'honorabilité et de couples plus unis que Tristan et Iseult, à condition, bien entendu, de ne pas avoir l'outrecuidance, tel l'honorable M. Le Pen, de déranger le jeu. Ce ne sont pas leurs exploits que la police espionne mais leurs partenaires d'un jour et cette surveillance du monde du sexe, du vice et de la nuit a plutôt pour but de protéger nos élus et nos dirigeants contre un chantage toujours possible dans ce genre de sport, contre le racket d'un compagnon de lit, doué et gourmand mais peu scrupuleux.

Mystères de Paris.

En Grande-Bretagne, où la vigueur sexuelle de la caste politique explose en scandales réguliers, des affaires d'espionnage soviétique remontent, elles aussi, périodiquement, tels des poissons crevés, à la surface, faisant dériver devant la justice et l'opprobre publique diplomates, ministres, membres de services spéciaux, savants, conseillers du prince. En France, rien de tel, la blancheur Persil, le calme serein des mers non polluées.

Est-ce à dire que le sinistre KGB, cette pieuvre de la corruption humaine, est inactif en France ! Des livres démontrent le contraire[30]. Que nos services de contre-espionnage sont inefficaces ? Squelettiques, ils sont les plus compétents du monde occidental car, créés à la Libération, ils ont bénéficié depuis de ces atouts que rien ne saurait remplacer : la durée et la continuité. Que nos ministres et diplomates, nos membres des services spéciaux et nos industriels sont au-dessus de tout soupçon ou tentation ?

Non. Si les foudres de la justice ne s'abattent en France, en matière d'espionnage soviétique, que sur des adjudants, des émigrés russes, des employés de photocopieuses, c'est que l'*establishment* est, lui, *intouchable*.

Remontant de numéro d'appel en numéro d'appel selon une logique que seuls peuvent maîtriser des professionnels formés aux règles de la clandestinité, nos écoutes téléphoniques avaient établi que l'OAS entretenait des relations privilégiées avec un haut responsable de l'appareil gouvernemental qui, la conseillant politiquement, se faisait appeler, en fin humoriste, « docteur X ».

Aucune suite ne fut donnée. La solidarité de la caste politique est trop forte, l'impossibilité de déférer en justice un homme politique trop flagrante.

– On ne voit toujours pas l'homme derrière l'ordinateur ! proteste amicalement Jean-Paul Enthoven.

Oui. Mais que dire de personnel et de significatif sur cette petite vie de passion et de violence incongrûment enclose dans le cours d'une existence, je le crois, plutôt mouvementée ? Faut-il vraiment, alors qu'ils n'ont rien à voir avec le fonctionnement du pouvoir, creuser dans les misérables « tas de secrets » ? Raconter, entre autres, les coups portés à mon ménage par cet embarquement vers un autre monde ?

Je m'étais marié jeune, dès ma sortie de Sciences-Po, comme l'on s'engage dans les ordres ou dans l'armée – parce que tel était, pour un enfant russe élevé dans le respect de Dieu, de la Patrie et du Tsar, le cours normal d'une vie. Le fleuve ayant changé de lit, c'est par un mouvement tout aussi naturel que j'avais troqué la maison familiale de Beauce, à partir de laquelle je menais mes études stratégiques, pour une chambre à Paris – mes moyens ne rendaient possible aucune autre solution – qui me permettait d'être disponible en permanence pour mes nouvelles obligations.

Un second enfant avait été conçu afin de consoler mon épouse qui souffrait d'avoir été ainsi, du jour au lendemain, privée de mari. La naissance n'influa guère sur la manière dont je faisais face à mes responsabilités. Mes deux petites filles ne vécurent pas longtemps dans l'HLM généreusement mise à ma disposition par la Ville de Paris. Pendant que ma maison beauceronne restait le symbole de toutes les tendresses et de tous les charmes, mon « F 4 » se transforma bien vite en une salle de garde solitaire, nocturne et enfumée.

Mes relations avec mon épouse ne se limitaient plus qu'à la présence commune aux festivités et réceptions officielles dont j'ai déjà souligné, sous le règne de Charles-le-Grand, le caractère superficiel et guindé. Nos rencontres en tête à tête n'avaient lieu qu'un soir par semaine. En ces temps de rigueur et de pauvreté, il n'était pas question de « dîner en ville ». Après avoir avalé dans mon bureau, au milieu des paperasses secrètes, les sandwichs qu'en bonne et économe ménagère Cécile avait préparés, nous « sortions au cinéma ». Et n'est-ce pas l'une de ces « séances de huit heures », dérisoire et unique distraction hebdomadaire, qui explique, ce qui ne serait guère glorieux pour moi, mon absence de Matignon le soir de Charonne ?

Faut-il insister sur l'indigence culturelle de cette vie ? Sur l'absence de vraie lecture – la télévision était encore rarissime ? Sur le dépaysement de la campagne, ressenti, chaque samedi, avec intensité mais rapidement grignoté et corrompu par la fatigue, un sommeil abrutissant, la plongée suicidaire dans d'insipides « polars » charriant un trouble substitut de violence frelatée ?

Ou faut-il plutôt parler des femmes de Matignon ?

Nous vivions, dans le grand hôtel embelli de reflets ocre quand le soleil l'embrasait, l'existence d'une croisière de luxe, agrémentée, comme toute croisière, par des femmes d'une beauté, d'un charme, d'une intelligence assez exceptionnels. L'incandescence du pouvoir attire-t-elle, tout naturellement, des créatures de rêve ? Et est-ce la présence constante de la violence et de la mort, de l'angoisse et de la volonté de puissance qui pousse,

tout aussi naturellement, à rechercher leur grisante et calmante compagnie ?

Et, à supposer même que les « dossiers » existent, on se demande bien – et c'est fort heureux pour la démocratie – comment et à quoi ils pourraient servir.

Certes, il peut arriver que dans l'exercice du pouvoir et sans recours à aucun dossier, on apprenne telle ou telle chose. Par les écoutes téléphoniques. Par les confidences des intéressés eux-mêmes quand ils viennent solliciter – « mendier » serait plus approprié – une protection et l'impunité. Par des indicateurs en milieu de gangsters et de proxénètes – tel seigneur du Milieu racontait à qui voulait l'entendre comment une « très haute personnalité » glissait sous la porte d'une ravissante et blonde starlette de ses protégées des billets d'amour pendant que, lui, fort de son droit de mâle, se vautrait dans son lit. Par les confidences réticentes d'un policier des « mœurs ». Par sa propre participation à des opérations mettant en branle le monstre de la raison d'État. J'ai bien été, ainsi, le témoin involontaire, entre autres délicates plaisanteries, de la volatilisation des quatre cents millions de *Candide*.

Mais les hommes ayant eu accès à de pareils secrets ne sont pas, par nature même, des jouvenceaux travaillés par des états d'âme ou désireux de partir en croisade afin de bouleverser un monde dont ils ont assuré la stabilité. Ce n'est donc pas d'eux qu'il faut attendre, même s'ils sont insultés, calomniés, assassinés politiquement, qu'ils viennent jouer les trouble-fête de cérémonies dont ils ont été les compétents et vigilants gardiens.

Et, à imaginer qu'ils soient atteints par un bien improbable coup de folie, à qui pourraient-ils s'adresser ? La classe journalistique en France n'est-elle pas un sous-produit de la caste politique qu'elle juge et critique, mais qu'elle admire et défend ? Les lois sur la diffamation ne protégeraient-elles pas des hommes d'État censés incarner toutes les vertus et dont la parole aurait,

devant les juges, une autre valeur que celle de policiers ressentis, eux, comme troubles et équivoques* ?

Et qui serait convaincu ? L'enrichissement et le « passe-droit », mot combien typique dans un pays où le privilège est enraciné depuis le Moyen Age, les joies de la chair, l'adoration de l'État – donc l'acceptation de ses abus drapés dans les oripeaux de sa prétendue raison –, sont depuis des siècles des plaisirs français.

Serviteurs et maîtres d'œuvre de la raison des États, les services correctement dits « spéciaux » procurent à l'observateur exercé un baromètre affichant la puissance ou la faiblesse, voire la décomposition de ces animaux froids qui, d'après de Gaulle, n'ont pas d'amis.

Dans les années soixante-dix, un aristocrate surgi d'autres âges, intime de la famille Pompidou, aura ainsi à nettoyer les écuries d'Augias dont la puanteur commençait, à la suite d'événements que nous aurons à découvrir, à parvenir, *de Gaulle regnante*, jusqu'aux salons les plus élégants de la royauté. Enlèvement du grand Ben Barka avec lequel j'avais sympathisé au Maroc après l'indépendance, montages pornographiques dans l'affaire Markovič, « pénétration » du KGB jetant la suspicion sur les plus hauts responsables de la « Centrale », frénétique gaullisation – le mot est aussi atroce que la réalité mais je n'en trouve pas d'autre – mêlant gouapes et courtisans à des généraux assoupis dans des digestions heureuses : le SDECE que nous avions connu insuffisant peut-être, mais dur et efficace, s'était transformé, anticipant et amplifiant l'effondrement de l'État gaullien

* La loi française sur la diffamation considère délictuelle la divulgation de faits relatifs à la vie privée. Essentielle dans son principe, cette disposition est plus discutable en ce qui concerne les hommes publics dont la vie privée peut, par certains de ses aspects, regarder tous les citoyens.
Quant à l'impossibilité judiciaire d'apporter la preuve de faits portant atteinte à la « considération » lorsqu'ils sont vieux de plus de dix ans, elle empêche d'enrichir une Histoire qui ne serait pas un conte de fées encensant les seules qualités et vertus des dirigeants.

en mai 1968, en une officine louche s'adonnant à des abus de pouvoir de toutes sortes, et où personne ne parlait plus à voix distincte ni n'osait vous regarder droit dans les yeux.

On ne saurait tout faire. Alexandre de Marenches aura le mérite – immense – de rétablir l'ordre, la discipline, le prestige. Mais, paralysé par un rattachement au ministère des Armées qui ramenait aux joies de 1870, dépendant de chefs d'État et de gouvernement pour qui les services spéciaux étaient visiblement le cadet de leurs innombrables et politiques, voire diamantaires, soucis, il ne pourra pas relancer la machine.

– Nous sommes devenus, me confiait l'un de ses meilleurs officiers, un escadron de la garde républicaine. L'attraction principale est la manière dont le sergent-major défilant à notre tête projette dans les cieux une canne qu'il rattrape avec une rare maestria mais dont il peut arriver qu'elle lui retombe carrément sur la gueule.

L'affaire des archives de la Gestapo révélée à si grands sons de trompe par le bel Alexandre[31] paraît relever de l'un de ces spectaculaires et sympathiques loupés*. Occupé à donner l'illusion du mouvement à un ensemble figé dans une immobilité de statuaire, le « prince du secret » semble bien avoir découvert cette fois-ci le fil à couper le beurre.

Réveillé régulièrement, quelle qu'ait été la nature de la nuit, à six heures et demie du matin, remis en état de marche par des litres de café, j'arrivais à Matignon vers huit heures. La grande cour d'honneur était déserte. Dans leurs salles, les gardes rangeaient les gamelles qui leur avaient permis de passer leurs heures de veille. D'allure juvénile car rasé de près, Michel prenait, tout seul dans la grande salle à manger, un copieux petit déjeuner qu'il me demandait souvent de partager, servi par le seul personnage stable de la République, le longiligne et distingué M. Charlet qui, avec le raffinement d'un maître d'hôtel anglais, savait, le soir ou dans la nuit,

* Est-il utile de préciser que la rédaction du présent ouvrage a été entreprise bien avant la publication des entretiens avec Mme Ockrent ? Il n'existe aucun lien de cause à effet entre les deux parutions.

nous apporter, sur des plateaux d'argent, la cuisse de poulet ou la bouteille de bordeaux qui remettaient nos machines en route.

J'aimais ces heures de calme où le monstre de l'État sommeillait encore. L'agitation politique et policière n'était pas commencée et il était possible, dans le silence des téléphones, face à un bureau vide des papiers qui allaient l'envahir durant la journée avant d'être absorbés le soir par les coffres-forts, de feuilleter les piles de journaux français et étrangers, les lourds volumes où sont transcrites quotidiennement les écoutes des radios du monde effectuées au mont Valérien par le GCR*, de travailler en paix sur des documents laissés de côté la veille pour ces instants bénis d'intense lucidité.

Vers dix heures arrivait le flot des informations les plus urgentes collectées pendant la nuit par les services de police et de renseignement. Leur tri, entrecoupé de commentaires téléphoniques avec les divers responsables, menait jusqu'à onze heures quand, dans le petit bistrot à l'angle de la rue de Varenne et de la rue de Bellechasse, Le Petit Matignon, d'autres litres de café permettaient d'affronter, après une éventuelle visite rapide à Michel, les rendez-vous importants et les problèmes de fond. Déjeuner spartiate vers treize heures trente au mess voisin des Invalides après un point effectué vers une heure moins le quart avec les chefs des services. À partir de quatorze heures, une plage rendait possible, avant les entretiens de l'après-midi ou les séances de travail à la caserne des Tourelles ou rue des Saussaies, la réflexion sur les grands axes de la guerre.

Vers dix-sept heures commençaient à arriver les dossiers du SDECE, sa synthèse en deux exemplaires – l'Élysée et Matignon – de la situation mondiale, les renseignements les plus importants recueillis par ses « agents », le décryptement des messages du FLN ou d'autres radios et télex, les écoutes des ambassades, les photographies des documents cambriolés à Paris ou ailleurs, le millier de pages d'écoutes téléphoniques du GIC, les télégram-

* Groupement de contrôle radioélectrique, chargé de capter et de transcrire les émissions « ouvertes » effectuées en clair.

mes de l'état-major d'Alger, les rapports des Renseignements généraux et de la préfecture de police. Le dépouillement se faisait entre deux rendez-vous, dans une incessante agitation téléphonique, jusqu'à sept heures du soir, moment où cette masse allait, triée, étiquetée, annotée, être apportée, accompagnée du compte rendu des entretiens et réflexions de la journée, au Premier ministre dans le salon des aides de camp.

Ce n'est qu'après le dîner pris à la va-vite souvent en famille avec Michel, que pouvait commencer la lecture de fond. Lassé des écoutes téléphoniques, des notes annonçant grèves ou manifestations, des statistiques glacées où la guerre s'inscrivait en chiffres sur lesquels nous ne pouvions toujours peser avec l'efficacité souhaitée – « L'assassinat d'un homme est un crime, celui d'un million une statistique » –, je me plongeais plutôt dans les organigrammes, dans les synthèses rédigées sur tel ou tel problème – l'espionnage soviétique, l'organisation du FLN, le financement du PCF, les *modus operandi* des tueurs de l'OAS –, dans les comptes rendus de telle ou telle opération.

L'agitation de la journée était longue à dissiper ses tensions. Le sommeil me fuyait. Baignant dans une musique classique jouée en sourdine afin de ne pas réveiller mes voisins d'HLM, je lisais, pour m'endormir, pour apprendre jusqu'où peuvent aller la folie et l'héroïsme des hommes, les archives de la Gestapo.

Malgré ce que semble en penser notre nouveau chantre des services spéciaux, les archives allemandes les plus significatives récupérées à la fin de la guerre par nos armées ont été exploitées.

Ce sont elles, par exemple, que je remettrai, avec un long commentaire oral, à Gilles Perrault, lui permettant, en découvrant la réalité d'un « espionnage » qu'il n'avait jusque-là traité que par la voie du « polar », d'écrire le monumental mais tendancieux *Orchestre rouge*[*].

* Fils de la résistante démocrate-chrétienne Germaine Peyroles, frais émoulu de son service militaire chez les « paras » en Algérie, grand reporter au *Nouveau Candide*, le futur imprécateur du *Pull-Over rouge* – quelle fascination pour l'incarnat ! – ne manifestait, à l'époque, aucune aversion pour la société ou les polices de son pays.

Durant de longues années, pendant que les résistants, dont beaucoup, hélas, de la dernière heure, s'entre-décoraient sur le front des troupes, les officiers de notre contre-espionnage interrogeront ainsi, guidés par les fiches d'agents, les synthèses ou comptes rendus saisis, policiers de la Gestapo, nazis du SD ou officiers de l'Abwehr. Je ne crois pas qu'aujourd'hui aucun brocanteur fouillant ces restes poussiéreux y pût découvrir encore, sous les toiles d'araignée, un tableau de maître.

Les affaires de trahison ont été mises au jour après la Libération. Les « agents » infiltrés dans les réseaux par la police et les services de renseignement nazis ont été jugés, condamnés, le plus souvent fusillés. Mais que faire face à des situations moins nettes que celles des nazillons déguisés en résistants et devenant les atroces têtes chercheuses qui, guidées par les spécialistes de l'hôtel Lutétia ou de l'avenue Foch, faisaient tomber des pans entiers d'édifices qui, malgré tout l'héroïsme de leurs architectes et compagnons, ne savaient pas toujours se protéger ? L'épuration a souvent côtoyé l'infamie. L'essaim des attentistes volant vers la Résistance a offert un spectacle pittoresque mais pitoyable. La lutte individuelle de combattants isolés – je préfère éviter les termes trop émotifs de « résistants » et de « Résistance » – ne peut, elle, que susciter l'admiration la plus totale. Comment jeter alors sur la place publique que tel jeune garçon respecté en tant que résistant après une éprouvante déportation n'a pu, soumis à la torture, supporter l'humiliation et la douleur ?

Telle beauté qui, arrêtée, après des actions d'ailleurs remarquables, s'est, le soir même, jetée dans le lit de l'officier allemand qui l'interrogeait, lui a livré, sans aucun scrupule ou regret, le nom de ses camarades, puis a accepté, en partageant sa vie de luxe dans le Paris occupé, de lui servir d'appât, a été jugée et condamnée. Mais faut-il s'acharner à prouver que d'autres, ne se rendant pas compte de la grandeur du sacrifice qui leur était demandé face non à une entité mythique, l'Allemagne, le nazisme, mais à des êtres de chair et de sang d'une rare brutalité, ont cédé plus facilement qu'ils ne l'ont prétendu ?

Que ceinturé en pleine nuit sur un quai de gare lugubre par des SS débordant de l'énergie malsaine que confère la chasse à l'homme, Untel n'a pas craqué, malgré ses affirmations, sous la torture physique ? Un bourreau redouté s'était approché lentement de lui et, arrachant les lunettes à verres neutres de son déguisement, les avait écrasées sous sa botte en déclarant, glacial : « Vous n'aurez plus besoin de cela, monsieur X. » Dans des locaux brillamment éclairés, face à des policiers parfaitement renseignés, entouré des hurlements des suppliciés, l'homme, choqué, se livrera à des confidences dont le souvenir, lui, le torturera tout le reste de sa vie.

Est-il vraiment utile d'établir que telle jeune femme qui semble incarner toutes les valeurs de la Résistance a été, déportée à l'âge de dix-huit ans, prostituée dans une maison close pour SS ? Faut-il s'efforcer de découvrir si elle a été battue et violée ou si elle a voulu – que c'est beau d'avoir dix-huit ans ! – sauver sa jeune vie ?

– Imaginez l'épisode suivant, me disait Edmond Michelet dans le salon du Conseil constitutionnel où, placés par le destin des deux côtés de la barricade, nous échangions, écartés des affaires, le souvenir de nos expériences divergentes. Un convoi arrive dans un camp de la mort. Deux juifs sont tirés des rangs et massacrés à coups de bêche sous les yeux de leurs camarades. « Que ceux qui veulent défendre les juifs le disent », proclame un SS. Une tête bouge. L'homme est traîné sur l'esplanade. Massacré lui aussi à coups de pelle. « Qui aime encore les juifs ? » aboie le SS.

» Êtes-vous vraiment sûr, demandait Michelet, que vous vous seriez, vous, avancé la tête haute ? Comment juger face à l'horreur ? L'essentiel c'est d'avoir résisté et, ensuite, d'avoir essayé de ne pas trop démériter…

Épisode de la Résistance vu à travers les archives allemandes.

N. a une vingtaine d'années en 1940. Fasciné par la force, croyant dans la victoire de l'ordre nazi, il se met au service du Reich triomphant. L'Abwehr, dont les archives sont aussi riches que celles de la Gestapo, le fait entrer dans un important réseau de résistance. N. en livre tous les chefs. *Nacht und Nebel*.

L'Abwehr ordonne alors à N. de prendre le commandement du mouvement décapité. Le contre-espionnage allemand peut ainsi en identifier les membres, les décimer périodiquement – « tondre le gazon », disait la DST des réseaux FLN en métropole infiltrés par les mêmes procédés –, enrichir sa connaissance de la Résistance grâce aux contacts entretenus par le réseau avec Londres et d'autres mouvements. Technique banale. Mais N. n'est pas une crapule quelconque. Mais N. mûrit, plongé dans la Résistance. Mais la victoire et la force changent de camp. N. rompt ses relations avec ses « officiers traitants » de l'Abwehr – il s'efforcera même de les abattre –, développe l'action antiallemande de ses amis et subordonnés. À la Libération, on le trouve à la tête d'un maquis efficace et redoutable.

Que faire ? Traîner N. en justice ? Entendre ses camarades ignorants de son passé chanter ses louanges – méritées – de résistant ? Voir un avocat cauteleux mettre en balance la parole de ces héros avec le témoignage « douteux » d'anciens « tortionnaires », voire, cela s'est produit, insulter les officiers du contre-espionnage français qui les ont interrogés ? « L'Internationale des flics », glapiraient les moralistes en chaise longue. Déconsidérer la Résistance ? Jeter la suspicion sur un mouvement dont les services et faits d'armes ont été effectivement réels et immenses ? L'un des chefs « historiques » du FLN n'était-il pas, lui aussi, un informateur de nos Renseignements généraux ? Les coups qu'il nous a portés, une fois tranchés ses liens avec nos services, en ont-ils été moins sensibles ? N. a changé d'identité, refait sa vie. Il n'est pas devenu ministre ou compagnon de la Libération, ne parle pas au nom de la Résistance.

Oui, que faire ? Des hommes valeureux sont morts, mais comment défendre au mieux la mémoire des justes ?

Et que décider lorsque, le sang n'ayant pas été versé, certains personnages ont fait carrière, se pavanent dans le Tout-Paris ?

Untel, journaliste en vue sous la Quatrième République, à la sensibilité de « gauche » prononcée, est visiblement une

nature riche, marquée par l'éclectisme : en 1940, il entretient les meilleures relations avec la Propaganda Staffel. Les communistes n'ont-ils pas, eux aussi, négocié avec l'occupant, alors allié de la Papauté de Moscou, la réapparition de leur *Humanité* ? Bien entendu, l'homme a changé, est devenu résistant. Alors, la Propaganda Staffel ?

Une autre personnalité, aujourd'hui « honorablement connue » comme l'on dit dans la police mais hier fort désargentée, a fréquenté, au temps de ses vaches maigres, le bar des Deux Cocottes où se rencontraient gestapistes et trafiquants de marché noir. Ses démêlés avec la police allemande ne proviennent pas d'actes de résistance mais d'un lot de bas vendus pure soie qui se révéleront, enfilés par des Teutonnes ébahies et furieuses, de la vulgaire fibranne. De quel droit jouer les Saint-Just et faut-il perdre du temps et de l'argent pour mettre au jour ceux des détails de la comédie humaine qui auraient échappé aux chercheurs d'après la Libération ?

Plus délicat est le parcours d'une personnalité de la République – décédée aujourd'hui –, et que même de Gaulle appréciait.

X. est arrêté par la Gestapo peu avant la Libération. Tout son réseau est déjà tombé et l'on ne pourrait lui arracher aucune révélation d'importance. Marché de la « Gestape » : « Nous nous arrangeons pour vous faire libérer. Vous, vous nous renseignez sur les réactions et consignes de vos chefs à Londres. » Tope là. X. accepte. Dans le dossier s'étale l'engagement qu'il a signé sur un formulaire orné d'aigles et de svastikas. Un adjudant consciencieux y a ajouté la copie des télégrammes envoyés à Londres. L'Intelligence Service n'est pas né de la dernière pluie : ni le « montage » de sa libération ni le ton de ses messages n'emportent la conviction. Pour que nul ne s'y trompe, les renseignements du miraculé sont transcrits sur un imprimé barré d'une immense croix gammée : le cas des agents « sous contrôle » ennemi est, hélas, fréquent.

Faut-il agir pour autant ? Aucune mort d'homme n'est à déplorer. Aucun renseignement n'a induit personne en erreur. Fallait-il mourir pour rien si près de la Libération ? Bien vite, l'avance

des troupes alliées bouleverse d'ailleurs l'échiquier et l'homme redevient, après ce bref interlude, un résistant sans fil à la patte. Devait-il, à la Libération, venir rendre compte à des policiers suspicieux, dans une ambiance où les héros sont glorifiés et les traîtres pourchassés, de la façon subtile mais discutable pour les puristes dont, en fin de compte, il a roulé la Gestapo ?

Le dossier sera détruit, mais était-il vraiment indispensable de confier à X. d'importantes fonctions, même si son habileté était démontrée d'une manière aussi éloquente ? D'autant plus qu'un problème se pose. Les Allemands sont des maniaques du triple exemplaire et le KGB, alimenté, lui, par les trouvailles de l'Armée rouge, est moins regardant et plus inventif – voyez les soupçons pesant sur Waldheim – que les services des démocraties. Entre les mains délicates des spécialistes ès corruption humaine, même de simples omissions ou enjolivures ne peuvent-elles créer un climat où le silence, promis par des « manipulateurs » de talent, est susceptible de déboucher moins sur un banal travail d'espion que sur la plus subtile « influence » au profit de la nouvelle Papauté soviétique ?

Ceci, dirait Kipling, est une autre histoire. La tolérance déployée par le général de Gaulle – et, soyons justes, par toute la caste politique – à l'égard des multiples formes de compromission de l'*establishment* français avec le KGB est autrement dangereuse que les tristes mais secondaires magouilles passées avec l'ennemi.

La quasi-totalité des affaires de trahison caractérisée a été, je le répète, jugée mais, l'homme étant ce qu'il est, les attitudes nettes et tranchées ne sont, dans les époques de grands troubles et malgré l'imagerie d'Épinal que nous aimons entretenir sur nous-mêmes, que le fait de quelques rares individus dont l'engagement passionné dérange, d'ailleurs, tous les autres une fois le calme revenu.

Personne n'est jamais parvenu à éliminer tous les risques.

Le danger – unique – qui menace la sérénité de la caste politique ne provient ni des ministres d'autorité ni des services de

police et de renseignement – bref de l'État républicain – mais de cette secte bizarre qu'on appelle les « militants »*. Tapis dans des postes souvent médiocres, ces moinillons du bas-clergé politique peuvent se trouver en mesure de venir dévoiler à une quelconque et obscure « permanence » les secrets qu'ils ont mis au jour. C'est à ce niveau que peuvent se nouer alors des machinations, se diffuser des calomnies, s'exercer des chantages.

Et bien que beaucoup de reproches puissent nous être faits, du moins n'avons-nous connu la honte d'aucune affaire Markovič où, pour jeter à terre le concurrent, fût-il de la famille, du Général, ce sont des militants du SAC, chouchoutés comme tels au sein d'un SDECE libéré de notre étouffant contrôle, qui fabriquèrent et diffusèrent les ignobles montages pornographiques – le pouvoir du moment fermant, semble-t-il, les yeux sur les innocents amusements d'aussi charmants chérubins – qui conduiront, pendant des années, Georges Pompidou à sortir de son portefeuille une liste qu'il brandira devant ses intimes. « Ceux-là, dira-t-il, je ne leur pardonnerai jamais ! » De notre temps, probablement parce que nous ne nous sommes appuyés que sur des services officiels, que je me méfie comme de la peste de tout mélange de la « politique » et du renseignement, aucune police ou officine n'exerça jamais sur quiconque la moindre pression.

Ce n'est qu'après mon départ de Matignon que j'ai entendu parler d'un type d'opération qui me répugne, mais dont les « militants » qui me l'ont raconté tiraient une enivrante fierté, me reprochant avec véhémence de n'en avoir jamais monté de semblables. Z., homme politique profondément catholique et élu comme tel, mène une double vie. Ne pouvant divorcer, il entretient un second ménage avec femme et enfant mais, pour ne pas compromettre son image de marque électorale, il est obligé de le faire en cachette à l'étranger. Découverte du pot aux roses par un flicard de seconde zone. Compte rendu fait aux militants sou-

* M. Charles Pasqua ne peut se sentir chagriné si je précise qu'il a un passé et une mentalité de militant gaulliste. C.Q. – Carrefour du Développement – F.D.

tenant le concurrent de Z. Photographies démontrant la réalité des faits. Chantage. Z. renonça à se présenter aux élections.

De tels risques, de telles atteintes au respect de l'homme ne sont inhérents ni à la vie politique ni au fonctionnement de l'État. Ils découlent, je le crains, moins d'un penchant de tel ou tel mouvement, suivez mon regard, pour le gangstérisme politique que de l'abominable intrusion dans les affaires temporelles de pulsions de nature religieuse. C'est en s'épanouissant au nom de valeurs ressenties comme sacrées que l'abus de pouvoir, justifié par des raisons transcendantales, se trouve entraîné vers les horreurs de l'absolu.

Ad majorem Dei gloriam…

Mérinax !

Le mot explose soudain dans ma mémoire.

La sensation de fatigue, de dépassement des limites de ses forces a marqué mon enfance et ma jeunesse. Épuisement au cours des interminables liturgies et vêpres orthodoxes, feux d'artifice de fêtes, de requiem et de *Te Deum*, que j'ai servis jusqu'à en tituber de six à seize ans dans les ors, les chants et les encens de la flamboyante cathédrale russe du Tsarévitch à Nice. Garde-à-vous de statue, défilés au pas cadencé, marches d'entraînement dans la canicule, escrime au sabre, maniement d'armes – tous exercices par lesquels les officiers exilés de l'Armée blanche vaincue préparaient leurs enfants, dans le soleil niçois, à la reconquête de la Sainte Russie. Heures après heures passées dans une chambre non chauffée de l'hôtel particulier, immense et délabré, des jésuites de Meudon, devant les manuels d'histoire et les « polycopiés » de Sciences-Po dont l'ingurgitation à haute dose me permettait seule, après une année d'école buissonnière dans l'armée américaine vers la fin de la guerre, de ne pas limiter mon choix de vie entre les formules faciles mais peu exaltantes de clochard russe ou de maquereau niçois.

Les seize heures de travail par jour de Matignon, les nuits entrecoupées de coups de fil ne constituaient donc en rien une

innovation. « Le seul défaut de Melnik, constatait, un peu vexé, Debré qui à l'époque m'aimait bien et n'hésitait pas, ô exagération – au royaume des aveugles… –, à m'attribuer du "génie", c'est qu'il ne parvient pas à travailler vingt-quatre heures sur vingt-quatre. »

L'âge et l'Amérique aidant, j'avais fait des découvertes. Le Maxiton de Sciences-Po et de la préparation de l'ENA avait été remplacé par le café mais aussi par le whisky. Le scotch ou le bourbon, au choix, permettait d'affronter les déjeuners au cours desquels l'homme de pouvoir ne peut qu'y aller, pour épater la galerie, de son spectaculaire mais misérable numéro, puis, à dix-huit heures, le coup de collier nécessaire afin de donner de la cohérence à tous les rapports, comptes rendus, écoutes, analyses de la journée et, enfin, le soir, lorsque la situation commandait un travail de nuit.

Moi qui, enfant, dormais comme un sourd pendant les bombardements, le sommeil me fuyait.

– Dangereux, m'expliqua le Pr Robert Debré.

Le vieil homme venait tous les mois, mince et frêle, voir son fils au cours de la seule « audience » qui ne provoquait pas la ruée des « collaborateurs » avides d'apprendre ce qui s'était passé et dit dans le bureau du Premier ministre. Il était alors entouré, dans le salon des aides de camp, de la même dévotion intéressée qu'aurait provoquée une visite du général de Gaulle en personne.

– Enfermez un rat dans une cage, avait poursuivi le professeur (surnommé, c'était trop tentant, « le petit Robert »). Privez-le de nourriture, il parviendra à survivre. Mais empêchez-le de dormir, réveillez-le dès qu'il s'assoupit, il mourra.

» Vous, vous devez être en forme. Je vous prescris donc un comprimé de Mérinax en vous couchant. Un second si le sommeil se refuse à venir…

L'éblouissement. Dès le comprimé avalé – j'étais un bon sujet et je n'eus pas à en absorber, comme certains à Matignon, trois ou quatre par nuit –, le monde basculait, glissait en douceur dans une immense et rougeoyante excavation. Et quels réveils,

même en pleine nuit lorsque le téléphone sonnait, brutaux, lucides, conquérants !

Je mis plus de temps à me guérir de cette drogue-là que de celle du pouvoir. Une leçon demeure. Je ne voterai jamais pour un homme d'État si je ne sais son hygiène de vie, son régime alimentaire, les médicaments qu'il est bien obligé, la nature humaine est fragile, de se faire prescrire.

Contrairement aux lamentations constantes de bien des philosophes et moralistes, l'État ne m'est jamais apparu, en France, d'inspiration fasciste, porté en soi vers l'abus de pouvoir. Mes réserves ne portent que sur les dérapages et tentations de certains hommes publics, de certaines polices – Renseignements généraux, SDECE, Sécurité militaire – si elles ne sont pas rééquilibrées par d'autres pouvoirs.

Bien au contraire, dans toutes les épreuves que nous avons eu à affronter, l'État s'est plutôt imposé à moi par son caractère profondément républicain – si l'on admet que la République en France est l'expression et de la démocratie et de l'unité nationale –, mobilisant ses maigres moyens afin d'échapper aux différentes pressions politiques exercées sur lui tout en s'efforçant de maintenir une certaine cohésion à un ensemble français tiraillé par des forces sociales, économiques, idéologiques résolument centrifuges.

Hélas ! À la différence de ce qui se passe en pays protestants anglo-saxons – essentiellement aux États-Unis –, l'État en France n'est pas au service exclusif d'une communauté d'hommes libres, modulant ses techniques afin de remplir le plus efficacement possible la mission qui lui est confiée, soutenu dans cette tâche utile pour le bien et la sécurité de tous par le consensus des citoyens.

En France, vieux pays pétri de catholicisme, nous voyons encore vivre et proliférer un monstre telles les déesses bouddhiques, à multiples têtes, à multiples bras. État-Dieu qui s'acharne, sans jamais y parvenir, à imposer à tous sa volonté. État-Providence dont tout le monde – à gauche, les assistés ; à droite, les

patrons en faillite ou les agriculteurs en difficulté – attend des miracles bénéfiques à ses égoïsmes et à ses démissions. État-Administration où sommeille et s'engraisse une prolifique bureaucratie. État-Clique – « l'État-PS » remplaçant « l'État-Giscard » qui, lui-même, remplaçait « l'État-UDR » qui, lui-même… –, otage de castes politiques, prisonnières et servantes des multiples intérêts et utopies – et donc des abus de pouvoir – des différentes strates et chapelles d'un pays fort complexe et protéiforme.

Autres affaires traitées mais émergeant plus difficilement que la « nuit des paras » ou la création de *Candide* des brumes du passé :

Les « 121 ».

Une brochette d'intellectuels, de professeurs et d'artistes avait jugé bon, en pleine partie de bras de fer avec le FLN, de prôner, dans un appel combien émouvant, l'insoumission des militaires. Michel voulait vouer ces braves aux gémonies, les faire condamner à de lourdes peines, les priver de tout emploi, fonction ou décoration.

La routine des services de police et de la justice, jointe à une parfaite indifférence de l'opinion publique, le respect inné de l'*establishment*, qu'il soit intellectuel, social ou politique, étoufferont bien vite toute cette frénésie, même si les policiers viendront se plaindre amèrement de la « saleté », de l'« alcoolisme », bref de la « débauche » de l'intelligentsia qu'ils auront eu à fréquenter un court instant.

Une tempête dans un verre de Bouzy.

Les « porteurs de valises » du FLN.

Même scénario que le précédent. Ton plus engagé. Décors plus sordides et crapuleux. Contingent habituel de starlettes et de gens du spectacle qui, entre deux couchages, aiment bien refaire le monde. Dénouement différant par quelques condamnations.

Acteurs de second plan malgré les efforts de Jean-Paul Sartre pour que se déchaîne autour de sa philosophique personne le tir d'une artillerie lourde que nous désirions, nous, laisser muette.

Un ouragan dans un ballon de gros rouge.

Détail piquant dont je n'ai jamais apprécié pourtant toute la saveur : les efforts que nous devrons consentir plus tard, en coulisse et sans jamais en être remerciés, pour protéger des tueurs de l'OAS tous les personnages qui avaient cru plaisant de glorifier le FLN, de vanter l'importance de sa « révolution » pour le bonheur du genre humain – voir, à ce sujet, la situation actuelle de l'Algérie. Bien qu'irresponsables, ne perdant pas une occasion d'abuser du pouvoir que leur confèrent leur notoriété et leur prétendue intelligence, nos intellectuels n'en font pas moins partie, comme dirait le vigilant M. Mitterrand, du « patrimoine national ».

L'Observatoire.

Dès les premières heures d'une enquête inaugurée en personne par un Maurice Papon fort bouleversé, il était apparu que François Mitterrand, David de la gauche antigaulliste, sautillant alors sans efficacité excessive autour du Goliath gaullien, avait accepté, dans un mouvement aussi pirandellien qu'acrobatique, de jouer son propre rôle dans un attentat simulé.

Le détail des versions successives de François Mitterrand, de ses rapports ambigus avec l'extrémiste Pesquet, de la machination montée par le cerveau dérangé de celui-ci, des rêves des *deus ex machina* qui auraient – ou n'auraient pas – tiré les ficelles de l'activiste – à l'époque, l'OAS était loin d'exister –, des possibles et combien mystérieuses motivations de l'ancien garde des Sceaux de la Quatrième République ou des injonctions de Debré afin d'obtenir son inculpation et sa condamnation pour « outrage à magistrat » a disparu de ma mémoire, effacé par la stupéfaction d'un policier :

– Comment peut-il se faire qu'un ancien ministre de l'Intérieur ne soit pas venu tout simplement nous confier les menaces dont

il se croyait l'objet ? L'affaire aurait été réglée au mieux dans une totale discrétion. Mon coffre est plein de telles interventions…

La « liste noire » par laquelle Michel voulait mettre à genoux toutes les entreprises d'aide économique et financière à la rébellion algérienne.

Autant j'approuve les opérations des services spéciaux – y compris, soyons franc, j'aurai à approfondir ce point douloureux, les meurtrières opérations « Action » – afin de désorganiser le trafic d'armes et faire payer le prix fort à tous ceux qui vendent du matériel de guerre à des combattants prenant les armes contre l'État et massacrant les populations civiles, autant la mobilisation des moyens d'État classiques – douane, fisc – pour dissuader les entreprises de commercer avec l'adversaire ne me paraît pas s'imposer, du moins au cours d'une guerre qui n'oppose pas des États. Et si la diplomatie – avec sa branche commerciale – et la justice doivent être actives, la mise en œuvre de mesures illégales, camouflant l'abus de pouvoir sous la raison d'État, m'a semblé porter en germe l'arbitraire le plus aveugle.

Goût personnel ? Tentation fascisante des gens de pouvoir ? Racisme de bourgeoisie bien-pensante ? Les firmes qui, soi-disant, fournissaient surplus américains, pataugas et médicaments aux rebelles portaient des noms qui, d'une manière trop significative, fleuraient bon le « métèque ». Ou est-ce pour se faire bien voir, à bas prix, du Premier ministre sans s'engager pour autant sur l'essentiel et préserver, notamment, sa marge de manœuvre contre les caprices économiques de Michel ? Tel jeune secrétaire d'État au Budget aux lettres ruisselantes de zèle sur lesquelles une signature arrogante s'étale dans mes archives alors que plus tard elle engagera la France elle-même, ce jeune sous-ministre empressé ne m'a pas laissé donc, dans cette affaire, un souvenir ébloui.

Inconvénient de parvenir jeune aux sommets du pouvoir : connaître les futurs grands alors qu'ils sont encore tout petits et que leurs défauts, espérons-le de jeunesse et passagers, éclatent au grand jour.

Les polices horriblement dites « parallèles ».

Les noms des responsables, la liste des tortures et exactions, la hiérarchie des appuis politiques, tout ce volumineux dossier que j'ai établi pour Michel, souvent, je dois l'avouer, à partir d'écoutes téléphoniques de dignitaires « gaullistes », afin de mettre un terme à ces déshonorantes et inutiles pratiques, se sont évaporés de mon esprit où ne subsiste qu'une impression, elle, indélébile, de dégoût.

Dès notre arrivée à Matignon, des demi-solde du « gaullisme », anciens costauds du « service d'ordre » gaulliste qui s'étaient allégrement colletés avec les communistes à coups de barres de fer au cours des meetings du RPF, assiégèrent mon bureau, roulant des épaules, jouant des muscles, mais laissant dans leur sillage tout ce que j'apprenais sur leurs éventuelles condamnations pour rixes, coups et blessures, voire proxénétisme. Ces fiers-à-bras m'impressionnaient moins par leur brutalité aventuriste que par leur infantilisme et je n'avais, d'ailleurs, rien à confier à leur « Service d'action civique », sinon un travail d'assistantes sociales auprès de la population musulmane qui ne les enthousiasma pas outre mesure.

Ma position ne changea pas après l'apparition de l'OAS. Comment, voyants et peu subtils comme ils l'étaient, auraient-ils pu – même flanqués de Vietnamiens surgis on ne sait d'où et encore plus repérables – obtenir dans la bouillonnante Alger des renseignements sur la rébellion militaire ou pied-noir ? En revanche, les excès de ces êtres simples et tout d'une pièce face à une population hostile à leur idole étaient prévisibles.

D'autres en jugèrent autrement et un soir, afin d'essayer de désamorcer mon hostilité, une rencontre fut organisée en terrain « neutre », dans l'appartement d'un ami commun, avec l'un des responsables de ceux qui s'accolaient eux-mêmes la combien détestable appellation de « barbouzes ». Je fis la connaissance ainsi de Dominique Ponchardier – célèbre « gorille » que le Général, introduisant une exception à son aversion pour ce genre de « ragoût », allait, probablement ému par un attachement inébranlable depuis

1940 et voué strictement au culte de sa seule personne, nommer, plus tard et bien curieusement, ambassadeur.

Je confirmai mon opposition irréductible à toute rupture de la légalité, à toute volonté de se substituer aux services et procédures officiels. Après deux heures d'une discussion envenimée mais à laquelle je m'efforçai de garder un ton de politesse distante et glacée, je me dirigeai vers la porte.

Alors Ponchardier, bondissant sur ses pieds, exhiba de sous sa veste un pistolet d'un volume invraisemblable. Se collant dans les doubles rideaux d'une fenêtre ouverte sur une rue parisienne déserte et paisible, il proclama, superbe :

– *Passe* devant. Je *te* couvre !

– L'auteur se fout du monde ! constate en marge un correcteur frustré de croustillant. Ces affaires-là, l'Observatoire, les « barbouzes », le soutien français au FLN, sont intéressantes, mais il faudrait des noms et des détails !

De quel droit citer des noms ? Les errements observés ne mettent au jour qu'une facette de la personnalité. Peut-on, par exemple, assimiler François Mitterrand au seul Observatoire, à ses doutes – fussent-ils égocentriques, passionnels et mal fondés.

– de la capacité du régime gaullien naissant à juguler un activisme de droite qui l'avait porté au pouvoir ? Tel policier qui donne aujourd'hui des leçons de morale se tient-il tout entier dans la démarche qu'il a effectuée – nous obligeant à le limoger.

– auprès du FLN afin de l'avertir de l'une de nos opérations ? Et comment fournir des détails alors que j'ai tenu à souligner, dès les premières lignes de cet ouvrage, les dramatiques limitations de l'intelligence policière ?

« L'écume sur la vague », comme aurait dit le Général.

Plus que les détritus sautillants dans la houle, c'est la haute mer et les tempêtes du pouvoir qui suscitent chez moi intérêt et fascination.

Et puisque j'ai été amené à évoquer les défaillances françaises, retenons-en deux qui m'ont particulièrement impressionné.

Primo. L'aberration de l'ENA qui permet à des jeunes gens répondant avant tout à des critères de conformisme politique, social, administratif, de croire et de faire croire, après un test de cooptation assez analogue aux procédures de recrutement mises en œuvre par les multinationales américaines et des études plus que superficielles et approximatives, qu'ils sont, je cite, l'« élite de la nation ».

Je ne prétends pas qu'après les épreuves de l'Occupation et face aux tiraillements de la Libération un tel moule, imaginé par le jacobinisme de Michel Debré, n'était pas alors, mais alors seulement, nécessaire. Je n'affirme pas non plus que des concours appropriés, ouvrant la voie à telle ou telle fonction administrative, ne sont pas utiles. Je dis que l'unité de la formation dans une seule super « grande école », que l'absence d'enseignement spécialisé – un « inspecteur des finances », choisissant son « corps » uniquement en fonction de son « rang de sortie », peut très bien n'avoir que des connaissances économiques et financières réduites, alors qu'il sera appelé à occuper des postes sophistiqués et sera, dès le début de sa carrière, considéré comme un expert –, que le monopole des fonctions de responsabilité, dépourvu de toute sanction pour incompétence ou absence de réussite mais lourd de privilèges à vie, que l'esprit de corps et d'infaillibilité ainsi entretenu créent une « nomenklatura » arrogante et inamovible de compétence discutable.

– Où en serait l'économie, se demandait le général Grossin, devenu après son départ du SDECE le PDG très efficace d'une grande entreprise de travaux publics, si tous les dirigeants des entreprises étaient exclusivement et automatiquement recrutés au sein de la seule école Polytechnique ?

» Or, au départ, les énarques étaient directeurs de ministères. Puis ministres. Puis Premiers ministres. Puis présidents de la République. On voit tous les jours ce que ça donne…

Pour moi, l'infiltration massive de la caste politique par les énarques est à mettre au rang des aberrations qui font le « mal français » à la même place que l'utopisme de la « gauche », la poli-

tisation et le corporatisme des syndicats, la défense acharnée par chaque catégorie sociale de ses prébendes et privilèges.

Secundo. Par le jeu de mécanismes comparables – conformisme de la fortune, du nom, du poids social –, les entreprises françaises ne sont guère, dans l'ensemble, des modèles de dynamisme.

Ce patronat de droit divin, obtus et rétrograde, projection d'une bourgeoisie aussi bornée que vorace qui alimente également l'ENA, ne peut que produire, en réaction, soit un syndicalisme politisé, ouvert à toutes les utopies de gauche, soit une intervention des énarques, inventeurs d'un étonnant mahjong administratif dont ils sont les seuls à connaître les règles, et trop heureux de venir gérer tout ce gâchis, arbitrer tous ces conflits entre ce beau monde.

Tant que ne se lèvera pas sur la France un grand vent de liberté – soufflé par quel Reagan ? –, de multiples entrepreneurs créant le maximum de richesses accessibles au plus grand nombre, les syndicats défendant exclusivement les intérêts des travailleurs qui participent si bien à cette grande œuvre, un État « minimum » intervenant avec compétence et sans aucun privilège de nature sacrée, afin de corriger les défaillances des uns et des autres et, éventuellement en guidant leurs pas, accroître leur espace de liberté, la France restera une royauté poussive, vivant aux crochets des « cœurs », expression du grand Fernand Braudel, de « l'économie-monde ». Royauté gérée par les majordomes de l'ENA, coupée en deux par deux religions séculières – celle respectant l'ordre pour l'ordre, celle habitée par les croyances dans les vertus de la « révolution » et du « peuple de gauche » – dont il faut bien constater qu'elles sont, et c'est fort heureux, parfaitement essoufflées – ce qui fait, d'ailleurs, de François Mitterrand, Jacques Chirac ou Michel Rocard des personnages tellement intéressants malgré leurs apparentes différences.

En ce début des années soixante qui nous fascinent tellement parce qu'à la charnière des « trente glorieuses » de Jean Fourastié

qui construisirent notre opulence, elles bouleversèrent tant de nos mentalités, nous libérant de bien des tabous moraux ou religieux, nous n'en étions pas encore là. Et c'est dans une religion exacerbée de la nation – « L'important, note Toynbee, est non ce que l'on croit mais ce que l'on vit » –, dans l'adoration de la déesse France, le respect du dieu État et le culte du « grand homme » charismatique que s'enclenchaient et jouaient les mécanismes alors rudes et implacables du pouvoir.

IV

Le quatrième cercle
Le Dieu Vivant

L'attentat de Pont-sur-Seine commis, le 9 septembre 1961, contre le général de Gaulle – je n'eus pas à m'occuper, n'étant plus alors à Matignon, de celui du Petit-Clamart en août 1962, qui fut autrement dangereux, autrement révélateur des faiblesses de nos polices – s'impose à moi une fois que les hasards du souvenir, je n'aime guère me plonger dans les caisses mortes de mes archives, ont ramené à la surface des événements que je croyais à jamais engloutis.

Paul Comiti m'avait réveillé dans mon HLM de Montrouge et cet appel prioritaire ne me fut pas plus pardonné par les « barons » que ne me fut pardonnée la façon dont, au nom de l'efficacité dans la conduite de la guerre, je bousculais les ministres ou la manière dont j'exprimais, par des mots dévastateurs probablement inspirés par la tension nerveuse, mon aversion pour les courtisans, purement décoratifs en ces époques de danger en attendant de devenir les hauts dignitaires de la République que nous accouchions dans la douleur et dans le sang.

L'état-major d'Alger avait travaillé ainsi des journées entières – qui seront, d'ailleurs, couronnées de succès – pour empêcher, par un quadrillage policier de la ville et des hélicoptères goniométriques, que l'OAS, faisant sauter un pylône lors d'un discours du Général, ne substituât, comme à l'accoutumée, la voix de Salan à celle de De Gaulle. Un envoyé de l'Élysée avait demandé à être reçu au cours des dernières minutes de fièvre et d'angoisse.

– Vous me garantissez au moins, avait-il dit avec la politesse peu subtile des inspecteurs des travaux finis, que tout à l'heure on entendra bien le Général ?

La réponse avait fusé, bête et méchante :

– Je vous garantis qu'on entendra le général. Mais je ne vous garantis pas lequel…

Pour en revenir à Pont-sur-Seine, nous avions, pendant l'enquête de police, longuement analysé l'attentat avec les officiers du service Action du SDECE dont ce type d'opération était précisément le sinistre métier. La malchance s'était abattue sur le Général. Le dispositif de sécurité étant ce qu'il était, avec ses changements d'itinéraires entre Paris et Colombey et ses inversions dans l'ordre des voitures du convoi, c'est le hasard qui avait permis de faire exploser la bombe sur le passage de la voiture présidentielle. Désormais le chef de l'État se rendra à Colombey en hélicoptère – ce qui n'empêchera en rien, bien au contraire, le Petit-Clamart. La malchance, donc, s'était abattue sur le Général. Seule la chance l'avait sauvé. Placé comme il l'était, visiblement par des amateurs, le détonateur ne pouvait faire exploser tous les pains de plastic dans la bouteille de butagaz qui les abritait.

Comme toute action militaire, la sécurité a de ces aléas. Quelle que soit l'affection que l'on éprouve pour l'homme à protéger, quelle que soit la conscience de son caractère unique – tel était effectivement le cas du général de Gaulle : les ténors de la Quatrième étaient démonétisés, ne valaient pas plus qu'une poignée de pesos mexicains ; ceux de la Cinquième se trouvaient encore dans les limbes –, on ne peut que s'en remettre à des techniques de protection qui, faute d'un « agent » infiltré chez les terroristes et qui, de surcroît, ne saurait être de tous les attentats projetés, sont toujours susceptibles d'être tournées.

Si les commandos de l'OAS n'avaient pas été uniquement bons à chasser le « raton » dans des tueries dont les comptes rendus pourtant froids à souhait continuent, vingt-cinq ans plus tard, à me soulever le cœur, s'ils avaient fait autre chose que de poser, en détalant comme des lapins, des pains de plastic devant

les loges de concierge et les fenêtres ou d'échafauder des projets fantasmagoriques de l'attentat idéal « au sommet » contre « la grande Zohra », bref si les déserteurs et tueurs de l'Organisation secrète avaient été prêts à risquer et, *a fortiori*, sacrifier leur vie, de Gaulle aurait été, tel Heydrich à Prague, un homme mort.

Nous étions en train de discuter, dans un bureau directorial de la *Rand Corporation* en Californie, dix-huit mois après Matignon, de la spécificité de la Papauté soviétique, créatrice d'un nouvel art de la guerre et d'une nouvelle diplomatie entièrement originaux mais que l'Occident habille de toutes les brillantes et rassurantes parures de ses funestes illusions.

Un téléphone bourdonna et le directeur du département des sciences sociales raccrocha, les larmes aux yeux. Dans les couloirs, les portes claquaient et les voix s'enflaient dans l'une de ces grandes émotions collectives propres à l'Amérique.

– Le Président est mort ! bégaya mon grand ami Joe Goldsen. John Kennedy a été assassiné !

La *Rand* me commanda aussitôt une étude sur la protection des chefs d'État. D'après ses calculs – elle mettait tout sur ordinateur –, Charles de Gaulle avait bénéficié, pendant la guerre d'Algérie, étant donné le volume des haines soulevées et des tentatives lancées, d'un taux de survie proprement pharamineux.

Je constatai alors, avec étonnement, que la toute-puissante mais ultra-démocratique Amérique ne disposait, pour protéger l'homme le plus menacé de la terre, dont dépend la sécurité nucléaire des États-Unis et de l'Occident, que de moyens et possibilités bien plus restreints que ceux d'une France microscopique mais encore royaliste et policière.

Certes la protection dite « rapprochée » pouvait être mieux assurée par le *Secret Service* que par le quarteron de « gorilles » rescapés du service d'ordre du RPF et qui avaient, tout en risquant leur vie, trouvé ainsi un moyen de s'intégrer dans les cadres de la police officielle. Mais l'absence de polices s'intéressant, tels les Renseignements généraux, à l'anormalité politique

ou sociale de certains citoyens et surtout l'inexistence de forces permanentes spécialisées, CRS, gendarmes ou mêmes les volumineuses polices municipales, rendaient beaucoup plus aléatoires les gradations de la protection dite « éloignée ». En France, Lee Oswald, s'il n'avait pas été étiqueté, surveillé, éloigné pendant le voyage officiel, se serait, selon toute probabilité – même au cas où il n'aurait pas été dissuadé par l'ampleur des mesures prises –, trouvé débusqué au cours d'un contrôle de routine de l'itinéraire présidentiel.

Quelle que soit l'ampleur des risques ainsi courus par le président des États-Unis, je ne rencontrai pourtant chez aucun responsable américain cet affolement que j'avais observé, bien peu coopératif, une veille de 14 Juillet dans les salons accueillants de Roger Frey au premier étage de la place Beauvau.

La nuit tombait. Ne parvenant pas à se défaire de leurs obsessions, les « compagnons » n'arrivaient pas à se séparer, refusaient de s'en remettre aux mesures de sécurité prises par les services parfaitement efficaces et compétents qui, depuis des temps immémoriaux, assurent en France la protection des « hautes personnalités » de quelque bord qu'elles soient – quitte à laisser se débrouiller tout seul un quelconque PDG d'une Régie Renault sans grand intérêt politique. Toujours aussi fébriles et inquiets, nos chers futurs « barons » passèrent la soirée, un verre de whisky à la main, à imaginer toutes les possibilités d'assassiner leur dieu au cours du défilé militaire du lendemain. Pas moins de seize scénarios – contre lesquels nous aurions été totalement impuissants – furent ainsi échafaudés.

La réalité, qu'on se souvienne de la mort de Sadate ou d'Indira Gandhi, peut rejoindre la fiction. Le clou de ce film d'épouvante prévoyait que des chars, sortant du défilé, viendraient, le jour de la fête nationale, broyer sous leurs chenilles la tribune présidentielle en plein centre des Champs-Élysées.

Charles de Gaulle était plus fataliste. C'est avec un courage tranquille, face à une mort toujours possible, qu'il vécut, lui, la guerre d'Algérie.

Soupçonne-t-on que le Général, pendant toutes ces années, devenait, lentement mais inexorablement, captif de la cécité, que le grand homme qui guidait la France et impressionnait le monde était, chaque jour, de plus en plus aveugle ?
– Si je n'agrippais pas le Vieux, me racontait avec tendresse Paul Comiti, il percuterait toutes les portes vitrées, s'éparpillerait dans chaque escalier. Et si le Général donne l'impression, à la télévision, de regarder chaque Français droit dans les yeux, c'est qu'il fixe la caméra avec d'autant plus d'intensité qu'il ne la voit pas…

Comment imaginer le drame de l'homme désireux de diriger ses semblables mais ne les distinguant, eux, leurs foules et leurs dirigeants, qu'à travers un brouillard opaque et flou ? Mais comment évaluer également la déperdition des connaissances indispensables à l'homme d'État ? Si une machine à écrire à gros caractères était prévue et utilisée à l'intention du Général, que de rapports, de dépêches, mis à part les télégrammes des armées et du Quai d'Orsay imprimés en majuscules, que de lettres, de journaux et de livres qui ne pouvaient être déchiffrés qu'avec une loupe !

Et cet univers d'ombres imprécises où Charles de Gaulle était condamné à vivre et à se mouvoir n'entraînait-il pas, dans une coupure avec le monde réel, une prééminence envahissante et fatale des chimères, fantasmes et mirages intérieurs de la vieillesse ?

La base de Bizerte, assiégée pendant l'été 1961, par les foules et les troupes tunisiennes moins sur un coup de tête du sage président Bourguiba que pour renforcer la position musulmane en prévision du dégagement français de l'Algérie, ne pouvait être défendue par notre garnison, même renforcée de parachutistes, en tiraillant tranquillement de derrière les barbelés.

Comme dans toute opération défensive, il fallait s'emparer des points d'appui contrôlant le champ de bataille. Mais une

telle riposte, destinée à donner de l'air à nos forces, ne pouvait que susciter les glapissements du « machin » de l'ONU et des bonnes âmes – *Schöne Seelen* – de la « communauté » internationale, promptes à s'émouvoir de toute « agression impérialiste ».

Le Général lui donna pourtant son approbation.

Pour cause de putsch, les chefs successifs du cabinet militaire de Matignon étaient en prison et de Gaulle, suspicieux à juste titre des choix militaires de Michel, lui avait finalement imposé l'amiral Évenou, un ancien marin de la France Libre.

Bien que gaulliste fervent, Évenou partageait mon aversion pour l'épuration de l'armée à laquelle se livrait à bras raccourcis, sous l'œil gourmand de Pierre Messmer, une Sécurité militaire que nous avions réorganisée pour remplir cette peu ragoûtante mission – pour ma part, j'avais décidé de jeter directement à la corbeille les innombrables lettres où le deuxième classe Dupont ou le sergent-chef Durand se livraient avec délectation à ce sport national qu'est chez nous la délation. Toujours avide de grandes manœuvres militaires qui me changeaient des manifestations de rues ou des opérations du SDECE, je demandai donc à Évenou d'assurer avec lui la permanence lors du déclenchement de l'action de dégagement de Bizerte.

– À la guerre, je n'ai jamais été hostile à un certain confort, constata Évenou en s'installant sans le moindre complexe dans le fauteuil de Michel derrière le bureau Louis XV du Premier ministre.

Dans le sombre salon éclairé d'une seule lampe – Michel craignait les lumières crues et ne voulait, dans l'obscurité autour de lui, ne voir que ses dossiers –, Évenou me racontait l'épopée des forces navales de la France Libre, de cette poignée de marins qui, dès la première heure, s'étaient ralliés à de Gaulle et qui, du Pacifique à l'océan Arctique, avaient été de tous les combats, de tous les convois. L'interministériel sonna. Évenou décrocha :

– Ici l'amiral, chef du cabinet militaire, remplaçant le Premier ministre… Mes respects, mon général… Affirmatif, mon général… À vos ordres, mon général… Mes respects, mon général…

Sans échanger aucun commentaire, nous reprîmes notre conversation. Évenou en était à l'épisode où il avait, à partir d'une vague canonnière, fait basculer l'île de la Réunion dans le camp gaulliste, lorsque l'interministériel sonna de nouveau :

– Mes respects, mon général… À vos ordres, mon général…

Cette fois, Évenou hocha la tête en raccrochant.

– Le Général, constata-t-il, n'a vraiment pas changé… Tout à l'heure, il ne fallait plus dégager la base… Maintenant, il faut y aller contre vents et marées… Tout juste si, dans la foulée, il ne faut pas s'emparer de la ville de Bizerte elle-même… Comme si l'on pouvait, une fois la machine militaire lancée, l'arrêter toutes les cinq minutes, la faire redémarrer, modifier sa direction !

L'amiral chercha à mieux se caler dans l'inconfortable fauteuil de Michel.

– De toute façon, déclara-t-il impavide, si ça continue, je vais dire au Vieux que la liaison radio est coupée…

À chacun son génie.

– Vous voulez un paquet-cadeau ? s'enquiert aimablement mon libraire chaque fois que je lui achète un volume des *Lettres, notes et carnets* que l'amiral Philippe de Gaulle publie avec une bien émouvante piété filiale.

Le contenu, disparate, n'est pas de la qualité d'un contenant qui, bizarrement, rappelle, par sa présentation bleu et or, les œuvres complètes du prophète Lénine si somptueusement éditées par les papes rouges de Moscou. Des intuitions fulgurantes mais des lettres ampoulées et plates à des académiciens n'ayant pas encore entamé, à l'époque, leur cure de rajeunissement. Une définition, admirable par sa clarté et sa volonté, des buts à atteindre en Algérie mais des ordres dont je me souviens parfaitement avoir demandé à Michel qu'il les obtienne du chef suprême. Et de ce bric-à-brac, utile pour l'historien mais dont on ne voit guère, mis à part le maintien du culte, l'intérêt pour un grand public, émergent de temps à autre des instructions irréalisables sur le terrain, portant sur des détails sans réel intérêt, souvent dépas-

sées avant même d'avoir été signées – instructions que Michel ne s'est jamais donné la peine de me transmettre**.

Charles de Gaulle n'était pas, et c'est plutôt pour moi un compliment, ni Napoléon ni Alexandre le Grand.

J'ai écrit : « J'avais donné l'ordre à nos services de renseignement d'établir un contact secret avec les dirigeants du FLN. » En vertu de quel mystère, moi qui, vingt-cinq ans après avoir cessé d'exercer tout pouvoir, me veux aussi libre que le permet l'astreignante condition humaine – « Le plus grand ennemi de la vérité, disait Nietzsche, ce n'est pas le mensonge, ce sont les convictions » – je voile ainsi la réalité, la recouvrant du manteau de la banale assertion pseudo-historique ? Faut-il que soit encore fort chez moi le respect qu'inspirent le pouvoir, les services spéciaux, l'Histoire ; puissante, la timidité que j'éprouve à l'idée de me mettre moi-même en scène ?

Le général Grossin n'était pas un traîneur de sabre quelconque. De tendance maçonnique et socialiste – il soutiendra plus tard, contre de Gaulle, la candidature de François Mitterrand –, il était autant doué pour l'art de la politique que pour la chose guerrière et l'on trouvait dans son entourage un lot égal de brillants officiers parachutistes et de personnages, eux, plus indéfinissables.

Tel L. Barbu malin et chaleureux, L. tutoyait tout ce qui comptait dans le showbiz, avait un bureau à l'ORTF, s'y disait

---

* Il serait déplaisant de trop approfondir ce point et je ne prendrai qu'un seul exemple : la lettre au Premier ministre par laquelle, à propos du week-end du Quinze-Août 1961, de Gaulle, constatant qu'« il n'y aura personne ni dans les ministères, ni à la préfecture de police, ni à la Région de Paris, ni dans les administrations, les états-majors et les troupes », demande à Michel Debré de « prendre des mesures discrètes *(sic)* de précaution[32] ».
Même si la menace d'un coup de force était minime, il est évident que de telles mesures n'avaient pas besoin, pour être prises, d'attendre l'ordre du chef de l'État et n'impliquaient, d'ailleurs, en rien une présence massive de ronds-de-cuir dans les ministères ou les « administrations », ni même à la « Région (militaire) de Paris » qui jouait peut-être un rôle déterminant pour le maintien de l'ordre en 1870 ou 1914 mais pas en 1961.

producteur, sans qu'on sache exactement ce qu'il y produisait ni, même, y faisait. Grossin l'avait chargé de la tâche entre toutes délicate d'entretenir des relations entre la presse et des services secrets de nom et de vocation. C'est dire que le Tout-Paris journalistique proclamait *urbi et orbi* que L. était une « barbouze », mais sans soupçonner véritablement – il est des choses que l'esprit humain n'aime pas concevoir et les gens de presse n'ont pas la suspicion chevillée au corps – que ce Rouletabille sympathique que personne ne prenait tout à fait au sérieux était effectivement un rouage de la machine, elle réelle et redoutable, du SDECE.

Naviguant de déjeuner en salle de rédaction, L. s'était lié avec deux journalistes très proches du FLN que j'appellerai « Petit a » et « Petit a prime ». « Petit a », tempérament de gauche, généreux et brouillon, défendait de Paris toutes les libertés et toutes les indépendances. « Petit a prime », citoyen d'un pays francophone neutre, était moins engagé, étudiait avec plus de sérieux mais une réelle sympathie les mouvements de libération du tiers monde.

Rétablir les relations subtiles entre L. et « Petit a » et « Petit a prime » demanderait soit un talent romanesque qui me fait cruellement défaut, soit le recours à ces « comptes rendus de contact » que je n'avais pas le temps de lire tous et dont je ne suis d'ailleurs pas certain que L., personnage marginal s'il en fut, prenait le soin de rédiger – comptes rendus où toutes les rencontres d'un agent des services spéciaux sont notées dans le moindre détail afin que, se prémunissant contre enjolivures et inventions, se dessine l'architecture de ce qu'on appelle, en jargon des services, une « manipulation* ».

Le FLN était, on le devine, très sollicité. Des hommes politiques se voulant sensibles à la raison – Antoine Pinay alors ministre des Finances de Debré –, des ministres généreux – Edmond Michelet, et je saisis l'occasion pour préciser qu'homme admirable, il était aussi fait pour être ministre que moi chambellan

* Le procédé vise également à détecter l'intrusion malveillante dans le processus de services et de corps étrangers.

du pape –, des membres de cabinet aux penchants anticolonialistes – Hervé Bourges, alors collaborateur du garde des Sceaux –, des stars du journalisme de gauche, désireuses de mettre fin à la tuerie tout en accroissant, il n'y a pas de petits profits, leur aura d'hommes de paix et de dialogue – Jean Amrouche, Jean Daniel, etc., l'espèce proliférait – établissaient régulièrement des « contacts », se proposaient de jouer les intermédiaires avec un général de Gaulle présenté – à tort – comme un fervent libéral, freiné dans ses pacifiques volontés par le vilain Michel Debré.

Nos innombrables écoutes – du FLN et de ses radios, de ses représentants et sympathisants, des journalistes, voire des ministres eux-mêmes – m'avertissaient immanquablement de ces lumineuses démarches. Commentaire en marge de ces prolixes documents – les gens sont bavards et l'État en France dépense des fortunes à enregistrer et transcrire leurs conversations –, appelés « Z » dans les services spéciaux : « Que f… donc Michelet (ou : Bourges ou Daniel) ? Le Général est-il au courant ? » Réponse régulière de Michel : « Ce contact n'est pas autorisé par le Général. Nous sommes en pleine guerre. Faire le nécessaire pour mettre fin à ce scandale. »

« Faire le nécessaire » consistait, souvent avec l'aide de Michel, à « remonter les bretelles » à un Michelet avec lequel Debré aimait tellement s'empoigner en des éclats de voix qui transperçaient les portes capitonnées que « Passez-moi Michelet » était devenu, pour les aides de camp, synonyme de « passer ses nerfs », à faire limoger tel ou tel membre de cabinet – Hervé Bourges –, à faire dire par « Petit a » et « Petit a prime » à leurs amis du FLN que le GPRA, organisme sympathique et responsable, ne devrait pas prendre au sérieux les vapeurs de n'importe quelle « belle âme » de gauche, voire à arrêter ici ou là, un sympathisant par trop remuant, lui retirer son passeport ou à déclencher, nous en reparlerons, une opération « Action » contre un responsable du FLN à l'étranger, afin de réduire à de plus réalistes proportions les illusions de tout ce petit monde sur l'arrivée du temps béni du dialogue.

« Petit a » et « Petit a prime » étaient des seconds couteaux. C'est donc avec un plaisir évident qu'ils transmettaient les messages dégonflant les personnages plus en vue de ce que nous appelions le « FLN Circus ». Se mouvant dans le flou entretenu par L. sur ses activités, convaincus qu'ils œuvraient au mieux, les choses étant ce qu'elles étaient, pour la fin de la guerre, jamais ils ne furent ni soudoyés ni placés « sous contrôle » par une « pression », l'un de ces chantages propres aux pays totalitaires et que le grand public estime, à tort, constituer l'apanage indispensable de l'« espionnage ». Tout au plus, des renseignements précis et objectifs sur l'état d'esprit réel du général de Gaulle et de Michel Debré, le remboursement de frais de voyage et de séjour dans les endroits exotiques où palabraient les « frères » permettaient-ils de les « valoriser ».

Tout allait ainsi cahin-caha lorsque « Petit a » et, surtout, « Petit a prime » commencèrent à rendre compte, dans le second semestre 1960, que le désir de négocier du FLN augmentait. Les micros installés dans les différentes prisons et résidences surveillées de Ben Bella et de ses compagnons confirmaient, outre de spectaculaires fantasmes sexuels suscités par l'abstinence carcérale, que les illusions de Melun s'étaient dissipées, qu'une négociation raisonnable, débarrassée de tout délire orgueilleux, s'imposait comme une solution.

Le discours du Général du 4 novembre 1960 lorsqu'il parla, peut-être influencé par ce changement d'attitude du FLN, de « République algérienne » me fit franchir le Rubicon. Sans en saisir Debré afin d'éviter ses fureurs – le Premier ministre n'avait pas, non plus, été averti par le Général de sa nouvelle et républicaine terminologie –, je convoquai L.

– Et si nous établissions un contact avec le FLN ? Le temps paraît venu. Avec sa « République algérienne », le Général a fait un sacré pas en avant !

– « Petit a prime », s'enthousiasma L., fera passer le message comme une lettre à la poste ! Justement le FLN – on ne disait pas, dans les services comme dans l'armée, *fell* ou, pire, *fellouze*

– se réunit à Tripoli. « Petit a » est trop proche du FLN qui l'utilise d'une manière qui me cause du souci. « Petit a prime » est, lui, parfait d'objectivité. Je vais lui faire dire qu'il a rencontré un membre du cabinet de Debré qui affirme que le Premier ministre désire, lui aussi, négocier. On verra bien les réactions. Comme « l'amer Michel » passe pour un jusqu'au-boutiste, l'hameçon peut être avalé…

Retour de « Petit a prime » de Tripoli. Compte rendu de L., SERVICE DE DOCUMENTATION EXTÉRIEURE ET DE CONTRE-ESPIONNAGE, *Très Secret, Source à ne pas communiquer, Exemplaire 1/3, Note d'information n° x, État d'esprit des dirigeants de la rébellion*, sur les différentes réactions des divers chefs du FLN à la bonne nouvelle apportée par « Petit a prime ». Le FLN confirmait sa volonté de négocier. Mais, pour ne pas être, une fois de plus, « mené en bateau », désirait, au préalable, rencontrer un émissaire officiel, muni cette fois, les plaisanteries les plus courtes sont les meilleures, d'un pouvoir explicite.

Mis au courant, Michel accepta que L. parte pour Genève et que Racine signe une lettre que je rédigeai et tamponnai généreusement du cachet rouge RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – LE PREMIER MINISTRE : *M. L. est autorisé par la présente à prendre les contacts qui s'imposent avec les dirigeants de l'organisation dite « Front de libération nationale ».* Le diplomate Claude Chayet pour la forme, Georges Pompidou sur le fond exploreront en l'élargissant, cette fois sous le contrôle direct du général de Gaulle et de Louis Joxe, l'étroite sente ainsi creusée entre les deux masses embrasées par six années d'inexpiables hostilités.

Telle la guerre, les services spéciaux sont un art simple et tout d'exécution. (Je dois avouer cependant que, destinée au général de Gaulle, la note que je rédigeai sur cette « opération » n'avait rien de la limpidité méritoire de mes communications avec Debré : « Dans le cadre de sa mission de renseignement, le Service, tout en poursuivant la destruction du potentiel ennemi à l'étranger, a été amené, sur instructions de M. le Premier ministre, à "réactiver" un "agent de contact" implanté de longue date,

avec les précautions adéquates de cloisonnement, auprès des dirigeants de la rébellion. D'après l'officier traitant chargé de l'opération… » Etc. Pompeuse à souhait, une telle littérature vise surtout à glorifier le pouvoir, à gonfler l'importance de ses actes, décisions et officines.)

Mais, quelle que soit la clarté des situations et interventions de services spéciaux, les milieux marginaux voire troubles qu'il faut explorer, les personnages bizarres voire désaxés qu'il faut utiliser, les méthodes obliques voire retorses qu'impose – et rend possible – la clandestinité supposent que les « opérateurs » fassent preuve, eux, certes d'une technicité hors pair mais, surtout, d'une parfaite simplicité intellectuelle et morale. « De quoi s'agit-il ? » disait déjà le maréchal Foch.

Lecture du saint Évangile selon saint Jean Lacouture :

« Soudain, rapporte Terrenoire, le général de Gaulle change de contenance et m'interpelle d'une façon inhabituelle en commençant par "monsieur le ministre de l'Information". »

Écoutons la parole du Seigneur :

« Jusqu'à présent, j'ai fait de nombreux discours. » – Au commencement était le Verbe. – « Il s'agissait de préparer l'opinion à ce qui doit arriver. Maintenant cela devient sérieux. (…) Oh, il y a bien eu des personnages vibrionnants qui ont tenté à diverses reprises de jouer les intermédiaires mais ils n'étaient pas mandatés pour cela. *Désormais, ce sera autre chose. On aura des contacts avec le FLN. On va les entreprendre*[33]. »

Sic.

Dieu seul est grand. Seul Dieu peut avoir créé le monde…

Qu'est-ce que le « gaullisme » ?

De Gaulle, dit-on, n'appréciait guère le terme mais ses partisans, mais la France qui affectionne les concepts émotifs et flous – Lumières, Révolution, socialisme, Progrès, libération – ne pouvaient laisser échapper une si belle occasion de se forger de nouveaux mythes.

Au départ, en 1940, les choses sont claires. Le gaullisme est la volonté inébranlable de poursuivre la lutte jusqu'à la victoire des Alliés. Idéaliste et pure chez les premiers et rarissimes ralliés de Londres, cette volonté est progressivement facilitée par les revers allemands, emportée vers l'« absolu » par l'« ascension aux extrêmes » de la guerre.

Vers le terme de l'Occupation et à la Libération, les réalités se durcissent et se diluent. Alors que le « gaullisme » devient pour ses zélateurs – fussent-ils nouveaux venus dans la Résistance – une voie d'ascension politique et sociale, le désir de réformer un pays effectivement bloqué et arriéré, de combiner grandeur retrouvée et justice à instaurer ne s'insère dans aucune doctrine cohérente, ne s'exprime par aucune action homogène en raison, notamment mais pas seulement, du départ précipité du général de Gaulle.

Se développe alors la conviction, pendant que le Général harangue ses fidèles dans les meetings du RPF ou s'isole à Colombey, que seul de Gaulle peut, face à la déliquescence de la Quatrième République, rendre à la France grandeur internationale, stabilité politique, prospérité économique et justice sociale. Conviction justifiée d'ailleurs en raison des maladies congénitales de la Quatrième, mais lourde déjà – comme pendant la guerre, mais la guerre c'est la guerre – d'assez détestables déviations. Le « Général » devient dieu et le « gaullisme » une sorte d'Église militante.

Le Dieu Soleil de la Nouvelle Église politicienne.

En 1962, nouveau changement de décor.

Une grande œuvre a été accomplie. La France est débarrassée de son boulet colonial, pourvue d'institutions stables, remise, assainie, dans l'économie mondiale. Le mérite en revient à Charles de Gaulle mais à Charles de Gaulle seul. Les « gaullistes », eux, n'existent plus en tant que mouvement, n'ont été, en mai 1958, que les adjuvants assez dérisoires et folkloriques de la révolte des pieds-noirs et de l'insubordination de l'armée. Après le retour au

pouvoir du général de Gaulle, ils n'ont participé que de loin à la conduite de la guerre d'Algérie, au combat contre le FLN ou aux négociations avec la rébellion. La seule, mais assez navrante exception est leur mini-croisade contre l'OAS autour de Roger Frey et Alexandre Sanguinetti – guerre de religion au petit pied, négligeant superbement le nécessaire renforcement de la position française face au FLN au cours des négociations ou le maintien de l'ordre en Algérie devant les légitimes inquiétudes de la population européenne.

Surprise.

Quelle que soit la nouveauté de la situation ainsi créée, le culte gaulliste demeure, bien que le dogme du Dieu Vivant soit devenu tout à fait insupportable. Une fois les nouvelles institutions implantées dans la conscience populaire – et il fallait peut-être pour cela que le général de Gaulle les appliquât lui-même pendant un certain temps –, indépendance, stabilité, prospérité, justice ne passent plus nécessairement par de Gaulle seul. Ces objectifs de base, ces « ardentes obligations » s'il en fut, sont désormais à la portée de tout homme d'État de quelque talent et, de ce point de vue, les habituelles et faciles comparaisons entre de Gaulle et François Mitterrand, ou Raymond Barre, sont parfaitement incongrues.

Faut-il alors caractériser le « gaullisme » par cette irritabilité chauvine, ce nationalisme dépassé, ce passéisme de plus en plus maussade au fur et à mesure qu'il se heurtait aux faits – « Les faits sont têtus », disait fort justement Lénine – qui déparent la politique extérieure de Charles de Gaulle – sauf, peut-être, pour les relations avec l'Allemagne après, il est vrai, un tournant à cent quatre-vingts degrés du Prophète sur ses positions ultra-chauvinistes d'après-guerre[34] ? Par cette vision XIXe siècle du « jeu interétatique » qui aboutit, face à l'expansion de la nouvelle religion communiste et soviétique, à un gâtisme tranquille dont la « détente » ou le discours de Phnom Penh sont les si néfastes fleurons ?

Par, au plan intérieur, le cocktail, si résolument bonapartiste, de ce conservatisme étriqué dont l'épanouissement provo-

quera Mai 68, de ce colbertisme inadapté au monde moderne que Michel Debré incarnera si bien, provoquant ces rudes mais lumineuses journées, au ministère des Finances, de ce populisme démagogique qui ne parviendra jamais à s'incarner dans aucune – les discours et projets sur la « participation » – réalité ?

Ou faut-il privilégier la vision que donnera Roger Frey à Philippe Alexandre dans un livre que, devenu éditeur, je parrainerai : « Le gaullisme est l'histoire d'une amitié[35] ? »

Pompidou, Frey, Guichard, Foccart, Lefranc, Debré, Chaban sont bien les « barons » qui se sont dévoués sous la Quatrième pour la restauration du roi – plutôt les cardinaux de la nouvelle Église œuvrant pour le retour au pouvoir du Dieu Vivant. Ce sont eux qui, malgré les réserves du général de Gaulle, ont créé le mouvement politique, UNR puis UDR, qui l'a servi tout en instaurant leur propre et abusive pérennité.

Mouvement sans autre doctrine que l'infaillibilité du Saint-Père, sans autre imagination politique que, dans un renouvellement du « radical-socialisme » – « de radis : rouge à l'extérieur, blanc à l'intérieur, m'avait-on appris au Sénat, mais toujours près de l'assiette au beurre » –, de pomper les voix conservatrices, de mordre dans l'électorat de gauche tout en attirant à soi les personnalités du centre.

Mais mouvement lourd de beaucoup de fanatisme parareligieux, entraînant dans son trouble sillage, comme toute intrusion de pulsions religieuses dans les affaires temporelles, des personnages – je me souviens du SAC ou des « polices parallèles » – peut-être hauts en couleur mais, osons le dire, franchement crapuleux.

Les mêmes causes produiront toujours les mêmes effets.

L'adoration du Dieu Vivant entraînera, dans cette République pétrie de religiosité qu'est la France, un accès d'un mal qu'on ne peut qualifier, même s'il fut bénin, que de stalinisme.

Volonté – platonique – d'extermination des infidèles, tels l'OAS, les « 121 » ou François Mitterrand. Exécution – morale –, après des

procès menés en coulisse, des hérétiques, tels les colonels Passy et Rémy, Jacques Soustelle ou moi-même, dont la foi avait dévié ou n'était pas suffisamment ardente. Réécritures historiques proclamant, ne serait-ce que par les navrants *Mémoires* du Général lui-même, l'infaillibilité du Dieu Soleil et de ses cardinaux, réécritures si profondément ancrées dans l'opinion publique qu'elles ne peuvent qu'influencer la superbe mais extravagante imagerie d'Épinal de Jean Lacouture*, alors que la vision désacralisée que je propose dans ces « facettes de pouvoir » risque, tout en provoquant l'indignation échevelée des grands prêtres, de heurter bien des lecteurs. Tels furent les apanages, discutables mais, soyons justes, anodins au plan de l'Histoire, du « culte » de cette « personnalité »-là.

Et que penser du « chiraquisme », héritier de ce courant et de ce mouvement ? Je ne peux que lui souhaiter, maintenant que le dieu est mort et les cardinaux poussés vers une retraite bien méritée, plus de pragmatisme pompidolien, moins de suffisance nationaliste et d'illusions sur la « détente », moins de colbertisme énarquien et de socialisme rampant et, surtout, la renonciation à toute gesticulation religieuse, à cette irritante arrogance des seuls vrais croyants.

Paradoxes du « gaullisme ». D'une main le général de Gaulle édifie des institutions stables et respectées, redonne à la France une partie de son prestige. De l'autre, roi débonnaire et un tantinet fainéant, il laisse se corrompre la caste politique, affaiblit l'administration, élimine bien des « grands commis de l'État » au profit de valets plus ou moins galonnés : j'en ai vu un, un jour, je

* Inoubliable portrait du personnage médiatique de Charles de Gaulle, remarquable description de la négociation avec le FLN, grâce notamment à des sources algériennes et tunisiennes uniques, la monumentale biographie de Jean Lacouture est trop souvent alimentée par les habituelles et complaisantes approximations du grand et petit personnel du « gaullisme » – ce qui, ajouté à la fascination exercée par le modèle sur son peintre, fausse le portrait.
Le recours quasi exclusif aux souvenirs des « barons » et de leurs affidés entraîne fatalement de nombreuses inexactitudes quant à l'organisation et au fonctionnement des pouvoirs en France pendant la guerre d'Algérie, et au déroulement des premiers contacts secrets avec le FLN.

n'invente pas, bondir de son fauteuil et se raidir au garde-à-vous quand l'interministériel sonna de l'Élysée.

Toujours et toujours la protection fallacieuse du concept.

Au lieu de tirer au clair, une fois pour toutes, vingt-cinq ans plus tard, la nature des sentiments que m'inspirait Charles de Gaulle, je m'acharne à bâtir une analyse, certes légitime, du Dieu Vivant – je pense, comme Max Weber, que la fascination du sacré, la création de dieux et la fabrication de religions sont des phénomènes essentiels de l'esprit humain –, mais analyse quelque part outrée par la manière obsessionnelle dont je fuis ainsi la réalité.

Mon grand-père, le Dr Eugène Sergueïevitch Botkine, président de la Croix-Rouge russe et médecin de la famille impériale, avait décidé qu'il était de son devoir, après la révolution de Février qui jeta à bas l'Empire des Romanov, de suivre ses patients même détrônés dans leur exil en Sibérie. Sa jeune fille Tatiana l'avait accompagné. Le massacre d'Ekaterinbourg avait, par miracle, épargné ma future mère, mais l'avait laissée, à dix-neuf ans, toute seule dans un pays immense et inconnu, secoué par les convulsions de la guerre civile. Belle mais déformée par l'éducation méprisante et étriquée reçue à la cour de Russie, Tatiana avait été sauvée par un jeune lieutenant ukrainien de l'armée impériale, Constantin Semionovitch Melnik, rencontré jadis à Saint-Pétersbourg, « parfaitement élevé, disait-elle, bien que venant du peuple ». Le soldat avait épousé la jeune oie blanche, l'avait entraînée sur le Transsibérien dans un train blindé jusqu'à Vladivostok, embarquée sur l'un des derniers bâtiments quittant la Russie.

L'exil et la misère étaient rapidement venus à bout d'un mariage conçu sous d'aussi insolites auspices. Pendant que la toujours belle et combien altière Tatiana Evgueniovna partait en croisade dans les cours européennes afin de faire reconnaître les droits de sa camarade d'enfance la grande-duchesse Anastasia[36], Constantin Semionovitch travaillait en usine, s'occupait jour et nuit à procurer, à Rives-sur-Fures dans la banlieue de Grenoble, emploi, logement et chaleur humaine à ses camarades d'armes chassés de leur patrie par les bolcheviks.

La cohabitation n'avait duré que neuf ans et la belle Tatiana avait dû, seule avec ses trois enfants – j'avais alors deux ans et mon premier souvenir est fourni par les hurlements de cosaques qui ponctuèrent son déménagement – prendre le chemin de Nice où, à défaut de travail et de mari, proliférait, autour de l'éclatante cathédrale du Tsarévitch, une importante colonie russe, souffrante, désœuvrée et donc d'autant plus sensible aux souvenirs sibériens et colorés de la fille du Dr Botkine, le « médecin martyr » qui sera, d'ailleurs, mais ceci est une autre histoire, canonisé par une fraction monarchiste de l'Église orthodoxe russe ne craignant pas le ridicule.

La pauvreté avait fait le reste. La création par Constantin Semionovitch d'une nouvelle famille, le prix exorbitant, pour un manœuvre non qualifié, du billet de train Grenoble-Nice m'avaient privé de père. Au milieu des sommiers défoncés, envahis de punaises, autour desquels s'ébattaient, dans un taudis appelé je ne sais pourquoi *villa Pomponne*, trois femelles fort vigoureuses, la seule présence masculine de mon enfance était procurée par des portraits, encadrés d'argent massif, de Nicolas II, de mon grand-père en grand uniforme et de toute la smala des Botkine qui, médecins, écrivains, collectionneurs de Matisse et de Picasso, avaient formé l'une des familles les plus en vue de l'intelligentsia moscovite.

Absent, le père n'en était pas moins quotidiennement encensé par ces contes simples et épiques que les Russes, peuple moyenâgeux s'il en fut – le retard historique de la Russie est évalué à deux siècles –, aiment ressasser en d'interminables et sonores éclats de voix. Les fermes d'Ukraine de la superficie d'un département français, trois années de bravoure face aux Allemands durant la Première Guerre mondiale, les exploits et les horreurs de la guerre civile, une tentative de libérer Nicolas II en Sibérie, le voyage en Transsibérien et la clandestinité dans un Vladivostok tenu par l'Armée rouge formaient ainsi une chanson de geste perpétuellement recommencée.

Est-ce le flot de ces récits, un père magnifié mais absent, transformé en un « Bogatyr* » que ne venait souiller aucune réalité ou promiscuité qui explique, en dernière analyse, ma fascination pour Charles de Gaulle ? Cette recherche incessante du père qui me poussera toujours à admirer – Allen Dulles, Reinhard Gehlen ; Michel Debré est un cas différent – des héros plus âgés que moi ? Cette volonté de toujours négliger la réflexion au profit du domaine plus éblouissant de l'action ?

Est-ce le contraste de la misère quotidienne, des humiliantes « ardoises » – réalité et non image – chez l'épicier italien du coin de la rue de la Buffa, de l'absence de nourriture adaptée à nos faims d'enfants avec les contes mille fois rabâchés sur la splendeur des Botkine et l'opulence de la vie à la cour du tsar qui me poussera à vouloir m'insérer dans ces mondes enchanteurs qu'étaient pour moi Sciences-Po, le Sénat, le ministère de l'Intérieur et, couronnement des couronnements, l'hôtel Matignon ?

Jusqu'à l'âge de dix-huit ans, je penserai en russe, brassant, même dans les écoles françaises, les idées simples, barine et moujik, tsar, Dieu et le peuple, etc., puisées dans les vieux manuels saint-pétersbourgeois d'avant 14, brandis par nos parents à notre intention. Est-ce cette éducation schizophrène, mêlant culture russe et éducation française, réalité populaire et rêve aristocratique, qui me rendra si dramatiquement incapable, tout au long de ma pénible ascension sociale française, de jouer un jeu subtil et bourgeois dont je ne suis toujours pas à même de saisir les nuances les plus élémentaires ?

Un semblant d'harmonie n'émergera que dans le trépidant *melting pot* américain, au sein de la pittoresque *Rand Corporation* où, en pleine guerre froide et sous l'aile protectrice de la puissante US Air Force, intellectuels juifs, prussiens ou hongrois définissaient, dans une ambiance exaltée qui inspirera le célèbre *Docteur Folamour*, la stratégie nucléaire qui permettra aux États-Unis de faire face à la menace soviétique. Mais cette harmonie, je

* Chevalier sans peur et sans reproche des *bylina* russes.

la briserai net dès que Michel Debré me proposera de venir à ses côtés à Matignon, comme je laisserai s'étioler à la même époque – immense regret de ma vie – l'apaisante amitié avec Raymond Aron que je ne reverrai, toujours aussi superbe et souverain malgré sa maladie, que peu de temps avant sa mort.

Ce n'est pourtant pas la fascination pour le chef de la France Libre qui aura ainsi bouleversé ma vie. Si, coupant avec la *Rand* et Raymond Aron, je me suis embarqué vers les terres exaltantes du pouvoir, c'est en raison, soyons lucide, du frémissement que provoquait en moi la perspective d'une action en pleine guerre sous l'égide de Charles de Gaulle.

On n'échappe pas au destin qu'on s'est soi-même forgé.

Je n'ai jamais pris le Général pour le Dieu Vivant. Mais les sentiments qu'il m'a inspirés ne pouvaient qu'être riches, intenses, ambigus.

L'ignorance où je vivais, coupé de tout contact avec lui, de sa pensée profonde et de la réalité de sa personnalité ne m'a gêné en aucune manière : même les hommes qui ont le plus approché de Gaulle ont pu, Jacques Soustelle, se tromper sur ses intentions alors que, sensible au ressac de l'Histoire, je ne crois pas, moi, lui avoir jamais attribué des volontés qui n'auraient pas été les siennes*. Bien au contraire, cette indifférence de vieille duchesse bla-

* Une exception de taille au plan analytique mais sans effets au plan de l'action. Dans l'interview « M. X. parle du putsch », je ne crois pas avoir commis, en plein déferlement des peurs et passions de l'été 1961, d'erreur stratégique : aucun putsch ne s'est produit, l'armée a obéi, l'OAS s'est, en fin de compte, effondrée. Mais mon incompréhension du jeu des ambitions personnelles dans la France bourgeoise était telle qu'interrogé par Jean Cau sur le devenir du général de Gaulle, je lui attribuai allégrement, je ne pense pas que le Dieu Vivant ait apprécié le détail, le destin de… Koutouzov ! Une fois la France débarrassée du boulet algérien et remise sur rails, Charles de Gaulle, son devoir accompli, allait sinon se laisser mourir du moins se retirer, heureux et apaisé, à Colombey. Puissance des images littéraires lorsqu'on aborde des problèmes que l'on ne connaît pas et sur lesquels on n'a pas réfléchi…
Une justification cependant. Je suis rarement capable de calculs à une seule détente. Ma remarque – spontanée et non pensée – pouvait viser à désamorcer les arguments d'une « gauche » qui, tirée du néant par les attentats OAS, nous gênait avec ses vieilles antiennes de pouvoir personnel et de « coup d'État permanent ».

sée d'hommages ne pouvait qu'accentuer admiration et dévouement, accroître mystère et attraction, et paraissait accessoire par rapport à la liberté que le grand homme accordait de participer, grâce à lui et dans l'ombre protectrice qu'il projetait, au grand mouvement de l'Histoire.

La manière abrupte dont, une fois la guerre terminée, de Gaulle conseilla à Debré de « prendre du champ », le mépris hautain qu'il manifesta à l'égard de tous ceux qui, à Matignon ou sous nos ordres, lui avaient permis de surmonter les obstacles dressés sur sa route ne provoquèrent donc chez moi aucune stupéfaction ou déchirement, ne firent qu'accentuer l'ambiguïté des sentiments suscités par le *pater historiae*.

Ce n'est qu'insensiblement, en observant l'artiste, qu'un dépit, mêlé, n'ayons pas peur des mots, de haine et de tendresse, remplaça une admiration amoureuse qui n'avait été, elle, viciée, pendant que je le servais, d'aucun doute ou reproche, d'aucune révolte ou amertume.

Le salaire d'un manœuvre non qualifié n'a jamais été bien gras et, tout en m'arc-boutant afin de ne pas perpétuer un « prolétariat » qui ne peut, sous les coups du progrès économique, que se dissoudre et mourir, j'ai longtemps reproché à mon père de n'avoir pas voulu ou pu accorder à ses enfants un minimum de confort.

Maintenant que ma propre vie approche de son terme, je trouve plutôt superbe le château délabré de la banlieue de Grenoble dont il était à quatre-vingts ans, avant sa mort, le dernier et fantomatique occupant – château dit « l'Orgère » où une vie d'efforts lui avait permis de préserver, pour ses camarades exilés de l'Armée blanche, un lambeau de la Russie disparue.

– En Ukraine, disait-il, le moindre des lacs de nos propriétés dépassait en beauté, en douceur, en dimensions tout ce que je peux admirer ici. Depuis que j'ai vu pour la dernière fois les côtes russes sur lesquelles j'aurais préféré, face à l'inhumaine Armée rouge, mourir les armes à la main, je ne suis jamais parvenu à imaginer la maison, le champ, le bois qu'il m'aurait été agréable de posséder…

Et, mise à part l'Amérique où, dans l'absence d'aliénantes classes sociales et d'astreignantes traditions, chacun dispose, notamment au sein d'organisations, telles la CIA ou la *Rand*, puissantes, dynamiques, ouvertes, de chances égales de réussite, je n'ai jamais, non plus, éprouvé de désir de possession, de volonté d'appartenir à un groupe, à une classe ou à n'importe quel type d'organisation et de communauté.

Je n'ai jamais été « gaulliste ». J'ai servi de Gaulle, non le « gaullisme ».

La vanité des hommes vient se nicher en de bien singuliers recoins. Si les sergents-chefs s'efforcent souvent de démontrer que leur pensée peut se hisser à la hauteur de celle des plus grands stratèges, que d'estimables généraux qui tirent une gloire enfantine à vouloir réussir une besogne de sergent-chef! Convaincu de l'irremplaçable grandeur de son personnage historique, le général de Gaulle était plutôt prémuni contre cette déviation-là. Mais la catastrophe au printemps 1960 dans l'affaire dite de la « wilaya IV » qu'il s'acharna, peut-être pour se consoler des barricades, à traiter seul en demandant impérativement à Debré de la garder ignorée du SDECE, du général Grossin et de moi-même, fut à la mesure de la présomption déployée.

Face à cette offre de ralliement d'une des plus importantes wilayas d'Algérie dont l'éventuel aboutissement aurait pu, en faisant tache d'huile, faire basculer le destin de la guerre, le moins doué des « opérateurs » des services spéciaux aurait, sans avoir, pour autant, l'outrecuidance de garantir le succès, dressé la carte des récifs à éviter – récifs qui furent tous percutés par l'Élysée avec une rare maestria dans le maniement de l'erreur.

Erreur n° 1.

Confier les tractations avec les chefs de la wilaya envisageant de déposer les armes et de s'intégrer dans une Algérie nouvelle à deux fonctionnaires appliqués et sympathiques – le conseiller

élyséen Tricot avait demandé à Matignon l'assistance militaire de son ami, le colonel Mathon –, hommes de cabinet plus que de terrain et dévorés, de surcroît, de l'enthousiasme aveugle du néophyte, ne relevait pas d'un *modus operandi* dont l'on pouvait attendre de grands miracles.

Les notes de Bernard Tricot sur le possible devenir juridique de l'Algérie étaient claires et remarquables – notamment celle qui inspira les déclarations gaulliennes du 16 septembre 1959 sur l'autodétermination – et permirent probablement au Général de mieux définir ses objectifs[37]. Demander pour autant à ce juriste pointilleux et solitaire de rencontrer des combattants débarquant de leur djebel était aussi incongru que de s'en remettre – mais personne, prestige de l'intelligentsia, ne commettra l'erreur dans ce sens-là – à messieurs les généraux Massu et Bigeard pour rédiger un arrêt subtil et balancé du Conseil d'État.

Erreur n° 2.

Ne se livrer à aucune étude sérieuse de l'« objectif » n'améliorait guère les chances de réussite.

Des trois hommes dirigeant la wilaya, Salah, Lahcen, Mohammed, un seul détenait le vrai pouvoir : chef militaire de la wilaya, Mohammed disposait comme il l'entendait de la force armée. Or le *curriculum vitae* de ce brave était éloquent. À la différence de Salah et Lahcen, Si Mohammed n'était ni un politique ni un tendre. C'était l'un de ces bourreaux obtus et fanatisés que suscitent, plus encore que toutes les guerres, les opérations de partisans. Le nombre des exactions commises, l'horreur des massacres perpétrés étaient tels que le futur de cette bête de sang dans une Algérie qui n'émanerait pas d'un triomphe absolu du FLN ne pouvait être que marginal et limité.

L'homme étant ce qu'il était, il fallait soit négocier avec lui sur les bases rudes et simples qui peuvent intéresser ce genre de personnages, capables quelquefois des plus curieux retournements, soit, si la négociation devenait politique, l'éliminer – j'écris bien « éliminer ».

Considérer les choses autrement, en conseiller d'État, ne pouvait que faire peser sur les chances de réussite du ralliement et la survie des jeunes Salah et Lahcen l'hypothèque d'une force imprévisible et brutale.

Erreur n° 3.

Après des contacts trop superficiels et rapides, il était désastreux d'abattre tout de suite l'atout maître d'une rencontre avec le général de Gaulle en personne et je me suis toujours demandé, au vu du compte rendu que me fit plus tard le colonel Mathon de cette soirée crépusculaire dans les ors petits-bourgeois de l'Élysée, ce qu'avait bien pu penser Mohammed, qui au demeurant ne comprenait que mal le français, du discours gaullien sur les lendemains qui ne demandaient qu'à chanter en Algérie. N'est-ce pas en écoutant tonner un Verbe dont il n'avait que faire, que le bourreau analphabète décida, devant le trouble de Lahcen et Salah, de les faire exécuter dès leur retour au maquis ?

Le Fil de l'épée est pourtant clair sur le sujet. De Gaulle devait rester le Saint-Graal mystérieux et inaccessible vers qui tendraient tous les espoirs, toutes les aspirations, mais aussi toutes les illusions.

Erreur n° 4.

Il était suicidaire, enfin, de faire coïncider ces contacts secrets avec les combattants des djebels avec l'offre publique et solennelle de négocier, lancée aux dirigeants extérieurs de la rébellion par le général de Gaulle dans son allocution du 14 juin 1960.

Là se situe, je crois, la clé de toute cette affaire qui ne fut jamais, comme l'ont cru un moment Challe et les putschistes, criminelle et préméditée mais, plus simplement, viciée de précipitation, d'erreurs d'appréciation, pour ne pas dire de sottise.

Influencé par un Tricot désireux de jouer le rôle d'un homme d'action – on l'appellera désormais au SDECE « le Tricot stérile » –, ce n'est pas seulement son impact sur les responsables de la wilaya que le général de Gaulle a surestimé. S'appuyant sur la

position de force que lui donnaient la destruction du corps de bataille rebelle et l'asphyxie des maquis, le Général a dû croire que l'organisme politique appelé GPRA allait soit, englué dans ses divisions internes, rejeter son offre, soit se traîner à Canossa comme l'avaient fait les hommes politiques de la Quatrième République en mai 1958 – ce qui n'aurait fait qu'accroître, dans les deux hypothèses, la pression exercée sur les combattants des djebels, las d'une guerre de plus en plus dure et désespérée.

Que les chefs tunisiens du FLN viendraient, arrogants malgré l'étau enserrant leur gorge, discuter au nom d'un peuple et d'une nation, n'était pas – on le verra dans le déroulement des rencontres de Melun où j'ai toujours pensé, pour ma part, qu'il aurait fallu commencer à négocier sérieusement – prévu au programme.

Tous les 18 juin, le Général allait, avant de se recueillir à la crypte du mont Valérien, ranimer la flamme à l'Arc de triomphe. À la différence des courtisans gaullistes, je ne me rendais pas à cette grand-messe tant il me paraissait qu'elle devait être réservée à ceux qui avaient effectivement, après l'Appel qui sauva l'honneur de la France, combattu l'ennemi, joué leur vie, souffert mille morts pour que renaisse la nation.

Le 18 juin 1960, dans les circonstances grandioses du vingtième anniversaire, je fis violence à ma réserve, demandant, avec retard, à mon chauffeur, qui avait jadis conduit le préfet de police Chiappe, de lancer à toute vitesse ma Peugeot sur des Champs-Élysées vides de toute voiture. Les codes assez rustiques du FLN n'avaient guère de secrets pour nos spécialistes et le SDECE venait de capter et de décrypter le message que le GPRA se proposait de rendre public le 20 juin et par lequel il acceptait l'offre formulée par le Général le 14. J'apportai le texte du FLN à Michel qui, fendant la foule agglutinée autour du Prophète, l'attira vers un coin désert du parvis.

M'approchant à deux pas au cas où l'on aurait eu besoin d'explications complémentaires, j'entendis la statue exploser :

– Merde !

Les rapports entre grands chefs et exécutants sont toujours ambigus. Malgré ce qu'en pense la France politique, on ne fait pas, nous aurons l'occasion d'en reparler, de services spéciaux, surtout en temps de guerre, sans casser des œufs. Par plusieurs fois, le Général couvrit, avec une élégance qui ne pouvait que renforcer notre dévouement à son égard, des bavures dont je ne parviens pas à déterminer si j'ai le droit, même vingt-cinq ans plus tard, de les dévoiler. L'exécutant doit savoir, en échange, réparer dans l'ombre les erreurs du chef. Après une traque impitoyable de ses transmissions radio, c'est notre 11e choc qui tuera Si Mohammed dans une opération militaire qui vengera la mort infligée aux naïfs Si Lahcen et Si Salah.

Et lorsque sonnera enfin l'heure d'une véritable négociation, ce seront les services spéciaux, ignorés si superbement dans l'affaire de la wilaya IV, qui, dans les conditions que j'ai décrites, prendront les premiers contacts, puis fourniront les passerelles et les renseignements, créeront l'environnement qui aideront des hommes aussi compétents, des personnalités aussi fortes que le diplomate Claude Chayet, Georges Pompidou ou Louis Joxe, à réussir là où le trio de Gaulle-Tricot-Mathon avait si tristement échoué à vouloir tout seul écrire trop vite l'Histoire.

– Et dire que vous éprouvez, vous aussi, constatait, navré, Raymond Aron, une dévorante fascination pour le Général…

Mystère de Charles de Gaulle. Comment expliquer, en effet, ce charisme et cette aura qui n'ont pas fini, à lire les glorifications incessantes de l'homme du 18 Juin, d'exercer leurs attraits même sur les médias qui l'ont jadis le plus combattu et critiqué ?

Certes Charles de Gaulle relève sans conteste du génie : j'emploie ce mot sans aucune connotation de valeur, uniquement comme le constat d'une démesure de l'intelligence et de la personnalité. Certes, son intuition, son anticipation de l'Histoire étaient plutôt prodigieuses et il se plaçait tout naturellement, avec une ténacité hors du commun, aux points de vue les plus

élevés, « les moins encombrés », disait-il. Mais de telles qualités, rares, ne sont pas uniques – « J'ai lancé l'appel du 18 Juin le 17 », ironisait Edmond Michelet – et se trouvaient entachées de défaillances assez sidérantes.

Le général Eisenhower n'aimait-il pas raconter, dans l'intimité, l'une de ces anecdotes qui tissent l'Histoire sans jamais figurer, hélas, dans les Mémoires officiels ? Lorsqu'il s'était décidé enfin, malgré sa méfiance à l'égard des bavardages et indiscrétions gaullistes, à indiquer au Général le lieu du débarquement, ne s'était-il pas fait répondre par un de Gaulle superbe que la région de Bordeaux aurait été préférable, l'ennemi n'y attendant pas les troupes alliées ?

– Probablement parce qu'elles ne disposent ni de la marine ni de l'aviation nécessaires pour s'y rendre, avait été la riposte du technicien au visionnaire.

Certes, la part prise à la Libération de la France a été immense, mais Jacques Laurent a bien démontré, dans ce *Mauriac sous de Gaulle* qui lui a valu de si ridicules poursuites pour offenses au chef de l'État[38] – on ne critique pas le Dieu Vivant –, qu'au seul plan militaire, des généraux français, Juin en Italie, Delestraint dans la Résistance ou même Weygand par la préparation du vivier de l'Afrique du Nord, ont porté au IIIe Reich des coups tout aussi sensibles, et ne faisons pas la comparaison déplaisante avec Eisenhower, Montgomery ou Joukov, Churchill, Roosevelt ou Staline.

Les clés sont ailleurs.

Avantage des artistes et des grands créateurs : tout le monde se souvient, admiratif, du génie de la communication, de ces formules à l'emporte-pièce – « La France a perdu une bataille, elle n'a pas perdu la guerre », le « quarteron », « la lampe à huile et la marine à voile », le « volapük », la liste est impressionnante – qui donnent à une réalité complexe et douloureuse la dimension simple et exaltante de la mythologie. Mais l'efficacité de ces trouvailles ne s'épanouit que sur le terreau hexagonal, face à la « France seule », comme aurait dit un Maurras que de Gaulle admirait. « L'Europe de l'Atlantique à l'Oural », « Détente, entente, coopération » sont

plutôt, devant l'arrogant et expansionniste Saint Empire communiste – et je ne cite même pas « le peuple sûr de soi et dominateur » –, des monuments d'aveuglement.

N'oublions pas, non plus, cette qualité essentielle de l'homme d'État : la prise en compte et en charge des aspirations du peuple et des citoyens.

Volonté française de participer à la victoire alliée sans monter, comme pendant les tueries de 14, aux « extrêmes » d'une guerre livrée par la nation tout entière. Désir de se débarrasser du fardeau colonial tout en gardant le *look* d'un grand pays militaire, maître de soi et de l'univers. Plaisir d'être gouverné à droite sans renier les fantasmes et utopies de la nouvelle religion socialiste et collectiviste dont les premiers signes sont apparus non en Russie mais dans la France catholique. Voire lâcheté de l'Occident tout entier s'arc-boutant pour nier l'apparition sur la terre russe d'une nouvelle grande civilisation désirant nous supplanter sur la surface du globe. Toutes ces aspirations et chimères ont été sinon perçues, du moins exprimées par Charles de Gaulle.

Mais Churchill avait, lui aussi, le don des formules – « du sang et des larmes », le « rideau de fer ». Le vieux lion avait également saisi et anticipé la volonté britannique de mettre un terme aux capitulations devant Hitler. Personne ne l'a, pour autant, transformé en Dieu Vivant.

« Un grand homme, écrit quelque part un jeune de Gaulle en proie, lui aussi, à la fascination, est celui qui se veut grand. » Dès ses tout débuts, Charles de Gaulle s'est voulu grand, s'est pris pour Charles de Gaulle. Peu apprécié dans ce rôle, il aurait, selon toute probabilité, terminé sa vie en obscur et ronchonnant colonel si la guerre et la défaite n'avaient permis l'épanouissement de ces emplois, devenus, d'un seul coup, providentiels : les qualités des hommes qui commandent en temps de guerre sont à l'opposé de celles qui prévalent en temps de paix.

Mais Churchill – ou le Pétain admiré par le jeune capitaine de Gaulle – sont, eux aussi, justiciables de cette loi-là et il faut donc s'approcher enfin du Saint-Graal.

La France ! La si célèbre « certaine idée » ! Le « cher et vieux pays » ! À côté de la volonté d'être grand, de la sensation d'être de Gaulle, le Général – qui, je le crois, ne se prenait pas, lui, pour le Dieu Vivant – était dévoré par la certitude d'incarner mieux que quiconque cette France à laquelle le liaient de si narcissiques et incestueuses amours.

L'irrationalité avec laquelle le Général se voyait de Gaulle, se croyait la France irritait Churchill, Roosevelt ou Raymond Aron. Elle ne pouvait qu'être partagée, dans les épreuves – et les épreuves seules, janvier 1946 et Mai 68 le prouveront –, par un peuple bouleversé par la défaite, sortant d'une histoire empreinte de religiosité nationaliste, de royautés plus ou moins républicaines ou impériales, de leçons de morale superbement prodiguées au monde tout entier et encore éloigné, dans ces époques de transition, des connaissances et scepticismes de la fin du XXe siècle.

« De Gaulle se croyait la France, la France se voyait de Gaulle », note l'avisé Emmanuel Berl[39].

Peut-être fallait-il effectivement que la France, afin de panser ses désastres militaires et ses plaies coloniales, exorciser son besoin de royauté socialisante et la virulente « religion séculière » de la nation qui a jeté à bas la Vieille Europe se jouât, pour la dernière fois, avant d'entrer – à reculons, hélas – dans le monde moderne, ce psychodrame de la fausse grandeur[*40].

Est-il possible de reconstituer le passé, prisonniers que nous sommes de nos habitudes, routines et modes de pensée du présent ?

Dans ces lointains débuts des années soixante où notre niveau de vie était loin d'être aussi élevé que celui que nous connaîtrons après la guerre d'Algérie, quand nous vivions englués dans un

* Le « syndrome gaullien » n'est pas aussi original qu'on pourrait le penser.
J'ai rencontré, dans ma vie professionnelle et privée, d'autres personnages convaincus d'avoir un destin exceptionnel, s'identifiant à des entités qui les dépassaient.
Dans tous les cas, familles, entourages ou opinion publique ont plongé, négligeant les réalités au profit des mythes et légendes.

marais de sentiments et de tabous d'ordre religieux, la démocratie existait peut-être dans les lois et les urnes mais non dans les âmes et les esprits.

Nous nous émerveillons, et il y a de quoi, devant le « génie » médiatique de Charles de Gaulle. Nous oublions qu'il était le seul, tel Dieu effectivement, à pouvoir s'exprimer. La radio de Londres avait fait le de Gaulle de la guerre. La jeune fée télévision avait pris la relève, mais ce qui compte c'est moins le réel talent gaullien devant les caméras que la situation de monopole dans laquelle ce talent s'épanouissait. La timidité du nouvel outil de communication devant le monstre du pouvoir, sa soumission en France à l'État, la difficulté plus générale pour l'homme à donner la parole au sacré faisaient de Charles de Gaulle le seul oracle à être entendu.

Les négateurs du Dieu Vivant ne savaient peut-être pas s'exprimer aussi bien que lui mais, surtout, ils n'avaient aucun droit à le faire, tout au moins jusqu'aux élections présidentielles de 1965 lorsque leurs premiers et provisoires ébats susciteront – en attendant l'explosion de la parole en mai 68 – l'étonnement et l'amertume du Prophète. Quant aux ministres, écrasés par le monarque, ils ne pouvaient que se taire.

– Même le moins applaudi de mes discours à l'Assemblée, se plaignait Michel, provoque chez le Général une irritation qui met des semaines à se dissiper.

Si le Verbe paraissait tonner si fort, c'est qu'autour de lui le pouvoir était silencieux, la politique muette. Et si de Gaulle seul parlait, sa parole relevait moins du désir de convaincre dans un débat démocratique que du prêche, de l'incantation, de l'appel à l'obéissance par les vertus du mystère et de la magie.

Ma seconde fille Anne, spectaculaire et solitaire beauté russe, alliant la solidité paysanne des Melnik et la finesse intellectuelle des Botkine, est une enfant de Matignon.

Sa mère, Cécile D., bourgeoise qui aurait fait pâlir d'envie César Birotteau – « Je suis née rue Guynemer, face aux jardins du Luxembourg » – n'aurait, pour un empire, raté une réception à l'Élysée. Elle se présenta un soir, après le dîner officiel auquel n'étaient conviés que les ministres, devant le Général, enceinte jusqu'aux dents, imposante telle une tour, moulant de surcroît son envahissante grossesse dans une collante robe noire qu'elle avait mis des journées à coudre dans notre HLM.

Probablement effrayé par le spectacle flou qu'il percevait, irrité par la lenteur avec laquelle la tour progressait à petits pas comptés vers son auguste personne, le Général – par association d'idées et d'images, je lui accolerai, par l'un de ces mots qui n'augmentaient pas ma popularité, l'étiquette de « seul homme de France qui s'habille chez Prénatal » – plongea pour attraper la main qui lui était tendue et, dans un mouvement athlétique que je n'aurais jamais cru possible chez ce bureaucrate de cire, la projeta vers les salons – ce qui confère à Anne le privilège discutable d'avoir été, avant la lettre, remarquée par le Dieu Vivant et balancée par Lui tel un sac de linge sale. Souffrances de l'homme d'État : « La chose la plus pénible dans ce métier, confiait de Gaulle à Paul Comiti, est de serrer autant de mains. J'en ai les phalanges broyées. »

La naissance elle-même ne posa aucun de ces problèmes qui avaient marqué celle de mon fils aîné, mort, drame de ma jeunesse, à l'âge de trois mois. Incapable de défendre mes intérêts propres – bien des chefs de police exercent ainsi leur toute-puissance à partir de situations financières et sociales étriquées qui ne font qu'aviver leur volonté de régenter la société –, je m'en étais remis au talent bureaucratique de Racine, on était en pleine crise du logement, afin de pouvoir assister à l'heureux événement. C'est donc dans les plâtres et les malfaçons d'un « F 4 » populaire qui contrastait avec les ors de Matignon, qu'Anne attendit paisiblement de venir au monde.

Un matin, à l'aube, après une nuit coupée des habituels coups de fil suscités par la situation en Algérie – nous affrontions les

retombées des barricades –, j'amenai sa mère à une clinique de la rue Blomet. Resté seul, je n'admirai pas longtemps la pimpante chambre donnant sur un minuscule jardinet illuminé d'un soleil printanier. Terrassé par la fatigue matignonesque, je m'endormis dans le fauteuil réservé aux visiteurs.

À dix heures moins le quart, les infirmières ramenaient la mère et l'enfant. À dix heures, j'étais à mon bureau de Matignon.

– Une fille, annonçai-je pour expliquer mon retard. Demandez-moi donc le général Grossin.

Telle la morale, la politique ne peut être jugée que par son action et sur ses résultats. Vécue et ressentie dans ma propre action, l'approche par le général de Gaulle du problème algérien me paraît, je vais choquer, d'une simplicité parfaite.

Certes les intentions qu'attribuent au Dieu Vivant ses différents interlocuteurs et zélateurs varient du tout au tout selon leurs propres désirs : Charles de Gaulle était un homme de mystère et de charme. Certes l'exécution tactique ne fut pas toujours claire, apparaissant même tortueuse tant était grande la volonté du Général de convaincre tous les acteurs du drame.

« Séduire » serait d'ailleurs un mot plus approprié.

– Je n'ai jamais été aussi surpris, me racontera Vié devenu préfet de la Marne, que lors d'un voyage officiel du Général dans mon département quand il monta dans ma voiture. La foule, assez clairsemée, n'était massée que de mon côté. Soudain, sans aucune gêne, pour saluer et se faire applaudir à travers la vitre grande ouverte, de Gaulle se coucha de tout son long sur mes genoux. « Roulez plus vite », ordonna-t-il quand il constata qu'il n'y avait plus personne.

Mais, quelles que soient ces divergences dans l'appréciation de la volonté du Général – « La politique, disait-il dans une formule que Michel nous rabâchait, est une volonté » –, l'« idée de manœuvre », comme l'on dit en stratégie, me parut, au vu des réactions que suscitaient à l'Élysée nos efforts et initiatives, sans la moindre ambiguïté.

Dans un premier temps, allant de son retour au pouvoir en mai 1958 jusque vers la fin de l'année 1960, donc pendant près de deux ans et demi, de Gaulle a voulu, tout en s'employant à ce que la population musulmane lui gardât sa confiance en raison notamment de son prestigieux passé au service du progrès de l'Histoire, que soit consenti un effort de guerre maximal afin de détruire le corps de bataille militaire, politique, administratif de la rébellion nationaliste.

La thèse de l'abandon volontaire et délibéré de l'Algérie par le général de Gaulle ne résiste pas à l'examen. La nomination du général Challe, les moyens accordés à l'armée, la libre bride laissée à moi-même et à tous ceux qui luttaient autour de moi contre le FLN en métropole et à l'étranger témoignent, s'il en était besoin, et de l'intensité de l'offensive militaire et du fait qu'elle n'avait que deux limites : le respect – relatif en temps de guerre mais donc d'autant plus méritoire – des droits de l'homme et, surtout, le maintien des équilibres traditionnels du pays.

Aucune autorisation de recourir à des méthodes aussi discutables que la torture ne fut donnée, comme ce fut le cas sous la Quatrième République. Aucune tentative de mobilisation émotive de la nation, comme le désiraient quelques militaires ou activistes de l'« Algérie française », n'a eu lieu. En fin de compte, la guerre a été livrée par les unités d'élite, les forces de police et les services spéciaux – ce qui, je pense, n'a en rien diminué l'ampleur des résultats obtenus, mais ne permettait pas d'aboutir, faute de recours, fort heureusement d'ailleurs, à cette atrocité que je définis, dans *la Troisième Rome*, comme la violence *absolue*, à une « soumission » de l'Algérie analogue, par exemple, à celle découlant de l'abominable guerre des Boers.

Au cours d'une seconde période, il est apparu que les coups – fort sensibles – portés au corps de bataille rebelle avaient certes affaibli le FLN mais ne pouvaient, en raison des bases qu'il gardait en Tunisie et au Maroc, de l'emprise qui restait la sienne sur des populations séduites par l'idée d'indépendance, du maintien de son audience internationale, ni le jeter

à terre ni le faire passer sous les fourches caudines du Général – offre de la « paix des braves », rencontre infructueuse de Melun.

C'est alors que de Gaulle, désireux de mettre un terme à un conflit qui ne pouvait s'éterniser sans ruiner et bouleverser la France, a estimé, à partir de la fin du second semestre 1960, que la solution passait désormais par une négociation avec les chefs politiques de la rébellion. Si l'on désire dater le tournant d'une manière précise, on peut retenir le discours du 4 novembre lorsque le Général prononça, pour la première fois, les mots de « République algérienne » – ce qui m'amena aussitôt à établir le contact que l'on sait avec l'organisme appelé GPRA.

Que cette négociation avec le FLN dût se dérouler dans une position de force est illustré par le fait que nous n'avons jamais reçu ni aucune instruction de freiner notre action d'anéantissement du corps de bataille rebelle ni aucun blâme lorsqu'elle produisait ses rudes effets. L'arrestation d'Abderamanne Farès, président pressenti du célèbre « exécutif provisoire » prévu dans les négociations, arrestation effectuée en pleins pourparlers par la préfecture de police au vu de renseignements du SDECE établissant que le brave homme détenait les fonds de guerre collectés par le FLN en métropole, ne souleva pas, bien qu'interprétée aussitôt par la « gauche » comme une volonté de Matignon de saborder le processus de paix, l'ombre d'un problème à l'Élysée.

Comme ne souleva aucune réserve politique ou morale la très dure répression que nous fûmes contraints d'effectuer à Paris lors de la manifestation musulmane du 17 octobre 1961.

Les négociations avec le FLN avaient fait l'objet d'une de ces interruptions inévitables après sept ans de conflit. Six mois après le putsch, l'OAS à Alger nous sautait à la gorge. C'est ce moment dramatique que choisit le FLN, en octobre 1961, pour lancer en métropole, dans le but évident de renforcer sa carte de négociation, une manifestation de la population musulmane.

Une masse de quatre cent mille Algériens s'entassait alors autour de nos villes dans des bidonvilles honteux que nous

n'arrivions pas à réduire malgré les efforts du conseiller d'État Michel Massenet. La rébellion y faisait régner sa loi, collectant par la force des fonds considérables, égorgeant les récalcitrants, éliminant impitoyablement ses concurrents du MNA, le jadis très populaire mouvement de l'ancêtre du nationalisme Messali Hadj que nous avions été amenés, nous, à soutenir avec les difficultés et la discrétion que l'on devine.

– Tout ce que nous pouvons faire, me rendait compte, désespéré, un policier des brigades dites des « Agressions et Violences » chargées de faire respecter un semblant de loi dans ces purulents abcès, c'est de patauger dans le sang.

Trente mille de ces malheureux, attisés par leurs sinistres conditions de vie, galvanisés par l'approche de l'indépendance, répondirent aux mots d'ordre du FLN de venir défiler un soir sur les Champs-Élysées.

De deux choses l'une.

Ou les musulmans étaient français et il fallait alors leur consentir les droits et libertés des citoyens français – avec, comme corollaire atroce, si la rébellion se poursuivait, de monter aux abominables extrêmes de la guerre civile.

Ou les Algériens faisaient partie, au contraire, d'une nation vouée à l'indépendance, mais alors, puisque nous étions en guerre avec cette nation, une manifestation de rues de leur part sur notre territoire s'inscrivait – à la différence de l'Algérie elle-même où nous les laissions plutôt s'exprimer au grand désespoir des Européens – dans la logique de la conduite des hostilités, constituait, qu'on le veuille ou non, un acte de guerre.

Acte de guerre qui devait être considéré et traité comme tel.

Aussitôt mobilisée, la police parisienne intercepta les manifestants à la sortie des bouches de métro, les rassembla pour une rapide vérification d'identité. Le calme fut maintenu sur les Champs-Élysées, aucune nouvelle manifestation ne se produisit jusqu'à la signature du cessez-le-feu.

Je sais. Je sais que les conditions d'interpellation et, surtout, de contrôle dans un Vél' d'hiv inadapté à cette mission – la pré-

fecture avait dû improviser et utiliser ce lieu chargé d'une bien lugubre histoire – étaient loin d'être satisfaisantes. Je sais que des exactions furent, hélas, commises par des éléments isolés : j'ai souligné déjà que bien des épisodes de ce conflit-là furent douloureux et difficiles à supporter. Personne n'a découvert encore le moyen de faire la guerre sans verser le sang.

Dans sa brillante chronique des années soixante, publiée, un quart de siècle plus tard, par un *Monde* toujours aussi moraliste et sermonneur, l'historien Michel Winock attribue la même importance qu'au putsch des généraux à cet endiguement d'un déferlement musulman[41] – endiguement qui, à l'époque, ne provoqua pourtant ni l'indignation du FLN avec lequel nous n'avions pas coupé notre contact secret ni, je voyais alors, l'ai-je dit, tous les journalistes de « gauche » ou de « droite », une intense émotion dans l'opinion. Ainsi écrit-on l'Histoire, privilégiant des événements – appel du 18 Juin – qui n'ont pas, sur le moment, revêtu une valeur symbolique, brossant des tableaux hauts en couleur, destinés à flatter nos imaginations et nos émotions.

« Nuit d'horreur », proclame M. Winock dont on me dit qu'il va enseigner, bon appétit, l'histoire des idées aux futurs énarques.

Bien entendu ! Tout acte de guerre – c'en fut un, voulu par le FLN – est une horreur, tout affrontement entre grands groupes humains est lourd d'horreurs. Mais, en stratégie, le problème ne se pose qu'en termes de nature et de volume, d'utilité et de limite. Or l'« horreur » de cette nuit-là – utile en ce qui concerne les interpellations et les contrôles d'identité, bases de l'endiguement, intolérable quand il s'agit des exactions – fut bien plus limitée, en raison de la discipline de la police parisienne, que l'horreur inhérente, hélas, à toute opération de nature militaire*. Or

* Si je ne vois toujours pas comment nous aurions pu éviter les excès – combien condamnables au plan moral – d'octobre 1961, la participation, de nos jours, au maintien de l'ordre des brigades, compagnies ou pelotons de la préfecture de police, me pose problème. Imposé par les événements pendant la guerre d'Algérie ou lorsque existait une très grave menace communiste, déjà plus discutable en Mai 68, le recours à ces forces me paraît inadapté au type de société – et de manifestations de rues – suscité par la démocratie industrielle moderne.

cette « horreur »-là fut bien plus réduite, en volume et en durée, que celle qui aurait pu se déployer, par un engrenage inexorable si nous avions choisi, en période de guerre et de passions, de laisser les rues de Paris aux militants et partisans du FLN.

Curieux historiens ! Hier, ils nous éblouissaient avec des personnages historiques brillants mais sans réel intérêt. Aujourd'hui, ils projettent sur le passé, dans un amalgame ruisselant d'émotivité, des sensibilités et réalités du strict temps présent : si nous avions trouvé en face de nous, dans les paisibles années quatre-vingt, des sympathiques « beurs », notre action aurait été, en effet, inacceptable et criminelle.

« Nuit de honte », s'indigne Michel Winock. Je récuse ce jugement-là. S'il m'arrive d'éprouver de la honte devant certains événements de cette guerre, celui-là ne m'en inspire aucune, quels qu'aient été sa violence et ses atroces mais inévitables dérapages. Forgée par la guerre, la police parisienne avait acquis, je l'ai déjà souligné, une redoutable efficacité. Au cours de cette nuit dont elle se serait parfaitement passée, elle a, empêchant le pire, comme l'a déclaré un Maurice Papon, bien entendu stigmatisé à ce titre par le vertueux M. Winock qui ne peut s'empêcher également, puissance des mythologies, de s'étonner du silence du Dieu Soleil, « fait ce qu'elle avait à faire ».

Aurions-nous disposé à Alger d'une force aussi structurée et efficace à la place d'une police algéroise acquise à l'OAS, d'un contingent approximatif, de CRS et de gendarmes disparates, non enracinés et en nombre insuffisant, que bien des horreurs autrement révoltantes, que bien des massacres autrement intolé-

---

À côté de « gardiens de la paix » débonnaires et dévoués, la police en tenue attire, en effet, dans les grandes agglomérations urbaines de l'Europe continentale, des personnalités dont la modération et la tolérance ne sont pas les vertus dominantes. Or ces tendances naturelles ne peuvent, en l'occurrence, être corrigées – comme au sein des CRS ou de la gendarmerie où l'on aimerait, d'ailleurs, que l'effort fût plus systématique – par l'encasernement, la formation, l'encadrement.
L'emploi de la police en tenue à Paris doit donc, dans un climat de sérénité politique et sociale absolue, être très prudent, limité à des missions ponctuelles et spécialisées, sous un commandement aussi rigoureux et compétent que possible.

rables entre communautés auraient été évités et des vies humaines sauvées.

À ressentir jour après jour les cahots que provoquaient dans les volants auxquels je m'agrippais les changements de direction du général de Gaulle, une conclusion s'impose.

Qu'au fil de ces deux grandes époques, d'offensive et de négociation, le Général ait voulu, par patriotisme viscéral, par enracinement d'homme du XIXe siècle n'aimant guère, on le comprend, amener le pavillon français, par attachement, malgré une mythologie trop facile, aux Français quels qu'ils soient, que Charles de Gaulle donc ait désiré voir triompher la « solution la plus française » en Algérie ou, disons, la « solution la plus conforme aux intérêts de la France » me paraît d'une évidence indiscutable. Seule a varié, à mon avis, la forme que revêtait dans son esprit cette solution – forme fonction du rapport des forces sur le terrain et de l'état d'esprit des populations musulmanes.

« Les choses étant ce qu'elles sont », l'« intégration » était une absurdité irréalisable, l'indépendance inéluctable. Mais l'indépendance pouvait se réaliser plus ou moins vite, au cours d'un processus régulier et quasi naturel comme en Afrique noire francophone, avec des partenaires respectueux de la France et de Charles de Gaulle lui-même – les deux, on le sait, s'identifiant pour le Général qui parlait du personnage historique qu'il était à la troisième personne –, dans un respect des intérêts et des droits légitimes de la population européenne qui avait fait de ce pays ce qu'il était devenu. Même si son sens aigu de l'Histoire poussait le Général à ne pas se montrer excessivement émotif face aux inévitables souffrances individuelles causées par la marche du progrès – le célèbre « Eh bien, ils souffriront ! », aimablement dédié aux pieds-noirs –, de Gaulle n'était pas, malgré les haines qu'il a provoquées, homme à négliger cette préoccupation-là.

La lettre des accords d'Évian ne me paraît donc pas, quelle qu'ait pu être la lutte épique sur chacun de leurs points entre Joxe et Debré, néfaste du point de vue de la sauvegarde des inté-

rêts de la population européenne. Ce qui est détestable c'est le laxisme dans leur application par le gouvernement Pompidou, pressé, il est vrai, de faire découvrir au pays l'économie moderne – « Enrichissez-vous ! » –, mais, surtout, la profondeur du fossé creusé entre les deux communautés par le terrorisme OAS.

« Si ma tante avait des roues, dit un proverbe russe, ce ne serait pas une femme mais un chariot. » Parfaitement vain face à un destin achevé et que rien ne saurait plus modifier, le jeu des « si » n'est pas aussi inutile qu'il y paraît à première vue, tant il peut éclairer les occasions perdues à cause de la bêtise et des passions humaines. Quatre regrets peuvent donc être formulés quant au dénouement de toute cette tragédie.

Que les chefs de la rébellion n'aient pas, dès le départ, fait au général de Gaulle la confiance qu'il méritait – de Gaulle surestimant de son côté l'impact de sa propre image sur des combattants fiers mais simples qui n'étaient pas des politiques aussi malléables que Guy Mollet, aussi subtils que Mao Ze-dong dont le SDECE m'indiquait qu'il avait toujours préconisé des négociations immédiates.

Que, deuxième regret, l'armée ne se soit pas montrée, emportée par des idées folles de revanche sur l'humiliation indochinoise, dénuée d'intelligence politique – la « guerre psychologique », les « cinquièmes bureaux » de Gardes et consorts* –, que

* Bien que partant de concepts radicalement différents, j'approuve la condamnation par le général de Gaulle de la « guerre psychologique » : la seule et unique mission d'une armée démocratique doit être la destruction de la force militaire adverse.
Le lecteur intéressé par cette question spécialisée peut se reporter à *la Troisième Rome*, « De la guerre », pp. 285-367, où, au vu d'une analyse stratégique incluant, notamment, les modes de pensée des dirigeants soviétiques, j'arrive à la conclusion qu'il n'existe pas, au plan de la technique militaire, malgré les théories de Mao mal assimilées par nos officiers au vu de leur expérience indochinoise, de « guerre révolutionnaire » ou de « guerre psychologique ».
La « soumission » d'une population à un ordre national, politique, social qui ne lui est pas naturel s'effectue par le jeu de deux facteurs. En premier lieu, la destruction de ses forces armées, qu'elles soient régulières ou suscitées par une « guerre de partisans ». En deuxième lieu, le sentiment éprouvé par (ou imposé à) cette population qu'elle a affaire à une force *absolue* – ce qui peut rendre nécessaire, le cas échéant, le recours à

l'appareil militaire donc n'ait pas été un bloc de discipline à l'efficience invariable.

Que la communauté pied-noir n'ait pas cherché à se rapprocher véritablement de la communauté musulmane.

Qu'enfin l'OAS ait pu faire déferler sur la malheureuse et souffrante Algérie un torrent de haine et de sang.

Après mon départ de Matignon, je résumai à l'intention de la *Rand Corporation* ces conclusions qui, développant les idées de « dégagement » dans une situation de force, avaient été communiquées au président Kennedy qui entamait alors, avec une rare inconscience, l'enlisement américain au Vietnam. Toujours aussi fidèle au général de Gaulle malgré les conditions désastreuses de mon retour à la vie normale, je le créditai d'une « victoire ».

Ma note revint de la Maison-Blanche avec cette annotation virulente : « Que Dieu nous épargne de pareilles victoires ! »

À voir la chute sans gloire de Saigon, je ne crois pas, hélas, que ce vœu-là fut exaucé.

Une question cependant se pose. Edgar Faure au Maroc, Mendès France en Tunisie n'ont-ils pas fait mieux que de Gaulle en Algérie, contribuant à la naissance de sociétés plus stables, de pays tout aussi indépendants mais plus proches de la France et de l'Occident ? Mais ils n'avaient pas, sur le terrain, un million

---

une violence elle aussi absolue, « sans restriction ni réserve ».

Une armée régulière n'est adaptée – même en civilisation communiste – qu'à la première mission. Son efficacité dans la seconde suppose des conditions psychologiques particulières où l'on parvient à donner l'impression de l'absolu soit en déployant sa force « pour ne pas s'en servir » – Lyautey, l'Armée rouge en Europe de l'Est – soit en n'utilisant qu'une violence limitée : la violence véritablement absolue étant le fait de forces armées civiles, parareligieuses de style KGB, agissant au nom de quelque chose, définition d'absolu, « qui existe indépendamment de toute condition ou de tout rapport avec autre chose ».

Quant à la « conversion » d'une population à un ordre qui lui est étranger, elle est le fait – bien qu'associée étroitement au recours à la force qu'elle soit militaire ou KGB – d'organisations purement civiles de nature religieuse, tel le Parti communiste.

L'armée française en Algérie, face à l'aspiration naturelle d'indépendance, ne pouvait ni apparaître comme une force absolue, ni déployer une violence absolue, ni se livrer aux tâches troubles, pour elle inefficaces – de toute façon antidémocratiques –, de la « conversion ».

de Français de souche et une armée au combat, et ces deux facteurs, le premier expliquant le second, avaient entraîné la Quatrième République dans l'engrenage fatal de la guerre et de la violence, puis l'avaient jetée à bas.

Ces deux démons ne cesseront de chevaucher le dos du Dieu Vivant. Ce sont eux, en définitive, qui ne lui auront pas permis de faire triompher en Algérie « la solution la plus française ». Du moins l'immense mérite de l'homme du 18 Juin aura-t-il été de libérer la France de son boulet colonial tout en préservant la stabilité du pays et en gardant intactes, avantages de la divinité, ses illusions sur sa grandeur.

Mais tout cela n'aurait-il pas pu, comme me l'ont fait valoir les stratèges américains de la *Rand Corporation* dans l'immense caravane qu'ils avaient, après Matignon, installée à mon intention dans leur parking – je n'avais plus accès aux documents secrets américains –, être réalisé mieux si cela avait été fait plus vite ? Des négociations avec le FLN dès 1958 ou 1959 ne seraient-elles par parvenues à des résultats plus satisfaisants ? Les drames pieds-noirs, les révoltes de l'armée auraient certes été aussi violents – peut-être même plus – mais aussi plus circonscrits dans le temps. L'« état de grâce », la formule de François Mitterrand correspond à une profonde réalité politique, de Mai 1958 n'aurait-il pas pu être mieux exploité, et le Général n'a-t-il pas été, en dernière analyse, victime de son orgueil en se fixant une mission impossible, victime de son goût de la manœuvre dans des mers tempétueuses, victime de son refus de révisions déchirantes qui lui pesaient peut-être plus en matière coloniale qu'on ne le dit, victime de la confiance excessive qu'il accordait, en bon militaire, à l'efficacité et à la discipline de l'armée ?

Et c'est peut-être cette amertume de l'échec, tout en expliquant pourquoi les responsables de la guerre d'Algérie ont été écartés au profit des figurants de la dernière heure – Christian Fouché – ou des douteux croisés de la mini-guerre de religion contre l'OAS – même le fidèle et pur Edmond Michelet sera sacrifié lorsqu'il s'agira d'extirper l'hérésie des généraux – qui

pèsera sur la manière combien abrupte dont s'incarnera désormais le « grand dessein » gaullien.

Exacerbation nationaliste glorifiant la déesse France avec une obstination encore plus intense que pendant la dernière guerre. Volonté rogue de se démarquer du géant américain. Rejet d'une intégration atlantique ou d'une construction européenne. Réconciliation moins avec l'Allemagne – cette phase-là n'était que le tremplin de la construction d'un nouvel ordre européen – qu'avec une « Russie » imaginaire. Négation rageuse, dans la défense du système des États-nations face aux deux « blocs », des facteurs historiques – le « Québec libre » ! –, idéologiques – le discours de Phnom Penh ! –, religieux – la « politique arabe », la condamnation d'Israël –, voire économiques et culturels. Tous ces errements découlent certes de la vision passéiste et irréelle du monde entretenue par Charles de Gaulle, mais leur arrogante mise en œuvre n'a pu qu'être renforcée par le sentiment, humiliant pour le Dieu Soleil, d'une défaite en Algérie.

Le seul moment de détente vraie avec Michel qu'il nous a été donné de savourer en plus de trois ans à Matignon, mise à part une bruyante escapade familiale un soir d'été chez Coconnas sous les arcades de la place des Vosges, se situe pendant notre premier mois d'août au pouvoir.

La nuit était chaude et douce. Ninette et les enfants étaient en vacances dans la maison des Debré à Préfailles et, dans un Paris vide et silencieux, nous dînions en tête à tête dans le parc. Signe rarissime de bien-être, Michel fumait le cigare et, dans l'obscurité qui s'épaississait, le point rougeoyant se balançait lentement au rythme de ses paroles :

– Chaque fois que nous nous voyons avec le Général, nous discutons avec passion de l'Algérie. Mais il faut savoir se rendre à la dure réalité. Quels que soient les efforts que la France consent et que la France devra consentir encore plus, le Général est revenu trop tard au pouvoir pour que quelque chose de véritablement solide et durable pût être accompli…

L'humour noir des hommes de guerre et de police est-il l'expression condamnable d'un intolérable cynisme ? Ou dévoile-t-il, en démocratie, un certain désespoir devant des violences qu'on ne peut maîtriser et limiter ?

Après la répression de la manifestation FLN d'octobre 1961, je m'étonnais auprès de la préfecture de police de voir se gonfler le nombre des victimes musulmanes dans son bulletin quotidien de chiffres glacés, assortis de subtiles remarques policières du style, on n'oublie pas ce genre de détail : « L'intéressé *(sic)* est mort égorgé. » L'assassinat d'un homme est un crime, la mort de plusieurs une statistique…

– La Seine charrie de plus en plus de cadavres, me répondit le directeur de cabinet de Papon. Pour rendre compte de la réalité, il faudrait ouvrir une nouvelle rubrique…

Il soupira et laissa tomber dans un sourire qui n'avait rien de gai :

– NPB… Les noyés par balles…

La manifestation et la répression d'octobre ayant été considérées par l'*establishment* gaulliste, sans que d'ailleurs cela ait été en rien explicité, comme un acte de guerre, aucune enquête ne fut ni demandée ni ordonnée pour rechercher les responsables et déterminer le nombre des victimes.

Cent ?

Trois cents ou quatre cents, affirme la mythologie qui, le plus souvent en les amplifiant, aime à s'emparer des catastrophes et violences du passé – celle-là inspirant même dans la France des années quatre-vingt qui condamne le racisme avec une vigueur quelque peu suspecte aux yeux du fils d'immigré que je suis, « Je ne suis pas raciste. Voyez comme je le cloue au pilori… », d'émouvants poèmes qu'il arrive même à la télévision de tirer de l'anonymat[42].

L'horreur de cet événement-là, au plan des techniques de pouvoir et de maintien de l'ordre, c'est que personne, je puis en témoigner, n'a, au niveau des responsables politiques ou

policiers, cherché à durcir la répression. Les interpellations, les contrôles, les exactions se sont produits *tout naturellement*. À la limite, il aurait été possible, après coup, quitte à affaiblir, ce qui était impensable en temps de guerre, la puissance d'intervention des forces de police, d'enquêter, de sanctionner, de condamner. Aucune volonté humaine n'aurait pu – là se glisse l'atroce – ni empêcher ni même endiguer.

La guerre, la violence ont, et c'est pourquoi je cite Clausewitz si abondamment, leur dynamique propre. Ce qui me conforte dans la conviction que des violences autrement graves, des « ratonnades » autrement sanglantes ont été empêchées en étouffant dans l'œuf la possibilité pour le FLN – qui, peu émotif devant la violence, autre motif d'horreur, ne s'indigna pas outre mesure – de porter le débat sur la poursuite de la guerre dans les rues de nos villes et de nos cités.

Le procès Barbie est devenu un passage obligé pour tout discours en France sur la violence – exorcisme à allure de lynchage, mérité par les actes commis mais monté à grand spectacle, fût-ce dans le plus grand respect des règles judiciaires, à un moment où la France, loin de pratiquer le pardon – l'oubli, lui, serait intolérable –, se sent interpellée, comme on dit de nos jours, par l'immigration massive et son attitude, sous l'Occupation, envers une communauté juive de plus en plus consciente de ses malheurs et de ses droits.

À son retour au pouvoir, le général de Gaulle avait, de son écriture lâche et un peu enfantine, tracé, pour un général Grossin qu'il connaissait depuis les campagnes de France, le « plan de recherche » qu'il assignait aux services de renseignement. Ce document bref et simplet – les généraux aiment régler ainsi les problèmes du monde – accordait la priorité à la menace soviétique, inscrivait toutefois les États-Unis comme « objectif », insistait sur l'intérêt de l'Afrique et du tiers monde. Il n'abordait en rien la question des criminels nazis. L'heure était à la réconciliation franco-allemande et de Gaulle s'apprêtait à libérer, dès la fin

de la guerre d'Algérie, les responsables suprêmes en France tant de la Gestapo, Knochen, que même de la SS, le sinistre général Oberg.

De mon côté, admiratif de tout ce qui touchait la Résistance, je me documentais auprès des officiers du SDECE qui avaient effectué la chasse aux criminels de guerre. Barbie, effectivement, émergeait du lot, fascinant par sa brutalité mais aussi par l'efficacité avec laquelle, jeune lieutenant SS de vingt-sept ans, il avait décapité la Résistance. Recruté en pleine guerre froide par les peu regardants services spéciaux de l'armée américaine, il avait été néanmoins interrogé par notre contre-espionnage. L'impression finale était que son extradition – jamais demandée par les gouvernements de la Quatrième République où siégeaient des socialistes bien oublieux aujourd'hui de leurs attitudes passées – aurait gêné tout le monde.

L'homme n'avait pu agir seul. La Gestapo ne comptait en France que douze cents policiers – l'effectif, pendant la guerre d'Algérie, de nos seuls Renseignements généraux –, cent vingt à Lyon, et des résultats aussi dévastateurs avaient été obtenus certes par la torture mais aussi, hélas, grâce à l'aide de miliciens, de nervis PPF, de délateurs, de la police de Vichy, voire d'une fraction de la population – Lyon avait beau être la « capitale de la Résistance », les déplacements du maréchal Pétain y rassemblaient des foules immenses – et de résistants brisés moins par les supplices que par le simple fait de l'arrestation et de l'interrogatoire.

Détail atroce mais révélateur quand on connaît la suite : alors que le problème Eichmann, posé par le Mossad israélien, était pour les services français à l'ordre du jour, personne ne me parla du zèle déployé par Barbie dans la déportation des juifs. La conscience antiraciste, qui émeut tellement la France contemporaine, n'était pas alors, semble-t-il, aussi exigeante qu'aujourd'hui.

Les ennemis exercent l'un sur l'autre une trouble fascination. N'en déplaise à ceux qui font, de nos jours, métier d'humanisme, l'époque était, depuis la Seconde Guerre mondiale, à la brutalité

et à la violence. Nos « paras » se voulaient SS et, mis à part quelques « justes », nombre d'hommes de guerre et de « gaullistes » faisaient, bien qu'on ne puisse savoir s'ils seraient allés jusqu'au bout de l'horreur, dans le « fascisme à l'envers ».

« Il convient mal, écrit Canetti dans le monumental *Masse et Puissance*, à un Européen du XXe siècle de se croire élevé au-dessus de la barbarie[43]. » On ne fait plus, de nos temps, la guerre en dentelle, et l'exécution de prisonniers – la « corvée de bois », dit l'humoristique armée française –, la torture, les exactions sur la population civile, la destruction et l'incendie de biens et de villages, voire les tueries collectives sont, « hélas ! hélas ! hélas ! », comme disait le général de Gaulle, monnaie courante dès que l'homme moderne sort, à la guerre, de son cocon de confort, de cette relativité des valeurs qui fait abusivement croire à une suprême tolérance.

Durant l'époque de la guerre d'Algérie qu'il eut à assumer, le général de Gaulle s'est efforcé – en fait, il y parvenait presque par le seul poids de ce qu'il représentait – à réduire, tant que faire se peut, ces errements naturels à l'homme, mais qui s'épanouissent encore plus dès que le pouvoir politique et la discipline militaire s'affaiblissent. Il serait présomptueux, pour autant, de prétendre qu'aucun crime de guerre n'a été commis de notre temps en Algérie mais, du moins, le crime de guerre n'est-il jamais devenu, telle la torture sous la Quatrième République, une forme naturelle de la conduite des opérations.

Des crimes contre l'humanité – imprescriptibles et seuls retenus contre Barbie, tout crime de guerre en Algérie ayant été, lui, amnistié dans les deux camps dès les accords d'Évian – ont-ils été perpétrés ?

Non.

Ni, bien entendu, sous le général de Gaulle ni, même, sous la Quatrième République, aucun groupe humain n'a voulu, sur une longue période, massacrer et exterminer un autre groupe humain pour la seule et unique raison qu'il le récusait pour des raisons raciales, idéologiques, sociales, politiques. Aucun pouvoir

politique ou militaire n'a voulu faire du massacre ou de l'extermination une « solution » ou une « nécessité historique » ; aucun ordre n'a jamais été donné par personne dans ce sens.

Sur une courte période – mais, alors, par définition, il ne s'agit plus d'une volonté d'extermination –, dans l'échauffement et l'« ascension aux extrêmes » de manifestations et d'opérations, le jugement demande à être nuancé. À ma connaissance, aucun ordre de massacre collectif n'a, jamais et en aucune circonstance, été donné sous la Cinquième République. Je n'en dirais pas autant de la Quatrième – Sétif, Madagascar, Philippeville, Oued Zem, la liste n'est pas exhaustive – quand un général pouvait écrire : « Aujourd'hui, matinée de répression. Tous les rebelles seront abattus sans sommation. Sera considéré comme rebelle tout individu prenant la fuite à l'approche des troupes. »

Mais lorsque les policiers parisiens, pour prendre le seul exemple sur lequel il m'a été donné de réfléchir, s'attaquaient, par petits groupes surchauffés, aux « noyés par balles », ne s'agissait-il pas d'un crime contre l'humanité ? Je ne le pense pas. L'acte était atroce, souillé de la haine d'un homme pour un autre type d'homme, mais il était isolé, sporadique, conjoncturel, et non massif, permanent, politique et, lâchons le mot, religieux.

N'oublions jamais le nazisme mais consentons plus d'efforts afin de comprendre pourquoi et comment le serpent a pu se lover dans notre Histoire.

À partir de quelles perversions permanentes de l'homme ? Perversions qui n'ont pas été à même de s'épanouir outre mesure dans notre camp pendant la guerre d'Algérie en raison de décades d'aspiration à la démocratie et au respect des droits de l'homme, de l'intervention de personnages tels que Charles de Gaulle et Edmond Michelet.

À partir de quelles situations précises ? La Grande Boucherie de 14-18 où l'Europe s'est entre-dévorée au nom de la religion de la nation. L'inflation galopante et la décomposition de la « société civile ». Une incroyable flambée de démence, après la révolution russe, des nouveaux croyants de la religion communiste.

À partir de quelles responsabilités historiques jamais évoquées ? L'humiliation imposée à l'Allemagne, traité de Versailles, réparations, par l'égoïste France bourgeoise poursuivant la guerre « par d'autres moyens ». La plus lâche des démissions devant la naissance et l'expansion du monstre de la part d'une Europe démocratique mais malthusienne, étriquée, hostile à tout nouvel effort militaire ou d'États-Unis enfermés dans leurs isolationnisme.

À partir de quelles illusions, pulsions et psychoses qui ne se sont, on ne le souligne pas assez, jamais manifestées sous aucune forme, fasciste ou communiste, dans le monde protestant anglo-saxon qui récuse, lui, l'action de l'homme sur l'homme fût-ce pour son bien – despotisme éclairé, socialisme –, qui ne fait confiance qu'à la libre et enrichissante action de tous sur la nature et sur les choses ?

La violence n'est pas seulement sujet d'indignation, devrait faire l'objet d'une analyse objective. Je vais choquer mais, mise à part une exception de taille qui n'a pas fini de torturer notre conscience collective d'Européens, les atrocités nazies ne sont que crimes de voyous, de gangsters, d'assassins en uniforme comparés aux forfaits des nouveaux croyants de la nouvelle foi communiste – forfaits que nous nous refusons de voir en face parce qu'ils ont été perpétrés au nom d'un Bien, d'une pseudo-religion qui continue à nous inspirer toutes les faiblesses. Seuls le génocide du peuple juif et des malheureux Tziganes, voire le massacre collectif des « sous-hommes » russes et slaves, toutes exterminations découlant d'une « mini-foi » sur la supériorité de la « race aryenne » démontrent – avec un insoutenable éclat – à quelles horreurs peut aboutir l'extermination au nom d'une foi.

Mais les dragonnades et les Saint-Barthélemy de notre passé ? Mais la Terreur, la Révolution, le Peuple, parés de toutes les vertus ? Mais les soixante millions de morts, un million de morts par an, de la « glorieuse » révolution d'Octobre et de la construction du « paradis socialiste » ? Mais les centaines de milliers de Barbie – « nos valeureux tchékistes », comme disait le bon M. Brejnev avec lequel nous avons tenu tant de délicieux « sommets »

– qui ont assassiné, massacré, envoyé à la mort lente du goulag, bref exterminé en un véritable holocauste – « du latin ecclésiastique d'origine grecque *holocaustum*, brûlé tout entier (…) sacrifice religieux où la victime était entièrement consumée par le feu[44] » – le clergé orthodoxe, la paysannerie et l'intelligentsia russes ou tous ceux qui, en Russie et plus tard en Chine, en Europe de l'Est, à Cuba ou au Vietnam, n'entraient pas dans les schémas fous qui veulent qu'un « prolétariat » qui n'existe pas, fer de lance de « masses » imaginaires, construise, en une « dictature » elle bien réelle, un « avenir radieux » irréalisable sur terre, au nom d'une « lutte des classes » inventée de toutes pièces à partir d'observations – valables – de conflits pénibles mais périmés du XIXe siècle.

Ad majorem Partis gloriam ! « Au nom de Marx, de Lénine et du Parti. » Que de crimes contre l'humanité furent, sous nos applaudissements émerveillés, commis au nom de ces faux dieux-là !

L'OAS !

À moins – et encore – de tuer le Dieu Vivant et faute de pouvoir édifier, telle Israël, une enclave européenne imposant sa force à tous, le combat de l'OAS était de pur retardement – hideuse expression de la haine et de la peur.

L'assassinat de nos fonctionnaires ou de personnalités libérales, les « ratonnades », moins de combattants du FLN que de paisibles femmes de ménage ou d'inoffensifs épiciers, voire d'enfants et d'adolescents, compromettaient certes le futur d'une Algérie dont les Français ne seraient pas absents, mais ne pouvaient en rien arrêter le cours de l'Histoire, freiner l'action du général de Gaulle en faveur du retour à la paix. Le navrant dans l'affaire fut la lenteur et la maladresse avec laquelle l'État, dont j'ai déjà souligné l'archaïsme et l'inefficacité, fit face non à une menace, mais à ce qui ne fut jamais qu'une plaie – plaie certes purulente mais jamais porteuse de cancer.

– À Alger, m'expliquait le directeur de la police judiciaire Michel Hacq, géant de près de deux mètres de haut, déporté jadis pour faits de résistance (« Comme j'étais le plus grand, c'est moi qui prenais le plus de coups de *gummi* sur le crâne ») et qui vouait à la stabilité de la société l'attachement d'un chien de berger, à Alger, nos rares policiers s'attaquent, avec un fusil à lunette braqué dans le dos, à la tâche aberrante qui consisterait, avec des cuillers à soupe, à écoper la mer.

Il suffit que fût créée une mission cohérente – la « mission C » –, confiée à Michel Hacq lui-même, composée de policiers de tous corps et spécialités, protégée dans une caserne appropriée, pour que la situation se renversât.

Mais avant de parvenir à cette mesure de bon sens, que de temps perdu, malgré les injonctions de Michel et les plaintes des policiers ! Que d'exposés pompeux dans le salon blanc de responsables algérois sortant, eux, de bunkers inexpugnables ! « À Alger, le moindre déplacement de ces Messieurs me fait penser, me confiait le général Puget, à l'ouverture, dans le ferraillement inutile des mitraillettes, d'une route en Indochine. »

Probablement rassurés par les salons de Matignon, préfets et généraux venaient nous parler avec emphase du « travail admirable », du « dévouement inlassable » de policiers dont je soupçonnais qu'ils ne les connaissaient même pas, de cette poignée d'hommes – toute la police algérienne était, elle, du côté de l'OAS – qui, habitant en ville, côtoyant une population désespérée, étaient devenus les renards lancés devant une gigantesque chasse à courre. Rentrant chez lui, le commissaire Gavoury fut ainsi poussé dans son appartement par quelques déserteurs de la Légion, exécuté avec la sauvagerie propre à ces êtres simples dès qu'ils échappent aux rigueurs du commandement, pendant que ses voisins, ayant mis à fond la radio, hurlaient leur joie.

Que de réunions au cours desquelles, obnubilé par la prétendue menace que l'OAS faisait peser sur la métropole, Roger Frey, exprimant l'hystérie des « gaullistes » et de la grande presse, se levait, rouge d'indignation, de notre table de conférence et sor-

tait en claquant les lourdes portes dorées du salon blanc parce que nous avions décidé de transférer en Algérie quelques compagnies de CRS dont il n'avait nul besoin à Paris, mais qui, à Alger, pouvaient sauver des vies humaines ! Que de silences embarrassés de Louis Joxe, admirable négociateur mais qui n'avait pas l'âme d'un grand capitaine et qui, de toute façon, ne disposait pas, ministre parisien des Affaires algériennes, des services permettant de suivre les problèmes de maintien de l'ordre !

Que d'illusions – jamais exprimées à Matignon tant ce douteux épisode était mené en secret par rapport à nous – sur l'efficacité miraculeuse des « barbouzes » gaullistes ! Que de reproches à l'Élysée de ne pas réussir à arrêter le général Salan comme si, dans une ville en pleine effervescence et totalement acquise à sa cause, une telle prouesse était à la portée d'un quelconque James Bond et aurait stoppé net des tueries dont, terré avec son aide de camp et sa machine à écrire dans ses caches successives, il ne pouvait, de toute façon, être l'omniscient *deus ex machina* !

Que d'approches frileusement bureaucratiques, expédiant à Alger non des policiers motivés et protégés, mais des fonctionnaires sélectionnés à Paris au vu de critères administratifs et familiaux – le célibataire voyant venir son tour en priorité, fût-il archiviste ès contraventions –, logés quasiment chez l'habitant et aimablement accueillis à l'aéroport d'Alger, probablement pour leur donner du cœur à l'ouvrage, par la remise, sous des enveloppes portant leurs noms, adresses et qualités, de ravissants petits cercueils !

Ce n'est que lorsque la fureur policière, agrémentée, soyons lucides avec les hommes, par l'attrait du succès et de ses récompenses, permit enfin de faire entrer le professionnalisme dans l'hystérie d'après le putsch que la « mission C » fut enfin implantée à Alger. Puissance des structures : elle fut, une fois accouchée de la routinière administration française, parfaitement assumée par Roger Frey et, cruelle frustration mais retour à la normale, je n'eus à m'en occuper en rien, moi qui avais tant guerroyé pour sa création.

– Encore heureux! s'exclamait le général Grossin. Ce travail de poulaga n'a rien de ragoûtant! Et, de toute façon, vous n'allez pas perdre votre jeunesse à jouer les pompiers de la République!

À la guerre rien ne saurait remplacer le temps perdu, corriger une erreur dans le choix des priorités.

Le conflit tirait à sa fin, le volume des massacres, destructions et tueries était à son zénith lorsque la « mission C » commença à ramener dans ses filets des poissons de plus en plus gros et nombreux, depuis le redoutable et, d'après ses critères propres, probablement héroïque chef des « commandos Delta », le lieutenant Degueldre, jusqu'au plus inodore général Jouhaud en attendant, six jours après notre départ de Matignon, la chute sans gloire de Salan lui-même.

– Je vous arrête, mon général, proclamera le sous-officier que la « mission C » avait convaincu – par quelles méthodes ? – de travailler pour elle et que Salan avait eu l'imprudence de recevoir, privé d'un Degueldre qui, affirmait-on, en jouant à se faire peur, dans les officines anti-OAS de Paris, collait, expéditif, les solliciteurs tout nus dans une cave pour mieux examiner leur fiabilité, les exécutant le plus souvent, après ce charmant entracte, d'un coup de pistolet dans la nuque.

Dehors, me racontera un adjudant L. encore excité par sa chasse, le grondement des camions s'amplifiait et Salan se précipitait vers les fenêtres dans lesquelles il se cognait tel un papillon…

Tout le monde sait que les généraux sont faits pour mourir dans leur lit. Jouhaud sera gracié, Salan échappera à la peine de mort. Degueldre sera, en bon lieutenant, fusillé dans un petit matin qui me laissera un souvenir d'amertume. Dans une armée où un ordre n'était plus un ordre mais « une base de discussion », que pouvait penser et faire un jeune officier, ardent et passionné, envoyé à un rude combat, plongé dans une population pathétique, avec pour seule boussole, à moins d'adorer le Dieu Vivant, les combien changeantes « Algérie française », « la solution la plus française », en attendant l'« Algérie algérienne » ?

Ainsi va l'État en France, routinier et peu efficace, dirigé par des responsables politiques sans grandes compétence et imagination, prisonnier d'administrations somnolentes, de castes erratiques et de médias portés à l'émotivité.

Mais c'est peut-être cela, la démocratie, à laquelle il faut beaucoup de temps, bien des tâtonnements et des erreurs, avant de trouver la riposte appropriée aux violences qui, sans cesse, s'efforcent de l'ébranler.

Tempête à Matignon.

– Où est donc passé Truc ? C'est inadmissible ! s'indignait Michel qui tremblait sur ses bases si ses « collaborateurs » n'étaient pas jour et nuit à sa disposition.

Truc était l'un des nombreux conseillers juridiques du cabinet et son dynamisme de magistrat de choc – il y en a – était requis plus que de coutume afin de donner du cœur au ventre à Edmond Michelet et à des juges estimés trop compréhensifs à l'égard du FLN. Truc sera plus tard remplacé par Machin, chargé, lui, de faire tomber les foudres judiciaires sur l'OAS, petit homme sec et hépatique que je ne verrai jamais, au cours de ses dix heures de travail solitaire par jour sur ses volumineux et poussiéreux dossiers, ne serait-ce qu'esquisser l'ombre d'un sourire.

Malheur à celui par qui le scandale arrive. Seule la qualité privilégiée de mon intimité avec Michel me prémunit, lorsque je vins lui dévoiler la vérité sur la mystérieuse disparition, contre l'un de ces grandioses accès de fureur, qui faisaient, eux aussi, partie des charmes de Matignon.

Blasphème des blasphèmes. Le festival de Cannes avait eu l'extrême indécence – présentait-on *la Dolce Vita* ? – d'inviter un représentant du Premier ministre. Ébloui par le miroir aux alouettes de l'audiovisuel, le magistrat s'était laissé séduire. Encore étonné de son audace, il me confia que non content de déserter, il avait pactisé avec l'ennemi. Un soir, après la projection, il s'était attardé à boire un verre sur la Croisette.

Ô différence avec les rigueurs austères de Matignon ! Claudia Cardinale l'avait même gratifié d'un rayonnant sourire…

– Faites-moi de la bonne politique et je vous ferai de la bonne police, disais-je à Michel à peu près à chacune de nos rencontres.

Aucune mesure technique, aussi censée fût-elle, ne peut, en effet, transformer seule la réalité.

Le glas de l'OAS ne sonnera que lorsque explosera l'apparence de puissance que lui donnait la folle cavalcade de ses tueurs dans les rues et les casbahs. La fin de l'engagement militaire français mettait l'Organisation secrète au pied du mur de l'Histoire. Elle se révéla alors un tigre de papier – fauve peut-être sanguinaire mais marqué au fer rouge de l'impuissance.

Impuissance à arrêter des négociations qui, remettant le pouvoir aux musulmans, rendaient impossibles à terme tueries et attentats : le terrorisme n'est efficace, comme ça, que contre les démocraties et la violence limitée d'État. Impuissance à rallier l'armée : ne pouvant, sans perdre la face devant la population pied-noir, rester passive au moment du cessez-le-feu, l'OAS sera amenée à attaquer nos forces – ouvrant le feu sur un camion du contingent. Impuissance à créer des réduits européens : à la suite de l'attaque de notre GMC, nos troupes, composées pourtant de gendarmes bedonnants et de CRS peu préparés à ce type de combat, s'empareront assez facilement, face pourtant à des « commandos Delta » parfaitement retranchés, du fief symbolique de Bab el-Oued. Impuissance à rallier le bled fidèle aux bachaghas les plus traditionnels : la tournée des méchouis du colonel Gardes sombrera dans le ridicule.

Impuissance, enfin, à faire céder le gouvernement par des manifestations de rues : les quarante-huit morts de la rue d'Isly sont à placer au même rang que les innocents de Charonne, tués non par nos troupes – le contingent –, mais par l'irresponsabilité de ceux qui les ont lancés devant nos fusils.

Mais pourquoi les morts de « droite » sont-ils moins sympathiques que les victimes de « gauche », alors que, de toute façon,

le progrès était incarné par l'action du général de Gaulle et des forces qui lui obéissaient d'autant mieux qu'elles exprimaient ainsi le consensus du peuple français ?

« L'instruction n° 29 » rédigée par le général Salan afin de jeter l'Organisation secrète contre le cessez-le-feu, instruction saisie et transmise avec un précieux temps d'avance par la gendarmerie de Constantine, reste gravée dans ma mémoire visuelle tant j'ai travaillé sur ces deux feuillets dactylographiés sortant d'une enveloppe photographiée avec de longues traînées noirâtres. Mais les tragiques événements qui s'ensuivirent, soulèvement de Bab el-Oued, émeutes de la rue d'Isly, furent traités sur place par le général Ailleret et son état-major de commandant en chef en Algérie.

Durant le putsch d'avril, la passivité de l'appareil militaire face au soulèvement des unités d'élite m'avait surpris et chagriné. Les conversations radio interceptées par le SDECE ne faisaient pas apparaître, même chez les plus fidèles de nos généraux, un dynamisme qui entrerait dans l'histoire de l'héroïsme :

– Tu te rallies à Challe, toi ?

– Je l'aime bien, tu sais, mais comment paiera-t-il les soldes, et as-tu pensé à la retraite ? De toute façon, son affaire, c'est pas du tout cuit…

– Moi, je serais plutôt porté à accorder mon soutien au grand Charles…

– Difficile. Il n'a pas encore gagné, lui non plus…

Etc.

Approche de la réussite ? État d'esprit des troupes et du pays ? Loyauté personnelle d'hommes tels qu'Ailleret ? Les choses avaient changé. L'attentisme militaire – « Il est urgent d'attendre » – qui ne s'était que trop manifesté à l'égard de la naissante puis toute-puissante OAS, s'était, comme par miracle, évaporé. Durant le dernier et sanglant effort de l'Organisation secrète pour essayer d'empêcher que se réalise l'irréparable, l'armée agit comme elle aurait dû le faire lors des barricades de janvier 1960.

Les instructions gouvernementales furent suivies, les engagements tenus, les comptes rendus faits, les initiatives prises, commandées sur le terrain par la situation.

Technicité de l'appareil militaire ? Éloignement de l'Algérie ? Logique inexorable de l'Histoire en marche ? Il peut arriver ainsi que les grands événements soient moins bien connus dans leur détail par les hommes de pouvoir que telle ou telle ridicule – la « nuit des paras » – péripétie.

Des amis officiers, qui, pendant les troubles algériens, ont fait preuve d'un parfait loyalisme, me reprochent aujourd'hui la manière abrupte avec laquelle je continue à condamner l'OAS.

La haine à mon égard des partisans de l'Organisation secrète ne perd pas, elle, une occasion de s'exprimer*. De mon côté, je ne suis guère tenté par les touchantes retrouvailles qui réunissent, me dit-on, « barons » et ceux qui, hier, cherchaient à tuer de Gaulle : il est vrai que ces gens-là se sont bien connus et tant aimés**.

---

* Du délicat *Minute*, à propos, en 1986, de *la Troisième Rome* : « Pendant que l'armée française se battait en Algérie, M. Melnik trahissait consciencieusement pour le compte de son patron du moment, le général de Gaulle[45]. »
Aux États-Unis, un courant de pensée uni, appuyé par la majorité silencieuse, s'efforce, souvent à la pointe du progrès économique, de défendre les intérêts supérieurs de la nation américaine, menacés par des « libéraux » adeptes de toutes les démissions. En France, l'extrême droite est le meilleur allié objectif du communisme par sa défense, vulgaire et haineuse, des vues et idoles les plus inadaptées au monde moderne.

** La respectabilité que se sont octroyée les prélats « gaullistes » fait oublier, de nos jours, l'activisme de leur mouvement après la Libération et sous la Quatrième République.
Après la bataille avec les communistes, choc de deux religions séculières, du paradis marxiste et du Dieu Vivant, les forces vives du « gaullisme » – RPF conçu puis renié par de Gaulle – se sont mobilisées autant contre les institutions – déplorables – de la Quatrième République et les « jeux » des partis que contre le viol de la déesse Nation. C'est dans le combat contre le projet d'armée européenne, livré côte à côte avec les communistes, dans la dénonciation de l'« abandon » par la France de l'Indochine puis de l'Algérie, que les « gaullistes » se sont rencontrés et mélangés avec l'extrême droite.
Mai 1958, révolte des pieds-noirs entraînant une insubordination de l'armée, a été donc soutenu par l'activisme, qu'il soit de coloration « gaulliste » ou uniquement ultranationaliste. L'alliance sacrée a éclaté au cours des événements d'Algérie : l'ado-

Sans en rien leur donner raison, je ne puis pourtant que comprendre les sentiments de mes amis de l'armée.

Après le putsch d'avril, la frénésie épuratrice de ministres que nous n'avions guère vus à Matignon pendant les événements, le zèle, dans l'Algérie soumise et abasourdie, d'unités de gendarmerie et de CRS qui auraient préféré affronter les parachutistes les culasses vides ne pouvaient que désespérer encore plus une population qui avait eu son saoul d'électrochocs. Traditionnelle comédie humaine : plus l'homme a eu peur et plus il veut déployer a posteriori un courage de lion et faire payer le prix fort à celui qui l'a terrorisé.

Les journées qui suivirent le putsch d'avril furent donc pour moi une époque de vacances forcées. Maintenant que le péril était passé, chacun voulait s'occuper de tout et j'avais même proposé à Michel de me retirer dans mes terres beauceronnes. Les bonnes volontés ne manquaient pas pour aller « reprendre Alger en main » et la République gaullienne n'avait donc plus besoin de mes talents.

Debré n'avait pas partagé mon point de vue. Un certain professionnalisme, une approche détachée du maintien de l'ordre devaient, d'après lui, venir corriger l'inexpérience passionnée de Roger Frey devenu par hasard ministre de l'Intérieur, infléchir les emportements de responsables algérois furieux d'avoir été surpris, trahis et capturés.

J'insistai. Le SDECE, dont ce n'était pas la mission – l'OAS naissante n'ayant rien d'une puissance étrangère –, n'avait pas à être engagé dans cette bataille-là – mise à part la surveillance

---

ration contre vents et marées de la seule nation – « Algérie française » – exerçait moins d'effets sur le peuple que la vénération du Dieu Vivant. D'où l'allure de guerre de religion que prendra la lutte des « gaullistes » et de l'OAS.

Est-il utile de préciser que je n'ai été séduit, moi, par aucune de ces deux catégories d'activisme ? Avant de m'occuper de problèmes stratégiques mondiaux aux États-Unis, j'ai fait plutôt partie, état-major du maréchal Juin, cabinet de Charles Brune, d'organismes qui leur étaient opposés, voire avaient, ministère de l'Intérieur, à les combattre. Je ne participerai au 13 Mai 1958 qu'à partir du moment où il deviendra évident, par l'attitude de l'état-major général, que le retour au pouvoir du général de Gaulle constituait la seule solution à la crise.

des activistes dans une Espagne franquiste, pâmée devant tant de rudesse antidémocratique. Je ne désirais pas, surtout, engager le fer avec des officiers français. La police, pour une fois, n'avait qu'à faire seule son métier. Déjà certains chefs du FLN, certains responsables de la Fédération de France – issue du milieu étudiant –, me paraissaient autrement sympathiques et proches de moi que des croyants du « gaullisme » trop portés, à mon goût, vers les aventures romantiques, voire fascisantes, ou la satisfaction d'appétits solides mais strictement personnels.
– Il fait beau ce dimanche. J'emmène ma femme déjeuner à Bougival, me téléphonait de l'Élysée en pleine crise, tel courtisan aujourd'hui richissime. Pourriez-vous mettre à ma disposition une voiture et une protection policière ? À propos, le chauffeur peut-il m'apporter l'enveloppe préparée à mon intention ?

Lorsque, quittant Matignon, je me livrais à une dernière inspection des bureaux j'y découvris, oubliée en vrac dans un tiroir, une liasse de huit millions légers – environ cinquante millions de centimes 1988 –, destinés à d'aussi réjouissants menus frais. Comment donc, confronté plus que de raison à de tels agissements, n'aurais-je pas ressenti de plus grandes affinités avec les purs que je combattais ? Et, *a fortiori*, avec ceux à côté desquels j'avais moi-même combattu ?

Michel finit par me convaincre. Ce ne sont pourtant ni ses arguments ni l'engrenage de l'action qui me happèrent mais, n'en déplaise à mes amis officiers tentés par des réécritures historiques empreintes d'idéalisme et de rationalité, la manière dont l'OAS elle-même se développa.

À moins de regrouper la population européenne dans des réduits inexpugnables – ce qui, les choses et les hommes étant ce qu'ils étaient, se révélait irréalisable –, le combat engagé à Alger était inutile.

Nous n'étions pas une force d'occupation étrangère et l'attaque de nos fonctionnaires et de nos troupes, outre qu'elle ne pouvait acquérir la netteté – et la pureté – du combat de l'Irgoun, ne

servait strictement à rien. Comme ne servait à rien le massacre de musulmans, fussent-ils, ce qui fut d'ailleurs rarement le cas, fortement engagés dans le soutien au FLN. De Gaulle ne pouvait ni ne voulait céder. La population musulmane était de cœur du côté de la rébellion. Rien ni personne ne pouvait modifier ces faits-là, « têtus » comme tous les faits contre lesquels se heurtent les craintes et les passions humaines.

L'OAS était, au plan stratégique, une entreprise mort-née. Privée d'un but de guerre rationnel, ne pouvant se fixer des objectifs réalisables, incontrôlée en raison de la clandestinité que nous lui imposions, prisonnière d'une population dont elle n'exprimait que les angoisses, l'Organisation de l'armée secrète devenait de moins en moins secrète, de moins en moins organisation, de moins en moins Armée. Entre ses mains tremblantes ne restait plus que l'arme de l'horreur : le contre-terrorisme aveugle, la ratonnade, le massacre, perpétrés moins par des unités à vocation et utilité militaires que par une plèbe de déserteurs, de voyous et de tout jeunes gens – cette plèbe que fait surgir toute grande émotion, passion ou peur collective.

Je comprends les inquiétudes que pouvait éprouver la population pied-noir. J'admets que ni de Gaulle ni le gouvernement n'ont trouvé le moyen – y en avait-il un ? – de la convaincre de faire confiance aux accords et garanties négociés avec la rébellion, aux nouveaux organismes de pouvoir créés et à la présence, fût-elle transitoire, de l'armée française.

Je comprends, sans l'excuser, qu'un garçon de dix-huit ans, travaillé par les simplifications de son âge, pût transformer l'inquiétude collective en actes meurtriers. Je comprends déjà moins qu'un officier, fût-il simple lieutenant, ne se rende pas compte, quelles que soient les promesses qu'on lui a et qu'il a faites, que la « chasse au melon » est un crime et non un acte de guerre. Mais je continue à récuser l'attitude des hommes plus mûrs et responsables, notamment de colonels et de généraux qui, de surcroît, n'avaient même pas, à part Jouhaud, d'attache charnelle avec la souffrante Algérie.

Eux ne pouvaient ignorer ni la bonne foi du général de Gaulle, ni, à défaut – tel le général Challe qui eut l'honneur de se constituer prisonnier après l'effondrement du putsch –, la réalité implacable des faits. Eux n'avaient pas à souffler sur le feu, à amplifier, grâce à leur nom et à leur prestige passé, cette bouffée de démence collective qui était peut-être inévitable, mais que tout le monde aurait dû s'efforcer de limiter.

Les responsabilités confiées et exercées sont génératrices de plus de devoirs que de droits.

Jean Cau me reproche, lui, de ne pas stigmatiser comme il se doit les tueries du FLN. Je n'ai pas à le faire, non parce que j'aurais la faiblesse de croire qu'il existe une « bonne » violence, « de gauche » et progressiste, et une « mauvaise » violence, bien entendu « de droite » et réactionnaire, mais parce que je ne connais pas de l'intérieur ces atrocités-là et qu'elles sont le fait d'hommes placés dans d'autres circonstances historiques, ne jouissant pas du même développement intellectuel et culturel que nous.

Si je cloue si fermement l'OAS au pilori, quitte à comprendre l'affolement des pieds-noirs, si je n'ai jamais été très tendre à l'égard des exactions commises par nos propres forces, des dérapages que provoquent dans ce type de guerre la disproportion des forces, la recherche, face à la guérilla ou au terrorisme, du renseignement par la torture – sans parler même du mépris raciste –, c'est que toutes ces horreurs-là ont été, hélas, commises par des hommes se réclamant des valeurs et bienfaits de notre propre civilisation.

Plus profondes sont ses croyances et moins l'homme parvient à les amener à la surface de son conscient : je n'ai pas, pendant mes mille jours passés à Matignon, compris la nature pseudo-religieuse de l'adoration du Dieu Vivant qui explosait pourtant sous mes yeux.

Mon enfance russe, misère et déracinement dans le soleil niçois, m'aura, au moins, vacciné contre la force et la futilité des débordements religieux. Rutilante d'ors et d'icônes, piquetée de cierges et noyée dans l'encens, la mystérieuse église orthodoxe était la seule patrie qui restait aux exilés. Dans un maelström de liturgies et de chants – ah, la poignante beauté des harmonies russes, exprimant jusqu'à l'insoutenable joies et souffrances –, l'enfant sage, beau et blond que j'étais *croyait* – le mot, devenu banal en Occident, ne rend pas l'intensité primitive du phénomène – au Dieu orthodoxe, au tsar, à la Russie, au peuple protégé par le Seigneur, au Fils chaque année crucifié et ressuscité.

Jusqu'au jour où, adolescent russe plongé dans la vie française, je me retrouvai soudain différent. Est-ce dans les amphithéâtres de Sciences-Po, dans les salles à manger austères des jésuites qui, en m'hébergeant, me permettaient de poursuivre des études universitaires ou dans les couloirs dorés du Sénat qui m'initiaient aux jeux fascinants mais stériles de la politique – « Jeux, délices et poisons », disait alors de Gaulle – que je me découvris brusquement dépouillé, sans même que je m'en sois rendu compte, des écailles de toute foi ?

J'admirais donc de Gaulle qui paraissait surgir tout vivant d'un de ces Malet et Isaac dépenaillés, achetés à bas prix dans les brocantes de Nice et dans les pages écornées desquels je recherchais un début d'explication aux malheurs qui s'étaient abattus sur les miens. Mon grand-père abattu comme un chien à Ekaterin-bourg, une famille paternelle de paysans ukrainiens engloutie dans l'un des plus grands holocaustes de l'Histoire, les fusillades et les goulags, connus dès ma prime jeunesse, ne pouvaient qu'agresser un enfant.

Mais, ayant, dans les ors byzantins, porté jusqu'à l'exacerbation la foi dans le Dieu orthodoxe, je ne pouvais plus vouer à personne la moindre adoration.

Je ne trouve nulle trace, dans les *Lettres, notes et carnets*, d'une instruction du général de Gaulle que je considère particulièe-

rement néfaste pour l'Algérie. Mais Jean Lacouture, rendant compte d'un Conseil des ministres, reconstitué par Louis Terrenoire, restitue mot pour mot la pensée gaullienne qui inspirait ce désastreux document[46].

« Nous pouvons, constatait de Gaulle en janvier 1962, avoir à faire face à deux situations. »

Toujours le douteux « soit, soit » de l'École de guerre française qui foule aux pieds la subtile sagesse juive, « Entre deux solutions, je choisis la troisième », ou les multiples *a, b, c, d*, sous-*a a*, sous-*a b*, sous-*a c*, etc., que j'ai appris à la *Rand Corporation…*

« Dans l'hypothèse où l'OAS tenterait de prendre le pouvoir à Alger, des moyens appropriés ont été mis en place ; *des unités de l'armée sont cantonnées aux points sensibles, prêtes à intervenir.* »

C'est là que je m'insurge. Cette « hypothèse », de conception ultra-conventionnelle, se fondant sur le précédent du putsch d'avril – et qui obsédera, même en métropole, la gauche et Roger Frey – ne correspondait en rien aux moyens très limités dont disposait l'OAS, aux types de harcèlement et de terrorisme dont étaient uniquement capables ses commandos.

Immobiliser des troupes indispensables ailleurs pour d'autres missions dans l'attente d'une « situation » qui ne se produira jamais relève moins de Clausewitz que des illusions du *Désert des Tartares*.

« En ce qui concerne le terrorisme vulgaire, poursuit impavide le Général, celui qui consiste à "s'entre-zigouiller" – on notera le recours inutile et méprisant à l'argot dont on ne souligne jamais suffisamment, Dieu ne peut s'exprimer en langue verte, qu'il est, de Gaulle ou Nixon, le langage préféré du pouvoir, l'expression parlée de sa volonté de puissance – il faut que les préfets fassent leur métier. (…) On a accumulé pour eux gendarmes et CRS. Ceux-ci doivent être dans la rue. Or ils n'y sont pas. S'ils y étaient, on empêcherait les assassinats et on arrêterait les assassins. »

Eh non ! Se reposer, face au désespoir et à la folie de toute une ville, sur les seuls préfets, gendarmes et CRS consistait à la faire

vivre *de facto*, pendant que les troupes attendaient d'« intervenir », sous le contrôle des cellules et commandos de l'Organisation secrète.

La seule solution consistait, comme lors de la « bataille d'Alger » contre les poseurs de bombes du FLN, de faire entrer en masse les forces régulières dans Alger, de faire assurer l'ordre, non par les préfets qui ne pouvaient plus, en raison du volume des troubles et de l'emprise OAS, « faire leur métier », mais par l'armée.

Je ne suis jamais parvenu à imposer ce point de vue. Michel, peu convaincu lui-même – « Je dirais tel le Général : "Vous avez probablement raison mais vous ne m'avez pas convaincu" » – et vivant, comme tout le monde d'ailleurs, dans la hantise de la contamination de l'armée par les pieds-noirs et l'OAS, n'osa pas, sur un point précis de technique militaire, aller tenir tête au Grand Stratège.

Et, de toute façon, il aurait fallu d'autres hommes, tels Massu et Godard durant la « bataille d'Alger », une autre structure et organisation de nos forces à Alger pour faire appliquer, sans risque de contamination, l'« idée de manœuvre » qui, associée dans mon esprit à la « mission C », constituait l'unique façon de briser l'OAS et de contrôler Alger, tout en créant les structures et habitudes qui auraient pu permettre l'instauration, après le cessez-le-feu, d'une « période transitoire » dans un minimum d'ordre et de sérénité.

Ce n'est que lorsque l'approche du dénouement et l'instruction n° 29 de Salan entraîneront, le dos au mur, une utilisation plus dynamique de l'armée que l'Organisation secrète – s'attaquant à nos patrouilles sans pouvoir en rien, comme je l'avais prévu, « prendre le pouvoir à Alger » – signera son propre arrêt de mort.

Personne, avant cette date, généraux précautionneux, ministres approximatifs, de Gaulle embourbé dans son « soit, soit », ne désira, tant qu'il était encore temps, livrer cette bataille-là.

Édifier l'« Algérie algérienne » n'était probablement pas une motivation suffisante pour que des Français imposent leur loi à d'autres Français.

Le pouvoir est repli sur ses ressources intérieures.

Emporté par son tourbillon, il est difficile de réfléchir, lire, enrichir sa compréhension du monde. C'est avec le capital acquis avant son exercice, c'est avec les connaissances intellectuelles accumulées et les structures morales forgées pendant la vie normale que l'on tire des chèques sur un compte qui n'est plus guère provisionné.

La réussite de Charles de Gaulle ou de François Mitterrand – uniquement, je le crains, dans le champ clos hexagonal – provient ainsi de longues périodes passées en dehors des allées du pouvoir, d'enrichissantes réflexions pendant d'interminables « traversées du désert » – expression combien révélatrice du manque des gens de pouvoir pour leur drogue.

Et le pouvoir à perpétuité, comme dans les dictatures mais surtout dans le totalitarisme communiste, entraîne, autre bienfait des démocraties, non seulement la corruption mais aussi l'immobilisme et la stagnation.

Le défilé, la veille de procès importants, de procureurs dans le bureau de Michel m'aura au moins appris, sans d'ailleurs que je participe en rien à ces réunions ponctuées de bruyants éclats de voix, que l'indépendance de la justice en France est chose relative, naissant d'une incessante confrontation entre le penchant de l'exécutif pour la raison d'État – voire l'abus de pouvoir – et la résistance du corps judiciaire, oscillant entre la défense de ses intérêts et celle de ses principes.

Pompidou était-il moins jacobin ? Nous n'étions plus à Matignon lorsque se déroula le procès du général Salan et je roulais, pendant son dénouement, vers la Touraine pour des raisons qui n'avaient rien à voir avec l'insolite intention de Michel, notable s'il en fut, de s'y présenter à la députation.

Soudain Europe 1, qui avait si bien restitué toute la fièvre de la guerre d'Algérie, annonça par un flash spécial que le chef de

l'OAS avait sauvé sa tête. Connaissant mon Général, tout heureux d'échapper à la monotonie de la vie qui désormais était la mienne, je fis un demi-tour brutal au milieu de la nationale.

Je découvris les bureaux de Michel en pleine effervescence. Debré, récusant mes conseils et dévoré par le désir de reprendre du service ne serait-ce que dans le rang, avait refusé d'entretenir un cabinet politique dans l'un de ces appartements élégants qui deviendront plus tard la mode. Il campait, entouré de Danielle Combaz et de Christian de La Malène, qui seuls lui étaient restés fidèles, dans deux petites pièces, donnant par de grandes et hideuses vitres modernes sur une vilaine cour du septième.
– Comme à Hambourg! Un Premier ministre en vitrine! ironisaient les rares intimes qui continuaient à lui rendre visite: le propre de la perte du pouvoir est la rapidité avec laquelle on enroule le tapis rouge déployé sous vos pieds.

Mais lorsque j'arrivai rue de Lille, ce jour-là, l'heure n'était pas à l'ironie. Jean Foyer, garde des Sceaux, sortait de l'Élysée. Le Général lui avait donné l'ordre, furieux du verdict Salan, de faire exécuter à sa place le général Jouhaud, condamné, lui, à mort en pleine offensive OAS. Georges Pompidou, peu porté vers ce genre de dilemme, débutait dans ses fonctions de Premier ministre et Foyer, bouleversé, s'était tourné vers son ami Michel.

La guerre était terminée. Les malheureux Européens commençaient à payer d'un douloureux exode toute leur folie. Fusiller Jouhaud était injustifié. Le rôle de ce pied-noir dans l'OAS avait été plutôt décoratif et sentimental. Le peloton d'exécution, qui, d'après un Foyer au bord des larmes, était déjà prêt, ne paraîtrait que comme une vengeance mesquine contre la sentence des juges. Ragaillardi par Michel, Foyer repartit à l'Élysée plaider cette cause-là, qu'il gagnera cette fois grâce à une déclaration lénifiante dont je n'ai jamais compris que Jouhaud, après quel dialogue dostoïevskien dans sa cellule de condamné à mort, ait accepté de la signer.

Ombre du général de Gaulle. Par quelle obscure pulsion le Dieu Soleil acceptait-il, lorsque à ses yeux la raison d'État l'exi-

geait, que le sang fût si facilement versé ? L'exécution de Bastien-Thiry qui, avec une OAS envoyée dans les poubelles de l'Histoire, n'était tout au plus coupable que d'une tentative de régicide ternirait, après les fusillades d'Alger et de la Libération – Pucheu, Brasillach –, la mémoire d'un homme si nous ne manifestions aucun intérêt pour les vaincus, préférant glorifier inlassablement les vainqueurs, les rois et les empereurs, Louis XIV, Napoléon, Charles de Gaulle lui-même, probablement parce que leur gloire a été tissée par nos souffrances, efforts et sacrifices, par nos espoirs, passions et illusions.

Le général Eisenhower aimait à raconter, avec l'humilité des vrais techniciens, qu'il n'avait pris, pendant la Seconde Guerre mondiale, que quatre décisions – dont celle, cruciale, de débarquer en Europe le 6 juin malgré une totale incertitude météorologique –, le reste de son temps s'étant perdu à déployer charme et diplomatie afin d'apaiser les drames et conflits opposant ces immenses mégalomanes que sont les grands généraux.

En tant que chef de guerre, de Gaulle n'a pris, lui, qu'une seule décision majeure : permettre à l'armée de lancer en Algérie son offensive contre le FLN. L'homme d'État a été contraint d'effectuer des choix bien plus nombreux. Confronté à un FLN erratique et inexpérimenté, il a tracé tout seul le chemin que devrait suivre l'Algérie afin d'essayer, en canalisant et contrôlant un processus inexorable d'indépendance, de sauver ce qui pouvait être sauvé : définition de l'autodétermination en septembre 1959, refus de négocier à Melun avec un FLN encore irréaliste et présomptueux, appel à une « République algérienne » en novembre 1960, renonciation à la souveraineté française sur le Sahara après l'achoppement sur ce point des pourparlers de Lugrin.

Et, à mon niveau, la seule décision véritablement déterminante, outre l'établissement du contact secret avec le FLN, à laquelle il m'a été donné de participer fut celle de garder à leurs postes de commande les responsables de la guerre nommés par la Quatrième République – décision d'autant plus difficile à pren-

dre qu'ils avaient tous eu, peu ou prou, à combattre le « gaullisme » avant et pendant Mai 1958*.

Pour survivre à la décomposition politique, l'État sécrétait en effet tout naturellement, sous cette République tant décriée, des serviteurs dont on peut difficilement, en observant nos modernes conseillers d'État, commissaires de la République et autres ministres, imaginer tout le « caractère » et toute la compétence. Or, en temps de crise et de troubles, l'expérience et le sang-froid sont des denrées irremplaçables : confier la conduite de la guerre et le maintien de l'ordre à des aventuriers ou courtisans « gaullistes » n'aurait guère été raisonnable. Mai 68 a montré de quoi les uns et les autres étaient capables.

Mais, à la différence du contact secret avec le FLN, cette décision ne dépendait pas entièrement de moi, n'a été rendue possible, telle la négociation avec le FLN que parce qu'elle correspondait au respect du Dieu Vivant pour la hiérarchie, à sa volonté, pendant qu'il maniait le Verbe, de garder la société et l'État à jamais immuables et inchangés.

Le de Gaulle intime est-il plus vrai que celui des appels et discours ?

– Venez donc chasser à Rambouillet, avait proposé le Prophète au général Grossin.

---

* La seule exception, qui, comme à l'accoutumée, confirme la règle, a trait à la DST. Roger Wybot qui, depuis la Libération, s'était acharné à faire de notre contre-espionnage ce qu'il est devenu, avait été brutalement limogé avant notre arrivée à Matignon. Il s'agissait, typiquement pour le « gaullisme », non d'un jugement porté sur le fonctionnement d'un des plus importants services de l'État mais d'un règlement de comptes entre vrais croyants. Wybot avait créé et dirigé à Londres le contre-espionnage de la France Libre. Or l'ancien apôtre avait osé prendre du service sous la satanique Quatrième. Pis, il avait sombré dans l'apostasie : on l'accusait d'avoir fait poser, au temps du RPF, des micros dans le propre – et sacré – bureau du Général.
Bien entendu, le crime était imaginaire. Les micros, si micros il y avait, avaient été installés, conformément à la structure des polices, par les Renseignements généraux de la préfecture de police : la DST ne s'occupe que des menaces émanant d'États étrangers. Wybot avait, lui, participé activement au retour au pouvoir du Dieu Vivant en abritant, notamment, en Mai 1958, la mission de reconnaissance envoyée par le général Massu à Paris. Qu'importe ! L'apostat devait être puni et un concurrent éliminé.

– Comment faire ? s'était inquiété le directeur général du SDECE. La chasse au FLN occupe toutes mes journées.
– Faites comme moi. Arrivez pour le déjeuner…

Si bien que Grossin s'était retrouvé dans un salon à attendre les chasseurs en tête à tête avec de Gaulle.

On annonça le général Ély qui, chef d'état-major général, n'avait pas plus de temps à perdre dans les mondanités de la Cour.

Désœuvrés, en grand uniforme, les trois généraux ne pouvaient que « parler boutique ».
– J'ai vu le Maréchal, annonça Ély. Il se porte comme un charme.

Une ombre d'irritation passa sur l'auguste visage.
– À propos, Ély, je voulais vous demander depuis longtemps : que pensez-vous donc de Juin ?

Question à cent mille dollars ! De la bonne réponse pouvait dépendre une nouvelle décoration, voire le maintien quasi éternel à un poste qu'Ély devait, atteint par la retraite, quitter bientôt.
– Je n'ai jamais changé d'opinion, répondit lentement Ély. Juin est un grand soldat.

Silence.
– Grand soldat ! bougonna le Dieu Vivant. Mais lorsqu'il apparaît en public, il est moins applaudi que moi…

Le pouvoir est drogue.

Revenu dans ma Beauce, le rythme calme et naturel de la vie se substitua à la frénésie de Matignon. Le grattage patient des portails à repeindre, la plantation d'arbres qu'on ne voit embellir et s'épanouir qu'au terme d'éternelles années remplaça les décisions à l'emporte-pièce. Au lieu des continuelles et stridentes sonneries qui m'obligeaient à parler sur plusieurs lignes à la fois, le téléphone devint silencieux dans mon bureau donnant sur la vallée immuable et tranquille. Les longues conversations ponctuées de silences avec mes amis artisans et paysans prirent la place des fébriles conférences, réunions ou déjeuners.

Je ne retrouverai le charme de tous ces anciens plaisirs de ma vie que des années plus tard. L'Algérie s'embrasait des derniers feux allumés par la démence de l'OAS. Pendant que les musulmans fidèles, à qui la France avait promis amitié et sécurité, étaient mis à mort dans des scènes insoutenables, les pieds-noirs entamaient un exode que nous n'avions jamais voulu. Les extrêmes s'envolaient vers l'absolu et, faute d'une attitude ferme et constructive du nouveau gouvernement et de l'armée, les accords d'Évian s'effondraient.

Ces événements m'échappaient. Souffrant de ne plus pouvoir peser sur eux alors qu'ils me paraissaient justiciables – avais-je tort ou raison ? N'ayant pas agi, je ne puis répondre – d'une vigilante intervention de tous les instants, je n'éprouvais plus qu'un sentiment de vide aussi déchirant que celui, atroce, provoqué par la mort d'un être aimé.

Écarté des affaires après l'échec – prévisible, mais ceci est une autre histoire – de la baie des Cochons, Allen Dulles ne survécut, lui, que peu de temps à sa disgrâce. Et Charles de Gaulle ne fut pas terrassé à l'Élysée face à Khrouchtchev, Kennedy ou Adenauer ou au cours d'un combien éprouvant « bain de foule ».

C'est devant une table de patience, dans la solitude et le silence de Colombey, dix-neuf mois après avoir quitté le pouvoir, que le chêne, à un moment où plus personne, depuis Mai 68 et l'accession au pouvoir de Georges Pompidou, ne le prenait plus pour le Dieu Vivant, que le chêne donc fut abattu.

V

Le dernier cercle
Services spéciaux

Notre escadrille secrète du SDECE avait bombardé, à un moment où, bien avant l'OAS, le seul ennemi était encore le FLN, les camps d'entraînement de la rébellion en Tunisie. Opération clandestine typique : personne ne pouvait ignorer qui en était l'auteur mais personne ne pouvait non plus apporter la moindre preuve d'une quelconque culpabilité. Les appareils étaient démunis de tout signe d'identification et les fûts d'essence déversés ne portaient aucune marque distinctive. En plein été et dans les pinèdes tunisiennes, les résultats avaient été dévastateurs. Le président Bourguiba en vacances à Rome avait tout de suite regagné la Tunisie et clamé son indignation.

Une réunion houleuse s'était tenue à l'Élysée autour du général de Gaulle à laquelle ni le général Grossin ni, bien entendu, moi-même ne fûmes conviés.

Le commandant en chef Challe, qui avait réclamé en vain, pour parachever la destruction du corps de bataille rebelle, une opération aller-retour « coup de poing » pour anéantir les bases FLN derrière des frontières de plus en plus infranchissables, avait été informé par nos soins. Une opération de cette envergure n'aurait pu être menée à bien sans la coopération de l'état-major d'Alger qui l'avait, en quelque sorte, « commanditée ». Charisme de Charles de Gaulle : Challe, qui bravera plus tard le Général au cours de la folle aventure du putsch, n'osa pas ce jour-là tenir tête au Dieu Vivant et plaida l'ignorance.

Le général Ély, chef d'état-major général, qui, lui, n'avait pas été mis au courant, fit preuve pourtant, comme toujours, du courage tranquille qui était le sien. La diminution de la force de frappe militaire de la rébellion ne pouvait être complète sans l'anéantissement de ses bases arrière où s'accumulaient et s'entraînaient une vingtaine de milliers de combattants. Et, puisque des raisons internationales et diplomatiques ne permettaient pas à la logique militaire d'aller jusqu'à son terme, c'était bien le rôle des services spéciaux que d'apporter leur contribution, à condition, bien entendu et c'était le cas, de ne pas se faire prendre la main dans le sac.

Le soir, à la réception qui se tenait à l'Élysée, je me sentis bien seul après l'accueil glacial du Général. Les « diplotames », déjà peu enthousiastes à l'égard de ma personne et de mes activités, me faisaient sentir une encore plus lourde réprobation et les « barons », visiblement informés de la fureur divine, m'évitaient.

Une main se posa sur mon épaule. Je me retournai pour découvrir la longue tête blanche et osseuse du général Ély.
– Allons bavarder, me dit-il en m'entraînant vers un canapé du petit salon attenant à la grande salle des fêtes brillamment illuminée, face aux fenêtres donnant sur un parc bien moins beau que celui de Matignon.

» Cette guerre, m'expliqua-t-il d'un ton las, est différente des autres. La victoire militaire, la destruction des forces de l'ennemi ne peut en être le seul et unique but puisqu'elle ne pourra prendre fin que par une solution politique. J'admire donc d'autant plus ceux de nos officiers qui s'engagent à fond, font tuer leurs hommes tout en risquant leur propre vie, lèvent des harkis et entraînent derrière eux les populations musulmanes. Dieu fasse qu'ils ne nous en tiennent pas rigueur…

Ély se tut, laissant planer son regard sur les robes du soir et les habits qui défilaient devant nous, pressés de rejoindre les immenses et étincelants buffets dressés dans la salle des fêtes voisine où l'orchestre de la garde républicaine en tenue d'apparat jouait du Lully.

Il se leva, déployant sa longue et mince silhouette avec la grâce d'un jeune officier de cavalerie.
– De toute façon, me dit-il en me plantant son regard droit dans les yeux, tout cela vous le paierez très cher. Cette guerre d'Algérie, comprenez donc que vous ne la gagnerez pas tout seul…

Qu'avait voulu dire le vieil homme proche de la retraite après avoir, dans des temps combien difficiles, mené sa carrière avec une rigueur morale de moine-soldat que chacun admire et reconnaît ?

Certes nous étions bien peu nombreux à livrer cette guerre. Sur le terrain, une poignée d'officiers ajoutaient blessure sur blessure sur des organismes surmenés : « À chaque opération, me racontait le commandant Faulques qui partira bientôt commander les mercenaires au Katanga, c'est un hôpital qui se déverse des hélicos… » Dans les djebels, quelques unités d'élite tiraient une sombre et souvent morbide exaltation à être les meilleurs : je n'ai jamais apprécié cette mythologie-là – « Aucune bête au monde », etc. –, juste bonne pour le commerce des correspondants de guerre qui, pendant que l'armée se mourait en Indochine, fourbissaient, dans les bars de Hanoi et de Saigon, les mots et les images qui allaient leur permettre de gagner les autrement importantes batailles des prix littéraires et des gros tirages. À Paris, une maigre cohorte de policiers et de préfets s'ajoutait aux habituels officiers du SDECE impunément mis à toutes les sauces.

Certes les futurs « barons » – mis à part Roger Frey et Alexandre Sanguinetti qui se mobiliseront plus tard, bien après cette soirée, dans la guerre de religion contre l'OAS – restaient, eux, l'arme au pied, en attendant de venir, une fois l'épreuve terminée, moissonner ministères, postes et décorations.

Mais Ély visait-il plutôt une facette particulière de mon action ?

La mobilisation incessante et quasi obsessionnelle de tous les services qui venaient, d'eux-mêmes le plus souvent, se placer sous mon autorité, cette manière lancinante de réclamer mille pour être sûr d'obtenir deux et demi ? La complicité

avec laquelle Michel et moi tenaillions ministres et hauts fonctionnaires au cours de nos « conseils de guerre » dans le grand salon blanc ?

Le jeu, truqué d'avance, était réglé telle une partition. De longues séances de travail avec les services concernés me permettaient de remettre à Michel avant chaque séance le point de la situation, la liste des défaillances constatées, le relevé des mesures à prendre – toutes choses qui avaient pu échapper à des responsables politiques peu portés sur l'action, voire sur un excessif engagement personnel, ou absorbés par d'autres tâches que la conduite de la guerre : le ministre de l'Intérieur ne s'occupe-t-il pas aussi des élections ou des collectivités locales ?

Tirant avec nervosité sur une cigarette que j'écrasais tout de suite, j'ouvrais la discussion sur un ton volontairement pessimiste et provocant :

– La situation se dégrade à Alger de jour en jour… L'OAS règne en maître dans toutes nos administrations… En fait elle a implanté un véritable pouvoir parallèle…

– C'est exagéré et inexact, protestait le préfet ou le général, voire le ministre, émergeant de son bunker.

– Et comment peut-on alors expliquer cela ? jetais-je alors avec mauvaise foi en brandissant tel rapport mis au chaud pour la circonstance.

Dans le cas de l'emprise OAS sur Alger, une liasse de lettres saisies par la police et que la poste avait fait parvenir à son destinataire alors qu'elles portaient comme seule indication, sans la moindre adresse, *Monsieur le Général Raoul Salan*.

Alors Michel entrait dans l'une de ses célèbres colères, puis, se calmant soudain, annonçait, agacé :

– Bon, bon – il commençait ainsi la plupart de ses phrases –, bon, voilà ce qu'il faut faire…

Il ne restait plus aux chefs de service, s'ils étaient présents, qu'à approuver ce que nous avions décidé entre nous ou, s'ils n'avaient pas été conviés, les ministres adorant venir bavarder sans être contredits par des experts toujours gênants, à se présen-

ter benoîtement chez leur chef afin de s'enquérir si, par hasard, on n'avait pas abordé telle ou telle question à Matignon.

Et si lettres et décisions restaient lettre morte, cela arrivait rarement mais cela arrivait, demeurait l'arme absolue : la note péremptoire que Michel allait demander – pour le rappel des « barbouzes » gaullistes, pour la création de la « mission C » – au Général lui-même*.

Ou bien, négligeant ces joutes dont il connaissait tous les détours, le général Ély visait-il la manière solitaire dont, avec le général Grossin, j'exerçais, avec le SDECE et son 11e choc, un commandement en chef de fait devant l'ennemi ?

Les services spéciaux en temps de guerre !

Faut-il vraiment franchir ce dernier cercle-là ?

Peut-on parler en public de services spéciaux autrement que pour expliquer la nécessité pour les États modernes – concept dit « RAP : recherche, action, protection » – d'être renseignés sur les menaces qui les guettent, protégés contre les menées secrètes d'autres États, à même de déclencher les diverses formes d'« action » commandées par la défense de leurs intérêts ?

Le pacte originel se fonde ici sur le secret.

Devoir de secret à l'égard de l'État, certes contraint de mener les opérations clandestines imposées par le monde « littéralement terrifiant », l'expression est de Raymond Aron, dans lequel il nous est donné de vivre mais qui, afin de ne pas durcir une situation internationale déjà suffisamment tendue, ne doit, en

* Dédié aux amateurs de « barbouzeries » :
« Je n'admets pas, décrète de Gaulle le 18 décembre 1961 à notre demande, que des éléments "para-officiels" accomplissent, comme c'est le cas, des actes dits anti-OAS, des attentats, explosions, meurtres, etc.
« J'exige qu'il soit mis fin sans aucun délai à ces procédés qui déconsidèrent l'autorité, l'État et moi-même[47]. »
Louable dans sa condamnation, le texte n'en définit pas moins d'une manière inexacte les activités des réseaux « gaullistes », spécialisés plutôt dans l'enlèvement et la torture…

aucun cas, voir engagée sa responsabilité officielle, compromis son rayonnement et ternies les valeurs qu'il prétend, à tort ou à raison, incarner.

Devoir de secret à l'égard des dirigeants politiques qui peuvent seuls, en démocratie, approuver et ordonner de telles opérations, mais qui ne devraient pas, ce faisant, être entraînés dans les remous politiques et moraux que ne manqueraient pas de susciter leur déballage sur la place publique.

– Que faites-vous donc au juste ? avait demandé un général de Gaulle fort sceptique en recevant, pour la première fois après son retour aux « affaires », le général Grossin.

– Je devrais être à même, avait répondu Grossin, de faire tout ce que vous voudrez bien m'ordonner pour servir le pays.

Serait-il concevable que le détail des opérations ainsi décidées se retrouvât étalé dans les gazettes, barbouillé dans des Mémoires de circonstance ?

Devoir de secret à l'égard des exécutants dont il serait « indécent » – mot clé de Grossin – qu'engagés sur ordre dans des opérations illégales, ils puissent être soumis au jugement de l'opinion publique, jetés en pâture à des États étrangers dont on leur a demandé précisément de violer les lois ? Devoir de secret à l'égard des « agents » et correspondants qui, souvent pour les raisons les plus honorables, acceptent, tel « Petit a prime », de vous renseigner et de vous aider, alors que, nationaux de pays neutres ou hostiles, ils ne devraient, s'ils respectaient leur législation, que vous éviter ou vous dénoncer.

Secret enfin à l'égard des autres services spéciaux qui n'ont pas à connaître les méthodes, voire la simple réalité de vos interventions.

Lorsqu'un plongeur britannique avait été surpris et tué en rade de Portsmouth par les marins soviétiques protégeant le bâtiment de guerre qui amenait en Grande-Bretagne une délégation russe, la réaction de Downing Street avait été d'un laconisme de bon aloi : « Le gouvernement de Sa Majesté ne commente pas ce genre de problème. »

On peut très bien, dans un accès d'angélisme, décider de ne jamais commettre le mal que constituent les services spéciaux. Les vertueux États-Unis l'ont fait avant et après la Seconde Guerre mondiale. Avant, l'absence de renseignements a entraîné la surprise de Pearl Harbor ; après, face à l'expansionnisme stalinien, la création en catastrophe de la CIA.

Mais si le mal est accepté pour combattre le mal qui nous entoure – menaces militaires, dictatures, totalitarismes, trafic d'armes, négoce de la drogue, terrorisme, etc. –, encore faut-il qu'il ne soit fait qu'à bon escient, sans complexe peut-être mais avec une compétence exigeante et dans l'absolu respect du pacte du secret.

Durant la guerre d'Algérie, grâce au général Grossin et à l'esprit d'un corps d'élite, le SDECE aura rendu des services immenses.

Malgré des moyens humains et financiers dérisoires et une conception désuète car trop militaire, trop coupée du pouvoir politique qui, en France, ne s'intéresse guère à des problèmes toujours complexes, souvent douloureux et jamais propices à la promotion personnelle, notre squelettique service de renseignement, de contre-espionnage extérieur et d'action désorganisera le trafic d'armes, entamera les négociations désirées par de Gaulle, participera à la création de l'environnement international favorable à la politique du chef de l'État.

Mieux encore : les remous qui secoueront si fort l'appareil militaire n'auront sur lui aucune prise. Le SDECE restera, lui, son service Action et sa 11e demi-brigade de parachutistes de choc, un bloc de discipline et de fermeté, « les paras rouges », constatait la peu subtile OAS. Auraient-elles épousé la cause de l'activisme que ces unités d'élite, dont le gaullisme, on le leur reprochera assez, n'était pas le péché mignon, auraient, par leur formation de commandos spécialisés dans les opérations dites « ponctuelles », fait peser sur l'État et son chef une menace bien plus grande que celle des tueurs à la petite semaine de Bab el-Oued et autres Clamart.

Les rapports entre pouvoir et services spéciaux sont ambigus. Plus le service est efficace, plus il sera ressenti comme dangereux par un personnel politique en la matière ignare et pusillanime. Un brillant causeur est toujours plus rassurant qu'un homme d'action et, pour faire carrière dans ce métier-là, une conférence réussie, une conversation colorée, la servilité souriante d'un garde-à-vous, un passé ayant su soigneusement éviter toute prise de décision ont été de tout temps, les exemples pullulent, préférables à un palmarès riche de trop d'opérations clandestines réussies.
– Par quel miracle cet homme-là ne retournera-t-il pas un jour sa toute-puissance contre moi ?

Inconvénient de reporter sur autrui ses propres tentations ou d'accorder une valeur universelle à la triste habitude de la caste politique française de n'accorder à la parole donnée, à l'allégeance promise, à la position solennellement proclamée – Michel Debré sur l'Algérie, de Gaulle sur l'Allemagne ou le communisme, etc. – que la valeur d'une poignée de cacahuètes juste bonne pour le spectacle du moment ! Aux États-Unis ou en Allemagne, il est vrai en pleine guerre froide et sous des hommes d'État aussi rigoureux qu'Eisenhower ou Konrad Adenauer, la CIA ou le BND ont été confiés à ces « hommes de caractère » – et d'honneur – que sont Allen Dulles ou le général Gehlen.

En France, les gens de pouvoir continuent à considérer, eux, leurs services spéciaux avec la sympathie terrifiée qu'éprouvait pour son avenante création l'inventif docteur Frankenstein.

Homme du XIXe siècle ne comprenant rien aux services spéciaux modernes dont les analyses et actions ne pouvaient d'ailleurs qu'entrer en concurrence avec ses propres talents de visionnaire et de grand manipulateur, le général de Gaulle ne tiendra donc aucun compte des services rendus par le SDECE et son 11e choc. Organisateur de piètre talent, d'une faiblesse désabusée mais navrante à l'égard de ses fidèles, il se refusera à créer le grand service de renseignement politique de temps de

paix que méritaient ces performances et que le général Grossin et moi réclamions, mollement soutenus par un Michel Debré assez néophyte en ces domaines-là.

Pis. Dès la guerre terminée, le paquebot sera immobilisé et les canots de sauvetage descendus en grande pompe. Les éléments les plus efficaces et dynamiques du service seront traînés sur le pont, embarqués *manu militari* dans les chaloupes. Toutes amarres coupées, sans vivres ni boussole, ils seront, sous les applaudissements chaleureux des courtisans gaullistes, émerveillés de voir ainsi s'accroître leur espace de liberté dans des eaux merveilleusement troubles, priés d'aller se faire voir ailleurs.

Grandeur et servitude. Malgré la dissolution du 11e choc et les carrières brisées, les services méprisés et les calomnies répandues, le pacte du silence ne sera pas rompu.

En 1959, en une tentative parfaitement grotesque de singer la manière dont la CIA d'Allen Dulles avait renversé Arbenz et Mossadegh au Guatemala et en Iran, l'ordre avait été donné par l'Élysée de mobiliser tous les moyens du SDECE afin de jeter à terre en Guinée un Sékou Touré coupable, en refusant la proposition gaullienne de Communauté, d'avoir fait au Dieu Vivant un gigantesque bras d'honneur. À raconter l'opération de guérilla et de déstabilisation qui s'ensuivit, ainsi que d'autres menées ailleurs et bien plus efficaces car pensées et conçues par le service Action, je ne crois pas que l'auréole du Grand Décolonisateur, généreux, libéral et tout et tout, voyez Lacouture, en aurait été rendue plus éclatante.

Ni qu'aurait pu se poursuivre sans aucun nuage la carrière d'hommes qui, tel Charles Hernu après le fait d'armes du *Rainbow Warrior*, auraient pu éprouver quelque difficulté à continuer à s'occuper, ministres ou conseillers, de relations avec des États qui avaient la faiblesse de considérer que les actions commises sur leur territoire et dont ils ignoraient les responsables occultes, siégeant maintenant en face d'eux, étaient profondément illégales, indubitablement criminelles et, pensez à l'indignation qui déferle périodiquement contre l'Iran, la Syrie ou Kadhafi, carrément terroristes.

Aucun officier, associé ou non à une Madone des sleepings télévisés, ne raconta comment tel bateau avait explosé en pleine mer parce qu'une nuit, dans tel port de tel pays étranger, voisin et ami, un nageur de combat avait plongé dans une rade balayée par des projecteurs, comment tel trafiquant avait été déchiqueté parce qu'un artificier avait, après avoir forcé la porte de son garage, relié les fils de la dynamo de sa Mercedes au détonateur d'un engin explosif.

À lire certains ouvrages, Dieu sait pourtant si des récits aussi juteux auraient pu avoir du succès.

Grandeur et servitude, avons-nous dit.

Un quart de siècle plus tard, moins pour apporter ma contribution à l'Histoire que pour instruire une opinion publique dont la connaissance de ses services spéciaux est imparfaite à voir la manière dont on l'a, c'est le cas de le dire, menée en bateau dans l'affaire Greenpeace, je prends sur moi de lever un coin du voile.

Les services spéciaux des démocraties – dont je n'ai jamais fait partie et auxquels ne me lie donc aucune obligation de « réserve » – ne sont pas des officines louches confiées à de ténébreux irresponsables, mais des organismes sophistiqués et structurés, hiérarchisés et disciplinés dont la seule vocation est, dans la stricte obéissance au pouvoir civil quelle que soit sa couleur politique, de servir la nation et l'État. Pendant la guerre d'Algérie, les opérations « Action » du SDECE portant atteinte à la vie humaine ou aux biens matériels – en code : opérations « Homo » et « Arma » – ne pouvaient donc être entreprises que si elles avaient été autorisées par les plus hautes autorités de l'État.

Créé par une guerre que nous n'avions pas déclenchée et à laquelle le général de Gaulle était près à tout moment de mettre un terme, le problème s'était posé sous la Quatrième République. Comme le gouvernement socialiste et radical lui demandait de s'attaquer à la rébellion à l'extérieur des frontières algériennes, le général Grossin avait estimé qu'il était moralement inacceptable, « indécent », d'en négocier l'exécution, comme cela avait été

le cas avant son arrivée au SDECE, avec les représentants combien douteux du grand banditisme. Une unité d'élite en avait été chargée, dépendant du service Action.

Le général de Gaulle avait en la matière édicté trois règles.

Primo. Ce type d'action ne pouvait être mené qu'en temps de guerre et en dehors du territoire français.

Secundo. Les « objectifs » ne pouvaient, en aucun cas, être des nationaux français – règle qui ne fut pas, malgré les glapissements des « gaullistes », transgressée à l'égard de l'OAS.

Tertio. Toute opération devait être soumise à l'approbation du chef de l'État et du Premier ministre, responsable à l'époque des services spéciaux.

Durant trois années impitoyables, ces principes ont été appliqués – et respectés** – par un service Action qui, à voir l'envie qu'il suscitait alors à la CIA ou à l'Intelligence Service, était, et de loin, le plus efficace du monde occidental. Malgré la guerre, ses tragiques et nombreux impératifs – sept bateaux coulés, cent trois trafiquants éliminés, deux avions interceptés, ai-je dit, durant la seule année 1961 –, aucune affaire Greenpeace n'est venue, dans l'affolement et l'approximation, bouleverser la France ou la situation internationale.

Le romantisme le plus condamnable a fait éclore sur le sujet de multiples hypothèses, articles et ouvrages. Pour ma part, en ce qui concerne tant les techniques employées, les objectifs réellement visés, attaqués ou détruits – dans ce domaine combien délicat, le flot de la mythologie déferle contre le mur de béton de la clandestinité et l'on n'est soupçonné le plus souvent que de ce que l'on n'a pas commis –, je ne me livrerai, même vingt-

* L'enlèvement à Munich du colonel Argoud est postérieur à notre départ de Matignon. Il a été exécuté non par le service Action du SDECE mais par des costauds de la Sécurité militaire directement supervisés par un ministre des Armées qui s'empressera bientôt de dissoudre le 11e choc. Le général Gehlen me racontera que ces braves avaient téléphoné directement de leur hôtel au domicile privé des plus hauts responsables de la République. L'affaire, très discutable au plan moral, fut inscrite aux profits et pertes de la « réconciliation franco-allemande ».

cinq ans après les faits, à « aucun commentaire sur ce genre de problème ».

Je ne briserai le pacte du silence que pour une seule opération.

Le 22 janvier 1962, une bombe explosait au Quai d'Orsay, tuant un employé. L'offensive de l'OAS battait alors son plein et ce nouveau défi lancé à l'État causa moins d'émotion que le malheur de la petite Delphine Renard frappée, à peu près au même moment, aux lieu et place d'André Malraux.

Sur-le-champ, la police judiciaire se mit à enquêter avec cette minutie maniaque dans l'examen des indices matériels qui imposait tellement de précautions à nos commandos. L'explosion s'était produite dans les locaux où étaient rassemblés les colis composant la « valise diplomatique » qui, comme son nom ne l'indique pas, ne vient pas de chez Hermès ou Vuitton mais se trouve constituée par les envois plus ou moins officiels – que de parfums, d'alcools et de cashmeres ! – qui ne seront pas inspectés par les douanes et qu'un État précautionneux a tout intérêt à faire escorter par des gardes armés s'il a la prétention de vouloir déjouer la curiosité des services de renseignement étrangers.

Les enveloppes et sceaux des diverses directions et administrations furent patiemment reconstitués en un puzzle gigantesque, confrontés avec le livre des entrées. Seuls manquaient – volatilisés – l'en-tête et le sceau du colis déposé par le SDECE à destination de son « poste » au Maroc. L'explosion pouvait donc difficilement être imputée à l'OAS.

Éthique propre à ce monde à part que constituent les services spéciaux : il est évident que le SDECE – personne ne pensa le contraire – n'a pas commis d'attentat à la bombe au Quai d'Orsay.

La réalité est tout aussi terrible mais plus simple. C'est un engin explosif que le service s'apprêtait à expédier au Maroc par la « valise diplomatique » qui avait sauté.

L'opération avait été autorisée pour deux raisons.

D'une part, il paraissait peu sain – argumentation du général Grossin et de son chef du service Action –, en pleine offensive OAS, au moment où des doutes secouaient l'appareil militaire sur l'opportunité du cessez-le-feu en Algérie, de laisser des unités d'élite les bras croisés, de les décharger brutalement de la mission de destruction du potentiel militaire rebelle qui était la leur tant que la paix n'était pas instaurée : c'est grâce à de pareils raisonnements que l'on parvient à garder les troupes les plus difficiles dans les voies de la discipline. D'autre part, il n'était pas inutile – calcul du pouvoir politique –, au moment où la négociation entamait sa dernière ligne droite, de pouvoir exercer une pression sur le FLN.

Cette paix, le général de Gaulle l'avait voulue de toutes ses forces. Pour l'obtenir au plus vite et construire l'Algérie la plus conforme aux intérêts français, il avait, de lui-même, accepté de prendre en compte toutes les exigences de la rébellion nationaliste, renonçant à la « troisième force » ou au MNA, revenant sur son refus de négocier avant l'arrêt des hostilités tant que « les couteaux ne seraient pas au vestiaire », acceptant, après l'échec de Lugrin, de considérer, au grand désespoir de Debré, pour rendre possible la reprise de la négociation, le Sahara comme partie intégrante de l'Algérie. Tout cet empressement à édifier le plus vite possible l'« Algérie algérienne » avait été freiné jusque-là par les atermoiements des dirigeants politiques de la rébellion, leurs divisions internes, leur incapacité, frais surgissants de leurs maquis ou de leurs palabres tunisiennes, à se conduire en hommes d'État lucides et responsables.

Certes les derniers contacts de Louis Joxe avec un Saad Dahlab dans l'intelligence duquel le SDECE plaçait les plus grands espoirs avaient été positifs. Mais les négociations secrètes prévues aux Rousses dans un chalet de bout du monde découvert et loué par les Renseignements généraux allaient-elles porter leurs fruits ? Seraient-elles, en cas de succès, ratifiées par un GPRA au sein duquel se déchaînaient querelles et ambitions ?

N'allait-on pas assister à l'habituel « Deux pas en avant, trois pas en arrière » qu'il était fascinant – et facile – pour notre service de renseignement d'observer et d'analyser mais qui, à la longue, devenait d'autant plus inepte et dangereux que les massacres suicidaires de l'OAS en Algérie risquaient de ne plus laisser – ce qui fut, hélas, le cas en fin de compte – que des décombres qu'il serait toujours possible, activité surréaliste, de négocier, mais sur lesquels plus rien ne pourrait plus être construit.

L'équipe du SDECE qui, autour de L., avait organisé les premiers contacts secrets avec le FLN avait, exploitant au mieux leur succès, amélioré son efficacité d'une manière fort impressionnante. Désormais notre antenne en Suisse se trouvait en mesure d'apporter, presque heure par heure, des renseignements sur l'état d'esprit – mouvant – des différentes personnalités de la délégation algérienne. L'« action » des services spéciaux ne saurait être exclusivement d'ordre militaire. L'opération « Écheveau » visait donc également à rassurer les délégués algériens, à leur donner les conseils qu'imposait leur virginité diplomatique, ou même à leur dévoiler, en allant quelquefois jusqu'à leur procurer des ouvrages de droit achetés, au grand désespoir du contrôleur financier du service, dans les coûteuses librairies de Genève ou de Lausanne, les points précis sur lesquels ils pourraient à bon compte obtenir satisfaction.

La réalité n'est jamais simple. Dans un dédoublement complexe, le SDECE n'en poursuivait pas moins, afin de continuer à prendre le FLN en tenaille, sa mission de destruction du potentiel militaire adverse. C'est donc dans ces circonstances qu'il avait été décidé que l'attaque d'une base opérationnelle au Maroc pourrait éventuellement être utile afin de stimuler, en portant la guerre dans leur sanctuaire, la volonté de conclure de nos partenaires, à qui l'on pourrait toujours faire valoir le caractère terrifiant et incontrôlé de nos services.

Les reconnaissances avaient été effectuées et les équipes, entraînées et préparées, étaient prêtes. Il ne restait plus qu'à faire parvenir sur place les explosifs.

Donner l'ordre au préfet de police, venu saisir le Premier ministre de ses stupéfiantes découvertes, de mettre un terme aux savantes reconstitutions et déductions de sa police judiciaire ne posait pas problème : en France, la parole de la raison d'État n'est jamais difficile à faire entendre. Empêcher Maurice Papon d'aller tout de suite rendre compte à son ministre afin d'éviter que le bon Roger Frey, dans la lutte d'influence qui nous opposait alors, ne se précipitât au Château dans le but d'y dénoncer l'« activisme » et le « sabotage » des services spéciaux était déjà bien plus aléatoire, mais d'un intérêt secondaire, car ne pouvant influencer que carrières et réputations.

L'important est ailleurs : comment et pourquoi les explosifs ont-ils bien pu sauter ?

L'artificier du service Action était un officier expérimenté, à la compétence reconnue. Son nom étant ignoré des responsables politiques et le détail des opérations « Action » ne figurant, pour d'évidentes raisons de sécurité, sur aucun document militaire, sa carrière future dans l'armée sera plus que brillante, en rien affectée par ce dramatique ratage.

Ses explications pourtant ne me convainquirent guère. L'explosif était, par nature, une femme… Ses réactions, tous les spécialistes en déminage pouvaient en témoigner, étaient imprévisibles… Le précédent responsable du service avait ainsi, un jour à l'instruction, pontifié devant ses élèves : « Messieurs, cette voiture ne peut exploser que si l'on met le contact. » Sur quoi il avait solennellement claqué la portière et… l'on avait ramassé ses débris. Lui-même avait pris toutes les précautions imaginables… Un triple système de sécurité empêchait toute explosion pendant le transport, même en cas de choc le plus brutal… Jamais, au grand jamais, l'engin explosif n'aurait dû sauter…

Une pluie d'arrêts de rigueur vint récompenser ce douteux lyrisme. Si l'explosif était effectivement une femelle hystérique, il était criminel d'en confier le transport à des organismes et employés civils, de prendre le risque de le promener en public

en pleine vague d'attentats OAS, agrémentée de surcroît des bruyantes émotions de la « gauche ».

Égal à lui-même, le général Grossin se rendit à l'Élysée revendiquer la responsabilité pleine et entière d'une opération effectuée sous ses ordres. Sa démission fut refusée mais ses chances de se voir confier, après son – proche – départ à la retraite, la réorganisation des services spéciaux s'en trouvèrent diminuées, à supposer, d'ailleurs, qu'elles aient un jour existé.

Bientôt Grossin partait et le martyre du service débutait.

L'unique possibilité de créer des services modernes de renseignement, de contre-espionnage et d'action adaptés au rôle international de la France et à la gigantesque offensive lancée par le KGB tombait-elle, victime du « grain de sable » du Quai d'Orsay ou, de toute façon, le Dieu Vivant était-il incapable, par nature, de comprendre cet aspect-là des États contemporains ?

La logique des services est, elle aussi, une logique à part. La décision politique n'était pas de leur ressort. Tout en s'employant à garder secrète à l'égard du pouvoir politique l'identité de leur artificier, leur intérêt se porta donc sur d'autres points.

L'OAS n'avait-elle pu infiltrer le service Action, ses « agents » profitant de l'occasion pour commettre à bon compte un attentat mettant en valeur la faiblesse de l'État ? Ou le coup ne venait-il pas plutôt du KGB qui avait tout intérêt à déconsidérer aux yeux du pouvoir un service qui ne pouvait que le gêner si, une fois ses mérites reconnus, il était réorganisé de fond en comble* ?

* Le KGB avait, à l'époque, un besoin vital de mettre le SDECE hors jeu. D'une part, la guerre avait donné aux services français une efficacité très redoutable. S'ils avaient tourné leur force de frappe contre la « pénétration » soviétique, alors à l'ordre du jour en Occident, la situation affrontée par la Centrale soviétique en aurait été sérieusement compliquée. D'autre part, c'est à ce moment, décembre 1961, que se situe l'importante « défection » d'Anatole Golitsine. Ce commandant du KGB apportait des révélations cruciales sur le degré de pourrissement des appareils politiques et gouvernementaux européens. Il indiquait, notamment, apportant à défaut de noms des pistes intéressantes, que ce pourrissement n'avait pas – euphémisme – épargné les services spéciaux.
La manière dont le nouveau SDECE traitera, après le départ du général Grossin, le

Pas la moindre ombre de présomption ne vint étayer ces hypothèses qui restèrent d'école. Plus encore que le SDECE dans son ensemble, le service Action, qui aurait eu l'occasion de porter des coups autrement sensibles à l'État, était un bloc de discipline, et s'il est possible au KGB d'approcher et de recruter des hommes ayant effectué des missions derrière le rideau de fer, participé aux grands émois collectifs de la lutte commune antifasciste ou de la Résistance, il n'en va pas de même des officiers parachutistes du 11e choc. Le hasard seul – servi, dirais-je avec le recul, par l'erreur de jugement politique et une insuffisante compétence technique – explique la catastrophe.

Pour ma part, si j'ai décidé de rendre celle-ci publique, ce n'est pas dans le but de résoudre une énigme historique tout en posant, par la même occasion, d'autres plus importantes encore*.

Certes, l'incident illustre à merveille la difficulté à pratiquer l'art, si l'on peut dire, des services spéciaux, les risques encourus à la moindre initiative dans un domaine où toute action ne peut avoir, par nature, que des répercussions majeures – dissimulée derrière la mythologie, la passivité est génératrice de réputations bien plus flatteuses –, la complexité de la décision politique et de l'exécution sur le terrain, la nécessité, au lieu de toujours improviser *ex nihilo*, de procéder à l'étude approfondie des opérations du passé, de leurs succès et de leurs défaillances, et de ne confier,

---

matériel Golitsine, mêlant, en une démarche très « gaulliste », incompétence et suffisance, scepticisme et antiaméricanisme « primaire », est une page noire de l'histoire tant du renseignement français que de l'Alliance atlantique.
(Le lecteur intéressé par l'action des services occidentaux durant cette période se reportera aux souvenirs du responsable du MI 5 britannique Peter Wright, *Spycatcher*, New York, Viking, 1987. Très discutable au plan de la déontologie des services, ce « déballage », que le gouvernement Thatcher n'est pas parvenu à empêcher, est d'autant plus instructif. Il illustre avec éclat l'importance qu'auraient revêtue des services spéciaux français efficaces pour l'Occident et pour la place de choix qu'aurait pu et dû y occuper la France.)

* Je ne dispose, en revanche, d'aucune lumière particulière sur l'explosion de la voiture piégée qui fit, le 10 mars 1962 à Issy-les-Moulineaux, trois morts et quarante-six blessés. L'OAS a nié sa participation à cet attentat et la technique du « terrorisme aveugle » ne faisait pas, effectivement, partie de son *modus operandi* en métropole.

bien entendu, le commandement qu'à des techniciens éprouvés. Le problème – moral – est autre.

Dans l'affaire Greenpeace, l'État français a présenté des excuses, payé des dédommagements à des puissances, organisations et personnes étrangères. L'accident du Quai d'Orsay constitue, lui, durant cette phase de la guerre d'Algérie pour laquelle je suis prêt à assumer une part de responsabilité, la seule opération au cours de laquelle, à ma connaissance, un citoyen français ait perdu la vie à cause d'une action de nos services.

Je pose donc la question de confiance.

La famille de l'employé du Quai d'Orsay, tué le 22 janvier 1962, non par une bombe de l'OAS mais par une explosion due à la maladresse du SDECE, a-t-elle reçu les réparations auxquelles elle a droit et dont l'a privée, sur le moment, l'implacable raison d'État ?

Appréciation d'un officier du service Action :
– Je n'admets qu'une seule règle. Vigny. *La Mort du loup*. « Seul le silence est grand. Tout le reste est faiblesse. »

Pendant un quart de siècle, je me suis tu.

Épuration des responsables et des exécutants les plus compétents de la guerre d'Algérie – mis à part les généraux classiques protégés, quelles qu'aient été leurs hésitations voire leurs lâchetés ou trahisons, par la solidarité professionnelle avec le Dieu Vivant. Personnages douteux – et, dans certains cas, proches du criminel – se parant de toutes les vertus. Courtisans devenant ministres, chefs de polices et de services spéciaux. Doctes commentaires sur des événements inconnus de ceux qui les disséquaient mais qui n'ignoraient pas comment se parer des délicates plumes du paon. Ouvrages m'attribuant au fil des ans – toujours le nom russe mais aussi le mutisme – un rôle de plus en plus marginal et crapuleux*.

* Exemples. Dans l'histoire de l'OAS, si riche en personnages de western : « Originaire d'une vieille famille slave, Melnik est détesté par les militants OAS qui l'appellent "le Russe". Cet ancien rédacteur du *Courrier de la Colère (sic)* raffole de formules tranchantes [48]. » La palme revient, à tout seigneur tout honneur, à Lucien Bodard : « Un étrange personnage biscornu, ancien responsable des réseaux de barbouzes en Algérie (!)[49]. »

Le spectacle, digne d'Hellzapoppin – en plus noir – avait de quoi provoquer pourtant de saines indignations.

Le tribut de silence payé, durant vingt-cinq ans, dans une civilisation portée sur l'exhibitionnisme et un bavardage où n'importe qui est encouragé à raconter n'importe quoi, est suffisamment lourd pour que je n'aie pas l'impression d'avoir déchu en prenant aujourd'hui la parole.

Encore faut-il essayer, les amateurs de sensations fortes me pardonneront, que l'éloge de l'action n'éclipsât pas la description de ses doutes et de ses défaillances, de ses limites et de ses servitudes, que cette franchise que les gens de pouvoir me reprocheront ne devînt pas une pomme de discorde dans des querelles politiques et personnelles auxquelles je n'ai jamais participé, la source d'une publicité que je n'ai jamais recherchée, mais pût servir, soyons pour une fois pompeux, à cette réflexion sur le pouvoir que je voudrais provoquer en le mettant si résolument à nu.

Ma propre réflexion sur les opérations Action des services spéciaux a été souvent douloureuse, marquée par le souvenir des crises de conscience qui secouaient plus, je dois l'avouer, nos officiers que les responsables du pouvoir politique.

Poser sous l'eau une mine contre la coque d'un bateau, « piéger » une voiture ou, pis encore, exécuter de sang-froid un homme souvent désarmé mais qui, de toute façon, n'a pas l'ombre d'une chance face à des commandos spécialisés n'est guère honorable.

Certes les risques courus n'étaient pas négligeables. L'« attaquant » pouvait être arrêté, emprisonné, condamné, voire torturé et exécuté en pays nord-africain et, en ces temps impitoyables, il n'était pas question d'appeler au secours la maman Centrale et le papa État ni, bien entendu, de téléphoner en PCV à sa famille ou de parsemer sa route, Petit Poucet du Renseignement, de cailloux blancs menant tout droit à ses chefs.

Les parachutistes du service Action n'appréciaient guère pour autant, privés qu'ils étaient de véritable combat – ils exigeaient

de revenir à tour de rôle à la base opérationnelle du 11e choc en Algérie –, de se trouver ainsi hissés, malgré eux, au-delà du Bien et du Mal. Pathétiques, ils insistaient pour que le pouvoir politique ne leur donnât le « feu vert » qu'au vu de renseignements de valeur indiscutable, à bon escient et en parfaite connaissance de cause.

Ma réflexion aboutit donc à une conclusion on ne peut plus formelle. Même s'il s'agit de trafiquants d'armes – ou de terroristes – semant la mort sans grands risques personnels ; même si de pareilles techniques ont permis de stopper l'acheminement des armes en Algérie à partir de l'Europe occidentale ; même si les officiers du service Action faisaient, sans aucune haine ou trouble passion, preuve d'un détachement las et glacé que j'aurais voulu voir éclore plus souvent chez les responsables du pouvoir civil ; ces opérations n'en restent pas moins strictement contraires aux valeurs que nous, démocraties, défendons.

De semblables manifestations de la raison d'État ne sont donc possibles qu'au cours de guerres – je prends « guerre » dans un sens large en tant qu'affrontement armé entre groupes humains, fussent-ils non étatiques –, guerres acceptées par la nation, comprises sinon approuvées par la communauté internationale.

La ligne de partage est claire : les opérations Action ne devraient être lancées que si elles pouvaient, le cas échéant, être revendiquées par le pouvoir politique et étatique – tels la tentative d'invasion de Cuba par la CIA, l'intervention israélienne à Entebbe, l'essai de libération des otages américains en Iran sous Carter, dont le lamentable fiasco démontre, par ailleurs, tous les inconvénients à n'avoir pas, en temps de paix, de service Action bien préparé, voire le soutien par le colonel North, malgré un Congrès pusillanime et démissionnaire, de la guérilla antisandiniste au Nicaragua.

Que la clandestinité soit, dans certains cas, nécessaire, d'accord. Mais que cette clandestinité serve à mener dans l'ombre, souvent, l'ai-je dit, pour le plaisir morbide de petits chefs, des actions inavouables en utilisant à cette fin des services spéciaux

condamnés à l'obéissance et au silence, est inadmissible pour une démocratie évoluée qui, dans le cas contraire, régresserait, telle la France en Nouvelle-Zélande, au rang peu glorieux d'un pays sous-développé.

La vocation des services ne saurait être, en effet, de boucher les trous creusés par l'incurie du pouvoir, de servir de substitut sanglant à sa si souvent défaillante volonté.

Lorsqu'une haute autorité de l'État se trouve confrontée au problème d'une opération Action, elle devrait donc se poser toujours une question fondamentale : « Si jamais cette opération éclatait au grand jour, serais-je obligé de biaiser comme dans l'affaire Greenpeace ? » Ah, le rapport Tricot – l'honorable conseiller d'État n'aurait-il donc rien appris à l'Élysée ? –, les proclamations de Mitterrand sur la justice qui devrait passer et la lumière se faire, les états d'âme de Fabius, les zigzags d'Hernu ! « Ou bien pourrais-je, tel Eisenhower à la conférence au sommet lors de l'affaire de l'U 2 surpris au-dessus de l'URSS, proclamer à mes électeurs et à la communauté internationale, quels que soient les remous que je susciterais, la démocratie est pluralisme : "Oui, nous avons commis cet acte. Oui, il était moralement répréhensible. Mais, la menace étant ce qu'elle était, il était, *ultima ratio*, nécessaire". »

Ma réflexion, ai-je dit, fut douloureuse. Mais moins tragique que l'action elle-même où, dans le calme de paisibles bureaux, des hommes osaient s'octroyer le droit de décider de la vie et de la mort d'autres hommes, où Noël n'était pas la fête de la naissance du Christ mais le moment le plus propice, pendant que les petits enfants s'émerveillaient devant l'arbre et ouvraient leurs cadeaux, à l'exécution d'attentats par colis piégés.

De mon enfance mystique et orthodoxe, j'ai gardé de la méfiance envers une religion encore fort moyenâgeuse dans laquelle, à moins de se retirer du monde par la prière et la contemplation, l'obsession du Mal aboutit à cette fascination complaisante devant sa propre déchéance si chère à Dostoïevski. C'est donc à un révérend

père jésuite, plus au fait des servitudes du monde, que je décidai de venir confier mes troubles de conscience. Sortant de Matignon par le parc, je me rendis à pied, par les belles ruelles du septième – Paris est un agglomérat de villages –, à la voisine rue Monsieur. Le père était en prière dans la minuscule chapelle de la revue *Études*. Après avoir refermé son bréviaire, il m'invita à m'asseoir à ses côtés, sur un banc face à l'autel.

– L'Église, me dit-il après m'avoir longuement écouté, ne tolère la violation du cinquième commandement que dans un seul et unique cas : la légitime défense.

Il garda le silence pour donner plus de force à sa conclusion :

– Je ne vois pas pourquoi il en irait différemment en ce qui concerne la société elle-même…

Mon adolescence a été marquée par la monstruosité du nazisme, mon enfance par les génocides de la révolution d'Octobre, mais même au cours des longues études et réflexions que m'imposa cette rencontre avec les totalitarismes, je ne crois pas avoir lu ou entendu une phrase aussi sensée.

– Venez donc fêter la Nouvelle Année avec nous ! avait proposé, souriante et enjouée, Ninette Debré.

Le réveillon d'un Premier ministre ! Splendeurs et fastes du pouvoir ! Versailles où, derrière l'écrasant château, le deuxième personnage de l'État dispose d'un ravissant pavillon XVIIe que la République appelle, malicieuse, « la Lanterne ».

La soirée fut lugubre.

« Revenez donc dîner, avait un soir proposé Ninette, en veine d'amabilités, à l'un de ses hôtes sur le pas de la porte. – Tout de suite ? » s'était enthousiasmé le malheureux peu repu par la traditionnelle tranche de jambon des Debré.

Même Premier ministre, Michel était resté fidèle, en famille, à la règle bourgeoise qui consiste à « accommoder les restes » et à ne « mettre les petits plats dans les grands » que dans des circonstances exceptionnelles où l'argenterie, les nappes damassées et les grands crus ne sont sortis que pour les rares « relations » qu'il s'agit d'apprivoiser et éblouir.

Une fine tranche de saumon, un rôti aux allures de squelette, un bordeaux en carafe généreusement coupé de Vittel – on évitait l'Évian et ses faciles plaisanteries – furent cérémonieusement servis par le merveilleux M. Charlet à la classique poignée d'habitués entourant Michel de cette discrète mais indéfectible adoration qui contribuait encore plus à le couper du monde.

On ouvrit les paquets contenant écharpes imitation Hermès et porte-cartes en plastique – le mien que j'ai gardé en relique résista moins d'un mois à abriter les laissez-passer tricolores et les coupe-file qui enjoignaient à tout service de police de m'apporter son concours, m'ouvraient toutes grandes les portes des endroits les plus secrets, tout en me permettant, il n'y a pas de petit profit, de garer ma voiture n'importe où et d'appeler les services officiels *gratos* et en priorité, à partir de n'importe quel bureau de poste du territoire. Puis l'on passa au salon où le clou de la fête consista à regarder jusqu'à minuit une télévision en noir et blanc aux programmes présentés, je crois, ô luxe, ô raffinement, par Brigitte Bardot en personne.

Le saumon n'était-il pas frais ou ces réjouissances constituaient-elles un excès intolérable pour un organisme surmené ? Je tombai gravement malade après cette mémorable soirée. Laissant écoutes et rapports entre les mains compétentes mais tendres du lieutenant Salis, je partis, tel un chien blessé, lécher mes plaies dans ma maison beauceronne.

La vallée sous la neige. La fièvre et ses fantasmes. Les caractères d'un livre qui sautent sous vos yeux et les phrases qui rebondissent en tous sens. Matignon et la guerre, de Gaulle et le pouvoir m'apparaissaient soudain comme une bien sinistre et parfaitement inutile comédie.

Le professeur Robert Debré fut mobilisé et son élève, le professeur H., chargé, à coups de piqûres qui auraient impressionné le plus blasé des chevaux, de mettre un terme rapide à une situation aussi préjudiciable à la plus grande gloire de Michel, sinon de la République.

Je me levais encore difficilement lorsque le colonel R., chef du service Action, demanda à être reçu. Ses yeux fixes me parurent encore plus noirs que d'habitude dans un visage qui me fit peur par son manque d'expression.

– La guerre continue, me dit-il, incongru au milieu des meubles et bibelots agencés pour d'autres fins.

Le gazouillis des enfants, le tintement des couverts me parvenaient de la proche cuisine.

– Le général Grossin estime que ces problèmes ne peuvent attendre. Il vous demande de les étudier au plus vite…

La guerre et la mort des autres vous paraissent encore plus intolérables lorsqu'on a cru entrevoir sa propre fin.

Himmler, paraît-il, se trouva mal lors de la visite d'un camp de concentration. Le danger est bien là : coupés du monde et de la vie, confortablement installés dans le calme de leurs bureaux, dissertant avec des subordonnés rassurants et policés, les gens de pouvoir ignorent tout des conséquences pratiques, charnelles, de leurs actes et décisions.

Une autre des scènes qui me laisse une impression de malaise que le cours des années n'est pas parvenu à effacer date de l'une des premières opérations Action.

La guerre patinait et, par l'un de ces élans de suspicion qui me taraudaient périodiquement, j'étais arrivé à la conclusion qu'il aurait été décidé, afin de donner du punch à notre offensive, de lancer simultanément à l'assaut trois commandos dans la même nuit. L'un de ceux que je soupçonnais de faire partie des « décideurs », que j'appellerai, lui, Robespierre, m'invita à dîner pour ce soir-là. Déjà, il m'avait choqué lorsque, au cours de l'apéritif, il avait arpenté le salon en se frottant nerveusement les mains dans un mouvement qui m'avait paru n'exprimer aucun doute ou angoisse.

Nous dînâmes. Robespierre se montra charmeur et enjoué. Des hommes allaient mourir et il était là, souriant à ses invités. Il ne manquait que le coup d'œil complice et salace accompagnant le souvenir commun de bonnes fortunes.

Pourquoi n'ai-je pas, ce soir-là, démissionné ? Pourquoi n'ai-je jamais donné suite au désir, maintes fois surgi et toujours refoulé, de planter là ces hommes pour qui je combattais et qui ne m'inspiraient pas, mis à part Edmond Michelet, une incommensurable estime ? Pourquoi n'ai-je pas, fasciné quand même, éprouvé tout de suite pour Robespierre – qui aimait répéter que seuls les vaincus avaient tort – les sentiments que j'ai pour lui maintenant ?

« Qui se servira de l'épée périra par l'épée. »

Je n'ai jamais jugé bon de faire assurer ma propre protection, et les commandos FLN ou OAS, autrement virulents que les nôtres, auraient pu, à tout moment, m'attendre dans les couloirs déserts de mon HLM ou le long des bosquets d'aubépine qui fleurissent ma vallée.

Inconscient ou fataliste, je n'ai pas, non plus, estimé indispensable de me faire nommer, tant que j'en avais le pouvoir, à un poste officiel qui me protégerait des retombées que ne pouvait que provoquer ma toute-puissance.

Mais ce choix ruisselle d'orgueil, n'est pas exempt d'un attrait plus ou moins morbide pour l'autopunition. Et l'affirmation – courante – qu'il est préférable, l'horreur émanant de la guerre elle-même, de la faire assurer par des hommes se voulant honnêtes plutôt que par des névropathes enclins à tous les excès et brutalités, n'est pas une excuse suffisante, octroie une coloration élitiste à la volonté de puissance, attribue à une poignée de faux justes le droit combien discutable de transformer le Mal en Bien.

La logique de mon refus de démissionner est ailleurs. Une fois commencée une action – que je n'aurais jamais entreprise, rappelons-le, pour un autre homme que de Gaulle, pour un autre objectif que le retour à la paix – il faut, quels que soient les doutes, savoir la mener à son terme.

Une certitude m'habite, qui ne relève pas de la politique-fiction mais éclaire mieux que bien des livres le fonctionnement réel de la République bâtie par les servants du Dieu Vivant.

À supposer que les officiers du service Action aient, sous de Gaulle, rendu public ce qu'on ne peut, dans certains cas, qu'appeler crimes – crimes commis en son nom et sous son autorité –, ils auraient, j'en suis convaincu, rencontré sur leur chemin, dans un parking désert, au coin d'un couloir obscur, d'autres officiers du même service Action.

C'est avec un détachement analogue à celui qu'ils avaient déployé au cours des missions à eux ordonnées qu'ils auraient été, telles des bêtes malfaisantes, froidement abattus.

L'implantation de harkis à Paris, deuxième zone d'ombre du dernier cercle, résulte d'une décision propre à Michel Debré, approuvé en l'occurrence par un Maurice Papon qui se souvenait, malgré les réticences de son ministre de l'Intérieur, avoir été jadis préfet de Constantine.

Les violences des harkis, telles qu'elles furent dévoilées par *Témoignage chrétien*, les sartriens *Temps modernes* ou *Vérité pour* de Pierre Vidal-Naquet sont, hélas, *grosso modo* conformes à la réalité.

Elles ne m'inspirent pourtant aucune honte ou remords. L'action du FLN pour contrôler des populations musulmanes dont le seul désir en métropole était de vivre et travailler en paix est, n'en déplaise à ses hagiographes, une succession d'horreurs et de tueries, d'égorgements des concurrents MNA ou des simples récalcitrants. Venus d'Alger, les harkis s'y sont opposés, employant, à l'égard des militants, exécutants ou chefs nationalistes, des procédés de lutte qui n'auraient jamais été ceux d'une unité de police républicaine.

Il s'agissait cependant non d'un crime contre l'humanité, d'une violation délibérée et malsaine des droits de l'homme, mais d'une réaction spontanée, quoique provoquée, d'une fraction du peuple algérien, de l'affrontement sanglant de deux conceptions différentes de son avenir par une même communauté. L'« ascension aux extrêmes » propre à la guerre est particulièrement atroce dans le cas d'une guerre civile.

Le problème posé par les harkis aurait pu être double, du moins en ce qui me concerne. Si, d'une part, nous n'avions, employant à l'égard des populations elles-mêmes une violence *absolue*, laissé au courant nationaliste, en le noyant dans la terreur, aucune chance de s'exprimer. Si, d'autre part, nous avions, après les avoir recrutés, armés, soutenus – et souvent freinés – abandonné ces hommes à la vindicte des vainqueurs, regardant pudiquement ailleurs, comme le fit, à sa plus grande honte, l'armée gaullienne en Algérie après le cessez-le-feu, pendant que se déroulaient massacres, ébouillantages, émasculations dans l'ignoble liesse des mises à mort collectives.

Je n'eus pas à vivre ce calvaire-là. Lorsque je quittai Matignon, les harkis parisiens s'étaient vu offrir, grâce à Maurice Papon, la possibilité d'entrer dans les rangs de la police française.

La facilité avec laquelle ces hommes et leurs enfants se sont alors intégrés dans la communauté nationale confirme que l'immigration est un non-problème dès que l'État, la communauté d'accueil, les immigrants eux-mêmes font leur devoir, témoigne à quel point l'horreur – comment juger ses semblables ? – est fonction des circonstances historiques.

Autre opération du service Action dont je puis parler car elle ne s'attaquait pas directement aux vies humaines.

L'opération « Calfat » est, certes, sans aucune commune mesure avec nos contacts secrets avec le FLN, avec notre lutte contre le trafic d'armes, sa surveillance des ports et des cargos, son élimination des trafiquants et ses ventes de cargaisons faciles à arraisonner. Elle est moins importante que notre diplomatie parallèle soutenant à l'ONU la politique algérienne du Général, nos relations privilégiées avec la CIA américaine ou le BND allemand, la « pénétration » par la DST des plus hauts sommets de la Fédération de France. Révélatrice, elle aussi, de la complexité des interventions clandestines des services spéciaux, elle en souligne surtout toute l'imprévisibilité.

Puisque le général de Gaulle recherchait une « troisième force » et que traînaient encore, dans le Sud algérien, des restes de maquis de dissidents messalistes jadis regroupés autour du chef Bellounis bien imprudemment sacrifié en son temps par Salan sur l'autel de l'« Algérie française », nous avions créé un mouvement allègrement baptisé par le général Grossin « FAAD », Front algérien d'action démocratique. Même l'ascension aux extrêmes de la violence ne fait pas disparaître entièrement les combattants qui refusent de prendre parti pour les camps en présence.

Malgré des parachutages – qui mettaient en rage le général Ailleret –, un journal et des tracts imprimés et souvent écrits par nos soins, une protection en métropole et un financement, il est vrai assez aléatoires, l'entreprise ne pouvait que végéter. Mais on ne se refuse pas à harceler l'ennemi sous prétexte qu'on ne peut lui porter un coup décisif et il faut bien « tâter » dispositifs et situations.

Ce qui est inutile à l'un peut paraître à l'autre miraculeux.

Si le chef de l'OAS accepta de recevoir en personne, dans sa cache secrète d'Alger, un adjudant L. téléguidé par la « mission C », c'est que ce brave sous-off décoré jadis en Indochine par Salan lui-même – « J'étais couché blessé dans un lit d'hôpital et son indifférence hautaine quand il se pencha au-dessus de moi m'avait soulevé le cœur » – apportait à l'Organisation secrète le « ralliement » de ces fantomatiques maquis d'un FAAD qui n'existait même plus.

Malgré ce que pourraient en penser les intellectuels, à la guerre s'en remettre toujours à la pure logique peut condamner à l'impuissance.

Un homme est absent de ces pages alors que la mythologie sécrétée autour de sa personne aurait supposé qu'il y figurât à chaque ligne : Jacques Foccart.

– Pourquoi, s'inquiète Bernard de Fallois, vous obstinez-vous à ne pas peindre de portraits ? Passe pour de Gaulle que vous ne connaissez pas de l'intérieur. Mais Michel Debré ! C'est jour

après jour que vous l'avez vu gravir son chemin de croix algérien ! Mais les courtisans gaullistes, les Guichard et les Lefranc ! Mais le mystérieux Foccart que vous devez connaître mieux que quiconque… Que d'occasions perdues…

Erreur. Le propre de l'action est de n'attacher qu'une importance toute relative aux jeux chatoyants des personnalités. L'individu n'est qu'un pion dans un enchaînement de circonstances et de décisions. Ce qui compte c'est la manière dont les diverses impulsions provoquées par la guerre et le recours à la violence, une situation de crise et les mesures pratiques qu'elle impose réagissent sur l'acuité et les formes de telle ou telle intelligence, sur la force ou les faiblesses de tel ou tel caractère, bref sur la seule facette de la personnalité qui importe alors et que j'appellerai « opérationnelle ».

Décrire Foccart que je rencontrais effectivement une ou deux fois par semaine ? Sa rondeur chafouine ? Son crâne chauve, poli et usé telle la toile passée d'une table de billard dans l'arrière-salle d'un bistrot de campagne ? Ses traits mous dans un visage sans consistance où n'était présent qu'un regard ne pétillant d'aucune vie ? Cette boule roulant, dans les ors élyséens, de la porte devant laquelle il vous accueillait ou par laquelle il s'éclipsait lorsqu'un chef d'État africain venait y introduire une tête semblable, en noir, à la sienne, jusqu'au bureau Louis XV derrière lequel il s'enfouissait, croisant des doigts boudinés, attentif mais insaisissable ?

Quelle utilité y aurait-il à peindre de pareilles scènes, à supposer que je dispose du talent pour le faire ? Imaginer les dialogues du « Phoque » avec le général de Gaulle – ou ses silences devant les adjurations et vaticinations du Dieu Vivant : la « voix de son maître » – ne relèverait que de l'invention et de l'imposture littéraires.

L'unique constatation qui mérite d'être retenue, c'est que tout ce qui se passait dans une Afrique envoûtée par les gris-gris du grand sorcier blanc dispensateur de tant de contes et de crédits était, dans le moindre de ses détails, connu de ce sphinx-là, et que nous n'avions donc pas à nous en occuper.

Durant le lamentable procès qui suivit l'enlèvement de Ben Barka, un cauteleux second couteau proclama : « Foccart était au parfum. » Fausse dans ce cas précis, l'affirmation reflète bien la nature du personnage. Respect dû au général de Gaulle ou charisme de père Joseph ? Nous tenions, en effet, sans hâte excessive mais avec régularité, « Foccart au parfum ».

Les odeurs que ce drogué du secret et des opérations clandestines humait alors avec délices mais sans jamais exprimer sa passion ne l'amenaient, en revanche, à ne nous donner aucune instruction ni même conseil pour la conduite de la guerre, ne nous procurait aucune indication dans notre cheminement bien maladroit à travers les labyrinthes du pouvoir gaullien.

Au plan littéraire – cette falsification de la réalité au profit de l'anormal et du spectaculaire –, Alexandre Sanguinetti aurait, plus que Foccart, mérité un portrait.

Une gueule massive et burinée, cheveux poivre et sel, de reître. Une jambe artificielle, cadeau des campagnes de la Libération, qui, d'après ses commentaires satisfaits, suscitait curiosité et excitation dans la gent féminine. Une culture d'autodidacte dont les brillantes simplifications, servies par un timbre de cuivre, donnaient à sa conversation l'allure insolite d'une cascade de citations latines. Une corsitude exacerbée quoique incarnée dans le jacobinisme le plus intransigeant. Un frère aîné, baroudeur renommé des commandos de marine, auquel le liait une jalousie d'autant plus admirative qu'une vicieuse mine allemande avait mis un terme prématuré à ses propres exploits guerriers. Un passé de gros bras RPF et d'homme d'affaires peu récompensé par la fortune. Le personnage aurait fait les délices de ces montreurs de marionnettes que sont les romanciers.

Mais si l'on scrute l'Histoire « se faisant », si l'on s'efforce d'introduire le fer froid du concept stratégique dans un tissu social palpitant de vie, l'homme, conseiller romantique et brouillon d'un ministre de l'Intérieur lui-même approximatif et flou, caracolant en tête d'une bataille, l'OAS en métropole, qui ne fut

même pas livrée, ce spadassin donc à qui l'on a voulu attribuer une légende, n'avait strictement aucune importance.

Fossé éternel – béant en France – entre le faire-savoir et le savoir-faire, entre l'illusion lyrique et la froide et dure réalité.

Et si j'étais doué pour l'art du portrait, ce n'est pas tant Sanguinetti, Foccart ou Frey que je voudrais peindre, mais le général d'armée Paul Grossin, l'« honnête homme » le plus achevé qu'il m'ait été donné de rencontrer, Jean Verdier, prince de la fonction publique qui mourra foudroyé de fatigue à son bureau de préfet de la Seine, ou mon ami Marcel Chalet, le meilleur spécialiste occidental du contre-espionnage, alors jeune commissaire étudiant l'espionnage soviétique avec le soin et la passion d'un ornithologue et qui, nommé plus tard directeur de la DST, sera le seul, en modernisant les méthodes de lutte contre le KGB et le terrorisme international, à apporter une novation marquante dans les services spéciaux français.

De tels personnages ne fascinent pas le grand public mais c'est bien eux qu'il faudrait faire revivre. Leur simplicité. Leur désintéressement. Leur humilité devant les faits. Leur dévouement à des causes qui les transcendent. Leur vie pleine et tranquille malgré les fureurs qui les entourent et sur lesquelles ils estiment que c'est leur devoir d'homme d'agir. Leurs mariages avec des femmes de rayonnement et de richesse intérieure. Leurs enfants à qui ils apprennent, en s'acharnant à leur donner le maximum de chances dans la vie, à continuer la lignée.

Jour après jour, ce sont eux qui tracent, avec un calme et inexorable courage, l'humble sillon qui, ajouté à d'autres, donne, en construisant son progrès, à l'homme sa dignité.

Dans la mesure où je me suis laissé aller à évoquer les services spéciaux dont l'arrière-cuisine me paraît, fût-elle odorante, bien moins instructive, au plan du rôle des hommes dans l'Histoire « se faisant », que ce que j'ai vu et appris dans les resplendissants

salons gaulliens de la Cinquième République, me voilà contraint d'exprimer jusqu'au bout ma pensée sur ce problème combien particulier.

– Pourquoi s'obstiner, me disait Georges Pompidou que j'étais venu consulter à la banque Rothschild, à vouloir réformer ce qui est parfaitement inutile ? N'importe quel banquier en sait mille fois plus long sur les affaires du monde que votre ramassis d'adjudants-chefs, fussent-ils panachés de ratés de l'Université…

Exact. L'homme d'affaires de grande envergure, le journaliste de talent – par exemple Michel Tatu du *Monde* – déploient une connaissance de la société nationale et internationale supérieure à celle d'un chef de services spéciaux à la française.

Ces hommes ne s'intéressent pas, pour autant, à ces problèmes cruciaux mais hautement spécialisés que sont, disons, le terrorisme ou le KGB dont ils peuvent, d'ailleurs, devenir, l'expérience le prouve, les victimes – Georges Besse ! – ou les proies. Ils ne disposent pas non plus des moyens d'information ultrasophistiqués procurés par les « grands agents » – style « Farewell » – qui décident de renseigner autrui sur leur propre pays, par les multiples observations et interceptions que rend possible, de nos jours, la haute technologie. Et je ne parle pas de la coûteuse observation par satellites : même le pays le plus démuni peut, ne serait-ce qu'en observant le seul volume des échanges radio entre un État porté sur le terrorisme et l'ambassade située sur son territoire, comprendre et prévoir une vague d'attentats.

Mais ce que Pompidou reprochait aux services spéciaux est vrai aussi des gens de pouvoir. Raymond Aron – ou, aujourd'hui, Claude Imbert – m'a toujours paru mieux au fait des affaires du monde que Michel Debré, Maurice Couve de Murville, voire Charles de Gaulle lui-même ; le directeur d'une grande banque d'affaires privée, l'artisan du village beauceron avec lequel je passe de si enrichissantes journées, plus compétents que l'énarque sans aucune expérience de l'économie à qui l'on permet pourtant d'étaler sa suffisance dans un bureau de ministre des Finances.

Et, de toute façon, constater certaines lacunes ou déficiences devrait plutôt conduire à vouloir y remédier.

Tant qu'il y aura des États et une situation internationale, euphémisme, difficile, il y aura des services spéciaux. Alors, au lieu de les confier à des généraux – « la guerre est une chose trop sérieuse pour la confier à des militaires », avais-je, après Clemenceau, appris à la *Rand* ; pourquoi en irait-il autrement de la « guerre secrète » que se livrent États, nations, idéologies ou civilisations ? –, au lieu donc de laisser s'y ébattre des mégalomanes barbotant avec délices, voire talent et éclat, dans la mythologie de James Bond ou John Le Carré, pourquoi ne pas y attirer, telle la CIA, de grands esprits, de grands commis de l'État ? Pourquoi ne pas favoriser, tel l'Intelligence Service, l'osmose avec le monde des affaires, des intellectuels, de toutes les forces vives de cette « société civile » qui constitue le meilleur des remparts de la démocratie ? Lorsqu'on a décidé d'entretenir un chien de chasse, il est préférable que ce ne soit pas un bâtard, hirsute et crotté, tout juste bon à gronder dans une cour de ferme, mais un limier de race, dressé pour débusquer le lièvre ou courir au sanglier.

L'affinement et la diffusion des connaissances constituent la clé de voûte de notre temps, la réponse aux défis de tous les totalitarismes, de toutes les misères. S'il m'est arrivé, plus que de coutume, d'éprouver l'irritation de Georges Pompidou face aux insuffisances du SDECE ou même de la DST, je ne saurais partager en rien son démissionnaire pessimisme. « Les faits sont têtus » et cruelle leur vengeance : c'est sous son autorité de Premier ministre chargé des services spéciaux que se produira l'enlèvement de Ben Barka – qui, je l'affirme, aurait été impossible avec des services bien commandés et structurés – en attendant que le « député du Cantal » ne soit lui-même éclaboussé par les tristes montages pornographiques de l'affaire Markovič.

Par quelle aberration, en effet, les hommes de pouvoir et les services spéciaux avec lesquels, tout en les craignant et en les méprisant, ils aiment faire joujou, échapperaient-ils, seuls dans

un monde qui ne cesse de se transformer, aux lois fondamentales qui commandent notre progrès ?

Comment expliquer, en dernière analyse, la plus ou moins trouble fascination qu'exercent sur certains hommes les services spéciaux, l'« espionnage » comme on dit encore couramment ?

Le goût du déguisement, la recherche du secret caché, la chasse au trésor, l'infiltration insidieuse dans l'intimité d'autrui et, bien entendu, l'attrait du risque et du jeu expliquent, entre autres, l'aura dont jouissait – et jouit – l'« espion ».

Le monde moderne y a ajouté, hélas, le plaisir combien douteux de la violence, d'une violence impunie en raison de sa clandestinité, justifiée par sa mise au service de la raison d'État, d'une violence en quelque sorte à l'échelle humaine, différant en cela de celle déployée en temps de guerre par les armées. « Si le regard tuait, si le regard engrossait, notait Valéry, les rues seraient pleines de cadavres et de femmes enceintes. » C'est en période de tension, Seconde Guerre mondiale, guerre faussement dite « froide », guerres coloniales, que s'épanouit le « roman d'espionnage » – qui n'a rien à voir, malgré les tentatives de Volkoff ou Perrault, avec le roman *sur* l'espionnage qui attend toujours son Dostoïevski –, succession de meurtres, d'amours et de tortures, avant que les James Bond ainsi inventés ne deviennent, de nos jours, une fois un calme relatif revenu, les héros plus stylisés de contes de fées futuristes et fantastiques.

La volonté d'accroître les connaissances et donc de comprendre une activité quand même essentielle de la communauté, la recherche de l'homme derrière le héros, un certain flottement d'identité dans un monde de consommation et de communication effrénées font apparaître alors les descriptions déjà plus subtiles de John Le Carré.

Mais la réalité ?

Cambrioler un coffre, un appartement ou une valise diplomatique, poser un micro, brancher une bretelle téléphonique, « manipuler » un agent, voire, soyons franc, faire sauter un bateau ou assassiner un homme ne font pas appel à des pulsions d'une pureté de cristal.

Un voyeurisme exacerbé peut côtoyer ici un goût morbide pour les sociétés secrètes, baigner dans l'attrait du crime impuni, légalisé, transcendé par la raison d'État. Qu'on le veuille ou non, tout service spécial constitue peu ou prou une association de malfaiteurs – ce qui explique pourquoi les polices de contre-espionnage, chargées de lutter contre les services étrangers, parviennent si difficilement à surmonter l'aversion que leur inspirent leurs propres services de renseignement.

Fort heureusement, ces tendances naturelles ne s'épanouissent pas toujours en liberté. L'intrusion de la haute technologie dans les techniques de « recherche », l'affinement de l'observation aérienne par satellites ou l'immense champ ouvert à la surveillance par interceptions, le combat contre les codes atténuent morbidité et criminalité au profit d'une technicité de pointe.

Ajoutons que les services spéciaux des démocraties s'efforcent tout naturellement d'écarter les personnalités troubles, de s'en remettre à des règles subtiles de cooptation, de définir et appliquer une stricte morale individuelle et collective. Mais ces procédés certes salutaires ne peuvent qu'accroître l'attrait exercé par les mondes élitistes ainsi créés. « Le renseignement, enseignait déjà la tradition de l'état-major prussien, est un métier de seigneurs. »

Pour ma part, à dire vrai, ni le voyeurisme ni les aspects criminels des services spéciaux n'ont suscité chez moi la plus légère des fascinations. À la limite, certains procédés – micros, écoutes téléphoniques, « manipulations » d'agents par trop complexes, on dit « tordues », et je ne parle pas, bien entendu, en temps de guerre, des assassinats – me sont apparus peut-être nécessaires mais peu enthousiasmants du point de vue intellectuel, voire franchement répugnants au plan moral.

S'il y a eu séduction, ses sources doivent être cherchées ailleurs.

– L'ennui dans ce métier, confiait Allen Dulles à ses intimes, c'est que les hommes politiques qui vous présentent leurs *desiderata* ont tendance à vous prendre pour Dieu…

Il n'est pas dit, soyons sincère, que ces attributs divins octroyés aux chefs des services spéciaux soient toujours considérés par eux

comme un véritable ennui, et il peut être grisant de se voir ainsi conférer une toute-puissance, de se trouver hissé au-delà du Bien et du Mal. Certes la coloration élitaire – plus sensible aux États-Unis qu'en France où les services sont plutôt relégués au pavillon des handicapés – m'a également impressionné alors que ma marginalité slave ne pouvait que se trouver gommée dans cet univers clos et lui-même marginal.

Les véritables raisons de mon attachement pour les services spéciaux n'en proviennent pas moins de deux directions radicalement différentes.

D'une part, l'impression de pouvoir améliorer une connaissance qui est, pour moi, avec la liberté, le bien le plus précieux – voire la sensation d'être à même, grâce aux moyens intellectuels et techniques déployés, d'approcher, dans ce domaine proprement fondamental, d'une quasi-perfection.

D'autre part, la possibilité, dans des circonstances bien déterminées, par des interventions simples, en apparence mineures mais judicieusement choisies – tels mes contacts secrets avec le FLN ; avec une certaine exaltation j'avais ajouté au « concept RAP » une théorie du « détonateur » qu'il serait trop complexe de développer ici* –, la possibilité donc, dans une réconciliation somptueuse de la pensée et de l'action, de peser sur l'Histoire.

---

* La mission des services peut être ainsi, ayant défini une situation, de la modifier dans un sens favorable à la collectivité qu'ils défendent.
Il s'agit donc, *primo*, de ne pas se tromper dans la définition de la situation. *Secundo* : de découvrir et de faire fonctionner le « détonateur » qui, placé à un endroit stratégique, permet de mettre au jour les potentialités offertes par la situation. Tel était le cas, pendant la guerre froide, du soutien par la CIA des forces politiques, syndicales, intellectuelles de l'Europe occidentale opposées à la « conversion » au communisme stalinien. Ou du renversement de Mossadegh en Iran par des équipes squelettiques mais jouant sur le rejet de son expérience tant par le peuple que par la « société civile » iranienne – renversement effectué, hélas, au profit d'un régime qui, lui-même, faisait l'objet de rejets prévisibles mais non prévus et, donc, non contrôlés. En revanche, la tentative de la baie des Cochons ne pouvait qu'être condamnée à l'échec car elle ne tenait aucun compte des facteurs psychologiques et militaires – apostolat et violence absolue – expliquant la force et la solidité de l'enracinement de la « nouvelle civilisation communiste » (*cf. La Troisième Rome*, pp. 361-364).

Si les personnages de Proust sont obsédés par le Temps, j'ai toujours été fasciné par l'Histoire. Ai-je, pour autant, dans le début mouvementé de ces flamboyantes années soixante, joué un rôle historique ?

Longtemps, je l'ai cru, emporté par les simplifications et orgueils de la jeunesse, mais, aujourd'hui, vingt-cinq ans plus tard, mon jugement demande à être enrichi de toutes les nuances qu'apportent l'âge et la réflexion sur les « petites vis » – la formule de Staline serait charmante si elle n'avait entraîné des millions de morts – que sont les hommes lancés dans le flux tumultueux des grands événements.

Le 14 avril 1962, il est des dates qu'on ne saurait oublier, je déjeunais au restaurant Louis XIV place des Victoires avec les deux seuls amis qui me restaient, Jean Cau et Pierre Charpy – les autres s'employant à établir de toute urgence de bonnes relations avec les nouveaux puissants.

Le matin, nous avions, laissant notre cher Matignon à d'autres occupants, procédé à la « passation des pouvoirs ». J'avais empaqueté mes archives dans des caisses qui encombrent toujours mon grenier, reçu rapidement le vague fonctionnaire qui me remplaçait et qui se montra surtout fort déçu lorsque je lui annonçai que j'avais interrompu toutes les écoutes téléphoniques. Puis, après avoir jeté un coup d'œil rapide sur les bureaux vides où j'avais passé tant de moments de fièvre et qui, poussiéreux et muets, me faisaient penser à une boîte de nuit morte, triste et sale après les folies et déchaînements de la nuit, je me rendis, pour la dernière fois, dans le salon des aides de camp.

Georges Pompidou, vêtu d'un élégant costume clair qui tranchait avec les habituelles tenues bleuâtres de Michel, attendait de passer chez Debré pour faire le point sur les affaires en cours. Dans le pesant silence, un téléphone sonna. Un problème se posait, relevant du Premier ministre – ce qui plongea les aides de camp dans la perplexité.

– Ça regarde monsieur le Premier ministre, dis-je en désignant Pompidou.

Georges prit l'écouteur et, vite agacé, me le repassa :
– Faites traiter cette affaire par un Guichard quelconque…

Puis, paysan accédant à la royauté, il se dirigea à pas pesants vers le bureau où il allait régner pendant six ans – « crocodile attendant que le Général trébuche », disait méchamment l'épouse de l'un de ses ministres qui ne pouvait se rendre compte de la profondeur des mutations économiques et sociales entreprises.

Michel sortit les larmes aux yeux.

Encadré par la haie de ses innombrables collaborateurs – il y en avait même qui s'occupaient de la réforme hospitalière –, il descendit lentement, comme en titubant, le grand escalier d'honneur que nous avions, en courant, gravi tant de fois. Une masse compacte et noire de journalistes l'attendait sur le perron hérissé de micros et de caméras. Quelques derniers mots et sa DS noire l'emporta vers un destin dont je serai absent.

Je fus donc très surpris lorsque le patron du Louis XIV m'annonça, jovial et détendu, que Matignon me demandait. Je pris la communication sur le comptoir de zinc, au milieu d'une rangée de pichets de beaujolais cerclés de cuivre. C'était Michel.
– Je suis revenu ranger quelques papiers, me disait Debré. Maintenant je m'en vais pour de bon. Mais je ne voulais pas quitter Matignon sans vous dire que je n'aurais jamais accompli sans vous tout ce que j'ai réalisé.

À se souvenir de ces remerciements qui ne figureront pas, je le crains, dans les Mémoires de l'homme d'État ; à prendre en compte les confidences faites par Michel Debré à Philippe Alexandre au cours de sa remarquable enquête sur Mai 68 – « Je n'ai jamais rien compris aux problèmes de maintien de l'ordre[50] » – ; à les confronter avec le dernier déjeuner qui nous ait réunis avec Michel, alors ministre des Finances, un certain 11 mai 1968 quand, face à mon inquiétude, il me démontra, avec la superbe des gens de pouvoir et une foi de charbonnier dans l'invulnérabilité du Dieu Vivant, que les barricades de la nuit au quartier Latin n'avaient « aucune importance », je pense effectivement que Matignon sans moi n'aurait pas été, de 1959 à 1962, durant

les convulsions des dernières années de la guerre d'Algérie, le Matignon qu'il a été.

Quelque chose de réellement significatif a-t-il été, pour autant, accompli ?

Ne pas se tromper est la seule justification des hommes de pouvoir et d'action : je ne crois pas, sans aucune exagération, j'ai plutôt tendance à être dur avec moi-même, avoir commis d'erreurs stratégiques majeures. Servir sans vouloir se servir est la seule excuse pour le recours à la violence d'État : je pense avoir interprété correctement en la matière la volonté du général de Gaulle et je tire une certaine fierté à être le seul « gaulliste » qui ait participé à Mai 1958, lutté tant contre le FLN que contre l'OAS, le seul membre d'un cabinet de quelque importance de la Cinquième République, qu'elle soit gaullienne, giscardienne ou socialiste, à n'avoir sollicité ou reçu aucune fonction, poste ou décoration. Obtenir l'efficacité maximale dans l'action entreprise : j'ai la faiblesse d'estimer avoir permis le plein épanouissement des possibilités – certaines nécessaires et utiles au bien public, d'autres plus discutables – qui existaient dans les polices, les armées, les services dont j'ai eu à m'occuper.

Mais ces forces issues de la nuit des temps, préexistantes à ma personne, façonnées quelque part par la volonté populaire n'ont pu fonctionner et parvenir à une certaine efficience qu'en raison, je m'en suis expliqué, du mariage entre la personnalité historique du général de Gaulle et les aspirations, informulées, inconscientes mais réelles, de la nation française à ce moment précis de son histoire.

Mais ces forces ont-elles, allons plus loin, servi à quoi que ce soit ?

Les coups assenés au trafic d'armes ont certes affaibli la rébellion : la valeur des cargaisons saisies de 1959 à la fin de la guerre dépasse les cinq milliards de francs ; les trafics désorganisés par le SDECE sont évalués à peu près à la même somme.

En métropole, le FLN a été acculé à la défensive. Secouée par la pénétration de la DST et les opérations « Fourmilière »,

par l'implantation de harkis et le soutien du MNA, la « Fédération de France » ne sera pas en mesure de renouveler la sanglante campagne qu'elle avait, attaque des dépôts d'essence de Maurepianne ou attentat contre Jacques Soustelle, lancée après le retour au pouvoir du général de Gaulle.

Il n'en reste pas moins, malgré tous ces succès, que les seules actions réellement décisives de destruction du corps de bataille ennemi ont été effectuées sur le terrain algérien par le général Challe qui, d'ailleurs, n'exprimait que les pulsions de ses colonels, prisonniers eux-mêmes de la fureur des capitaines vaincus à Diên Biên Phu. Notre axe d'effort n'était que secondaire et le cours des événements n'aurait pas été bouleversé en profondeur s'il n'avait pas été couvert et exploré.

On ne négocie pas avec les faibles et les velléitaires. Notre détermination, voire nos opérations Action qui faisaient de nous un interlocuteur valable car à même de mettre un terme à la violence, faciliteront mes contacts secrets avec le FLN. Mais si je ne l'avais pas fait, d'autres, plus tard, Louis Joxe ou le gouvernement suisse, s'en seraient chargés tant cette direction paraissait, depuis 1960, conforme à la volonté gaullienne.

Quant à l'OAS, l'action de Roger Frey a été globalement positive, même si j'ai critiqué, il fallait restituer l'ambiance de l'époque, ses atermoiements, ses modalités, son allure de guerre de religion. Les « gaullistes » et les polices étant ce qu'ils étaient, même si Matignon avait été autre, la « mission C » aurait été créée de toute façon, l'armée aurait obéi et agi de la même manière face à l'offensive de l'Organisation secrète au moment du cessez-le-feu.

Ce cours de l'Histoire était, lui aussi, prédéterminé.

Et à supposer qu'un Matignon différent, plus administratif, volontairement absent de l'Histoire, ait entraîné de plus grands troubles – cela aurait été, je pense, le cas lors du putsch des généraux et d'une manière plus générale en ce qui concerne l'ordre dans la rue – le général de Gaulle aurait maîtrisé lui-même,

comme pendant les barricades de janvier 1960, toute cette agitation. Il aimait osciller ainsi, je le crains, entre le ronron médiocre et hiérarchisé de la vie de garnison et le plaisir de voir se lever enfin les orages désirés.

C'est en mai 68, face à des mutations et explosions qu'il ne comprenait ni ne dominait, que le Dieu Soleil aurait eu besoin, mais par nature il ne pouvait l'admettre, d'un gouvernement et de ministres plus en prise sur les réalités. Nous n'avons été, nous – et c'est peut-être pour cela qu'il a déployé à notre égard une si grandiose ingratitude –, que les marmitons au service des grandes spécialités du chef.

Mes mille jours à Matignon ont été, on le devine, autant l'histoire d'une guerre que celle d'une amitié.

Amitié avec Michel dans les décombres de la Quatrième. Amitié lumineuse et pleine dans l'initiation au pouvoir à l'ombre protectrice du général de Gaulle. Amitié qui cassera net, peut-être comme une corde trop tendue, quand Michel, ne se sentant pas, probablement, doté, tel Pompidou, d'un « destin national », tournera le dos, malgré mes conseils, à la grande politique, se transformera en un ministre technocrate, fuyant tout ce qui, dans son passé, avait été riche d'autres potentialités.

Tel l'amour, l'amitié est la rencontre de deux égoïsmes. L'égoïsme de Michel le poussait à Matignon à se débarrasser sur moi, sans trop s'interroger sur les conséquences qui en découleraient un jour, de tous les problèmes techniques posés par la conduite de la guerre d'Algérie et le contrôle des services spéciaux, afin de se consacrer, dans la sérénité que confère la confiance spontanée, entière, instinctive, de deux êtres l'un dans l'autre, à ces boulimiques réformes administratives dont est si friand son esprit de juriste jacobin qui croit que l'on peut, par décret, imposer l'organisation idéale de la société.

Mon égoïsme à moi, grandiose avec un homme aussi incomplet, me permettait d'explorer, avec une intensité que je n'aurais jamais pu éprouver face à une personnalité plus riche et mieux structurée, les arcanes d'un pouvoir dont ma jeunesse s'enivrait.

Le prix à payer sera lourd : une vie sinon brisée du moins déformée comme l'est le fer soumis au feu de la forge.

En fin de compte, le pouvoir gaulliste a fait, je crois, une excellente affaire. C'est à bas prix et même sans s'en rendre compte qu'il s'est offert, avec moi, une sorte de vice-Premier ministre qui acceptait de s'occuper de tous les problèmes déplaisants posés par une guerre dont les violentes « péripéties » ne pouvaient que révulser un Dieu Vivant épris de gloire et de rayonnement.

Un salaire, certes, de conseiller d'État – je me faisais payer, sur les fonds spéciaux (!), l'équivalent de ce que je gagnais en Amérique –, mais aucune nécessité de récompenser le « pigeon », de le faire participer au grand jeu du pouvoir ou d'écouter, plus tard, les commentaires et suggestions qu'il ne manquerait pas d'exprimer si ses fonctions étaient publiquement reconnues.

De mon côté, l'absence de titre officiel ne me gêna en rien, tant la logique de l'action pesait de tout son poids sur l'enclenchement des événements. Un manque à gagner demeure. Muni d'un titre et de pouvoirs officiels, j'aurais, je le crois, profité plus tôt de la situation de force que nous procuraient nos succès militaires pour engager la négociation avec le FLN, pesé plus sur le maintien de l'ordre en Algérie, me serais montré, après les barricades et le putsch, plus regardant sur le choix des hommes, moins tolérant à l'égard du laxisme – personne sur place n'a pris véritablement à bras-le-corps la lutte contre l'OAS – que suscitaient tout naturellement à Alger l'éloignement de la métropole, le sentiment de détenir, grâce au commandement de forces importantes, des attributs de proconsul, le manque d'intérêt pour le devenir d'une Algérie qui, d'une imparfaite chrysalide française se transformait en un peu chatoyant papillon algérien.

Le bilan est lourd.

Dans les vieux pays, la peur charriée par la guerre, la prosternation devant le pouvoir et l'État font jouer des halos bien trompeurs au-dessus du marais d'une Histoire qui, d'après Valéry, rend les « nations amères, superbes, insupportables et vaines ». À part

les exceptions que j'espère avoir soulignées avec suffisamment de force, les gens de guerre et de pouvoir m'ont paru ainsi, vus de près, moins compétents que les capitaines de banque et d'industrie d'un secteur privé où se déploierait à plein la concurrence.

Quant aux hommes publics – « comme les femmes », etc. –, avouons-le maintenant que ce livre se termine, je les ai trouvés, dans l'ensemble, plutôt insignifiants, portés vers la mégalomanie, voire, lorsqu'il s'agit de pêcher des voix ou d'inscrire son nom dans les journaux ou l'Histoire, barbotant aux lisières de l'escroquerie.

Marilyn Monroe venait de se suicider. Nous déjeunions, sur les collines desséchées de Los Angeles, avec son psychiatre, le Dr Greenson, qui, entre autres titres de gloire, avait fait admettre à l'aviation américaine, pendant la dernière guerre, que les pilotes refusant de monter dans leur avion n'étaient pas justiciables d'une cour martiale mais avaient besoin d'une aide médicale qui, seule, pouvait permettre à ces jeunes gens à peine sortis de l'adolescence – la guerre est faite par des enfants – de surmonter le *stress* des missions de combat. Les colonnes des lourds journaux locaux étaient pleines, avec les simplifications et grossissements médiatiques de la presse américaine, des accusations les plus insensées contre l'incompétence criminelle du « psy » de la star.

Avec un calme que j'admirais, Greenson évitait de parler de la mort bouleversante d'un être de sensibilité et de charme qui était devenu pour lui une enfant de plus et que nous connaissions tous, détendue et non maquillée, oubliant, en jeans difformes, dans le papotement familial autour d'un barbecue, sa condition écrasante de *sex symbol*. Je ne savais pas, moi non plus, que faire de ma vie. Mon engagement total en faveur du général de Gaulle et de l'État français, la nature particulière de mes activités touchant aux services spéciaux m'avaient coupé à jamais la voie des recherches stratégiques aux États-Unis. La conversation portait donc sur Matignon que je venais de quitter.

– À vous entendre, constata Greenson après un long silence brisé par le bruit d'un corps plongeant dans la piscine, le pouvoir est, avant tout, affaire de passion…

Passion de servir au mieux le général de Gaulle. Passion de la guerre. Passion de la victoire, puis de la paix construite et retrouvée. Passion de l'information objective de l'opinion publique grâce à ses médias. Passions échevelées et fluctuantes des « gaullistes ». Passion des services spéciaux. Passion du maintien d'un ordre indispensable au développement harmonieux des activités créatrices des libres citoyens.

Ce sont ces multiples passions, certaines portées jusqu'à l'exacerbation, d'autres devenues inutiles avec la fin de la guerre, qui m'auront, en définitive, fait surgir du néant, puis inexorablement écrasé.

Lorsque, un mois après le cessez-le-feu en Algérie, je franchis pour la dernière fois, le 14 avril 1962, l'immense porche noir donnant sur la rue de Varenne, je cessai d'exister. Pis, les choses reprirent leurs cours – désastreux par bien des côtés, ne serait-ce que par l'organisation désuète du SDECE qui entraînera les infâmes affaires Ben Barka ou Markovič, par l'ineptie des conceptions de maintien de l'ordre alternant la brutalité la plus sauvage et le laxisme effarant qui s'illustreront en mai 1968 –, les événements donc se remirent à couler comme si je n'avais jamais existé.

Désormais, un regret marquera ma vie qui ne sera plus illuminée que par de rares éclairs d'action : ne pouvoir, après ces rudes et sanglantes années, me rendre utile par des tâches plus constructives. La transformation du SDECE en un véritable service de renseignement civil de temps de paix, mettant à la disposition du gouvernement les connaissances sophistiquées qui lui sont indispensables. La modernisation des polices, expression de la modernisation de l'État. La création de cellules analytiques du style *Rand Corporation*, menant les recherches de pointe, en matière économique, technologique, politique, qui peuvent seules pallier la routine, l'ignorance, les illusions propres aux gens de

pouvoir. Aucune de ces missions, à l'ordre du jour, après le retour à la paix, dans le curieux domaine que le destin m'avait choisi, ne sera entreprise, ne serait-ce qu'esquissée, par un État gaullien refusant de s'adapter aux nécessités du monde moderne*.

Seules l'organisation du GIC, qui prit, me dit-on, un développement boulimique malgré la fin de la guerre, la persistance auprès du Premier ministre d'un poste de conseiller chargé de la sécurité et du renseignement – fonctions inexistantes sous la Quatrième République pour cause d'instabilité ministérielle –, des instructions qui, notamment en ce qui concerne la lutte contre le KGB ne porteront leurs fruits que des années, voire des décennies plus tard, une certaine autorité morale dans le monde clos des services spéciaux occidentaux témoigneront, pendant que d'autres disserteront gravement d'événements auxquels ils n'avaient guère participé, qu'il y avait eu, jadis, à l'hôtel Matignon, quelqu'un qui, avec sa personnalité, ses qualités, ses défauts et ses limitations propres, avait, pendant trois années cruciales et lourdes d'histoire, essayé de réaliser au mieux certaines tâches qui se devaient d'être accomplies.

---

* Je ne fais pas figurer dans cette énumération la création, souhaitée par certains spécialistes des services spéciaux, d'un Conseil national de sécurité.
Certes, cette structure est indispensable pour pallier la légèreté du Quai, la technicité étroite du ministère des Armées, l'inadaptation vieillotte du ministère de l'Intérieur. Certes, son existence s'impose *de facto* face à des situations complexes et spécifiques : la politique africaine de la France ne s'est faite ni au Quai d'Orsay ni au ministère de la Coopération mais, sous l'égide du président de la République, au Secrétariat général aux Affaires africaines auquel Jacques Foccart a donné, sous de Gaulle et Pompidou, son style et son efficacité. Certes, sa nécessité se fait sentir, de nos jours, face à toute crise majeure – telle une flambée de terrorisme lorsqu'il serait tellement utile d'expliquer à notre pittoresque ministre de l'Intérieur que chacune de ses rodomontades sert peut-être son image de marque mais, sans augmenter en rien l'efficacité des polices, entraîne, en réponse automatique, un attentat.
Mais il reste un fait essentiel et fort têtu. Avec la lourdeur de ministères hérités de la royauté – Colbert ! –, avec la manière éhontée dont ils sont exploités par la caste politique pour construire ses carrières, avec l'esprit de courtisanerie qui habite nos gens de pouvoir coupés du monde moderne, cette structure, née aux États-Unis de l'affrontement avec l'expansion de la nouvelle civilisation soviétique, semble inadaptée aux habitudes, et même aux besoins français.

VI

Épilogue

Désireux, c'est humain, de donner de moi-même une image satisfaisante, prisonnier de l'air du temps et de tout ce qu'il nous a appris sur un passé qui, peut-être, n'était pas appréhendé d'une manière identique à l'instant où, présent, il était vécu, n'ai-je pas, tout au long de ces pages, triché ?

Sur le moment, en pleine guerre, dans les salons de Matignon, la critique de Charles de Gaulle et, bien entendu, la distance à l'égard de Michel Debré étaient moins accentuées, la compréhension de Pompidou, la défense de la démocratie ou du libéralisme moins affinées, le rejet des courtisans et des diplomates plus affirmé, celui des énarques moins conceptualisé, les rapports avec la force et la violence plus tranchés et ambigus.

Aucune vision humaine ne saurait prétendre à l'objectivité et aurais-je fait briller, à d'autres âges et dans des circonstances différentes, ces facettes de pouvoir que leurs éclats n'auraient pas joué de la même manière dans mon souvenir. La courbe serait, elle, je crois, restée identique. Certaines de ses pointes les plus discutables, la frénésie et les plaisirs de l'action, la fascination horrifiée pour la violence, auraient été, dessinées à chaud, plus accentuées. Des creux plus dignes de respect, la soif de rationalité, la quête stratégique, l'aspiration morale et démocratique auraient été moins marqués. Mais les variations n'auraient été, je le pense, que quantitatives. On ne se bâtit pas une personnalité toute neuve *ex nihilo*.

Toute observation de soi ou de faits impliquant une participation profonde de la personnalité est condamnée à la déforma-

tion subjective. « L'essentiel, répète l'un de ces grands penseurs russes en exil que j'ai eu le plaisir de rencontrer à l'occasion de la parution de *la Troisième Rome*, est de conquérir sa liberté par rapport à la patrie, à la famille, à la religion, aux idéologies. » Je m'y suis efforcé autant dans *la Troisième Rome* que dans ces *Mille Jours à Matignon*.

« Le plus difficile, ajoute Cyrille Pomerantzev, c'est d'acquérir une totale liberté à l'égard de soi-même… »

Plus que les possibles changements dans ma manière d'appréhender la réalité historique et humaine, plus que la personnalisation de ma vision qui, par définition, ne peut que différer de celle des mêmes hommes ou événements (moi y compris) entretenue par tel ou tel autre acteur ou témoin, c'est cette frontière par rapport à moi-même que je me reproche, en dernière analyse, de n'avoir pas su ou pu franchir.

Durant de longues années, torturantes, interminables, Matignon me colla à la peau.

Est-ce l'intensité du pouvoir exercé, la manière brutale dont il m'avait été ôté, l'horreur de certaines actions ou décisions ? Pendant des mois, je ne parviendrai pas, souvenirs trop brûlants et douloureux, à fouiller dans les caisses mortes de mes archives empilées dans mon grenier beauceron, éviterai même d'emprunter les paisibles rue de Varenne et de Babylone afin de ne pas affronter les frondaisons d'un parc devant lequel j'avais tant rêvé d'un impossible bonheur de vivre, fuirai le lourd portail noir s'ouvrant sur l'élégante façade refermée sur des secrets qui désormais n'étaient plus les miens.

Je me retirai dans ma vallée où je découvris, dans le silence et la solitude, le sens du mot « exil » qui m'avait ému lorsque, enfant russe impressionné par la monarchie, je croyais découvrir chez Alexandre Dumas les fastes de la royauté. J'entrepris de me reconvertir dans l'édition qui, par le choix de sujets riches et envoûtants, *l'Orchestre rouge, Treblinka*, le talent de jeunes auteurs remodelant la réalité, me donnait une fausse illusion de puissance.

De tous les lieux que j'avais, pendant plus de trois ans, hantés, je ne gardai le contact qu'avec les services spéciaux, la ténébreuse et fière DST, logée dans une aile noire et sale d'appartements petits-bourgeois de la rue des Saussaies, le brouillon et romantique SDECE, ses massives casernes aux larges et hautes fenêtres de briques, plantées au cordeau à l'est d'un Paris qui avait encore, à l'époque, besoin d'être protégé.

« Quand on a cessé de faire le clown dans le cirque, constate l'un de mes amis de la nouvelle DGSE, il ne faut pas continuer à traîner autour de la piste. » La vie reprenait, les rencontres s'espaçaient, limitées à l'amitié et à la défense des idées qui avaient été les miennes. Des mises au point publiques que les services ne pouvaient effectuer eux-mêmes. La dénonciation incessante – alors solitaire, se heurtant, dans l'indifférence, au scepticisme général – des menaces, dangers et pièges du KGB[51]. De mensuels dîners avec le général Grossin, toujours aussi dynamique, toujours habité, avec une force que l'âge ne diminuait en rien, par l'honneur de vivre. De régulières réunions avec Marcel Chalet, réformateur de la DST et brillant architecte, entre autres, de l'affaire Farewell, avec les colonels Delseny, Mercier, Singland, rares continuateurs, en ces tristes époques de décomposition de nos services, de la grande tradition du Renseignement français.

Quelques coups de barre donnés aussi lorsque le bateau tanguait trop dangereusement.

En mai 1981, Alexandre de Marenches, toujours aussi superbe, attendait, dans sa caserne, que le nouveau président de la République le convoquât avec les honneurs dus à la haute idée qu'il se fait de lui-même. Tapis dans les obscures permanences à partir desquelles ils avaient, pour la première fois depuis vingt-trois ans, conquis le pouvoir, les socialistes, eux, tremblaient devant des comploteurs de « droite » dont ils ignoraient tout – « Le SDECE sera supprimé », proclamait le « programme commun » – et qu'ils soupçonnaient de s'apprêter à faucher une rose mignonne mais à peine éclose. Nous décidâmes, avec le colonel

Singland, chef du contre-espionnage, d'amorcer la descente sur terre.

Fort de ses sympathies mitterrandiennes, Grossin partit voir Bérégovoy – *beregovoy* en russe : « de la rive » – pour expliquer à l'ordonnateur socialiste que SDECE ne voulait pas dire Cagoule mais service de l'État, quelle que soit la couleur politique de ses dirigeants légitimement élus – mis à part, bien entendu, les communistes qui, d'après la belle formule du socialiste Guy Mollet, « ne sont ni à gauche ni à droite, mais à l'Est ». Laissant le bel Alexandre à ses rêveries, nous demandâmes à son directeur de cabinet, l'obéissant Michel Roussin, de se présenter, toutes affaires cessantes et dans son meilleur complet « bon chic bon genre », rue de Solférino. Les services spéciaux, ai-je dit, sont un art simple et tout d'exécution.

La suite est connue. Malgré la tentative du nouveau directeur général, Pierre Marion, pour laquelle je n'éprouve pas, il faut savoir faire passer de l'air frais dans ces marigots-là, les réserves des puristes, socialistes puis gaullistes après mai 1986 retrouveront bien vite, à l'égard de la DGSE et même, novation, de la DST qui, avec l'affaire Farewell, apportera des clés sur l'Union soviétique que tout le monde s'empressera tout de suite d'oublier, l'indifférence teintée de mépris incompréhensif, propre en France aux rapports du pouvoir avec les services spéciaux.

Fluctuat et mergitur…

Avant d'atteindre cette sérénité que j'ai mis tant de temps à conquérir, un autre événement aura, surgi dans le sillage encore bouillonnant de Matignon, bouleversé ma vie plus sûrement que mes mille journées de pouvoir.

Durant ces trois années de fièvre, j'avais poussé jusqu'à l'absurde la détestable habitude de ne pas considérer les êtres humains dans leur irremplaçable et unique plénitude. Obsédé par la conduite de la guerre, je ne les voyais plus qu'en fonction de leur place et de leur utilité dans l'action à laquelle nous nous attelions.

– Mademoiselle, avais-je dit un jour, agacé, à Danielle Combaz alors qu'elle se débattait, devant sa machine à écrire installée, elle, au bout d'un couloir de Matignon dans une salle de bains sans fenêtre, à taper une note de Michel pour le Général que j'avais rédigée probablement avec confusion, mademoiselle, on ne vous demande pas de comprendre, on vous demande de taper.

Si j'appréciais la beauté souriante des vingt ans de la secrétaire personnelle de Michel, ils n'en étaient pas moins pour moi un élément certes plaisant mais remplaçable du décor de nos trépidantes journées.

La sensible intelligence de Danielle Combaz, sa frémissante joie de vivre ne s'imposeront, éclatantes, à moi que dans les mois qui suivirent notre départ du pouvoir. Tous mes amis, sauf Jean Cau et Pierre Charpy, m'avaient abandonné. Les standards officiels me demandaient désormais d'épeler mon patronyme de métèque et, glacées, les secrétaires annonçaient que leurs patrons étaient « en conférence ». Seul Edmond Michelet, qu'au nom de mes fonctions j'avais tant eu à contrer, me dédicaçait son émouvante *Rue de la Liberté*[52] « En souvenir de tant de choses qui nous sont communes. » C'est alors – et je ne parle même pas du retour dégradant à la pauvreté – que je découvris Danielle, la riche et tendre personnalité que me cachait, à Matignon, un ravissant minois de Brigitte Bardot en herbe. Si bien que tout ce sinistre cérémonial qui, solennel et gaullien, me précipitait dans le néant de la mort politique et civile m'aurait probablement été intolérable si cette ensorcelante et douce Lara n'avait pas existé.

Il n'y a pas d'amour heureux.

Un soir d'été je me retrouvai convoqué dans le petit mais charmant appartement des Debré rue Spontini où nous avions passé tant de tendres moments mais que, depuis les fastes de Matignon, Michel désirait troquer contre un hôtel particulier de la rive gauche.

Ninette, que j'adorais autant que Michel, trônait, pour une fois, derrière le bureau de conseiller d'État qui envahissait, de sa lourde masse d'acajou, l'élégant salon Empire.

Ces temps préhistoriques étaient rudes et « tante Yvonne », affectueuse mais inflexible Madame de Maintenon, veillait à ce que les bonnes mœurs soient respectées et l'ordre moral maintenu au sein de l'intransigeante République gaullienne. Ninette ne pouvait être en reste sur Mme de Gaulle.

– Constantin, me dit-elle avec l'un de ces éblouissants sourires qui rehaussaient sa beauté, il faut choisir ! Ce sera Danielle ou notre amitié…

Le pouvoir, au moins, m'aura appris la rapidité des décisions. Je me dirigeai vers la porte du petit salon illuminé par un dernier rayon de soleil.

– Ce sera, dis-je, Danielle.

L'argent manquait.

Le m'as-tu-vuisme des « gaullistes » était à son zénith. Par un oui « franc et massif », le peuple avait ratifié la fin de la guerre d'Algérie. La chambre « introuvable » était à l'horizon et le « godillot » triomphait.

C'est dans cette ambiance de victoire, de partage de postes et de sièges, que je choisis de publier une pochade écrite en quinze jours, *les Mots du Général*[3]. Préfacé par Jean Cau, illustré par Jacques Faizant, le fascicule connut du succès en librairie et fit les délices de la grande presse. Les « mots » rapportés, « à la frontière, précisai-je, du mythe et de la réalité », étaient tous ressassés par les plus éminents des « gaullistes ». Le pseudonyme choisi, Ernest Mignon, montrait mon désir d'être ni sérieux ni méchant. Cet adieu au gaullisme – qui, aujourd'hui, ne m'inspire ni plaisir ni regret – n'en fut pas moins jugé par les courtisans comme une déplorable manifestation du plus mauvais goût et irrita le Dieu Vivant qui s'en indigna dans l'une de ces messes qu'on appelait je ne sais pourquoi « conférences de presse ».

Les années qui suivirent furent, grâce à Danielle, radieuses au plan personnel, pénibles en ce qui concerne la chose publique.

Certes le prestige national était rétabli et la prospérité à portée de main. Mais la suffisance des « gaullistes » que je n'avais pas

vus beaucoup agir pendant la guerre, le blocage de la société, le colbertisme de l'administration, l'incompréhension proprement phénoménale de l'Union soviétique étaient, en attendant les stupides répressions de Mai 68, la fuite à Baden, le lâche soulagement du 30 mai et les angoisses frileuses de la « droite » en mai 81, d'autant plus difficiles à supporter que je ne pouvais même pas exprimer les sentiments qu'ils m'inspiraient.

De mon bref et fulgurant passé de pouvoir il ne restait plus rien, sauf, pour ceux qui ne m'avaient pas connu à Matignon, des relents de compromission avec les troubles services spéciaux – de subtils esprits de Hachette m'attribuaient même, au vu d'un nom russe incongru parmi leurs particules, une appartenance au KGB – ou des explosions irrationnelles de cette haine que suscite le pouvoir chez certains personnages qui auraient bien voulu l'exercer sans y être en rien préparés. Ah, j'allais oublier, tant ces épisodes furent pitoyables, la volonté risible de secondes gâchettes, danseurs mondains ou conseillers d'État, c'est la même chose, devenus, dans l'odieuse France ultra-bourgeoise de Giscard, des PDG suffisants, ventrus et décorés, alliant toute la voracité du giscardisme au gauchisme des beaux quartiers, de régler à travers moi, tout en dépouillant l'étranger marginal et solitaire que j'étais devenu, des comptes politiques ou mondains avec le gaullisme qui me dépassaient.

Pendant que je me liais, lentement, mais je crois sûrement, avec les grands éditeurs au-dessus des mêlées et intrigues politiques et littéraires Bernard Privat et Jean-Claude Fasquelle, seule la CIA mettait un point d'honneur à me traiter comme si j'étais toujours en fonction.

C'est ainsi que je me retrouvai un soir avec l'un de ses chefs, N., à une Tour d'Argent que j'appréciais d'autant plus qu'elle m'apportait, j'étais alors fort démuni, une bouffée nostalgique de ma splendeur révolue.

– Voyons les choses en face, dit N. en découpant avec soin son canard à l'orange. Ni le FLN ni l'OAS n'ont été des adversaires dignes de ce nom. Or n'est-ce pas en France qu'on dit « À vaincre

sans péril, on triomphe sans gloire » ? Ce n'est que face au KGB soviétique que vous pourriez donner votre mesure…

N. se tourna vers une Notre-Dame illuminée qu'il me laissait admirer de face et son profil d'ancien commandant de porte-avions pendant la guerre du Pacifique me parut encore plus acéré que d'habitude.

– Après la fin de la guerre mondiale, reprit-il, nous avons créé, financé, soutenu l'organisation Gehlen. Pourquoi, après la fin de la guerre d'Algérie et maintenant que sont terminés les détestables conflits coloniaux, ne pas créer l'organisation Melnik ?

» Tous vos parachutistes, tous vos commandos Action, tous vos spécialistes du Renseignement vont se trouver sans emploi, voués à la vindicte d'un de Gaulle qui n'aime pas, comme l'on dit chez vous, qu'on lui fasse de l'ombre et qui va s'empresser de reprendre sa lune de miel de garçon de bains enamouré avec sa chère et tendre « Russie ». Rassemblez vos anciens subordonnés dans une organisation internationale privée et tournez-les vers la seule menace qui pèse sur notre monde : l'expansionnisme soviétique. Nous, ça nous arrange. Nous vous soutiendrons, vous fournirons le financement et le soutien logistique. Mais nous n'aurons à rendre compte à personne de ce que vous faites…

Dans le domaine subtil du renseignement, je ne fais pas preuve de la même rapidité qu'en matière de maintien de l'ordre. « Un chat, disait Grossin. Assoupi en apparence. Ne se réveille que pour donner un coup de griffe à coup sûr. » Je demandai à N. de réfléchir.

Après une semaine de promenades en Beauce, de sommes sur ma pelouse ensoleillée ou d'escapades avec Danielle vers les proches châteaux de la Loire, j'apportai à N. ma réponse : « Non. »

Sortir de la solitude et de mes ennuis financiers, replonger dans la frénésie de l'action, rentrer dans l'Histoire étaient choses tentantes. Mais, bien que la France n'ait guère récompensé les services à elle rendus, j'étais citoyen français et je n'avais pas à m'associer à une puissance étrangère, fût-elle alliée. Mais, surtout, mon action pendant la guerre d'Algérie avait été habitée

par une justification et soutenue presque par une légitimité. Elle émanait, quelque part, du général de Gaulle, élu lui-même par le peuple français afin de mettre fin, dans les meilleures conditions possibles, au plus douloureux des conflits, exprimait donc, d'une certaine façon, les aspirations de la collectivité nationale à laquelle j'appartenais.

S'il était de mon devoir de continuer à combattre l'abominable expansion de la nouvelle religion communiste et soviétique, c'était donc dans le respect des lois de la République et de la démocratie, par l'explication, notamment, fût-elle jugée inutile et obsessionnelle[54], de la menace qui, perversion de nos propres valeurs, continue à s'attaquer, à l'aube du XXIe siècle, à la dignité de l'homme.

Je ne pouvais donc sauter le pas. À Matignon, la gloire n'avait pas été au rendez-vous. Durant plus de mille journées à la densité exceptionnelle, l'action avait, à chaque instant, chassé l'action. Je laisse à d'autres, plus qualifiés que moi au plan moral, le soin de juger ce que j'ai entrepris, réussi ou raté. Du moins ai-je l'impression, fondée je l'espère, de n'avoir pas, dans le bel hôtel aux teintes ocre sous le soleil, au pouvoir entraîné vers l'absolu par les débordements de la guerre, perdu à jamais mon âme.

La Beaucerie, janvier 1986-septembre 1987.

Chronologie

1958

Mai. Les émeutes algéroises et l'insubordination de l'armée amènent la Quatrième République à faire appel au général de Gaulle.

Juin-septembre. Devenu président du Conseil, de Gaulle fait rédiger une nouvelle Constitution par Michel Debré, garde des Sceaux, pressenti comme futur Premier ministre.

1959

9 janvier. Premier président de la Cinquième République, Charles de Gaulle nomme Michel Debré Premier ministre.

– Menée par le général Challe, commandant en chef, une vaste offensive militaire s'attaque aux bandes FLN en Algérie.

– En métropole, le FLN se révèle incapable de renouveler la vague d'attentats qui avait marqué le retour au pouvoir du général de Gaulle.

– L'action des services spéciaux paralyse le ravitaillement en armes de la rébellion et désorganise ses liaisons extérieures.

2-4 septembre. Visite officielle à Paris du président Eisenhower.

16 septembre. Le général de Gaulle précise, au cours d'une conférence de presse, que la politique de la France en Algérie est celle de l'autodétermination du peuple algérien.

1960

24-31 janvier. Le rappel du général Massu entraîne des émeutes et des barricades à Alger.

15 février. La première bombe atomique française explose à Reggane, 114.

23 mars-3 avril. Visite officielle à Paris de Nikita Khrouchtchev.
16 mai. Ouverture à Paris d'une conférence au sommet des Quatre Grands.

10 juin. Après des contacts menés par son entourage, le général de Gaulle reçoit, en grand secret, en vue d'un éventuel ralliement, les chefs de la wilaya IV.

14 juin. Le général de Gaulle lance un appel à la négociation avec le FLN.

26-27 juin. Les pourparlers préparatoires de Melun avec une délégation du FLN tournent court.

Septembre. Un appel de 121 intellectuels appelle à l'insoumission des militaires alors que se déroule le procès à Paris des réseaux de soutien français au FLN, 147.

27 octobre. Après l'interdiction à Paris d'une manifestation de l'UNEF, sa réunion publique donne lieu à une mini-émeute des étudiants contre la poursuite de la guerre.

4 novembre. Dans un discours, le général de Gaulle, déplorant la poursuite des combats, évoque la future « République algérienne ».

9-12 décembre. Le voyage du général de Gaulle en Algérie est interrompu par de violentes émeutes.

Décembre. Les premiers contacts secrets s'engagent avec le FLN.

1961

Janvier-avril. Des contacts avec le FLN préparent la tenue d'une conférence à Évian.

22-26 avril. Les généraux Challe, Salan, Zeller et Jouhaud lancent un putsch militaire en Algérie.

31 mai-2 juin. Voyage officiel à Paris du président Kennedy.

– Les attentats de l'OAS endeuillent l'Algérie.

30 juin. Commencées le 20 mai, les négociations d'Évian sont interrompues.

19 juillet. Les parachutistes français dégagent la base de Bizerte assiégée par les forces tunisiennes.

20 juillet. De nouvelles négociations avec le FLN à Lugrin sont interrompues au bout de huit jours.

5 septembre. Le général de Gaulle rend possible la reprise des négociations en reconnaissant *de facto* la souveraineté algérienne sur le Sahara.

8 septembre. De Gaulle échappe miraculeusement à un attentat à Pont-sur-Seine.

17 octobre. Le FLN lance une grandiose manifestation de masse musulmane à Paris.

Décembre. Des contacts secrets avec le FLN préparent la reprise des négociations.

1962

Janvier. L'offensive de l'OAS se développe et commence à s'étendre à la métropole.

8 février. Une manifestation interdite de la gauche aboutit au drame de Charonne.

11 février. Les négociations avec le FLN reprennent dans le plus grand secret aux Rousses.

5-18 mars. Des négociations publiques avec le FLN se déroulent à Évian.

– D'importantes arrestations commencent à décapiter l'OAS en Algérie.

19 mars. Le cessez-le-feu est proclamé en Algérie.

23 mars. Dans le cadre de l'offensive générale de l'OAS, l'insurrection gagne le quartier de Bab el-Oued.

26 mars. Une manifestation de masse européenne à Alger débouche sur une fusillade rue d'Isly.

14 avril. Le Premier ministre Michel Debré est remplacé par Georges Pompidou.

3 juillet. Proclamation de l'indépendance de l'Algérie.

Notes

1. *L'Année politique 1961*, Paris, Presses universitaires de France, 1962, p. 50. La même interprétation est avancée par Jean Lacouture, *De Gaulle, III. Le Souverain*, Paris, le Seuil, 1986.
2. Rémi Kauffer, *L'OAS - Histoire d'une Organisation secrète*, Paris, Fayard, 1986, p. 111.
3. *Ibid*., p. 112.
4. *Le Monde*, Pierre Viansson-Ponté, « Cinquième République, troisième acte, 1. La tête et les jambes », 7 novembre 1961.
5. *Ibid*.
6. *Ibid*.
7. Ce titre de Frédéric Dard, Paris, Le Fleuve Noir, 1982, est digne de l'imagination fertile de cet auteur.
8. Charles de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, 1961-1963*, Paris, Plon, 1986, p. 118.
9. Constantin Melnik, *La Troisième Rome, Expansion ou déclin de l'Empire communiste*, Paris, Grasset, 1986.
10. Définition d'« absolu », adjectif et substantif, dans le *Petit Robert*, Paris, 1968.
11. L'importance de Charonne pour le renouveau de la gauche est analysé par Philippe Alexandre dans son remarquable *Roman de la gauche*, Paris, Plon, 1973.
12. Jean Lacouture, *op. cit*., reprend cette thèse, p. 218, à partir d'un document OAS reproduit en 1970 par Pierre Viansson-Ponté, *Histoire de la République gaullienne*, Paris, Fayard, 1970, p. 270.
Que l'on ait retrouvé une note destinée à l'état-major de l'Organisation secrète dans laquelle un quidam revendique, pour justifier, d'ailleurs, l'argent qu'il a reçu, la brutalité de la répression n'est guère convaincant, à supposer même, je connais les « gaullistes »,

que le document n'ait pas été falsifié. Il existe partout des mythomanes et des escrocs. Je me fonde, moi, sur le rapport officiel du directeur de la police municipale de Paris, M. Legay.
13. Jean Lacouture, *op. cit.*, p. 217.
14. *Ibid*.
15. Ali Haroun, *La 7e Wilaya, la guerre du FLN en France, 1954-1962*, Paris, Le Seuil, 1986, p. 216.
16. *Le Canard enchaîné*, 11 mai 1960.
17. *France-Observateur*, « Qui gouverne la France ? », 21 avril 1960.
18. *L'Express*, 9 août 1961.
19. Claude Lévi-Strauss, *La Pensée sauvage*, Paris, Plon, 1963, p. 330, cité par Étienne Barilier, *Les Petits Camarades*, Paris, Julliard-L'Âge d'homme, 1987, p. 113.
20. Comme tous les « mots » prêtés au Général, celui-ci est très contesté, surtout, on le comprend, par l'intéressé. Je peux, en revanche, en garantir l'authenticité. En prévision du sommet de Vienne, Allen Dulles m'avait demandé, afin de préparer son jeune Président, une analyse du comportement de Khrouchtchev à Paris. C'est dans la copie de ce document que je retrouve, pour illustrer le penchant de M. K. pour la plaisanterie primaire, les paroles historiques, rapportées par Michel Debré, échangées entre de Gaulle et Khrouchtchev à Rambouillet.
21. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*.
22. Pour une analyse de la désinformation, voir Constantin Melnik, *A French Look at Soviet Disinformation*, in *Foreign Intelligence*, Washington, National Intelligence Center, mars-avril 1987.
23. Alexandre Soljenitsyne, *L'Erreur de l'Occident*, Paris, Grasset, 1980, p. 14.
24. *Le Nouvel Observateur*, 22 novembre 1985.
25. Pierre Nora, *Mémoires d'État* in *Les Champs de mémoire, II, La Nation*, Paris, Gallimard, 1986.
26. *Le Monde, loc. cit.*
27. François de Closets, *Toujours plus*, Paris, Grasset, 1978.
28. Raymond Aron, *La Tragédie algérienne*, Paris, Plon, 1957.
29. Ali Haroun, *op. cit.*, p. 218.
30. Voir Thierry Wolton, *Le KGB en France*, Paris, Grasset, 1986.

31. Christine Ockrent et comte de Marenches, *Dans le secret des princes*, Paris, Stock, 1986.
32. Charles de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, op. cit.*, pp. 123-124.
33. Jean Lacouture, *op. cit.*, p. 144.
34. Les lecteurs désireux d'apprécier la signification et la valeur de la politique extérieure de Charles de Gaulle feraient mieux, plutôt que de se reporter aux traditionnelles – et passionnelles – apologies, de lire avec attention ce monumental ouvrage, indispensable pour la compréhension de notre temps, que sont les *Mémoires* de Raymond Aron, *Cinquante ans de réflexion politique*, Paris, Julliard, 1983.
35. Philippe Alexandre, *L'Élysée en péril*, Paris, Fayard, 1969.
36. Voir Tatiana Botkine, *Anastasia retrouvée*, Paris, Grasset, 1984 ; *Au temps des tsars*, Paris, Grasset, 1976, ouvrages écrits, à partir des souvenirs de ma mère, par ma fille Catherine Melnik-Duhamel.
37. Jean Lacouture, *op. cit.*, p. 64, s'interroge pour savoir si Bernard Tricot en fut le seul auteur. Cela me paraît plus qu'évident (*cf.* Bernard Tricot, *Les Sentiers de la paix*, Paris, Plon, 1972, pp. 103-104). Pendant que le cabinet militaire déployait l'activisme le plus intense, personne d'autre à l'Élysée ne réfléchissait, en effet, aux « buts de guerre ». Lacouture a tendance à attribuer à la République gaullienne une rationalité qui, du moins à l'époque, lui était étrangère.
38. Jacques Laurent, *Mauriac sous de Gaulle*, Paris, La Table Ronde, 1964.
39. Emmanuel Berl, *Essais*, Paris, Julliard, 1985, p. 189.
40. L'un des meilleurs analystes de la *Rand Corporation*, Nathan Leites, dont j'ai appris autant que de Raymond Aron, avait soumis les déclarations du général de Gaulle au jugement de la pure logique. Le résultat est un épais *Rand Memorandum* dont le sous-titre m'avait, à l'époque, indigné : « Grandeur et Médiocrité ».
41. Michel Winock, « Chronique des années 1960 », *le Monde*, juillet-août 1986, n° 4. « La nuit d'horreur et de honte », *Le Monde*, 19 juillet 1986.
42. Lu à l'antenne par Michel Polac dans *Droit de réponse* du 9 mai 1987.

43. Elias Canetti, *Masse et Puissance*, Paris, Gallimard, 1966, p. 437.
44. *Petit Robert, op. cit.*
45. *Minute*, 7 février 1986.
46. Jean Lacouture, *op. cit.*, p. 216, citant Louis Terrenoire, *De Gaulle et l'Algérie*, Paris, Fayard, 1964, pp. 243-244.
47. Charles de Gaulle, *op. cit.*, p. 173.
48. Rémi Kauffer, *op. cit.*, p. 154.
49. Lucien Bodard, *La Peau de l'ours*, prix Goncourt 1985, Paris, Grasset, 1985, p. 280.
50. Philippe Alexandre, *op. cit.*
51. Notamment dans la préface à l'édition française d'Oleg Penkovsky, *Carnets d'un agent secret*, Paris, Tallandier, 1966.
52. Edmond Michelet, *La Rue de la Liberté*, Paris, le Seuil, 1955.
53. Ernest Mignon, *Les Mots du Général*, préface de Jean Cau, illustrations de Jacques Faizant, Paris, Fayard, 1962.
54. Présentant un compte rendu, assez élogieux, de *la Troisième Rome* par Jean Elleinstein, *Le Nouvel Observateur*, 7 février 1986, inaugure la rubrique « Antisoviétisme », déploie le titre : « Les obsessions de Constantin Melnik ». S'il s'agit d'empêcher, selon la formule de M. Raymond Barre, que l'Europe soviétique s'étende « de l'Oural à l'Atlantique », je suis, effectivement, habité par une « obsession ».
Quant à ma dénonciation du KGB, jugée elle aussi « obsessive » dans le début des années 1960, elle paraît aujourd'hui parfaitement banale.

Un témoin face à un historien

Entretien avec Sébastien Laurent

Sébastien Laurent : En 1988, paraît chez Grasset *1 000 jours à Matignon* avec pour sous-titre *Raison d'État sous de Gaulle. Guerre d'Algérie 59-62*. Quelle est l'origine de cet ouvrage ?

Constantin Melnik : Il est certain que je ne l'aurais pas publié avant 1988 ou plutôt avant 1981, tant que le gaullisme était triomphant sous de Gaulle, puis triomphant encore sous Pompidou (quoique la couleur en fût beaucoup plus terne, on ne pouvait pas encore s'exprimer librement). Il n'y eut en fait pas de liberté d'expression jusqu'à l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Sébastien Laurent : Et alors pourquoi pas dès 1981 ?

Constantin Melnik : Les historiens ne considèrent pas suffisamment le contexte dans lequel les gens écrivent leurs Mémoires : j'étais extrêmement irrité par le fait que tous les médias étaient accaparés par les barons du gaullisme qui parlaient de choses qu'ils n'avaient jamais vécues, auxquelles ils n'avaient jamais participé, et j'ai voulu rétablir la vérité. Je ne l'ai pas fait en 1981 parce que je travaillais beaucoup à un autre ouvrage très important à mon avis, et qui s'intitule *La Troisième Rome. Expansion et déclin de l'empire communiste*[*]. J'ai été analyste de formation de l'Union soviétique avant d'être membre du cabinet de Michel Debré. L'analyse de

* *La Troisième Rome. Expansion ou déclin de l'empire communiste*, Paris, B. Grasset, 1985, 477 pages.

l'URSS et de la Russie a pris toute ma vie, alors qu'à Matignon je n'ai passé que trois ans et trois mois : 1 000 jours… Je me suis mis à écrire en 1981 grâce à la liberté de penser que donnait Mitterrand. Mais j'ai commencé par *La Troisième Rome*. C'était aussi une époque très dure dans ma vie parce que j'avais commencé brillamment une nouvelle période dans l'édition en publiant des livres de grande qualité : *L'Orchestre rouge*[*], *Par le sang versé*[**], sept prix littéraires de la Résistance, etc. Pierre Nora dit que je suis l'inventeur du best-seller français, Robert Laffont étant l'inventeur de la publication en France du best-seller américain du style *Le Jour le plus long*. J'ai fait émerger des journalistes de talent comme Gilles Perrault, l'auteur d'une fameuse enquête sur l'Orchestre rouge. Je revendique cela. Mais petit à petit, cette invention s'est délitée. C'est-à-dire que les journalistes ne voulaient plus faire de grandes enquêtes et j'ai dû quitter Fayard dont je faisais les choux gras.

Je suis arrivé chez Grasset où j'espérais trouver de nouveaux auteurs mais j'y étais méprisé parce que j'apportais du best-seller alors que dans cette maison on se targuait de faire de la littérature. Je me trouvais englué et cela explique beaucoup de choses sur la teneur même du livre et le gonflement d'*ego* qu'il y a eu chez moi. J'ai véritablement appris le sens et les différences que font les psychanalystes entre ce qu'on connaît intellectuellement et ce qu'on ressent profondément. J'ai appris véritablement le sens du mot « aliénation ». C'est-à-dire que j'étais à cette époque forcé d'éditer un homme – l'inspecteur Borniche – qui rapportait beaucoup d'argent. Je sortais un best-seller par an. C'était un homme à l'*ego* très fort et j'étais complètement dévoré par la correction de ses livres et par sa personnalité qui était mégalomane. J'ai eu donc tendance en retour, et cela a pesé sur mon propre ouvrage, à gonfler mon *ego*. J'ai exagéré mon rôle beaucoup plus qu'il ne l'a été en réalité. C'est très important, je crois, du point de vue historique, de voir dans quelles conditions un témoignage est écrit.

* Gilles Perrault, *L'Orchestre rouge*, Paris, Fayard, 1967, 577 pages.
** Paul Bonnecarrère, *Par le sang versé*, Paris, Fayard, 1968, 461 pages.

Sébastien Laurent : C'est un ouvrage que vous apportez à Grasset en 1988 pour les raisons que vous venez de dire. Mais est-ce que vous l'apportez spontanément, ou est-ce la réponse à une commande ?

Constantin Melnik : Non, mon passé n'intéressait guère Grasset pour qui le nombril du monde était Saint-Germain-des-Prés.

Sébastien Laurent : Comment avez-vous préparé *1 000 jours à Matignon* ? Dans l'édition originale, vous remerciez le général Grossin*. L'avez-vous vu dans la perspective de cet ouvrage ou le voyiez-vous régulièrement ?

Constantin Melnik : Il y a une chose essentielle que je préciserai dans un livre que je voudrais publier et auquel je donne le titre provisoire « Ombre et lumière des services secrets français » : ce sont mes relations avec le SDECE. Grossin est général d'armée et ancien chef de la maison militaire du président socialiste de la IVe République, Vincent Auriol. Officier du Génie, issu de Centrale, ce n'est pas un traîneur de sabre quelconque. À l'époque de Matignon (en 1959-1962), il a 60 ans. Moi je n'avais aucune expérience des services secrets à cette époque, sauf l'analyse de l'Union soviétique, et je n'avais que 32 ans. J'étais donc profondément impressionné par la personnalité de Grossin qui ne bougeait pas de son bureau. Il devait faire tourner la machine et ce n'était pas un service facile à manier comme le prouveront plus tard l'affaire Golitsine** et l'affaire Markovic***… Grossin se ser-

* Le général d'armée Paul Grossin (1901-1990) avait dirigé les services extérieurs de renseignement, le SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage), d'octobre 1957 à février 1962.

** Anatoli Golitsine était un défecteur du KGB qui passa en décembre 1961 aux États-Unis. Ses informations, lacunaires et imprécises, révélèrent l'existence de plusieurs agents soviétiques au sein des services de renseignement français sans que ceux-ci puissent toujours être formellement identifiés.

*** L'affaire Markovic est née en 1968 des révélations d'un détenu. Celui-ci déclara avoir reconnu, dans des parties fines, Claude Pompidou, l'épouse du précédent Premier ministre. Des photographies trafiquées circulèrent à Paris et trois membres du

vait de moi comme d'un intermédiaire entre lui et le Premier ministre. Prenons le cas des armements, par exemple. Grossin me téléphone un jour en me disant que tel bateau est suspect : « Est-ce que vous pouvez obtenir du Premier ministre l'ordre de l'arraisonner ? » Je traverse en courant la cour de Matignon, j'interromps Michel Debré, en train de réformer la France et qui ne s'occupe pas du tout ni des services secrets, ni du maintien de l'ordre* et je lui dis que Grossin veut arrêter tel bateau. Et Debré dit oui. Il disait toujours oui aux arraisonnements.

Sébastien Laurent : Il n'a jamais refusé une intervention ?

Constantin Melnik : Il a refusé une seule fois une opération vers la fin de la guerre, parce que la marine avait signalé des périscopes de sous-marins soviétiques autour du bateau bulgare que l'on voulait visiter. Mais Grossin ne m'expliquait jamais comment il était arrivé à soupçonner tel ou tel bateau de transporter des armes. De plus, le SDECE jouait un rôle de diplomatie parallèle. Grossin m'a indiqué qu'il pouvait changer le vote de l'ONU dans un sens favorable à la France mais il ne m'a jamais dit comment. C'est pour cela que lorsque j'ai écrit que j'étais commandant en chef des services ou que j'étais tout-puissant à Matignon, c'était de l'*ego* gonflé.

Sébastien Laurent : Revenons à la préparation du livre.

Constantin Melnik : Le livre, je l'ai préparé moi-même. Ce qui est très important, c'est que toutes ces opérations du service, je ne les ai apprises qu'après coup grâce à mon amitié avec le général

---

SDECE accusés d'avoir pris part au montage ou à la diffusion de ce cliché furent exclus du service en 1970.

* Cf. sur ce point Jean-Marc Berlière, « Un maintien de l'ordre entre naufrage des principes démocratiques et faillite de l'État ? », *in* Serge Berstein, Pierre Milza, Jean-François Sirinelli (dir.), *Michel Debré, Premier ministre 1959-1962*, Paris, PUF, 2005, pp. 539-562.

Grossin. J'ai trouvé injuste son limogeage* et fondé son soutien à François Mitterrand en 1965 contre de Gaulle. Nous nous sommes liés d'amitié et nous nous voyions régulièrement toutes les semaines, nous dînions en famille, avec son épouse et Danielle Combaz**. J'ai donc appris ce qu'il a bien voulu me dire sur ce qu'il avait fait, ce que je ne savais pas quand j'étais à Matignon. Quand on écrit un livre sur le pouvoir, il faut savoir à quel point le pouvoir est ignorant des choses qu'il ordonne. C'est un point essentiel.

Sébastien Laurent : Vous ne voyiez pas spécialement Grossin en 1987 et 1988, cet ouvrage n'est donc pas la synthèse de toutes vos discussions avec lui ?

Constantin Melnik : En aucune façon.

Sébastien Laurent : Vous avez vu Grossin jusqu'à son décès ?

Constantin Melnik : Oui, je l'ai vu jusqu'à son décès. Mais ce n'était pas des conversations d'anciens combattants. Nous parlions de problèmes de famille, de la situation en France, des affaires du monde. Rarement de la guerre d'Algérie qui nous a laissé à tous deux un souvenir assez pénible.

Sébastien Laurent : Vous l'avez alors vu assez régulièrement ?

Constantin Melnik : Très régulièrement. Nous déjeunions aussi avec Me Violet que Grossin – c'est typique – ne m'a présenté qu'après Matignon. Violet était un ami du pape Pie XII et un ancien avocat du Vatican. « Honorable correspondant » du SDECE, il a mené sa diplomatie parallèle, notamment en ce qui concerne la réconciliation avec l'Allemagne ou la défense de l'Église catholique persécutée en Pologne. Grossin s'en est servi pour soutenir

* En février 1962, avant la fin du conflit algérien.

** Ancienne secrétaire particulière de Michel Debré, devenue la seconde épouse de Constantin Melnik.

la politique algérienne du Général dans la religieuse Amérique latine. Or c'est ce trio d'anciens, coupés de tout lien avec les services officiels, qui a réussi l'un des plus beaux « coups » de la guerre froide. Lorsque Brejnev a demandé la reconnaissance des frontières de l'Union soviétique, Violet a tout de suite conclu qu'il fallait le prendre au mot. Mais, pour déstabiliser le communisme, il était nécessaire d'obtenir en échange la libre circulation des hommes et des idées sur son territoire. L'avocat a alors rédigé, dès 1972, une « troisième corbeille » qui figurera, presque mot pour mot, dans les accords d'Helsinki : trois ans de lobbying international intense ont été en effet nécessaires pour faire admettre ce point de vue de subtile sagesse à un Occident très anticommuniste de tempérament. Or tous les dirigeants du KGB admettent aujourd'hui que c'est ce coup de pouce donné aux « dissidents » qui a joué un rôle majeur dans l'effondrement de l'URSS. La « connaissance et l'anticipation » chères à Nicolas Sarkozy*. Cette dimension, incluant le renseignement, est mise en avant dans le livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, remis au président de la République à l'été 2008, sont plus efficaces que la violence d'État trop souvent employée durant la guerre d'Algérie.

Sébastien Laurent : Dans le livre, vous racontez la passation de pouvoir, votre départ de Matignon et la manière dont vous emportez des caisses d'archives dans votre maison de la Beauce-rie. Est-ce que c'est vrai ?

Constantin Melnik : C'est faux. Je n'ai emporté que quelques documents. À Matignon, je recevais près de mille pages de documents par jour. J'ai été alors un énorme lecteur : de ces mille pages, je tirais une trentaine de pages indispensables à la connaissance du Premier ministre et je les lui remettais tous les soirs. J'étais tellement submergé de papiers que je les transférais régulièrement vers le SDECE. Le service m'apportait des documents

* Cette dimension incluant le renseignement est mise en avant dans le livre blanc sur la défense et la sécurité nationale remis au président de la République à l'été 2008.

et je les lui renvoyais. Tous doivent être dans les archives du service maintenant.

Sébastien Laurent : Qu'avez-vous gardé ?

Constantin Melnik : Oh, j'ai gardé des choses… J'ai gardé un document essentiel, je crois. C'est la lettre par laquelle un nommé Locquin, qui apparaît dans le livre sous l'initiale « L », est autorisé à entreprendre des négociations avec le FLN.

Sébastien Laurent : C'est une lettre de Grossin à Jacques Locquin ?

Constantin Melnik : Non, c'est une lettre du Premier ministre lui-même, signée par Racine*, car Michel Debré n'a pas voulu la signer. Estampillé du sceau de la République, ce document est le point de départ de toutes les négociations sur la paix en Algérie.

Sébastien Laurent : Pourquoi avoir écrit en 1988 que vous aviez conservé des caisses d'archives ?

Constantin Melnik : C'est toujours l'espèce de mythomanie, de mégalomanie voire de paranoïa qui m'a envahie à cette époque-là. Mais, cette mégalomanie, cette mythomanie et cette paranoïa étaient en moi bien avant que je me trouve dans la situation difficile dont je vous ai parlée entre 1986 et 1988. C'est la presse qui se déchaîne à mon encontre qui en est en partie la cause. *Le Canard enchaîné*** dit que je suis « le seul astre brillant de Matignon bien que je porte des lunettes noires », Pierre Viansson-Ponté*** écrit que je

* Pierre Racine (né en 1909), conseiller d'État et camarade de Michel Debré dans cette institution, fut le directeur de cabinet du Premier ministre Michel Debré de janvier 1959 à avril 1962.

** Cf. cet article du 11 mai 1960 reproduit à la suite de cet entretien.

*** Cf. l'article du *Monde* en date du 7 novembre 1961 reproduit à la suite de cet entretien.

suis « le Père Joseph de la République », *L'Observateur*[*] affirme que je gouverne la France, tout en donnant de faux détails sur ma biographie. Cette mythologie a été créée dès le départ par les journaux.

L'article de Viansson-Ponté, j'ai eu le culot de le mettre en tête de *1 000 jours à Matignon*. L'auteur y écrit des choses à la fois vraies et fausses. Il était vrai de dire que l'Élysée à cette époque-là n'était que le ministère du Verbe. Et vrai de constater que Matignon était le ministère de l'action. En revanche, quand il dit que Michel Debré revenant de chez de Gaulle et l'oracle ayant été rendu, il convoque son conseiller le plus proche et le plus écouté [Constantin Melnik], c'est faux. Parce qu'il ne me convoque pas du tout sur tous les problèmes. À ce moment-là, Michel Debré est en train de réformer la France avec l'aide de Pierre Racine qui est un très bon administrateur. Il est vrai par ailleurs que Michel Debré (et celui-ci le dit à Philippe Alexandre dans un livre que je cite dans *1 000 jours à Matignon*[**]) ne comprend pas grand-chose aux problèmes de maintien de l'ordre. C'est-à-dire que si de Gaulle lui parlait des problèmes de manifestations dans les rues de Paris, et de savoir s'il fallait les autoriser ou pas, Michel Debré me demandait de venir le voir pour m'en parler. Il est totalement faux, en revanche, d'affirmer que j'ai été un Père Joseph pour tous les sujets politiques et que j'ai été la personne la plus influente de la V[e] République. Mais il est exact, en ce qui concerne tous les problèmes de maintien de l'ordre ou les problèmes de renseignement qui se posaient au Premier ministre, de dire que Michel Debré me convoquait sans demander l'avis de Racine ou d'aucun membre du cabinet. Là effectivement, j'étais une espèce de vice-Premier ministre chargé du maintien de l'ordre. Si je veux résumer mon rôle, j'étais davantage un jeune petit analyste de l'Union soviétique qui surfe sur les vagues démontées de la violence de l'époque. Je pouvais compter sur l'aide de tous les services parce qu'ils me faisaient confiance, alors

* Cf. l'article de Georges Suffert dans *France-Observateur* du 21 avril 1960 reproduit à la suite de cet entretien.

** Philippe Alexandre, *L'Élysée en péril*, Paris, Fayard, 1969.

que les ministres étaient, en la matière, d'une nullité affligeante. Mais je surfais surtout dans le domaine du maintien de l'ordre plus que du renseignement. Le renseignement, comme je vous l'ai dit, c'était le domaine de Grossin. Grossin avait un tel prestige et une telle volonté de garder secret ce qu'il faisait que je n'étais à cette époque au courant de rien.

Sébastien Laurent : Regardons un peu les autres ouvrages que vous avez publiés ensuite et dans lesquels vous avez évoqué Matignon. Six ans après *1 000 jours à Matignon*, vous publiez, en 1994, *La Diagonale du double*[*] chez Plon. Est-ce que c'est une commande ?

Constantin Melnik : Cette publication est elle aussi très liée aux conditions personnelles dans lesquelles je me trouve à cette époque. *1 000 jours à Matignon* n'est pas une commande. C'est moi qui fus l'instigateur de cette publication, et les éditions Grasset l'ont sabordée parce qu'elle ne correspondait pas à leurs idées. Ils avaient tiré à 2000 exemplaires et ne m'avaient pas fait rencontrer les représentants auprès desquels ils me demandaient pourtant de me prostituer sans cesse pour leur chanter la gloire policière de Borniche. Peu après, je publiai un livre intéressant du point de vue littéraire intitulé *Des services très secrets*. Il s'agit d'un roman documenté par les confidences qui m'ont été faites après Matignon qui a rencontré un vrai succès. Grasset lui, l'a refusé, de manière très insultante d'ailleurs. J'avais donc été frapper à la porte de Bernard de Fallois qui s'est montré enthousiaste : il en a vendu 30 000 exemplaires. Yannick Dehée me l'a confirmé : « C'est un des meilleurs romans qui a été écrit sur l'espionnage. »

Sébastien Laurent : Et pourquoi en venez-vous à publier *Un espion dans le siècle* en 1994 ?

---

[*] *Un espion dans le siècle, tome I : La Diagonale du double*, Paris, Plon, 1994, 546 pages.

Constantin Melnik : Après avoir tant fait écrire les autres, j'avais envie d'écrire moi-même. J'étais tenté par la littérature.

Sébastien Laurent : Vous l'aviez fait dans le roman pour de Fallois. Pourquoi l'avoir fait à nouveau ?

Constantin Melnik : Un autre problème se pose et qui rejoint un peu ma mésaventure gaulliste et ma mésaventure dans l'édition. Russe d'origine, j'ai été élevé dans le culte « de Dieu, du tsar et de la foi ». Je ne savais pas du tout faire carrière, je ne savais pas défendre mes intérêts, ce qui fait que mon poste à Matignon me rapporte aujourd'hui une retraite de 100 euros par mois. Mes vingt-cinq ans d'édition ne me valent que la retraite de base à la sécurité sociale parce qu'aucun éditeur n'a jamais voulu m'employer. Il se trouve qu'à ce moment-là Olivier Orban qui a repris la direction de Plon a l'idée de lancer de grands Mémoires. À l'époque, il publie aussi Roland Dumas et me demande mes Mémoires en échange d'une avance colossale pour moi. Ne serait-ce que pour des raisons purement financières, je ne pouvais pas me permettre de refuser, mais je ne voulais pas non plus faire comme dans *1 000 jours à Matignon* et raconter la vérité. J'avais envie de me frotter à l'autofiction qui commençait à être à la mode. Malheureusement, les gens n'ont pas distingué ce qui était vrai de ce qui était faux. Par la suite, j'ai publié un très bon roman intitulé *Une affaire de trahison,* mais qui en France n'a pas marché du tout : il a fait 700 exemplaires et Albin Michel m'a rendu mes droits. Mais en Russie où il a été publié, la critique a dit que c'était le premier roman psychologique sur l'espionnage. Il y a donc eu différentes phases dans ma vie d'écrivain : la période Mitterrand qui m'a permis de m'exprimer (alors que les barons du gaullisme se taisaient un peu) et de publier mon essai sur le communisme, puis *1 000 jours à Matignon* parce que j'estimais qu'il était indispensable que certaines choses soient dites pour l'édification des générations futures. Après cela, j'entamai plutôt une carrière littéraire.

Sébastien Laurent : Deux ans après *Un espion dans le siècle*, vous publiez, toujours chez Plon, *La mort était leur mission. Le service « action » pendant la guerre d'Algérie*[*].

Constantin Melnik : Oui, mais là encore sous couvert de l'autofiction, à partir des confidences plus ou moins vraies, plus ou moins réticentes et mégalomanes de Grossin et de ceux qui l'entourent.

Sébastien Laurent : Et comment a marché *La mort était leur mission* ?

Constantin Melnik : Très bien, j'en ai vendu 10 000 exemplaires. Ce qui est abominable en France, c'est que si vous décrivez les services secrets comme des parachutistes velus qui versent le sang sans aucune réserve entre deux partis, vous êtes sûr d'avoir du succès ! C'est ce qui s'est passé avec *Les Centurions*[**] pendant la IV[e] République et ce fut aussi le cas avec Aussarresses[***].

Sébastien Laurent : Pourquoi en dites-vous davantage en 1988 dans *1 000 jours à Matignon* que six ans plus tard dans *Un espion dans le siècle* et même dans *La mort était leur mission* ? Vous brouillez quand même moins les pistes en 1988 que par la suite ?

Constantin Melnik : Parce que par la suite, je veux faire de la littérature. Malheureusement, si je crois être un analyste acceptable, je ne suis qu'un piètre romancier. On a dit que j'ai écrit de « vrai-faux » romans. Ce n'est que partiellement exact. Faute de sens artistique nourri d'une pure imagination, je me suis contenté d'aligner, en les grossissant à outrance, et de plus en

* *La mort était leur mission. Le service « action » pendant la guerre d'Algérie*, Paris, Plon, 1996, 219 pages.

** *Les Centurions* est un roman écrit par l'écrivain-journaliste Jean Lartéguy, paru en 1960, aux Presses de la Cité.

*** Paul Aussaresses, *Services spéciaux, Algérie 1955-1957 : mon témoignage sur la torture*, Paris, Perrin et *Pour la France. Services spéciaux 1942-1954*, Paris, éditions du Rocher, 2001.

plus jusqu'à l'absurde, les rumeurs et fantasmes propres à un métier où, en raison de l'absence jusqu'à présent tout au moins d'études historiques sérieuses en France, la mythomanie est trop souvent au rendez-vous. D'ailleurs, depuis cet échec littéraire, si j'exclus *Des Services très secrets* ou *Une affaire de trahison*, je ne suis plus, depuis une quinzaine d'années, intéressé par la réalité de cette époque algérienne encore trop envahie de passions et d'approximations. Je préfère me consacrer à l'analyse théorique du renseignement, conçu comme un outil au service de la nation et de la démocratie.

Sébastien Laurent : Et pourquoi aujourd'hui, en 2010, republiez-vous *1 000 jours à Matignon* ?

Constantin Melnik : Comme je le dis dans la postface, j'ai accepté de le publier après beaucoup d'hésitations.

Sébastien Laurent : En 2010, Michel Debré et les barons sont morts, vous êtes donc très libre !

Constantin Melnik : Je suis l'unique survivant donc je suis très libre, mais je me suis demandé si j'allais être compris. Ce n'est pas moi qui ai décidé de republier cet ouvrage mais l'éditeur Yannick Dehée à qui j'ai demandé qu'un historien observe et critique mon travail. *1 000 jours à Matignon* est un bon livre sur le général de Gaulle et sa cour, mais c'est un très mauvais livre sur ma personnalité à moi, à cause de cet *ego* surexposé. C'est un bon livre sur l'exercice du pouvoir, sur le brouillard dans lequel le pouvoir tâtonne en prenant des décisions sans savoir ce qu'il fait, sans en peser les conséquences et sans les assumer. C'est aussi un bon livre, je crois, sur la violence d'État. Et c'est là où je ne sais pas du tout si je serai compris par les jeunes générations. Nous sommes aujourd'hui dans un autre monde, où la guerre d'Algérie et le pouvoir d'alors sont diabolisés. Une pensée unique s'est installée. Dans la vision actuelle de la guerre d'Algérie,

on oublie qu'il y a eu la violence du FLN. On oublie qu'il y a eu la violence de l'OAS, et le droit-de-l'hommisme se concentre sur la violence française sans faire aucune distinction. Or, la IVe République, notamment pendant la bataille d'Alger, cherche à détruire l'ennemi FLN et ne veut pas lui accorder l'indépendance. Le général de Gaulle, lui, désire affaiblir le FLN tout en lui accordant à terme une indépendance, mais conforme aux intérêts de la France. Ce sera malheureusement l'échec des accords d'Évian, ainsi que tout l'échec de la politique du général de Gaulle en Algérie, dans une certaine mesure.

Sébastien Laurent : Rentrons maintenant dans le vif du sujet après avoir évoqué comment évolue le regard que vous portez sur les choses avec le temps. D'abord, vous avez décrit votre rôle de courroie de transmission entre le SDECE et Michel Debré. En amont de tout cela, au moment de la guerre d'Algérie, des pouvoirs spéciaux sont votés en 1957. Et c'est sur la base de ces pouvoirs spéciaux que s'édifie tout l'arsenal juridique et réglementaire d'une législation d'exception qui permet de limiter les libertés publiques dans la perspective de la lutte contre l'insurrection algérienne.

Constantin Melnik : Oui. Avec cette aberration qu'est l'internement administratif*.

Sébastien Laurent : Ce sont des choses qui existent avant votre arrivée. Vous prenez vos fonctions avec le gouvernement Debré formé en janvier 1959. Par la suite, une ordonnance du 13 février 1960 modifie les conditions de la détention provisoire en l'allongeant et donne au préfet la capacité de conserver

* Le gouvernement de Michel Debré avait hérité d'un arsenal législatif et réglementaire rassemblé de 1955 à 1957 permettant l'internement sur autorisation préfectorale déléguée à l'autorité militaire dans des centres de transit et de tri (CTT). Il y en avait plus de quatre-vingts en 1960 en Algérie dans lesquels la police et les services de renseignement avaient toute latitude pour mener des interrogatoires. En 1957 et 1958, des dispositions juridiques nouvelles avaient également permis de créer de tels centres en métropole.

plus longtemps des suspects avant le déferrement à l'autorité judiciaire. Est-ce que vous avez eu à formuler un avis sur cette ordonnance importante ?

Constantin Melnik : Non, absolument pas. Michel Debré avait un conseiller juridique.

Sébastien Laurent : Parce que du point de vue de l'autorité on est à la frontière du droit et du maintien de l'ordre.

Constantin Melnik : Oui, mais là je n'ai pas été consulté du tout. Je n'étais que l'intermédiaire entre le Premier ministre qui n'avait aucune compétence dans le domaine du maintien de l'ordre et surtout Jean Verdier*, le directeur général de la Sûreté nationale, un homme absolument remarquable qu'on a oublié. Les ministres de l'Intérieur successifs, Jean Berthoin**, sénateur radical-socialiste, Pierre Chatenet***, camarade de conseil d'État de Michel Debré, ne comprenaient rien aux problèmes de maintien de l'ordre. Quand il y avait un problème, Jean Verdier s'adressait à moi, mais toujours sur des points précis. L'ordonnance elle-même, c'était Michel Debré et son conseiller juridique. Michel Debré réformait, et la seule instruction – orale d'ailleurs – que j'ai reçue de Michel Debré dans ce domaine-là, c'est la création du Groupement interministériel de contrôle (GIC) pour les écoutes téléphoniques****.

---

* Jean Verdier (1915-1974) avait été quelques mois directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur Charles Brune en 1952. Verdier fut nommé directeur général de la Sûreté nationale d'août 1957 à janvier 1962.

** Jean Berthoin (1895-1979), ancien directeur de la Sûreté nationale en 1934, était sénateur radical de l'Isère. Il fut le premier ministre de l'Intérieur du gouvernement Debré de janvier à mai 1959.

*** Pierre Chatenet (1917-1997) entré au Conseil d'État en 1940, rejoignit Michel Debré son aîné du Conseil (1934) dans la résistance en 1942. Membre de divers cabinets ministériels sous la IVe République, il fut nommé secrétaire d'État par Michel Debré en janvier 1959, puis ministre de l'Intérieur, en remplacement de Jean Berthoin, de mai 1959 à mai 1961.

**** Cf. sur ce point page 378.

Sébastien Laurent : À Paris, il y avait une législation particulière et un préfet de Police puissant, Maurice Papon, qui instaure un couvre-feu pour les Algériens. Avez-vous joué un rôle dans l'interdiction de manifester à Charonne en 1962 ?

Constantin Melnik : Sur ce point précis, je n'ai pas été consulté mais je dois avouer que j'ai toujours été favorable à l'interdiction de manifester. Nous étions en temps de guerre et le pouvoir du général de Gaulle était absolument indispensable pour résoudre le problème de l'Algérie. Il fallait lutter contre ce que de Gaulle appelait les « deux meutes », qu'elles soient le fait de l'extrême-droite comme de l'extrême-gauche, il ne fallait pas que la rue devienne un déversoir et que tout se termine comme sous la IVe République. La deuxième instruction de Michel Debré était de lutter à mort contre l'OAS parce que l'OAS détruisait toute l'architecture des accords d'Évian. En ce qui concerne le préfet de Police Papon, c'était un homme très ambitieux, un homme qui obéissait à tous les pouvoirs quels qu'ils soient, et avec beaucoup d'énergie, mais sans subtilité, comme son successeur Grimaud. Pour Papon, j'étais trop petit pour qu'il me demande quoi que ce soit. Papon s'adressait directement à l'Élysée. Il s'adressait à Pierre Racine, au cabinet du Premier ministre et j'étais tenu informé des décisions prises par Michel Debré ou le général de Gaulle par un adjoint, directeur de cabinet de Papon qui s'appelait Pierre Somveille[*], devenu un remarquable préfet de Police par la suite. Je n'ai donc pas été consulté sur la création de la Force de police auxiliaire[**]. D'ailleurs, je raconte dans *1 000 jours*

* Pierre Somveille (1921-2009) avait été rédacteur à la préfecture de Gironde en 1944 à l'époque où Maurice Papon en était le secrétaire général. Il avait été directeur de cabinet du même, préfet de la Corse (1947-1949), préfet de Constantine (1947-1949), secrétaire général de la préfecture de Police (1952-1954). Maurice Papon, préfet pour la région de Constantine, rappela Somveille pour prendre la direction de son cabinet (1956-1958). Somveille demeura directeur de cabinet de Papon quand celui-ci était préfet de Police de 1958 à 1967.

** Rattachée à la préfecture de Police, cette force encadrée par des officiers des Affaires indigènes, composée d'Algériens, fut créée en novembre 1959 (cf. Rémy Valat, *Les calots bleus et la bataille de Paris : une force de police auxiliaire pendant la guerre d'Algé-*

à Matignon – pour montrer un peu la futilité du pouvoir – que pendant la nuit de Charonne je dormais et que je n'ai appris le sinistre déroulement de la nuit du 17 octobre 1961 qu'après coup. Et tant qu'à faire, précisons puisque nous en parlons, que c'était là ma volonté de décrire le pouvoir tel qu'il fonctionnait. Des choses aussi importantes que la réquisition du palais des sports et des autobus ou que la mobilisation massive de la police ne pouvaient pas être faites au niveau du seul préfet de Police. Cela s'est joué à un niveau de beaucoup supérieur au mien.

Sébastien Laurent : C'est donc Frey* qui est à l'origine de cette interdiction de manifester ?

Constantin Melnik : Même pas Frey, de Gaulle.

Sébastien Laurent : De Gaulle ? Debré au moins…

Constantin Melnik : De Gaulle, Debré.

Sébastien Laurent : Pour revenir sur l'épisode de Charonne, qu'avez-vous su ensuite ? L'ouvrage de l'historien Alain Dewerpe** publié il y a quelque temps montre qu'on a longtemps cru que des grilles de métro avaient été fermées et que cela avait provoqué la mort des manifestants. En fait, il démontre très clairement que ces grilles n'étaient pas fermées et que les manifestants sont morts sous les coups de la police.

Constantin Melnik : Vous me l'apprenez.

---

rie, Paris, Michalon, 2007, 278 pages et les travaux à paraître d'Emmanuel Blanchard). Concernant cette force, cf. plus loin dans l'entretien.

* Roger Frey (1913-1997), ancien Français libre et militant précoce du RPF, fut le premier secrétaire général de l'UNR. Michel Debré l'avait nommé ministre de l'Information en janvier 1959, puis ministre chargé de la Coordination interministérielle en février 1960. Il prit la succession de Pierre Chatenet, au ministère de l'Intérieur, d'avril-mai 1961 à avril 1967.

** Alain Dewerpe, *Charonne 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'État*, Paris, Gallimard, « Folio », 2006, 897 pages.

Sébastien Laurent : On a dit, à tort, que les gens étaient morts par étouffement. Cet historien montre à partir d'une enquête très serrée qu'il y a eu des violences policières terribles à ce moment-là.

Constantin Melnik : Cela ne m'étonne pas.

Sébastien Laurent : Sur les circonstances de Charonne, que saviez-vous à l'époque ?

Constantin Melnik : On en revient au pouvoir, on en revient à Papon, à ce que j'appellerais l'ignorance du pouvoir. Tout ce qu'on a su, c'est ce que m'en a dit Somveille, à savoir que les grilles étaient fermées. Et j'ai rendu compte de cela à Michel Debré. Et c'est là où il y a peut-être des archives à retrouver. Je ne sais pas si l'auteur que vous citez les a retrouvées à la préfecture de Police…

Sébastien Laurent : Si, et il a consulté des archives très diverses.

Constantin Melnik : Le rapport du directeur de la police municipale disait que des groupes communistes s'étaient attaqués avec violence aux forces de l'ordre qui avaient dû riposter. À mon avis, c'est un mensonge manifeste. La préfecture de Police était un État dans l'État. Ainsi par exemple – ça ne figure pas dans *1 000 jours à Matignon*, mais dans mon expérience sous la IVe République – toutes les fois que Charles Brune, ministre de l'Intérieur*, recevait un préfet de Police du nom de Baylot**, il disait : « Chaque fois que je reçois cet homme, j'ai peur. » C'est que, véritablement la préfecture de Police était composée d'éléments qui n'étaient pas du tout contrôlés, qui n'étaient pas encasernés et qui n'étaient pas formés. C'est une police qui est allée trop loin. Mais, puisque nous parlons de la violence d'État, c'est une des raisons pour lesquelles j'ai

* Charles Brune (1891-1856), sénateur radical, avait été ministre de l'Intérieur d'août 1951 à mai 1953. Constantin Melnik avait travaillé à son cabinet comme chargé de mission.

** Jean Baylot (1897-1976) avait été préfet de Police d'avril 1951 à juillet 1954.

écrit ce livre et que je le réédite, peut-être au risque de ne pas être compris. Finalement, le seul homme qui a été récompensé par le général de Gaulle, c'est Maurice Papon : il a été nommé à l'Aérospatiale. Il y avait chez le Général, quand même, une acceptation de la violence d'État que je trouve, avec le recul, assez effrayante. Si vous voulez ma position, je suis revenu à la foi orthodoxe avec le vieil âge et, finalement, ma participation à cette violence d'État suscite en moi une repentance continuelle. Malgré le fait que je n'étais, je le répète, qu'un modeste analyste, servant d'intermédiaire entre un Premier ministre qui ne s'intéressait pas du tout au renseignement et le général Grossin qui maîtrisait sa « boutique » et des préfets comme Jean Verdier* à qui on ne peut reprocher le moindre dérapage. J'ai véritablement agi sur deux points : le premier point, c'est l'ouverture des négociations avec le FLN sans en parler à personne et le deuxième point, c'est la création de ce qu'on appelle la mission C de Michel Hacq**.

Sébastien Laurent : Nous allons parler de ces deux aspects-là. Revenons sur vos sentiments, sur cette participation à la violence d'État. Finalement, entre 1959 et 1962, vous n'avez pas de fonction opérationnelle, vous êtes une courroie de transmission, comme vous disiez il y a un instant. Mais ce n'est pas vraiment ce que vous disiez en 1988 ?

Constantin Melnik : Ce n'est pas *du tout* ce que je disais dans le livre, en effet, et cela je le récuse totalement aujourd'hui. Je trouve cela grotesque, ridicule, lamentable. Je trouve lamentable le fait que je puisse avoir dit que j'étais commandant en chef des services secrets en temps de guerre, je trouve lamentable le fait que je parle de ma

* Cf. la note page 356.

** Michel Hacq (1909-1994) était fonctionnaire de police dans les années 1930, passé par les brigades de surveillance du territoire (contre-espionnage). Engagé dans la résistance au sein du réseau gaulliste « Ajax » de la police, il avait été arrêté, torturé et déporté par les Allemands à Mauthausen. Directeur de l'École nationale supérieure de police de Saint-Cyr au Mont-d'Or de 1954 à 1958, il avait ensuite pris la tête de la police judiciaire.

« toute-puissance ». Tout cela, ce sont des réactions à la mythologie qui m'entoure à Matignon où je suis prisonnier d'un fantasme.

Sébastien Laurent : Mais en dehors du maintien de l'ordre, vous avez eu une action ? Je pense aux bateaux coulés, au travail de liaison que vous avez effectué avec le service « action » du SDECE. De fait, vous avez participé à une chaîne collective qui a décidé de mettre à mort des gens pour des raisons que l'on considérait à l'époque comme de bonnes raisons ?

Constantin Melnik : Je m'en expliquerai en détail dans un livre, « Ombres et lumières », que je prépare sur les services secrets.

Sébastien Laurent : Mais ce que je viens de dire là, est-ce vrai ? Vous faisiez partie d'une chaîne, même si vous n'étiez pas à sa tête, qui a décidé de supprimer des gens ?

Constantin Melnik : Oui et non. Oui car je fais partie, que je le veuille ou non, d'un système dont je suis prisonnier. Non car je ne fais que « soupçonner, sans les soupçonner tout en les soupçonnant » les horreurs dont vous me parlez. Je crois être suffisamment clair sur ce point dans la post-face de cette réédition. Mais je tiens quand même à préciser que ces aberrations-là ont été faites à dose très limitée. Par ailleurs, et c'est peut-être une des raisons pour lesquelles le général de Gaulle a survécu, le général Grossin avait des gages à donner à des parachutistes un peu exaltés. Il ne faut pas oublier des personnages comme Aussaresses* ou tous les gens de l'OAS qui étaient quand même très proches des parachutistes du service « action ».

* Paul Aussaresses (né en 1918) était un officier parachutiste qui fut l'un des fondateurs en 1947 du « 11e Choc », unité principale du service « action ». Après avoir été affecté en Indochine, il fut envoyé à Alger à la 10e division parachutiste commandée par le général Massu. Dans un ouvrage publié en 2001, il a revendiqué l'emploi de la torture et le recours aux exécutions sommaires pendant la bataille d'Alger en 1957.

Sébastien Laurent : Finalement donc les actions « homo* » auraient été un moyen non pas de réprimer l'insurrection FLN ou le terrorisme de l'OAS, mais de permettre aux paras de jeter leur gourme ?

Constantin Melnik : Oui, c'est cela. Mais n'oubliez pas non plus les éléments incontrôlés qui collent tout naturellement à ce genre de service !

Sébastien Laurent : Vous ne reprenez pas du tout à votre compte l'idée qu'il y avait nécessité tout simplement d'exécuter des avocats et politiciens du FLN, nécessité d'exécuter des trafiquants d'armes ? Là-dessus, vous ne dites rien.

Constantin Melnik : Un État a le droit à la légitime défense. Quand il y a violence, l'État a le droit de répondre à la violence à condition que cette violence soit « retenue », limitée et sans haine. Le fait de lutter contre les trafiquants d'armes me semble relever de la catégorie de la légitime défense. Ce sont quand même des gens qui nourrissent la poursuite d'un conflit et tuent des innocents. Si on part de l'idée que le SDECE – d'après ce que dit Grossin, mais c'est peut-être de la mégalomanie – a arraisonné plus d'armes que l'armée n'en a saisi sur le territoire algérien, on peut dire que l'élimination d'un trafiquant d'armes sauve des vies humaines. Mais maintenant que j'étudie le renseignement soviétique, je pense qu'il est beaucoup plus facile de débaucher la secrétaire d'un trafiquant d'armes pour qu'elle vous donne des renseignements que d'envoyer son patron *ad patres.* Je ne parle pas de la répression intérieure soviétique mais de sa recherche extérieure. Quand on leur parle de problèmes comme cela, les services secrets russes préfèrent l'infiltration et le recrutement. Pour le reste, faire sauter un cargo chargé d'armes, c'est de l'infantilisme. On ne sait pas ce qu'il y a dans ce cargo et il vaut mieux le découvrir en l'arraisonant et en saisissant sa cargaison.

* Ce terme désigne les exécutions pratiquées par les services spéciaux.

En revanche, je n'admets absolument pas l'exécution d'avocats ou d'hommes politiques, je trouve cela scandaleux.

Sébastien Laurent : Or cela a été fait.

Constantin Melnik : Je ne peux pas répondre à cette question.
Sébastien Laurent : On sait par ailleurs qu'un avocat et un certain nombre de responsables du FLN ont été exécutés. On ne sait pas par qui, parce que ces meurtres n'ont pas été signés, mais on sait que ces actions existent.

Constantin Melnik : Oui, oui, malheureusement mais cela se limite quand même à un nombre homéopathique comparé au nombre de morts en Algérie. La guerre d'Algérie a fait 300 000 morts musulmans. Les politiciens exécutés représentent une demi-douzaine de personnes, ce qui, d'ailleurs, je le dis clairement dans ma post-face, est totalement inacceptable. Cela étant, il y a un point important pour caractériser mon rôle et ma position morale vis-à-vis de ces questions. J'ai été accusé de nombreux forfaits puisque je suis le seul survivant et que j'ai fait l'objet de toute une mythologie. Quand il a fallu que je prenne un avocat pour me conseiller vis-à-vis des réalisateurs de télévision qui m'assaillaient, j'ai choisi un avocat qui m'a beaucoup aidé juridiquement et moralement et qui est devenu un de mes grands amis. Il s'agit du regretté Me Mourad Oussedik, l'ancien chef des avocats du collectif du FLN.

Sébastien Laurent : À partir de quand ?

Constantin Melnik : À partir de la parution de *La mort était leur mission* qui n'était pourtant qu'un roman désirant dépeindre les crises de conscience qui tortureraient des hommes d'honneur si de pareilles actions leur étaient imposées.

Sébastien Laurent : Ce poids moral dont vous dites qu'il pèse avec l'âge, est-ce qu'à l'époque, il pesait déjà ?

Constantin Melnik : Cela pesait. Cela pesait très lourd. Tout le reste de ma vie je regretterai de n'avoir pas su, comme le souhaitait Raymond Aron*, empêcher l'intolérable. Mais j'avais face à moi des hommes plus âgés et plus expérimentés ou mieux placés que moi. Puisque nous parlons de problèmes d'ordre moral, je peux dire que j'ai vécu dans le péché pendant trois ans.

Sébastien Laurent : C'est-à-dire ?

Constantin Melnik : Pendant ces trois ans à Matignon, j'ai vécu dans le péché de vanité, dans le péché de ne voir les gens que comme des pions sur l'échiquier géostratégique. J'étais vaniteux et heureux de participer à une action que j'estimais bénéfique. Il ne faut pas oublier que l'objectif de cette action-là était la paix en Algérie sous l'égide prestigieuse de l'homme du 18 Juin. Ce n'était pas la destruction totale de l'ennemi nationaliste au nom de l'Algérie française.

Sébastien Laurent : Je voudrais revenir sur ce regard qui pesait sur vous. Je voudrais que vous réagissiez à ces citations. Maurice Papon écrit dans ses Mémoires en 1988 : « Debré est assisté d'un collaborateur rompu aux affaires clandestines. C'est l'énigmatique Constantin Melnik, ferme, autant que subtil**. » Sept ans plus tard, en 1995, Jacques Foccart écrit : « Melnik est un personnage intelligent et retors, très difficile à saisir*** ». Le reste de la phrase est moins agréable donc je la coupe.

Constantin Melnik : Non, non, non ne la coupez pas. Il est toujours plaisant d'être insulté par un Jacques Foccart...

---

* Cf. ci-dessous, p. 381.

** Maurice Papon, *Les chevaux du pouvoir. Le préfet de police du général de Gaulle ouvre ses dossiers (1958-1967)*, Paris, Plon, 1988, p. 362.

*** *Foccart parle. Entretiens avec Philippe Gaillard. I*, Paris, Fayard-Jeune Afrique, 1995, p. 358.

Sébastien Laurent : « Michel Debré l'avait découvert et lui avait fait confiance. Il a mis du temps à s'apercevoir de son erreur. » Le but n'est pas de vous faire réagir à des choses désagréables. Le but est de savoir comment vous répondez à ces jugements : « l'énigmatique Constantin, […] ferme autant que subtil », « personnage intelligent et retors, très difficile à saisir ». Il y a deux choses qui sont mises en avant : votre qualité propre (reconnue par des gens qui peut-être n'en manquaient pas eux-mêmes) et puis le côté caché, énigmatique qui ressort toujours, et qui est assez classique dans la fonction que vous occupez. Est-ce que c'est une dimension naturelle chez vous et est-ce que vous n'avez pas essayé d'en jouer ?

Constantin Melnik : Si.

Sébastien Laurent : Pour être clair, les éminences grises, même si elles s'en défendent, jouent beaucoup du secret et du caché pour faire croire à un pouvoir particulièrement puissant*.

Constantin Melnik : Cela rentre tout à fait dans le péché de vanité. Il est agréable d'être considéré comme une éminence grise incomprise. J'en ai joué, c'est certain, puisque j'ai porté des lunettes noires dont je n'avais strictement pas besoin !

Sébastien Laurent : J'allais vous poser la question. Alors pourquoi des lunettes noires ?

Constantin Melnik : Pas uniquement en raison de la mythologie des services secrets. Il y avait aussi des raisons psychologiques. Ma personnalité était alors comme dédoublée. Mon « Sur-Moi » vénérait le général de Gaulle plus que ne laissent apparaître mes écrits

* Cf. Floran Vadillo, « Entre ombres et lumières : les éminences grises des Présidents de la République ou la nécessaire visibilité de l'invisible et de l'inexistant », communication orale à la journée d'études organisée par l'association des jeunes politistes de Bordeaux, *Les acteurs invisibles de la politique*, 14 janvier 2009, Sciences-Po Bordeaux.

ultérieurs. C'était l'homme du 18 Juin et le seul à pouvoir sortir la France de la véritable merde où elle se trouvait alors. Mais, dans le même temps, mon « inconscient » éprouvait du dégoût pour la façon dont il s'entourait et méprisait tous les problèmes d'« intendance ». Je ne voulais pas qu'on lise dans mes yeux les sentiments que m'inspirait tout ce que j'observais autour de moi. Comment ne pas porter des lunettes noires face à Jacques Foccart où à un Michel Debré trépignant pour qu'on jette en prison un François Mitterrand, victime de la sordide provocation de l'Observatoire ? Ce mélange de vénération et de dégoût éclatera d'ailleurs dans le livre que je publierai à chaud dès ma sortie de Matignon, *Les mots du Général*[*]. Cette pochade féroce préfacée par Jean Cau et illustrée par Jacques Faizant pallie certes la cessation brutale de mes ressources financières après ma brutale mise à la porte de l'État. Mais elle montre surtout, sous le pseudonyme ricanant d'Ernest Mignon, toute la « grandeur » sarcastique du Général face aux nains qui se traînaient à ses pieds. La méthode n'est d'ailleurs pas sans intérêt. D'abord et sous le coup, une œuvrette au vitriol ne voulant pas, malgré ce qu'il en a pensé, nuire à de Gaulle. Un demi-siècle plus tard, un témoignage nourri d'une longue réflexion, même s'il est vicié par le gonflement de mon propre rôle. Encore vingt ans et une nouvelle photographie enrichie, elle, par la modestie du grand âge et la plongée durant une décennie dans de toutes autres activités, notamment l'étude du renseignement russe et de l'histoire de l'espionnage moderne, contrastant avec les errements commis pendant la guerre d'Algérie[**]. Pour en revenir à Papon, il vouait un culte aux opérations de basse police alors que je ne m'y intéressais pas du tout. Quant à mes relations avec Foccart, elles étaient très difficiles.

Sébastien Laurent : Vous avez écrit des choses très variables sur Foccart. On voit que vous aviez peu de relations, mais est-ce que vous le voyiez régulièrement ?

---

* Ernest Mignon, *Les mots du Général*, Paris, Fayard, 1962.

** Voir Constantin Melnik, *Les Espions, Réalités et fantasmes*, Paris, Ellipses, 2008.

Constantin Melnik : Je voyais Foccart régulièrement mais…

Sébastien Laurent : Là, c'est le temps de la vérité…

Constantin Melnik : Je ne peux pas dire combien de fois par semaine, mais je crois que j'ai déjeuné avec lui en tête à tête une seule fois. La personnalité même de Foccart est beaucoup plus compliquée que l'image qu'il donne de moi. On ne pouvait pas savoir ce que Foccart pensait véritablement. Le service « action » était véritablement une affaire réservée à Foccart. Il y a une chose que je n'ai pas dite dans *1 000 jours à Matignon* mais que je vais développer dans mon prochain livre. Je ne veux pas du tout accuser Foccart personnellement, mais je constate une chose, c'est que d'après ce que m'a dit Grossin par la suite, deux trafiquants d'armes seulement avaient été exécutés sous la IVe République. Or il se trouve qu'aussitôt après, le 13 mai 1958, de Gaulle étant président du Conseil, un bateau explose dans le port de Hambourg et un attaché de l'ambassade de Tunisie algérien est assassiné dans des conditions sordides. Je ne veux pas en tirer de conclusions mais il y a là un mystère.

Sébastien Laurent : Quand vous me disiez tout à l'heure que vous voyiez Foccart assez régulièrement, c'était pour quel type de dossiers ?

Constantin Melnik : C'était pour la routine.

Sébastien Laurent : Pour des questions de renseignement ou des aspects « homo » ?

Constantin Melnik : Non, pas « homo ». C'est un secteur que je n'ai fait que soupçonner à Matignon. Au cours de ces conversations, Foccart était très difficile à saisir. C'est pour cela que j'ai beaucoup varié dans mes commentaires sur Foccart. Je ne garde pas de souvenir précis de ces rencontres. Foccart se réservait le

service « action ». Pour le reste, c'était du voyeurisme. « Est-ce qu'untel est bien sur table d'écoute ? Est-ce que vous surveillez tel autre qui était très important du temps du RPF et qui maintenant est devenu OAS ? » C'était du pointillisme. Du pointillisme de renseignement.

Sébastien Laurent : Mais s'il avait une relation directe avec Grossin et avec le SDECE, pourquoi passait-il par vous ?

Constantin Melnik : Pour tenir le Premier ministre informé afin de respecter en apparence l'article 20 de la Constitution.

Sébastien Laurent : Et est-ce que Grossin vous a parfois parlé de Foccart ?

Constantin Melnik : Jamais.

Sébastien Laurent : Je voudrais revenir sur la production de documents qui passaient entre vos mains. Vous en faisiez le tri pour le Premier ministre ainsi que vous l'avez dit. Est-ce qu'il vous arrivait de voir dans ces documents la trace de ce que l'on sait maintenant, par des travaux historiques notamment, à savoir du côté de l'armée autant que de la police, d'un emploi assez fréquent de la brutalité, voire de la violence au-delà d'octobre 1961 et de février 1962 ? Est-ce que vous voyiez passer une documentation qui était finalement assez aseptisée ou est-ce que vous aviez la trace d'une action très brutale ?

Constantin Melnik : Ce qui est affreux dans l'exercice du pouvoir, c'est que vous vous trouvez tout à coup face à une situation qui vous bouleverse. Cela m'a vraiment bouleversé, la nuit du 17 octobre 1961. Les documents avant la nuit du 17 octobre disaient que tout allait très bien se passer. Le terme « réquisitionner » qui est utilisé dans l'administration est très *soft* et c'est cela qui explique probablement la conduite de Papon vis-à-vis des

Juifs sous l'Occupation. Tout cela est d'une douceur absolument extraordinaire. Tout va bien se passer, tout est normal…

Sébastien Laurent : … vous dites Papon.

Constantin Melnik : Je dis Papon parce que, *grosso modo*, la Sûreté nationale de Jean Verdier s'est efforcée de respecter la légalité républicaine. Mais, même en ce qui concerne la terrifiante « PP », après coup, les rapports écrits sont *soft* également : ils disent qu'il n'y a eu que trois morts le 17 octobre 1961. C'est ce qui est écrit dans le rapport de Papon que je reçois. Pour moi, la violence apparaît davantage dans les commentaires qui sont faits autour. Dans *1 000 jours à Matignon*, je me suis trompé dans l'évaluation du nombre de victimes au cours de la nuit du 17 octobre 1961. À partir de cette date, j'ai commencé à voir apparaître la violence dans les chiffres. Je recevais chaque jour le nombre de morts algériens à Paris et là, tout à coup, j'ai eu un doute et j'ai demandé à Somveille, directeur de cabinet de Papon, d'où venaient ces morts. Et il m'a répondu que c'étaient « des noyés par balle ». Chez Somveille, c'était plutôt du désespoir, chez Papon, c'était plutôt du « je m'enfoutisme » absolu. L'essentiel était que sa carrière se déroule comme il faut.

Sébastien Laurent : Est-ce que vous avez eu des échos des méthodes utilisées en Algérie par la police et par l'armée, et notamment au sujet de la torture ? Ou est-ce que c'est quelque chose dont vous entendiez parler dans la presse et dont la documentation administrative ne portait pas de trace à votre niveau ?

Constantin Melnik : À mon niveau, il n'y en avait aucune, on s'en tenait à deux choses : premièrement, l'interdiction de la torture par le Général de Gaulle ; deuxièmement, on se réjouissait qu'Edmond Michelet ait été nommé garde des Sceaux et que l'on respecte la légalité et l'État de droit vis-à-vis du FLN, pour reprendre les formules de la IIIe et de la IVe République. On sait sans

savoir de toute façon. On soupçonnait bien que la torture continuait à être pratiquée par les DOP*. Mais ils ne dépendaient ni du SDECE ni de Paris mais du commandement local de l'Armée en Algérie. D'ailleurs on a dissous les DOP en les remplaçant par de nouvelles unités**. Comme d'habitude, sur le papier, c'est doux et c'est *soft*. Un homme aussi intelligent que de Gaulle ne pouvait pas ne pas soupçonner que les DOP continuaient à agir.

Sébastien Laurent : Il ne pouvait pas ne pas savoir.

Constantin Melnik : C'est là l'ambiguïté du pouvoir, mais la chose essentielle pour moi, c'est l'erreur de conception du général de Gaulle à propos des services secrets. Il les considérait comme un instrument de la violence d'État. En Afrique Noire, de Gaulle les transformera en instrument d'ingérence dans la vie des États. Si on étudie le fonctionnement de la première direction du KGB, c'est uniquement ce que Nicolas Sarkozy appelle dans *Le livre blanc* : « connaissance et anticipation*** ». Si Passy n'avait pas été vidé des services en 1946****, s'il avait réalisé son rêve d'une *Intelligence Service* à la française, sans service « action » mais uniquement de « connaissance et d'anticipation », si de Gaulle avait eu à sa disposition des services qui avaient porté à sa connaissance la réalité du FLN et anticipé les négociations, on aurait pu aller beaucoup plus vite dans la solution du problème algérien. Il est certain que le Général a accompli une œuvre monumentale en mettant fin à la guerre et

* Les détachements opérationnels de protection (DOP) étaient des unités militaires spécialisées, créées à la fin de l'année 1956 pour recueillir du renseignement. Ils généralisèrent la torture sur l'ensemble du territoire algérien.

** Mesure adoptée en mai 1960.

*** Rendu et publié en 2008.

**** André Dewavrin, « Passy » en Résistance, avait été le fondateur des services spéciaux de la France libre à Londres à l'été 1940. À la tête du BCRA pendant toute la guerre, il fut le créateur du SDECE en décembre 1945 et son éphémère premier directeur. Il quitta en effet le service en février 1946, de son plein gré, peu de temps avant qu'il ne soit arrêté, soupçonné d'avoir utilisé des fonds du service à des fins personnelles (cf. Sébastien Laurent, « Les services secrets gaullistes à l'épreuve de la politique (1940-1947) », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, vol. 14, n°54, 2001, pp. 139-153).

en aboutissant à l'indépendance mais quand même, il a raté son coup : il n'a pas créé une Algérie ouverte aux Français, il a laissé l'Algérie dans un piteux état. Mais j'attribue ces deux erreurs du Général à deux choses : la première, c'est l'absence d'un service secret qui lui apporte « la connaissance et l'anticipation », c'est-à-dire les possibilités de négociations, et la deuxième, c'est l'incompétence de la cour que je décris avec férocité dans mon livre et qui a explosé au moment de la lutte contre l'OAS. Véritablement, on ne s'est pas attaqué à l'OAS suffisamment tôt.

Sébastien Laurent : En novembre 1959, Michel Debré décide de créer à Paris la force de police auxiliaire composée d'Algériens et qu'il confie au capitaine Montaner. Le premier contingent arrive à Paris en décembre 1959 et sera intégré au service de la préfecture de Police. Est-ce que vous avez joué un rôle dans la genèse de ce service ?

Constantin Melnik : La réponse est simple, c'est non. En revanche, comme toujours, j'ai dû m'occuper avec Papon et Grossin de détails d'administration, par exemple du logement de cette force de police (on leur a donné une caserne qui appartenait au SDECE). Oussedik m'a dit : « Le coup mortel qui nous a été porté, c'est les harkis et c'est cela qui nous a obligés moralement à lancer la manifestation d'octobre 1961. » J'ai connu Montaner, il s'était présenté à mon bureau mais je ne m'occupais pas de problèmes opérationnels.

Sébastien Laurent : Dans les archives de Michel Debré, j'ai retrouvé une note du 14 juin 1960 qui vous est adressée. Michel Debré dit que la sécurité dans les armées devrait être réorganisée et il vous demande votre avis. Or il se trouve que l'année suivante, donc bien plus tard, au début du mois d'avril 1961, donc pratiquement à la veille du putsch, est créée la Direction de la sécurité militaire (DSM). Il existait une sécurité militaire mais elle a été réorganisée, confiée…

Constantin Melnik : … au général Feuvrier*.

Sébastien Laurent : À Feuvrier… avec la création du bureau « Missions » notamment, bureau qui aura un rôle très opérationnel du point de vue de la répression anti-OAS. Vous souvenez-vous de la réponse que vous avez faite à Michel Debré, alliez-vous vous occuper de la réorganisation de la sécurité militaire – l'ancien Service de sécurité de la Défense nationale et des forces armées (SSDNFA) – et de la création d'une direction qui intègre les trois armées ?

Constantin Melnik : J'ai répondu à Michel Debré qu'il avait mille fois raison : il fallait réformer la sécurité militaire parce que la sécurité militaire avait été créée essentiellement contre la menace communiste d'une part et contre l'infiltration possible d'éléments FLN dans l'armée, d'autre part. Mais comme je ne pouvais pas m'occuper moi-même de tout, et qu'on avait la chance d'avoir aux Armées, le seul ministre compétent de la Ve République, à savoir Pierre Messmer, je demande à Michel Debré de s'en occuper lui-même avec ce dernier et avec son cabinet militaire.

Sébastien Laurent : À la fin de l'année 1961 est confiée à Michel Hacq une force de police qui s'est implantée en Algérie pour lutter contre l'OAS et son infiltration dans la police locale. Ce qu'on a appelé la mission C. Est-ce que vous pouvez me dire brièvement si vous avez joué un rôle à cet égard ?

Constantin Melnik : À l'époque, et on en a parlé beaucoup dans la presse, notamment Jean Cau dans ses articles que j'inspirais, il y avait un conflit entre Roger Frey**, ministre de l'Intérieur,

* Valère Feuvrier (1915-1997), ancien des Forces aériennes françaises libres, général en 1960, nommé directeur de la nouvelle sécurité militaire, créée en mai 1961. Il demeura dans cette fonction stratégique et délicate jusqu'en décembre 1963.

** Sur Frey, cf. note page 358.

qui représentait tous les futurs barons, et moi-même. Et derrière moi, il y avait Jean Verdier et la Direction de la sûreté nationale. La Direction de la sûreté nationale estimait, et j'estimais aussi, que le danger principal que représentait l'OAS était en Algérie. Roger Frey, lui, estimait que le danger principal était en métropole. Roger Frey ne faisant pas confiance aux services créait des services parallèles.

Sébastien Laurent : À quels services ne faisait-il pas confiance ?

Constantin Melnik : À ses propres services de renseignements internes. Il croyait qu'on pouvait lutter par la police parallèle, et sa carence a entraîné des erreurs effrayantes, notamment l'assassinat de Gavoury*, le commissaire central de la ville d'Alger, par un commando de légionnaires. Les voisins applaudissaient et faisaient jouer la musique. Cela choquait les services de police et il y avait un conflit permanent entre Roger Frey et moi. Entre Michel Debré et Roger Frey, c'était plus compliqué parce qu'ils étaient très amis. Il y avait deux aspects chez Michel Debré, l'homme d'État et le « voyou gaulliste ». Je ne veux pas être insultant mais définir en sociologue une pénible réalité politique. Or cette fois, en grand commis de l'État, Michel Debré, à ma demande, a donné son accord au renforcement de tous les effectifs dans la lutte contre l'OAS en Algérie. Roger Frey a dû envoyer une mission dont j'ai oublié le nom, mais il l'a fait sur l'insistance de Michel.

Sébastien Laurent : C'était la mission C ?

Constantin Melnik : Non, il y a eu une autre mission avant la mission C. Mais elle a été bricolée et sabotée par Roger Frey. Les policiers envoyés alors en Algérie n'étaient pas autre chose que les laissés-pour-compte de l'administration métropolitaine qui

* Roger Gavoury avait été assassiné le 31 mai 1961 par un commando de l'OAS.

désirait s'en débarrasser. Il n'y avait pas des spécialistes volontaires mais des « désignés d'office », choisis surtout pour leur situation de famille. Un jeune célibataire incompétent était préféré à un technicien père de famille. Comble de malheur, leur liste a été envoyée à la Sûreté d'Alger. Si bien qu'en débarquant à l'aéroport, les malheureux, qui devaient être logés au sein de la population, se virent remettre un petit cercueil en bois à leur nom. Ce qui fait que Michel Hacq a été absolument bouleversé par la situation en Algérie, par le meurtre de son ami Gavoury, par la façon désinvolte dont Frey a traité la première mission. Il a proposé d'envoyer une mission de volontaires multidisciplinaires que Verdier choisirait individuellement parmi les meilleurs éléments de la police métropolitaine.

Sébastien Laurent : Vous connaissiez Hacq personnellement ?

Constantin Melnik : J'étais lié d'amitié avec lui autant qu'avec Verdier.

Sébastien Laurent : Depuis la IVe ?

Constantin Melnik : Non, pas depuis la IVe. Je l'ai connu après. C'était quelqu'un d'extrêmement sympathique et un ami intime du chef des écoutes téléphoniques du GIC (Groupement interministériel de contrôle).

Sébastien Laurent : Caillot* ?

Constantin Melnik : Oui, le colonel Caillot. Ils déjeunaient ensemble toutes les semaines et quelquefois je me joignais à eux. Hacq était extrêmement sympathique pour trois raisons.

* Le colonel Eugène Caillot (1913-1999) était un officier des transmissions qui était entré dans les services spéciaux lors de la Seconde Guerre mondiale. Le Groupement interministériel de contrôle (GIC), organe technique centralisant les écoutes téléphoniques, lui fut confié en 1960.

La première, c'est qu'il était un ancien résistant : il a fait de la résistance dans la police. Deuxièmement, c'est qu'il a été déporté et qu'il a vraiment eu une déportation très dure. Troisième point, c'est qu'il avait un respect de l'État de droit qui était absolument extraordinaire. C'était une grande figure, Michel Hacq. De Matignon, je garde surtout le souvenir de Grossin lointain, assis dans sa tourelle, de Michel Hacq, merveilleux policier dévoué à l'état de droit, de Jean Verdier, extraordinaire préfet républicain.

Sébastien Laurent : Par la suite, est-ce que vous avez suivi le travail de la mission C ?

Constantin Melnik : Alors là c'est tout à fait typique de mon genre d'action : j'ai pesé de tout mon poids sur Michel pour que la mission C voie le jour. Mais à partir du moment où elle a été sur rails, je ne m'en suis plus occupé. Je ne me considère ni comme un flic ni comme un espion mais comme un analyste et un stratège.

Sébastien Laurent : Et à votre connaissance, est-ce que Frey, qui avait freiné cette mission, lui a donné ensuite son appui ?

Constantin Melnik : Je crois que c'est surtout Morin* qui lui a donné son appui et le directeur de la Sûreté nationale à Alger, Jacques Aubert, ancien collaborateur de Papon à Paris. Les résultats obtenus ont été aussi immédiats que remarquables, notamment l'arrestation du lieutenant Degueldre, responsable des commandos de tueurs de l'OAS, du général Jouhaud, chef politique de l'organisation puis, après le cessez-le-feu, du général Salan lui-même. Hélas, le temps perdu ne se rattrape jamais et les succès de la mission C n'empêcheront pas la mise à feu et à sang d'Alger par les civils pieds-noirs du terrifiant Susini.

* Jean Morin (1916-2008) qui avait connu Michel Debré dans la résistance fut délégué général du gouvernement en Algérie de novembre 1960 à mars 1962.

Sébastien Laurent : Mais dans votre périmètre, le maintien de l'ordre, si on peut employer ce terme en Algérie, n'y figurait pas ?

Constantin Melnik : C'est rentré dans mon périmètre après les barricades d'Alger.

Sébastien Laurent : C'est-à-dire qu'après les barricades d'Alger, vous avez reçu du renseignement en provenance d'Algérie ?

Constantin Melnik : Non. Mais en revanche cela devint ma préoccupation numéro un. J'étais informé de la situation militaire en Algérie par le colonel Mathon*, membre du cabinet militaire de Michel Debré. Mathon ne suivait pas le fonctionnement « opérationnel » des services secrets en Algérie qui, d'ailleurs, ne dépendaient pas du SDECE, chargé essentiellement des problèmes stratégiques. Mais, en excellent officier de 2e Bureau, Mathon me rendait compte de la constante amélioration sur le terrain. Or, politiquement, la situation se dégradait parallèlement comme le prouvaient les manifestations civiles musulmanes dans les grandes villes. Ironie du Verbe : chaque généreux discours de De Gaulle accroissait la volonté d'indépendance et la force du FLN. On ne peut aller contre le sens de l'Histoire. Comme le disait Clemenceau : « On peut tout faire avec des baïonnettes sauf s'asseoir dessus. » Je tiens à souligner que le colonel Mathon, que j'avais déjà connu sous la IVe République, à l'état-major du maréchal Juin, a été le *seul* officier loyal du cabinet militaire pendant le putsch. C'est significatif de l'état d'esprit des hauts cadres de l'Armée à cette époque mais aussi de l'incapacité phénoménale de Michel Debré pour choisir les hommes adéquats.

Sébastien Laurent : Une autre structure est créée fin décembre 1961 au sein des services de police de la DST et de la DRG et

* Le lieutenant-colonel Mathon (1916-2000) avait été au 2e bureau de l'état-major de l'armée de 1947 à 1950 puis au 2e bureau des forces terrestres du nord-Vietnam de 1953 à 1955.

que l'on va appeler le BDL, le Bureau de liaison. Est-ce que vous avez travaillé ou été à l'origine du BDL ?

Constantin Melnik : Cela relève à nouveau du conflit larvé entre Frey/Debré et Frey/moi-même, quoique j'aie beaucoup d'affection pour Frey comme personne. Je n'ai pas du tout vis-à-vis de lui les réticences que j'éprouve envers Foccart. Mais Roger Frey avait la mauvaise habitude, n'ayant pas confiance dans ses services, de suivre lui-même toutes les affaires. Il m'envoyait des papiers disant par exemple : « La police de Nantes a arrêté les suivants » note à laquelle il ajoutait à la main : « C'est tellement compliqué que je n'y comprends rien ». Finalement, Verdier a fait pression sur moi pour que je fasse pression sur Michel Debré pour qu'on crée un bureau commun entre les polices et qui fut confié* à Doustin**. C'était un homme de très grande qualité et la DST était une grande police. C'était un ancien gouverneur des colonies et futur directeur de cabinet de Raymond Barre, Premier ministre. Ensuite, je ne me suis plus jamais occupé du BDL.

Sébastien Laurent : Dans votre idée, le BDL devait assister le ministre de l'intérieur ?

Constantin Melnik : Remplacer le ministre de l'Intérieur.

Sébastien Laurent : Sur quelles questions ?

Constantin Melnik : Sur toutes les questions OAS en métropole.

Sébastien Laurent : Tandis que la mission C se trouvait sur place, en Algérie ?

* En fait, le BDL fut confié à Gaston Boué-Lahorgue (DST) et à Jean-Paul Guépratte (RG) sous la supervision du directeur de la DST, Daniel Doustin.

** Daniel Doustin (1920-2004), ancien des Forces françaises libres, avait été nommé en août 1961 directeur de la DST (service policier de contre-espionnage). Il reçut en outre en décembre 1961 la charge du Bureau de liaison (BDL).

Constantin Melnik : Cette mission a malheureusement vu le jour beaucoup trop tard et c'est un grand reproche que je fais au Général et à sa cour, pour être tout à fait franc avec vous. J'ai plusieurs fois donné ma démission à Michel Debré dont une fois, lors de la nomination de Roger Frey. J'ai dit à Michel : « Vous n'avez pas besoin de moi. Amusez-vous ensemble à maintenir l'ordre entre gaullistes. » À cette époque-là, il aurait fallu nommer un homme de caractère à Alger. Morin était un préfet tout à fait classique, mais ce n'était pas du tout ce que les Russes appellent un *silovik*, c'est-à-dire un homme de force. Il y a des gens spécialisés dans le maniement des « structures de force ». Il aurait fallu, après le putsch d'avril, nommer à Alger un tel « technicien ». Là, effectivement, un préfet à poigne, disons comme Papon ou Jean Verdier, aurait été irremplaçable à Alger, mais De Gaulle ne s'intéressait plus à l'Algérie et ne désirait pas affaiblir sa puissance de frappe en métropole.

Sébastien Laurent : Dans *1 000 jours à Matignon*, vous parlez à plusieurs reprises du GIC et vous en avez parlé par la suite dans *La Diagonale du double*. D'après ce que vous dites, on a l'impression que ça s'est fait sur un coin de table, très rapidement, à partir de l'expérience que vous aviez acquise à l'époque de Charles Brune sous la IVe. Comment est-ce que ça s'est réellement passé ? Michel Debré vous a demandé de mettre un terme à l'anarchie en matière d'écoutes ?

Constantin Melnik : Grâce aux documents que je lui remets, Michel Debré constate que c'est le foutoir. Il y a des écoutes de la préfecture de Police, des écoutes des Renseignements généraux et des écoutes de la DST. Grossin avait un centre d'écoutes qui marchait très bien sous les Invalides, commandé par le colonel Caillot. Debré demande de réformer tout cela. J'en parle à Verdier, j'en parle à Hacq, j'en parle à Somveille par téléphone. Je n'ai même pas tenu de conférence dont le sujet aurait pu être : « Que pensez-vous de l'idée de tout concentrer sous l'égide de Caillot ? » Il n'y avait pas d'écoutes possibles sans la signature d'un ministre, c'est essentiel.

Sébastien Laurent : Et les différents services contraints d'abandonner leurs moyens d'écoutes propres n'ont pas protesté ?

Constantin Melnik : Au contraire, ils ont été plutôt soulagés.

Sébastien Laurent : Et cela a donné lieu à la décision « un » qui crée le GIC ?

Constantin Melnik : Oui. Rémy Pautrat* m'a dit que finalement les grandes lignes en ont été gardées jusqu'au vote salutaire d'une loi sous le gouvernement Rocard.

Sébastien Laurent : Je voudrais revenir sur le service « action » du SDECE. Vous parlez des résultats acquis en termes d'arraisonnement, d'avions détruits et d'exécutions. Dans *1 000 jours à Matignon*, vous donnez le bilan de l'année 1961.

Constantin Melnik : Ce sont des chiffres qui me paraissent totalement bidons. Et je vais vous dire pourquoi.

Sébastien Laurent : Mais d'où viennent-ils ? Parce que vous indiquez, 2 avions, 7 navires, 103 trafiquants ?

Constantin Melnik : C'est le genre de bilans que font les militaires pour se rendre intéressants.

Sébastien Laurent : Ces chiffres vous ont été transmis ?

Constantin Melnik : Non, ils ne m'ont pas été transmis, c'est Grossin qui me les a donnés plus tard au moment où j'écrivais *1 000 jours à Matignon* pour montrer qu'il ne restait pas les bras croisés. Mais à mon avis, ce sont des chiffres de militaires totalement mégalomanes.

* Rémy Pautrat, préfet, a été directeur de la DST en 1985-1986, puis conseiller du Premier ministre Michel Rocard pour la sécurité et le renseignement (1988-1991).

Sébastien Laurent : Autre exemple, dans *La mort était leur mission* en 1996, vous faites le bilan de l'année 1960 : 135 assassinats, 6 navires coulés et 2 avions détruits. C'est aussi Grossin ?

Constantin Melnik : Grossin, toujours la même chose et après Matignon.

Sébastien Laurent : Donc, il a continué à vous fournir quelques chiffres ?

Constantin Melnik : Ces chiffres traduisent la vitalité de la violence d'État même si les militaires gonflent leurs chiffres. Mais il ne faut pas oublier que ces chiffres-là ne portent pas sur les assassinats du service « action » mais comptabilisent essentiellement toutes les interventions sur la frontière tunisienne. Le service « action » avait un détachement du 11e Choc à Tipaza et faisait des incursions en territoire tunisien pour s'attaquer au FLN. Si l'on pense que ces chiffres rendent compte des assassinats de personnalités politiques, nous sommes dans le faux. En revanche, en tant qu'ils représentent les actions militaires menées contre l'armée tunisienne en Algérie, ils ne sont pas assez élevés. Je crois que l'Algérie aurait été beaucoup plus heureuse si l'armée algérienne en Tunisie avait été sérieusement étrillée.

Sébastien Laurent : Par ailleurs, pour la question précise des exécutions, vous évoquez dans ce livre les trois règles du général de Gaulle : 1° en dehors du territoire ; 2° jamais de nationaux et 3° soumettre chaque opération au chef de l'État et au Premier ministre. Est-ce que ces trois règles sont aussi une invention ?

Constantin Melnik : Là, le problème c'est que j'ai peut-être la mémoire qui flanche.

Sébastien Laurent : C'est ce que vous dites dans votre livre.

Constantin Melnik : Oui, c'est ce que je dis dans mon livre mais ma mémoire a pu défaillir à cette époque-là. C'est ce que Grossin m'a dit après coup mais d'une manière pas assez claire. Je me demande aujourd'hui si ce n'est pas sous la IVe République que cette règle a été édictée. Je ne crois pas que ce soit de Gaulle lui-même.

Sébastien Laurent : En tout cas dans votre souvenir, ce serait une règle qui aurait été bien sûr orale ?

Constantin Melnik : Bien entendu.

Sébastien Laurent : Cela veut dire que lorsqu'il y a eu des exécutions décidées par le service « action », vous, qu'est-ce que vous voyiez passer ?

Constantin Melnik : Je ne voyais rien passer du tout mais certaines réunions ultra-secrètes tenues au-dessus de moi me paraissaient suspectes.

Sébastien Laurent : Vous ne voyiez jamais rien passer ? Aucun document, ni même entendu de mention orale ? Cela se passait entre Grossin et Debré, à votre avis ?

Constantin Melnik : Puisque nous en sommes aux hypothèses – car ce ne sont que des hypothèses –, n'oubliez pas alors Jacques Foccart, représentant essentiel du général de Gaulle et gourou incontesté du service « action ». Mais il faut être prudent dans ce domaine où se mêlent secret d'État et secret-défense. On ne peut citer ni des faits, ni, encore» moins des noms. Moi, j'ai reçu une lettre de Raymond Aron* me disant que ce qui se passait était scandaleux. Je n'ai pas gardé cette lettre malheureusement, mais

* Constantin Melnik avait demandé à Michel Debré de lui présenter Raymond Aron (1905-1983) au début des années 1950. Celui-ci avait introduit Constantin Melnik auprès des responsables de la *Rand Corporation* qui le recrutèrent comme analyste.

elle était extrêmement ferme, me disant que tout cela était totalement déshonorant.

Sébastien Laurent : Pour vous ?

Constantin Melnik : Pas pour moi, pour l'État gaullien.

Sébastien Laurent : En ce qui concerne les assassinats ?

Constantin Melnik : En ce qui concerne les exécutions politiques, la mort de certains individus dans des conditions mystérieuses.

Sébastien Laurent : Le 11e Choc a été très sensible à cet état d'esprit, concernant la lutte contre l'OAS et le soutien à l'Algérie française dans l'armée. Foccart raconte qu'après le putsch, le 11e Choc a été réorganisé. Il l'a été une deuxième fois en janvier 1962 avant qu'il ne soit dissous. Est-ce que vous avez eu à traiter ou à connaître de ces questions de réorganisation du 11e Choc ?

Constantin Melnik : Non, vous savez, le 11e Choc, c'était vraiment le domaine Foccart. Il y faisait chaque dimanche du saut en parachute, du tir instinctif. J'ai effectué une seule inspection avec Grossin puis une unique visite officielle des harkis de Montaner et cela m'a suffi.

Sébastien Laurent : À propos des contacts avec le FLN maintenant, pouvez-vous nous en dire à propos de l'homme de presse de Grossin, « L » (pour Locquin) ? Qui était-il ?

Constantin Melnik : C'était un franc-maçon socialiste comme Grossin et un ancien résistant d'un réseau civil proche de Brossolette. Il était rentré au SDECE sous Passy et cela aurait pu être un des hommes importants de Passy si le SDECE avait été réformé.

Sébastien Laurent : Il est donc entré au SDECE en 1944-1945 et il y est resté jusque sous Grossin ?

Constantin Melnik : Jusque sous Grossin, oui, et il était la bête noire du SDECE qui se caractérisait à cette époque par son côté parachutisme exalté, par son penchant pour la violence d'État, et pas du tout pour « la connaissance et l'anticipation ». Ainsi les fiches qu'on recevait sur les dirigeants du FLN, étaient à pleurer de bêtise : « Est né le tant, a fait ses études en tant, a été condamné tant de fois… »

Sébastien Laurent : Et que faisait Locquin là-dedans ? C'était lui qui les rédigeait ?

Constantin Melnik : Locquin aidait Grossin. Personne ne voulait de lui à l'époque, il était très mal vu par le service « action ». Il traînait un peu, il s'occupait un peu des relations publiques au cabinet de Grossin et sa seule tâche officielle au sein du SDECE était de préparer la liste des événements à venir, les dates et les lieux des conférences par exemple.

Sébastien Laurent : Vous racontez que « L » prend contact avec deux personnes proches du FLN « A » et « A' ». Qui sont-ils ?

Constantin Melnik : « A » était un grand journaliste français. Je ne veux pas donner les noms de « A » et « A' » pour la raison bien simple que je trouve que ces gens sont merveilleux.

Sébastien Laurent : « A » était journaliste au *Monde* ?

Constantin Melnik : Non. Dans un journal tout aussi objectif et généreux. Quant à « A' » c'était un journaliste suisse. Je ne veux pas révéler leurs noms parce qu'on n'a pas le droit de le faire sans l'accord des familles. Demain, un fou de l'OAS pourrait se mettre à les insulter pour avoir abandonné l'Algérie française. « A »

était un grand journaliste français mais pas du tout genre belle âme, d'un pragmatisme absolu.

Sébastien Laurent : Et ce sont ces deux journalistes qui ont approché le FLN. Et qui ont permis la mise en place d'un canal de discussion avec le FLN ?

Constantin Melnik : Je demande à Grossin s'il y a une possibilité de mettre fin à la violence d'État après le discours du Général du 14 novembre 1960 sur la « République algérienne ». Il me dit : « Moi, j'ai quelqu'un de merveilleux qui peut vous faire cela, c'est Locquin. » Locquin était en contact avec ces deux journalistes. Il s'est fait passer pour un journaliste, réalisateur à l'ORTF et il leur a dit : « D'après mes renseignements, le gouvernement, suite aux déclarations du Général, est prêt à négocier. » Les journalistes répondent : « Il nous faut une pièce officielle. » C'est alors que j'ai rédigé le papier commençant par : « Monsieur Locquin est autorisé à… »

Sébastien Laurent : C'est vous ou Pierre Racine ?

Constantin Melnik : C'est moi et c'est Racine qui a signé.

Sébastien Laurent : C'est ce qui donnera lieu ensuite à l'intervention du diplomate Bruno de Leusse ?

Constantin Melnik : Pour toutes les questions de forme, c'est un diplomate* dont j'ai oublié le nom mais que je cite dans *1 000 jours*. Puis Pompidou commence les négociations à Lucerne. Tant qu'il y avait la guerre avec le FLN, les conditions n'étaient pas favorables pour faire du renseignement. On l'a vu avec l'affaire de la Wilaya IV** où le Général a voulu jouer tout seul et s'est cassé la

* Claude Chayet.

** Au printemps 1960, Si Salah, le chef de la Wilaya IV, avait proposé de rencontrer le général de Gaulle. La rencontre secrète eut lieu en juin 1960 à l'Élysée et un canal

gueule comme un gamin. On a assisté au refus des négociations de Melun alors qu'on aurait pu profiter de ces négociations pour engager une négociation parallèle avec le FLN. Tout a changé avec l'ouverture des pourparlers. Locquin a créé à ce moment-là une petite mission avec ces deux journalistes et c'était vraiment une lueur dans la nuit. Grâce à Loquin, le SDECE obtient des renseignements quotidiens sur les pensées et les intentions des négociateurs algériens.

Sébastien Laurent : Vous dites que vous commencez aussi à vous occuper des relations avec la presse, vous le faites à l'initiative de qui ?

Constantin Melnik : C'est mon initiative personnelle. Il y eut d'abord l'article de Jean Cau dans *L'Express*[*]. Un jour, j'apprends que *L'Express* va « m'assassiner ». Le magazine m'envoie son « tueur » du moment, Jean Cau. Mais, comme je joue « franc-jeu », ça marche. Cela irrite beaucoup le général de Gaulle que quelqu'un prenne la parole alors que lui seul s'en est réservé le droit.

Sébastien Laurent : Surtout que vous le comparez à Koutousov, dans *Guerre et Paix*...

Constantin Melnik : Oui, à Koutousov, et c'est là que je commets une sacrée erreur d'analyse. J'admirais ce personnage qui meurt juste après avoir chassé de son pays l'envahisseur napoléonien. Sans demander à de Gaulle de décéder sur-le-champ, je crois qu'il aurait été grandi s'il s'était retiré de lui-même une fois son œuvre accomplie. Il fallait mettre fin à la sanglante et inutile guerre d'Algérie. Il était nécessaire, après avoir réformé les institutions et jeté les bases de la prospérité économique et de

---

de négociation fut ouvert dans la perspective de négocier une « paix des braves ». Ni le SDECE, ni Matignon ne jouèrent de rôle dans cette négociation qui échoua après la mort de Si Salah en juillet 1961.

* Reproduit après cet entretien.

la reconnaissance internationale, de faire élire le président de la République au suffrage universel. Après, il fallait partir. Le reste n'a été que monarchie et gesticulation.

Sébastien Laurent : Indépendamment de cela, je suis frappé par la liberté de parole dans cet entretien. Ce sont vraiment vos propos ?

Constantin Melnik : Oui. Ce sont les miens, il n'y a aucun problème.

Sébastien Laurent : Cet entretien, et c'est pour cela qu'on le reproduit en annexe de cet ouvrage, est vraiment étonnant. Michel Debré vous en a-t-il parlé par la suite ?

Constantin Melnik : Il m'a dit qu'il approuvait.

Sébastien Laurent : Qui vous a dit qu'il ne l'approuvait pas ?

Constantin Melnik : Après le putch apparaît un personnage important : Arlette de La Loyère, l'attachée de presse de Matignon. Suite aux conditions favorables créées par Locquin, les journalistes qui détestaient Michel Debré et qui ne comprenaient pas ce que voulait de Gaulle, s'adressent au service de presse de Matignon. On remplace l'attaché de presse terne et un peu « Algérie française » par Arlette de La Loyère, et elle m'amène tous les journalistes. Moi, sans demander l'avis de personne et avec une liberté d'action totale, je tiens la presse informée des progrès et de la lutte contre l'OAS et des négociations avec le FLN.

Sébastien Laurent : Avez-vous eu des contacts réguliers par la suite ?

Constantin Melnik : Je passais tous mes week-ends avec Jean Cau qui a publié d'autres articles inspirés par nos discussions, notamment « Si j'étais Salan » et puis un article qui a fait beaucoup de

bruit à l'époque au ministère de l'Intérieur où j'exprimai le point de vue de Michel Hacq sur l'horreur de la situation de la police en Algérie livrée aux coups de la population.

Constantin Melnik : Et là c'était sous la forme d'un entretien aussi ?

Sébastien Laurent : Non, ce ne fut pas un entretien. C'était un article de Jean Cau lui-même réagissant à la carence du pouvoir face à l'OAS. À part cela je déjeunais toutes les semaines avec Hector de Galard, François Furet, quelquefois Gilles Martinet de *L'Obs* et avec un homme qui s'appelait Roger Paret, mais surtout avec Furet.

Sébastien Laurent : Et Michel Debré ne vous a jamais reproché ces contacts réguliers avec la presse ?

Constantin Melnik : Il était plutôt content, parce qu'il apparaissait comme un personnage sympathique alors que cela n'avait pas été le cas jusque-là. Il faut préciser aussi que le ministre de l'Information – un nommé Terrenoire dont le nom n'est pas rentré dans l'Histoire – était encore plus nul que le ministre de l'Intérieur. Ce qui n'est pas peu dire.

Sébastien Laurent : Mais vous parliez de quoi ? Uniquement de l'aspect répressif de la guerre en Algérie ou plus généralement d'autres aspects ?

Constantin Melnik : D'autres aspects. J'ai toujours défendu le point de vue que, une fois la guerre d'Algérie terminée, il aurait été beaucoup plus favorable à la France qu'on pratique une alternance. J'étais pour le retour au pouvoir de Pierre Mendès France.

Sébastien Laurent : Pour rester sur la question de la presse, est-ce que vous avez utilisé ces entretiens pour monter de subtiles intoxications ?

Constantin Melnik : Non, c'est là où il y a une incompréhension et de mon rôle et des services secrets, c'est qu'il n'y a eu aucune intoxication.

Sébastien Laurent : Mais des fuites quand même, vous organisiez des fuites ?

Constantin Melnik : Oui, j'organisais des fuites. C'était de l'information secrète. Et je faisais la même chose avec la CIA. Il y a eu deux diplomaties parallèles pendant la guerre d'Algérie. Il y avait la diplomatie parallèle de Violet qui bénéficiait de l'appui du Vatican et des États religieux d'Amérique latine, mais il y avait aussi une diplomatie parallèle entre moi et Allen Dulles* et son chef de poste à Paris. Grossin n'était pas au courant de cela, comme je n'étais pas au courant de ce que lui faisait. Je tenais les Américains régulièrement au courant de la progression des négociations afin qu'ils ne prennent pas de dispositions qui auraient pu gêner le Général.
Sébastien Laurent : Vous rendiez compte de ces rencontres régulières avec la CIA à Michel Debré ?

Constantin Melnik : Non. Sauf lorsque Dulles me communiquait des informations utiles pour la stabilité du monde comme son intention d'envahir Cuba.

Sébastien Laurent : Et Debré n'en était pas offusqué ?

Constantin Melnik : Jamais. Michel ne s'intéressait pas au renseignement.

Sébastien Laurent : Vous évoquez la naissance assez étonnante du journal *Le Nouveau Candide*. Finalement, à l'origine, si on vous suit bien, cet organe de presse devait être un organe semi-gouvernemental ou influencé, pour lequel on avait préparé 400 millions de francs de fonds secrets, sous couvert du Fonds d'action politique.

* Allen Dulles (1893-1969) fut directeur de la CIA de 1953 à 1961.

Constantin Melnik : Ils n'ont pas été versés au groupe Hachette.

Sébastien Laurent : Vous les avez récupérés.

Constantin Melnik : Je ne les ai pas récupérés, je les ai donnés à un homme politique.

Sébastien Laurent : À « Saint-Just » dites-vous.

Constantin Melnik : Oui, « Saint-Just ».

Sébastien Laurent : Il est temps de dire qui est « Saint-Just ».

Constantin Melnik : Non. Non cela je ne peux pas. Même cinquante ans plus tard je ne peux pas dévoiler son nom.

Sébastien Laurent : Cet ouvrage est un portrait au vitriol de la société gaulliste.

Constantin Melnik : Et du pouvoir en général.

Sébastien Laurent : Mais quand même, les portraits que vous faites des gaullistes au moment du putsch notamment sont assez invraisemblables. En 1988, Michel Debré vit encore. Quelle est sa réaction à la sortie de ce livre ?

Constantin Melnik : J'ai envoyé le livre à Michel Debré : « À Michel Debré qui m'a permis de vivre ces *1 000 jours à Matignon,* avec toute mon amitié et mes remerciements ». Mais il ne m'a jamais répondu. Jean-Louis Debré continue à me témoigner des sentiments qui ne sont pas très amicaux puisque je n'ai pas été convié au colloque sur son père, mais en revanche j'ai toujours de très bonnes relations avec Bernard Debré, ce qui est tout à fait typique des fractures de la famille Debré.

Sébastien Laurent : Est-ce que vous avez eu des réactions de certains des barons encore vivants ?

Constantin Melnik : Non, aucune réaction des barons. La seule réaction que j'ai eue, c'est une lettre assez enthousiaste de Raymond Barre qui avait l'air d'approuver ma vision de ce pouvoir gaullien. Ce que je reproche à de Gaulle, c'est d'avoir créé une espèce de République bananière confisquée par les « barons », les « compagnons » et autres « godillots ». S'il s'était retiré après avoir réformé la France, j'aurais été béat d'admiration mais j'ai totalement désapprouvé l'espèce de règne monarchique non démocratique qui a suivi.

Entretien réalisé le 16 février 2010
au domicile de Constantin Melnik.

Articles relatifs à Constantin Melnik, 1959-1962

Georges Suffert, *France-observateur*, 21 avril 1960.

QUI GOUVERNE LA FRANCE ?

« Le pouvoir ne recule pas… », a dit le général de Gaulle. Certes. Mais de quel pouvoir s'agit-il ? Qui gouverne la France aujourd'hui ? Et qui s'apprête à la gouverner demain ? Georges Suffert répond :

En apparence, la France est gouvernée. Au sommet de l'édifice, un chef de l'État tout-puissant, appuyé, deux ans après sa soudaine arrivée au pouvoir, par sept Français sur dix – chiffre du dernier sondage de l'Institut Français d'Opinion Publique ; à l'étage inférieur, un premier ministre, Michel Debré, juriste sans volonté propre, entièrement fidèle au général de Gaulle, chargé essentiellement de l'expédition des affaires courantes ; autour de celui-ci une équipe d'hommes politiques et de hauts fonctionnaires dociles. Les fortes têtes ayant été éliminées ou s'étant retirées (Mollet d'abord, Pinay ensuite, Soustelle enfin), il ne reste plus que des hommes réputés compétents, plus soucieux d'efficacité immédiate que d'intrigues politiques ; enfin, recouvert par la grande ombre de l'exécutif, un Parlement épisodique qui a au moins le mérite de ne gêner personne puisqu'il n'a rien à faire.

La réforme de l'État est donc un fait accompli. Se sentant gouvernés, les Français se félicitent d'avoir laissé exécuter la IVe et filent le samedi soir en week-end pour voir si les lilas ont fleuri.

L'inquiétude part d'en haut…

Pourtant, toutes les catégories sociales ne partagent pas cet optimisme aimable. Le monde paysan exprime assez rudement son mécontentement ; les grands syndicats ouvriers demeurent silencieux, mais l'hostilité au régime de leurs principaux dirigeants est connue. Ni le premier, ni les seconds ne constituent cependant une menace réelle : les paysans contestent la politique agricole, non le régime ; les syndicats ouvriers sont hostiles au régime, mais ne se sentent pas, pour le moment du moins, en état d'intervenir efficacement. Du même coup, tout reste dans l'ordre. En vérité, tout se passe comme si les Français moyens, par indifférence ou lassitude, refusaient d'agir tant qu'ils n'aperçoivent pas l'esquisse d'une solution de remplacement viable.

Aussi étrange que cela puisse paraître, l'inquiétude part d'en haut ; ce sont les grands directeurs de journaux, les hauts fonctionnaires, les directeurs de grosses entreprises – nationalisées ou privées – qui, entre la poire et le fromage, n'hésitent pas à dire très haut qu'ils n'ont aucune confiance et que l'avenir les inquiète. Si l'on tente de leur faire expliquer les causes de leur scepticisme, on constate que ce sont les mêmes idées qui reviennent la plupart du temps. Voici ce que dit l'un d'entre eux :

1. *Le « 13 mai » a été accompli au nom du principe de la restauration de l'autorité de l'État : or, il y a bien un État, mais il n'y a pas d'autorité. Tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains d'un homme qui dispose du même coup de possibilités théoriquement illimitées d'arbitrage ; malheureusement, il utilise assez peu les armes juridiques que la Constitution lui a données. Plus précisément, il ne les utilise que dans des domaines, relativement mineurs, de politique intérieure : anciens combattants, convocation du Parlement, etc. Au niveau des grandes options – Algérie, politique économique, recons-*

titution de la démocratie – le Président de la République se garde de rien choisir.

Et, au niveau du gouvernement quotidien, c'est pire encore. Entre l'Élysée et Matignon, la lutte sourde est constante et les pouvoirs s'annulent : entre les ministres, la petite guerre fait rage sans que personne ne soit en mesure de prendre une décision. Sous la IVe, le Parlement bloquait la plupart des décisions ; mais les crises ministérielles permettaient une progression par bonds des affaires courantes. Aujourd'hui, il n'existe ni autorité arbitrale, ni absence d'autorité : tout est donc stoppé et la moindre décision exige des prodiges de diplomatie entre plusieurs ministres.

2. *La guerre d'Algérie mine lentement ce régime, comme elle a, petit à petit, grignoté son prédécesseur. Nous sommes continuellement sous la menace de décisions prises unilatéralement par les fractions activistes de l'armée et plaçant le pouvoir devant un fait accompli.*

3. *Aucune politique, aucune force de remplacement n'apparaît encore à l'horizon. Derrière de Gaulle, c'est le néant – ou le fascisme. Le néant, c'est-à-dire un retour pur et simple aux hommes et aux méthodes de la IVe ; restauration probablement fugitive avant le grand saut vers l'extrême droite, seul candidat sérieux à la succession du monarque.*

Et l'interlocuteur ajoute parfois : « Peut-être tout est-il déjà en place pour ce moment. »

La question

Cette opinion des cadres supérieurs du journalisme, de l'administration et de certaines industries ne doit pas être négligée. Après tout, ils connaissent fort bien l'État et enregistrent méthodiquement tous les petits détails quotidiens qui illustrent les modifications des rapports de force à l'intérieur de celui-ci.

Chaque jour, ils étudient l'évolution des cabinets ministériels, l'ordre de parution à l'*officiel* des décisions gouvernementales, les nominations d'officiers généraux, les déplacements de préfets ;

ils sont tenus au courant de l'atmosphère qui règne ici ou là, du ton des discussions entre tel et tel ; en un mot, ils assistent à cette lente mutation de pouvoir sans discontinuité apparente dont on peut se demander vers où elle mène la République endormie.

La question qu'ils se posent tous – et qui est recoupée par l'opinion d'un certain nombre de spécialistes des affaires françaises au sein des ambassades étrangères – est la suivante : il y a quinze mois, tous les pouvoirs étaient entre les mains du général de Gaulle et M. Michel Debré n'était qu'un prête-nom. La situation ne s'est-elle pas progressivement retournée ? Sous le nez du général de Gaulle, un pouvoir de fait nouveau n'est-il pas dès maintenant en train de s'installer ? Ce pouvoir de fait ne constitue-t-il pas un dispositif politique suffisant pour assurer sans heurt la succession du régime ?

Le responsable de l'opération s'appelle pour le moment Michel Debré ; mais, en réalité, ce prince est-il indispensable à l'opération ? Tient-il son équipe en main ou bien cette équipe tient-elle désormais toute seule ? En apparence, M. Michel Debré affronte tous les jours la fraction ultra de l'armée ; mais son équipe le suit-elle dans ces cas-là ? N'est-elle pas plutôt de cœur avec les adversaires apparents de son patron ? Bref, n'existe-t-il pas, dès maintenant, un pouvoir de fait d'extrême droite, installé sous couvert du Premier ministre et qui entend bien survivre à de Gaulle – voire survivre à Debré et, par exemple, s'accommoder de Soustelle ?

Voilà la question. Elle n'a jusqu'à maintenant pas été posée, chacun s'en tenant aux pures apparences et à la situation qui a suivi immédiatement le 13 mai. Or, insensiblement, cette situation s'est probablement modifiée sans que le chef de l'État en prenne clairement conscience. Par contre, les services de l'Élysée auraient assez bien mesuré l'enjeu de la partie ; mais aussi paradoxal que cela puisse paraître, leurs moyens seraient relativement limités.

Regardons les choses d'un peu plus près.

Le dispositif Debré

Pendant que le général de Gaulle est absorbé par les grands problèmes, M. Debré installe ses petits réseaux dans les différents ministères. La méthode n'est pas toujours la même : dans certains cas, le Premier ministre suggère à l'un de ses collaborateurs de bien vouloir suivre d'assez près les activités de tel ou tel ministre ; c'est le téléguidage téléphonique qui devient alors la règle, si le ministre n'a pas assez de caractère pour raccrocher. Le cas est plus fréquent qu'on ne le croit. D'autres fois, on introduit dans le cabinet du ministre à contrôler un personnage particulièrement fidèle à M. Debré : la marche des opérations du ministère est alors suivie de très près. Enfin, il arrive que ce soit au niveau de l'administration elle-même que soient recrutés les propres compagnons de notre Premier ministre.

Cabinet de Debré, cabinets des ministres, administration, tels sont les trois étages du dispositif mis en place, petit à petit, par le premier ministre. Bien entendu, les méthodes se combinent et se chevauchent : nous sommes ici dans l'empirisme le plus absolu.

Quels sont les principaux personnages de cette équipe peu connue ?

Au niveau du cabinet de M. Debré, citons tout d'abord M. Constantin Melnik, conseiller technique, *France Observateur* a déjà signalé l'existence de ce curieux personnage, affilié, dit-on, à une organisation d'extrême droite, baptisée du beau nom de « Templiers ». M. Melnik serait d'origine tchèque et aurait quitté ce pays vers 1945, c'est-à-dire bien avant le coup de Prague. Il aurait joué un certain rôle aux États-Unis au moment du maccarthysme ; de retour en France, on l'aurait bien connu dans les milieux de radio tournant autour de l'équipe de *Free-Europe*. Il apparaît dans la vie politique comme secrétaire parlementaire du groupe R.G.R. au Sénat. De cette époque dateraient ses relations amicales avec Michel Debré. Au cabinet du premier ministre, il est essentiellement chargé des problèmes concernant la coordination des différentes polices (S.D.E.C., Sûreté Nationale, Pré-

fecture de Police). Ayant un certain goût pour ces sortes de choses, il évoluerait dans ces milieux délicats avec une grande habileté. Son autorité sur le premier ministre serait dès maintenant importante.

À côté de M. Melnik, il faut citer M. Rocca, lui aussi conseiller technique. M. Rocca est un magistrat, originaire d'Afrique du Nord, fils de l'ancien procureur général d'Alger, éliminé après les événements du 24 janvier. Il collaborait déjà avec M. Debré lorsque celui-ci était garde des Sceaux. Son rôle au cabinet du premier ministre serait de suivre plus particulièrement les problèmes touchant à l'Éducation nationale et à la Justice.

À ces deux noms principaux, ajoutons celui de Michel Sans qui aurait pour principal domaine la surveillance du ministère de l'Information. C'est une question que M. Sans connaît bien : on entendit parler, pour la première fois, de lui lorsque, arguant du poste qu'il occupait auprès de M. Debré, il téléphona à plusieurs journaux de fausses nouvelles concernant les rapports franco-tunisiens. Pour sa part, M. Fanton, député de Paris U.N.R., avocat amis de Biaggi, aurait pour fonction d'assurer les liaisons avec le ministère des Finances et les Affaires économiques. Son rôle ne serait pas de tout repos, M. Baumgartner n'appréciant pas les intrusions dans un domaine qui est le sien. Enfin, M. Amanrich, membre du cabinet du premier ministre, assurerait la liaison avec le ministère des Affaires étrangères. Toute cette équipe serait, en fait, animée par M. de la Malène, maître à penser de M. Debré, ancien secrétaire du groupe des républicains sociaux du Sénat, célèbre par ses demandes réitérées d'interventions contre les journaux de gauche.

Petit à petit, cette équipe gagne du terrain, élimine les opposants et les tièdes, s'introduit dans l'administration des ministères et pèse de tout son poids sur les décisions quotidiennes. Un très grand nombre de fonctionnaires moyens qui tiennent largement compte des problèmes posés par leur avancement, deviennent progressivement réceptifs aux demandes qui leur sont faites par les membres de cette équipe dont on commence à connaître l'importance.

Comment réagit l'Élysée ?

Les services de l'Élysée sont parfaitement conscients de la lutte sourde qui les oppose à l'équipe de Matignon. Mais, paradoxalement, leurs pouvoirs sont faibles. L'Élysée ne dispose pas de « caisse noire ». Pour toute demande exceptionnelle, les services du chef de l'État doivent passer par Matignon. Bien entendu, si le général de Gaulle intervient dans une question, l'équipe du premier ministre s'incline immédiatement. Mais, d'une part, ces cas sont rares, et, d'autres part, comme le faisait remarquer Maurice Duverger, l'Élysée est une tête qui n'a pas de bras : toute décision prise au sommet peut facilement être détournée insensiblement au fur et à mesure qu'elle descend le long de la hiérarchie d'exécution. On imagine le rôle que peuvent jouer un certain nombre d'hommes bien placés qui veulent faire échouer telle ou telle mesure qu'ils se gardent bien de désapprouver verbalement.

Devant cette situation, la réponse de l'Élysée a été essentiellement constituée par la formation de comités techniques : « comité des affaires algériennes », « comité des affaires économiques », « comité des affaires étrangères », « secrétariat de la Communauté »… Chacun de ces comités est dirigé de l'Élysée et réunit le ministre responsable, certains membres de son cabinet et les hauts fonctionnaires intéressés. Il s'agit de placer, en face du dispositif du premier ministre, des organes compensateurs, susceptibles de donner une impulsion différente. En fait, l'imbroglio entre les deux gouvernements est total ; chacun contrôle l'autre, chacun tend à annuler les décisions prises par l'autre. On ne peut s'étonner, dans de telles conditions, que le fléau de la bascule se retrouve le plus souvent dans la position zéro.

Ajoutons à cela que l'équipe de l'Élysée est relativement peu nombreuse : MM. Guichard, Brouillet, Tricot, Lefranc, de Courcel forment l'essentiel des services dont nous venons de parler. Une demi-douzaine d'hommes, sans moyens autres que le prestige attaché à l'homme qu'ils représentent, peuvent difficilement donner une impulsion réelle à une politique entièrement laminée par la mauvaise volonté des étages d'exécution. Encore ne

faut-il parler ici que des membres du cabinet « civil », car le cabinet militaire était entièrement acquis aux thèses des « activistes », durant les événements d'Alger.

Le jeu des fonctionnaires

Donc, deux gouvernements : l'un, le plus faible, animé de l'Élysée ; l'autre, dès maintenant beaucoup plus important, groupé autour du premier ministre. Le premier relativement libéral ; le deuxième de tendance U.N.R. de droite, secrètement sympathisant avec les idées de M. Soustelle.

Entre les deux, l'administration. Bien entendu, celle-ci est du même coup politiquement neutralisée ; elle peut, évidemment, jouer de l'hostilité entre les pouvoirs pour tout ce qui concerne les problèmes purement techniques. Mais, dès qu'il s'agit de questions ayant une incidence politique ou financière, tout se bloque de nouveau. Pour faire déboucher une décision, il faut obtenir l'appui de l'équipe la plus influente ; et c'est la règle du donnant-donnant. Contre tout service rendu, il faut rendre un service. Or, l'équipe la plus influente étant, pour les résultats concrets, celle du premier ministre, petit à petit l'administration glisse, sans s'en rendre compte, du côté de l'extrême droite.

Il s'agit là d'un point essentiel. Non que les sympathies des fonctionnaires aillent particulièrement dans les sens des idées de l'équipe de Michel Debré. Mais concrètement, il faut en passer par là, si l'on ne veut pas se réfugier dans un immobilisme total.

On comprend qu'un grand nombre de fonctionnaires, toujours animés par le désir de voir les dossiers progresser, se plient petit à petit à cette discipline d'un nouveau genre. D'autres, il est vrai, acceptent de perdre toute autorité et d'être progressivement éliminés de tous les conseils où s'élabore la politique française. Mais il ne s'agit pas là que d'une minorité qui va en s'amenuisant.

M. Debré rassure :

« Que voulez-vous, me disait un haut fonctionnaire qui contemple les choses avec un certain humour, les fonctionnaires ne sont pas

des saints et, dans la situation actuelle, il est bien humain de les voir prendre quelques précautions. N'oubliez pas que, pour eux, la question est de savoir qui aura le pouvoir demain. Or, le général de Gaulle avait mille fois raison lorsqu'il déclarait que le pouvoir ne se prend pas, qu'il se ramasse. Plus exactement, on peut dire que le pouvoir ne tombe jamais dans le vide, qu'il est toujours recueilli par un filet tendu sous lui.

En quinze mois de gouvernement, cet homme assez moyen qu'est Michel Debré a fait bien des choses. Il a eu le temps de nommer, un par un, ses amis à des postes importants. Sa politesse apparente, son aspect d'éternel nigaud lui donne un aspect rassurant. Soustelle inquiète : il a la tête d'un comploteur. Debré rassure : il n'a pas de tête du tout. On lui trouve bien du courage à se faire lancer de tous côtés : sa fidélité au général le rend sympathique…

Devant la vacance du pouvoir, Michel Debré paraît ainsi, tant que dure la guerre d'Algérie, le dauphin possible. Certes, il y a, dès maintenant, des candidats sérieux à sa succession qui sont parfois mis en avant par l'équipe même de l'Élysée. Mais beaucoup d'hommes influents, de grands cadres de l'administration ont compris que c'était autour de Michel Debré bien plus que de Jacques Soustelle qu'allait se jouer une des parties importantes du nouveau régime. Peut-être, demain, Debré tombera-t-il : il n'est pas sûr que l'équipe qu'il a mise en place s'en aille pour autant. Il y a désormais quelque chose de pourri dans le royaume et ce cancer ne sera pas opéré de si tôt. »

Les chances de l'opération

Soit. Mais quelles sont les chances de cette opération dont l'opinion publique n'a sans doute pas conscience ?

Une première réponse peut être donnée. Pour le moment, le chef de l'État, s'il le veut, peut s'opposer victorieusement aux manœuvres de Matignon : M. Debré n'est pas inamovible et il y a plus d'un haut fonctionnaire ou d'un technocrate apte à prendre sa place. Mais pas plus que le général de Gaulle avant le 24 janvier ne croyait à l'imminence d'une tentative de coup de force, pas plus qu'il n'a voulu croire à l'opposition irréductible

d'une fraction de l'armée, pas plus qu'il ne craint une opération-éclair sur la Tunisie, pas plus, sans doute, ne croit-il à ce lent pourrissement de l'État qui se fait sous son ombre. Et comme, d'autre part, la fidélité personnelle de Michel Debré vis-à-vis du général de Gaulle n'est pas contestable, on ne voit pas bien pour quelle raison, malgré les bruits qui courent, l'Élysée envisagerait de limoger l'actuel premier ministre.

Et, tandis que la situation continue à pourrir lentement, les chances de l'actuel premier ministre augmentent en même temps que s'accroissent, dans tous les rouages, les pouvoirs effectifs des petits barons du 13 mai. Il n'a jamais été écrit que le fascisme arrivait nécessairement à travers des clameurs ; il peut aussi entrer sans bruit par la porte de service. Peut-être en sommes-nous là.

Georges SUFFERT

Le Canard enchaîné, 11 mai 1960

POLICE SANS ASSURANCE

D'aucuns vous assurent qu'à l'occasion du départ de l'honorable Mairey, secrétaire général de l'Intérieur, on vous ferait de la réorganisation policière à haute dose. Mongénéral et Monentourage seraient ces temps-ci peu satisfaits du rendement de Mapolice en général et singulièrement méfiants de certains chefs et directeurs en particulier. Notez bien que ce n'est pas parce que Marousse a raté les kidnappeurs de l'enfant Peugeot ou laisse courir Francis Jeanson, non, Mongénéral et Monentourage se méfient horriblement de certains secteurs de Mapolice because que l'ultra et le soustellien y ont trop d'influence, paraît-il.

Prenez, par exemple, mon service de contre-espionnage. Il contre-espionne comme il peut, d'accord. De temps à autre, même, il réussit un joli coup. Mais le contresp est pourri de soustelliens* et le brave général Grossin, qui en est le chef, pas pour longtemps, n'a pas été assez vigilant ni zélé.

Monentourage est donc à la recherche d'un vrai chef du contresp, un pur et un loyal. D'aucuns disent que ce sera l'ex-ambassadeur en Israël Gilbert, d'autres le brave colonel Madré, comme son nom l'indique, un gaulliste de toujours.

C'est vous dire si le poulet ambiant ouvre l'œil et le bon, en ce printemps estival.

Ô CONSTANTIN !

Il l'ouvre d'autant plus qu'au sein du cadre de Ma D.S.T. de Mon S.D.E.C.E. et autres officines, règne l'impression qu'il y a du schproum sur les hauteurs. Dans la constellation de génies qui gravitent autour de Debré, l'astre le plus brillant, encore

* C'est-à-dire de partisans de l'« Algérie Française ».

qu'il porte des lunettes noires, est un certain Constantin Melnik, dont on vous a déjà causé, et qui s'occupe des affaires de police et de sûreté.

Le papa de Constantin était médecin du tsar, quand il y en avait un, et le fiston a commencé dans la vie par être conseiller technique-sic de compagnies américaines désireuses de placer au mieux leurs investissements financiers et sans doute moraux en France. C'est un métier spécial, pour sûr, mais bien rétribué.

Pour montrer aux Américains qu'il n'était pas aussi méchant avec eux qu'on le dit, Debré a embauché Constantin. Celui-ci s'occupe de plus en plus de choses et selon d'aucuns, il est devenu le vrai patron à l'hôtel Matignon. Il y en aurait donc un ?

ON ÉCOUTE

Pour commencer, il s'est mis en tête primo de contrôler les écoutes téléphoniques, deuzio d'en porter le nombre de 400 à 1 500 en permanence. Un peu expansionniste sur les bords, il aime à savoir ce qui se dit ici et là, jusque dans le service du propre conseiller diplomatique de Debré, ce qui en fait renauder d'aucuns, paraît-il. Encore un malaise sans doute ?

Le plus marrant c'est que le Melnik, tout anticommuniste et antiprogressiste qu'il est, ne serait-ce qu'en sa qualité d'ancien agent maccarthyste, s'intéresse moins à ce qui se passe à gauche qu'à ce qui se passe du côté des amis gaullistes. Et notamment du côté d'un nommé Soustelle, voire d'un nommé Chabanetdelmas.

Il s'agit, très évidemment, de savoir le plus de choses possible de façon à les protéger en cas de besoin, empressons-nous de le dire.

Voire de le clamer à haute voix.

DOSSIERS, S.V.P.

Histoire de mettre de l'ambiance, Melnik a embauché un certain Bistos qui, avant, faisait précisément le melnik chez Grosmatou. La chose a fait énormément plaisir à ce gentilhomme, on a la joie de le dire.

D'aucuns vous disent que certains se demandent si, des fois, le Debré, le Chabanetdelmas et le Gromatou ne sont pas en train de se zyeuter de plus en plus étroitement, comme des qui pourraient bien se trouver en concurrence un de ces jours dans une même course. Une course à quoi, par exemple, on n'en sait rien.

Et, comme de bien entendu, ici et là on enregistre, on écoute, on compute, on s'attache des conseillers techniques-sic, bref, on entasse les munitions.

À tout hasard…

UNE CALOMNIE

En conséquence, personne ne s'étonnera que, du côté de Grosmatou, on nourrisse pour le Constantin un amour irrépressible. Un soustellien journalistique, le confrère Paul Ribeaud, frère du Guy Ribeaud qui fit le 13 mai avec Delbecque et consorts, et exfactotum de Chabanetdelmas, vient de sortir un bouquin sur le 24 janvier à Alger. On se permet d'en recommander la lecture, à titre d'information, bien entendu.

Or bien, à la page 220 dudit ouvrage, l'auteur, qui te vous raconte on ne sait quelle sombre histoire de provocations communistes à Alger, liées au 24 janvier, vous parle en ces termes aimables de Melnik :

« *Le Comité américain pour l'Algérie française se trouverait comme par hasard en liaison étroite avec une société secrète dont on commence à parler en France : les Templiers… Les Templiers forment un petit réseau aux puissants moyens financiers. On y retrouve*

M. Constantin M., ancien agent de la Rand Corporation (firme commerciale créée pas les services secrets de l'air américain pour donner à ces services l'apparence d'une firme commerciale).

« Ce curieux personnage est devenu le conseiller technique d'un ministre français et certains concluent qu'il est un agent double en liaison avec les services américains largement « infiltrés » par des agents communistes. »

Emballez, c'est pesé.

Si quelqu'un y retrouve ses petits, prière de nous aviser. Discrétion assurée!

Jean Cau, « Monsieur X parle du putsch », *L'Express*, 10 août 1961, n° 530, p. 3-6

Monsieur X parle…
Jean Cau poursuit son enquête auprès, cette semaine, d'un « interlocuteur valable ».

Que l'on m'en croie : pour un interlocuteur valable, c'est un interlocuteur valable. Si je voulais savoir ce qu'on pensait du putsch du côté de ceux que le putsch voudrait justement balayer, c'est lui que je devais voir et avec lui que je devais m'entretenir. Le ciel m'aidant, et m'aidant moi-même, j'ai donc eu le plaisir et l'honneur d'avoir en face de moi cet interlocuteur valable entre tous. Lui et moi, avons eu trois longues conversations fort détendues et, de l'assassinat du général de Gaulle jusqu'à la prise du pouvoir par les putschistes, nous avons évoqué des tas de problèmes qui affleurent à la surface apparemment calme de ce mois d'août.

De cet interlocuteur, je suis navré de ne pouvoir dire le nom ; navré de ne pas pouvoir tracer le portrait ; navré de ne pouvoir décrire les lieux où il me reçut. Pour une fois, je suis obligé de jouer les petits mystérieux mais, m'étant engagé à conserver l'anonymat du sieur, quelque honneur m'oblige à tenir cette promesse. Je déplore en moi ce reste de vertu mais, comme la flotte espagnole devant Manille (selon la belle image de Willy) peut-être cet article gagnera-t-il en profondeur ce qu'il perdra en éclat.

Donc, ainsi nous devisâmes.

MOI. – Pour simplifier les choses, laissez-moi poser une hypothèse de travail ; c'est-à-dire partir du principe, vrai ou faux, qu'il y aura putsch. Comme vous êtes aux premières loges, je vous demande…

LUI. – Stop. Vous démarrez mal. Vous ne pouvez pas partir du principe qu'il y aura putsch et vous devez raisonner autrement. Ce que vous devriez me demander, c'est : que faut-il pour faire et réussir un putsch ? Ensuite nous verrions si…

MOI. – Bien. Je vous le demande.

LUI. – Pour faire un putsch, premièrement, il faut une « force de frappe » capable de neutraliser le pouvoir légitime ; deuxièmement, cela fait, il faut transformer l'essai en but, c'est-à-dire avoir les moyens d'encadrer le pays et de remplacer le pouvoir qu'on a détruit. Si vous n'avez que la force de frappe, cela donne un truc du genre 22 Avril ; si vous avez à la fois la force de frappe et le matériel de remplacement, vous avez le 13 Mai. Force de frappe + général de Gaulle = chute de la IVe République et mort du Système. Excusez-moi, mais si nous ne voulons pas discuter dans le vide et nous envoler dans la mythologie, nous devons nous pencher au préalable sur la technique du coup d'État.

« Votre ami Hegel »

MOI. – Penchons-nous sur la technique du coup d'État. Cette « force de frappe », qu'est-elle ?

LUI. – Ou une foule ; ou des unités régulières de l'Armée ; ou des commandos civils qui s'emparent des points névralgiques.

MOI. – Ou la conjonction des trois.

LUI. – Cela, c'est l'idéal : c'est le coup d'État hitlérien. À Paris, en France, nous n'en sommes pas là. Mais voyons le passé récent : le 13 Mai démarre à Alger par des émeutes de foule. Cette foule est bientôt encadrée par des éléments civils et militaires et l'élan du flot vient mourir aux pieds du général de Gaulle.

MOI. – La carte du général de Gaulle n'était pas « jouée » par tout le monde au départ.

LUI. – Cela, c'est ce que votre ami Hegel appelle « *un piège du destin* ». Quand ils ont eu fait le coup du 13 Mai, ils ne savaient pas à qui remettre l'enfant. Quand le général de Gaulle a bien voulu s'en charger, vous avez vu avec quelle promptitude ils le lui ont remis. Le 24 Janvier est un coup du même type mais stérile. Et cela rate. Parce qu'ils n'ont pas un de Gaulle sous la main ; parce qu'un putsch, pour réussir, doit pouvoir compter sur le

dégonflage du pouvoir central et être capable de faire basculer de son côté les forces du maintien de l'ordre. Toujours dans cet ordre d'idée vous avez la variante « Tomates » qui bouleverse un Guy Mollet et lui fait changer de politique ; et la variante « Injures » lors du 7 décembre qui ne fait ni froid ni chaud au général de Gaulle.

MOI. – Reste le 22 Avril où des unités régulières de l'Armée se soulèvent.

LUI. – Et ratent leur affaire parce que la métropole ne suit pas, parce que le contingent se rebiffe, parce que le pouvoir ne se démonte pas. En résumé : pour réussir un putsch, vous avez besoin d'une population excitable et excitée capable de se transformer en foule ; d'une complaisance soit d'unités de l'Armée, soit des forces du maintien de l'ordre.

MOI. – Toutes conditions réunies à Alger aujourd'hui.

LUI. – Réunies *en puissance* encore que beaucoup de choses aient changé. Toute excitation de foule doit être de longue haleine et l'OAS se heurte à des tas de difficultés. Travaillant dans la clandestinité, l'OAS n'a pas la possibilité d'entretenir des contacts permanents avec la population et c'est un sérieux handicap pour elle de ne pouvoir travailler à ciel ouvert.

MOI. – Ses complicités sont nombreuses, solides et, pour être souterraines, ses activités ne risquent que d'en être plus dangereuses.

LUI. – Erreur. Elle n'a pas les moyens de démultiplier, en pressant sur des accélérateurs, l'excitation de la population. Il fut un temps où l'activisme en Algérie, pouvait installer des micros dans la rue, tenir des réunions dans des amphithéâtres et des meetings au Stade Saint-Eugène, imprimer sa doctrine et ses mots d'ordre dans les journaux de M. de Sérigny, étaler au grand jour ses initiales et ses militants, qu'ils fussent ceux du F.N.F. d'Ortiz ou ceux du F.A.F. qui lui succéda, ceux du M.P. 13 de Martel ou de X et de Y… Donc, ses difficultés pour exciter, mobiliser et encadrer sont considérables. Outre cela, elle a besoin de l'événement. Or, actuellement, il n'y a pas d'événement.

La bonne recette

MOI. – Et s'il y avait événement ? Par exemple l'annonce d'un regroupement ou celle d'un voyage de Ferhat Abbas à Paris ?

LUI. – Tous les calculs, s'il y a événement, peuvent être révisés. Mais, en résumé, cette force de frappe qu'est la foule ne peut être mobilisée qu'à l'occasion d'événements extraordinaires. Vous avez l'exemple, avant-hier, de l'émission-pirate. C'est d'ailleurs du travail bien fait. Mais après ? Gardy parle à la radio et que se passe-t-il ? Rien. Peut-il dire : « Tous au Forum ! » ? Non. Car s'il le dit, il s'y retrouvera tout seul et se fera embarquer aussi sec.

MOI. – Laissons la foule et parlons d'un futur 22 Avril. Des régiments de « paras », des unités de l'armée s'emparent en trois coups de cuillère à pot des points sensibles à Alger et à Paris, coffrent ou expédient « *ad patres* » tout ce qui s'appelle gouvernement et, de ce jour, vous et moi cessons de discuter posément des techniques du coup d'État.

LUI. – Très bien. Mais ou cela se joue à Alger – et c'est le 22 Avril – ou cela se joue à Alger et à Paris en même temps. Une fois de plus, vous avez besoin de divers ingrédients. Primo : l'événement ; le 22 Avril, ce fut l'arrivée de Challe rappliquant à Alger avec son prestige, ses étoiles, sa réputation de sagesse, etc. Secundo : il est besoin d'hommes disponibles et de complices. Concernant le premier point, il y a eu Challe mais il n'y a plus Challe : il est à l'ombre. L'activisme militaire manque de chefs prestigieux.

MOI. – Jouhaud, Gardy, Salan, Godard, Lacheroy, etc.

LUI. – Nous en reparlerons. Concernant le deuxième point, il y a eu des mutations, des transferts, des mises à l'ombre ou à la retraite très efficaces.

MOI. – Qui n'ont pas empêché le 22 Avril.

LUI. – Qui ont contribué à son ratage. Le 22 Avril, par-dessus le marché, a été fait en fonction de calculs périmés. Les activistes ont pris le général de Gaulle pour René Coty et ont cru – ce qui n'est pas le cas – qu'il voulait régler l'affaire algérienne

n'importe comment et à n'importe quel prix. Il y a eu erreur sur l'homme, appréciation délirante de ses intentions et méconnaissance totale de l'état d'esprit de la métropole.

MOI. – Pour toutes ces raisons, le prochain putsch devrait d'abord s'occuper de Paris. Supposons donc que le 501e Régiment de chars de Rambouillet se mette un de ces quatre matins à marcher sur la capitale. Que se passera-t-il ?

LUI. – Il se passera qu'il est absolument exclu que cela arrive. Le 501e est composé d'unités du contingent et commandé par des officiers sélectionnés absolument sûrs. Idem pour le 21e Hussards caserné à Orléans, idem pour le 93e d'Infanterie qui est au camp de Frileuse. Si je vous dis que ces régiments sont sûrs, c'est que je sais que ces régiments sont sûrs.

Le Tocsin

MOI. – Et idem pour la 11e D.L.I. cantonnée à Nancy et à Metz ?

LUI. – Jusqu'au niveau colonel le commandement de la 11e D.L.I. est également sûr. Le général Massloff qui la commande est ce qu'on peut faire de mieux dans le genre anti-putsch. Au niveau des capitaines et des commandants, cela rouspète mais c'est de l'activisme verbal.

MOI. – Au niveau des paras déchaînés dans les rues de Metz et chassant le Raton, cela devenait concert…

LUI. – Un accident… D'autre part, l'implantation d'une unité est très importante. Nancy n'est pas Alger ; Metz n'est pas Sétif. Enfin, déplacer la 11e D.L.I. sur Paris, je vous jure que cela n'est pas rien.

MOI. – Massloff et quatre ou cinq colonels sont jetés en cabane et la 11e D.L.I., à minuit, se met en branle.

LUI. – Si vous voulez : raisonnons par l'absurde. Que se passe-t-il ? Ils n'ont pas d'avions et le saut sur l'Élysée est à exclure. Et d'un. Et de deux, faire une promenade militaire entre Zéralda et

Alger, c'était simple. Entre Nancy et Paris, c'est plus compliqué. D'abord parce qu'à Chaumont, par exemple, rien de plus facile – et dans l'heure ! – de foutre un embouteillage monstre. Ils auront l'air fin, les paras. Ils descendront de leurs camions et se ramèneront à pied ? Ensuite, des barrages sont très rapidement mis en place. Enfin, à Paris, sonne le tocsin et vingt mille flics et vingt compagnies de C.R.S. sont immédiatement alertés. Que feront 1 600 paras face à une population qui vomit le putsch ? Ils s'installeront dans des bureaux, décrocheront des téléphones ? Qui leur obéira ? Personne. À un Hitler, il suffisait de s'installer dans un bureau, de téléphoner et toute son action se répercutait immédiatement en ordres et en obéissances. Cela ne serait pas le cas si un Lacheroy – hypothèse totalement absurde – s'installait à l'Élysée.

MOI. – Il y a l'OAS La troisième « force de frappe » composée de commandos civils.

LUI. – C'est cela. On a des commandos qui, l'heure H, s'emparent de la radio, des ministères, de ceci et de cela. Mais qu'est-ce que vous croyez que c'est, en France, l'OAS ? Moi, je vous réponds : zéro. Cinq cents énergumènes qui s'agitent comme des frénétiques et intoxiquent à tour de bras mais qui sont complètement farfelus. S'emparer de vingt points capitaux dans Paris, c'est du boulot. Il faut avoir les hommes et qu'ils soient : a) rudement gonflés ; b) bigrement entraînés. C'est une main-d'œuvre horriblement difficile à trouver. Il faut s'entraîner, connaître les lieux, répéter, synchroniser les attaques, aller jusqu'à travailler sur maquettes. C'est d'un difficile ! Et il faut garder le secret, mon vieux ! Or la police a, dans les milieux civils, des flopées d'indicateurs à grandes oreilles.

L'alerte du 15 août

MOI. – Donc, pas putsch en métropole ?

LUI. – Pas de putsch. *Primo* : parce qu'il n'y a pas d'événement : *secundo*, parce que la foule ne peut être mobilisée qu'à

Alger ; *tercio*, parce que les unités nerveuses de l'Armée ont des commandements sûrs ; *quarto*, parce que les commandos civils sont maigres et nuls.

MOI. – Alors pourquoi tous ces flics, toutes ces précautions, tous ces dispositifs en état d'alerte ?

LUI. – Parce que c'est la règle du jeu. Il faut faire comme si.

MOI. – On dit que le 15 août…

LUI. – Cela, c'est un paradoxe. On dit que le 15 août se passera quelque chose parce que l'appareil de l'État tourne à vide. Résultat : le 15 août les services de sécurité tourneront à plein.

MOI. – Je suis activiste. Je suis gonflé. Et je forme un commando d'élite qui assassine le général de Gaulle. Au lieu de perdre mon temps à plastiquer et à discuter dans les popotes, j'assassine de Gaulle. C'est facile, non ?

LUI. – C'est pas facile du tout. De même que je pourrais vous fournir les plans de vingt-cinq putschs, je pourrais vous raconter six tentatives d'assassinat du Général, toutes organisées par des Bibi Fricotin inénarrables. Il y a eu un maniaque qui s'est fait « piquer » avec une bombe, tenez-vous bien, bactériologique ! On l'analyse. Elle contenait un liquide tout juste bon à flanquer une bonne diarrhée. Un autre gars projetait d'assassiner le Général à partir du bois de Boulogne en y installant un mortier ! Et les fusils à lunette ! Et l'attentat au sortir de la messe à Colombey…, etc. Mais de Gaulle est très protégé malgré les apparences. À l'Élysée, n'en parlons pas.

MOI. – À Colombey ?

LUI. – À Colombey, c'est plus difficile de le protéger parce qu'il a la manie de filer tout seul faire ses quatre kilomètres de marche à pied. Et s'il voit un flic, il pique une colère. Il faut que les types se déguisent en troncs d'arbre, se flanquent dans les fossés etc… mais il y en a partout alors que le Général se livre à sa promenade *solitaire*. Et puis, les routes sont surveillées, les passages suspects…

Quatre morts

MOI. – Mais quand il voyage ?

LUI. – C'est là qu'il donne le plus de souci aux services de sécurité. Mais il y a les « gorilles », les immeubles surveillés, les toits, les gens suspects qui sont venus dans le coin soigneusement tenus à l'œil… Même quand le Général voyage, « l'assassin » aurait du mal. À moins qu'il ne sacrifie sa vie, cet « assassin ». Mais le « kamikaze », en France, cela ne se trouve pas sous le pied d'un cheval. L'OAS en manque…

MOI. – Qu'est-ce que c'est l'OAS ?

LUI. – Les déchets du 22 Avril ! Lacheroy, Gardy, Godard, Salan, etc. les « Tintins » de l'Algérie française.

MOI. – Pourquoi opèrent-ils au plastic ?

LUI. – Parce que c'est une forme très basse de l'attentat. Parce que c'est facile à mettre, facile à manier, parce que cela ne demande aucun talent d'artificier. C'est une forme très facile de terrorisme ; très facile et très rentable puisqu'elle ne demande que très peu de moyens. L'OAS est une organisation purement terroriste. Or, du terrorisme au putsch et du putsch à la prise de pouvoir à la conservation de celui-ci, il y a de sacrées distances. Cela dit, si on dresse le bilan de l'OAS, qu'y met-on ? Quatre morts : Me Popie, le maire d'Évian, Gavoury et Schombry. Quatre morts – dont trois qui « s'expliquent » : ceux de Popie du maire, d'Évian et de Gavoury – c'est pas lourd. À part cela, ils noircissent des couloirs de poudre, réveillent des concierges et dépensent des jetons téléphoniques.

MOI. – Et ils émettent sur Radio-Alger.

LUI. – Bon travail. C'est vrai, ils ont de petits progrès et arrivent à mieux travailler mais cela reste de l'école enfantine : à côté de ce que faisait l'O.S.-F.L.N. avant la bataille d'Alger ou à côté du travail de l'Irgoun, c'est du balbutiement.

MOI. – En France, quelle est la main-d'œuvre de l'OAS ?

LUI. – De petites canailles d'extrême droite.

MOI. – Pourquoi ne les pique-t-on pas ?

LUI. – Parce que c'est très difficile. Lutter contre le terrorisme, la plus facile des actions subversives, est très difficile. Il faudrait mettre un nid sous chaque porte cohère. Et puis les gars travaillent par petites équipes de trois ou quatre assez franches les unes des autres. Certaines doivent venir d'Alger.

Où est Godard ?

MOI. – Qui est sérieux dans tout cela ?

LUI. – Godard et l'équipe autour de Godard.

MOI. – Pourquoi ?

LUI. – Parce que Godard connaît la musique. Il sait organiser ; il a le chef de la Sûreté à Alger ; il sait se taire, se planquer…

MOI. – Est-il vrai qu'il est venu récemment à Genève ?

LUI. – C'est possible.

MOI. – Où est-il en ce moment ?

LUI. – Sans doute quelque part en Algérie.

MOI. – Pourquoi ne le pique-t-on pas ?

LUI. – Parce qu'on ne sait pas où il est.

MOI. – Parce que les services de sécurité le laissent trotter.

LUI. – Non ! Donnez son adresse et vous verrez si les services de sécurité le laisseront trotter. On dit, à gauche, qu'il y a « complaisance » de la part du gouvernement. C'est de la connerie. J'aime autant vous dire que de Gaulle n'est pas commode quand il demande des nouvelles de Godard et qu'on lui montre des mains vides… Et quand la D.S.T., qui pourtant en avait fait une affaire personnelle, n'arrive pas à piquer Jeanson, y a-t-il « complaisance » ? Et quand on n'arrive pas à mettre la main sur le réseau F.L.N. de transferts de fonds, y a-t-il complaisance ? Quatre cents millions filent régulièrement hors de France chaque mois : est-ce par « complaisance » que le gouvernement n'arrive pas à savoir comment ?

MOI. – Alors cela sert à quoi la police ?

LUI. – En régime démocratique… Là où le flic est roi, c'est en régime totalitaire. Là, c'est du gâteau. Là, vous arrêtez Godard. Un : vous commencez à coffrer tous ses amis, parents et connaissances, proches et lointains – et vous supprimez ses points de chute. Deux : vous le déclarez « ennemi du peuple » et vous fusillez tous ceux qui ont été en contact avec lui. Vous découragez du coup son cercle de relations. Trois : vous chauffez les gens à travers la propagande et invitez à la délation systématique, etc. Chez nous, nous n'en sommes pas encore là. Si on fusillait le journaliste qui a vendu les carnets de Godard à un hebdomadaire, vous entendriez ce raffut des consciences !

MOI. – Vous savez comment s'est faite l'opération ?

LUI. – Oui. Aux environs de la fin avril.

MOI. – Mais si sont arrêtées des personnes en contact avec Godard, est-ce qu'à travers ces personnes…

LUI. – Prenons un exemple. Selon de pures techniques de police judiciaire, on arrête le civil responsable, pour Alger, de l'OAS

LUI. – Un activiste farouche qui s'appelle Dominique Zattara. Belle prise, d'ailleurs.

MOI. – Qui cela ?

MOI. – Comment a-t-il été piqué ?

LUI. – Très simple. Comme ceci. Gavoury avait interrogé Mme Zattara. L'OAS a pensé que cela commençait à sentir mauvais et a décidé de le descendre. Selon de simples techniques policières…

« Je nie qu'un Morin… »

MOI. – Lesquelles ?

LUI. – On interroge les locataires de l'immeuble ; on établit qu'un studio annexe a été occupé par certaines personnes ; on arrête le locataire du studio qui avoue l'avoir prêté sur les indications de X… et de Y… ; on arrête X… et Y… ; ils avouent être en

contact avec les assassins ; on pique les assassins ; ils avouent être en contact avec Zattara ; on pique Zattara. Travail classique.

MOI. – Et Zattara savait où était Godard ?

LUI. – Oui. À coup sûr.

MOI. – Et on n'est pas arrivé à le lui faire dire ?

LUI. – Non.

MOI. – Pourtant, en Algérie…

LUI. – À moins d'avoir recours à la baignoire… Mais de même qu'il y a dans nos prisons des F.L.N. qui savent tout sur tout ou des membres du réseau Jeanson qui savaient où étaient leur patron, de même nous avons des gars qui savent où est ou où était Godard. Je vous dis que ce sont là les grippages de la machine policière en régime non totalitaire.

MOI. – Pendant la bataille d'Alger, on n'y est pas allé de main morte.

LUI. – Vous aviez un climat d'épouvante et de panique. En suite, le pouvoir ne s'est résolu à ces méthodes qu'en se voilant la face ; enfin, il a confié le travail à l'Armée.

MOI. – Admettez-vous que Godard ait en Algérie des complicités considérables ?

LUI. – J'admets que s'il est amené à un commissaire de Bab-el-Oued, celui-ci lui dira « Par ici la sortie ! », mais je nie qu'un Morin, par exemple, ou les types qui sont à ses trousses le laisseront filer s'ils l'attrapent.

Les deux clans

MOI. – À votre connaissance, y a-t-il des divergences entre les chefs militaires ?

LUI. – Oui. Entre le clan Salan et le clan Godard. Salan est prêt à tout : il voudrait jouer la carte politique, créer un climat de guerre civile, gagner cette guerre civile et remonter les Champs-Élysées. La différence entre Salan et Godard, Gardes, etc., c'est que le premier n'hésiterait pas, par exemple à flanquer des charges de plastic dans

les cinémas parisiens ou dans le drug-store des Champs-Élysées s'il avait, ce qu'à Dieu ne plaise, la main-d'œuvre pour le faire. De ce côté-là, il a fait le saut et veut, de son coin, provoquer la guerre civile. Par ses ambitions mêmes, si j'ose dire, il n'est pas dangereux. Les colonels le sont plus que lui parce que leur seul but est de foutre la pagaïe et de faire du bruit. Objectif plus simple et donc plus facilement réalisable. Mais les colonels détestent le Salan. Pour eux, il est le « mandarin » d'Indochine, le trafiquant de piastres, l'opiomane, le gars qui s'est fait gifler en public par sa femme…

MOI. – Et Zeller ?

LUI. – Un gâteau, une loque.

MOI. – Et Jouhaud ?

LUI. – Rien. Un amateur de filles méridionales.

MOI. – Vous les expédiez rapidement.

LUI. – Ils ne valent pas plus.

MOI. – Comment a-t-on des renseignements sur eux ?

LUI. – Par des individus qui traînent dans les milieux activistes.

MOI. – Et par ces individus, on ne peut pas, de fil en aiguille…

LUI. – Un indicateur, c'est très difficile à manier. Il a vu un type qui a vu un autre type qui a vu… C'est avec la manière rapportée par des tas d'indicateurs et en sachant « traiter » cette matière qu'on se fait une idée.

MOI. – L'OAS militaire a-t-elle des contacts avec des hommes politiques ?

LUI. – Le 22 Avril, les comploteurs traditionnels n'étaient pas dans le coup et, comme vous et moi, les Le Pen et les Biaggi ont appris le putsch par la radio. Il est probable que, tournant à vide, l'OAS a voulu maintenant prendre des contacts. Un gars comme Lacheroy est évidemment venu à Paris pour cela mais son numéro avec Groussard donne une idée de son génie.

MOI. – Quels contacts aurait-il pu prendre ? Avec qui ?

LUI. – Avec des types plutôt « finis » et qui n'aimantent pas grand-chose.

Soustelle à Rome

MOI. – Qui ?

LUI. – Le Pen ; Lacoste, de Lareymondie, Pacal Arrighi, Dehème, Bidault, Valentin qui est le plus intelligent d'entre eux…

MOI. – Soustelle ?

LUI. – Il est à Rome. Il n'en démarre pas.

MOI. – Il y voit des gens ?

LUI. – Oui… Rien de sérieux pour le moment.

MOI. – Tout ces Bidault, Lacoste, Le Pen, etc., et tous ces généraux en retraite de type Vanuxem ou Beauffort sont-ils surveillés ? Bref, surveille-t-on tous les activistes déclarés ?

LUI. – Quand il y en a un qui se remue un peu trop, une équipe de filature lui colle au train. Si une piste est sérieuse, le paquet est mis : équipe de filature, caméras à longue distance qui l'encadrent, écoutes téléphoniques enregistrées, etc. Si c'est sérieux. Si c'est pas sérieux, on laisse tomber. L'État, sinon, s'y ruinerait. Songez qu'une équipe de filature se compose de sept hommes au moins, qu'elle a besoin de voitures puissantes, de contacts radio permanents… Toute une histoire ! Mettre cela sur le dos de n'importe quel boy-scout nerveux de l'Algérie Française, c'est perdre son temps. Mais que les colonels s'accrochent à un Bidault pour, en cas de putsch, ne pas déboucher sur la sottise politique d'un Challe, en dit long sur le sérieux et l'avenir de leurs entreprises.

MOI. – N'y a-t-il pas dans l'entourage du général de Gaulle et dans celui du Premier ministre des gens qui sont des activistes et qui seraient prêts, sinon à participer à un putsch, du moins à s'y rallier ? L'exemple du général Nicot…

LUI. – Le pauvre Nicot, je peux vous dire qu'il a été surtout paumé en avril et qu'il a trahi tout le monde. Et puis, vous savez, une crise, cela se joue à trois ou quatre. Les leviers de commandement se retrouvent entre les mains de trois ou quatre hommes pas plus. S'ils ont les poignets fermes et la nation derrière eux,

cela n'est pas un brave général Nicot ou un sous-chef de cabinet qui feront le poids…

MOI. – Sauf en Algérie où les activistes font ce qu'ils veulent comme par le passé.

LUI. – À cette différence que le phénomène du proconsul qui dit « merde » à Paris n'existe plus, que les fonctionnaires obéissent, que les réactions de l'Armée et de la population sont émoussées, que la furie « Algérie Française » a du plomb dans l'aile.

« Bonneval, allez donc voir… »

MOI. – Admettez-vous, oui ou non, que le régime est coupé de l'Armée ?

LUI. – C'est quoi « l'Armée » ? C'est un mythe. Et son unité en est un autre. Il y a peut-être une unité *défensive* vis-à-vis de l'extérieur mais pour faire une unité *offensive* de l'Armée, c'est une autre paire de manches. Cela éclate aussitôt. C'est quoi « l'Armée » ? Du contingent, des sous-officiers, des unités combattantes, des sédentaires, des soldats à transistors, de l'Air, de la Marine… il y a cent cinquante armées. Dire « l'Armée » c'est comme dire « les masses ». Si un peuple crève de faim, si une nation est ravagée par la crise, vous avez « les masses » ; de même si un ennemi marche sur Strasbourg et sur Arras, vous avez une « Armée »… Et encore ! Qu'il y ait en ce moment, au niveau des commandants et capitaines, des mangeurs de De Gaulle, oui ! mais une chose est de brailler « À bas de Gaulle ! », autre chose de faire un acte politique d'engagement, autre chose encore de passer aux actes. Vous avez aussi les types qui se jettent à l'eau : le genre généraux pas d'accord, plus ou moins sur la touche qui envoient une épître à de Gaulle… Il la met sous un presse-papier.

MOI. – Quelle est selon vous la force réelle du régime ?

LUI. – De Gaulle. Les Français ont l'impression que, sans lui, tout est foutu. Les paysans rouspètent aujourd'hui, et puis vient

le tour des instituteurs, et puis celui des fonctionnaires, etc. Mais vous sortez de Gaulle, vous le montrez aux foules et cela marche : c'est le délire. Cela marche… J'imagine très bien – et pour rire – un régiment de paras se présentant à Colombey et de Gaulle disant : « Bonneval, allez donc voir ces gars-là, faites-vous présenter leurs doléances et priez-les de ma part de se calmer… »

MOI. – Et la police ? Sûre ou pas ?

LUI. – Très sûre. Il y a des bavures. En régime libéral, il y en a toujours mais elles ne sont pas inquiétantes. En revanche, elles sont très inquiétantes en régime totalitaire. Une bavure, en régime totalitaire, c'est le commencement d'une immense brèche parce que le régime repose et s'appuie sur la police. Cela n'est pas le cas en France. De Gaulle à la Télé est plus efficace que 200 compagnies de C.R.S.

Comme Koutouzov ?

MOI. – Cela ne vous fait pas froid dans le dos d'avouer que le sort d'une nation comme la France est lié à la personne d'un homme ? Que sans lui…

LUI. – C'est comme cela. C'est un moment de l'Histoire.

MOI. – Mais après ? Que pense de Gaulle ?

LUI.- C'est le genre d'homme qui se dit qu'il a une mission. En ce moment, il veut sortir la France du bordel algérien. Quand il l'aura fait, je le vois assez se laisser mourir… comme Koutouzov, vous vous rappelez, dans *Guerre et Paix*…

MOI. – Et s'il ne réussit pas ?

LUI. – Cherchez qui réussira et donnez-moi son adresse. Je veux dire : cherchez qui réussira en ayant la confiance des Français. Réussir en chambre… d'accord… c'est à la portée de n'importe qui.

MOI. – Donc, pour en terminer, à votre avis, pas de putsch ?

LUI. – Pas de putsch !

MOI. – Alors quoi ?

LUI. – Jusqu'au 15 août, à mon avis, nous allons voir surgir des serpents de mer d'un peu partout.

MOI. – Et après ?

LUI. – Eh bien ! faut tout de même qu'ils fassent quelque chose s'ils ne veulent pas avoir l'air trop cons. Ils sont prisonniers de leur réputation. Nous pouvons avoir un festival de plastic, par exemple ; à la limite une plaisanterie quelconque, du genre émission-pirate sur la radio. Au maximum – et s'ils sont en forme – un très bel attentat. Cela donnera le thermomètre de leur puissance.

MOI. – Et ensuite ? En septembre ?

LUI. – Ils se perfectionneront dans le terrorisme vain et stérile. « Tu exploses, tu exploses, c'est tout ce que tu sais faire… »

MOI. – Donc pas de putsch ?

LUI. – Pas de putsch.

MOI. – Vous aurez l'air rusé, s'il y en a un.

LUI. – Cela, oui… J'en prends le risque. Mais vous, putsch ?

MOI. – Moi, ces temps-ci, je ne me sens pas très parleur.

JEAN CAU

Pierre Viansson-Ponté, « Cinquième République, troisième acte. I. La tête et les jambes », *Le Monde*, 7 novembre 1961, pp. 1 et 5.

Quarante mois ont passé depuis le 13 mai 1958. Le problème qui provoque le changement de régime n'est pas résolu : la guerre d'Algérie, qui vient d'entrer dans sa huitième année, aura bientôt duré plus longtemps encore sous la Cinquième République que sous la Quatrième. N'ayant pas dénoué l'imbroglio dont il naquit, ni réussi à se laver de ses tares originelles, le régime a vu, comme il est naturel, les difficultés un moment oubliées reparaître, surgir la déception, s'exaspérer l'impatience.

L'autorité s'est dégradée, la confusion est revenue, la machine toute neuve a commencé à grincer, tandis que s'éclaircissaient les rangs des partisans, que la fragilité d'un pouvoir contraint de lutter sur deux ou même trois fronts éclatait à tous les regards.

Tandis que s'achève le troisième acte, qui participe vraiment à l'action, comment se déroule-t-elle, où en est la Cinquième République ?

On avait craint, aux premiers jours de la nouvelle République, que des conflits ne surgissent très vite au sein de l'exécutif à deux têtes. En fait, entre le président de la République et le premier ministre, les habitudes ont survécu à toutes les tempêtes, elles se sont même consolidées. Les « comités » élyséens, solennellement institués par ordonnances et décrets, sont tombés pour la plupart en désuétude. Pratiquement, toute affaire quelle qu'en soit la nature – prix du lait et marché du sucre, négociation algérienne ou politique européenne – peut entrer un jour dans le domaine réservé et en sortir le lendemain.

Le chef de l'État peut aller très en avant dans le détail des questions – qu'il fasse par exemple libérer Gaston Dominici parce qu'il l'avait vu quelques jours plus tôt à la télévision ou qu'il fixe lui-même pour d'autres prisonniers, ceux de Turquant, les heures auxquelles ils pourront recevoir des visites. Il peut aussi se

désintéresser complètement de l'évolution de l'affaire de Bizerte, puis y revenir soudain pour reprocher au Quai d'Orsay d'avoir, sans en référer, négocié le retour des enseignants français.

Divergences

Que penser, dans ces conditions, des fameuses dissonances, des divergences souvent relevées entre la position de l'Élysée et celle de l'hôtel Matignon ? En plein conseil des ministres, on a pu entendre le président de la république, répondant à M. Giscard d'Estaing, rejeter avec violence la thèse du partage de l'Algérie dont chacun sait qu'elle a les préférences de M. Debré. Nul n'ignore que ce dernier ne croit guère à la négociation, qui demeure pourtant la suprême pensée présidentielle, ni aux institutions provisoires qu'on prépare activement Faubourg-Saint-Honoré, qu'il a été vivement heurté par la reconnaissance de la vocation algérienne du Sahara admise le 5 septembre.

Sur dix autres questions encore, le ton n'est pas le même, il s'en faut parfois de beaucoup, qu'il s'agisse de remanier le gouvernement, de limiter l'épuration de l'armée, de sanctionner les responsables d'évasions spectaculaires, de réduire la durée du service militaire, et les effectifs en Algérie, ou de pratiquer une politique dite d'« équilibre » en frappant un coup à gauche pour un coup à droite.

Mais qu'en advient-il en définitive ? Le président de la République promet, menace, interdit, donne des ordres, dicte une ligne de conduite. Peu importe les impossibilités qu'on lui oppose, les démonstrations et les contre-propositions qu'on lui présente : peu importe qu'il en tienne compte – renonçant par exemple à prononcer publiquement le mot de Sahara un mois durant, après le 5 septembre.

Les faits sont là : MM. Michelet et Terrenoire ont été écartés, et des amis du premier ministre ont pris leur place. Le service militaire n'a pas été réduit : la politique d'équilibre gagne chaque jour de nouveaux secteurs ; les obstacles se multiplient

à plaisir sur le chemin d'une tentative de négociation, dont le premier ministre a, devant l'U.N.R., fixé par avance le terme au 1er décembre. Les objections et les difficultés surgissent sur la route de l'exécutif provisoire, ne laissant guère ouverte que l'issue du regroupement.

Bref, tout se passe comme s'il y avait sur la rive droite de la Seine un gouvernement de la parole et sur la rive gauche un ministère chargé de l'action. Les mots s'envolent au vent du fleuve. Peut-il y avoir à proprement parler conflit entre la tête et les jambes ?

Les douze piliers

Quand le général de Gaulle doit prendre une décision très importante, susceptible d'engager tout le régime, qui est mis dans la confidence ? À coup sûr, M. Michel Debré est admis le premier à faire connaître son point de vue. Puis M. Pompidou, qui fut le plus apprécié des directeurs de cabinet, mais qui fréquente moins assidûment, semble-t-il, l'Élysée depuis qu'il a refusé le portefeuille des finances.

Il pourra être, le cas échéant, fait appel à M. Jacques Foccart, mais sûrement pas au titre de la Communauté – pardon, des affaires africaines et malgaches – dont il est secrétaire général. Enfin, dans une maison présidentielle dont l'un des postes-clés est pourvu d'un trop récent titulaire, MM. De Courcel et Bernard Tricot seront d'abord informés. Cinq hommes au plus dont deux ou trois peut-être oseront ce jour-là formuler un avis, avancer une suggestion, – risquer avec mille précautions une réserve.

L'oracle rendu, le soin de l'interpréter et de le traduire dans les faits va échoir à M. Michel Debré. Le premier des ministres fera appel avant tout aux lumières de son plus intime collaborateur, M. Constantin Melnik. Derrière ce patronyme slave et ce prénom impérial, on trouve l'une des plus influentes personnalités de la Ve République. M. Melnik se soucie peu d'être un homme inconnu pour le grand public, ou plutôt la notoriété l'incommode. Spécialiste de l'anticommunisme, et de l'action

clandestine, il n'a jamais brigué ce poste en vue et se contente aujourd'hui d'un titre de conseiller technique, parmi dix autres, comme il fut il y a dix ans attaché au cabinet de M. Brune, ministre de l'intérieur, ou secrétaire parlementaire du R.G.R., puis des républicains sociaux au Sénat. C'est là toute sa carrière, officiellement, mais les initiés savent qu'il partage tous les secrets, connaît toutes les clefs, possède toute la confiance.

Pendant leur dialogue, M. Racine, directeur du cabinet, sera seul à franchir parfois la porte du bureau présidentiel. Si des ministres sont ensuite appelés, M. Guillaumat arrivera le premier, puis M. Roger Frey – bien plus comme stratège du gaullisme que comme ministre de l'intérieur. M. Giscard d'Estaing sera écouté avec attention, M. de la Malène entendu avec amitié. S'ils viennent eux aussi, M. Joxe sera interrogé et M. Chaban-Delmas reçu avec courtoisie. Faisons le compte : avec les visiteurs possibles de l'Élysée, nous arrivons à douze.

Autour d'eux, d'autres ministres – M. Couve de Murville et, bien sûr, M. André Malraux, – d'autres personnalités – M. Léon Noël ou M. Goetze, – pourront apparaître plus tard à l'Élysée ou à Matignon. Le chef du gouvernement comptera sur MM. Jeanneney et Chenot pour le seconder, sur MM. Baumgartner et Sudreau pour présenter leurs objections. Il s'appuiera aussi, en cas de besoin, sur quelques rares députés, sénateurs ou dirigeants de l'U.N.R., sur de hauts fonctionnaires moins nombreux encore.

Il sait que sur le millier d'hommes qui, dans la machine gouvernementale, au Parlement, dans l'administration et les grandes affaires, tiennent les leviers de commande, le tiers peut-être sera fidèle jusqu'au dernier quart d'heure. Mais s'il parcourt du regard les cercles concentriques où s'exécutent, s'élaborent et se prennent les options définitives, il revient toujours à cette poignée d'hommes, une douzaine, dont six ou sept seulement seront pour lui ou pour le chef de l'État des interlocuteurs. Dans la hiérarchie parallèle et non écrite de la Ve République, qui n'a évidemment aucun rapport avec l'ordre protocolaire, les titres et les fonctions, ce sont les vrais piliers du régime.

Officieux et techniciens

Il y a toujours eu dans la vie politique des officieux, Père Joseph ou Raspoutine. Un chef responsable a parfaitement le droit d'avoir des sympathies, et il n'est pas tenu de doser sa confiance selon l'importance des emplois. Pourtant, seuls les systèmes clos et secrets reposant sur un homme, ont ainsi délégué l'autorité véritable à des hommes estimables sans doute, mais qui ne tiennent leur mandat que du bon plaisir, tandis que les occupants officiels des postes et des sièges étaient tenus soigneusement à l'écart. Ce qui est frappant et même choquant, ce n'est pas la présence de conseillers personnels, ni que des missions leur soient parfois confiées, mais l'absence des ministres et des responsables confinés au mieux dans les tâches d'exécution, le silence des élus, réduits au rôle de figurants.

Les « politiques » sont en nette minorité dans les « entourages » ministériels. Les « grands corps » y règnent en maîtres, ainsi que les techniciens baptisés, quand ils ont déçu ou qu'on ne les comprend pas, technocrates. Cette situation entraîne diverses conséquences heureuses ou fâcheuses.

Les cadres supérieurs de l'administration ont très généralement la passion du service public. Ils y joignent un goût prononcé pour l'autorité qu'ils appellent efficience. Aussi n'apprécient-ils guère les Parlements, brouillons et incompétents, et sont-ils enclins à applaudir à leur abaissement. Ils ne se sentent vraiment à l'aise qu'avec ceux qui parlent leur langage, grand commis de l'État et organisateurs du secteur privé. Ils préfèrent invoquer les mystères de la technique plutôt que de se mettre à la portée des élus et de l'opinion.

Il est heureux qu'à défaut de réformes de structures pour lesquelles il eût décidément fallu plus qu'un changement de numéro de la République, l'établissement de vastes plans à moyen et long terme, d'importantes lois de programme et d'orientation, soit désormais admis et même souhaité par ceux qui entretenaient autrefois la querelle désuète du libéralisme et du dirigisme.

Il est en revanche regrettable que les puissances économiques et financières aient à ce point conquis droit de cité dans l'appareil de l'État qu'on ne parvienne plus à distinguer dans quelle mesure chaque thèse soutenue au nom de l'intérêt général ne reflète pas les intérêts particuliers les plus étroits. Le lobby restait, sauf exceptions, à l'extérieur, les groupes sont aujourd'hui dans la place.

Le pouvoir des technocrates

Enfin, il est tout à fait fâcheux que l'emprise des grands corps et des grands intérêts achève de déshumaniser la vie publique. La plupart des fautes commises et des conflits qu'elles engendrent tiennent bien plus à la présentation des projets et des mesures qu'au fond. Ils trahissent trop souvent un oubli, voire une sorte du mépris des Français de 1961 tandis qu'on édifie la France de 1970. Les vieux politiciens avaient moins de science et d'efficacité, mais plus de psychologie.

La vraie tentation à laquelle paraissent céder, par une pente naturelle, experts et spécialistes, c'est de chercher à éterniser cette situation qui comble leurs vœux, à l'institutionnaliser. Déjà certains qui conçoivent l'État comme la direction d'une grande société anonyme et la nation comme un objet d'administration élaborent des systèmes politiques de remplacement. L'absence d'équipe à la tête, le dépérissement de l'institution parlementaire et la dépolitisation de l'opinion leur laissent le champ libre. La disparition du général de Gaulle entraînera peut-être un retour temporaire aux délices et poisons du gouvernement d'assemblée ; elle ouvrira peut-être la voie à un régime autoritaire ; elle verra sûrement s'épanouir, à l'abri d'un de ces systèmes ou à leur place, le pouvoir des technocrates.

Pierre Viansson-Ponté

Post-face de l'auteur

(Deuxième récit en 2010, cinquante ans après)

L'Histoire est tragique

Hegel

J'ai longtemps hésité avant de republier mon livre paru en 1988 sous le titre *Mille jours à Matignon*. Des mois de doute se sont égrenés depuis l'aimable proposition de ce grand éditeur d'une petite maison d'édition en pleine expansion, Yannick Dehée. Pouvait-on, près d'un demi-siècle plus tard, revenir, fût-ce pour des raisons strictement historiques, sur un passé de fureur qui, aujourd'hui encore, n'a pas fini, tout en me taraudant, de torturer les consciences françaises ?

Si, finalement, je me suis décidé à me jeter à l'eau, c'est que cet ouvrage m'est apparu, à la relecture, d'une indubitable actualité et pouvant, comme telle, s'avérer utile aux nouvelles générations. N'en déplaise à la modestie que le grand âge m'a imposée, ce texte ne semble pas avoir pris beaucoup de rides et apporte une image toujours vivante et colorée d'un épisode mal connu : la naissance difficile, après le coup d'État de mai 1958 et trois années d'une guerre en Algérie souvent intolérable, d'une Ve République dont nous ne connaissons plus que la stabilité et la solidité.

Enfin, saboté par des éditions Grasset choquées par la nature iconoclaste et peu littéraire à leurs yeux de ma démarche, le livre mis en librairie il y a plus de vingt ans n'a pas rencontré un public plutôt avide de la sacralisation à outrance d'un Charles

de Gaulle, dernière idole de la France, devenu une place et un aéroport. Abondamment recensées par une presse surtout sensible à leurs savoureuses péripéties – le cocasse affolement des « compagnons » gaullistes devant un putsch de carton vaut, effectivement, son pesant de cacahuètes –, mes bribes de souvenirs n'ont pas provoqué les réflexions de fond auxquelles naïvement je m'attendais. Le pouvoir *per se*, la corruption qu'il entraîne tout naturellement, une guerre coloniale absurde qui devrait, les décennies se succédant, cesser d'être nimbée de passions déchaînées et de globalisations inconsidérées, le rôle véritable des services secrets passaient aux oubliettes. Il ne restait – et il ne reste –, au plus haut des cieux, soit un Dieu vivant, accordant, après le lumineux 18 Juin, une indépendance indispensable à un pays qui la méritait, soit un Satan « abandonnant » une terre abusivement considérée comme française.

Et, puisque nous en sommes au diabolique, n'oublions pas l'Enfer d'une guerre dont nous ne distinguons plus suffisamment les différents cercles. Qu'y a-t-il de commun, en effet, entre les abominables tortures de la « bataille d'Alger » sous une IVe République désirant *détruire* entièrement l'ennemi nationaliste et l'approche plus teintée de « réserve » sous de Gaulle lorsque le Dieu vivant cherchait en tâtonnant, tout en affaiblissant l'adversaire, à négocier avec lui une solution acceptable pour tous ?

Un galion, encore flamboyant mais vermoulu, chargé des plus grands trésors – les valeurs de la République – navigue tant bien que mal sur une mer démontée. Des vagues hautes de plusieurs étages secouent de bâbord à tribord sa belle mais vieille carcasse : la « gauche » glapit contre la « dictature » du Capitaine, la droite dénonce à grand fracas la trahison de « l'Algérie française ». Comble de malheur, des sous-marins hostiles entourent le rafiot, lançant contre lui fusées et torpilles : les attentats du FLN et de l'OAS. Hissé sur la plus haute et confortable vigie, le

Capitaine, que tous à bord considèrent comme un Dieu vivant, se contente, muni d'un haut-parleur relevant plus du rêve que des merveilles de l'acoustique, de définir, de temps à autre, les directions générales que doit prendre la surréaliste navigation. À l'intérieur du curieux navire, un commandant en second resté enfermé dans sa cabine, entouré de jeunes gens habillés de blouses blanches immaculées, s'acharne, avec une obstination maladive, à dessiner les plans du bâtiment à rénover. Existe-t-il une pierre philosophale pour donner force et vie à cette divinité qu'il vénère en l'appelant « l'État » ?

Dans les salons luxueux mais décatis du paquebot *République française*, des courtisans en dentelle sirotent, eux, tranquillement du thé, en attendant, une fois la tempête calmée, d'accéder à la fortune et d'acquérir le titre nobiliaire de « baron ». À la moindre secousse cependant, ils se projettent contre les murs tels des papillons pris dans un rai de lumière, pendant qu'en haut, sur le pont, un équipage formé *in extremis* de bric et de broc court dans tous les sens, ne sachant que faire tant que n'aura pas retenti, du haut de son inaccessible vigie, le verbe magique du Dieu vivant. Il y a de la chance pour les inconscients. Fort heureusement, trois destroyers plus ou moins brinquebalants car surgis de la nuit des temps – la IVe République – escortent et protègent l'étrange convoi. Le *Maurice Papon*, préfet de Police de Paris, le *Jean Verdier*, directeur général de la Sûreté nationale, le *Général Grossin*, chef des services secrets, s'efforcent, tant bien que mal, de dévier les torpilles – par bonheur maladroites – visant le vieux galion et de rendre coup pour coup de leurs canons rouillés à souhait.

Bien que les murs de nos salons et lieux publics soient aujourd'hui ornés du noble tableau d'un majestueux porte-avions *Charles-de-Gaulle* manié par des navigateurs de grand talent vers une destination claire et précise, je crois, moi, avoir bien réussi la peinture de la triste mais combien plus jubilatoire réalité. Le personnage tortueux du « Grand Charles », perdu dans son rêve et ses hésitations, les ministres – les « sinistres », disait-on sous la IVe République – falots et incompétents, les courti-

sans – les « compagnons » selon la terminologie usuelle – ensommeillés mais peureux et agités, la relative solidité des « structures de force », pour parler comme les Russes, héritées de la « Quatrième » me paraissent bien dépeints. Et pourtant, il y a, dans mon livre, selon un sketch mémorable de l'humoriste Fernand Raynaud, « comme un défaut ».

En laissant, après un quart de siècle, remonter en moi ces bouffées de souvenirs, ou en recueillant des confidences sur une époque encore obscurcie par des passions mal digérées, je dois avouer que j'ai complètement – mais alors complètement – raté la description de mon propre personnage. Bien évidemment, mon iconoclaste récit n'a rien du *Verbatim* d'un Attali ni des Mémoires autoglorificateurs d'hommes désirant se mettre en valeur à partir d'archives prétendument incontestables. En conséquence, ma peinture politiquement incorrecte fourmille, du moins en ce qui me concerne, de déformations et d'erreurs dont le caractère littéralement démesuré m'arrache aujourd'hui, à la fin de ma vie, la chair de la peau. Afin de surmonter mon hésitation à revenir, dans ces tristes et fallacieuses conditions, sur le devant de la scène, j'ai donc demandé à m'entretenir, avec un jeune historien de talent, Sébastien Laurent, afin de corriger et éventuellement enrichir mon texte initial. Mais cette précaution est-elle suffisante ?

Un détail important n'est qu'imparfaitement esquissé dans ma toile à la Salvador Dali. Pendant que, durant cette tempête sans pareille, le vieux mais superbe galion navigue et que les antédiluviens destroyers s'efforcent de le protéger contre les sous-marins s'attaquant à sa sinueuse route, entre deux torpilles manquant leur but, un minuscule canot faisant eau de toutes parts tangue sur la mer en fureur.

À bord, un jeune mousse, modeste analyste de la lointaine mais menaçante Union soviétique, issu de la douloureuse émigration russe, s'arc-boute, au milieu des vagues déchaînées, sur de pauvres rames pourries et sortant de leurs glissières. Bien qu'ancien sous-fifre de la défunte « Quatrième » et seul conseiller étranger

d'une éminente fondation de recherches stratégiques américaine, il a décidé, envoûté par la combien glorieuse figure de Charles de Gaulle, de se dévouer pour lui corps et âme. « Pour le tsar, pour la foi, pour la patrie » : on n'échappe pas à sa prime éducation.

La tempête enfle et les torpilles fusent et le petit moussaillon dans son minuscule canot reçoit en morse des appels angoissés des destroyers chargés d'escorter le précieux galion. Sous l'œil indifférent de la Vigie confortablement installée sur le plus haut des mâts, le matelot redouble d'efforts, s'approche du navire brinquebalant qu'il n'entrevoit que dans le brouillard. Il s'agrippe tant bien que mal aux cordages qui pendent, court en glissant à perdre haleine sur le pont déserté par son équipage. À bout de souffle, il force la porte de la paisible cabine du revêche commandant en second. Les calmes laborantins en blouse blanche s'enfuient effrayés pendant que, trempé et suant de tous ses pores, l'étrange moussaillon supplie le coléreux réformateur de renoncer, ne serait-ce qu'un bref instant, à ses psychotiques obsessions.

Mais, aurais-je eu le génie d'un Gogol ou d'un Kafka pour peindre des scènes aussi peu héroïques que burlesques dans leur peu brillant ordinaire, qui donc, à Paris, les aurait publiées ? La censure commerciale et littérairement correcte est tout aussi puissante que celle du plus totalitaire des régimes et tout le monde ne saurait être un Boulgakov retouchant sur son lit de mort son génial *Le Maître et Marguerite* promis sous Staline au plus immortel des oublis ? Lorsque je publiais ce livre que j'hésite tellement à rééditer, nous vivions à l'ère des super-héros : Astérix, de Gaulle, Papillon, Borniche, sans oublier l'imaginaire Trepper surgi de l'« illusion lyrique » de Gilles Perrault. Dans ce déferlement torrentiel d'exploits irréels – sauf, bien entendu, l'appel du 18 Juin –, je traversais, moi, l'époque la plus difficile de ma vie d'immigré au sein peu bienveillant d'une France que j'ai surtout connue raciste et renfermée sur ses misérables privilèges petits-

bourgeois. « Changez donc de nom, m'avait conseillé mon premier mentor en politique, le ministre de l'Intérieur de la IVe République Charles Brune. Constantin, ça fait tailleur grec et Melnik franchement cagoulard. »

En butte à l'ingratitude du couple de Gaulle-Debré, indifférents au sort futur du simple « contractuel » que j'avais été auprès du Premier ministre, devenu par hasard un éditeur free lance associé aux plus nobles maisons germanopratines, je ne désirais plus tremper le moindre petit doigt dans le chaudron nauséabond d'un pouvoir gaullien revigoré par l'extirpation de l'écharde algérienne. Mais, au lieu d'inonder les plages d'insipides pavés américains comme le faisait Robert Laffont, l'idée m'était venue, impressionné par la brillance des chroniqueurs rencontrés à Matignon – Jean Cau ! –, de faire écrire des best-sellers, eux français, par des journalistes de talent. Ce fut, entre autres, les remarquables *L'Orchestre rouge* de Gilles Perrault, *Treblinka* de Jean-François Steiner, *Flic Story* de Jean Noli mais signé par Roger Borniche qui jouaient tous, avec d'impressionnants succès, sur la glorification des sur-hommes précédant et suivant Mai 68. Hélas, il est plus facile de torcher, durant ses vacances, un « roman » de deux cents pages auquel Grasset ou Gallimard vous promettent le Goncourt qu'ils manipulent à grands coups de corruption – « Il n'y a, disait Voltaire, de pires canailles que les gens de lettres » – et mon type d'édition se mourait, sous mes yeux épouvantés, de sa plus belle mort. Devant ce cadavre en devenir, je découvrais, perturbé jusqu'au plus profond de mon âme, le véritable sens du concept marxiste d'« aliénation ». Je n'étais plus le chef d'orchestre d'auteurs de haut vol mais l'homme à tout faire, à tout corriger et à tout subir d'un personnage aussi mégalomane que l'ancien inspecteur Borniche qui, enivré par son savoir-faire dans les médias, en arrivait à me reprocher d'avoir toléré qu'Alain Delon incarne à sa place son personnage dans *Flic Story,* le célèbre film d'alors. Le grand public aime les mythomanes, et la « fabrication » – le mot est juste – d'un « Borniche » par an, consacré à des prouesses pourtant jamais renouvelées et fortement fantasmées,

me demandait autant d'efforts que la mise au point du *Temps perdu*. Les éditions Grasset, qui ramassaient cette juteuse manne, ne manquaient pas pourtant une occasion de me témoigner leur mépris au nom d'une déesse « Littérature », aux pieds de laquelle ils se prosternaient, incapables, privés de ce dernier grand éditeur qu'était Bernard Privat, de la distinguer d'une call-girl peinturlurée de Las Vegas.

Or, pendant que je m'enfonçais dans le néant, les « barons » gaullistes se pavanaient, eux, aux postes les plus prestigieux, déformant sur les écrans et les médias, avec une allégresse confinant à l'indécence, des événements auxquels ils n'avaient, par peur et par prudence, jamais participé. Avec la salutaire arrivée au pouvoir de François Mitterrand, la possibilité était pourtant venue de rétablir enfin la vérité et je fus soudain saisi, dans mon pénible anonymat, du désir irrépressible, en dynamitant le mythe, de mettre à nu la réalité des débuts d'une République que j'avais connue moins flamboyante et superbe qu'elle ne le prétendait.

Sébastien Laurent s'étonne que je n'aie pas publié mon médisant témoignage dès l'arrivée de la gauche au pouvoir. D'une part, l'instauration – combien tardive ! – d'une véritable démocratie en France s'accompagnait de soubresauts politiques qui ne conféraient pas une brûlante actualité à mes souvenirs, fussent-ils féroces, sur les débuts peu reluisants du « gaullisme ». Mais, d'autre part et surtout – et c'est là un argument en ma défense –, j'ai voulu d'abord essayer d'émerger de mon marécage grâce à ma spécialité initiale : l'analyse, dans le style de la Rand Corporation américaine à laquelle j'avais appartenu avant Matignon, de l'Union soviétique et du communisme « marxiste-léniniste » qui sous-tendait la moindre de ses activités. Durant trois ans, enfermé dans ma campagne beauceronne et m'éloignant progressivement de la « bornicherie », je dépouillais, comme on me l'avait appris dans ma jeunesse, les vingt-huit tomes de *L'Encyclopédie soviétique*. Le résultat fut le volumineux *La Troisième Rome. Expansion en déclin de l'empire communiste* que je remercie Jean-Claude Fasquelle d'avoir recueilli chez Grasset en 1985. L'ar-

gent gagné sur Borniche méritait bien la satisfaction de ce léger caprice et ce léger dédommagement.

Cette analyse – austère, je l'avoue – du communisme vu comme une nouvelle religion séculière au service d'une Union soviétique créatrice d'une nouvelle civilisation expansionniste, animée par le nouvel ordre politique du « Parti-État », a été jugée « remarquable » par le grand historien de l'antisémitisme et de la Russie, Léon Poliakov, qui alla jusqu'à publier un livre sous un titre voisin et s'appuyant sur de larges extraits de ma propre œuvre*. Las, l'opus ne se vendit en France qu'à 700 exemplaires et ne connut aucun retentissement médiatique. Selon une formule chère à Jean-Claude Fasquelle, bourgeois entre les bourgeois, je restais, dans l'Hexagone, privé de « surface sociale ».

En revanche, le « Grand Jeu » me poursuivait. Mis à part mes assez extraordinaires entretiens avec Allen Dulles, prestigieux chef de l'alors puissante CIA ou le déroulement des négociations avec le FLN, je n'avais appris sur lui rien de véritablement intéressant durant mon bref passage à Matignon. Cependant, je n'avais jamais cessé de m'y frotter après mon peu glorieux départ, ne serait-ce que pour rendre acceptable ma plongée obligée dans le monde combien difficile de l'édition. « Une forme de proxénétisme et de prostitution », disait Bernard Privat. *La Troisième Rome* fut, en effet, traduite en anglais par un ami de la CIA, et de courts résumés étaient au fur et à mesure remis au président Reagan, renforçant, me dit-on, sa certitude d'avoir à faire face à « l'Empire du Mal ». Quant au KGB soviétique, il s'indigna de cette opération de « diversion historique des services secrets capitalistes ».

C'est peut-être d'ailleurs cette réputation d'idéologue engagé sans haine contre le soviétisme qui m'a rendu connu et populaire dans la Russie moderne. En me liant d'amitié avec d'anciens dirigeants de la « recherche » d'un KGB – je ne parle pas de son aile inacceptablement répressive que l'Occident a, moi en tête, diabolisée à outrance –, cette aura a en tout cas eu pour moi

* Léon Poliakov, *Moscou, Troisième Rome. Les intermittences de la mémoire historique*, Hachette, 1989.

des effets bénéfiques. D'enrichissantes rencontres et lectures en russe m'ont permis, après des tentatives romanesques mal comprises en France – un « espion » ne peut savoir écrire – car mal présentées et mal « lancées » comme des formes de témoignages alors qu'il ne s'agissait que d'essais d'« autofictions » arrivant à la mode, de m'attaquer à ce que je considère comme le point d'orgue de ma longue réflexion sur les services secrets après le rapide intermède de Matignon, peu significatif en la matière malgré ce qu'en disent les amateurs d'un sensationnalisme à bon marché*.

Apprécié en Russie en tant qu'un art indispensable à la « connaissance et anticipation » – belle formule du *Livre blanc de la défense*, déjà partiellement mise en œuvre dès la miniréforme de François Mitterrand en 1989 –, ce que les Anglo-Saxons appellent plus joliment l'*Intelligence* ne devrait, chargée d'identifier les menaces pesant sur la sécurité et les valeurs du pays, n'avoir qu'une vocation : constituer une « arme de paix ».

Quoi qu'il en soit et les « choses étant ce qu'elles sont », comme aimait à dire le Général, je n'aurais jamais été en mesure, de Gaulle régnant ou sous ses navrants successeurs, de publier un témoignage aussi mal élevé que ces *Mille jours à Matignon*. « Un étron dans un salon », protestera l'un des dirigeants pourtant peu « gaulliste » de Grasset. Seul le vent de liberté que fit souffler François Mitterrand me permit – mais seulement vingt-cinq ans après les événements que j'avais observés – de m'exprimer avec une franchise que j'aurais voulu bien plus cruelle – je pense à l'inquiétant Jacques Foccart – mais qui se trouvait limitée par le fait que les personnages que je croquais étaient, pour la plupart, encore de ce monde.

Mes motivations étaient-elles cependant aussi honorables que je le croyais ? Bien que défenseur obstiné de la vérité historique – si j'étais devenu et resterai toute ma vie durant un analyste de

* Constantin Melnik, *Les Espions, Réalité et fantasmes*, Paris, Ellipses, 2008 ; Moscou, Ripol, 2009.

l'Union soviétique, ce n'était, et ce ne sera, que pour essayer de comprendre une idéologie qui avait jeté à bas et massacré ma famille russe –, adepte passionné du « tout dire » afin que des erreurs commises ou des « dérapages » plus ou moins tolérés ne se renouvellent jamais, n'obéissais-je pas également à d'obscures volontés de règlement de comptes ? Arrivé à l'âge de 60 ans mais totalement oublié, méprisé ou aliéné, angoissé de surcroît par l'idée de manquer d'argent comme dans ma miséreuse enfance d'immigré russe, ne désirais-je pas, l'homme est faible et naïf, être enfin, quelque part, « reconnu » ? Ne nourrissais-je pas le souhait malsain d'entrer par la grande porte dans l'univers mirobolant des « super-héros » de pacotille dont les médias nous gavaient alors avant que ces inventions de Monoprix – j'exclus toujours l'appel du 18 Juin et la libération de la France sans guerre civile ni occupation étrangère, voire le retour à la paix dans la souffrante Algérie – ne soient remplacées dans nos jours paisibles par des people tout aussi envahissants mais moins nocifs en raison de notre contemporaine mais terne société de « divertissement ».

Mon insondable vanité est cependant sinon excusable du moins compréhensible. Déjà, durant ma collaboration de trois ans et trois mois avec le premier des Premiers ministres du Général de Gaulle – cette formulation me paraît plus conforme à la réalité de mes rapports avec Michel Debré que « membre du cabinet », voire « conseiller » –, la presse de l'une des époques les plus dures que la France ait connue s'en était donné à cœur joie. Avec le talent aigu que lui avaient conféré les turbulences de la IVe République – « pas d'institutions mais des hommes remarquables », diagnostiquera Raymond Barre –, ne m'avait-elle pas revêtue de ce qu'elle appelait alors si joliment un « costume à carreaux » ? Enfiévrés par la guerre et les troubles en Algérie, ne comprenant pas – il y avait de quoi ! – le nouveau pouvoir, n'ayant pas de grain à moudre avec des ministres inconsistants, des courtisans se contentant de se traîner aux pieds du Dieu vivant, de petits bureaucrates surgis de chez Courteline – aucun haut fonctionnaire ne voulait s'engager dans une aventure aussi incertaine

que périlleuse – peuplant désormais les palais ministériels pendant que le Parlement se transformait en un terne ramassé de « godillots », les journalistes les plus brillants de la place de Paris n'avaient-ils pas transfiguré un petit matelot certes actif mais modeste en un corsaire de légende ?

Les fantasmes qui se mirent alors à tournoyer autour de ma personne étaient si puissants et flamboyants qu'il m'était difficile de ne pas en être prisonnier et – horreur des horreurs ! – de ne pas me prendre pour le personnage mythologique que j'étais devenu mais que j'avais, d'une certaine façon – mais d'une certaine façon seulement – été en réalité. « L'astre le plus brillant de Matignon bien qu'il porte des lunettes noires. Y en avait-il donc un ? » ironisait *Le Canard* avant de me qualifier aimablement de « Serbo-Croate de service » ou de « SDECE tartare » et d'utiliser mon nom de métèque slave en un simple substantif : « faire le melnik ». « Qui gouverne la France ? » titrait le vertueux *L'Obs* en m'attribuant d'ailleurs une biographie à se faire dresser les cheveux sur la tête car inspirée par les esprits les plus inventifs d'un KGB n'arrivant pas à se faire à l'idée qu'un Russe blanc puisse, en France, être autre chose qu'un chauffeur de taxi.

Même l'admirablement intelligent *Le Monde* traçait de moi, après le début des négociations avec le FLN que j'avais initiées, un portrait si louangeur que je ne résistais pas, vanité des vanités, au plaisir de le placer en exergue lorsque, après vingt-cinq ans d'humiliations infligées par un « gaullisme » particulièrement arrogant, je pus enfin jeter une dérisoire bouteille à la mer de l'Histoire. Malgré les mystères m'entourant, je serais, Père Joseph de Michel Debré, « l'une des personnalités les plus influentes de la Ve République ». Or l'analyse du si clairvoyant Pierre Viansson-Ponté – « la France s'ennuie », prédira-t-il avant Mai 68 – est à la fois vraie et fausse. Vraie car, comme osait le constater « Viansson », le Général de Gaulle se contentait de diriger un « gouvernement de la parole » alors que le Premier ministre était contraint, dans cette forme bizarroïde d'exercice du pouvoir, d'assurer le « ministère de l'action ». Fausse car « l'oracle rendu »,

« le premier des ministres » ne fera pas, comme le prétend notre pourtant avisé chroniqueur, « appel avant tout aux lumières de son plus intime collaborateur, M. Constantin Melnik ». Malgré la différence d'âge, j'étais certes alors un ami plus qu'intime de Michel Debré, bien que ses caprices et colères, ses faiblesses pour « l'Algérie française » aient commencé à m'irriter. « Viansson » ne se trompait pas car le Premier ministre faisait « appel » à moi plus que de raison. Mais, et c'est là que la lucidité du meilleur observateur de la vie politique parisienne est prise en défaut, ce n'était exclusivement que sur les problèmes de maintien de l'ordre, au cours d'une époque, il est vrai, particulièrement troublée. C'est d'ailleurs peut-être cette continuelle sollicitation d'un pouvoir incompétent, ignare, indifférent en matière de ce que je préfère appeler « la paix civile » au cours d'une guerre débordant de passions, qui explique l'inhabituelle – mais combien agréable – méprise du lucide Pierre Viansson-Ponté.

Noircissons le tableau en abordant un registre moins noble : celui du fantasme de « l'espion », être tortueux et malfaisant mais tout-puissant, que traînent derrière eux des services secrets si profondément incompris en France. Bien qu'un analyste puisse dénicher plus d'informations que celui qu'on appelle dans ce curieux métier un « opérateur » – comme je l'avais fait pour le maréchal Juin en lui désignant l'inconnu Khrouchtchev en tant que successeur probable de Staline –, je n'étais à Matignon qu'un néophyte dans un renseignement qu'on doit effectivement qualifier d'« opérationnel » si on ne désire pas, selon la tendance actuelle, doter cet ectoplasme intellectuel, sans jamais le définir, de tous les attributs d'une vache sacrée. « L'espionnage » – j'aime bien ce terme, lui, peu ambigu – ne me fascinera que plus tard lorsque je m'acharnerai, notamment, à essayer de découvrir tout ce qu'on m'avait si soigneusement dissimulé quand j'exerçais mes dures fonctions auprès du Premier ministre. Mais je ne trouverai mon véritable bonheur, après une lune de miel avec une CIA alors séduisante et fréquentable, qu'après la chute du communisme lorsque je pourrai m'initier à l'art de la « recherche pure »,

tellement estimée, étudiée et soutenue en Russie par le pouvoir et l'opinion publique. En conséquence, je ne suivais donc les problèmes du SDECE que de très loin, imparfaitement et jamais en détail. Mais le mythe frelaté d'une espèce de sous-James Bond – « barbouze », disait-on durant la guerre d'Algérie « à cause de la fausse barbe qu'il porte parfois », précise avec une intelligence aiguë *Le Petit Robert* – ne pouvait que donner à ma personne pourtant modeste dans ce secteur de la sécurité extérieure une coloration certes erronée mais – « hélas, hélas, hélas » comme aimait à le marteler le Général de Gaulle – quelque part plaisante.

Au secours, Sigmund Freud !

Bref, en relisant vingt ans après mes souvenirs, je suis frappé et indigné – je ne trouve pas de mots assez forts – par l'incroyable fausseté, au sein d'un tableau qui dépeint, lui, assez bien la réalité, l'atmosphère et les personnages de ce pénible accouchement de la Ve République, de mon propre autoportrait.

Faut-il qu'aient été fortes les souffrances causées par l'assassinat politique du petit matelot russe faisant « trop désordre » sur l'avantageux porte-avions *Charles-de-Gaulle* pour que j'aie osé, ô aberration, parler de ma « toute-puissance » (*sic*) afin, probablement, d'exorciser toutes les « bornicheries » qui, par ingratitude gaullienne et snobisme clanique des « grands » éditeurs germanopratins ne me considérant que comme un simple « directeur de collection », m'avaient été imposées ? Pis – je n'ai pas la force de relire mon texte pour aller pêcher d'autres exemples de ces scandaleuses fanfaronnades –, quel désir de prendre ma revanche a-t-il bien pu me pousser à me présenter, quelque part, comme le « commandant en chef du SDECE en temps de guerre » ? La réalité est plus complexe et moins glorieuse, bien qu'effectivement un conflit armé déchaîné puisse rendre l'activité des services secrets plus dure et difficile que pendant une époque bénie de paix.

Ce n'est pas moi, en effet, qui assumais ce rôle éminemment délicat mais, tapi tout seul dans sa lointaine caserne des Tourelles

– « la Piscine » pour les amateurs d'eaux troubles – le général Paul Grossin, général d'armée approchant de la soixantaine et ayant exercé d'importantes fonctions politiques auprès des dirigeants de la IVe République. N'avait-il pas été le chef de la maison militaire du président de la République socialiste Vincent Auriol, durant la guerre d'Indochine ? Le jeune analyste sans expérience « opérationnelle » que j'étais à ses yeux était surtout destiné à lire son abondante – mais intellectuellement pauvre – « production » de renseignements collectés aux quatre coins de la terre. Voire, si le besoin s'en faisait sentir, à servir, en profitant de ma particulière relation d'amitié avec le Premier ministre, d'ambassadeur extraordinaire et de « protecteur » auprès d'un Michel Debré encore plus ignare dans ce domaine hautement spécialisé qu'en matière d'ordre républicain. Ne confondra-t-il pas, dans ses ennuyeux Mémoires, « renseignement » et « contre-espionnage » ?

L'unique contact intéressant avec « le Grand Jeu » sera constitué à mes yeux par mes relations permanentes avec Allen Dulles, le chef de l'alors toute-puissante CIA, et ses représentants à Paris – mais dont je ne parle pas, curieusement, dans mon livre car elles n'ont pas dû me paraître suffisamment valorisantes pour le lecteur français. Pestiférés du « gaullisme », ces as du renseignement américain me tenaient au courant du développement du monde, tout en faisant confiance, semble-t-il, à ma constante défense de la politique algérienne du Général, effectivement peu compréhensible dans ses méandres pour un observateur étranger, fût-il de la qualité exceptionnelle du brillantissime et cher « Allen ».

Idem de Maurice Papon, puissant chef d'une préfecture de Police de Paris, État alors dans l'État, et qui ne désirait traiter directement qu'avec le général de Gaulle et Michel Debré en personne, ou, pis-aller, prendre le thé avec leurs directeurs de cabinet. Je n'étais, quant à moi, informé de ses intentions et résultats que par le bon-vouloir – souvent incomplet – de son directeur de cabinet, l'efficace et d'ailleurs fort sympathique,

Pierre Somveille. Je n'avais de relations constructives qu'avec mon ancien ami de la IVe République, le préfet Jean Verdier que j'avais fréquenté au cabinet du ministre de l'Intérieur, Charles Brune, avant de rejoindre la « division Renseignement » de l'état-major du maréchal Juin où j'avais entrevu le général Grossin. Remarquable directeur général de la Sûreté nationale, républicain et modéré jusqu'à la moelle, Jean Verdier veillait à ce que la même « légalité républicaine » s'appliquât à mes rapports avec les performants services placés sous ses ordres : les Renseignements généraux, la Police judiciaire ou la Surveillance du territoire dont les intérêts s'étendaient jusqu'à l'Algérie elle-même.

Cependant et là encore bien que mieux informé que par la trop indépendante et trop fougueuse « PP » grâce aux chefs compétents des RG, de la PJ ou de la DST, j'étais surtout un intermédiaire avec un Premier ministre qui, il est vrai, me faisait une confiance aveugle dans un domaine où il était si cruellement démuni*. Ce rôle de simple courroie de transmission aurait été secondaire si nous avions vécu une époque aussi relativement calme que de nos jours avec des ministres de l'Intérieur solides et un Premier ministre – ou un Général de Gaulle – comprenant quoi que ce soit à la sécurité publique. Hélas, il n'en était rien et si le mythe de « l'espion » n'avait pas été aussi fort, j'aurais dû être plutôt qualifié d'un tout aussi fantasmagorique « premier flic de France », constamment saisi, par Verdier et ses directeurs des services, des problèmes posés par le terrorisme FLN, puis, malheur des malheurs, par celui d'une OAS dont on aurait pu atténuer les méfaits si le pouvoir gaullien avait pris la mesure de la menace dès après le putsch d'avril 1961. Ou, « Michel Debré étant ce qu'il était », de « vice-Premier ministre clandestin et soigneusement caché au beau monde du maintien de l'ordre ».

* Plus tard, lorsque je déjeunai avec lui un jour de mai 1968, il entra, pour la première fois contre moi dans une de ses célèbres colères. Ne lui avais-je pas fait valoir que les barricades qui dans la nuit s'étaient dressées à Paris ne pouvaient que déboucher sur des événements risquant de devenir incontrôlables ? Rouge de fureur, il me cria qu'une compagnie de CRS et un discours du Dieu Vivant pouvaient inverser tout problème d'une politique qui lui était aussi étrangère que la débauche à une nonne de 80 ans.

Un autre problème, parallèlement aux les négociations avec le FLN, m'inspire pour une fois une certaine satisfaction avec le recul de l'Histoire. L'opaque silence des courtisans et des ministres – même de l'« Information » – entre deux apparitions du Dieu vivant m'obligea à rencontrer régulièrement les journalistes les plus importants de Paris afin de leur communiquer en toute objectivité les progrès des négociations avec le FLN et de la lutte contre l'OAS. Le Dieu vivant en fut, paraît-il très marri, lui qui aimait qu'on entende uniquement sa Voix miraculeuse.

Et puisque nous voilà plongés dans cette sécurité intérieure, inséparable pour moi de l'information honnête de l'opinion publique et qui m'obsédait jour et nuit à un point tel que cela pourrait servir d'excuse à mon « m'as-tu-vuisme », je relève une autre rodomontade qui ne m'inspire aujourd'hui aucune fierté. Ce n'est pas moi qui, bien que je les aie appréciés à leur juste valeur, ai pesé sur le maintien à leurs postes des dynamiques « hommes de force » – *siloviki* en russe – mis en place par la IVe République : le général Ely, chef d'état-major des Armées, Grossin, Papon, Verdier. Cette sage et cruciale décision a été prise par le Général de Gaulle en personne alors qu'il n'était, en attendant son élection à l'Élysée, que président du Conseil après le coup d'État de mai 1958 et que moi-même, ne prévoyant pas l'aventure catastrophique mais exaltante qui m'attendait, me préparais à émigrer aux États-Unis afin de continuer à y analyser l'Union soviétique au sein de ma chère Rand Corporation, tête pensante de l'aviation de bombardement stratégique américaine.

Bien au contraire, c'est Verdier et Grossin qui déterminèrent le cours de mon nouveau destin. Par des promesses mirobolantes, mon ami Michel Debré, apprécié au Sénat, où il avait été un moment membre du groupe radical-socialiste qui m'avait engagé comme secrétaire lorsque j'étais sorti major des prestigieuses Sciences Po, m'avait fait changer d'avis. Le premier des Premiers ministres de la nouvelle République ne m'avait pourtant pris à ses côtés que comme conseiller stratégique pour ana-

lyser les rapports – vitaux – entre les « deux blocs » : j'ai nommé le couple infernal URSS-USA.

Or Verdier et Grossin en avaient décidé autrement. Horrifiés par la nullité brouillonne – je pèse mes mots – de l'entourage de Debré et du Général, ils avaient, en toute simplicité – là où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir – demandé au nouvel occupant de Matignon que je devienne, afin d'établir un semblant d'ordre et d'efficacité, leur seul et unique interlocuteur. Pour la première fois en France apparaissait un « conseiller de Sécurité » et un « coordinateur » auprès du Premier ministre, mais *de facto,* sans moyens ni reconnaissance officielle, confié de surcroît à un jeune homme de 32 ans que, si j'avais été de Gaulle ou Debré, je n'aurais jamais choisi. Comme d'habitude dans la vagissante « Cinquième », le problème n'avait même pas été posé et j'étais contraint, épuisé jusqu'à l'extrême, d'improviser au jour le jour sous la pression d'événements hélas de plus en plus tragiques, avec des trous dans mes possibilités d'intervention – nous le verrons à satiété –, dignes du plus appétissant des gruyères suisses.

Chassez le naturel et il revient au galop. En attendant l'infiltration (après mon départ) par le sinistre SAC d'une police se refermant comme une huître ou l'envoi à Alger suite au putsch d'avril 1961 de polices « parallèles » que je combattrai souvent en vain de toutes mes forces, Debré essaya bien entendu, dualité de sa personne, d'imposer dans les structures ainsi laborieusement mises en place des « voyous » gaullistes, mais je n'eus aucun mal alors, en faisant appel à son incomparable sens de l'État, à obtenir le maintien de « l'ordre républicain » voulu par le Général lors de sa réinstallation sous les ors de la République.

C'est d'ailleurs durant cette époque et depuis Matignon que de Gaulle paraît avoir défini les orientations à suivre en Algérie, que Michel Debré ne fera qu'appliquer d'une manière souvent maladroite en raison de sa nostalgie pour « l'Algérie française ». L'« idée de manœuvre » était, semble-t-il, de prendre le FLN en tenaille entre d'une part une offensive militaire sans précédent – le « plan Challe » – et d'autre part un développement économique, social

et culturel du pays – « le plan de Constantine » –, ponctué par des appels généreux à la paix et à la raison : « paix des braves », « autodétermination », « République algérienne ». Las, les nationalistes du GPRA ne se traînèrent pas à Canossa comme l'avaient fait Guy Mollet et consorts en mai 58, devant ce magistral manœuvrier politique. Quels que soient les indubitables succès militaires français obtenus sur le terrain et la relative « normalisation », comme disaient les Soviétiques, de la situation dans le pays, les nobles discours du Dieu vivant rassemblaient plutôt la masse musulmane autour de l'aspiration à l'indépendance et du FLN qui l'incarnait. Ô ironie du Verbe et impossibilité d'aller contre « le sens de l'Histoire » ! « Je suis revenu trop tard aux affaires pour pouvoir construire quoi que ce soit de valable en Algérie », confiera de Gaulle à Debré lors de leur premier entretien sur ce sujet à l'Élysée.

Une circonstance aggravante vient exercer ici ses tristes effets. Malgré les exploits de la Résistance en matière de collecte d'informations de tout premier ordre sur l'occupant allemand, le général de Gaulle, doté d'une incomparable vision prophétique, mais restant par certains côtés un militaire typique du XIXe siècle, ne comprenait rien – mais alors strictement rien – au renseignement moderne. Aurait-il donné l'ordre à ses services secrets – je préfère, de loin, ce terme à celui de « services spéciaux » employé pendant la guerre d'Algérie – d'établir un contact ultra-secret avec les dirigeants du GPRA, que ces ébauches de pourparlers auraient, comme cela se produira en novembre 1960 après la reconnaissance par le Général d'une « République algérienne », entamé en coulisse un processus de négociations qui étaient, qu'on le veuille ou non, absolument inévitables.

Le caractère confidentiel d'une telle initiative accélérant la fin d'une guerre aussi absurde qu'inutile présentait un autre avantage. En raison de la clandestinité mise en œuvre par des services secrets bien commandés – c'était le cas alors avec le général Grossin –, ni l'Armée ni les pieds-noirs ni les activistes de « l'Algérie française » n'en auraient été avertis, protégeant ainsi la vie – cruciale en cette époque – de l'ancien chef de la France libre.

Pour en revenir, après cet exposé stratégique dont je m'excuse*, à la description plus amusante de mon étalage de « m'as-tu-vu », une interrogation de taille se dresse sur notre chemin. Quel orgueil inconscient et démesuré, quelles douleurs causées par mon rejet, tel un Kleenex usagé, quelle mythologie frelatée de James Bond de Prisunic, quelles considérations bassement médiatiques et commerciales m'ont-ils donc poussé à attacher l'image abusivement avantageuse que je désirais donner de moi-même, après vingt-cinq ans d'anonymat, à un « service Action », qui à Matignon m'inspirait plutôt des inquiétudes, voire des frayeurs et des suspicions ? Cette structure n'est-elle utile, en effet, qu'en temps de guerre et uniquement lorsqu'il s'agit d'implanter des mouvements de partisans derrière les lignes ennemies ? Certes « l'Action » avait bénéficié durant la Seconde Guerre mondiale d'un grand prestige et continuait, en ces temps révolus d'affrontement sans merci en Algérie, à être auréolée de la gloire de parachutistes beaux tels des dieux – *Les Centurions* – et constituant les troupes d'élite d'une Armée magnifiée à l'extrême. Il n'était donc que flatteur – toujours l'inexcusable fatuité ! – de s'acoquiner à cette cohorte superbe en apparence. De surcroît, le sabotage du *Rainbow Warrior* venait de se produire pendant que j'égrenais mes lointains souvenirs, inadmissible en temps de paix, faisant exploser, c'est le cas de le dire, l'un de ces énormes scandales politiques dont la France a le secret. L'affaire ne portait pas pourtant atteinte à l'idée – spécificité française et américaine proprement intolérable – que les « services spéciaux » sont à même d'apporter des réponses à des problèmes que ni le pouvoir ni l'opinion ne désirent saisir à bras-le-corps.

Le moment ne paraissait donc pas bien choisi, lorsque je rêvais, après avoir tant fait écrire les autres, de débuter une carrière littéraire en ressuscitant ma célébrité passée, pour essayer d'approfondir un point délicat entre tous dont je ne faisais, malgré une mise en garde de mon maître à penser Raymond Aron

* Il sera développé dans mon ouvrage en préparation : *Ombres et lumières des services secrets français.*

et des indices peut-être flous mais probants à mes yeux rendus particulièrement méfiants, que soupçonner la possible existence, « sans la soupçonner tout en la soupçonnant » comme disaient les « radicaux-socialistes » de mes débuts en politique. Était-il donc possible, lorsque je rédigeais mon livre, de tenter – malgré la réticence de mes interlocuteurs – d'établir la vérité sur un sujet qui fascine tellement mes compatriotes, les amateurs de sensationnalisme et les journalistes dits d'« investigation » ? « La Main rouge », les opérations « homo » ou « arma », quel romantisme malsain chez les uns et quelle hypocrisie chez les autres ! Ne continuais-je pas, moi, à être bouleversé jusqu'au plus profond de mon être par cette tragédie, autant que lorsque les nuages noirs de la subversion s'amoncelant sur ma France alors chérie, l'hôtel de Matignon était devenu pour moi une deuxième demeure en lieu et place de l'HLM que la République m'avait généreusement accordée ?

Durant tout le reste de ma longue vie dédiée à l'étude d'un renseignement qui ne saurait, en aucun cas, constituer une association de malfaiteurs exécutant les basses œuvres d'un pouvoir de République bananière, je m'en voudrais de n'avoir pas eu le courage de tirer les choses au clair lorsque je disposais d'un semblant, fût-il mince, de pouvoir et de m'être contenté, torturé mais indifférent, d'écarter d'un dédaigneux quoique taraudant geste de la main ces guêpes inopportunes. En jouant ainsi au mini-Ponce Pilate – mais avais-je la moindre marge d'intervention, vu mon modeste rang et mon jeune âge, face à des personnalités plus mûres, plus puissantes et plus expérimentées que moi ? –, je disposais néanmoins d'un semblant de justification. Ne croyais-je pas dur comme fer à la profonde honnêteté du général Charles de Gaulle et au fait – incontestable – qu'il était le seul à pouvoir apporter un terme au drame algérien ? Et ne fallait-il pas – de nouveau, la vanité – continuer à participer, d'une manière que je désirais, comme Jean Verdier, aussi humaine et républicaine que possible, au maintien d'une « paix civile » – terme que je préfère au policier « maintien de l'ordre » – sans laquelle l'ancien chef de

la France libre aurait, malgré tout son prestige, été balayé tel un fétu de paille ?

Mais pouvais-je donc, un demi-siècle plus tard, face à mes feuillets, me fier à mes soupçons passés, moi qui, émigré russe ne comprenant rien aux « jeux, délices et poisons » de la bourgeoisie française, déployais à son égard une méfiance – ou, par bouffées, une inconsciente et naïve confiance – confinant à la psychose ? Le général Grossin était-il plus crédible quand, ébranlé lui aussi par sa projection dans le caniveau lorsque ses services ne parurent plus nécessaires, il m'affirmait lors d'allusions jamais approfondies que les opérations du « service » n'auraient pu, si elles avaient eu lieu, qu'être « homéopathiques » et « se compter sur les doigts de la main », à la différence de ce qui se serait passé si les « voyous » gaullistes s'étaient emparés de tous les leviers de commande. « Un bon Algérien est un Algérien mort », me disait, en me révulsant, l'un des sous-barons, Alexandre Sanguinetti, en protestant contre « l'inaction » du SDECE.

Le problème se compliquait lorsque, dans le même temps, Grossin me remettait, tout fier, afin que je les fasse figurer dans mon livre, outre de prétendues instructions d'un général de Gaulle qu'il ne supportait plus alors, un « bilan » invraisemblable, car dépassant de loin mes suspicions de Matignon, du type de ceux que tout bon état-major dresse pour justifier sa soi-disante efficacité. En fait, ces chiffres gonflés ne peuvent s'expliquer que s'ils font entrer en ligne de compte le résultat des coups d'épingle portés par le « service » contre l'armée nationaliste basée en Tunisie*. « Vous n'étiez pas fait pour ce métier », m'assènera un colonel d'« Action » après la lecture de mon ouvrage et je ne retrouverai la sérénité face aux services secrets français qu'après la miniréforme de François Mitterrand lorsque, échaudé par l'affaire du *Rainbow Warrior*, le président socialiste de la République remplacera, au moment où sa seconde réélection le lui permettra enfin, tous

* Cf. ci-dessous p. 449.

les matamores et autres traîneurs de sabre par des civils modérés et compétents dans l'art de la seule « connaissance ».

Dans mon livre, je me contentai donc de ne citer – outre le lamentable fiasco entraînant un mort au Quai d'Orsay lors de l'expédition par la valise diplomatique d'une bombe au Maroc, qui me fut révélé non par Grossin mais par l'enquête de Maurice Papon – qu'une seule conclusion que m'avait inspirée ma pénible réflexion sur la légitimité du recours à la violence d'État dans un secteur qui ne devrait être que d'anticipation et de paix. Une opération « action » ne peut être ordonnée – je dis bien : ordonnée – par l'autorité suprême de l'État que si, en cas d'échec ou de trop visible réussite, elle peut être dévoilée en toute franchise à l'opinion publique et à la communauté internationale, tant elle était militairement – et même moralement – justifiée, comme, aujourd'hui, disons, contre les animateurs d'un « hyperterrorisme » pouvant mettre la planète à feu et à sang. Mais était-ce bien le cas durant l'inacceptable guerre d'Algérie – on ne construit rien de solide sur le sable de la haine – et même après le retour bénéfique au pouvoir du général de Gaulle ? De déplorables « dérapages » ne se seraient-ils pas produits à partir de l'élimination de trafiquants d'armes – qui portent atteinte à la légitime défense non seulement de l'État mais de soldats et civils innocents –, de la neutralisation de combattants en armes jusqu'à l'assassinat, n'ayons pas peur des mots, de dirigeants politiques nationalistes et, aberration des aberrations, d'un avocat des « résistants » – je tiens à ce terme – du FLN en France métropolitaine ?

Et dans ce « glissement vers l'absolu » de la violence – horrifié, j'avais découvert à Matignon tout le sens de la formule de Clausewitz –, quel rôle exact avait bien pu jouer l'un des uniques personnages élyséens qui, fidèle de toujours du Dieu vivant, présentait une consistance qui, elle, me faisait franchement peur ? Mais comment aurais-je pu parler d'un Jacques Foccart qui était encore puissant et en vie et dont je n'étais jamais parvenu, en trois ans d'une fréquentation difficile, ni à faire le tour ni à établir les réelles activités ou les relations véritables avec le général de

Gaulle ? Bien plus âgé et plus haut placé que moi, cet adorateur sans bornes d'une Afrique – Françafrique ? – dont je ne m'occupais pas non plus, n'était-il pas, lui, saboteur déjà contre l'occupant allemand, « réserviste » du « service » dès ses débuts avec le grade de colonel, le pape incontesté de « l'Action », conçue comme l'instrument de la violence d'État ? Opaque et mystérieux, n'était-il pas de fait le porte-parole du Dieu vivant au sein de parachutistes aussi exaltés que leurs collègues d'Alger ? « Est-ce bien, ne pouvaient que s'interroger les innombrables visiteurs qui ne cessaient de défiler dans son somptueux bureau élyséen – je n'occupais, moi, qu'une soupente obscure en face de l'hôtel de Matignon – le Général qui s'exprime à travers ses lourds silences ou ses incompréhensibles allusions ? »

« Le Phoque » comme disaient ses amis – « le Bacille » pour ses ennemis qui lui attribuaient le patronyme de Koch – ne me manipulait-il pas en m'envoyant le chef du « service action » pour ne me parler, fort heureusement pour moi, que de sujets purement stratégiques qui ne pouvaient que passionner l'ancien conseiller de la Rand Corporation que j'étais ? Fallait-il maintenir sur le territoire français, comme l'avait décidé la IVe République aux tout débuts de la guerre froide, des cellules de « résistance » qui ne sortiraient de leur sommeil qu'en cas d'invasion de l'Armée rouge ? Je jugeai l'hypothèse parfaitement stupide mais Debré et Foccart considérèrent ma prise de position comme trop « intellectuelle », voire franchement gauchisante. Était-il utile de soutenir, dans le cadre de la recherche d'une « troisième force » qui aurait renforcé de Gaulle dans ses difficiles négociations, les survivants du « messalisme » dans le Sud algérien ? Était-il nécessaire de tenter d'affaiblir la dangereuse et puissante armée stationnée dans la limitrophe Tunisie et commandée par le redoutable Boumediene qui, plus tard, profitant des forces militaires ainsi accumulées, causera tant de torts à la malheureuse Algérie ?

Mais s'il y avait, parallèlement à ces opérations normales en temps de guerre, des affaires « réservées » qui m'étaient cachées et que je « soupçonnais, sans les soupçonner, tout en les

soupçonnant », par qui donc avaient-elles bien pu être ordonnées ? « Par les autorités suprêmes de l'État », m'avait répondu le général Grossin, en confirmant, au moment où je rédigeais mon livre, mes vagues et vite oubliées suspicions de Matignon. Les choses, pourtant, ne pouvaient être aussi simples. Maintenir une discipline inébranlable dans un service composé de parachutistes en symbiose avec leurs camarades algérois, qui s'efforçaient pourtant de les complexer en les traitant de « paras rouges », n'était pas alors aussi facile que pourrait le penser un néophyte dans une époque de calme. Comble de malheur, un pareil service attire par nature, et ne serait-ce que par ses réservistes, des personnages d'autant moins contrôlables qu'imbus de leur sentiment de toute-puissance et de l'impression d'impunité distillée par le secret absolu entourant ce domaine sensible entre tous. Des initiatives individuelles ont donc pu être prises sans même que le pouvoir suprême en eût été informé et que le général Grossin, soldat républicain entre tous qui soutiendra en 1965 la candidature de François Mitterrand contre le monarque de Gaulle, se serait cru obligé de « couvrir ». Les paras du « service action », qui ne participeront pas, et c'est leur mérite, à l'aventure sanglante de l'OAS, ne devaient surtout pas retourner leur, hélas, indubitable compétence de commando surentraîné contre la personne même du général de Gaulle dont la disparition physique aurait alors effectivement précipité la France dans le « chaos ».

Ni le « service action » en tant que tel ni les « autorités suprêmes de l'État » ne sauraient donc être accusés de tous les forfaits et crimes de la terre. Malgré la mythologie détestable de « la Main rouge », due à son appellation de mauvais polar, la France fort heureusement n'a pas, dans ce secteur si délicat en temps de guerre et de haine, et bien que cette idée soit perpétuellement reprise en boucle par les amateurs de sensationnalisme, pataugé dans le sang comme elle l'a fait en Algérie – 300 000 morts musulmans au minimum. Il n'en reste pas moins, quelle que soit la valeur des excuses avancées, que rien ne saurait justifier l'injustifiable même si, dans cette tragique hypothèse, cela ne consti-

tuerait, au plan stratégique sinon humain, qu'une écume sur une mer en pleine furie*.

Alors ? Je comprends que devant ce mélange malsain de secrets d'État et de fantasmes, j'ai décidé, dans mon livre, de fermer, comme à Matignon, les yeux sur cet incandescent sujet, d'autant plus que les témoignages recueillis étaient flous, approximatifs et contradictoires, voire teintés de la plus criante des mégalomanies. Mais comment ai-je eu, en un gonflement intolérable de l'ego, l'invraisemblable culot, combinant allègrement police et « services spéciaux », de parsemer mon texte de ces lamentables « *nos* » opérations qui me choquent à ce point aujourd'hui ?

Aurais-je été plus modeste et habité par l'humilité de l'historien que j'aurais dû – mais me serais-je alors bien « vendu » comme on le dit dans le jargon de l'édition ? – m'exprimer avec une précision moins vaniteuse et plus conforme à la complexité des réalités.

Ne fallait-il pas, disons, pour en revenir à une sécurité intérieure qui m'était plus proche, décrire plus sobrement les dispositions ayant entraîné les proprement ignobles « ratonnades » de la triste nuit du 17 octobre 1961 ? « L'opération, aurait-il été nécessaire de lire, d'interpellation et de détention provisoire au palais des sports des manifestants musulmans désirant, afin de protester contre le couvre-feu imposé à leur communauté, défiler sur les Champs-Élysées a été conçue par la préfecture de Police de Maurice Papon. Son caractère exceptionnel supposait l'approbation personnelle soit du général de Gaulle soit de son Premier

* Même en ce qui concerne les trafiquants d'armes, il existe des méthodes plus conformes tant aux techniques qu'à la déontologie de services secrets bien conçus. Le « recrutement », moyennant finances notamment, d'une secrétaire est tout aussi, sinon plus, productif qu'un meurtre. Mais une pareille approche suppose de l'argent, des dispositifs de surveillance à partir de « postes » à l'étranger afin d'établir le profil psychologique de « l'objectif » à corrompre. Malheureusement les services français, militarisés à outrance et méprisés par les diplomates, ne disposaient pas à l'époque de moyens aussi sophistiqués.

ministre. Quant à son organisation – réquisition du palais des sports ou des bus de la RATP –, elle ne relevait en rien des simples pouvoirs de police et ne pouvait avoir été ordonnée que par les plus hautes autorités civiles de l'État, ministre de l'Intérieur et ministre des Transports en tête. »

Oui. Pourquoi donc toujours ce « *nous* » détestable ? Je n'avais été informé que très vaguement des plans de Papon par son directeur de cabinet, et ne commençais à m'inquiéter et à demander des explications à Pierre Somveille qu'au moment où le nombre de morts musulmans dus à la pression du FLN sur la population et à la sauvage élimination de ses concurrents du MNA que je trouvais chaque matin sur mon bureau se mit à augmenter d'une manière exponentielle. Cent victimes, ai-je indiqué dans mon livre, brisant un silence officiel de cimetière qui allait perdurer durant des années sur ce pogrom commis par une police parisienne mal encadrée et affolée par les attentats dont elle faisait l'objet. Par souci d'honnêteté intellectuelle, j'avais augmenté de cinquante pour cent le chiffre brandi avec indignation par mon futur ami et avocat, le président du collectif des avocats du FLN, le regretté Me Mourad Oussedik. En fait, les travaux récents d'historiens sur les archives de la redoutable « PP » semblent indiquer que j'aurais dû – ô exagérations des temps de guerre ! – diviser le recensement nationaliste des disparus plutôt par deux.

Oui, mille fois oui : comment dans de telles conditions expliquer ce « *nous* » et ces « *nos* » qui faussent et déforment la réalité ? En dehors d'un accès d'une impardonnable fatuité, ne s'agit-il pas de la résurgence de la mystique orthodoxe de mon enfance où le péché – global – est partagé par tous ? Empreint de cette collective notion du péché, je me suis toujours senti responsable de l'action des autres. Élevé dans le collectivisme russe si éloigné de l'individualisme égoïste cultivé par la « douce France », je n'ai jamais non plus « refilé le saucisson à autrui » comme le commande la sagesse politique française si bien pratiquée par les courtisans de Charles de Gaulle. Au contraire, je me suis toujours demandé à Matignon comment je pourrais *faire mieux*,

afin d'éviter au pays où le hasard m'a fait naître les horreurs et les désordres auxquels mes origines russes me rendent tellement sensible. N'ai-je pas été, en effet, façonné par une révolution bolchevique qui a décapité mes familles paternelle et maternelle tout en condamnant à l'exil où j'ai vécu ma misérable enfance les rares survivants de ce déferlement d'effroyables violences confinant à l'infini ? Plus tard, c'est cette obsession du perfectionnisme – toujours la vanité ! – qui explique peut-être le succès des best-sellers des auteurs que j'ai découverts, « coachés », voire réécrits. En attendant ces temps de calme, pris malgré moi dans la tourmente algérienne, je m'interrogeais, une angoisse chassant l'autre, sur la manière d'obtenir les meilleurs résultats possibles dans le domaine qui, pesant et terrifiant, était tombé sur mes frêles épaules. Tout en essayant d'éviter toute forme de « dérapage » dont je n'aurais jamais voulu être ni responsable ni encore moins coupable, j'estimais que le maintien de la « paix civile » était indispensable au succès de la politique, qui ne pouvait qu'être juste et généreuse, d'un Charles de Gaulle auquel je faisais confiance alors sans la moindre réserve. L'appel du 18 Juin, le discours de Brazzaville, la décolonisation de 1958 ne témoignaient-ils pas de la pureté de ses intentions ? « Un homme de pouvoir, m'avait appris Raymond Aron, doit réfléchir comme un homme d'esprit », en ajoutant bien entendu qu'« un homme d'esprit doit, lui, penser comme un homme de pouvoir ». Avis aux « intellectuels » qui déversent sur la place publique n'importe lequel de leur état d'âme et jugent péremptoirement de la guerre d'Algérie comme si elle s'était déroulée, baignée de nos si douces et agréables sensibilités actuelles.

Ai-je néanmoins été aussi pur que je le prétends aujourd'hui, à l'approche de l'échéance fatale ? Ne désirais-je pas, dans la fatuité inconsciente de la trentaine, ressembler à mon arrière-grand-père, l'immense Serge Botkine, plus renommé en Russie que Pasteur en France, créateur et organisateur de la médecine moderne dans l'Empire du XIXe siècle et dont ma pauvre mère me rebattait les oreilles pour compenser peut-être notre extrême

pauvreté ? Ou, petit-fils de l'aujourd'hui canonisé par l'Église orthodoxe, docteur Eugène Botkine, sauvagement exécuté par les bolcheviks avec une famille impériale qu'il avait, sacrifiant ses propres enfants, décidé de ne pas abandonner à son tragique destin, ne croyais-je pas – combien naïvement – que je pouvais, comme lui, servir le Bien en contribuant dans la mesure de mes faibles moyens à permettre à mon tsar à moi, le général Charles de Gaulle, de ramener enfin la paix dans la malheureuse Algérie ?

Ou, hérésie des hérésies, ne s'agissait-il pas plutôt de la volonté morbide de se prendre, tel de Gaulle, pour Dieu ?

En dehors du ratage de mon autoportrait et de l'étalage indécent d'une trop forte vantardise, la deuxième raison de mon hésitation à me remettre, à 82 ans, sur le devant de la scène est bien plus profonde. Un lecteur français du début, tranquille pour lui, du XXIe siècle, peut-il comprendre – voire, je pèse mon mot : excuser – les violences qui se sont déchaînées en France et en Algérie il y a un demi-siècle ? Moi-même j'ai laissé s'écouler vingt-cinq ans avant de m'atteler à mon témoignage peu digne pour la « douce France » et vingt ans pour accepter – avec quelles réticences ! – de le rééditer.

Depuis la première publication de mes bouffées de souvenirs sur cette pénible époque, les choses ont bien changé. De sinistres personnages viennent se glorifier de meurtres qu'on aurait voulu imaginaires tant ils sont odieux… La toujours souffrante Algérie réclame – avec raison, je crois – la reconnaissance par la France des « crimes du colonialisme », bien que j'éprouve un pincement au cœur chaque fois qu'elle les amène jusqu'à l'année 1962. De Gaulle n'a-t-il pas souhaité – et œuvré pour – une « République algérienne » dès novembre 1960 ?

Quant aux « belles âmes », comme disait Raymond Aron en citant le philosophe Alexandre Kojève – *Schöne Seelen* –, elles sont mortes pour la plupart. Leurs chevaleresques mais souvent irresponsables prises de position n'en occupent pas moins

une place démesurée dans l'Histoire tant elles étaient marginales à l'époque du sang inutilement versé. Dans ce sillage, l'espèce d'ectoplasme qu'on appelle la « pensée unique » ne cesse de dénoncer à grand fracas les « horreurs de la guerre d'Algérie » sans voir à quel point les phases successives de la guerre étaient différentes les unes des autres. Durant le dernier chapitre auquel j'ai eu le malheur de participer, de Gaulle n'a-t-il pas condamné l'usage de la torture et nommé le lumineux Edmond Michelet garde des Sceaux ?

Secoué périodiquement par des crises économiques propres à un capitalisme nous apportant, qu'on le veuille ou non et malgré des zones de pauvreté difficiles à accepter, une prospérité et un bien-être sans pareils, l'Occident se concentre de nos jours – et à juste titre – sur la défense et le respect des droits de l'homme. Mais cette perpétuelle indignation devant nos écrans de télévision ou d'Internet est-elle, malgré les interventions d'admirables ONG, aussi respectable que nous le croyons ? Notre nouvelle déesse n'est-elle pas quotidiennement violée par nombre de pays dits « émergents » dont nous mendions des commandes pour nos industries ou les matières premières nécessaires à nos vies de luxe ? Et que dire des nouvelles menaces – la guerre froide n'avait pas que des inconvénients – qui pèsent sur notre monde béni à partir de « l'arc infernal » allant de l'instable Algérie jusqu'au tumultueux Pakistan, sans oublier les abcès purulents de l'Afghanistan et de l'Irak, l'interminable conflit israélo-palestinien ni les prétentions nucléaires d'un Iran d'une rare arrogance ? N'oublions pas, non plus – *last but not the least* – le 11 Septembre et le terrorisme islamiste qui peut toujours, soyons lucides, s'étendre à toute la planète. Bali, Madrid ou Londres ne sont pas si loin.

Imbibé d'une telle inconsciente félicité, de quelle façon le lecteur français pourra-t-il bien réagir aux violences dont je témoigne dans ce livre ? Confortablement assis dans son fauteuil et dégustant, afin de se consoler de ne pas voir la réalité en face, ce nouveau pop-corn que le pourtant socialiste Hubert Védrine appelle si joliment le « droit-de-l'hommisme », parviendra-t-il à

se rendre compte que les inacceptables événements et mentalités que je décris n'étaient que l'expression de l'excès d'hystérie collective autour d'une imaginaire – mais combien profitable pour les intérêts et les passions de certains – « Algérie française » ? Et n'oublions pas un fait – « les faits sont têtus », disait Lénine – important mais rarement évoqué. Cette fin des années 1950 et du début de la décennie 1960 fut, comme le diagnostiquait Raymond Aron, « littéralement terrifiante ». N'est-ce pas alors que se produisent, malgré l'admirable slogan aronien « Paix impossible, guerre improbable », des crises à répétition sur la pomme de discorde de Berlin, l'invasion manquée de Cuba par la CIA, la « crise des fusées » amenant l'humanité au bord de la guerre atomique, le début du stupide lui aussi engagement américain au Vietnam* ? Les souvenirs de l'atroce Seconde Guerre mondiale étaient encore tout frais. Le pouvoir était exercé, même en Occident, par des hommes – Eisenhower, de Gaulle – qui l'avaient menée, fût-ce dans le camp des « justes ». « Je ne connais pas de guerre, disait de Gaulle, où ne coule pas le sang. » Pis, de véritables aventuriers, sous-fifres du plus meurtrier conflit de l'Histoire – Khrouchtchev, Mac Namara, puis Nixon – ne désiraient-ils pas se montrer les égaux de leurs hélas sanglants aînés ?

Et pourtant ! Face à une violence exacerbée emportée par « l'ascension aux extrêmes » si bien définie par Clausewitz – ce fut le cas, on l'oublie aujourd'hui trop souvent, du fanatique FLN nationaliste ou de la fascisante OAS –, les démocraties ne peuvent rester les bras croisés. La passive lâcheté du gouvernement socialiste russe présidé par Kerenski – un acharné « droit-de-l'hommiste » avant l'heure – devant les avoués projets de

* Le lecteur s'étonnera peut-être de la tonalité violemment antisoviétique de mon texte car nous étions, au moment de sa rédaction, en pleine *perestroïka*. La vision prophétique de De Gaulle se traduisant par l'invitation de Khrouchtchev à Paris, la recherche de la « détente, entente, coopération », le discours anticolonialiste de Phnom-Penh était plus que juste. Mais la *Real Politik* obligeait, elle, à porter un dernier coup, comme le faisait alors Reagan, à ce qu'on appelait, propagande oblige, « l'Empire du Mal », définition justifiée bientôt par cette erreur soviétique majeure que fut l'invasion de l'Afghanistan. L'idéologie et le système communiste restaient, même moins violents et moins totalitaires, inacceptables.

coup d'État de Lénine a précipité la Russie dans trois quarts de siècle de tyrannie en causant des millions de morts par le déchaînement d'une violence d'État, elle « absolue » car « sans restriction ni réserve ». En revanche, la fermeté du président Kennedy durant la crise de Cuba a évité à l'humanité le risque – nucléaire ! – d'une troisième guerre mondiale.

Mais un adage absolument crucial doit alors être gravé en lettres d'or sur le fronton de toutes nos interventions. Justifiée seulement par la violence littéralement inacceptable d'autrui, la violence d'État démocratique se doit d'être empreinte d'un maximum de « retenue », fuyant comme on fuit la peste toute incontrôlable « ascension aux extrêmes ». Sans la moindre trace de haine, le recours imposé à la force doit – je répète pour la troisième fois le mot « doit » afin d'essayer de renforcer mon propos – être limité, accompagné d'un effort de développement économique, social et culturel, s'efforçant toujours de respecter autant que possible en situation de guerre ces « droits de l'homme » qui constituent l'une des valeurs essentielles pour lesquelles nous combattons.

Le pouvoir gaullien que je décris après l'avoir, je crois, mieux servi que bien d'autres est-il parvenu à résoudre cette quadrature du cercle ? La réponse appartient aux historiens du futur lorsque toutes les passions encore présentes et approximations se seront enfin dissipées. Pour ma part, j'estime que le général Charles de Gaulle a essayé mais des questions terribles se posent. La manière de gouverner et de s'entourer du Général était-elle compatible avec l'accomplissement de ses « grands desseins » ? Les résultats obtenus ont-ils été, en fin de compte, à la hauteur des intentions, fussent-elles nobles à souhait ? Et des « dérapages » n'ont-ils pas été commis, alors que même moi – et *a fortiori* le lecteur du début du XXIe siècle – ne peut que les trouver profondément inacceptables ? Et puisque nous parlons de l'intolérable, les « bavures » – que j'ai été le premier et le seul à dénoncer parmi les « gens

de pouvoir» gaullistes, comme on dit «gens d'armes» – sont-elles réellement inévitables en temps de guerre ou constituent-elles – hélas, hélas, hélas – la conséquence de l'incompétence du pouvoir gaullien dont j'ai tellement souffert? J'ai déjà souligné que si de Gaulle avait, par exemple, ordonné à ses «services spéciaux» d'établir, tout de suite et dans l'ombre, des contacts ultra-secrets avec les nationalistes, la guerre, j'en suis convaincu, aurait été abrégée et du sang épargné. Pour ma part, je me séparerai plus tard de ma chère Rand lorsqu'elle rejettera avec une rare brutalité le mémorandum que m'avait inspiré mon expérience de Matignon. Au lieu de s'engager à l'extrême au Vietnam et de rêver, comme elle me le demandait, d'une peu réalisable «guerre anti-insurrectionnelle» face à un conflit que j'estimais colonial, les alors généreux États-Unis – le *New Deal*, la croisade contre le nazisme, le plan Marshall n'étaient pas loin – devaient suivre une toute autre voie. Tout en maintenant une position de force, il était impératif d'engager parallèlement des pourparlers secrets avec un Hô Chi Minh qui, porteur de la noble idée d'indépendance, ne pouvait que triompher quelle que soit l'incomparable puissance armée déployée contre un peuple épris de liberté.

Je termine la liste pénible de mes interrogations. Est-ce que je ne prends pas, en raison de l'excès de fanfaronnades auquel j'ai succombé dans mon témoignage d'il y a vingt ans, le risque de me faire attribuer, à moi qui ne fus, comme disait Staline de l'homme ordinaire, qu'une «petite vis» d'un système qui me dépassait, des actes auxquels, souvent «spectateur engagé», je n'ai participé que de fort loin? Ne sera-t-il pas tentant, pour les amateurs de sensationnalisme à tout prix, d'accumuler sur l'unique survivant de cette tragique époque – « l'Histoire est tragique», constatait Hegel – les fantasmes souvent échevelés qu'elle suscite tout naturellement? Tout ne se passe-t-il pas en effet de nos jours comme si l'atroce guerre d'Algérie avait été livrée non par de Gaulle et la France dans son entier mais par une poignée de désaxés qu'il s'agit de livrer à la vindicte publique afin de mieux oublier une responsabilité qui fut, elle, collective? Tant

pis ! La vérité historique, la nécessité morale du « tout dire », le respect de soi-même sont plus importants que le confort personnel, même à mon grand âge.

La religion orthodoxe de mon enfance, que j'ai si abominablement négligée pendant que, torturé mais habité quelque part d'un plaisir malsain, je jouais au « pompier » de la vagissante alors mais si suffisante aujourd'hui Ve République, constitue maintenant, face à l'approche apaisante de la mort, mon unique source de joie. À condition, bien entendu, de faire figurer, en bonne et due place sur cette plage de calme, outre mes deux adorables filles et mes quatre petits-enfants, la lumineuse, toujours aimante et aimée, Danielle Combaz, et la compréhension par ma Russie retrouvée après l'effondrement du communisme de mes analyses toujours poursuivies, de mes tentatives romanesques ou de mon action passée que ma patrie de sang connaît mieux que moi grâce aux innombrables « espions » que son KGB entretenait dans la perméable France de Charles de Gaulle. Or, dans le rite byzantin, le carême débute aux premières vêpres. Au cours de la cérémonie, le clergé change soudain ses habits d'or pour des vêtements sacerdotaux d'un violet triste mais doux. Revêtu, lui, d'une ample mantille noire, l'évêque vient, sur les marches de l'iconostase constellé de cierges, se prosterner en leur demandant pardon, devant les fidèles agglutinés. L'assistance répond de la même manière et l'église faiblement éclairée ressemble alors, dans un amas de dos courbés, à une plage bretonne de gros galets, peinte par un adepte de l'école de Pont-Aven.

Une seule possibilité s'offre donc à moi aujourd'hui : me prosterner, moi aussi et en demandant pardon, devant tous ceux à qui, « volontairement ou involontairement » comme le proclame le « requiem » orthodoxe, j'ai causé du mal, fût-ce au nom de ce que j'estimais alors comme la recherche obsessionnelle du Bien public.

Paris, janvier-avril 2010

Remerciements

Je tiens à exprimer toute ma gratitude à Olivier Nora, P-DG des éditions Grasset qui, avec sa coutumière élégance, m'a rendu mes droits sur *1000 jours à Matignon* afin de leur conférer une valeur historique.

Ma reconnaissance va également aux historiens qui ont bien voulu encadrer mon manuscrit initial. J'ai éprouvé le plus grand plaisir à dialoguer avec Sébastien Laurent et à lire les documents du fonds Michel Debré qu'Olivier Forcade a si minutieusement dépouillés. Le témoin que je suis ne peut exprimer qu'une seule réserve. Les archives disponibles ne sont pas exhaustives, les instructions de Michel Debré étaient souvent orales ou manuscrites, conservées comme telles par un SDECE auquel je les remettais régulièrement. Enfin, les notes de Debré sont souvent impulsives et viciées par l'illusion qu'un bout de papier suffit à transformer le monde.

En conclusion, j'exprime tous mes remerciements à l'équipe dynamique et enthousiaste de Nouveau Monde animée par Yannick Dehée, à Mlles Sabine Sportouch, Charlotte Maréchal et Catherine Garnier ainsi, bien entendu, qu'à Frédéric Durand à qui appartiendra la lourde tâche de transformer le « fantasme sur pattes » que je suis devenu bien malgré moi en un personnage plus humain et donc plus respectable.

CM

Du même auteur

Essais

The House without Windows, France selects a President, en collaboration avec Nathan Leites, The Rand Corporation, Row, Peterson and Co, Evanston, Illinois, 1958.

Les mots du Général, pochade sous le pseudonyme d'Ernest Mignon, préface de Jean Cau, illustrations de Jacques Faizant, Fayard, 1962, Le Livre de Poche, 1963.

Insurgency and Counter Insurgency, The Rand Corporation, Santa Monica, 1964.

The french campaign against the FLN, The Rand Corporation, Santa Monica, 1967.

Préface de l'édition française de *Carnets d'un agent secret*, par Oleg Penkovsky, Tallandier, 1966.

La Troisième Rome – Expansion ou déclin de l'Empire communiste, prix Henri-Martin de l'Académie française, 1985.

Mille jours à Matignon, Raisons d'État sous de Gaulle, Guerre d'Algérie 1959-1962, Grasset, 1988.

Politiquement incorrect, Plon, 1999.

Les Espions, Réalités et fantasmes, Ellipses, 2008 ; Ripol, Moscou, 2009.

Romans

Des services très secrets, De Fallois, 1989, Le Livre de Poche, 1992.

L'Agence et le Comité, Jean-Claude Lattès, 1991.

La diagonale du double – Essai d'autofiction, commercialisé sous le titre *Un espion dans le siècle*, Plon, 1994.

La mort était leur mission, Plon, 1996.

Lettres à une jeune espionne, Plon, 1997.

Une affaire de trahison, Albin Michel, 2000 ; Etcetera, Moscou, 2004.

Table des matières

Avant-propos, *par Olivier Forcade* 7
Mille jours à Matignon, *par Constantin Melnik*..... 33
Avertissement 39

Le premier cercle
Les salons de Matignon 45
Tous nos « conseils de guerre » avec les ministres, les généraux, les chefs de police, 45 – *La deuxième scène qui s'impose à moi,* 49 – *Dérision des hommes plongés dans le flot torrentiel de la « grande » Histoire,* 58 – *La nuit la plus longue de la guerre d'Algérie,* 65 – *L'ombre immense du général de Gaulle,* 82 – *Si, par nature, fils d'un officier de la pathétique Armée blanche,* 90

Le deuxième cercle
Volontés de puissance 101
« Vous vous rendez compte du sujet que vous êtes en train de sacrifier… », 101 – *Une foule s'amasse, prête à se laisser emporter par les démons de la violence,* 107 – *Les arraisonnements de bateaux suspectés de transporter des armes,* 118 – *Par une radieuse journée dont la date a disparu de ma mémoire,* 126 – *La description physique du personnage,* 131 – *Ai-je été sincère en évoquant les plaisirs du pouvoir ?* 137 – *Rien ne peut arrêter le flux des armes,* 141 – *« La CIA soutient le FLN »,* 149 – *Les fastes grandioses des visites des hommes d'État étranger,* 156

Le troisième cercle
Abus de pouvoir..... 165
À la manière de, 165 – *Au commencement d'une affaire qui, à lire certains journaux,* 173 – *« Avec les dossiers que vous avez accumulés… »,* 181 – *Serviteurs et maîtres d'œuvre de la raison des États, les services correctement dits « spéciaux »,* 187 –

Personne n'est jamais parvenu à éliminer tous les risques, 195 – *Autres affaires traitées mais émergeant plus difficilement,* 200

Le quatrième cercle.
Le Dieu Vivant 209
L'attentat de Pont-sur-Seine, 209 – *La base de Bizerte, assiégée pendant l'été 1961,* 213 – *Qu'est-ce que le « gaullisme » ?* 221 – *La vanité des hommes vient se nicher en de bien singuliers recoins,* 231 – *Ma seconde fille Anne, spectaculaire et solitaire beauté russe,* 239 – *L'humour noir des hommes de guerre et de police,* 252 – *L'OAS ! À moins – et encore – de tuer le Dieu Vivant,* 258 – *Plus profondes sont ses croyances et moins l'homme,* 269 – *Le défilé, la veille de procès importants, de procureurs dans le bureau de Michel,* 273

Le dernier cercle.
Services spéciaux..... 279
Notre escadrille secrète du SDECE, 279 – *Peut-on parler en public de services spéciaux,* 283 – *Je ne briserai le pacte du silence que pour une seule opération,* 290 – *Ma propre réflexion sur les opérations Action,* 297 – *L'implantation de harkis à Paris,* 304 – *Dans la mesure où je me suis laissé aller à évoquer les services spéciaux,*309 – *Si les personnages de Proust sont obsédés par le Temps,*315

Épilogue..... 325
Chronologie..... 335
Notes 339
Entretien avec Sébastien Laurent..... 343
Articles relatifs à Constantin Melnik..... 391
Georges Suffert, « Qui gouverne la France ? »,
France-observateur, 21 avril 1960 391
« Police sans assurance »,
Le Canard enchaîné, 11 mai 1960..... 401
Jean Cau, « Monsieur X parle du putsch »,
L'Express, n° 530, 10 août 1961 405
Pierre Viansson-Ponté, « Cinquième République, troisième acte. I. La tête et les jambes », *Le Monde,* 7 novembre 1961 . 421
Post-face de l'auteur..... 427
Remerciements 461